

440
H 16



E dono
BERTHA SURTEES NEWALL
(BERTHA SURTEES PHILLPOTTS)
D.B.E., M.A.
formerly Mistress of Girton College
† 20 January 1932

GIRTON COLLEGE LIBRARY



012383

PEUPLES ET CIVILISATIONS

V

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
Copyright by librairie Félix Alcan, 1926

2440-1
H 16

PEUPLES ET CIVILISATIONS
HISTOIRE GÉNÉRALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

Louis HALPHEN et Philippe SAGNAC

LES
BARBARES

DES GRANDES INVASIONS
AUX CONQUÊTES TURQUES DU XI^e SIÈCLE

PAR

Louis HALPHEN

Professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1926



INTRODUCTION

L'histoire des sept siècles étudiés dans ce volume est dominée par un fait devant l'importance duquel tout le reste s'efface : la mainmise des Barbares sur le monde. Les Barbares n'ont pas attendu la seconde moitié du quatrième siècle pour faire parler d'eux ; ils n'ont pas cessé, comme par enchantement, à la fin du onzième, de tenir les peuples civilisés en haleine ; mais pendant tout ce laps de temps ils ont été sur le devant de la scène, ils ont tenu les premiers rôles.

Il n'y a pas en histoire de commencements absolus. Aussi le point de départ de ce que les historiens français ont pris l'habitude d'appeler les « grandes invasions » peut-il prêter à discussion. Au milieu du quatrième siècle, a-t-on dit, l'Empire romain était déjà rempli de Barbares, que Rome avait accueillis peu à peu dans son sein, et il y avait beau temps que les Teutons et les Cimbres avaient pénétré avec fracas jusqu'aux provinces méditerranéennes et jeté l'alarme dans le monde latin. Mais ce qui distingue, à première vue, les invasions dont nous aurons à rappeler les péripéties de celles qui les avaient précédées, c'est qu'elles ont abouti à la fondation d'un état de choses nouveau par les Barbares eux-mêmes dans les cadres de l'Empire romain disloqué.

Ce grand remaniement ne s'est pas opéré en un jour : l'Empire romain a prolongé son existence sur les rives du Bosphore jusqu'à la conquête ottomane, transformé à la longue au point d'en être devenu méconnaissable, fidèle néanmoins durant des siècles aux traditions essentielles de son passé et prêt à faire valoir ses titres jusqu'aux extrémités occidentales de la Méditerranée. Mais ce passé qui survit, pour impressionnante que soit sa longévité, n'en est pas moins le passé. C'est aux jeunes peuples, à ceux qui, dès le milieu du quatrième siècle, ont commencé à s'ébranler et derrière lesquels bien d'autres vont se presser sans arrêt — Germains ou Slaves, « Normands » de la Scandinavie, Bulgares, Avars ou Magyars des confins asiatiques, Arabes ou Turcs — que l'avenir appartient. Ce sont

eux qui bouleversent le monde; ce sont eux qui, après l'avoir bouleversé, cherchent à le réorganiser à leur façon.

Nous prenons leur histoire au moment même où ils vont se jeter à l'assaut de l'Empire romain, sans refaire ici¹ le tableau de l'État qu'ils vont s'employer à dépecer : nous en supposons les traits connus et nous nous transportons parmi les Barbares dès le début de notre livre.

Nous prolongeons notre exposé jusqu'après les conquêtes des Turcs Seldjoucides. A cette époque, bien des choses restent en suspens, et l'invasion turque du onzième siècle est loin d'être la dernière : celle des Mongols, deux siècles plus tard, prendra même davantage encore l'allure d'une catastrophe. Mais l'invasion des Turcs Seldjoucides peut être envisagée comme marquant réellement la fin d'une période. Car, pour la première fois, à la vue des désastres qui s'étendent, de la menace nouvelle qui pèse sur tous les pays méditerranéens, un sentiment de solidarité va unir, des rivages de l'Atlantique aux rivages du Bosphore, tous les peuples dont les Barbares mettent en péril la foi non moins que l'existence et dresser soudain l'Europe, enfin consciente de son individualité, contre cette Asie qui s'acharne à vouloir faire de la Méditerranée une mer asiatique.

Le récit de cette revanche de l'Europe, qui, grâce à la croisade, parviendra à replanter en Syrie le drapeau de la chrétienté, trouvera place au prochain volume. C'est là également qu'on devra chercher l'histoire de la formation de cette armature féodale qui permit aux chevaliers d'Occident d'être, à l'heure critique, les artisans de la victoire. Les pages qui suivent ont uniquement pour objet d'expliquer, dans la mesure où les documents nous y autorisent², comment l'afflux des Barbares, durant les premiers siècles du moyen âge, a renouvelé peu à peu la face du monde.

1. Nous renvoyons sur ce point au volume précédent de cette série : *L'Empire romain*, par E. Albertini, où l'on trouvera aussi un tableau de l'Église chrétienne jusque vers le milieu du cinquième siècle.

2. C'est parce que les documents font défaut que nous avons dû renoncer à décrire l'organisation politique et sociale et les mœurs des Germains au milieu du quatrième siècle.

LIVRE PREMIER

Les conquêtes barbares

depuis l'entrée des Huns en Europe jusqu'au milieu du VIII^e siècle

CHAPITRE PREMIER

LE MONDE BARBARE VERS LE MILIEU DU QUATRIÈME SIÈCLE

Vers le milieu du quatrième siècle, quand déjà l'Empire romain ne se soutient plus que par la force de son passé, le monde barbare, qui partout borde ses frontières et les a même déjà fait fléchir en plus d'un endroit, est dans un dangereux état de fermentation, avant-coureur des catastrophes prochaines. Le temps est loin où il suffisait de battre quelques tribus, momentanément assurées d'une chancelante hégémonie, pour jeter le désarroi parmi les ennemis, les dissocier et conquérir ainsi des années de paix. Dans les pays germaniques, à l'est du Rhin et au nord du Danube, les Barbares ont pris conscience de leur force ; leurs attaques se sont multipliées, avec une fréquence sans cesse accrue, au cours du troisième siècle et dans la première moitié du quatrième, chaque jour plus redoutables, tout à la fois par le nombre même des assaillants et par la cohésion grandissante qu'assurent aux nouveaux groupements de tribus les victoires et le butin.

Sans doute — et c'est pourquoi le vieux monde survit — l'anarchie reste plus profonde en pays barbare qu'en pays romain. Mais, tentées par les succès de leurs congénères et poussées vers les riches contrées méditerranéennes comme par un instinct irrésistible, les tribus de l'arrière avancent en masses compactes, qui peu à peu — en Germanie du moins — s'organisent et dont certaines déjà font presque figure de nations.

I. — LES GERMAINS¹.

Il suffit de placer côte à côte une carte des territoires germaniques au temps où Tacite écrivait son fameux traité sur les Germains et une carte de ces mêmes territoires quelque trois siècles après pour mesurer le chemin parcouru. A la poussière de peuples — Tubantes, Bructères, Marses, Sicambres, Teuctères, etc. — qui étaient éparpillés le long du *limes* impérial et dont les historiens ont perdu la trace, se sont substitués les grands peuples qui se nomment Francs, Burgondes, Alamans, Vandales ou Goths, venus pour la plupart des régions brumeuses et froides de la Baltique, où ils végétaient obscurément quand Tacite écrivait son œuvre. Ayant englobé dans leur sein les débris des anciennes tribus dont ils avaient triomphé, ces peuples, au milieu du quatrième siècle, représentent des groupes numériquement très puissants, comme tassés sur la frontière ; et derrière eux déjà d'autres attendent, arrêtés par la stagnation des premiers.

Vers le Main la pression s'est exercée avec une telle continuité et si fortement que dès 275 les Romains ont dû évacuer d'une façon définitive cette zone de défense avancée que constituaient sur la rive droite du Rhin les « Champs décumates ». Les Alamans s'y sont installés à leur place, après avoir lentement progressé, au premier et au second siècle, du Brandebourg jusqu'à l'Elbe, puis de l'Elbe jusqu'au Main, Seule la brillante victoire remportée par l'empereur Julien dans la plaine de Strasbourg, en 357, a pu les contenir pour un temps ; mais il était manifeste dès cette époque que d'autres sacrifices devaient être à brève échéance consentis de ce côté aux Germains : agressif, habitué depuis la fin du troisième siècle à venir faire

1 OUVRAGES A CONSULTER. — Otto Bremer, *Ethnographie der germanischen Stämme*, p. 735 à 950 du *Grundriss der germanischen Philologie* publié par Hermann Paul, 2^e éd., t. III (Strasbourg, 1900, in-4^o) ; Ludwig Schmidt, *Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgange der Völkerwanderung* (Berlin, 1910-1918, 2 vol. in-8^o, parus d'abord en sept fascicules dans la collection des *Quellen und Forschungen zur alten Geschichte und Geographie*, publiée par W. Sieglin, fasc. 7, 10, 12, 22, 24, 27, 29, 30). Le même L. Schmidt a donné un résumé de ses travaux dans son *Allgemeine Geschichte der germanischen Völker bis zur Mitte des sechsten Jahrhunderts* (Munich et Berlin, 1909, in-8^o ; fait partie du *Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte*, publié par G. von Below et F. Meinecke). On consultera aussi utilement les articles réservés à l'histoire des peuples germaniques dans la dernière édition de la *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, publiée par Pauly et Wissowa (en cours de publication depuis 1894) et dans le *Reallexikon der germanischen Altertumskunde*, publié par J. Hoops (Strasbourg, 1911-1919, 4 vol. in-8^o).

de vastes razzias en Alsace, en Lorraine et jusqu'en Bourgogne et en Champagne, le peuple alaman est, vers le milieu du quatrième siècle, un de ceux dont le nom inspire en Gaule le plus de terreur.

Un peu plus au nord sont les Burgondes, venus sur la trace des Alamans des confins du Brandebourg et de la Poméranie jusqu'à la vallée de l'Elbe d'abord, puis jusqu'au Main et au Rhin, qu'ils ont atteint en aval de Mayence.

Mais aucun des peuples qui stationnent près du Rhin n'égale en importance le peuple franc. A vrai dire, il semble que ce soit moins un peuple qu'une sorte de fédération de tribus apparentées, ayant chacune son chef particulier et ne formant réellement bloc que contre l'ennemi commun ; mais, dans ce cas, le bloc est solide. On commence pourtant à y distinguer deux groupes : ceux qui, face à Bonn, à Cologne et à Neuss, sont établis en bordure du Rhin — les « riverains » ou « Ripuaires » — et ceux qui, glissant le long de la frontière romaine vers l'extrême nord, ont gagné la vallée de l'Ijssel au cours du troisième siècle, pour s'étendre ensuite jusqu'aux côtes de Hollande — les « Saliens » ou « maritimes »¹. Francs Ripuaires et Francs Saliens ont cherché les uns et les autres à traverser le Rhin ; mais les premiers s'obstinent à vouloir forcer le passage du côté de Cologne, où les Romains disposent encore de solides moyens de protection, grâce auxquels ils pourront longtemps les contenir, tandis que, s'attaquant à une région difficile d'accès, mais moins bien défendue, les seconds, après avoir réussi, dès le début du quatrième siècle, à s'infiltrer dans les îles zélandaises, viennent, au milieu de ce siècle, de prendre pied dans la « Toxandrie » ou Campine, au nord-est du cours inférieur de l'Escaut, d'où l'empereur Julien a dû renoncer à les expulser.

Sur le Danube, la ligne de défense romaine, au milieu du quatrième siècle, est encore intacte. Le cours supérieur et le cours moyen du fleuve sont bordés par les Vandales, vaste ensemble de tribus, qui, des rivages de la Baltique, ont lentement cheminé vers la Silésie, puis vers la Moravie, qu'ils ont atteinte au second siècle, pour se diviser ensuite, tout comme les Francs sur le Rhin, en deux groupes divergents : les Vandales Silinges, qui, s'insinuant, au troisième siècle, par delà le Böhmer Wald, en Bavière et en Franconie, cherchent une issue du côté de

1. C'est tout au moins l'interprétation la plus vraisemblable si l'on fait dériver « salien » de *sal*, sel. Le nom s'est conservé dans le pays de Salland à l'est de l'Ijssel.

la Rétie, et les Vandales Asdinges qui, se dirigeant au contraire vers le sud, sont allés se buter au fleuve, en face de la Pannonie septentrionale, parmi de vieilles tribus suèves (entre autres, les Quades et les Marcomans) établies là depuis plus de trois cents ans.

En aval commence le domaine des Goths, le plus formidable de tous les peuples germaniques. Partis vers le milieu du second siècle de la région de la basse Vistule, ils sont déjà solidement installés quelque soixante-quinze ans plus tard dans les steppes de l'Ukraine, d'où leurs bandes pillardes se répandent bientôt jusqu'au Danube et souvent même, franchissant le fleuve, réussissent à pénétrer jusqu'en Mésie, en Thrace, en Macédoine même. Mais, dans l'ensemble, la frontière du Danube tient encore, et le seul sacrifice définitif que les Romains aient été obligés de consentir dans ces parages est celui de la « Dacie trajane », cette autre zone de défense avancée — analogue aux « Champs décumates » de l'ouest, quoique beaucoup plus vaste — que l'empereur Trajan avait cru devoir occuper en l'année 107 sur l'emplacement de la Roumanie actuelle. Cette contrée est entièrement retombée aux mains des Barbares, et les Goths, pour leur part, en ont occupé toute la portion sise au sud ou à l'est des Alpes de Transylvanie et des Carpathes. Leur empire a fini par englober ainsi un espace immense — à peu près de la Theiss au Don et de la mer Noire aux marais du Pripet. Devenus puissance maritime, leurs barques ont passé le Bosphore et menacé les côtes de Grèce et d'Asie Mineure. Mais le gros du peuple est demeuré au nord de la mer Noire, où il s'est divisé en deux groupes : les Goths de l'est ou Ostrogoths, qui regardent du côté de la mer d'Azov, et les Goths de l'ouest — les Westgoths ou Wisigoths — dont le voisinage de l'Empire romain excite davantage la convoitise.

Les Wisigoths eux-mêmes barrent la route aux Gépides, issus comme eux des pays de la basse Vistule, mais qui, pris entre les Vandales et les Goths, sont arrêtés depuis la fin du troisième siècle dans les montagnes de Transylvanie.

Pareillement, les Ostrogoths gênent dans leur expansion et tendent même à s'asservir les Hérules qui, après les avoir suivis de la Baltique à la mer Noire, sont bloqués depuis le milieu du troisième siècle entre la mer d'Azov et le Dniepr.

Au cœur de la Germanie, du nord-ouest au sud-est, sont les Frisons, les Saxons, les Lombards. Les premiers, restés comme accrochés depuis longtemps déjà dans le pays auquel leur nom

demeure lié, y vont, pendant des siècles encore, mener une vie étroitement particulariste. Au contraire, les Saxons, leurs voisins de l'est, arrivés du Holstein dans la vallée de la basse Weser, ne cessent de pousser de l'avant. Ils cherchent tout à la fois à s'étendre dans la direction du sud, en remontant la Weser et ses affluents, et à marcher dans la direction de l'ouest sur la trace des Francs Saliens, aux courses maritimes et aux expéditions guerrières desquels ils s'associent souvent ; tandis que les Lombards, naguère encore établis sur la basse Elbe, auprès des Saxons, s'étant ébranlés vers le sud-est, ont atteint la Silésie, d'où ils cherchent à déboucher dans la vallée de la Morava.

D'autres peuplades germaniques encore sont à l'arrière-plan : par exemple, les Angles, les Warnes et les Jutes, en Schleswig et en Holstein ; les Ruges, qui ont remonté l'Oder, à l'embouchure duquel ils vivaient vers la fin du troisième siècle, et s'efforcent de gagner la vallée de la Theiss ; les Skires qui, eux, après avoir abandonné la basse Vistule à peu près en même temps que les Goths, sont arrêtés en Galicie depuis le troisième siècle.

Vers l'extrême nord enfin s'agite la masse confuse des Germains restés en Scandinavie et parmi lesquels on distingue quatre grands groupes : les Norvégiens, à l'ouest, qui végéteront longtemps encore dans l'anarchie ; les Suédois, en voie d'organisation et dont la future ville d'Upsal constitue déjà la capitale politique et religieuse ; les Gautes, dans cette partie de la Suède dont le nom — le Goetaland — perpétue le souvenir ; les Danois, que leurs dernières migrations, au troisième siècle, ont amenés en Scanie, tout au sud de la péninsule scandinave, et dans les îles voisines de Bornholm, Seeland, Möen, Falster, Laaland.

Il y a chez tous ces peuples de l'arrière, petits ou grands, de formidables réserves d'avenir. L'organisation politique en reste souvent rudimentaire ; mais, au contact des Germains de l'avant, ils finiront, eux aussi, par prendre corps, comme ceux de l'avant ont pris corps au contact des Romains.

II. — LES BARBARES DE L'AFRIQUE ET DE L'ASIE ANTÉRIEURE¹.

Le long des frontières d'Afrique, les Barbares sont encore mal organisés ; mais leur anarchie est l'unique sauvegarde du vieux monde romain.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — 1^o Pour l'Afrique proprement dite, en attendant l'achèvement de la grande *Histoire ancienne de l'Afrique du nord* de S. Gsell (en cours de publi-

A l'ouest, depuis l'Atlantique jusqu'aux abords de la Cyrénaïque, se pressent les tribus berbères indépendantes, péniblement refoulées par les troupes impériales dans les massifs montagneux et dans le désert où elles peuvent librement préparer leurs razzias et leurs attaques. Le danger que ces voisins remuants font courir aux possessions impériales est d'autant plus grand qu'en cas de crise ils peuvent compter sur l'appui de leurs congénères installés en territoire romain, mais toujours prêts à la révolte. A tous moments, au temps même de sa grandeur, Rome avait dû tenir tête à de semblables soulèvements : au quatrième siècle, bien entendu, à mesure que faiblit l'Empire et que les troupes romaines perdent de leur mordant, la menace se fait plus nette.

Vers l'est, du côté de l'Égypte, d'autres peuples nomades et pillards forcent souvent les frontières. Les plus redoutables semblent les Blemmyes, aux confins de la Thébaidé, et leurs voisins les Maziques. Aux uns et aux autres, l'Empire résiste de son mieux, secondé par les indigènes de Nubie, les « Nobades », avec lesquels il a partie liée. Heureusement, dans ces parages, il suffit de quelques fortins solidement tenus pour arrêter l'assaillant et protéger le sol romain.

cation depuis 1913 et qui doit aller jusqu'à l'époque vandale), il faut se reporter au livre médiocre de E. Mercier, *Histoire de l'Afrique septentrionale depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française* (Paris, 1888-1891, 3 vol. in-8°).

2° Pour les confins égyptiens : E. Revillout, *Mémoire sur les Blemmyes, à propos d'une inscription copte trouvée à Dendur*, dans les *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions*, 1^{re} série, t. VIII (1874), p. 371-445 ; J. Maspero, *L'organisation militaire de l'Égypte byzantine* (Paris, 1912, in-8° ; fasc. 201 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences philologiques et historiques ») ; Germaine Rouillard, *L'administration civile de l'Égypte byzantine* (Paris, 1923, in-8°, thèse).

3° Pour les confins syriens : R. Dussaud, *Les Arabes en Syrie avant l'islam* (Paris, 1907, in-8°) ; Cl. Huart, *Histoire des Arabes* (Paris, 1912-1913, 2 vol. in-8° ; les premiers chapitres du t. I) ; I. Guidi, *L'Arabie antéislamique* (Paris, 1921, in-12, 89 p.). V. Chapot, *La frontière de l'Euphrate de Pompée à la conquête arabe* (Paris, 1907, in-8° ; fasc. 99 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »).

4° Pour la Perse, retenons seulement ici J. Darmesteter, *Coup d'œil sur l'histoire de la Perse ; leçon d'ouverture du cours des langues et littératures de la Perse faite au Collège de France* (Paris, 1885, 67 p. in-18), qui renferme des vues d'ensemble suggestives ; Noeldeke, *Aufsätze sur persischen Geschichte* (Leipzig, 1887, in-8°), traduit en français par O. Wirth sous le titre *Études historiques sur la Perse ancienne* (Paris, 1896, in-12) ; F. Justi, *Geschichte Irans von den ältesten Zeiten bis zum Ausgang der Sasaniden*, au tome II (p. 395 à 550) du *Grundriss der iranischen Philologie*, publié par W. Geiger et E. Kuhn (Strasbourg, 1902, in-8°), et sur l'organisation de l'État, Arthur Christensen, *L'empire des Sassanides. Le peuple, l'État, la cour* (Copenhague, 1907, in-4°, 120 pages ; extrait des *Mémoires de l'Académie royale des sciences et des lettres de Danemark*, 7^e série, Lettres, t. I) ; M. N. Dhalla, *Zoroastrian civilization from the earliest times to the downfall of the last Zoroastrian Empire*, 651 A. D. (New-York, 1922, in-8°), auxquels on peut encore ajouter pour le détail l'ouvrage, malheureusement vieilli, de Rawlinson, *The seventh great oriental monarchy, or the geography, history and antiquities of the Sassanian or new Persian Empire* (Londres, 1876, in-8°).

Au delà de la mer Rouge, en arrière de la Palestine et de la Syrie, errent les innombrables tribus de l'Arabie, ces dangereux « Sarrasins » qu'un témoin oculaire de ce temps, l'historien Ammien Marcellin, nous montre en perpétuel déplacement, vêtus seulement d'« une courte casaque bigarrée », montés sur leurs petits chevaux rapides ou leurs « maigres chameaux », prompts à l'attaque, prompts à la fuite, in-aisissables et prêts à profiter du moindre instant d'inattention pour percer la ligne de défense et venir faire du butin.

Plus au nord sont les Perses, qu'on ne peut, bien entendu, qualifier de « barbares » que dans le sens romain du mot, c'est-à-dire en leur qualité d'étrangers à l'Empire. Car depuis le troisième siècle, l'Iran, sous les princes de la dynastie sassanide, a même un regain de vie nationale et marque à nouveau avec éclat sa place dans l'histoire de la civilisation. Il est redevenu un grand État, fortement centralisé, agressif, contre lequel, au milieu du quatrième siècle, l'Arménie ne défend plus qu'à grand'peine son indépendance et auquel, dans la région du haut Euphrate, Rome doit sans répit livrer des combats épuisants.

III. — LES BARBARES DES STEPPES RUSSES ET ASIATIQUES¹.

Par delà les marais du Pripet et par delà le Don, dans l'immensité des steppes russes, erre une foule bigarrée de hordes

1. OUVRAGES A CONSULTER. — 1° Sur les Slaves : Lubor Niederle, *Manuel de l'antiquité slave* ; tome I (seul paru) : *L'histoire* (Paris, 1923, in-8° ; « Collection de manuels publiée par l'Institut d'études slaves », I), excellente mise au point de tous les travaux antérieurs, y compris l'ouvrage monumental que M. Niederle lui-même publie en langue tchèque depuis 1901 sous le titre d'« Antiquités slaves » (*Slovanské starozitnosti* Prague, 1902-1921, 6 vol. in-8° parus). M. Niederle a d'ailleurs une tendance à faire remonter beaucoup plus haut que nous ne l'admettons l'expansion des Slaves vers le sud.

2° Sur les Lithuaniens et les Finnois : outre le *Manuel* de Niederle (p. 180-188), voir, entre autres, Schybergson, *Geschichte Finnlands* (Gotha, 1896, in-8° ; collection « Geschichte der europäischen Staaten », fondée par Heeren et Ukert).

3° Sur les Alains : W. Tomaschek, article : *Alani* dans la *Real-Encyclopädie der klassischen Altertumswissenschaft*, publiée par Pauly et Wissowa, t. I (1894), col. 1282-1285 ; M. Rostovtzeff, *Iranians and Greeks in South Russia* (Oxford, 1922, in-4°), ouvrage capital pour l'histoire de la civilisation du Pont-Euxin au temps des Sarmates et qui renvoie aux travaux antérieurs, notamment au livre en langue russe de J. Kulakovsky sur les *Alains* (Kiev, 1899).

4° Sur les peuples de l'Asie centrale en général : L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie* (Paris, 1896, in-8°, à contrôler de près) ; René Grousset, *Histoire de l'Asie* (Paris, 1921-1922, 3 vol. in-8°) dont le tome II renferme sur ce sujet des vues suggestives, H. Cordier, *Histoire générale de Chine* (Paris, 1920-1921, 4 vol. in-8° : le tome I^{er}), compilation peu ordonnée et peu critique, dont il est difficile de tirer parti.

nomades sans cohésion, sans frontières naturelles, dont l'histoire nous échappe presque entièrement.

On y distingue d'abord, vers le nord-est, dans la région qui avoisine la source du Niémen et dans les parages du Dniepr supérieur et du Pripet, la masse indécise des Slaves, qui sont là depuis des siècles, comme indifférents au mouvement continu qui entraîne les tribus germaniques toutes proches dans la direction du Danube. Vigoureux, taillés en colosses, l'union leur a manqué jusqu'alors pour se rendre redoutables.

Plus au nord, sur les rives de la Baltique, à peu près dans la région qu'ils n'ont cessé d'occuper, végètent les Lithuaniens, établis là de temps immémorial ; et, plus au nord encore, les Finnois qui, après avoir durant les siècles antérieurs progressivement remonté le cours de la Volga, ont fini par déboucher dans le voisinage du golfe de Riga, d'où ils se trouvent peu à peu refoulés vers le lac Ladoga et le golfe de Botnie aux dépens des Lapons.

Vers l'est et le sud-est s'agitent les Alains, derniers représentants du grand peuple iranien des Sarmates. Une partie d'entre eux peut-être s'est laissé gagner à la curieuse civilisation composite que le gros des tribus sarmates avait acclimatée sur les bords du Pont-Euxin et où l'Asie centrale, la Perse et la Grèce avaient si étrangement collaboré ; mais l'ensemble du groupe est resté d'une extrême sauvagerie : les rapides et féroces escadrons qui le composent et qui campent entre le Don, la Caspienne et le Caucase, arrêtés désormais à l'ouest par les Goths, poussent leurs raids dévastateurs jusqu'en Arménie, parfois jusqu'en Cappadoce ou en Perse.

Mais ce sont les steppes de l'Asie centrale qui recèlent les forces les plus menaçantes, pour l'Europe même : car l'histoire, pas plus que la géographie, ne connaît de séparation absolue entre les deux « parties du monde » accolées l'une à l'autre, et les grandes révolutions ethniques de l'Asie ont toujours eu

5° Sur les Huns de Mongolie avant l'ère chrétienne : J. J. M. De Groot, *Die Hunnen der vorchristlichen Zeit ; chinesische Urkunden zur Geschichte Asiens übersetzt und erläutert*, 1^{re} partie, seule parue (Berlin et Leipzig, 1921, in-4°). Cf. L. Halphen, *Les origines asiatiques des « grandes invasions »* dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1923, p. 453-460.

6° Sur les Youe-tchi : Sylvain Lévi, *Notes sur les Indo-Scythes*, dans le *Journal asiatique*, 9^e série, t. VIII, 1896, p. 444-484, et t. IX, 1897, p. 5-42 ; Vincent Smith, *The early history of India from 600 B. C. to the Muhammedan conquest* (1^{re} éd., Oxford, 1904 in-8° ; 3^e édition remaniée, Oxford, 1914, in-8°) ; et, du même, *The Oxford history of India from the earliest times* (Oxford, 1919, in-16).

dans le passé pour conséquence de faire refluer vers notre orient européen le trop-plein des tribus de Mongolie et du Turkestan.

Au milieu du quatrième siècle, l'Asie est précisément en période de crise. L'Empire chinois, qui, sur les rives du Pacifique, était exposé, du fait des Barbares, à peu près aux mêmes périls que l'Empire romain sur les rives de la Méditerranée, a, comme lui, fini par succomber dans la lutte. Dès les dernières années du troisième siècle, quelques-unes de ces innombrables hordes qui nomadisaient au delà de la fameuse « muraille de Chine », les Huns, ou Hioung-nou, comme les appelaient les Chinois, sortant de leurs déserts de Mongolie, avaient réussi à forcer le rempart protecteur au nord-ouest de Pékin. Bientôt toute la Chine du nord, du fleuve Jaune au golfe de Pé-tchi-li, était tombée en leur pouvoir ; puis, franchissant le fleuve Jaune, ils avaient commencé à se répandre dans la Chine centrale. C'avait été le signal de la curée : sur les pas des Huns, les hordes toungouses des Sien-pi venues du Liao-toung, franchissant, à leur tour, la Grande Muraille en sa partie orientale, avaient envahi le Pé-tchi-li et, triomphant des précédents envahisseurs, s'étaient substitués à eux dans la Chine du nord. Et voilà que déjà, au milieu du quatrième siècle, d'autres barbares encore, les Jouan-Jouan, quittant les confins de la Mongolie et de la Mandchourie, s'élancent dans la mêlée et barrent aux Huns la retraite vers le nord, tandis que, descendant de leur plateau désolé, les Tibétains jettent leur dévolu sur la Chine occidentale et coupent les routes du sud.

Obligés de céder devant l'afflux sans cesse croissant de ces nouvelles hordes, auxquelles l'effondrement de l'Empire chinois laisse le champ libre, les Huns, poursuivis par les Jouan-Jouan, dont la puissance s'étend avec rapidité en Mongolie, se replient précipitamment vers l'extrême ouest, pour aboutir, après bien des aventures et des luttes sanglantes, de l'autre côté de l'Altaï, dans les steppes qui s'étendent au nord du lac Balkhach et de la mer d'Aral. Là deux issues s'offrent à eux : l'une, au sud-ouest, vers la vallée de l'Iaxarte (notre Syr Daria) et les riches contrées de Sogdiane et de Bactriane ; l'autre, à l'ouest, droit vers la Volga.

Mais, en fait, à cette époque le choix n'est plus libre : depuis plus de trois cents ans, la vallée de l'Iaxarte est occupée par une autre peuplade, sans doute parente des Huns, les Youe-tchi — les « Indo-Scythes » des historiens grecs — qui, repoussés jadis

Le monde barbare au milieu du quatrième siècle

(vers 170 avant l'ère chrétienne) de Mongolie ou des contrées avoisinantes, sont parvenus non sans peine, à se fixer là, à s'y frotter de civilisation grecque et hindoue, et à y fonder un puissant État, qui jadis, au premier siècle de notre ère, avait même un moment englobé, outre la haute vallée de l'Iaxarte, celle de l'Oxus (notre Amou Daria), le massif de l'Hindou-Kouch, les pays arrosés par l'Indus, le Pamir, le Cachmir, le Pandjab, la plaine du Gange en amont de Bénarès. Vieux souvenirs, il est vrai, en partie effacés déjà par les revers subis depuis le début du troisième siècle au cours de luttes malheureuses contre les Sassanides de Perse et les princes Goupta de l'Inde. Mais les Youe-tchi, quoique serrés de près par leurs ennemis du sud, n'en tiennent pas moins encore solidement les abords de l'Iaxarte.

Les Huns dès lors ne peuvent hésiter : vers l'an 355, ils se précipitent en masse dans la direction de l'ouest, résolus à se frayer, coûte que coûte, un chemin à travers la plaine russe.

CHAPITRE II

LA PRISE DE POSSESSION DES PROVINCES ROMAINES¹

On avait déjà vu des Huns en Europe au premier siècle de notre ère : quelques-unes de leurs tribus, fuyant les armées victorieuses du grand général chinois Pan-tchao, étaient venues chercher un refuge derrière l'Oural et la Volga au lendemain d'une défaite sanglante essuyée, en l'année 92, sur les pentes septentrionales de l'Altaï. Mais, relativement peu nombreux, les fugitifs s'étaient alors usés en luttes stériles contre les Alains. A peine avaient-ils pu atteindre les rives du Don. Tandis que, cette fois, c'était tout un peuple qui se ruait à l'assaut. Ruée formidable et dont les effets devaient prendre les proportions d'un cataclysme. Car, pressées les unes contre les autres, rejetées

1. OUVRAGES GÉNÉRAUX A CONSULTER. — Otto Seeck, *Geschichte des Untergangs der antiken Welt* (Berlin, puis Stuttgart, 1895-1921, 6 vol. in-8° et 6 fascicules de notes complémentaires dont la pagination fait suite à celle des volumes auxquels ils se réfèrent), histoire d'ensemble du bas Empire romain depuis l'avènement de Constantin jusqu'en 476; J. B. Bury, *History of the later Roman Empire from the death of Theodosius I to the death of Justinian* (Londres, 1923, 2 vol. in-8°, refonte complète du premier volume d'un autre ouvrage du même auteur publié sous le titre *A history of the later Roman Empire from Arcadius to Irene*, Londres, 1889, 2 vol. in-8°); les deux ouvrages capitaux de Ludwig Schmidt (*Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgange der Völkerwanderung* et *Allgemeine Geschichte der germanischen Völker*), cités plus haut, p. 4, n. 1, ainsi que le *Reallexikon der germanischen Altertumskunde*, publié par Hoops, cité ibid.; Felix Dahn, *Die Könige der Germanen, das Wesen des ältesten Königtums der germanischen Stämme und seine Geschichte bis zur Auflösung des karolingischen Reiches* (Munich, puis Würzburg et Leipzig, 1861-1909, 12 tomes en 20 vol. in-8°, dont plusieurs réédités avec quelques modifications de détail), surtout utile pour l'histoire de l'organisation intérieure des États germaniques (t. I, sur l'époque antérieure aux grandes invasions et sur les Vandales; t. II à IV, sur les Ostrogoths; t. V et VI sur les Wisigoths; t. VII, en 3 volumes, sur les Francs au temps des Mérovingiens; t. VIII, en 6 volumes, sur les Francs au temps des Carolingiens; t. IX, en 2 volumes, sur les Alamans et les Bavarois; t. X, sur les Thuringiens; t. XI, sur les Burgondes; t. XII, sur les Lombards); Th. Hodgkin, *Italy and her invaders* (Oxford, 1879-1899, 8 tomes en 9 volumes; 2° éd. des t. I à VI, 1892-1916), ouvrage considérable, mais peu original et pas toujours très sûr (t. I, sur les Wisigoths; t. II, sur les Huns, les Vandales et les Hérules; t. III, sur les Ostrogoths; t. IV, sur la restauration impériale au temps de Justinien; t. V et VI, sur les Lombards; t. VII et VIII, sur la conquête de l'Italie par les Francs).

pêle-mêle vers le sud et l'ouest, comme l'avaient été en Asie les Huns eux-mêmes sous la poussée des Jouan-Jouan, les tribus germaniques de l'Europe orientale et septentrionale vont se trouver en masse acculées aux lignes romaines, qui céderont, non plus de place en place, mais de bout en bout, livrant brusquement passage à la cohue des hôtes indésirables que les frontières avaient arrêtés tant bien que mal jusqu'alors.

Ce ne seront pas, il s'en faut, les premiers Germains s'installant dans l'Empire ; mais ce sera la première prise de possession générale du sol romain par des peuples entiers ; et, malgré les efforts faits par le gouvernement impérial pour sauver la face, ces Germains, implantés à l'intérieur de ses frontières, s'y organiseront peu à peu d'une façon autonome, préparant ainsi la transformation du vieil Empire en une sorte de mosaïque d'États barbares.

I. — L'ENTRÉE DES HUNS EN EUROPE ; LES WISIGOTHS DANS L'EMPIRE ROMAIN¹.

De l'entrée des Huns en Europe, nous savons fort peu de chose. Les Alains furent les premiers à recevoir le choc, un choc d'une telle violence qu'ils se trouvèrent immédiatement mis hors de combat et durent livrer passage à l'ennemi. Les Ostrogoths, à leur tour, tentèrent d'arrêter l'envahisseur. Ils lui opposèrent une résistance farouche, mais ne purent que retarder la catastrophe : vers 370, leur roi Ermenrich (ou Ermanaric), vaincu au cours d'une bataille décisive, se donnait la mort de désespoir ; son successeur, Withimer, était tué peu après, tandis que les bandes hunniques, triomphantes, se répandaient en Ukraine et rejetaient les Ostrogoths désemparés au delà du Dniestr.

Les Goths de l'ouest subirent aussitôt le contre-coup de ce brusque refoulement de ceux de l'est. Au nord du Danube, l'air devenait irrespirable. Au printemps de l'année 376, un premier groupe de trente-cinq mille ou quarante mille Wisigoths, selon les estimations les plus modérées, franchissaient le fleuve, probablement en face de Silistrie, non sans avoir, pour

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages cités à la note précédente, ajouter, sur les Huns, l'article *Hunni*, de Kiessling, dans la *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, publiée par Pauly et Wissowa, nouvelle édition, t. VIII (1913), col. 2583-2615. L'histoire ancienne des Wisigoths est correctement analysée par L. Schmidt, *Geschichte der deutschen Stämme*, t. I, p. 164-207.

la forme, demandé à l'empereur Valens¹ l'entrée du territoire romain à titre de « fédérés ». Mais, immédiatement après, des milliers et des milliers d'autres, se passant cette fois d'autorisation, dévalaient derrière les premiers, pénétraient en trombe dans la Mésie Inférieure (notre Bulgarie orientale, au nord des Ba'kans), battaient les troupes romaines vers la fin de l'année 376 à Marcianopolis (aujourd'hui Pravadia), non loin du port actuel de Varna ; puis, un instant endigués grâce aux efforts désespérés de Valens, repartaient de plus belle en avant, enfonçaient l'armée impériale près d'Andrinople, le 9 août 378, et n'étaient arrêtés finalement qu'à la suite de la brillante campagne menée l'été d'après par le jeune général Théodose, créé empereur quelques mois plus tôt. Se portant, en une marche foudroyante, de Salonique au Danube par la vallée du Vardar, Uskub et Nich, celui-ci parvenait à encercler et à faire prisonnière toute une armée gothique et forçait le reste des troupes ennemies à refluer vers le nord.

L'empire romain était sauvé ; mais la Mésie Inférieure restait en grande partie ou même en totalité au pouvoir des Wisigoths, sous cette réserve, il est vrai, consacrée par un traité formel en 382, qu'ils n'y stationneraient qu'en qualité de « fédérés », avec l'obligation de fournir, comme tous les fédérés, leurs contingents aux armées impériales en échange d'un « tribut » versé annuellement à leur chef par le gouvernement de Constantinople.

Réserve illusoire ; car les Wisigoths, introduits dans la place, n'étaient pas hommes à demeurer longtemps immobiles dans l'espace restreint qui leur était alloué. Très vite, ils reprirent leurs courses dévastatrices en Thrace, jusqu'aux portes de Constantinople, sous la conduite de leur roi Alaric ; puis, leur audace croissant à mesure que s'aggravait l'anarchie à l'intérieur de l'Empire — où Théodose était mort le 17 janvier 395 — on les vit traverser la Macédoine (396) et, de là, pousser hardiment jusqu'en Thessalie, franchir le défilé des Thermopyles, entrer en vainqueurs à Athènes, à Mégare, à Corinthe, à Argos, à Sparte, faire partout des prisonniers et du butin, échapper aux troupes débarquées en hâte par Stilicon, le régent de l'empire d'Occident, dévaster l'Épire et ne s'arrêter enfin que contre promesse de nouveaux territoires (397).

1. Pour l'histoire de l'Empire romain à la fin du quatrième siècle et au début du cinquième, on se reportera à E. Albertini, *L'Empire romain*, formant le tome IV de la présente collection.

La promesse fut tenue : en 399, les Wisigoths qui, de Mésie Inférieure, avaient déjà, sans aucun doute, essaimé en Mésie Supérieure (la Serbie septentrionale d'aujourd'hui), obtenaient de l'empereur d'Orient Arcadius l'autorisation officielle de s'installer — toujours comme « fédérés » — dans les provinces « illyriennes » avec leur roi Alaric, décoré pour la circonstance du titre envié de « maître de la milice » (*magister militum per Illyricum*).

Le « diocèse d'Illyrie », ou *Illyricum*, s'étendant alors des bouches du Cattaro au plateau du Carso et aux Alpes de Styrie et d'Autriche, une pareille mesure devait avoir pour résultat d'aiguiller les Wisigoths du côté de l'Occident ; et, en un temps où la notion de solidarité entre les deux moitiés de l'Empire s'effaçait chaque jour davantage, cette façon de protéger Constantinople pouvait passer pour une suprême habileté.

En tout cas, s'il y avait calcul de la part d'Arcadius et de ses conseillers, le calcul était bon : car deux ans s'étaient à peine écoulés qu'Alaric envahissait tout à coup l'Istrie, surprenait Aquilée (18 novembre 401), traversait de part en part la Vénétie, remontait la vallée du Pô jusqu'à Plaisance et, de là, essayait de s'emparer de Milan, où résidaient l'empereur d'Occident Honorius et sa cour. Mais il avait compté sans Stilicon, le tout puissant ministre du jeune Honorius. Menacé d'être tourné, il n'évita un désastre qu'en s'échappant vers le Piémont. Il n'en fut pas moins défait dans la vallée du Tanaro, entre Asti et Pollenzo, le 6 avril 402, et dut s'estimer heureux de pouvoir, en négociant, s'assurer une libre retraite vers l'Illyrie.

Le coup était manqué ; mais ce n'était que partie remise. Enfoncés comme un coin entre les deux moitiés de l'Empire, tenant la Mésie et une grande partie des provinces illyriennes, les Wisigoths étaient en situation de se jeter à volonté sur l'Italie ou sur la Thrace, la Macédoine et la Grèce. Il était évident que d'un côté ou de l'autre, on pouvait s'attendre à les voir renouveler leurs tentatives.

II. — L'INVASION DE RADAGAISE ET LA GRANDE INVASION DE 406¹.

Cependant l'ébranlement causé dans le monde barbare par l'entrée des Huns en Europe s'était communiqué de proche en

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages généraux de L. Schmidt, O. Seeck (t. V), Bury (t. I), Hodgkin (t. I, II et III) indiqués p. 13, n. 1, et F. Gabotto, *Storia della*

proche et allait gagner jusqu'aux plus lointaines extrémités de la Germanie occidentale.

A l'époque où les Wisigoths, sous la pression des nouveaux venus, s'étaient installés en Mésie, un groupe d'Ostrogoths était entré en Pannonie (notre Hongrie occidentale) où, en 380, l'empereur Théodose les avait admis, eux aussi, officiellement en qualité de fédérés. Instruits par l'exemple d'Alaric, ils ne tardèrent pas à marcher sur ses traces. Vers la fin de l'année 405, sous la conduite de leur chef Radagaise¹ et accompagnés d'autres bandes barbares, ils pénétraient en force dans l'Italie du nord, à peine remise de l'invasion wisigothique, pillant, brûlant tout sur leur chemin, jetant la panique à la cour impériale, qui en était réduite à lever en hâte une armée de volontaires recrutée dans toutes les classes de la population, y compris les esclaves. Mais, cette fois encore, Stilicon eut raison, et même assez facilement, des envahisseurs : cernée près de Fiesole le 23 août 406, au moment où, ayant passé en Toscane, elle essayait de surprendre Florence, l'armée principale de Radagaise fut obligée de se rendre à merci. Tombé aux mains de l'ennemi, dont il essayait de percer les lignes, Radagaise fut envoyé au supplice ; et quant à celles de ses troupes qui opéraient isolément, elles n'échappèrent au massacre qu'en repassant les Alpes au plus vite. Le temps n'était pas venu encore où l'Italie devait plier sous le joug des Ostrogoths.

Mais on était à peine remis de cette alerte que, sur un autre point du territoire, le contre-coup de l'invasion des Huns à l'orient de l'Europe se faisait encore douloureusement sentir pour les Romains. Refoulés vers l'ouest, les Alains qui, dès 377, étaient arrivés à l'embouchure du Danube, avaient vingt ans plus tard dépassé la vallée de la Theiss, d'où ils avaient délogé les Vandales Asdinges. En quête d'un nouvel habitat, ceux-ci, sous le commandement de leur roi Godigisel, s'étaient ébranlés au cours de l'année 401, entraînant avec eux les tribus suèves de leur voisinage. Ils avaient d'abord cherché une issue sur la rive droite du Danube. Stilicon, faisant d'eux des « fédérés », suivant l'usage devenu désormais courant, leur avait, au nom de l'empereur Honorius, accordé des terres dans la partie

Italia occidentale nel medio evo, t. I : *I Barbari nell' Italia occidentale* (Pinerolo, 1911, in-8° ; t. LXI de la « Biblioteca della Società storica subalpina »).

1. Nous supposons du moins l'identité des Goths de Radagaise et des Ostrogoths installés par Théodose en Pannonie ; mais ce n'est qu'une hypothèse, qui a été contestée et ne peut être rigoureusement démontrée.

septentrionale des provinces de Norique et de Rétie (c'est-à-dire en Autriche et en Bavière). Mais ils n'y étaient pas demeurés longtemps : repassant le Danube en son cours supérieur, ils avaient rejoint sur le Main leurs proches parents, les Vandales Silinges. Alains et Suèves étaient venus à leur suite, grossis eux-mêmes, comme il arrivait toujours dans des cas semblables, d'éléments empruntés à d'autres tribus, qu'attirait l'appât du pillage. Et finalement, après un combat acharné, où le roi vandale Godigisel trouva la mort, poussant devant eux une partie des Burgondes, housculant des troupes de fédérés Francs chargés de la défense de la frontière, les avant-gardes de cette masse formidable de peuples en mouvement traversèrent le Rhin du côté de Mayence, le 31 décembre 406, frayant la voie à la cohue des Barbares qui se pressaient derrière eux et qui bientôt couvrirent tout le nord-est de la Gaule.

Le gouvernement impérial était réduit à l'impuissance. Obligé de faire front dans toutes les directions à la fois, Stilicon — le vrai chef de l'État en Occident — ne trouvait plus de troupes à opposer aux Vandales et à leurs compagnons. Ceux-ci purent donc progresser vers le sud sans rencontrer nulle part de résistance sérieuse. Leur marche était assez lente d'ailleurs, car ce n'était pas celle d'une simple bande de pillards : c'étaient des tribus entières, avec femmes et enfants, vivant du butin ramassé en cours de route et ne quittant une contrée qu'après en avoir épuisé les ressources.

Il y avait un an que les Barbares tenaient la campagne quand la Gaule accueillit un usurpateur du nom de Constantin, que l'armée romaine de « Bretagne » (notre Grande-Bretagne d'aujourd'hui) venait de revêtir de la pourpre impériale. Débarqué à Boulogne à la fin de 407 ou au début de 408, il tenta de sauver la situation : il tint provisoirement les Burgondes en installant une partie d'entre eux comme fédérés dans le pays de Worms et de Mayence ; puis il se mit à la poursuite des Vandales, des Alains et des Suèves, qu'il atteignit dans le sud de la Gaule et auxquels il livra plusieurs combats. Mais les moyens dont il disposait étaient insuffisants. Échappant à son étreinte, les Barbares franchirent les Pyrénées dans l'automne de l'année 409 et firent subir à l'Espagne — plus particulièrement aux provinces de l'ouest et du sud — le même sort qu'à la Gaule. Enfin quand, après de longs mois de pillage et de violences, ils eurent fait le vide dans la péninsule ibérique et qu'ils éprouvèrent le besoin pressant d'être ravitaillés, ils

négocièrent avec les autorités romaines. Un traité fut conclu en 411, aux termes duquel ils devenaient tous des « fédérés » et recevaient en échange des terres et du blé. Les Vandales Asdinges et les Suèves furent établis dans la province romaine de Galice qui, outre la Galice proprement dite, englobait alors tout le nord-ouest de la péninsule jusqu'au Douro; les Vandales Silinges se virent assigner des cantonnements en Bétique, c'est-à-dire dans le sud, du côté de la province de Séville, tandis que les Alains étaient répartis entre la Lusitanie (le Portugal au sud du Douro et l'Estremadure) et la Carthaginoise, correspondant aux provinces de Murcie, de Valence et à la Nouvelle-Castille.

III. — L'ÉTABLISSEMENT DES WISIGOTHS EN GAULE¹.

La Gaule était à peine débarrassée des Vandales, des Alains et des Suèves que les Wisigoths y venaient chercher fortune.

En 403, leur roi Alaric avait inutilement tenté d'effacer l'échec de Pollenzo en forçant à nouveau la frontière de Vénétie et en attaquant Vérone à l'improviste; puis il avait essayé, sans plus de succès, de s'ouvrir un passage vers le nord-ouest par le col du Brenner. A Vérone, comme au Brenner, il avait dû se replier devant les armées de Stilicon. Après quoi, il avait cherché, en s'alliant à ce dernier, à prendre sa revanche dans les provinces qui relevaient de Constantinople; mais, déçu encore dans ses espérances, las de réclamer en pure perte le « tribut » auquel il avait droit comme chef de fédérés et les compensations auxquelles il prétendait — parce que, disait-il, Stilicon s'était dérobé au dernier moment et l'avait laissé s'engager seul, en 407, dans une dure campagne à travers l'Épire — il s'était décidé en 408 à envahir pour la troisième fois l'Italie, afin d'amener le gouvernement impérial à lui donner satisfaction.

Vain espoir: il avait eu beau bloquer Rome à l'automne de l'année 408 et frapper ses habitants d'une lourde contribution de guerre; il avait eu beau contraindre le sénat par un deuxième blocus, vers la fin de l'année 409, à opposer à l'empereur légitime Honorius un usurpateur de son choix, le préfet urbain

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages généraux de L. Schmidt, O. Seeck (t. V et VI), Bury (t. I), Hodgkin (t. I, 2^e partie), indiqués p. 13 n. 1; ajouter O. Seeck, article *Athaulfus* dans la *Real-Encyclopädie der Altertumswissenschaft* de Pauly et Wissowa, 2^e éd. t. II (1896), col. 1939-1941.

Attale — esprit distingué, mais simple fonctionnaire, sans autorité et incapable de pourvoir au ravitaillement du peuple wisigothique ; il avait eu beau enfin, recourant à la terreur, pénétrer de vive force, le 24 août 410, dans la Ville Éternelle et, trois jours durant, la livrer au pillage et aux violences de ses soldats, il n'avait pu obtenir ni les territoires nouveaux qu'il eût désirés ni les convois de blé, dont l'épuisement des pays que ses troupes avaient traversés leur faisait sentir cruellement le besoin. La mauvaise fortune s'était acharnée jusqu'au bout sur le chef wisigoth. Hanté par le spectre grandissant de la famine, il avait résolu, dans les derniers mois de l'année 410, de recourir à un remède héroïque : passer lui-même en Afrique, d'où il avait vu revenir, du temps qu'il bloquait Rome, de lourds navires chargés de grains ; mais la tempête avait détruit ou rejeté au rivage ses vaisseaux confiés à des mains malhabiles ; et la mort l'avait surpris à Cosenza, en Calabre, comme il regagnait triste et découragé le nord, pour rejoindre le gros de son peuple.

C'est alors que les Wisigoths, sous le commandement de leur nouveau roi Athaulf, s'avancèrent en masse vers la Gaule. Et, de ce côté, nul ne fut plus en état de les arrêter. Stilicon avait péri assassiné au mois d'août 408 ; l'empereur, le faible Honorius, avait usé ses dernières forces à combattre les usurpateurs que la Gaule s'obstinait à lui opposer : bon gré mal gré, il dut laisser les Wisigoths traverser l'Italie septentrionale, passer le col du mont Genève (412) et se diriger de là vers les riches plaines du Languedoc et de l'Aquitaine. Successivement ils entrèrent dans Narbonne, Toulouse, Bordeaux, pour atteindre, au bout de cette longue chevauchée, les côtes de l'Atlantique (413). Puis, lorsqu'ils eurent consommé les récoltes du pays, ils se souvinrent qu'ils étaient des « fédérés » et réclamèrent du blé au gouvernement impérial.

Mais, entre temps, un homme énergique, le maître de la milice Constance, était devenu le vrai chef de l'Empire. Il tint bon et n'hésita pas à faire opérer par mer le blocus de la Gascogne, dans l'espoir d'amener par la famine les Barbares à résipiscence. Il était d'autant plus résolu à ne pas céder que les prétentions d'Athaulf devenaient inquiétantes : ayant pris pour femme en 414 Galla Placidia, la propre sœur de l'empereur Honorius, captive des Wisigoths depuis le sac de Rome, en 410, n'allait-il pas jusqu'à réclamer maintenant la succession impériale pour le fils qu'elle venait de mettre au monde ! Les

Wisigoths voulurent se ravitailler en Espagne ; ils songèrent même à reprendre les desseins d'Alaric et à passer d'Espagne en Afrique ; mais, à la fin de l'année 415, leur roi Wallia, qui avait remplacé Athaulf, assassiné l'automne précédent, se déclara prêt à négocier.

Rome l'emportait ; mais, au bout du compte, le résultat fut celui que les Wisigoths cherchaient depuis leur entrée en Gaule : moyennant la reconnaissance formelle de la souveraineté romaine sur les territoires qu'ils occupaient et la promesse du concours militaire auquel ils étaient tenus en tant que fédérés, les Barbares étaient assurés d'un ravitaillement régulier et recevaient des terres dans la « Seconde Aquitaine », c'est-à-dire l'Aquitaine maritime, et plus particulièrement en Gascogne, dans le Périgord, la Saintonge, l'Angoumois, le Poitou, complétés bientôt par le Languedoc toulousain (416 et 418).

IV. — L'ÉTABLISSEMENT DES VANDALES EN AFRIQUE¹.

Le premier soin du maître de la milice Constance, une fois la paix faite avec les Wisigoths, fut de se servir d'eux pour arracher l'Espagne aux Vandales, aux Suèves et aux Alains ou du moins pour les amener à vivre tranquilles dans les limites des territoires qui leur avaient été assignés en 411. Dès 416, le roi Wallia, s'acquittant en conscience de son rôle de chef de fédérés, réduisait à merci, après plusieurs mois de luttes meurtrières (417-418), les Vandales Silinges, dont le roi Fredbal était envoyé en captivité ; puis il s'attaquait aux Alains qui, vaincus, décimés, en étaient bientôt réduits à solliciter la protection de Gunderich (ou Gondéric), roi des Vandales Asdinges.

Celui-ci, plus heureux, sut échapper aux coups des Wisigoths, ainsi qu'à la famine, en entraînant son peuple vers les riches et fertiles contrées du sud-est de la péninsule. Brisant la résistance des troupes impériales, il réussit, en 422, par une suite ininterrompue de combats, à s'ouvrir le chemin de la côte. Trois ans plus tard, Carthagène et Séville tombèrent en

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages généraux de L. Schmidt, O. Seeck (t. VI), Bury (t. I) indiqués p. 13, n. 1 ; L. Schmidt, *Geschichte der Wandalen* (Leipzig, 1901, in-8°) ; A. Audollent, *Carthage romaine*, 146 av. Jésus-Christ-698 après Jésus-Christ (Paris, 1901, in-8° ; fasc. 84 de la « Bibliothèque des Écoles d'Athènes et de Rome »). Le livre de F. Martroye, *Genséric, la conquête vandale et la destruction de l'empire d'Occident* (Paris, 1907, in-8°), manque de critique.

son pouvoir ; et, maître de la flotte romaine d'Espagne, il se prit, lui aussi, à jeter des regards de convoitise sur cette Afrique du nord, que ses ressources en blé avaient transformée aux yeux de tous les Barbares en une manière de Paradis terrestre. Pas plus qu'à Alaric ou à Wallia, il ne lui fut donné de faire de ce beau rêve une réalité ; mais il était à peine mort (428) que son successeur, son demi-frère Geiserich (ou Genséric), donnait le signal du départ. Au mois de mai 429, suivi de tout son peuple, il s'embarquait dans le petit port de Joza Transducta (aujourd'hui Tarifa), sur le détroit de Gibraltar, et traversait sans encombre le bras de mer qui le séparait du continent voisin.

Le gouverneur de la province d'Afrique, le comte Boniface, ne put l'arrêter. Un an après son débarquement, il avait déjà atteint, peut-être même dépassé, les confins de la Tunisie et bloquait dans Hippone (Bône) les troupes romaines, désormais hors d'état de tenir la campagne. Ce ne fut cependant pas avant le 11 février 435 que le maître de la milice Aétius, devenu le chef effectif du gouvernement impérial, se résolut à traiter : il fut stipulé au nom du jeune empereur Valentinien III, neveu et successeur d'Honorius, que les Vandales et leur roi Genséric seraient réintégrés dans leur qualité de fédérés et installés à ce titre dans la province de Numidie (correspondant au nord-est de notre département de Constantine).

Mais la vraie terre à blé était la province d'« Afrique » proprement dite, notre Tunisie septentrionale. Dès 439, Genséric l'envahissait et s'emparait de Carthage par surprise (19 octobre). L'Empire, à cette date, n'avait plus la force de lui résister : un nouveau traité conclu en 442 enregistra le fait accompli.

V. — L'ÉTABLISSEMENT DES FRANCS ET DES BUR- GONDES EN GAULE¹.

Dans le nord de la Gaule aussi il avait fallu céder du terrain aux Barbares.

1. OUVRAGES À CONSULTER. — L. Schmidt, ouvrages cités ci-dessus, p. 4, n. 1 ; Lavisse, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, t. II, 1^{re} partie, par C. Bayet, C. Pfister, A. Kleinclausz (Paris, 1903, in-8°) ; Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France : l'invasion germanique et la fin de l'Empire* (Paris, 1891, in-8°), dont les théories sont souvent trop absolues ; F. Dahn, *Die Könige der Germanen* (cité p. 43, n. 1), t. VII : *Die Franken unter den Merovingern*,

Nous avons vu¹ les Francs Saliens prendre pied en Campine dès 355 ou environ, et l'empereur se résigner à cette occupation. Un accord conclu en 358 l'avait légalisée en stipulant, comme à l'ordinaire, que les nouveaux occupants seraient traités en « fédérés ». Mais, comme à l'ordinaire aussi, cette première concession n'avait pas empêché les Francs de progresser à l'intérieur du territoire romain : grossis par l'afflux de renforts venus de la rive droite du Rhin, ils avaient, dès le début du cinquième siècle, réussi à franchir l'Escaut, à se répandre dans le pays de Waas, au nord de Gand, et à remonter la vallée de la Lys jusque dans la région de Courtrai.

Ils ne s'arrêtèrent pas là. Malgré les tentatives, parfois heureuses, faites un peu plus tard par le maître de la milice Aétius pour essayer de les contenir, un de leurs chefs, Clodion, parvint vers 430 à enlever Cambrai, puis à progresser jusqu'à la Somme. Et, sentant dès lors l'impossibilité de les faire reculer, Aétius jugea plus habile de les laisser, cette fois encore, vivre en terrain conquis, sous cette réserve qu'ils y observeraient les obligations découlant du contrat de « fédérés », qui, légalement, n'avait cessé de les lier à l'Empire.

Il s'inspira des mêmes principes dans sa conduite à l'égard des Burgondes. Admis au début de l'année 408 dans le pays de Worms et de Mayence², ceux-ci s'y étaient vite sentis à l'étroit, d'autant que vers l'an 430, une attaque des Huns, que nous retrouverons au prochain chapitre, avait forcé l'arrière-garde de leur peuple, attardée sur la rive droite du Rhin, à se réfugier aussi à l'ouest du fleuve. Plutôt que de les laisser camper dans les régions vitales de Lorraine ou de Champagne, où l'on pouvait s'attendre à les voir venir avant peu, Aétius préféra leur ouvrir spontanément l'accès d'une contrée lointaine, la Savoie, où ils se trouveraient coupés de toute communication avec la Germanie et, par conséquent, disposés à se laisser assimiler. Leur établissement s'y fit en 443 — et, comme toujours, ils furent accueillis là-bas en qualité de « fédérés ».

1^{re} partie (Leipzig, 1894, in-8°) ; t. XI : *Die Burgunden* (Leipzig, 1908, in-8°) ; G. Des Marez, *Le problème de la colonisation franque et du régime agraire dans la Basse-Belgique*, dans les *Mémoires publiés par la Classe des lettres et des sciences morales de l'Académie royale de Belgique*, collection in-4°, 2^e série, t. IX (1926), et, à part, un vol. in-4° (Bruxelles, 1926, 193 p. et 1 carte), dont les conclusions très neuves doivent, sous certaines réserves, être prises en considération.

1. Chap. I, p. 5.

2. Voir plus haut p. 18.

VI. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES PREMIERS ÉTABLISSEMENTS BARBARES DANS L'EMPIRE ROMAIN¹.

Grâce à l'application systématique du contrat de « fédération » dans tous les territoires où se fixaient les envahisseurs, Rome, en théorie du moins, n'abdiquait nulle part : cantonnés de par la volonté de l'empereur à l'intérieur des frontières, tous ces peuples de guerriers n'étaient, pour l'administration romaine, que des armées de troupes barbares, admises en terre d'Empire avec femmes et enfants et liées par un statut spécial, qui découlait de traités librement conclus par le souverain.

Des armées ou des détachements de ce genre avaient à maintes reprises, depuis la fin du troisième siècle, sinon plus tôt, été installés à demeure en Gaule et dans d'autres provinces de l'Empire à des titres divers et sous des noms variés. Il y avait notamment les « lètes », qui formaient de véritables colonies barbares dispersées au milieu des populations romaines et auxquelles le gouvernement impérial avait concédé des terres à défricher. Soldats en même temps que laboureurs — comme l'étaient souvent aussi les troupes cantonnées le long des frontières — les lètes, quoique étroitement subordonnés au pouvoir central, représenté au milieu d'eux par un « préfet », jouissaient d'un régime de semi-indépendance, en vertu duquel ils conservaient leur droit national et leurs usages traditionnels.

Le statut des « fédérés » n'était pas sans rappeler celui des lètes, avec cette différence essentielle toutefois que les fédérés gardaient, non pas seulement leur législation propre, mais encore leur autonomie et leur organisation politiques et ne reconnaissaient comme chefs que leurs rois nationaux, seuls responsables envers l'empereur qui, de son côté, devait verser annuellement entre leurs mains, sous le nom de « tribut », le

1. OUVRAGES A CONSULTER. — E. Th. Gaupp, *Die germanischen Ansiedlungen und Landteilungen in den Provinzen des römischen Westreiches* (Breslau, 1844, in-8°); Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. L'invasion germanique et la fin de l'Empire* (Paris, 1891, in-8°), p. 520-530; F. Dahn, *Die Könige der Germanen*; t. XI : *Die Burgunden* (Leipzig, 1908, in-8°), p. 34-53; H. Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, t. I, 2^e éd. (Leipzig, 1906, in-8°), p. 55 et 72-80 (avec une bibliographie, p. 72); R. Saleilles, *De l'établissement des Burgundes sur les domaines gallo-romains*, dans la *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, t. I (1891), p. 43-103 et 345-407. Sur l'organisation de l'armée romaine à la fin du quatrième siècle et au début du cinquième, voir l'étude fondamentale, mais sommaire, de Th. Mommsen, *Das römische Militärwesen seit Diocletian*, dans l'*Hermes*, t. XXIV, 1889, p. 195-279 (étude reproduite dans Mommsen, *Gesammelte Schriften*, t. VI, p. 206 et suiv.); Bury, ouvrage cité (p. 13, n. 1), t. I, p. 34-45; sur les lètes, voir, en outre, H. Brunner, *op. cit.*, p. 55.

montant, fixé par traité, de la solde globale destinée aux soldats.

Une autre différence s'ajoutait à celle-là : le nombre des Barbares qui composaient chacune de ces immenses armées de fédérés, ainsi transplantés avec toutes leurs familles en territoire romain, était tel qu'on s'était heurté tout de suite à l'impossibilité de trouver assez d'espaces libres à leur attribuer. Mais on s'était habitué, depuis d'assez longues années déjà, un peu partout dans l'Empire, surtout à mesure que les troubles intérieurs étaient allés s'aggravant, à voir se déplacer loin des frontières d'importants corps de troupes, composés d'une forte proportion d'éléments barbares, qu'il fallait bon gré mal gré accueillir et héberger. Une législation spéciale avait été élaborée, précisant les règles à suivre pour le cantonnement de ces troupes de passage. Sur le vu d'un simple billet de logement, chaque habitant était tenu de leur abandonner une partie de sa maison, et un édit du 6 février 398, promulgué par les empereurs Arcadius et Honorius, avait fixé cette partie au tiers de l'ensemble, en indiquant même avec minutie la procédure à adopter au moment du partage.

A tout prendre, la foule des Barbares qu'un Athaulf ou un Genséric traînait avec lui n'était qu'une armée en cours de déplacement. Où et quand s'arrêterait-elle définitivement ? On l'ignorait. Les principaux intéressés eux-mêmes eussent été bien en peine de le dire. Tout ce qu'on savait, c'est qu'il fallait la loger ; et, à cet égard, les règles en vigueur pour le cantonnement des troupes semblent avoir été partout appliquées sans difficultés.

Mais il ne suffisait pas de la loger : il fallait encore la mettre en situation de vivre d'une façon analogue à celle des lètes, c'est-à-dire lui fournir ces terres de culture que tous les peuples barbares réclamaient, dans leur détresse, au moment où ils se présentaient à la frontière romaine. On décida donc qu'outre le logement — qui, dans le cas actuel, était réquisitionné, non plus pour des soldats seulement, mais pour tout un peuple — les habitants, ou tout au moins les plus riches propriétaires, seraient tenus d'abandonner aux nouveaux arrivés, dans les mêmes conditions, une partie de leurs jardins, de leurs champs, de leurs prairies et de leurs bois, voire une partie de la main-d'œuvre servile nécessaire pour assurer l'exploitation. La fraction de leurs domaines dont les propriétaires étaient ainsi invités à abandonner la jouissance à leurs hôtes pour toute la durée de

leur séjour, ne fut sans doute pas toujours ni partout la même : en Italie, nous verrons un peu plus tard les Ostrogoths se contenter, à ce qu'il semble, du tiers des terres, comme du logement ; les Wisigoths se montrèrent vite, peut-être dès l'origine, beaucoup plus exigeants : ils réussirent à faire renverser à leur bénéfice la proportion fixée dans le code romain pour le partage de la maison et ne tardèrent pas à occuper les deux tiers des domaines où ils étaient établis ; les Burgondes, qui d'abord avaient fait élever leur lot à la moitié, eurent tôt fait d'imiter cet exemple pour toutes les terres de culture.

Partout néanmoins ou presque partout les Barbares s'installaient sous le couvert des formes légales ; et comme, en principe, les attributions de terres étaient essentiellement provisoires, la population romaine prenait son mal en patience. Ces Barbares, pensait-on, étaient des garnisaires brutaux et pillards ; mais ce n'étaient que des garnisaires ; bientôt ils s'en iraient plus loin en quête de nouvelles aventures. De fait, au début, ils ne demeuraient pas très longtemps dans une même région. Et comment ne se serait-on pas senti rassuré à l'idée des innombrables provinces qui restaient libres encore de toute souillure ?

Telles étaient sans doute à peu près, pour autant que les textes laissent transparaître la pensée des hommes de ce temps, les illusions dont se berçaient la plupart des Romains vers le milieu du cinquième siècle. Mais les choses allaient changer : une nouvelle et plus violente poussée des Huns, qui déjà une première fois avaient été cause de tant de malheurs, allait précipiter les événements, achever la ruine de l'Empire et mettre ses habitants en face de la dure réalité.

CHAPITRE III

L'EMPIRE DES HUNS¹

Depuis un siècle, en effet, les Huns avaient progressé presque sans arrêt, forçant les autres Barbares qu'ils rencontraient sur leur route soit à émigrer, soit à se soumettre. La majeure partie des tribus ostrogothiques et, avec elles, les Hérules, qui les avaient suivies dans leur retraite sur le Dniestr, étaient ainsi tombés dans leur dépendance ; les Gépides avaient subi le même sort, ainsi que les Ruges, les Skires, les Lombards sans doute et ceux des Suèves qui étaient restés en Germanie. Déjà au début du cinquième siècle l'empire des Huns couvrait la moitié de l'Europe, du Caucase à l'Elbe ; et cette immense étendue de territoires ne satisfaisait pas encore leurs appétits de conquêtes. Franchissant tour à tour le Danube ou le Caucase, ils menaçaient à la fois la Thrace et les confins des empires romain et perse. En 395, leurs bandes s'étaient enhardies au point de pousser à travers l'Arménie, la Cappadoce et le nord de la Syrie jusqu'aux abords d'Antioche.

Mais, à cette date, l'empire des Huns manquait encore tout à fait de cohésion. Durant la première moitié du cinquième siècle, il s'organise, s'incorpore les éléments germaniques qu'il a soumis ; ses chefs se frottent même de civilisation ; puis, suivant la trace des conquérants Goths, Vandales, Francs ou Burgondes, ils s'élancent à l'assaut des derniers débris du monde romain, qui se raidit une dernière fois pour résister à cette avalanche de barbares asiatiques, plus sauvages que tous les autres.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Amédée Thierry, *Histoire d'Atila et de ses successeurs jusqu'à l'établissement des Hongrois en Europe* (Paris, 1856, 2 vol. in-12), à ne suivre qu'avec précautions, l'auteur utilisant les textes sans critique et les arrangeant même souvent à sa façon ; Otto Seeck, *Geschichte des Untergangs der antiken Welt* (cité p. 13), t. VI, p. 279-316 et supplément au t. VI, p. 459-471 ; J.-B. Bury, *History of the later Roman Empire* (citée p. 13), t. I, p. 265-298 ; Ludwig Schmidt, *Geschichte der deutschen Stämme* (citée p. 4), t. I, p. 103 et suiv. ; Hodgkin, *Italy and her invaders* (ouvr. cité p. 13, n. 1), t. II, 2^e éd. (1892) ; Kiessling, article *Hunni* dans la *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft* publiée par Pauly et Wissowa, t. VIII (1913), col. 2583-2615.

Il y a dans l'histoire de ce duel tragique une grandeur farouche, qui a frappé l'esprit des contemporains. Peut-être leurs imaginations échauffées ont-elles quelque peu ajouté encore au caractère dramatique des faits ; mais il est certain que la ruée des Huns au cinquième siècle, si elle n'eut pas par elle-même de résultats durables, produisit cependant en Europe un ébranlement dont elle fut longue à se remettre et, par contre-coup, facilita l'œuvre des autres Barbares.

I. — LES HUNS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU CINQUIÈME SIÈCLE¹.

Le premier portrait qui nous ait été laissé des Huns est dû à la plume d'un officier de l'armée romaine, l'historien Ammien Marcellin, qui écrivait à la fin du quatrième siècle. C'est de lui que la plupart des historiens modernes se sont inspirés. Petits, trapus, la tête forte, imberbes « comme des eunuques », avec des visages « horribles », où l'on a peine à reconnaître les traits de la figure humaine, « on dirait », écrit-il, « des bêtes à deux pattes » plutôt que des hommes. En guise de vêtements, une casaque de toile et de peaux de rats sauvages, « qu'ils ne changent que lorsqu'elle tombe en lambeaux » ; des peaux de chèvres autour des jambes et de grossières chaussures « avec lesquelles on a peine à marcher ». Au reste, « ils sont comme rivés à leurs chevaux » : ils « y mangent, ils y boivent ; ils dorment, inclinés sur le maigre cou de leur monture » ; ils y traitent leurs affaires, ils y « délibèrent ». « Leur barbarie est telle qu'ils s'abstiennent de faire cuire et d'assaisonner leurs aliments : ils se nourrissent des racines des plantes sauvages et de la chair de la première bête venue, dont ils font tiédir des quartiers en les plaçant entre leurs cuisses et le dos de leurs chevaux. » Pas de champs :

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués p. 27, joindre : Otto Seeck, article *Atila* dans la *Real-Encyclopädie* (citée p. 27) de Pauly et Wissowa, t. II (1896), col. 2241-2247 ; Th. Mommsen, *Aetius*, dans la revue *Hermes*, t. XXXVI (1901), p. 516-547 (mémoire reproduit dans Th. Mommsen, *Gesammelte Schriften*, t. IV, 1906, p. 531-560) ; G. Lizerand, *Aetius* (Paris, 1910, in-8°, thèse de doctorat). Les livres de E. Hutton (*Atila and his Huns*, New-York, 1915, in-8°) et de A. Solari (*Gli Unni e Atila*, Pisà, 1916, in-8°) sont sans valeur. Au reste, rien ne remplace la lecture des textes d'Ammien Marcellin, XXXI (édition Clark, Berlin 1910-1915, 2 vol.) et surtout de Priscos (édition Müller, *Fragmenta historicorum graecorum*, t. IV, 1851, et V, 1871 ; édition De Boor, *Excerpta de legationibus*, t. I et II, Berlin, 1903), auxquels la plupart des historiens modernes ont eu souvent le tort de joindre Jordanès, lequel n'écrivait pas avant le milieu du sixième siècle et dont l'ouvrage, qui fait sur ce point en partie écho à Priscos, n'inspire qu'une médiocre confiance.

« nul, chez eux, ne laboure ni ne touche jamais une charrue ». Pas de maisons : leur vie est perpétuellement errante ; quand ils descendent de leurs chevaux, c'est pour aller retrouver dans les chariots, qui les suivent, leurs femmes et leurs enfants.

Un demi-siècle plus tard, il eût fallu apporter de notables retouches à ce tableau d'un pittoresque peu engageant. A mesure qu'ils avaient soumis de nouveaux peuples germaniques et que les rencontres avec le monde romain s'étaient multipliées, les Huns s'étaient progressivement accoutumés à une vie un peu moins rude et un peu moins vagabonde. Le témoignage de Priscos, un écrivain byzantin qui accompagna en 448 à la cour de leur roi Attila un ambassadeur envoyé par l'empereur d'Orient, ne laisse aucun doute à cet égard. Les Huns avaient alors commencé à se fixer au sol : une partie d'entre eux au moins habitaient des maisons de bois. Priscos nous dit que celle dont Attila avait fait son « palais », dans sa capitale de la plaine hongroise, se distinguait par le poli de ses planches et l'élégance de la palissade qui la séparait du chemin. Celle de la reine, tout en bois comme celle de son époux, était ornée intérieurement de tapis de laine, sur lesquels la jeune femme se tenait accroupie, entourée de ses servantes. Le roi barbare avait poussé le raffinement jusqu'à faire venir de loin des pierres pour édifier des thermes sur le modèle usité dans l'Empire ; et, quand il reçut à dîner l'ambassadeur et ses compagnons, ceux-ci eurent la surprise de retrouver chez lui à peu près l'ordonnance et l'aspect général des banquets romains : lits recouverts d'étoffes de choix, vaisselle d'or et d'argent, vins savoureux, qu'on dégustait dans de riches hanaps, mets variés et délicats et jusqu'à des « poètes », des chanteurs et des bouffons pour divertir les convives. Personnellement, Attila était d'une simplicité extrême dans sa mise et ses manières : il ne se servait que de plats et de coupes en bois et ne mangeait que de la viande ; son costume était à peine plus élégant que celui de ses ancêtres, au temps d'Ammien Marcellin ; mais Priscos observe que les autres notables étaient vêtus avec recherche, qu'ils portaient des épées et des boucles rehaussées d'or et de pierreries, et il s'extasie devant les beaux harnachements de leurs montures.

La guerre et le pillage étaient restés la grande industrie nationale ; mais les Huns n'ignoraient déjà plus la pratique du commerce : un marché périodique avait été installé sur les bords du Danube pour faciliter les échanges entre les sujets d'Attila et ceux de l'empereur byzantin. Des rapports réguliers avaient

même fini par se nouer entre le chef barbare et les deux gouvernements impériaux de Constantinople et de Ravenne. Cette dernière étape avait été franchie dans le premier tiers du cinquième siècle, du vivant du roi Roua, lequel, après avoir réussi à imposer son autorité à presque toutes les fractions du peuple hunnique, jusqu'alors assez mal fondues, avait, à l'exemple des rois germaniques, demandé à être, lui aussi, traité en chef de « fédérés ». De l'empereur d'Orient, il avait obtenu le paiement d'un « tribut » annuel de 350 livres d'or, et l'empereur d'Occident avait dû l'autoriser à s'installer dans la partie de la Pannonie voisine de la Save.

À la mort de Roua (vers 433 ou 434), le pouvoir s'était trouvé momentanément partagé entre ses deux neveux Bléda et Attila. La royauté hunnique, même pendant cette période, n'en avait pas moins réalisé de nouveaux progrès au détriment de l'Empire romain : le gouvernement de Constantinople s'était vu contraint d'évacuer plusieurs villes de la rive droite du Danube, en Mésie, entre *Singidunum* (Belgrade) et la région de Vidin, et de doubler le montant de son « tribut » annuel. Au reste, dès 446, ou environ, l'unité du pouvoir royal avait été rétablie au profit d'Attila, dont le frère Bléda venait d'être assassiné ; et dès lors les exigences des Huns s'étaient de jour en jour accrues avec une inquiétante rapidité. Attila s'était fait conférer le grade de maître de la milice (*magister militum*), que plusieurs autres chefs de fédérés avaient déjà porté ; puis il avait assiégré de ses réclamations le gouvernement impérial d'Orient : c'étaient des transfuges dont il demandait la livraison, des prisonniers en fuite qu'il voulait qu'on lui restituât, des indemnités qu'il revendiquait ; enfin et surtout il lui fallait de nouveaux territoires.

En 447, il frappa un grand coup : ses bandes envahirent brusquement la Mésie (la future Bulgarie, au nord des Balkans), la Thrace, la Macédoine et, poussant vers le sud, s'avancèrent jusqu'aux Thermopyles, semant partout la mort et la ruine sur leur passage. On parle de soixante-dix villes ou forteresses détruites, et il y eut une telle hécatombe sur les champs de bataille que, quelques mois plus tard, l'historien Priscos, traversant la plaine de Nich, la trouvait jonchée de cadavres. L'empereur n'obtint la paix qu'en acceptant d'augmenter encore considérablement le montant du tribut annuel, qui, cette fois, fut porté de 700 à 2.100 livres d'or, charge écrasante pour le trésor romain et qui, ajoutée aux arriérés qu'Attila réclamait

en même temps, nécessita la levée d'une taxe spéciale, encaissée à grand'peine.

Mais Attila ne s'en tint pas là. Dès 448, il exigeait l'abandon des provinces romaines comprises entre le Danube et les Balkans ; puis il se retourna du côté de l'empire d'Occident, dont la situation troublée semblait favorable à ses desseins. Un empereur incapable — Valentinien III — assisté d'un maître de la milice énergique, mais ambitieux et sans scrupules — le « patrice » Aétius — contre lequel travaillaient avec la même absence de scrupules les représentants d'un parti soi-disant national et défenseur des traditions, avec pour chef officiel le sénateur Maxime, de la vieille famille des *Anicii*, et pour chef effectif l'eunuque Héraclius ; ajoutez à cela des désordres parmi les paysans de Gaule, des progrès alarmants réalisés dans ce pays même par les Germains, et notamment par les Wisigoths et les Francs : tout invitait le chef des Huns à intervenir à l'ouest. En manière de défi, il réclama pour femme une sœur de l'empereur, nommée Honoria, qui lui avait jadis, disait-on, envoyé un anneau de fiançailles ; il affirma qu'il avait droit, en outre, du chef de sa future épouse, à la moitié des provinces occidentales ; et, sans plus attendre, rassemblant une armée que la légende a sans doute grossie, il se mit en mesure de se servir lui-même.

II. — LA RUÉE DES HUNS SUR LA GAULE ET L'ITALIE¹.

Ce fut en 451 et en 452 que se produisit le choc, en Gaule d'abord, puis en Italie ; et cette double invasion fut, en Occident, la répétition de ce que celle de 447 avait été en Orient : une ruée formidable, au cours de laquelle les hordes pillardes et sanguinaires du chef barbare s'en donnèrent à cœur joie.

Après s'être frayé un chemin jusqu'au Rhin et avoir franchi le fleuve au début du printemps, Attila prit Metz d'assaut le 7 avril 451 et mit le feu à la ville ; tout le nord-est de la Gaule fut bientôt la proie de ses soldats. Leurs dévastations s'étendirent jusqu'à la Loire. Enfin Aétius parvint à les arrêter aux

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Mêmes ouvrages que ci-dessus, p. 27, auxquels on peut ajouter Th. Hodgkin, *Italy and her invaders* (cité p. 13), t. I ; F. Gabotto, ouvr. cité p. 16, n. 1 (pour l'invasion en Italie). K. Bierbach a publié une dissertation sur les dernières années d'Attila (*Die letzten Jahre Attilas*, Berlin, 1907, 79 p. in-8°). Elle n'apporte rien de neuf.

abords d'Orléans : avec une armée rassemblée en hâte et qui comprenait un fort contingent de fédérés wisigoths, sous le commandement de leur roi Théodoric, le général romain barra la route au Hun et l'obligea (24 juin 451) à se replier dans la direction du Rhin ; puis, se lançant à sa poursuite, il le força peu après à livrer bataille à quelques kilomètres de Troyes, au lieu dit *Mauriacus* (peut-être Moirey, dans la commune de Dierrey-Saint-Julien), que certains chroniqueurs — trop longtemps suivis par les historiens modernes — situent à tort dans la plaine de Châlons, ou « champs catalauniques ». Rude combat, où les morts furent légion. Le roi wisigoth fut du nombre. Quant au résultat, il ne semble pas qu'il ait été aussi décisif que le veut la légende : car Attila put achever sa retraite sans être inquiété par Aétius et, quelques mois plus tard, en 452, se jeter sur l'Italie.

Celle-ci fut le théâtre des mêmes scènes d'horreur et de violence qui venaient d'ensanglanter la Gaule : la chute d'Aquilée ouvrit la route de Milan aux envahisseurs, qui, semble-t-il, poussèrent jusqu'à Pavie sans rencontrer de résistance ; et c'est en vainqueur qu'Attila put dicter ses conditions de paix à l'évêque de Rome, Léon, et aux autres plénipotentiaires que le gouvernement de Ravenne, dans son désarroi, s'était empressé de députer auprès de lui.

Nous ignorons les clauses du traité, qui sans doute valut aux Huns une nouvelle extension des territoires qu'ils tenaient en qualité de fédérés. Mais le cours de leurs succès fut interrompu par la mort soudaine de leur roi (453), au moment où, à raison du retard apporté par le gouvernement de Constantinople au paiement du tribut promis en 448, il allait lancer de nouveau ses troupes dans la direction de la Thrace et de la Macédoine.

III. — LA DISSOLUTION DE L'EMPIRE DES HUNS¹.

L'empire des Huns était fragile : Attila disparu, il ne se rencontra personne qui fût en état de continuer son œuvre. Prati-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Kiessling, article *Hunni* indiqué p. 27 ; Tomaschek, articles *Bulgaroi* et *Chazaroi*, au t. III (1899), de la *Real-Encyclopädie* de Pauly et Wissowa (citée p. 27) ; Jirecek, *Geschichte der Bulgaren* (Prague, 1876, in-8°) ; Slatarski, *Geschichte der Bulgaren*, I : *Von der Gründung des bulgarischen Reiches bis zur Türkenzeit*, 679-1396 (Leipzig, 1918, in-12 ; fasc. 5 de la *Bulgarische Bibliothek*, publ. par G. Weigand), qui résume la grande Histoire du peuple bulgare au moyen âge, publiée par le même auteur en langue bulgare (tome I, Sofia, 1918, in-8°) ; M. Hrusevskyj,

quant la polygamie, il avait eu de ses multiples unions de nombreux fils, entre lesquels l'autorité fut partagée. Aucun d'eux ne fut de taille à imposer le respect aux peuples germaniques qui, depuis la fin du siècle précédent, avaient dû les uns après les autres courber la tête sous le joug. Un soulèvement général éclata parmi eux l'année même de la mort du grand roi ; et, après une violente bataille où les Gépides, les Ostrogoths et leurs alliés triomphèrent de son fils aîné Ellac dans les plaines de Pannonie, la domination des Huns se trouva refoulée dans la région du bas Danube et vers les steppes de la mer Noire. Ce fut l'écroulement brusque du plus vaste empire barbare que l'Europe eût connu jusqu'alors.

L'histoire des Huns toutefois n'était pas achevée : un grand peuple ne disparaît pas ainsi tout d'un coup et complètement de la scène du monde, après l'avoir, un siècle durant, remplie du bruit de ses exploits. Mais, désorganisée par la mort de son chef, la masse assez disparate de ces hordes asiatiques, que des succès inespérés avaient, sous Roua, puis sous ses fils, rapprochées les unes des autres, se morcela à nouveau, retomba dans le chaos, pour se reformer ensuite dans des cadres plus étroits, mais où l'individualité ethnique de chaque groupe allait bientôt s'affirmer.

À l'ouest, une importante fraction du peuple hun — les Huns Coutourgours ou Coutrigours — resta fixée dans la région du bas Danube et dans les parages de la mer Noire, jusque vers le Dniepr. Une quinzaine d'années après la disparition d'Attila, elle continuait, sous la conduite d'un de ses fils, Dengizich, à inquiéter le gouvernement de Constantinople par ses perpétuelles incursions en terre d'Empire et notamment en Thrace. Dengizich finit par être pris et tué en 468 ; sa tête fut même apportée en trophée dans la capitale de l'empire d'Orient et, pendant quelques années, il ne fut plus question des bandes qu'il avait si souvent menées au pillage. Puis¹, à partir de 481,

Geschichte des ukrainischen (ruthenischen) Volkes (traduit du russe), t. I : *Urgeschichte des Landes und Volkes ; Anfänge des Kijever Staates* (Leipzig, 1906, in-8°) ; Lubor Niederle, *Manuel de l'antiquité slave* (cité p. 9), t. I, 2^e partie, chap. ix, et 4^e partie, chap. xvii. Le livre souvent cité de J. Marquart, *Osteuropäische und ostasiatische Streifzüge* (Leipzig, 1903, in-8°), capital au point de vue linguistique, quoique d'une lecture difficile, n'est pas directement utilisable au point de vue historique. L'ouvrage de Wirth, au titre prometteur (*Geschichte Asiens und Osteuropas*, Halle, 1905, in-8°) est une compilation bourrée d'erreurs.

1. Nous devons dire toutefois que certains linguistes (en particulier le savant hongrois, M. Gyula Németh) ont aujourd'hui tendance à contester l'identité des Huns et des Bulgares.

elles recommencèrent à faire parler d'elles sous le nom de « Bulgares », qui apparaît alors dans l'histoire et qu'elles devaient peut-être à l'afflux de nouveaux éléments venus des confins asiatiques. Ces Bulgares vont être aux yeux du monde romain les vrais héritiers des Huns. Cavaliers infatigables, aussi féroces que les compagnons d'Attila, inspirant la même terreur, vivant à peu près de la même vie, ils seront bientôt pour les empereurs byzantins l'ennemi de tous les instants, un de ceux qui feront courir à leurs États les pires dangers.

A l'est du Dniepr, d'autres hordes s'organiseront en peuples indépendants : les Huns Outigours entre le Dnièpr et le Don ; puis, plus à l'est, entre le Don, le Caucase et la Caspienne, les Sabires, formés, selon toute vraisemblance, de divers résidus ethniques difficiles à analyser. D'autres groupements apparaîtront encore dans la suite en divers points de ces vastes territoires qu'Attila avait fait siens, par exemple, dans la vallée de la Volga, où un deuxième État « bulgare » finira par se constituer. Mais l'empire hun lui-même a vécu et, avant que d'autres empires asiatiques ne s'élèvent sur ses ruines, l'Europe va pouvoir respirer quelque temps.

CHAPITRE IV

L'OCCIDENT AUX MAINS DES BARBARES¹

L'effondrement de l'empire des Huns ne sauva pas de la ruine le gouvernement romain d'Occident. Aux efforts continus et méthodiques des Barbares, il n'allait plus en effet répondre que par un surcroît de désordres et de violences, jusqu'au jour où, balayé enfin par une poignée de mercenaires germaniques, il devait sombrer définitivement au milieu de l'indifférence générale.

I. — LA CHUTE DU GOUVERNEMENT ROMAIN D'OCCIDENT².

Une longue suite d'émeutes et de crimes marquent les étapes de cette lente agonie. A l'assassinat du maître de la milice Aëtius, égorgé par l'empereur Valentinien III le 21 septembre 454, succède l'assassinat de Valentinien lui-même (16 mars 455), puis celui de son rival Maxime (31 mai 455). Coup sur coup, les deux successeurs de ce dernier, Avitus en 456 et Majorien cinq ans plus tard, sont renversés par le patrice Ricimer, un Suève qui aspirait à jouer les Stilicon : le premier, battu près de Plaisance le 17 octobre 456, s'en tire par une abdication et une entrée dans l'épiscopat ; le second paie de sa vie ses velléités d'indépendance (7 août 461). Ricimer lui substitue en 461 un comparse obscur du nom de Sévère, qui meurt peu après (15 août 465) ; puis, éprouvant sans doute le besoin de redonner du lustre à sa propre autorité, déjà sur le déclin, il accepte pour

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Ouvrages généraux de Ludwig Schmidt, de F. Dahn (*Die Könige der Germanen*, t. II, V, VI, VII, XI), cités précédemment, p. 13, n. 1.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages généraux d'O. Seeck (t. VI), Bury (t. I), Hodgkin (t. II) cités p. 13, n. 1 ; F. Gabotto, *Storia della Italia occidentale nel medio evo*, t. I (cité p. 16, n. 1). Le volume déjà ancien d'Amédée Thierry (*Récits de l'histoire romaine au cinquième siècle. Derniers temps de l'Empire d'Occident ; la mort de l'Empire*, Paris, 1860, in-12) doit être lu avec précaution. Pour l'histoire de l'Empire d'Occident avant le milieu du cinquième siècle, voir E. Albertini, *L'Empire romain* (volume précédent de la présente Histoire générale).

empereur, en même temps que pour beau-père, un personnage d'un peu plus de relief, Anthémios, gendre de l'empereur d'Orient Marcien (mort en 467). Mais, ne pouvant réussir à le rendre docile, il l'assiège dans Rome, le fait prisonnier, se débarrasse de lui par un meurtre (11 juillet 472) et le remplace par un certain Olybrius, d'avance déconsidéré aux yeux des vrais Romains pour s'être laissé patronner par le roi vandale Genséric.

Le dénouement est proche. Olybrius étant mort le 2 novembre 472, précédé de peu dans la tombe par son ministre Ricimer (décédé le 19 août de la même année), c'est à peine si hors d'Italie on fait attention aux luttes des deux chétifs rivaux, Glycérius et Julius Népos, qui se disputent le trône impérial. Julius Népos ne triomphe (juin 474) que pour voir se soulever contre lui le nouveau maître de la milice qu'il s'est donné en la personne d'Oreste — un Romain celui-là, quoique d'un patriotisme sujet à caution, — qui, osant enfin ce que n'avaient osé ni un Stilicon ni un Ricimer ni même un Aétius, installe sur le trône impérial son propre fils, le jeune Romulus, au nom duquel le sobriquet d'« Augustule » allait rester accolé (31 octobre 475).

C'est alors que les mercenaires barbares interviennent pour faire enfin place nette : conduits par un de leurs chefs, Odoacre, un Skire de naissance, qu'ils saluent aussitôt du titre de roi (23 août 476), ils s'emparent d'Oreste, le mettent à mort (28 août), enferment son fils (4 septembre) et, las d'être à la solde d'un gouvernement moribond, revendiquent le droit d'être traités sur le même pied que tant de leurs semblables — c'est-à-dire comme des Barbares sans doute, mais comme des Barbares formant un peuple, gouvernés selon leurs usages nationaux, par le roi qu'ils se sont librement donné, prêts encore à servir l'Empire, mais en qualité de fédérés, et par conséquent cantonnés, comme tous les fédérés, en territoire romain, avec des terres à leur disposition et un tribut versé à leur chef. D'autre part, puisqu'ils campent en Italie et dans la région même de Ravenne, où le gouvernement romain d'Occident a, au début du cinquième siècle, transporté sa résidence, ce gouvernement n'a plus de raison d'être. Comme jadis, l'Empire se contentera d'un seul souverain : en s'installant dans le palais de Ravenne, où tant d'empereurs se sont succédé, Odoacre, chef de fédérés, fait soigneusement emballer les insignes impériaux et les renvoie à Byzance, où, durant de longs siècles encore, l'Empire romain va poursuivre son existence déjà plusieurs fois séculaire.

II. — LE ROYAUME VANDALE SOUS GENSÉRIC¹.

L'attitude d'Odoacre, soucieux de ne prendre possession du sol romain que selon les règles prévues dans les traités de « fédération », contraste avec celle de la majorité des rois barbares plus anciennement pourvus. Oublieux des restrictions imposées à l'initiative de simples fédérés, ceux-ci furent en effet enclins, à partir du milieu du cinquième siècle, et de jour en jour davantage, à se comporter en souverains véritables dans tous les pays où le gouvernement impérial avait été amené à les accueillir.

Genséric, roi des Vandales, donna l'exemple de l'indépendance. A peine installé comme fédéré dans la province d'« Afrique »² en vertu du traité de 442, il s'y conduisit avec la même liberté d'allures que si l'Empire n'eût point existé, allant jusqu'à faire raser les forteresses qui auraient pu servir de refuges aux troupes romaines, confisquant une partie des terres, procédant à l'expulsion des suspects, exigeant l'obéissance stricte de tous les habitants, intervenant dans les nominations ecclésiastiques. Mais ce n'était que le début. En 455, saisissant le prétexte de l'assassinat de l'empereur Valentinien III (le 16 mars³), il rompit officiellement avec son successeur Maxime, auteur responsable du meurtre. Et aussitôt après, passant aux actes, il fit voile vers l'Italie sur des vaisseaux et avec une armée qui, depuis quelque temps, attendaient, prêts à tout événement.

Dans les derniers jours de mai, il débarquait à Porto, à l'embouchure du Tibre; le 2 juin, il entra dans Rome, où l'empereur Maxime avait été égorgé l'avant-veille et où ses troupes — tels un demi-siècle plus tôt, les Goths d'Alaric, mais plus longuement et comme avec un surcroît de raffinement — connurent, pendant deux semaines entières, les délices du pillage. Après quoi, elles se retirèrent, chargées de butin, emmenant avec elles une multitude de prisonniers, parmi lesquels figuraient, entre autres personnages de marque, l'impératrice Eudoxie, veuve de Valentinien, et ses deux filles. Puis, par une guerre de course incessante et des raids rapides sur les côtes de Sicile, de Calabre, de Campanie, Genséric coupa toute communication entre l'Italie et les provinces de Maurétanie et de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages indiqués, p. 21, n. 1.

2. Cf. ci-dessus, p. 22.

3. Cf. ci-dessus, p. 35.

Numidie — notre Algérie — dont il put dès lors facilement achever la conquête, tout en prenant possession de la Tripolitaine.

Un moment il parut hésiter. C'était au temps où Rome venait de se donner pour empereur (457) un homme d'énergie en la personne de Majorien, Romain de vieille souche, fils et petit-fils d'officiers de carrière, et dont un des premiers actes avait été de préparer une expédition en Afrique. Genséric, intimidé, crut devoir engager des pourparlers de paix (mai 460). Mais il se ravisa quelques mois plus tard quand il apprit la chute et la mort de Majorien (août 461).

Dès lors rien ne le retint plus : sa flotte, déjà maîtresse de la Méditerranée occidentale, où elle poursuivait sans relâche une guerre de course dangereuse pour l'approvisionnement de Rome, étendit son champ d'action à l'Orient. Les côtes de Grèce, comme celles de Sicile et d'Italie, reçurent la visite des pirates ; et cette communauté de péril eut au moins pour résultat d'amener les deux empereurs d'Orient et d'Occident, Léon I^{er} à Byzance et Anthémius à Rome, à s'entendre enfin en vue d'une action concertée de grande envergure, qui devait, dans leur pensée, amener l'écrasement de la puissance vandale ; mais la flotte qui amenait le gros de leurs troupes se laissa surprendre et détruire près du cap Bon, au nord-est de Carthage, en 468. Enhardi, l'audacieux Barbare acheva en peu de temps la conquête de la Méditerranée occidentale : la Sardaigne, où ses troupes avaient pris pied depuis quelques années, la Corse, les îles Baléares et Pityuses, la Sicile furent annexées à son empire ; et déjà il menaçait les îles grecques, quand l'empereur de Constantinople, Zénon, qui restait le seul souverain légal de tout l'ancien Empire depuis la déposition de Romulus Augustule, jugea plus prudent de s'entendre avec lui et de renoncer d'une façon définitive aux provinces africaines, ainsi qu'aux îles de la Méditerranée occidentale, moyennant l'arrêt des hostilités (automne 476).

C'était la reconnaissance officielle du royaume fondé par Genséric et qui devait se maintenir intact jusqu'à sa mort (25 janvier 477), à ceci près que, pour permettre sans doute à son successeur de se consacrer en paix à l'organisation des pays conquis, le vieux chef vandale crut sage, avant de disparaître, de faire à Odoacre abandon, en échange d'un tribut annuel, de toute la Sicile, à l'exception du port de Lilybée (aujourd'hui Marsala), point d'appui trop précieux pour qu'il consentît à le sacrifier.

III. — LE ROYAUME WISIGOTHIQUE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU CINQUIÈME SIÈCLE¹.

L'exemple de Genséric fut contagieux pour les autres chefs barbares installés en territoire romain et notamment pour les rois wisigoths.

Sans s'abstenir d'exploiter les difficultés au milieu desquelles se débattait l'Empire agonisant pour chercher à accroître, souvent de vive force, le lot qui leur avait été assigné, les deux premiers successeurs de Wallia, Théodoric I^{er} (418-451) et Thorismud (451-453), s'étaient montrés relativement dociles et relativement respectueux des droits de l'empereur. Fidèles au traité de « fédération », ils avaient participé à maint combat aux côtés des troupes romaines. Mais en 457, quand Majorien eut été proclamé empereur, imitant le geste que Genséric avait fait deux ans plus tôt, lors de l'assassinat de Valentinien III, leur roi Théodoric II (453-466) refusa soudain de reconnaître le nouvel élu et tenta de surprendre la ville d'Arles, dont l'importance capitale avait déjà excité la convoitise de ses prédécesseurs. Pas plus que ceux-ci, il ne parvint à s'en emparer, et il dut se replier au bout de longs mois d'efforts stériles (457-459) ; mais en 462 il mettait la main sur le port de Narbonne, qui lui ouvrait du côté de la Méditerranée des perspectives nouvelles.

Après quelques années de répit, son successeur Euric (466-484) reprit la marche en avant, et non plus seulement dans les limites de la Gaule, mais, en outre, au sud des Pyrénées.

L'Espagne était, en effet, à la merci d'un conquérant résolu. Depuis que les Vandales l'avaient évacuée en 429, les Romains s'étaient révélés impuissants à la ressaisir. A plusieurs reprises, se souvenant que les Wisigoths lui devaient leur concours militaire en tant que fédérés, l'empereur avait fait appel à leurs troupes pour anéantir les bandes suèves qui, sortant de leurs montagnes de Galice, se répandaient dans la péninsule et cher-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages généraux de L. Schmidt, Dahn (t. V et VI) cités p. 13, n. 1 ; Yver, *Euric, roi des Wisigoths*, dans les *Études d'histoire du moyen âge dédiées à G. Monod* (Paris, 1896, in-8°), p. 11-46 ; et les histoires d'Espagne au moyen âge, spécialement F. Guerra, E. de Hinojosa, J. de La Rada, *Historia de Espana desde la invasion de los pueblos germanicos hasta la ruina de la monarquia visigoda* (Madrid, 1894, 2 vol. in-4° de la grande collection « Historia general de Espana » publiée par l'« Academia de la historia »), et les livres plus sommaires de R. Altamira, *Historia de Espana y de la civilizacion espanola* (Barcelone, 1900-1911, in-8° ; 3^e éd., 1913-1914), t. I, et de Ballesteros y Beretta, *Historia de Espana y de su influencia en la historia universal*, t. I (Barcelone, 1919, in-8°).

chaient à en occuper toutes les provinces les unes après les autres ; mais le plus clair résultat de ces interventions répétées des Wisigoths en Espagne avait été de leur faire connaître le pays et de leur en donner le goût. Quant au gouvernement romain, sa situation ne s'y était pas trouvée raffermie d'une façon durable. Il avait bien obtenu, en 454, l'évacuation des provinces de Carthagène et de Tarragone ; mais il n'avait pu empêcher les Suèves de rester en Bétique, d'envahir la Lusitanie et d'en occuper la côte occidentale avec les deux places importantes de Porto et de Lisbonne (458 et 459). Et pourtant les Suèves, en proie à la guerre civile depuis 457, n'étaient guère redoutables ; et il était facile de prévoir qu'ils ne seraient pas plus que les Romains un obstacle de nature à arrêter un nouvel envahisseur. A tous égards, c'était donc l'instant propice. Euric ne le laissa pas échapper.

En 468 et 469, il lança ses troupes à l'attaque presque simultanément en Gaule et en Espagne. Il eut vite raison des Suèves, qu'il refoula en Galice, occupa la Lusitanie, la Bétique, et peu après y joignit la province de Carthagène. Au nord des Pyrénées, ses succès ne furent ni moins décisifs ni moins rapides : les troupes romaines, battues à Déols, près de Châteauroux (469), furent rejetées sur la rive droite de la Loire et, tandis que se poursuivait la conquête méthodique du Massif central et de ses abords, une autre armée venait menacer Arles et la Provence (470-471).

Quelles armées le gouvernement de Ravenne eût-il pu opposer à ce nouveau conquérant que grisaient ces victoires faciles ? Dans le temps même où les soldats d'Euric se dirigeaient vers la Provence, le maître de la milice Ricimer donnait le signal de la révolte contre l'empereur Anthémius ; et toutes les troupes mobilisables étaient occupées soit à défendre ce dernier soit à le combattre. Le gouvernement de Ravenne n'intervint guère qu'en 475, et ce fut uniquement pour tenter de sauver la Provence, dont la perte risquait d'être funeste à l'Italie : un traité hâtif conclu avant la chute de l'empereur Népos consumma le sacrifice des provinces d'Espagne et de Gaule dont Euric s'était déjà emparé, sans autre résultat que de retarder de quelques mois seulement la conquête de la région provençale. A la fin de 476, en effet, quand il apprit que le pouvoir de Romulus Augustule venait de sombrer dans la révolte, Euric acheva son œuvre : Arles, Marseille, toute la côte jusqu'aux Alpes furent enlevées en peu de jours, tandis qu'au sud des Pyrénées,

les troupes wisigothiques occupaient la province de Tarragone, la seule des provinces d'Espagne — sauf la Galice, restée aux mains des Suèves, — dont les Wisigoths ne se fussent pas encore rendus maîtres.

Le temps était loin où le roi Athaulf s'estimait heureux d'avoir obtenu pour les siens le droit de cantonner dans quelques villes et quelques villages de la plaine aquitanique. Les cantonnements du début étaient devenus un formidable royaume qui, du détroit de Gibraltar à l'estuaire de la Loire et de l'Océan aux Alpes, englobait à lui seul près du tiers des territoires qui naguère encore reconnaissaient l'autorité des empereurs de Ravenne.

IV. — LA FONDATION DU ROYAUME BURGONDE¹.

L'histoire des Burgondes ressemble à celle des Wisigoths. Comme eux, d'abord fidèles au traité de fédération qui leur avait valu d'être cantonnés en Savoie, ils prirent occasion de l'arrivée de Majorien au trône impérial (457) pour chercher à s'agrandir et, si possible, à changer les conditions de leur établissement en Gaule. Majorien parvint à les contenir. En 458, il leur reprit Lyon, dont ils venaient de s'emparer. Mais sitôt qu'il eut disparu (461), ils y rentrèrent, en firent leur capitale et, en moins de vingt années, conquirent les pays de la vallée du Rhône et de ses affluents, à l'exception de la Provence, dont nous avons vu précédemment les destinées.

C'était encore une immense portion de Gaule, et celle précisément dont dépendaient toutes les communications avec l'Italie, qui échappait ainsi à l'Empire romain sans espoir de retour.

V. — LA CONQUÊTE DE LA GAULE PAR LES FRANCS².

Les Francs Saliens se conduisirent plus longtemps en véritables fédérés. En 463, en 469, leur roi Childéric venait encore avec son

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Ouvrages généraux de L. Schmidt et F. Dahn (t. XI), cités p. 13, n. 1 ; Albert Jahn, *Geschichte der Burgundionen und Burgundiens bis zum Ende der I Dynastie* (Halle, 1874, 2 vol. in-8°) ; Paul-Edmond Martin, *Études critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne*, 534-715 (Genève et Paris, 1910, in-8°).

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Ouvrages généraux de L. Schmidt et F. Dahn (t. VII) cités p. 13, n. 1 ; Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France* (1^{re} partie, en 1^{re} et 2^e édition, Paris 1875, puis 1877, un vol. in-8°, refondu en

contingent prêter main-forte aux armées romaines contre les Wisigoths. Mais les choses changèrent quand le gouvernement romain de Ravenne eut cessé d'exister (476). Il n'y avait du reste plus, à cette date, en Gaule de représentant qualifié du pouvoir impérial. Pendant des années l'autorité y avait été exercée par un ancien lieutenant de l'empereur Majorien, un nommé Egidius qui, ayant reçu le titre de « maître de la milice en Gaule » (*magister militum per Gallias*), n'avait pas tardé à profiter de son isolement croissant et bientôt complet pour agir avec une indépendance quasi souveraine. Son fils Syagrius l'avait remplacé après sa mort, sans le moindre titre légal : c'était, comme disent certains chroniqueurs, une manière de « roi des Romains », entendez : des Romains de l'Ile-de-France et des pays d'entre Seine et Loire. Un chef franc, fût-il désireux de ménager l'empereur — celui de Constantinople, le seul qui subsistât — ne devait éprouver aucune espèce de scrupule à porter les armes contre un aussi singulier voisin. Ce qui explique que Clovis, successeur du roi Childéric, n'ait pas hésité, au lendemain de son avènement (481 ou 482), à reprendre avec son peuple la marche vers le sud, arrêtée depuis près d'un demi-siècle.

Il ne lui fallut pas moins d'une vingtaine d'années de luttes incessantes, de 486 à 506, pour achever la conquête des pays au nord de la Loire. Entre temps, son pouvoir grandissant s'était imposé non seulement à la masse des Francs Saliens, accrue elle-même à mesure que les progrès des premiers arrivés avaient laissé de la place à de nouveaux occupants, mais encore à toutes les tribus de Francs Ripuaires qui, à leur tour, avaient fini par forcer la frontière et s'étaient avancées en territoire romain jusqu'à Trèves d'abord (455 environ), puis jusqu'à Metz. Dans les dernières années du cinquième siècle, l'autorité de Clovis s'éten-

2 volumes : *La Gaule romaine et L'invasion germanique et la fin de l'Empire*, Paris, 1891, 2 vol. in-8° ; puis : *La monarchie franque*, Paris, 1888, in-8° ; *L'alleu et le domaine rural*, Paris, 1889, in-8° ; *Les origines du système féodal : le bénéfice et le patronat pendant l'époque mérovingienne*, Paris, 1890, in-8° ; *La transformation de la royauté pendant l'époque carolingienne*, Paris, 1892, in-8°), ouvrage capital, mais dont les idées maîtresses ne peuvent être accueillies sans réserves ; E. Lavisse, *Histoire de France*, t. II, 1^{re} partie, par C. Bayet, C. Pfister et A. Kleinclausz (Paris, 1903, in-8°), p. 94-134 ; G. Kurth, *Clovis* (1^{re} éd., Tours, 1896, in-4° ; 3^e éd., Bruxelles, 1923, 2 vol. in-12), le livre le plus complet sur Clovis, mais insuffisant au point de vue critique. Le grand ouvrage, aujourd'hui très vieilli, consacré par F. Dahn à l'histoire des peuples germaniques (*F. Dahn, Urgeschichte der germanischen und romanischen Völker*, Berlin, 1881-1889, 4 vol. in-8°, de la collection « Allgemeine Geschichte » publiée par Oncken) renferme un énorme volume (t. III) de près de 1200 pages, sur l'histoire des Francs jusqu'au début du neuvième siècle ; mais ce volume est plus riche de faits que d'idées.

avait jusqu'au Rhin ; mais, pour y parvenir, il avait eu, en outre, à triompher du peuple alaman qui, arrêté devant le fleuve depuis deux siècles, avait réussi enfin, entre 455 et 470, à occuper l'Alsace, le Palatinat et déjà peut-être une partie de la Suisse alémannique d'aujourd'hui, sans compter, dans une autre direction, la Souabe et la Bavière. Quand une dizaine d'années de combats, souvent violents — entre autres, le fameux combat dit de Tolbiac ou Zülpich, en 496, — lui eut permis de les rejeter hors de Gaule, Clovis se trouva aussi le maître de tous les territoires sis entre la Loire et le Rhin.

Mais déjà son ambition dépassait ces limites et il aspirait à substituer son autorité dans le reste de la Gaule à celle des conquérants burgondes et wisigoths.

Dans le royaume wisigothique, les haines soulevées au sein des populations gallo-romaines et chez les membres du clergé catholique par les violences et les persécutions du roi Euric et de son successeur, le faible Alaric II (484-507), tous deux adeptes de l'hérésie arienne, avaient préparé un terrain favorable à l'intervention du roi franc qui, de païen qu'il était encore au début de son règne, venait de passer au catholicisme. Commencée sans doute en 494, et quoique facilitée par des soulèvements qui éclatèrent un peu partout — en Espagne comme en Gaule — contre le gouvernement d'Alaric, la conquête des pays au sud de la Loire n'en nécessita pas moins plusieurs campagnes. Tours, Saintes, Bordeaux furent pris, perdus, repris plusieurs fois. Finalement, en 507, Clovis l'emporta : dans une bataille décisive livrée à Vouillé, au nord-ouest de Poitiers, Alaric fut tué, son armée mise en déroute et, en quelques semaines, tout son royaume occupé jusqu'aux Pyrénées, à la seule exception des pays riverains de la Méditerranée — bas Languedoc et Provence — dont une énergique intervention des Ostrogoths, récemment installés en Italie, interdit l'accès aux troupes franques.

Le royaume burgonde fut plus difficile à entamer. Et pourtant il semblait, à première vue, offrir moins de force de résistance que le royaume wisigothique. Suivant une coutume que nous allons retrouver chez les Francs, la royauté y était considérée comme un héritage divisible entre tous les enfants légitimes du souverain, si bien qu'à la fin du cinquième siècle les fils du roi Gondovech (mort vers 470), d'abord au nombre de quatre, puis au nombre de deux, s'y partageaient le pouvoir. Or ils ne s'entendaient pas entre eux. Vers l'an 500, les deux seuls

rois survivants, Gondobald, ou Gondebaud, et Godigisel, étaient aux prises, et, qui plus est, le premier avait contre lui le clergé catholique de ses États, lequel ne lui pardonnait pas de rester, quoique marié à une catholique, obstinément attaché à l'arianisme dont ses ancêtres étaient devenus les adeptes. Une première fois, en l'an 500, Clovis tenta d'exploiter cette situation et parvint effectivement, en liant partie avec Godigisel, à battre Gondebaud près de Dijon ; il poussa ensuite jusqu'à Avignon ; mais la menace d'une armée wisigothique, qui était accourue pour éviter la mainmise des Francs sur la vallée du Rhône, sauva Gondebaud, lui permit de reconstituer ses forces, de ressaisir une à une les villes qui lui avaient été enlevées et bientôt même, son frère ayant été tué à Vienne au cours de la lutte, de refaire à son profit l'unité du royaume burgonde. La conquête franque se trouva ainsi différée.

Clovis dut changer de tactique et rechercher l'alliance du peuple qu'il avait voulu anéantir, quand il vit, au lendemain des événements que nous venons de rappeler, le prudent Gondebaud laisser son fils Sigismond, nouvellement associé au pouvoir, abjurer l'arianisme et gagner par ses libéralités l'appui du clergé catholique. Mais ce ne fut que partie remise : quelque dix ans après la mort de leur père, survenue en 511, les quatre fils de Clovis, cohéritiers de son royaume, jugèrent le moment opportun pour reprendre l'effort interrompu. L'appui militaire du roi ostrogoth Théodoric le Grand, avec qui ils s'étaient entendus pour le partage des dépouilles, leur fournit les moyens d'écraser d'un seul coup Sigismond qui, entre temps, avait succédé à Gondebaud. Déconcerté par cette double attaque partie à la fois du nord et du sud, le roi burgonde se laissa surprendre dès le commencement de la campagne par les armées franques et emmener prisonnier, tandis que les Ostrogoths s'emparaient du Dauphiné presque sans dégaîner l'épée (523).

Ce n'était pas encore néanmoins la chute du royaume burgonde. Ralliés autour de Godomar, frère de Sigismond, surexcités par la nouvelle de la mort de ce dernier, massacré dans des conditions particulièrement odieuses, avec sa femme et ses enfants, par ordre du roi franc Clodomir, les Burgondes infligèrent aux troupes de celui-ci à Vézeronce, entre Lyon et Chambéry, une défaite sanglante, qui coûta la vie à Clodomir lui-même (524), et imposa la paix aux Francs d'abord, dès 524, puis aux Ostrogoths cinq ou six ans plus tard. Mais en 532 l'inévitable se produisit enfin : une dernière attaque franque,

menée avec plus de décision, trouva le pays hors d'état de résister. En deux années tout fut conquis et comme, à cette date, le royaume ostrogothique était en pleine crise, les princes francs purent librement, et sans avoir à faire de partages, substituer dans l'ensemble des territoires burgondes leur autorité à celle du roi déchu.

Ainsi, pièce à pièce, en l'espace d'un demi-siècle, la majeure partie de l'ancienne Gaule romaine était tombée au pouvoir des Francs. Non seulement l'autorité impériale en était définitivement éliminée, mais, pour la première fois, un peuple barbare était parvenu à reconstituer à son profit une unité géographique à laquelle il ne manquait plus, pour être tout à fait complète, que les provinces méditerranéennes, encore occupées par les Goths, et la péninsule armoricaine où, près d'un siècle auparavant, avaient commencé à affluer les Bretons, dont les invasions anglo-saxonnes de Grande-Bretagne avaient, nous le verrons, provoqué l'exode en masse.

VI. — L'ÉTABLISSEMENT DES OSTROGOTHS EN ITALIE SOUS THÉODORIC LE GRAND¹.

L'Italie, entre temps, n'avait échappé aux Barbares d'Odoacre que pour tomber aux mains des Ostrogoths.

On se rappelle qu'une première fois, en 405-406, elle avait eu à subir le choc d'un groupe d'entre eux conduit par Radagaise ; mais le gros de leur peuple vivait alors dans la vassalité des Huns, dont ils ne purent s'affranchir qu'après la mort d'Attila, en 453. Ils avaient sans doute à refaire l'apprentissage de la liberté ; car, pendant quelques années, ils parurent disposés à respecter les droits de l'Empire. Celui-ci les accueillit comme fédérés sur la rive droite du Danube, dans le nord de la Pannonie (la Hongrie occidentale d'aujourd'hui), où jadis une partie de leur peuple avait été installée² et où ils rejoignaient peut-être

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages généraux de L. Schmidt, Dahn (t. III), Bury (t. I) et Th. Hodgkin (t. III), indiqués p. 13, n. 1 ; L. M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. I : *Das Italienische Königreich* (1^{re} éd., Gotha, 1897, in-8° ; 2^e éd., revue, Stuttgart et Gotha, 1923, in-8°, de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert), ouvrage capital, qui couvre la période de 476 à 555 environ ; F. Gabotto, *Storia della Italia occidentale nel medio evo*, t. I (cité p. 16, n. 1) ; G. Romano, *Le dominazioni barbariche in Italia*, 395-1024 (Milan, 1909, in-8° ; t. I de la « Storia politica d'Italia »).

2. Voir ci-dessus, p. 17.

les survivants de l'expédition de Radagaise. Mais, comme tous les fédérés, ils ne tardèrent pas à devenir gênants : ils se livrèrent à des actes de pillage, puis s'enhardirent, poussèrent jusqu'à la Save, prirent la ville de *Singidunum* (Belgrade) et tentèrent d'aller surprendre Nich, sur la Morava. Vers 470, il fallut leur accorder l'autorisation de venir réoccuper en Mésie Inférieure (la Bulgarie proprement dite d'aujourd'hui) les territoires évacués au début du siècle par les Wisigoths. Alors, renouant aussitôt la tradition inaugurée par ces derniers, ils franchirent les Balkans et se mirent, sous la conduite de leur roi Théororic, à parcourir en tout sens la Macédoine, la Thessalie, la Thrace. En 487, Constantinople fut à nouveau menacée.

Pour conjurer le péril, l'empereur Zénon n'eut qu'à s'inspirer du précédent créé par le gouvernement d'Arcadius quand, en 399, dans des circonstances presque identiques, il avait eu l'idée d'expédier Alaric en Occident, après lui avoir conféré le beau titre de maître de la milice (*magister militum*) qui semblait faire de lui un général romain. Ce même titre avait été donné à Théodoric dès 483 ; on y ajouta la dignité flatteuse de « patrice » et le roi ostrogoth reçut la proposition d'aller, au nom de l'empereur, enlever à Odoacre l'Italie et de s'y installer ensuite avec son peuple en se conformant au traité de fédération qui le liait à l'Empire.

L'offre était trop alléchante pour que Théodoric et les siens songeassent à la décliner. A l'automne de 488, avec femmes, enfants, vieillards et leurs lourds bagages, ils s'ébranlèrent donc derechef dans la direction de l'ouest par la grand'route qui, remontant la vallée de la Save, devait les amener, après un long cheminement, sur les bords de l'Isonzo. Le 28 août 489, ils s'y heurtèrent à l'armée d'Odoacre qui, incapable de supporter le choc, dut se replier sur Vérone, puis sur Ravenne, tandis que Théodoric entra dans Milan et dans Pavie. L'année suivante Odoacre essayait sans succès de l'en déloger, se faisait battre sur les bords de l'Adda (11 août 490) et se laissait enfermer dans Ravenne, où il résistait encore pendant plus de deux ans et demi. Le 5 mars 493, il capitulait enfin ; et, dix jours plus tard, au cours d'un banquet auquel il l'avait convié sous prétexte de sceller avec lui une entente durable, le roi ostrogoth se débarrassait de lui en lui plongeant traîtreusement son épée au travers du corps, réglant ainsi par un crime le sort de l'Italie.

Ce n'était là, au bout du compte, qu'un simple changement de personne, un nouveau roi barbare, chef de fédérés, sub-

stitué à l'ancien. La seule différence notable résidait en ceci qu'Odoacre n'avait jamais obtenu la reconnaissance formelle de l'empereur, alors que Théodoric arrivait muni d'un mandat officiel.

Il s'installa sans difficulté dans les nouvelles provinces assignées par l'empereur comme cantonnements à ses soldats et à leurs familles, mais ne se résigna pas, lui non plus, une fois introduit au cœur de l'Empire, à se confiner dans le rôle modeste dévolu à un chef de fédérés. Étant en Italie, il voulait être le maître de la péninsule. Toutefois, par un scrupule, qui n'était peut-être qu'une sage précaution, il essaya d'agir sous le couvert du pouvoir impérial, en se réclamant sans doute de son titre de maître de la milice. L'empereur finit par céder en 497 : c'était encore pour lui le meilleur moyen de sauvegarder l'avenir. Car l'Italie, grâce à cette fiction, allait pouvoir continuer à être tenue pour partie intégrante de l'Empire romain ; les lois promulguées à Constantinople allaient continuer à y être observées ; les monnaies d'Empire à y avoir cours légal. Comparé à l'état de choses que nous avons relevé en Afrique, en Espagne ou en Gaule, ce régime présentait, à coup sûr, de très sérieux avantages au point de vue impérial.

Mais il ne faut point se leurrer : quoique Théodoric ait mis, nous le verrons¹, une sorte de point d'honneur à gouverner en Romain et à confier les postes importants de l'État à des Romains pur sang, il se conduisit en Italie avec la même indépendance que les rois wisigoths dans leurs provinces. Comme eux, il fit avant tout une politique nationale. Sentant bien que l'avenir de l'État qu'il venait de fonder résidait non pas dans une coopération docile avec l'empereur, mais dans une entente avec les autres souverains germaniques, ses voisins, il conclut avec eux des alliances, que souvent des unions matrimoniales scellèrent plus étroitement. C'est ainsi qu'il épousa, en 493, une sœur du roi franc Clovis, qu'il maria une de ses filles au roi wisigoth Alaric II, une autre au roi burgonde Sigismond, une de ses sœurs au roi vandale Thrasamund. Il étendit en même temps son autorité ou son influence sur toutes les contrées voisines de l'Italie : non seulement sur la côte orientale de l'Adriatique, en Dalmatie et en Pannonie, où l'arrière-garde de son peuple s'était sans doute arrêtée au sortir de la Mésie, mais

1. Ci-dessous, chap. vi, p. 77 et suiv.

jusque sur le versant septentrional des Alpes, dans le Tyrol, la Styrie et la Carinthie ; puis, à l'ouest, dans la Provence, cette ancienne annexe de l'État romain, dont il se rendit maître en 508, grâce à une opportune et vigoureuse intervention contre Clovis, au moment où celui-ci tentait d'arracher aux Wisigoths leurs dernières provinces de Gaule. Une armée ostrogothique, placée sous les ordres du général Ibbas, ayant alors réussi à limiter le désastre et à sauver les pays riverains de la Méditerranée, Théodoric en obtint sa part et y gagna, en outre, de devenir désormais le protecteur attitré du faible souverain wisigothique — bientôt même, quand Alaric II fut mort (510), le tuteur de son jeune fils et successeur Amalric. D'autres peuples germaniques subissaient de plus ou moins bonne grâce son ascendant : les Alamans, les Thuringiens, les Gépides, les Hérules. Il semblait que, sous le masque romain, la puissance ostrogothique fût en passe de devenir la puissance dirigeante de l'Occident.

En dépit des apparences, l'Empire, décidément, était bien oublié.

VII. — LES ANGLO-SAXONS EN GRANDE-BRETAGNE¹.

Il l'était aussi, et depuis des années déjà, dans la grande île de « Bretagne ».

La domination romaine n'avait survécu là-bas que jusqu'au début du cinquième siècle. Dès 407, ou peu après, les dernières légions avaient quitté le sol de la future Angleterre, et bientôt le pays, sans défense, était devenu la proie des Saxons et de leurs voisins de la Germanie septentrionale, les Angles et les Jutes,

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Th. Hodgkin, *The history of England from the earliest times to the Norman conquest* (Londres, 1906, in-8° ; tome I de la *Political history of England*, publiée par Hunt et Poole) ; Ch. Oman, *England before the Norman conquest* (Londres [1910], in-8° ; tome I de *A history of England in seven volumes*, publiée par Ch. Oman) ; H. M. Chadwick, *The origin of the English nation* (Cambridge, 1907, in-8° ; réimprimé sans changement, *ibid.*, 1924, in-8°), dont les vues très personnelles sont sujettes à caution ; J. Hoops, article *Angelsachsen*, au tome I du *Reallexikon der germanischen Altertumskunde*, publié par J. Hoops (1911-1913), p. 87-95 ; Ferdinand Lot, *Les migrations saxonnes en Gaule et en Grande-Bretagne du troisième au cinquième siècle*, dans la *Revue historique*, t. CXIX (1915), p. 1-40 ; du même, *Hengist, Hors, Vortigern : la conquête de la Grande-Bretagne par les Saxons*, dans les *Mélanges d'histoire offerts à M. Charles Bémont* (Paris, 1913, in-8°), p. 1-19. — On a longtemps raconté l'histoire de la conquête de l'Angleterre par les Saxons en suivant les récits légendaires ou romanesques de chroniqueurs d'époque tardive. La critique en a fait aujourd'hui justice (voir, en particulier, les travaux de Chadwick et de Lot), et malheureusement, à la place de ces récits, l'histoire authentique n'a rien ou à peu près rien à mettre.

dont la flotte et les troupes romaines avaient, non sans peine, pendant un demi-siècle, réussi à contenir les vaisseaux. En 441, la résistance des populations indigènes du sud et de l'est était vaincue, et peu à peu les envahisseurs, renforcés par d'autres tribus venues du continent, avançaient dans le centre de l'île, refoulant ou exterminant les Bretons, dont une partie passa alors en Armorique.

La lutte fut rude et longue. Nous en ignorons le détail ; mais nous savons qu'au milieu du sixième siècle, les Germains n'avaient pu encore s'établir dans l'ouest et qu'ils n'avaient guère dépassé, dans l'ensemble, une ligne tirée de l'embouchure de la Tweed à Salisbury. En revanche, à l'est de cette ligne, ils étaient les maîtres et avaient fondé plusieurs petites principautés dont on ne saurait préciser encore à cette date la nomenclature. Mais ces principautés allaient vivre et progresser au cours du sixième siècle, pour arriver à former, en fin de compte, non sans de fréquentes variations, une dizaine de royaumes, parmi lesquels les historiens ont de bonne heure, quoique assez arbitrairement, pris l'habitude d'en mettre sept hors de pair, en leur accolant le qualificatif général d'« Hép-tarchie saxonne ».

CHAPITRE V

LES ÉTATS ET LA SOCIÉTÉ GERMANIQUES AU DÉBUT DU SIXIÈME SIÈCLE¹

Au début du sixième siècle, la domination romaine ne subsistait donc plus nulle part en Occident, sauf à titre de souvenir. Conquis pièce à pièce par les chefs barbares, les territoires de l'ancien Empire, une fois franchie la période d'émiettement et d'anarchie, inévitable dans un tel bouleversement de toutes choses, s'étaient à la longue regroupés en un petit nombre d'États, assez homogènes pour pouvoir vivre et d'un type en grande partie nouveau. Quant à la société, depuis si longtemps façonnée par le droit et la civilisation romaine, elle avait subi presque partout la loi du vainqueur. Une transformation profonde s'était ainsi opérée dans des contrées qui pouvaient sembler pour toujours acquises à la tradition de Rome : la barbarie germanique avait infusé au monde occidental, avec un sang plus jeune, des habitudes de vie, des conceptions différentes de celles qui jusqu'alors l'avaient emporté dans les pays du bassin méditerranéen.

Que les Germains, au moment de leur triomphe, ne fussent déjà plus tout à fait étrangers aux idées romaines, c'est l'évidence ; qu'ils aient continué, même après la ruine définitive

1. OUVRAGES GÉNÉRAUX A CONSULTER. — Ouvrages de L. Schmidt et F. Dahn (spécialement les t. I, sur les Vandales ; V et VI, sur les Wisigoths ; VII, sur les Francs ; XI, sur les Burgondes), cités p. 13, n. 1 ; A. von Halban, *Das römische Recht in den germanischen Volksstaaten* (Breslau, 1899-1907, 3 vol. in-8° ; vol. 56, 64 et 89 des *Untersuchungen zur deutschen Staats- und Rechtsgeschichte*, publiées par O. Gierke) ; Heinrich Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, t. I (1^{re} éd., Leipzig, 1887, in-8° ; 2^e éd. refondue, Leipzig, 1906, in-8°) et t. II (Leipzig, 1892, in-8°), seuls parus, ouvrage capital, allant des origines du droit germanique à l'époque carolingienne et faisant partie du *Systematische Handbuch der deutschen Rechtswissenschaft* publié par K. Binding ; R. Schröder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte* (1^{re} éd., Leipzig, 1889, in-8° ; 6^e éd., refondue et terminée par E. von Künzberg, Leipzig, 1922, in-8°), volumineux ouvrage de plus de 1100 pages, la meilleure histoire générale du droit allemand, munie de copieuses bibliographies ; Declareuil, *Les comtes de la cité à la fin du cinquième siècle*, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XXXIV (1910), p. 794-836 (dont les conclusions prêtent à la discussion).

de la souveraineté impériale, à y faire de larges emprunts, nous aurons l'occasion de le montrer ; mais ce que le monde leur dut de spécifiquement germanique n'en fut pas moins considérable. L'organisation de l'État, la législation, la société sortirent de leurs mains tout autres qu'elles n'étaient sous le régime impérial, et l'empreinte dont ils marquèrent les peuples parmi lesquels ils s'établirent fut si forte que les traces en subsistèrent parfois — dans la législation notamment — jusqu'à la fin du moyen âge et même au delà.

En bien comme en mal, ils ont fait, sur plus d'un point, œuvre durable : cette œuvre doit être étudiée de près.

I. — L'ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE. CARACTÈRES GÉNÉRAUX¹.

Réserve faite du royaume ostrogothique, dont l'organisation, très particulière, sera étudiée plus loin, réserve faite aussi des royaumes anglo-saxons, dont nous ignorons les institutions au premier siècle de leur existence, les États barbares issus des conquêtes du cinquième siècle se ressemblent d'assez près et présentent tous un curieux mélange d'institutions romaines et d'esprit germanique.

Ce sont tous, bien entendu, des États monarchiques. La monarchie n'était-elle pas la forme de gouvernement à laquelle les Romains, depuis plusieurs siècles, s'étaient adaptés ? Les Germains ne la concevaient pas, il est vrai, tout à fait de la même façon que les sujets de l'Empire : le roi était surtout, à leurs yeux, un chef de bandes élu par les guerriers et obligé de compter avec eux. Mais, par la force des choses, ce chef de bandes, à mesure que le gros de son peuple était devenu sédentaire, s'était mué en chef d'État ; son pouvoir était devenu héréditaire et, en fait, presque absolu. La royauté nouvelle n'en gardait pas moins, à bien des égards, une teinte germanique. Chez

1. OUVRAGES A CONSULTER. -- Outre les ouvrages indiqués à la note précédente, voir 1° sur les Vandales : F. Papencordt, *Geschichte der vandalischen Herrschaft in Afrika* (Berlin, 1837, in-8°) ; L. Schmidt, *Geschichte der Wandalen* (Leipzig, 1901, in-8°) ; Martroye, ouvrage cité p. 21, n. 1 ; 2° sur les Burgondes : Iahn, ouvrage cité p. 41, n. 1 ; 3° sur les Wisigoths : F. Guerra, E. de Hinojosa et J. de La Rada, ouvrage cité p. 39, n. 1 ; E. Mayer, *Historia de las instituciones sociales y políticas de Espana y Portugal durante los siglos V a XIV* (Madrid, 1925-1926, 2 vol. in-8), t. II, p. 124-141 (à consulter avec précaution) ; le livre de E. Perez Pujol, *Historia de las instituciones de la Espana goda* (Valence, 1896, 4 vol. in-8°) ne tient pas les promesses de son titre ; 4° sur les Francs, voir la bibliographie du paragraphe suivant.

les Burgondes et chez les Francs, l'État lui-même était considéré par les membres de la famille royale comme un simple patrimoine soumis aux règles ordinaires du partage successoral et divisible, par suite, en autant de lots que le roi défunt laissait d'héritiers mâles en ligne directe ; et cette pratique fut poussée si loin qu'on vit parfois, durant le sixième siècle, les royaumes des successeurs de Clovis se composer de parcelles disséminées aux quatre coins de la Gaule, comme si l'on s'était uniquement préoccupé de doser la valeur de chaque lot, abstraction faite de sa situation géographique.

Primitivement le roi ne commandait qu'à ses nationaux. Au regard des populations romaines, il n'était qu'un général barbare placé à la tête d'une armée de fédérés ; devant ses ordres les habitants du pays n'avaient à s'incliner qu'en matière de réquisition et de cantonnement. Mais le gouvernement impérial ayant fait faillite en Occident, ce général barbare, ce roi germanique était resté, pour les Romains eux-mêmes, la seule autorité légale ; il était devenu leur roi, à eux aussi, après n'avoir été que celui du corps d'occupation germanique.

Amené de la sorte progressivement à étendre son champ d'action, le chef barbare, installé en territoire romain et n'ayant d'ailleurs emporté de Germanie aucune véritable tradition gouvernementale, ne pouvait pas se dispenser de tirer parti des cadres et des habitudes administratives qu'il trouvait sur place. Aussi constate-t-on dans tous les royaumes germaniques — avec des différences de degré qui tiennent au caractère plus ou moins profondément romain des territoires où ils se sont fondés — que le gouvernement nouveau n'est, à certains égards, que la suite du gouvernement impérial, qu'il procède des mêmes traditions, quoiqu'il se sépare de lui sur des points essentiels.

Dans le royaume vandale, si mal connu qu'en soit l'organisation, survit l'ancienne division en provinces, l'ancienne organisation financière ; et l'on croit même voir le souverain s'abriter, dans certains cas, derrière les prescriptions des codes impériaux. Dans le royaume burgonde, l'empreinte romaine est marquée peut-être plus fortement encore : les actes continuent à être datés des années des consuls ; on va jusqu'à réserver des postes administratifs aux Romains de naissance. Mais entre le régime romain et le régime nouveau, il y a au moins une différence capitale : le rouage essentiel de l'administration burgonde est le « comte » (*comes*), dont le caractère apparaîtra plus précis chez les Wisigoths, et qui est tout à la fois officier

de l'armée barbare et fonctionnaire de l'ordre civil, au mépris de la grande règle de la séparation des pouvoirs qui, depuis Dioclétien, avait prévalu dans l'Empire.

Chez les Wisigoths, sur l'histoire intérieure desquels nous disposons de documents un peu plus explicites, quoique bien insuffisants encore, les survivances romaines semblent beaucoup moins nombreuses. Chez eux aussi, sans doute, les anciennes circonscriptions administratives persistent à peu près intactes, avec une tendance toutefois à la disparition du groupement des « cités » en « provinces » ; mais, par ailleurs, les différences sont très accusées déjà : plus de cette hiérarchie compliquée de hauts dignitaires, qui encombraient naguère encore le palais impérial d'Occident comme celui de Constantinople, ni rien d'analogue aux grandes charges romaines. L'administration provinciale et locale est aux mains des représentants de l'autorité militaire, c'est-à-dire gothique. Mieux encore que chez les Burgondes, le rôle du « comte » apparaît essentiel : cumulant les fonctions de chef de troupes, d'agent du pouvoir central sur tout le territoire de l'ancienne « cité » romaine où le roi l'a envoyé, de receveur d'impôts, responsable du maintien de l'ordre, enfin juge dans son ressort tant au civil qu'au criminel, il n'a plus grand'chose de commun avec les anciens administrateurs impériaux. Les fonctionnaires subalternes, parmi lesquels nous citerons les *tiuphadi* ou *millenarii* et les *centenarii* ou centeniers, ne s'en distinguent pas moins : à l'exemple des comtes, sous les ordres desquels ils sont placés, ils sont officiers de l'armée gothique et juges, en même temps qu'administrateurs du territoire (soit *tiupha*, soit « centaine ») sur lequel résident les hommes de leur détachement.

Ces traits, qu'on voudrait plus précis, suffisent à faire ressortir quelques-unes des nouveautés d'un régime qui, tout en se rattachant à celui qui l'a précédé, s'en différencie déjà cependant d'une façon décisive.

II. — L'ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DU ROYAUME FRANC¹.

Chez les Francs, mêmes constatations ; mais, sur eux, nous disposons de données plus sûres et plus complètes.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués p. 50, n. 1, et en particulier ceux de Brunner (t. I et II) et L. Schmidt, voir Fustel de Coulanges,

Ici encore, la façade est romaine, à tel point qu'un historien célèbre, Fustel de Coulanges, a pu soutenir cette thèse paradoxale que « le gouvernement mérovingien était pour plus des trois quarts la continuation de celui que l'Empire romain avait donné à la Gaule ». La royauté franque a cherché, en effet, à garder tout ce qui, de l'ancienne organisation romaine, pouvait facilement être adapté à ses besoins, notamment le système fiscal, dont les peuples germaniques n'avaient pas l'équivalent. Sous les premiers rois mérovingiens, les bureaux de péages, d'octrois et de douanes restent en service ; on n'interrompt pas la perception des anciennes taxes sur les ventes opérées dans les marchés publics ; corvées et prestations continuent d'être exigées pour l'entretien des routes et des ponts, pour le fonctionnement de la poste, pour les services de l'armée, le logement du souverain, des gens de sa suite, de ses fonctionnaires ; l'impôt foncier est même réclamé, au début du moins, dans la mesure où le cadastre peut être tenu à jour ; les revenus des terres domaniales et le produit des mines demeurent à la disposition du roi. Le système monétaire romain survit aussi. On se borne d'abord à poursuivre dans les anciens ateliers les frappes impériales ; puis on les imite, non sans maladresse, tant comme dessins que comme légendes. Ce sont les anciennes divisions romaines qui restent à la base de l'organisation administrative. Si les « provinces » ont disparu, la « cité », avec son chef-lieu urbain et son vaste territoire rural, est encore la circonscription essentielle ; son nom seul tend à se modifier pour faire place à celui de *pagus*, qui jadis ne désignait qu'une division de la cité. Enfin, à la cour, n'a-t-on pas constamment l'illusion que le roi germanique est l'héritier des empereurs romains ? On ne s'adresse à lui qu'en recourant aux flatteuses formules du protocole impérial : « Votre Gloire », « Votre Sublimité », « Votre Excellence » ; comme les palais de Ravenne ou de Byzance, son palais est le « palais sacré » (*sacrum palatium*) ; les hauts personnages qui l'entourent sont ses « hommes magnifiques » ou « illustres » (*virī magnifici, virī illustres*) ; dans le

La monarchie franque (citée plus haut, p. 41, n. 1, et sous les réserves faites à cet endroit) ; Paul Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, tome I : *Période gauloise, période gallo-romaine, période franque* (Paris, 1890, in-8°) ; A. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français* (1^{re} éd., Paris, 1892, in-8° ; 14^e éd. revue par R. Génestal, Paris, 1921, in-8°), ouvrage moins élémentaire que le titre ne le laisserait supposer ; J. Declareuil, *Histoire générale du droit français des origines à 1789* (Paris, 1925, in-8°) ; E. Chénon, *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*, t. I (Paris, 1926, in-8°) ; Chr. Pfister, chapitres sur les Mérovingiens au t. II, 1^{re} partie, de E. Lavisse, *Histoire de France* (Paris, 1903, in-8°).

préambule de ses actes officiels, on retrouve souvent l'écho des édits impériaux.

Mais ne nous laissons pas prendre à cette belle phraséologie. Le « palais » du roi franc est ambulatoire : ainsi que le roi lui-même, il se transporte de *villa* en *villa* : car c'est sur ses domaines ruraux, en pleine campagne et à proximité de ses forêts giboyeuses que le successeur de Clovis réside le plus volontiers. L'extérieur du prince franc n'a rien, du reste, qui rappelle la majesté romaine. On le reconnaît à sa longue chevelure, que seuls ont droit de porter les membres de la famille régnante. Ni sceptre ni diadème : la lance est le véritable insigne du souverain, comme l'élévation sur le pavois constitue la cérémonie fondamentale de son intronisation, ce qui prouve la survivance du caractère primitif de cette royauté militaire.

Les « hommes magnifiques » qui peuplent le « palais » mérovingien sont bien différents de la foule des officiers et employés qu'on rencontre au palais impérial. Rien d'analogue ici aux innombrables bureaux romains, sauf le bureau des scribes qui, sous la direction d'un « référendaire », prépare, rédige et délivre les actes officiels. De l'immense bureaucratie impériale, c'est tout ce qui subsiste. Les autres services administratifs de la monarchie sont assurés par les mêmes employés qui sont préposés aux services domestiques de la maison royale : le *senéchal* (*senescalc*) et le *majordome* (*major domus*), sous les ordres desquels évoluent les cuisiniers, les *sommeliers* (*pincernae*), les *serveurs* (*mapparîi*), les *valets de chambre* (*cubicularii*), le *connétable* (*comes stabuli* ou comte de l'écurie), auquel obéissent les *palefreniers* ou « *maréchaux* » (*marescalc*). Ce ne sont tous originairement que des esclaves, tout au plus des *affranchis*, sans en excepter les chefs de services, qui ne sont montés en grade que parce qu'ils ont su gagner la confiance du prince. Leur rôle s'étend peu à peu : le connétable en arrive à être chef d'armée ; le majordome — qu'on a pris de nos jours l'habitude de nommer « *maire du palais* » — deviendra le *factotum* du roi ; le *senéchal* jouera un rôle de premier plan. Mais que nous sommes donc loin de la belle organisation romaine, où la « chose publique » était si bien distinguée des affaires privées du souverain ! L'« administration centrale » du roi franc, au lendemain de la conquête, réserve faite du bureau des scribes, n'est que la « maison du roi », la *domus regia* ; et quiconque en fait partie peut se trouver appelé à intervenir dans le maniement des affaires de l'État. On en arrive à confier des missions impor-

tantes, voire des services réguliers, à quelques-uns des « convives » ou « compagnons » du prince qui, comme aux vieux temps germaniques, gravitent autour de lui, vivant à sa table, le suivant au combat, l'escortant dans ses voyages, fournissant, sous le nom d'« antrustions », les membres de sa garde ou « truste » (*trustis*), gratifiés parfois du titre reluisant de « comtes du palais » (*comites palatii*).

Dans les provinces, le personnel administratif semble être chez les Francs, à peu de chose près, le même que chez les Wisigoths. Le principe romain de la séparation des pouvoirs est, chez eux aussi, délibérément sacrifié, et le « comte » est, ici encore, le principal représentant de l'autorité publique tant au point de vue militaire qu'au point de vue administratif, financier et judiciaire. A la différence du fonctionnaire romain, qui est régulièrement appointé, le comte ne touche pas de traitement : il vit des revenus de sa charge, notamment du produit des taxes et des amendes, dont une fraction lui est réservée, ainsi que de celui des domaines qui lui sont assignés. Les autres agents du pouvoir public qui paraissent dans les premiers temps de la monarchie franque sont surtout les « vicaires », simples substituts des comtes, probablement choisis par eux, et les « centeniers » ou *thungini*, chargés de fonctions judiciaires en même temps peut-être que de fonctions militaires, comme les *tiuphadi* wisigothiques. Rien dans tout cela ne rappelle le régime romain.

Bien des points de l'organisation politique et administrative des États germaniques au lendemain de la prise de possession du sol romain restent encore obscurs. On discute, en particulier — et, faute de documents décisifs, le débat n'est pas prêt d'être clos — la question de savoir dans quelle mesure l'absolutisme des nouvelles monarchies trouva dès l'origine un contre-poids dans la libre initiative des peuples. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, théoriquement, au moins dans l'État franc, chaque fois que le roi promulgue un acte d'une portée générale, il ne le fait qu'après avoir pris l'« avis » de ses « grands » et de son « peuple ». Que cette consultation préalable ait été d'ordinaire plus fictive que réelle, surtout en ce qui touche la participation du « peuple » — de « tout le peuple », comme le disent les documents officiels — il semble difficile de le nier ; mais nous ignorons sans doute toujours si déjà au début du sixième siècle une place régulière était faite dans le royaume à de véritables assemblées analogues à celles qu'on verra fonctionner au déclin de

la monarchie mérovingienne et, avec une organisation plus poussée, au temps des rois carolingiens.

III. — LA LÉGISLATION GERMANIQUE ET LE PRINCIPE DE LA « PERSONNALITÉ DES LOIS »¹.

Au point de vue social, les royaumes germaniques constitués dans les frontières de l'ancien Empire romain n'ont pas encore, au début du sixième siècle, trouvé leur équilibre définitif. Entre l'ancienne population et les conquérants, la fusion n'est pas faite : Romains et Germains vivent côte à côte, chaque groupe restant doté de son statut propre, et, dans les pays wisigothiques au moins, les mariages mixtes sont formellement prohibés. La législation franque va jusqu'à opposer « Barbares » et « Romains » en stipulant des pénalités renforcées (généralement doubles) chaque fois que la victime d'une agression ou même simplement d'un acte délictueux appartient à la première catégorie.

Il en est d'ailleurs de la pénétration des deux sociétés romaine et germanique l'une par l'autre comme de la péné-

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Les meilleures éditions des principales lois barbares sont, pour la loi des Francs Saliens ou « loi salique », celles de Hessels et Kern (*Lex salica*, Londres, 1880, in-4°) et Geffcken (Leipzig, 1898, in-8°); pour les lois des Wisigoths, celle de Zeumer, dans la collection des *Monumenta Germaniae historica*, série des *Leges nationum Germanicarum*, t. I (Hannover et Leipzig, 1902, in-4°); pour les lois burgondes (y compris leur abrégé des lois romaines), celle de R. von Salis, dans le même recueil, même série, t. II (ibid., 1892, in-4°). Le « Bréviaire d'Alaric » a été publié par Haenel (Leipzig, 1849, in-folio). Il importe de remarquer que nous n'avons plus le texte primitif du code wisigothique, ou du moins nous n'avons plus que quelques fragments de celui que promulgua Euric à la fin du cinquième siècle; mais le code promulgué par Recesvind au milieu du septième siècle et qui est parvenu jusqu'à nous distingue soigneusement sous la rubrique *antiqua* tous les articles antérieurs à la fin du règne de Leovigild (mort en 586).

Sur l'histoire et la composition de tous ces codes, on consultera avant tout H. Brunner, ouvrage cité p. 50, n. 1 (t. I, 2^e éd., p. 412-516); sur leur caractère, l'ouvrage d'ensemble de A. von Halban (cité p. 50, n. 1), qui étudie les influences romaines, et les travaux spéciaux indiqués soit dans le magistral traité de Brunner, que nous venons de rappeler, soit dans le grand manuel de Schröder (cité p. 50, n. 1).

Parmi les travaux spéciaux — outre les pages consacrées au sujet par Brunner (t. I, 2^e éd., en particulier p. 382 et suiv.) — on peut retenir ici celui de J. Thonissen, *L'organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure de la loi salique* (Paris, 1882, in-8°), encore intéressant, quoique trop aventureux.

Les vues de Fustel de Coulanges (ouvrage cité p. 44, n. 1) sont souvent sujettes à caution. Il y a lieu aussi de se méfier des constructions trop systématiques de beaucoup de théoriciens du droit et d'historiens de la société germanique, qui ont une tendance à faire un bloc des textes les plus disparates, d'époques et de provenances les plus dissimilaires, pour en tirer les éléments d'un tableau d'ensemble qui risque, par suite, d'être purement imaginaire.

tration des deux régimes politiques : elle apparaît d'autant moins avancée qu'on s'éloigne davantage de l'Italie. Tandis que la loi des Francs Saliens, sous Clovis (480-511), persiste à réserver aux deux groupes un traitement distinct, l'assimilation est à demi réalisée chez les Burgondes dès la fin du règne de Gondebaud (474-516) : dans quelques-uns des articles du code qu'on doit à ce prince, il n'est déjà plus fait de différence entre Romains et Burgondes ; les mêmes peines sont applicables aux uns et aux autres. Et pourtant, même en pays burgonde, l'assimilation n'est pas parfaite encore. Il est interdit, par exemple, à un Burgonde, de se faire le défenseur d'un « Romain » en justice ; les mariages mixtes, quoique autorisés ou tolérés, restent soumis à des règles spéciales ; enfin, comme dans tous les autres États germaniques, c'est d'après un code différent que Romains et Germains sont jugés, du moins dans les affaires qui ne mettent aux prises que les membres d'un seul des deux groupes ; dans les autres cas, seul le code du vainqueur est suivi.

Cette dualité de régime juridique à l'intérieur de chacun des royaumes barbares est une des caractéristiques les plus curieuses du nouvel état de choses ; mais elle s'explique très simplement par ce fait que, dans les premiers temps de leur installation en terre romaine, les Barbares, on s'en souvient, n'étaient, du point de vue romain, que des troupes de fédérés formant comme des îlots au milieu des populations de l'Empire et continuant d'y vivre selon leurs coutumes nationales, les gens du pays où ils campaient continuant, en revanche, à vivre selon le droit romain. Quand l'autorité impériale fut définitivement éliminée — ce qui ne fut d'ailleurs pas l'œuvre d'un jour — l'habitude était si bien prise que les rois germains durent se préoccuper de faire publier dans leurs États respectifs des éditions abrégées, et adaptées aux situations nouvelles, des codes impériaux alors en usage. Deux de ces anciennes éditions barbares des codes romains subsistent : celle des Wisigoths, dite « Bréviaire d'Alaric » et datée de l'an 506, la plus complète et la plus consultée, même en dehors des frontières du royaume wisigothique, et celle des Burgondes, promulguée vers le début du sixième siècle et qui n'est qu'un memento disposé méthodiquement suivant le plan du code national burgonde, ce qui en rendait l'utilisation plus facile.

La pratique simultanée de la législation germanique et de la législation romaine à l'intérieur de chaque royaume n'eut

d'ailleurs pas seulement pour effet de retarder l'amalgame des populations indigènes et des conquérants ; elle fit en même temps prévaloir dans le monde barbare cette idée, peu propice à la formation de vrais États au sens moderne du mot, que, quelles que fussent les vicissitudes de la politique, chacun devait vivre sous le régime de la loi qu'avaient connue ses ancêtres. Les Wisigoths, les Burgondes, soumis par Clovis et ses descendants, continuèrent, en vertu de ce principe, à se réclamer, les uns du code wisigothique, les autres du code burgonde ; en pays franc, Saliens et Ripuaires demeurèrent pareillement fidèles à deux codes distincts. En d'autres termes, et pour nous servir de l'expression consacrée aujourd'hui, les Barbares arrivèrent par cette voie à l'idée de la « personnalité » des lois, selon laquelle chacun emporte avec soi, où qu'il aille résider et quel que soit le souverain dont il relève, le statut juridique de sa tribu d'origine.

Les États germaniques, au début du sixième siècle, nous offrent, par suite, le spectacle de la plus extrême diversité. Non seulement les droits politiques des rois s'enchevêtrèrent souvent, mais, dans les limites de chaque royaume, les sujets d'un même prince vivent sous des régimes juridiques dissemblables, parfois même opposés. Les conséquences de cette situation sont curieuses. Ainsi, quoique les rois burgondes se soient visiblement appliqués à rapprocher leur loi nationale du droit romain, l'écart entre les deux législations restait suffisant pour qu'on pût assister à des spectacles du genre de celui-ci : deux hommes coupables exactement du même crime et châtiés de façon fort inégale selon qu'ils étaient reconnus Burgondes ou « Romains ». Un Romain payait de sa vie le rapt et le viol d'une jeune fille ; un Burgonde s'en tirait à prix d'argent. A un Burgonde qui avait arbitrairement arrêté un de ses compatriotes, il n'en coûtait que 24 « sous » ; un Romain, dans ce cas, risquait l'exil, la prison ou les travaux forcés. C'est encore à des peines pouvant aller jusqu'à l'exil à temps que s'exposait le Romain qui coupait sans autorisation les arbres fruitiers du voisin, tandis que le Burgonde se mettait en règle avec la justice en payant un « sou » par arbre coupé. Quand, de part et d'autre, une amende et une indemnité étaient stipulées, les tarifs étaient distincts, comme étaient distinctes aussi les prescriptions des deux codes civils : ainsi le divorce par consentement mutuel, admis par les Romains, ne l'était point par les Burgondes. En matière d'héritage, les principes appliqués accusaient de sérieuses

divergences. Sujets d'un même roi, résidant parfois au même lieu, Burgondes et Romains continuaient à vivre côte à côte presque comme des étrangers.

Et combien plus profondes encore étaient les différences entre Francs et « Romains » ! Si nous comparons, par exemple, les prescriptions de la loi des Francs Saliens et celles de la loi romaine, telle qu'elle avait été abrégée en pays burgonde au début du sixième siècle (*Lex romana Burgundionum*), nous voyons que, si un homicide, un incendie volontaire, un vol d'esclave ou même un simple vol de bestiaux exposait le Romain à la peine capitale, le Franc, lui, ne courait d'autres risques que le paiement d'une amende et de dommages-intérêts dont le montant pouvait, dans certains cas, ne pas dépasser une trentaine de « sous ». En revanche, la femme libre qui osait s'unir à un esclave était moins durement traitée quand elle était romaine que lorsqu'elle était de race franque : le droit romain l'assimilait à une concubine ; le droit salique la réduisait à la servitude et, si elle avait osé s'unir à son propre esclave, allait jusqu'à la mettre hors la loi et jusqu'à interdire de lui donner asile¹. L'homme libre qui mourait sans enfants avait pour héritier sa mère s'il était Franc Salien, son père s'il était Romain.

C'eût été une véritable tour de Babel si, en fait, dans chaque région un code n'avait pris le pas sur les autres, y exerçant une influence prépondérante et y marquant plus ou moins toute la société de son empreinte et si, d'autre part, en dépit de leur diversité, les codes barbares n'avaient présenté un assez grand nombre de traits communs. En rapprochant ces traits, en retenant ceux d'entre eux qui sont vraiment caractéristiques, il sera possible d'esquisser du monde germanique au début du sixième siècle un tableau qui, pour incomplet qu'il soit condamné à être, n'en permettra pas moins de mesurer à peu près le chemin parcouru depuis qu'en Occident l'édifice impérial s'était effondré.

IV. — LA SOCIÉTÉ GERMANIQUE AU DÉBUT DU SIXIÈME SIÈCLE. CARACTÈRES GÉNÉRAUX².

Ouvrons indifféremment la loi burgonde, la loi wisigothique ou la loi des Francs Saliens, les trois seuls codes barbares dont

1. Il faut toutefois observer que cette dernière mesure, particulièrement rigoureuse, ne figure pas dans le texte de la loi salique réputé le plus ancien.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Le tableau qui suit est tracé à l'aide des lois elles-

nous ayons des rédactions remontant, en partie au moins, à la fin du cinquième siècle ou au début du sixième, la société germanique, après son établissement définitif sur le sol de l'ancien Empire, nous y apparaîtra comme une société rude encore, où la force brutale reste difficile à contenir, mais qui a su néanmoins déjà se plier à la plupart des exigences d'un État policé, organisé, dans l'ensemble, sur le type romain.

Toutefois l'idée que chacun peut se faire justice soi-même n'est pas encore entièrement abolie : le droit wisigothique, le plus romanisé pourtant, prévoit que le mari peut tirer, sans avoir à en référer à qui que ce soit, telle vengeance qu'il lui plaît de l'épouse adultère et de son complice. Un privilège analogue est reconnu à l'épouse que son mari a trompée avec la femme d'autrui : cette dernière est livrée à sa discrétion. De même, c'est aux parents de la victime que le droit wisigothique abandonne le soin de châtier quiconque s'est rendu coupable du crime d'enlèvement ou de détournement d'enfants : « L'auteur de ce crime, écrit le législateur, sera livré soit au père, soit à la mère et aux frères de la victime, soit, à leur défaut, aux proches parents, qui auront le pouvoir de le tuer ou de le vendre, à moins qu'ils ne préfèrent se faire payer par lui la composition de l'homicide, à savoir 300 sous. » Le droit burgonde, de son côté, réserve aux parents de la jeune fille à qui violence a été faite le soin de punir comme bon leur semble le coupable quand ce dernier est hors d'état de verser le montant de la « composition ». Mais ce sont là des cas exceptionnels ; et si, dans la pratique, on voit trop souvent les hommes de ce temps recourir à la violence pour venger eux-mêmes les attentats dont ils se disent les victimes, les textes de lois font d'ordinaire énergiquement obstacle à ces moyens expéditifs et s'efforcent d'imposer à tous le recours à une procédure régulière devant les tribunaux publics.

Pour éviter les contestations et limiter l'aléa, le législateur

mêmes, dont la liste est donnée p. 57, n. 1. Voir, en outre, les ouvrages de H. Brunner (t. I et II), R. Schröder, A. von Halban, F. Dahn, L. Schmidt, Fustel de Coulanges, Pfister indiqués p. 44, n. 1, 50, n. 1, 51 n. 1 ; Paul Viollet, *Histoire du droit civil français* (Paris, 1893, in-8° ; 3^e éd., 1905) ; P. Brissaud, *Cours d'histoire générale du droit français public et privé* (Paris, 1904, 2 vol. in-8°) ; Ch. Lefebvre, *Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial français* (Paris, 1906-1908, 2 vol. in-8°) ; E. Chénon, *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*, t. I (Paris, 1926, in-8°), p. 345-461. On trouvera dans les notes du *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte* de R. Schröder, 6^e éd. (1922), en particulier, p. 74, 328 et 356, d'abondantes références bibliographiques. Il va de soi qu'il est imprudent d'utiliser, comme on l'a fait souvent, les œuvres écrites à la fin du sixième siècle par Grégoire de Tours pour tracer un tableau de la société germanique au début de ce même siècle.

a fixé d'avance avec un soin méticuleux, presque puéril, le taux des « compensations » pécuniaires à verser dans chaque cas à la partie lésée et qui sont comme le rachat de la vengeance à laquelle le coupable s'est exposé de la part de sa victime. Tout, jusqu'à l'existence humaine, est tarifé. Le droit wisigothique, par exemple, en règle comme suit le barème pour les hommes libres :

300 sous d'or pour le meurtre d'un homme de...	20 à 50 ans
200 — — — — —	50 à 65 ans
100 — — — — —	plus de 65 ans
150 — — — — —	15 à 20 ans
140 sous d'or pour le meurtre d'un enfant mâle de	14 ans
130 — — — — —	13 ans
120 — — — — —	12 ans
110 — — — — —	11 ans
100 — — — — —	10 ans
90 — — — — —	7 à 9 ans
80 — — — — —	4 à 6 ans
70 — — — — —	2 à 3 ans
60 — — — — —	1 an
250 sous d'or pour le meurtre d'une femme de...	15 à 40 ans
200 — — — — —	40 à 60 ans
100 — — — — —	plus de 60 ans
Pour les femmes au-dessous de 15 ans, moitié prix du tarif des garçons.	

Le droit burgonde fixe en bloc le prix de la vie d'un homme libre à 300, 200 ou 150 sous. La loi salique n'établit pas ces gradations : en dehors de certaines situations spéciales et mis à part le cas des enfants de moins de douze ans ou celui des femmes mariées encore en âge d'être mères, protégées par un tarif triple, le taux de la « compensation » pécuniaire à verser pour le meurtre d'un homme ou d'une femme libres, de naissance franque — ce que les textes d'époque postérieure appellent parfois son *wergeld* (c'est-à-dire le « prix de l'homme ») — est invariablement fixé à 200 sous. C'est là une « réparation », dont le montant va à la famille de la victime et qui est indépendante de la peine afflictive ou de l'amende à laquelle le coupable s'est exposé pour avoir troublé la paix publique.

Les « réparations » pour chaque catégorie de blessures ou de mutilations sont également tarifées d'avance : tant pour un doigt, ou plutôt même pour *tel* doigt coupé, tant pour une dent cassée, tant pour un coup sur la tête, tant pour un crâne fendu... La loi salique est, sur ce chapitre, de beaucoup la plus minutieuse et ses tarifs ont une saveur spéciale :

Avoir frappé quelqu'un à la tête, de telle façon que le cerveau apparaisse et que les trois os qui le recouvrent soient à nu.....	30 sous
Avoir frappé dans les côtes ou au ventre d'un coup pénétrant jusqu'aux entrailles.....	30 sous
Plus, pour frais médicaux.....	5 sous
Avoir arraché à autrui une main, un pied, un œil, le nez	100 sous
Si la main reste pendante, réduit à.....	63 sous
Avoir arraché un pouce de la main ou du pied.....	50 sous
S'il reste pendant, réduit à.....	30 sous
Avoir arraché le deuxième doigt (l'index), à savoir celui qui sert à tirer à l'arc.....	35 sous
Pour trois autres doigts tranchés d'un coup.....	50 sous
Pour deux doigts.....	35 sous
Pour un doigt.....	30 sous

Tout est prévu, de même, pour les délits, du plus simple au plus grave, tant dans les codes wisigothiques ou burgondes que dans celui des Francs Saliens ; mais ce dernier l'emporte encore de beaucoup sur les deux autres par la précision méticuleuse de ses tarifs. S'agit-il, par exemple, d'un vol de bétail ou d'animaux domestiques, on distinguera non seulement l'espèce, mais l'âge, le lieu et les circonstances du vol, l'importance relative de la perte subie par le propriétaire du troupeau, etc. : pour un porcelet encore à la mamelle, 3 sous ; pour un porcelet déjà sevré, 1 sou ; s'il a été volé au milieu du troupeau, 15 sous ; pour un porc d'un an, 3 sous, plus le remboursement du « capital » (c'est-à-dire de la valeur de la bête) et les intérêts moratoires ; pour un porc de deux ans, 15 sous, plus le capital et les intérêts ; pour deux pores, 30 sous ; pour trois et au delà, 35 sous ; pour un verrat ou une truie ayant des petits, 17 sous ; pour un troupeau complet de vingt-cinq pores, 42 sous ; pour le même nombre de pores, si le troupeau en renferme davantage, 35 sous ; pour cinquante pores, 63 sous — toujours capital et intérêts non compris.

Ces diverses sommes sont ce qu'on appelle des « compositions », c'est-à-dire qu'elles représentent le prix de la transaction à laquelle par avance les deux parties en cause sont tenues de consentir. Le versement de cette somme n'éteint pas la vindicte publique, qui s'exerce dans la plupart des cas sous la forme de pénalités dont nous reparlerons ; mais elle coupe court à toutes revendications ultérieures des parties et arrête l'exercice de la vengeance privée. Pour des hommes habitués à se faire justice eux-mêmes, c'était une sage précaution.

La lecture des codes de la fin du cinquième siècle et du début du sixième nous permet encore d'observer que la conception germanique de la famille est restée vivace, même parmi les populations barbares les plus romanisées. L'institution du mariage a gardé sa grossière, mais robuste charpente du vieux temps. L'homme achète l'épouse et doit verser avant la noce et par devant témoins le prix convenu au père de sa fiancée ou à celui des proches qui tient lieu de père. Ce prix est ce que le législateur burgonde appelle *wittimon*. Il ajoute qu'un tiers en doit être employé à l'achat du trousseau de l'épousée. N'empêche que c'est une véritable vente : aussi, en cas de rupture du contrat, l'acheteur ou ses représentants ont-ils le droit de rentrer dans leurs débours. La loi wisigothique le prévoit dans l'éventualité où, avant la célébration du mariage, la fiancée se rendrait coupable d'infidélité à son futur conjoint ; la loi burgonde le prévoit, de même, au profit des ayants droit de l'époux défunt quand sa veuve se remarie, mais elle a soin d'ajouter que, si l'association est rompue pour cause de décès de la femme, son mari n'est pas fondé à réclamer la restitution du prix qu'il a versé.

Suivant le vieux rite aussi, l'époux, après la consommation du mariage, constitue à l'épouse un douaire, auquel les textes de l'époque donnent tantôt le nom germanique de *morgengabe*, « don du matin » — c'est-à-dire du lendemain de la première nuit de noces — ou « don nuptial », tantôt le nom latin de « dot » (*dos*), bien que cette « dot » diffère profondément de la dot romaine, remise, comme de nos jours, avant le mariage et par les parents de la future épouse.

Cimentée de la sorte, l'union matrimoniale a retrouvé dans la législation barbare la fixité qu'elle avait un peu perdue chez les Romains avec l'institution du divorce par simple consentement mutuel. Le droit burgonde, le seul précis sur ce chapitre, restreint le divorce aux seuls cas où (conformément d'ailleurs à un article du code théodosien) la femme a pu être judiciairement « convaincue soit d'adultère, soit de maléfices » ou encore de violation de sépulture. Aucun autre prétexte, aucune autre condamnation ne donne au mari la possibilité d'obtenir la dissolution du mariage. Son épouse est-elle coupable d'un crime différent des trois prévus ci-dessus, il n'a d'autre ressource, s'il veut à toute force se séparer d'elle, que de lui abandonner tout : enfants, maison, fortune. Son épouse est-elle innocente, cette solution même lui est interdite : s'il passe outre, il risque d'être condamné à verser à celle qu'il a quittée une « composition »

égale au montant du prix nuptial, ou *wittimon*, en même temps qu'à payer au fisc une lourde amende de douze « sous ». Quant à la femme, le législateur burgonde ne prévoit pour elle aucune issue : il n'est pas d'éventualités où elle soit autorisée à réclamer le divorce. Vient-elle à désertier le foyer conjugal, le châtement qui l'attend est d'être étouffée « dans la boue ».

Avec une pareille conception du mariage, on ne s'étonnera pas que l'esprit de famille soit puissant chez ces peuples barbares. Le code wisigothique n'en fournit qu'une preuve indirecte : nous y voyons le législateur faire effort pour substituer le principe de la responsabilité strictement personnelle à celui de la responsabilité collective des membres de la famille : « Le père », lit-on dans un des articles anciens de ce code, « ne devra pas être inquiété pour le fils ni le fils pour le père ni l'épouse pour le mari ni le frère pour le frère. Seul pourra être inculpé celui qui aura commis un acte coupable et, avec l'auteur de cet acte, l'inculpation elle-même mourra. » Un pareil article prouve qu'au temps où il fut promulgué, il y avait lutte chez les Wisigoths contre le principe de la solidarité de la famille en matière pénale.

Le législateur burgonde proclame, pareillement, qu'en cas d'homicide, seul le meurtrier devra être poursuivi ; mais en même temps il met la solidarité familiale à la base du système judiciaire quand il édicte que, pour se disculper, un accusé doit venir jurer son innocence avec onze autres membres de sa famille — parmi lesquels, de façon obligatoire, sa femme et ses enfants, son père et sa mère, s'ils sont encore en vie, — les onze « cojureurs » engageant leur foi par serment au même titre que l'accusé et s'exposant, en cas de faux serment, à une formidable amende de 300 « sous ». Et c'est encore au nom de la solidarité familiale qu'il prévoit, en cas de meurtre, le paiement d'une composition aux parents de la victime.

La loi salique va plus loin encore. La famille y est envisagée comme un être collectif dont les intérêts font bloc. En cas de crime ou de délit à la charge d'un de ses membres, la responsabilité financière de tous les autres est engagée pour le paiement de la composition prévue par le code et, inversement, le meurtre de l'un d'eux donne à tous des droits sur cette « composition » : un article de la loi stipule que la moitié en revient aux enfants, la moitié aux collatéraux. On ne peut secouer le poids de cette responsabilité collective qu'à la condition de « désavouer »

sa famille par le moyen de la curieuse procédure suivante : comparaître devant le tribunal, y briser sur sa tête trois baguettes d'aulne, en jeter les morceaux aux quatre coins de la salle d'audience et faire une déclaration solennelle d'abandon d'héritage. Cette procédure formaliste est significative : elle prouve sans doute qu'un Franc Salien pouvait, en fin de compte, arriver à se soustraire aux lourdes responsabilités familiales, mais à la condition expresse de renoncer au bénéfice de la vie de société et de s'isoler entièrement.

Non moins que la solidarité familiale, les codes barbares de ce temps attestent tous, à des degrés divers, la survivance partielle des anciennes mœurs pastorales. Ils réservent tous une place caractéristique aux délits dont le bétail pouvait être l'occasion : dégâts commis par les bestiaux, vol des clochettes attachées à leurs cous, vol des animaux eux-mêmes, bêtes égarées, etc. La loi burgonde va jusqu'à condamner à mort les voleurs de bœufs ou de vaches, au même titre d'ailleurs que les voleurs d'esclaves. Cependant il est manifeste que déjà les conquérants germaniques, non seulement sont devenus sédentaires, mais se sont adaptés en partie, tant au nord qu'au sud, aux traditions romaines en matière d'agriculture : leurs codes font allusion à leurs enclos, à leurs champs, à leurs jardins, à leurs vignes; le délit de bris de clôture est un de ceux qui est le plus souvent prévu. Peu à peu la civilisation romaine fait son œuvre.

V. — LA SOCIÉTÉ WISIGOTHIQUE¹.

Chez les Wisigoths, cette civilisation a déjà gagné beaucoup de terrain. Les plus anciens fragments de leur législation, quoiqu'ils nous aient conservé une foule de traits proprement germaniques, ont déjà une couleur romaine très prononcée. Une grande partie des articles ont été directement empruntés

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages de Dahn (t. VI), A. von Halban, Brunner (t. I), Schröder, cités p. 50, n. 1 ; de F. Guerra, E. de Hinojosa et J. de La Rada, cité p. 51, n. 1 ; les études de détail de K. Zeumer, *Geschichte der westgotischen Gesetzgebung*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XXIII, XXIV et XXVI (1897-1900) ; Rafael de Urena y Smenjaud, *La legislacion gotico-hispana (Leges antiquiores ; Liber judiciorum) ; estudio crítico* (Madrid, 1905, in-8°), importante étude critique de la législation wisigothique. Mais c'est naturellement cette législation même (édition citée p. 57, n. 1) qu'il faut consulter avant tout.

au code Théodosien ou aux travaux des jurisconsultes romains, en particulier au *Livre des sentences* de Paul. Presque toutes les règles du droit commercial viennent de Rome, ainsi que le régime des contrats, le droit successoral, les règles de la procédure — notamment le recours à la preuve écrite —, le système des pénalités. Au droit romain, le code wisigothique a emprunté à la fois l'idée de graduer le châtimement suivant le rang social et l'usage fréquent des peines afflictives.

Non seulement il distingue, ainsi qu'il était universellement admis, entre libres et non-libres, réservant, comme on peut s'y attendre, les châtiments les plus rudes à la seconde catégorie, mais, à l'imitation du droit romain, il punit, dans bien des cas, de façon inégale les hommes libres eux-mêmes selon qu'ils appartiennent à la haute société (*honestioris loci personae*) ou aux classes inférieures (*inferioris loci personae*). Les premiers sont condamnés aux amendes les plus fortes, les seconds aux peines afflictives les plus dures.

Les cas pour lesquels la peine de mort est prévue par le législateur sont relativement nombreux. Il n'est plus question ni de relégation ni de travaux forcés ; la peine de bannissement est exceptionnelle ; en revanche, la fustigation est devenue d'un emploi courant. Les esclaves ne sont pas les seuls à risquer à tout propos d'être publiquement fouettés de verges : presque à chaque page du code wisigothique, les hommes libres de rang modeste, mais parfois aussi ceux du rang le plus élevé, se voient menacés de quarante, cinquante, cent, deux cents coups de verges, sans préjudice du paiement des amendes et des compositions. Dans quelques cas graves, le coupable est réduit en servitude. Pour le faussaire, on va jusqu'à prévoir l'amputation de la main qui a servi à trahir la vérité.

Somme toute et en dépit des multiples particularités germaniques qui subsistent, la société wisigothique, pour autant qu'on peut la juger à travers son code, a déjà emprunté beaucoup au milieu romain dans lequel elle vivait depuis de longues années.

VI. — LA SOCIÉTÉ BURGONDE¹.

Ce n'est déjà plus aussi vrai de la société burgonde. Son code pénal, quoique inspiré sur quelques points du droit romain,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — La loi burgonde, édition citée p. 57, n. 1 ; ouvrages de Dahn (t. XI), A. von Halban, Brunner (t. I), Schröder, cités p. 50, n. 1.

s'en éloigne fortement dans l'ensemble. Il n'admet pas de distinctions sociales dans l'application de la peine, si ce n'est entre les esclaves et les hommes libres.

Les esclaves, bien entendu, selon la tradition antique, sont traités en êtres inférieurs, assimilés parfois aux bêtes de somme et frappés, moins dans leurs biens, à peu près inexistantes, que dans leur corps. La législation burgonde, comme les autres législations barbares, ici d'accord avec la législation romaine, prévoit pour eux surtout la peine du fouet ou des verges — à laquelle le droit franc ajoute la castration, d'ailleurs rachetable — et, au pis, la peine de mort.

Pour les hommes libres, le législateur burgonde ne recourt que rarement aux peines afflictives, devenues l'essentiel dans la législation des empereurs. Les seules auxquelles un homme ou une femme burgonde de naissance libre soient exposés sont : 1^o l'esclavage, qui attend la femme convaincue d'inceste, la jeune fille qui n'a pas craint de s'unir à un esclave (si même ses parents ne vont pas jusqu'à réclamer sa mise à mort), l'épouse coupable de complicité dans un vol de chevaux ou de bœufs commis par son mari ; 2^o l'amputation de la main en cas de faux ou de destruction des bornes marquant les limites d'une propriété (encore cette peine peut-elle être rachetée moyennant versement de la moitié du *wergeld* du coupable) ; 3^o enfin la peine de mort dans quelques cas très graves : homicide volontaire, vol à main armée doublé d'effraction, vénalité du juge et — autre crime capital aux yeux d'un Burgonde — vol d'un esclave, voire d'un cheval, d'un bœuf ou d'une vache. Dans tous les autres cas, le Burgonde s'en tire avec une simple amende, dont le montant est fixé d'avance (fréquemment 3, 6 ou 12 « sous ») et qui s'ajoute à la composition.

Sur le terrain du droit privé, l'action exercée par la législation romaine a été plus sensible. La société burgonde n'en a pas moins gardé sa physionomie propre. La place qu'elle réserve à l'élément mâle dans la famille est caractéristique : à la différence du droit romain, qui fait hériter concurremment tous les enfants, quel que soit leur sexe, le droit burgonde n'admet les filles à la succession paternelle que lorsqu'il n'y a point de fils. En principe, les filles n'héritent que des vêtements et des parures de leur mère. Dans la vie de famille, elles sont reléguées au second plan. Les fils, au contraire, y jouent un rôle actif : la loi burgonde parle à plusieurs reprises comme d'une pratique courante du partage anticipé fait à leur profit des

biens familiaux du vivant du père, qui est, dans ce cas, réduit personnellement à la portion congrue.

VII. — LA SOCIÉTÉ FRANQUE ¹.

Ce sont, comme on peut s'y attendre, les Francs qui ont le mieux sauvegardé leur originalité : restés en contact avec la Germanie et venus plus nombreux sur le sol romain, ils ont moins que d'autres couru le risque d'être absorbés par les populations qu'ils avaient soumises.

Chez eux, au temps où nous reportons la rédaction la plus ancienne de la loi salique, l'influence exercée par le droit romain est à peine perceptible. Leur code pénal n'est d'un bout à l'autre, pour les hommes libres, qu'un tarif d'amendes et de compositions. Seuls les esclaves, qui sont traités avec une extrême dureté, et les autres non-libres, assimilés aux esclaves, sont exposés à des peines afflictives et risquent la peine de mort. Le Franc, lui, peut commettre les pires méfaits, il peut estropier, égorger son prochain, il peut lui infliger les plus atroces supplices, lui couper, par exemple, les deux mains et les deux pieds et l'abandonner ensuite tout pantelant sur le bord du chemin, il peut le jeter vivant au fond d'un puits, il peut le transpercer de flèches empoisonnées : quelque atrocité qu'il commette, le code ne prévoit pas d'autre pénalité qu'une amende.

Cette amende, qui se superpose à la « composition » proprement dite, destinée à éteindre le droit de vengeance de la victime ou de sa famille, est payable au représentant de l'autorité royale en réparation du trouble apporté à l'ordre, à la paix publique : aussi l'appelle-t-on *fredus* ou rachat de la paix (*friede*, en allemand). C'est seulement s'il est hors d'état de l'acquitter, soit de ses propres deniers, soit avec le concours des membres de sa famille, tous solidairement responsables de la dette ainsi contractée, que le coupable s'expose à payer son crime de son sang ou, pour employer le langage du temps, à « composer de sa vie ».

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre le texte même de la loi salique (indiqué p. 57, n. 1) et les ouvrages généraux de Fustel de Coulanges, Dahn (t. VII), Brunner (t. I et II), Schröder, Viollet, Brissaud, Chénon, Thonissen, A. von Halban, cités p. 13, n. 1, 41, n. 2, 50, n. 1, 53, n. 1, et 57, n. 1, voir M. Prou, *La Gaule mérovingienne* (Paris, 1897, in-8°).

Tel est du moins le point de vue légal. Car, en fait, à cette époque, la violence doit souvent répondre à la violence et le crime au crime. Pour le temps de Clovis et de ses fils, les témoignages contemporains font défaut ; mais nous en avons de décisifs dans les récits du chroniqueur Grégoire de Tours, trois quarts de siècle après, et il est difficile de supposer des mœurs plus pacifiques dans le même milieu aux environs de l'an 500. N'empêche que le recours aux tribunaux devait être le cas normal, et les pénalités prévues contrastent d'une façon singulière avec celles qu'édicteait la loi romaine.

Un seul crime, dans la plus ancienne rédaction de la loi salique, fait exception à la règle commune du rachat : c'est le crime de violation et pillage de sépulture. Celui qui s'est rendu coupable de ce crime odieux est mis hors la loi, rayé de la société ; nul n'a le droit, pas même ses père et mère, pas même son épouse, de lui donner l'hospitalité. Il ne peut rentrer au sein de la communauté que si les parents du défunt dont il a profané la tombe consentent à le laisser reparaître « parmi les hommes ». Cet article, dont la sévérité contraste avec le reste du code franc, est à peu près le seul qui nous fasse pénétrer jusqu'à l'âme germanique : le respect, le culte des morts s'y affirme d'une façon expressive. Un autre article précise que chaque mort doit être enterré à part et menace d'une forte amende quiconque ouvrira le cercueil ou le sarcophage d'un défunt pour y introduire un deuxième cadavre. Aucun autre sacrilège n'est prévu dans la rédaction primitive de la loi salique.

La procédure que ce document nous fait connaître en cas de poursuites judiciaires nous éloigne fort du droit romain et est, au surplus, extrêmement instructive. Tout repose ici en définitive sur la vertu du serment. Le délit ou le crime du coupable, s'il est pris sur le fait, est affirmé sous la foi du serment par l'accusateur qui le livre au tribunal, ainsi que par les témoins qui sont rigoureusement tenus de venir déposer ; et si l'inculpation ne repose que sur des présomptions, c'est à l'accusé à se disculper en jurant son innocence et en la faisant confirmer d'une façon solennelle par ces « cojureurs » que la loi burgonde met en action dans le même cas¹ et qui s'exposent tous à de grosses amendes en cas de faux serment. Cependant, à côté de cette procédure, on en voit paraître une autre, qui, prolongeant d'abord la précédente, finira par l'éclipser et prendre à la longue

1. Voir ci-dessus, p. 65.

un développement imprévu : c'est celle de l'épreuve judiciaire. A défaut de cojureurs et si la valeur de son propre serment est contestée, l'inculpé est invité à prouver son innocence en s'en remettant, comme on dira plus tard, au « jugement de Dieu » : il plongera sa main dans une cuve remplie d'eau bouillante et devra l'en retirer vierge de toute brûlure profonde.

Le droit privé ne rappelle pas davantage les habitudes ni les règles romaines. Nous avons déjà relevé¹ quelques-uns des traits caractéristiques de la famille franque. Il faut ajouter ici que la place faite à l'élément féminin y est réduite à l'extrême. Dépasant encore sur ce point le code burgonde, la loi salique exclut systématiquement la femme de la succession aux biens fonciers. « Aucune terre, écrit le législateur, ne pourra être dévolue par héritage à une femme ; toute la terre appartiendra aux héritiers du sexe viril. » Cet article, le plus fameux de la loi salique, à cause de l'usage qui en fut fait ultérieurement par les rois capétiens, n'implique cependant point une déchéance générale de la femme : car, pour la succession des biens meubles, la loi lui ménage, en cas d'absence de descendants mâles en ligne directe, des droits assez étendus ; mais, pour mesurer l'importance de la prohibition que nous venons de rappeler, il ne faut pas perdre de vue que la terre était alors la vraie richesse. Le but visé par le législateur était la sauvegarde du patrimoine : celui-ci pouvait être divisé en plusieurs fractions ; mais il ne devait jamais sortir de la communauté familiale. S'il avait été dévolu aux filles, il aurait couru ce risque au moment de leur mariage.

Le sentiment de la solidarité qui unit entre eux tous les membres d'une même famille et le souci des intérêts qui leur sont communs percent ainsi d'un bout à l'autre du code franc. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas qu'à ce sentiment ne s'en superpose un autre plus large et très puissant aussi, celui de la solidarité qui unit les habitants d'un même coin de terre et qui est comme la survivance de l'ancienne solidarité de tribu. Un des articles de la loi salique nous montre sur le vif les familles d'un village formant bloc lorsqu'un émigrant se présente et veut se fixer parmi elles : son admission est subordonnée au consentement du groupe tout entier. L'opposition d'un seul, dans les douze mois qui suivent son arrivée, suffit à empêcher son installation

1. Ci-dessus, p. 65.

définitive et à lui faire une nécessité de reprendre son chemin à la recherche d'hôtes plus accueillants.

Voilà qui achève de marquer les différences profondes qui, au temps des conquêtes de Clovis, continuaient à séparer la société franque de la société romaine.

VIII. — LA CIVILISATION GERMANIQUE AU DÉBUT DU SIXIÈME SIÈCLE¹.

Il est un terrain sur lequel le monde franc rejoint le monde wisigothique et le monde burgonde ou encore le monde van-

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Outre le livre de L. Schmidt, *Geschichte der deutschen Stämme*, cité p. 4, n. 1, le *Reallexikon der germanischen Altertumskunde* de Hoops, et le *Grundriss der germanischen Philologie* de H. Paul, en trois volumes in-4°, cités ibid., on consultera spécialement : 1° pour l'histoire du paganisme germanique, Chantepie de La Saussaye, *Manuel d'histoire des religions*, édition française (Paris 1904, in-8°), chap. xiv, p. 669-704 ; Chantepie de La Saussaye, *Geschiedenis van den Godsdienst der Germanen voor hun tot het christendom* (Haarlem, 1900, in-8°), dont il existe une édition, anglaise, revue et augmentée, sous le titre : *The religion of the Teutons* (Boston, 1902, in-8°) ; Richard Meyer, *Altgermanische Religionsgeschichte* (Leipzig, 1910, in-8°) ; W. Grœnbech *Die Germanen*, dans le nouveau *Lehrbuch der Religionsgeschichte begründet von Chantepie de La Saussaye*, 4^e éd., publiée par A. Bertholet et Ed. Lehmann (Tübingen, 1925, 2 vol. in-8), t. II, p. 540-600, avec une bonne bibliographie ;

2° Pour l'histoire de l'arianisme germanique, en dehors du livre aujourd'hui très vieilli de Ch. Revillout (*De l'arianisme des peuples germaniques qui ont envahi l'Empire romain*, Paris, 1850, in-8°, thèse de doctorat), voir le très remarquable manuel de H. von Schubert, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter* (Tübingen, 1921, in-8°, avec d'importantes notes bibliographiques), dont toutes les idées ne peuvent cependant être admises sans réserves. On peut y joindre Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. I (Leipzig, 1887, in-8° ; 3^e éd. 1904) ; Werminghoff, *Geschichte der Kirchenverfassung Deutschlands im Mittelalter*, t. I (Leipzig 1905, in-8°), et pour la conversion des Germains à l'arianisme, la thèse de doctorat de Jacques Zeiller, *Les origines chrétiennes dans les provinces danubiennes de l'Empire romain* (Paris, 1918, in-8° ; fasc. 112 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome »), où l'on trouvera d'abondantes références bibliographiques ;

3° Pour l'histoire intellectuelle, retenons seulement les deux volumes suivants : Rudolf Koegel, *Geschichte der deutschen Litteratur bis zum Ausgange des Mittelalters*, t. I : *Bis zur Mitte des elften Jahrhunderts*, en deux parties (Strasbourg, 1894-1897, 2 vol. in-8°, où 200 pages sont consacrées à l'histoire littéraire des Germains avant le huitième siècle) ; J. Kelle, *Geschichte der deutschen Litteratur von den ältesten Zeit bis zur Mitte des elften Jahrhunderts* (Berlin, 1892, in-8°) ;

4° Pour l'histoire de l'art, d'abord l'excellente mise au point de Georg Dehio, *Geschichte der deutschen Kunst*, t. I (Berlin et Leipzig, 1919, in-4° avec un volume de planches ; 2^e éd., 1921), et le chapitre, aujourd'hui un peu dépassé, d'Émile Molinier, *L'art de l'époque barbare*, dans l'*Histoire de l'art depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours*, publiée sous la direction d'André Michel, t. I, 1^{re} partie (Paris, 1901, in-4°), p. 405-427. Y ajouter l'utile article *Goldschmiedekunst* de Th. Hampe au t. II (p. 265-303) du *Reallexikon* de Hoops (cité au début cette note) ; puis l'ouvrage capital de C. Barrière-Flavy, *Les arts industriels des peuples barbares de la Gaule du cinquième au huitième siècle* (Toulouse et Paris, 1901, 2 vol. et un album in-4°) ; le livre récent de Nils Aberg, *Die Franken und Westgoten in der Völkerwanderungszeit* (Upsal, Leipzig et Paris, 1922, in-8° ; fasc. 28 des « Arbeten utgifna med understöd af Vilhelm Ekmans

dale, c'est le terrain de la civilisation proprement dite. S'il est vrai qu'à ce point de vue aussi, les Burgondes et les Wisigoths, pour ne parler que d'eux, aient été plus que les Francs, enveloppés de bonne heure d'une atmosphère de culture latine, s'il est vrai, par exemple, que la cour burgonde ait, dès le temps du roi Gondebaut, été fréquentée par des prélats aussi cultivés que le célèbre saint Avit, évêque de Vienne — un Romain de vieille souche, dont nous avons conservé des lettres et des poèmes d'une noble inspiration —, il n'en reste pas moins que, par eux-mêmes, les conquérants germaniques, à quelque groupe de tribus qu'ils appartenissent, étaient tous aussi incapables les uns que les autres d'apporter, dans le domaine de la pensée ou de l'art, des données originales. Quoi qu'on ait pu dire encore récemment¹, ce n'est pas dans le sens latin du mot seulement que les Germains du cinquième siècle étaient des barbares. Les lettres d'un Sidoine Apollinaire, évêque de Clermont, se plaignant, vers 470, d'avoir à subir le contact des rudes guerriers d'Euric, en sont un témoignage entre beaucoup d'autres.

Au point de vue religieux, la masse des Germains était restée païenne — d'un paganisme que nous n'arriverons jamais à bien connaître faute de textes. Gros ou petits, les traités de mythologie germanique que nous devons aux historiens modernes puisent tous à pleines mains dans le trésor des jolies légendes scandinaves des dixième, onzième, douzième ou même treizième siècles. Au surplus, le paganisme, encore bien vivant parmi les tribus des pays situés à l'est du Rhin, reculait partout ailleurs devant le christianisme triomphant.

Dès le milieu du quatrième siècle, l'apôtre goth hellénisé Oulfila ou Voulfila était allé porter la bonne parole chez ses compatriotes des provinces danubiennes. Mais en ce temps

Universitetsfond, Uppsala ») et l'étude particulière de E. Babelon, *Le tombeau du roi Childéric et les origines de l'orfèvrerie cloisonnée* (dans les *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, 8^e série, t. VI, ann. 1919-1923, p. 1 à 112, et à part, Paris, 1924, 113 p. in-8^o). — Pour les rapports de l'art « germanique » avec l'art gréco-scythe et gréco-sarmate de la Crimée et des bords du Pont-Euxin, voir le volume étonnamment suggestif de M. Rostovtzeff, *Iranians and Greeks in South Russia* (Oxford, 1922, in-4^o), dont les idées maîtresses (connues avant l'apparition de ce livre) ont guidé L. Réau, *L'art russe des origines à Pierre le Grand* (Paris, 1921, in-8^o). La thèse allemande de l'originalité de l'art « germanique » (combattue avec talent par E. Mâle, *L'art allemand et l'art français du moyen âge*, Paris, 1917, in-12) a été reprise encore par Ludwig Wilser, *Die Germanen ; Beiträge zur Völkerkunde* (Leipzig, 1913, 2 vol. in-8^o; 3^e éd., 1919-1920).

1. A. Dopsch, *Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der Europäischen Kulturentwicklung aus der Zeit von Caesar bis auf Karl den Grossen* (Vienne, 1918-1920, 2 vol. in-8^o; 2^e éd., Vienne, 1923-1924). La thèse de l'auteur est que les « grandes invasions » ont eu une faible importance comme facteur historique.

l'hérésie d'Arius — adversaire, somme toute, du dogme de la Trinité — régnait en maîtresse à Constantinople, et ceci avait eu pour effet d'entraîner les Goths dans les voies de l'arianisme, et non dans celles du catholicisme. Non seulement ils y avaient persévéré, ce qui s'explique sans doute par le caractère de simplicité relative de la doctrine arienne, comparée à celle dont le concile de Nicée avait fait la loi de l'Église orthodoxe ; mais ils avaient, de proche en proche, gagné à leur foi nombre de tribus germaniques voisines des frontières de l'Empire ; si bien qu'au cinquième siècle, quand ils étaient venus s'installer en terre romaine, Goths, Vandales, Burgondes y avaient tous également transporté avec eux cette forme de christianisme que les tenants de l'orthodoxie nicéenne, à Rome comme à Constantinople, pensaient avoir à jamais ruinée. Raison nouvelle d'opposition entre le monde germanique et le monde romain, dont nous verrons plus tard les suites.

Mais, à l'époque où nous sommes arrivés, il faut noter que ceux des Germains qui, lors de leur entrée en terre d'Empire, étaient demeurés fidèles au paganisme de leurs ancêtres, se montrèrent moins que les ariens rebelles au christianisme orthodoxe, dont les peuples parmi lesquels ils se fixaient étaient en général adeptes fervents. Tel fut le cas des Francs Saliens qui, sous Clovis, commencèrent à se laisser gagner à la religion chrétienne. Sur ce point, le seul apport personnel des Barbares fut une habitude invétérée des pratiques et des superstitions païennes, qui réagirent sur leur foi nouvelle au point qu'on verra au neuvième siècle encore le haut clergé des Gaules très préoccupé d'extirper les dernières et tenaces survivances de ce passé lointain.

De culture littéraire, au sens propre du mot, il ne pouvait évidemment être question chez des peuples qui n'avaient guère connu jusqu'alors, dans l'ensemble, que la rude vie des champs, le pillage et les combats. C'est par un étrange abus de langage que des érudits allemands, préoccupés de faire remonter jusqu'aux origines de leur histoire les débuts de leur littérature nationale, ont cru pouvoir réserver de longues pages et jusqu'à des chapitres entiers aux poèmes lyriques et épiques composés, à les en croire, par leurs ancêtres des premiers siècles avant l'époque des grandes invasions et aux temps de leurs conquêtes. Ces poèmes, nul ne les a jamais vus, et pour cause. Tout au plus trouve-t-on de ci de là de vagues allusions à des chants barbares destinés à exciter la fougue des guerriers s'élançant à l'assaut.

Les faits parlent clair : la prise de possession du sol romain par les peuples germaniques aboutit à peu près partout à la ruine de la culture littéraire ou scientifique, et c'est seulement dans la mesure où ils se laissèrent prendre au charme des lettres latines que les Germains en arrivèrent peu à peu à connaître les joies de l'esprit.

Le domaine artistique leur était un peu moins fermé. Pour barbares qu'ils fussent, ils avaient, de leur contact avec les peuples de l'Europe orientale et de l'Asie — spécialement avec les Grecs et les Sarmates de la région de la Crimée et des bords de la mer Noire, chez lesquels l'art ornemental avait pris depuis de longs siècles un merveilleux développement, — retenu le goût des armes ciselées, des parures à pendeloques brillantes, des poignées d'épée, des fourreaux et des bijoux où l'éclat du grenat et des pierres ou verroteries de teintes sombres, serties dans des filigranes d'or ou de cuivre doré, venait rehausser les formes, parfois assez grossièrement stylisées, des motifs de la décoration. Cette orfèvrerie, qui vaut avant tout par le chatolement des couleurs et l'imprévu des combinaisons décoratives, flattait l'œil ; et l'on s'explique sans peine qu'elle ait fasciné des Barbares.

Le fait est qu'elle avait eu chez eux le plus vif succès déjà lorsqu'ils se répandirent en Occident ; et, depuis les nécropoles gothiques de Crimée et de Roumanie jusqu'au fameux tombeau du roi Childéric, père de Clovis, — dont la découverte, à Tournai, enthousiasma nos archéologues du dix-septième siècle — et au non moins fameux trésor de date plus tardive, exhumé en 1858 à Guarrazar, près de Tolède, — dont les pièces merveilleuses sont aujourd'hui parmi les plus rares joyaux de notre Musée de Cluny —, nombreux sont, de par le monde, les spécimens classés de cet art improprement appelé germanique. Ils prouvent, non pas que les Germains avaient inventé une nouvelle formule artistique, puisque nous en connaissons les prototypes et que cet art plonge même ses racines, par delà la Crimée des Grecs et des Sarmates, dans le lointain Iran et dans les mystérieuses solitudes de l'Asie centrale ; mais ils suffisent à établir que, si la Germanie, étrangère à la vie urbaine et dont le paganisme ne réclamait certainement ni temples ni statues¹, ignorait encore les secrets du sculpteur et de l'architecte, elle cultivait déjà avec succès l'art décoratif appliqué à la parure. Cet art,

1. Quand Charlemagne conquerra la Saxe à la fin du huitième siècle, il en sera encore ainsi.

dont les produits les plus finis n'étaient du reste chez elle peut-être que des produits d'importation, elle le répandit dans tous les pays qu'elle occupa ; et, en ce sens, il est juste de dire que la civilisation germanique ne fut pas sans exercer sur l'évolution artistique de l'Occident une influence appréciable.

IX. — LE RÔLE HISTORIQUE DE LA GERMANIE.

On estimera sans doute que, tout bien pesé, le compte de l'apport germanique se solde finalement par un actif médiocre. Les Germains ont, à coup sûr, détruit beaucoup plus qu'ils n'ont édifié. Mais, si l'on envisage leur rôle du point de vue historique, en cherchant à mesurer les effets de leur intervention et non à la juger, on reconnaîtra que ce rôle a été capital.

Il faut se garder de dire, comme on l'a fait souvent, par réaction contre certaines théories, qui faisaient jadis sortir les libertés du monde des « forêts de Germanie », que les conquérants barbares ont laissé intacte l'armature romaine : ni l'organisation politique, ni l'organisation sociale des États fondés par les Germains à l'occident de notre Europe ne rappellent, dans leurs traits généraux, celle de l'Empire des Césars. Il est indéniable que, selon une loi historique qui ne souffre guère d'exceptions, les vainqueurs, moins avancés en civilisation que les vaincus, ont reçu d'eux une bonne partie de ce qui leur manquait — plus ou moins selon les circonstances et selon leur degré d'intimité avec la société romaine. Mais il n'est peut-être pas inutile d'observer que, de tous les peuples germaniques installés en Occident, seuls les Francs — c'est-à-dire ceux d'entre eux qui réussirent avec le plus de succès à se défendre contre la contagion des idées romaines — devaient par la suite jouer un rôle prépondérant, tandis que les Burgondes, les Wisigoths et, nous l'allons voir, les Ostrogoths, succombaient tour à tour sans attacher leur nom à une œuvre historique durable.

CHAPITRE VI

LE ROYAUME OSTROGOTHIQUE¹.

Le royaume ostrogothique d'Italie est le seul des États germains qui offre, à la fin du cinquième siècle et au début du sixième, le spectacle vraiment étrange et paradoxal des efforts désespérés faits par un conquérant barbare pour sauvegarder de son mieux le patrimoine de l'ancienne Rome. Tandis qu'en Gaule, en Espagne ou en Afrique, les nouveaux maîtres, tout en tirant parti de l'organisation romaine, restent fidèles à leurs traditions nationales, en Italie on voit un Goth s'employer avec une inlassable énergie à étayer ou à relever la vieille bâtisse impériale, qui croule de toute part.

Dans un de ses livres, Fustel de Coulanges a soutenu avec un talent incomparable, il y a une quarantaine d'années, cette thèse que, d'un bout à l'autre de l'Occident, les rois germaniques n'avaient guère été que les exécuteurs testamentaires des empereurs romains ; que le monde avait sous leur égide poursuivi sa course dans les voies où il était avant eux engagé et que la Ville Éternelle, après les invasions, n'en avait pas moins continué à gouverner le monde. Cette thèse manifestement forcée lorsqu'il s'agit des Francs, auxquels Fustel de Coulanges

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Avant tout, Ludo-Moritz Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. I (Gotha, 1897, in-8° ; 2^e éd. remaniée, Stuttgart et Gotha, 1923 ; de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert), histoire de l'Italie de 476 à la chute de la domination ostrogothique : ouvrage capital à compléter avec le livre récent de Johannes Sundwall, *Abhandlungen zur Geschichte des ausgehenden Römertums* (Helsingfors, 1919, in-8°, fasc. 2 du t. LX de l'« Öfersigt af Finska Vetenskaps-Societetens Förhandlingar », 1917-1918, Afd. B), comprenant quatre séries de recherches : sur la chronologie des lettres d'Ennodius (p. 1-83), sur l'identité des « derniers Romains » (p. 84-170), sur les fonctionnaires gothiques (p. 171-177), sur le sénat romain et la politique d'Odoacre, de Théodoric et des derniers souverains ostrogothiques (p. 178-308). — Voir, en outre, les ouvrages généraux de F. Dahn, t. III et IV (cités p. 13, n. 1), L. Schmidt (cités p. 4, n. 1), Hodgkin, t. III (cités p. 13, n. 1), Romano (cités p. 45, n. 1), Bury (cités p. 13, n. 1), auxquels on peut joindre l'exposé un peu superficiel de M. Dumoulin, *Le gouvernement de Théodoric et la domination des Ostrogoths en Italie d'après les œuvres d'Ennodius*, dans la *Revue historique*, t. LXXVIII (1902), p. 1 à 7, 241-265, et t. LXXIX (1902), p. 1 à 22.

l'appliquait, correspond, en revanche, à la stricte réalité pour les Ostrogoths de Théodoric. Gouvernement, législation, civilisation, tout est ou veut être romain sous ce roi barbare. Mais l'échec de sa tentative prouvera assez que ce n'était point par Rome que les Germains devaient triompher en fin de compte.

I. — L'ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE¹.

L'organisation politique et administrative est ce qui, dans le royaume fondé par Théodoric, se rapproche le plus du régime romain.

Comme naguère, quand la machine gouvernementale recevait son impulsion des empereurs d'Occident, la capitale est à Ravenne. On pourrait croire que seul le souverain a changé. Autour de lui, c'est toujours la même hiérarchie de hauts dignitaires : préfet du prétoire, maître des offices, questeur, comte des largesses, comte des affaires privées, etc. On retrouve dans l'Italie de Théodoric un vicaire de Rome, un préfet de Rome (*praefectus Urbis*), un préfet de l'annone, un préfet des vigiles, un comte des aqueducs (*comes formarum*), un maître du cens (*magister census*), etc. Le sénat survit également : le roi lui adresse de fréquentes communications en un style pompeux, imprégné de majesté romaine. Ce sont les mêmes cadres administratifs qu'au temps des empereurs et à peu près les mêmes procédés de gouvernement, le même personnel de fonctionnaires civils. Les provinces restent confiées à des gouverneurs, répartis, comme sous l'Empire, en trois classes : *consulares*, *rectores* ou *correctores* et *praesides*. Le régime municipal, lui non plus, n'a pas changé : curiales, d'une part, défenseurs et curateurs, de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués à la note précédente et le recueil même des édits royaux rédigés par Cassiodore, formant le volume intitulé *Variae* (publié par Th. Mommsen, dans le recueil des *Monumenta Germaniae historica*, *Auctores antiquissimi*, t. XII), voir les études fondamentales de Mommsen, *Ostgothische Studien*, dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. XIV (1889), p. 225-249 et 453-544; t. XV, p. 181-186 (reproduit dans Mommsen, *Gesammelte Schriften*, t. VI, p. 362 et suiv.); A. Gaudenzi, *Sui rapporti tra l'Italia e l'impero d'Oriente* (476-554). *Studio storico e giuridico* (Bologna, 1888, in-8°); Ch. Lécrivain, *Le sénat romain depuis Dioclétien à Rome et à Constantinople* (Paris, 1888, in-8°; fasc. 52 de la « Bibliothèque des Écoles d'Athènes et de Rome »), dont on consultera la 2^e partie, intitulée : « Le sénat sous les Ostrogoths » (p. 153-215). Il n'y pas grand fonds à faire sur l'ouvrage, beaucoup trop systématique, d'Ernst Mayer, *Italianische Verfassungsgeschichte von der Gothenzeit bis zur Zunft Herrschaft* (Leipzig, 1909, 2 vol. in-8°), où il est d'ailleurs à peine question de l'époque gothique.

l'autre, continuent à jouer dans les cités le même rôle que par le passé. Même système financier, même système monétaire : tout est mis en œuvre par Théodoric pour respecter ou, au besoin, faire revivre l'ancien état de choses. « Notre royaume », écrit-il à l'empereur de Constantinople Anastase, « est une imitation du vôtre. » Imitation voulue, qui procède de cette pensée, dont Théodoric fait également part à son correspondant, que le peuple ostrogothique « surpasse les autres peuples dans la mesure où il suit » l'exemple donné par le gouvernement impérial.

Pour que cette imitation soit plus complète, le roi german n'hésite pas à recruter exclusivement dans le milieu romain son personnel administratif. Son bras droit est le Romain Cassiodore, fils d'un préfet du prétoire et lui-même tour à tour questeur, maître des offices et, pour finir, préfet du prétoire, lui aussi, après la mort de Théodoric. Nombreux sont les autres fonctionnaires romains dont la carrière nous est connue : il n'y a rien à en dire, sinon qu'elle est entièrement conforme à ce qu'avait été jusque là la carrière normale d'un fonctionnaire romain, avec sa succession régulière de charges effectives, de dignités honorifiques, y compris le consulat et le patriciat, et de beaux titres s'étaguant pour former la sacro-sainte hiérarchie des *clarissimi*, des *spectabiles* et des *illustres*.

La séparation des fonctions civiles et des fonctions militaires demeure ce qu'elle était dans l'Empire depuis le temps de Dioclétien, d'autant plus absolue que seuls désormais, par principe, les Barbares composent l'armée et seuls, par conséquent, peuvent y exercer des commandements. « Aux Romains les œuvres de paix, aux Goths le soin de les protéger par les armes » : telle est l'idée qu'à maintes reprises le roi formule ou développe dans ses édits. Il y a là deux mondes qui se complètent, mais qui ne se confondent jamais : ils ne se rejoignent qu'en la personne du roi, leur chef commun. Tant qu'il est en âge de porter les armes, le Goth est soldat. Comme le soldat barbare de l'Empire, il campe avec sa famille en territoire romain sous les ordres de ses officiers nationaux. Le principal d'entre eux est le « comte », qui commande les détachements de toute une circonscription et qui, naturellement, joint à ses pouvoirs proprement militaires les pouvoirs judiciaires que les officiers n'ont jamais cessé d'exercer sur leurs hommes. Mais ce juge militaire n'a à connaître que des affaires où les soldats goths et leurs familles sont impliqués ; pour les procès entre Romains, seuls les juges civils, c'est-à-dire les juges romains, sont qualifiés ; et pour les affaires

mixtes, la compétence du tribunal militaire n'est admise que si un assesseur romain est adjoint au comte goth.

Ainsi achève de s'affirmer dans l'organisation administrative et politique du royaume fondé par Théodoric le souci de défendre, autant que faire se pouvait, les principes dont s'était inspiré le gouvernement impérial et, pour y mieux parvenir, de limiter étroitement le champ d'action des représentants du peuple gothique lui-même.

II. — LA LÉGISLATION ¹.

Ce souci se marque d'une façon plus surprenante encore peut-être dans le domaine législatif. Le royaume ostrogothique est le seul, en effet, de tous les États germaniques où la législation barbare ait été systématiquement sapée par le roi en personne au profit de la législation romaine. C'est au point que nous ne connaissons plus rien du code primitif des Ostrogoths.

Nous possédons, en revanche, un code promulgué vers l'an 500 par Théodoric et valable indifféremment pour les Goths et pour les Romains. D'un bout à l'autre, il procède du droit romain et n'est guère qu'un rappel des dispositions insérées au code Théodosien ou dans le fameux recueil des *Sentences* du jurisconsulte Paul. Tous les cas ne sont évidemment pas prévus dans les cent cinquante-quatre articles de l'*Édit* du roi goth : la place et le temps lui ont manqué. Aussi, pour le surplus, renvoie-t-il expressément « Barbares et Romains » aux lois en vigueur. Et sans doute veut-il dire par là qu'en ce qui concerne les Ostrogoths, certains usages de leur droit national peuvent encore à titre provisoire garder quelque valeur. Mais il suffit de lire l'*Édit* de bout en bout pour se convaincre qu'il en devait rester bien peu de chose : droit privé, droit pénal, procédure sont modifiés dans le sens romain ; et les actes de la pratique qui nous ont été conservés dans le recueil des *Variae* de Cassiodore prouvent qu'en fait le droit romain était avant la

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre ceux qui ont été indiqués p. 77 et 78, n. 1, et l'*Édit* de Théodoric (publié par F. Bluhme dans les *Monumenta Germaniae historica, Leges*, série in-folio, t. V, 1875), auquel il faut joindre les commentaires de F. Dahn, au t. IV des *Könige der Germanen* (cités p. 13, n. 1), de A. von Halban, au t. I de l'ouvrage cité p. 50, n. 1, de P. del Giudice, *Sulla questione della unità o dualità del diritto in Italia sotto la dominazione ostrogota*, au t. I des *Mélanges Fitting* (Montpellier, 1907, in-8°), voir Brunner (ouvrage cité p. 50, n. 1), t. I, p. 525-529, où l'on trouvera une bibliographie détaillée.

fin du règne de Théodoric presque complètement maître de la situation.

L'idée de la « personnalité des lois », familière aux autres chefs d'État germaniques, répugnait à l'esprit du roi ostrogoth. « Nous ne permettons point », écrit-il au comte goth Sunhivad vers l'an 510, « que Goths et Romains vivent sous deux lois différentes (*discreto jure*), alors que nous les unissons dans une même affection. » Et cette idée lui est si chère qu'il la répète dans d'autres lettres et que son successeur Athalaric tient à la rappeler encore dans le message qu'il adresse en 526 au peuple romain pour notifier son avènement : « Chez nous, les règles du droit sont les mêmes pour tous, qu'ils soient Goths ou Romains. La seule différence qu'il y ait entre les uns et les autres est que les Goths assument les charges militaires dans l'intérêt commun, pour que vous, Romains, vous puissiez jouir paisiblement des bienfaits de la civilisation romaine. »

III. — LA CIVILISATION DANS L'ITALIE OSTROGOTHIQUE ¹.

Sauver de la ruine la civilisation romaine, telle est la grande pensée de Théodoric. Détenu plus de dix ans à Constantinople comme otage, durant sa jeunesse, il a gardé jusqu'à la mort l'éblouissement de ce contact prolongé avec l'art et la culture antiques, tout en demeurant d'ailleurs personnellement incapable même de tracer les lettres de son nom sans se servir d'un poncif. L'effort accompli par ce Barbare pour maintenir intact ou, le cas échéant, restaurer le patrimoine artistique de l'Italie romaine, est prodigieux. A Rome, où il vient séjourner quelque temps en l'an 500, il fait élaborer un programme de remise en état des thermes, des aqueducs, des égouts, non moins que des palais et des statues. Un « architecte des monuments publics » (*architectus publicorum*) est nommé avec mission de

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres généraux indiqués, p. 77, n. 1, voir Ebert, *Allgemeine Geschichte der Literatur des Mittelalters im Abendlande*, t. I (Leipzig, 1874, in-8°, 2^e éd., 1889 ; traduit en français sous le titre : *Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, t. I, Paris, 1884, in-8°) ; Teuffel, *Geschichte der römischen Literatur*, 6^e édition par Kroll, t. III (Leipzig et Berlin, 1913, in-8°) ; P. de Labriolle, *Histoire de la littérature latine chrétienne* (Paris, 1920, in-8°) ; P. Venturi, *Storia dell' arte italiana*, t. II (Milan, 1902, in-8°) ; *Histoire de l'art depuis les temps chrétiens jusqu'à nos jours*, publiée sous la direction d'André Michel, t. I, 1^{re} partie (Paris, 1901, in-4°) ; Ch. Diehl, *Ravenne* (Paris, 1903, in-8°, dans la collection des « Villes d'art célèbres »).

surveiller les travaux de réfection et d'entretien. Le théâtre de Pompée, le Colisée, les murailles de la Ville sont l'objet de la sollicitude du roi goth ; et, pour cette œuvre, les briqueteries des bords du Tibre retrouvent leur activité de jadis.

Ailleurs Théodoric ne se contente pas de faire restaurer ; il bâtit à neuf. Palais, thermes, amphithéâtres sortent de terre à Pavie, à Vérone, à Terracine, à Spolète. Ravenne se couvre d'églises et d'édifices destinés à en faire la rivale de Byzance : la basilique d'Hercule, le palais royal, en partie imité de celui que Constantin avait élevé sur le Bosphore, les églises Saint-André, Saint-Théodore (aujourd'hui Spirito Santo), Santa-Maria in Cosmedin (aujourd'hui désignée sous le nom de Baptistère des Ariens), Saint-Martin au Ciel d'or (devenu Saint-Apollinaire-le-Neuf), le mausolée du roi... Une partie de ces célèbres monuments a disparu ou a subi de profondes transformations ; mais ce qui subsiste est considérable et, en dépit des fautes de goût et des maladresses commises par les architectes et les artistes à la solde du roi goth, l'impression produite est vraiment grandiose et digne, en somme, des maîtres byzantins avec lesquels les collaborateurs de Théodoric avaient l'ambition de rivaliser.

Sans doute, on y chercherait vainement la marque d'une originalité véritable : colonnades, chapiteaux, revêtements de marbre, mosaïques étincelantes, tout est imité de ce que l'art byzantin avait jusqu'alors produit ou des modèles qu'à Ravenne même offraient déjà quelques-uns des monuments élevés au temps de Galla Placidia, la sœur de l'empereur Honorius. Mais on ne tenait pas à l'originalité ; pour un peu on s'en serait méfié : car, aux yeux du souverain ostrogoth, l'important était d'affirmer en art, comme dans le reste, le maintien de la tradition romaine.

Telle était aussi sa suprême ambition dans le domaine des choses de l'esprit. L'homme en qui il avait mis sa confiance et qui reçut la délicate mission de traduire par écrit ses volontés, le fin lettré qu'était Cassiodore, se montrait certainement fidèle à la pensée de son maître quand, rédigeant le texte des épîtres ou des édits royaux, il cherchait à s'approprier le style et le tour antiques. Le résultat est plus ou moins heureux : nous sommes loin de la simplicité classique, et Cassiodore aime trop à nous écraser sous le poids d'une érudition qui n'est pas toujours du meilleur aloi. Tout lui est prétexte à digressions ou considérations morales, philosophiques, historiques, mythologiques, où il

tient à affirmer sa science de l'antiquité. Ne va-t-il pas jusqu'à évoquer l'histoire de l'arpentage en Chaldée, en Égypte et ailleurs à propos d'un simple procès de mitoyenneté ?

Cet étalage de science prête à sourire ; mais il est curieux de noter combien vif redevient dans l'Italie d'alors le goût des belles-lettres et de la culture classique. Tant à la cour de Ravenne qu'à Rome, à Milan et dans les principales villes d'Italie, rhéteurs, poètes et savants se disputent la faveur du public ou du souverain, qui souvent les distingue et les comble d'honneurs. Parmi eux, il en est qui méritent d'être tirés hors de pair, commel'évêque de Pavie Ennodius, panégyriste attitré du souverain, auquel il prodigue les fleurs de son élégante mais banale rhétorique, auteur de discours, de pièces de vers et de lettres où la pratique de Virgile et des autres poètes du siècle d'Auguste s'affirme avec une fâcheuse insistance ; ou bien comme le poète mystique Arator, dont l'épopée religieuse des *Actes des Apôtres* est, dans sa forme d'allure classique, une manière d'hommage rendu par la culture latine à la gloire des saints Pierre et Paul ; ou bien encore, comme ce prétentieux mais délicat Maximien, dont les élégies rappellent le charme raffiné d'un Catulle ou d'un Properce ; ou enfin comme Boèce, le plus remarquable, à coup sûr, des savants de cette époque, traducteur et commentateur d'Aristote, de Porphyre, d'Euclide, de l'astronome Ptolémée, et auteur de ce curieux traité de la *Consolation philosophique* dans lequel, du cachot où l'avait finalement précipité une inculpation de haute trahison, l'ancien protégé de Théodoric adresse au monde un dernier et émouvant appel à la sagesse antique. Il y a là tout un mouvement de renaissance intellectuelle, dont l'origine doit être, sans le moindre doute, cherchée dans la politique de Théodoric : médiocrement capable peut-être de goûter personnellement les beautés littéraires ou les mérites scientifiques des œuvres de ses contemporains, il voyait du moins en elles une parure indispensable à un État conçu sur le modèle de la Rome impériale et tenait pour un de ses devoirs essentiels d'en favoriser l'éclosion.

Il n'est pas jusqu'aux jeux du cirque qu'il ne se soit employé à rétablir dans leur splendeur passée, dans la splendeur aussi que, sur les rives du Bosphore, les Romains de la Nouvelle Rome avaient su leur donner. Plusieurs de ses édits visent l'éclat à réserver aux grandes fêtes consacrées par la tradition romaine. Comme jadis, les nouveaux consuls inaugurent chaque année leur vaine magistrature par des réjouissances publiques et des

distributions d'argent. Toute la vieille Rome ressuscite : ainsi l'a voulu le Barbare Théodoric.

Nous verrons plus loin s'affirmer le caractère factice de son œuvre et le peuple goth, las de son rôle de simple défenseur de la civilisation romaine, tenter de secouer le lourd fardeau de cet héritage antique, sous le poids duquel il étouffe, pour revenir à sa tradition nationale. Mais, si elle fut factice et caduque, l'œuvre de Théodoric ne fut cependant pas sans importance : car, en maintenant l'Italie dans la voie où l'avaient engagée les empereurs d'Occident, le roi goth évita la rupture totale avec les usages romains et rendit possible la vaste tentative de reconstitution de l'ancien Empire où allait peu après s'illustrer Justinien.

CHAPITRE VII

LA REVANCHE DE ROME : JUSTINIEN¹

L'Empire romain, en effet, n'avait pas disparu avec les derniers empereurs de Ravenne². Tandis qu'en Occident il sombrait sous les coups des envahisseurs germaniques, il se maintenait en Orient, et les souverains qui présidaient là-bas à ses destinées, quoique exclus de l'Italie et du bassin occidental de la Méditerranée, gardaient ou croyaient garder intact le patrimoine moral des Césars dont ils étaient les héritiers. Ils n'abdiquaient, en tout cas, aucun des droits que nombre de leurs prédécesseurs jadis avaient exercés de Constantinople sur les territoires de l'ouest tombés un à un aux mains des Barbares. L'avenir ainsi était réservé ; et, parmi les vieux Romains, plus d'un, malgré les événements, attendait avec une confiance inébranlable l'heure où la revanche sonnerait enfin pour le monde antique, qui se refusait à mourir.

Dans la première moitié du sixième siècle, ces espoirs paraissent sur le point de se réaliser. Reconstitué, fortifié en Orient, l'Empire redevient tout à coup agressif. Il profite des moindres défaillances de ses ennemis pour ressaisir de haute lutte en Italie, en Espagne, en Afrique, une partie au moins de ses anciennes provinces. Les flottes impériales sillonnent à nouveau la Méditerranée des Colonnes d'Hercule à l'Hellespont. Il semble que le mauvais rêve soit dissipé.

Merveilleux redressement, dont l'histoire vaut qu'on s'y

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — J. B. Bury, *History of the later Roman Empire from the death of Theodosius I to the death of Justinian* (Londres 1923, 2 vol. in-8°, le second tout entier consacré à Justinien. Cf. ci-dessus, p. 13, n. 1) ; J. Kulakovsky, *Istoriia Vizantii* ; tomes I et II (Kiev, 1910-1915, 3 vol. in-4°, en langue russe, le tome I de 395 à 518 ; le tome II de 518 à 602) ; Ch. Diehl, *Justinien et la civilisation byzantine au sixième siècle* (Paris, 1901, in-4°) ; W. G. Holmes, *The age of Justinian and Theodora* (Londres, 1905-1907, 2 vol. in-8°), auxquels on peut joindre la petite *Histoire de l'empire byzantin* de Ch. Diehl (Paris, 1919, in-12) et, sur les transformations internes de l'Empire, le livre très général de E. W. Bussell, *The Roman Empire. Essays on the constitutional history from the accession of Domitian [81 A. D.] to the retirement of Nicephorus III [1081 A. D.]* (Londres, 1910, 2 vol. in-8°), t. II.

2. Voir plus haut, p. 36.

arrête, mais dont la vraie portée n'apparaîtra que si l'on remonte d'abord jusqu'aux temps où l'Empire d'Orient, laissé à lui-même, a commencé à se reformer autour de Byzance et à ramasser ses forces en vue des luttes futures.

I. — POURQUOI L'EMPIRE ROMAIN A SURVÉCU EN ORIENT. L'EMPIRE ET SES VOISINS D'ASIE¹.

Que l'Empire romain ait survécu en Orient plutôt qu'en Occident, voilà, à première vue, un extraordinaire paradoxe ; car si, vers la fin du quatrième siècle, une fraction de l'Empire semble appelée à disparaître, c'est bien la fraction orientale, contre laquelle s'exerce déjà et ne va cesser de s'exercer pendant longtemps le plus fort de la poussée barbare.

De ce côté, on se le rappelle, la lutte est commencée dès 376. Sur le Danube, se ruent tour à tour, par masses formidables, les Wisigoths, les Huns, les Ostrogoths ; plus tard, viendront les Slaves, les Bulgares, bien d'autres peuples encore, sortis des steppes de la Russie ou de l'Asie occidentale. Malgré les moyens de défense accumulés en bordure du fleuve, malgré les précautions prises pour y maintenir toujours, dans la mesure du possible, des garnisons de soldats bien entraînés, la frontière cède, et les Barbares transforment la Thrace, la Macédoine, l'Illyrie, l'Épire, la Thessalie, parfois même le Péloponnèse en un vaste champ de pillage et de massacres. Et pourtant, de ce côté, l'Empire tient.

Il tient parce que, si la péninsule des Balkans est balayée en tout sens, du moins la capitale résiste. Bâtie à un bout de la terre d'Europe, sur un promontoire facile à défendre contre un ennemi qui n'est pas maître de la mer, la « Nouvelle Rome », comme on l'appelle, résistera avec succès en toute occasion aux attaques parties du continent. Solidement retranchées derrière les remparts successifs élevés par les empereurs — murs de Constantin le Grand, de la Corne d'or à la mer de Marmara,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués à la note précédente ajouter 1° sur la Perse, les ouvrages cités, p. 8, n. 1, et, en outre, Karl Cüsterbock, *Byzanz und Persien in ihren diplomatisch-völkerrechtlichen Beziehungen im Zeitalter Justinians* (Berlin, 1906, in-8°, VIII-128 p.) ; 2° sur les Hephthalites, E. Drouin, *Mémoire sur les Huns Ephthalites dans leurs rapports avec les rois perses sassanides*, dans le *Muséon*, t. XIV (1895), p. 73-84, 141-161, 232-247 et 277-288 ; 3° sur l'Arménie, J. de Morgan, *Histoire du peuple arménien* (Paris, 1919, in-8°) ; 4° sur les Arabes et les confins de la Syrie, les ouvrages de Dussaud, Huart, Guidi, Chapot, cités p. 8, n. 1.

murs de Théodose II (de l'année 413), un kilomètre plus loin, enfin murs d'Anastase I^{er} (de l'année 512), à quinze lieues de là, en rase campagne coupant de part en part la presqu'île à l'extrémité de laquelle la ville est située — les troupes impériales seront, durant des siècles, en état de défier tous les assauts des Barbares du Danube. Au milieu de la tourmente, Constantinople sera ainsi, à plus d'une reprise, le seul coin d'Europe où l'Empire romain paraîtra encore subsister. Mais, même aux heures les plus critiques, elle restera l'avant-poste de ces immenses territoires d'Asie Mineure, qui, longtemps indemnes ou presque, vont devenir peu à peu les régions vitales de l'Empire.

Ce n'est pas, on l'a vu déjà, que les ennemis manquent au delà du Bosphore ; mais les risques qu'ils font courir aux « Romains » d'Orient — pour leur laisser le nom qu'on persiste à leur donner — sont moindres que ceux dont les menacent les conquérants d'Europe.

Les plus redoutables sont les Perses. Ils forment un État compact, bien organisé, disposant d'excellents soldats, de généraux habiles ; et le sentiment national est chez eux plus puissant que jamais. Ils pourraient beaucoup, s'ils n'étaient obligés de veiller à leur propre sauvegarde : car ces Perses que, dans l'Empire, on traite à tort de « Barbares », ont eux-mêmes à tenir tête à des Barbares authentiques venus de l'Asie centrale et qui, à tout moment, menacent de submerger leur royaume. Les principaux sont les Hephthalites, dont nous aurons à reparler¹ et qui, à partir des environs de l'année 425, ayant atteint la région de l'Oxus ou Amou-Daria, ne vont cesser de diriger contre la Perse des attaques analogues à celles que les Goths ou les Huns dirigent justement alors contre l'Empire aux frontières de Thrace et de Macédoine. Maintes fois ils réussiront à pénétrer jusqu'au cœur de l'Iran et obligeront le « Roi des rois » à abandonner ses projets d'expansion vers l'ouest pour faire front vers l'est.

Un autre danger paralyse la Perse : le danger arménien. Car l'Arménie, dont l'histoire est celle d'un long martyre, a fait payer cher à tous ses conquérants, les uns après les autres, la lourde tyrannie sous le poids de laquelle ils ont voulu l'accabler. Partagée dès 387 entre les Romains et les Perses — la

1. Voir chapitre VIII, p. 107.

plus importante fraction restant d'ailleurs aux mains de ces derniers — elle perd en 429 ses chefs nationaux, de la dynastie Arsacide, et se voit réduite du côté persan, comme elle l'était déjà depuis la fin du quatrième siècle du côté romain, en simples provinces, qu'administrent des fonctionnaires envoyés de Ctésiphon. Étrangers à sa langue, à ses traditions, à ses croyances — le christianisme, auquel s'oppose avec violence le mazdéisme des Iraniens, — les représentants du Grand Roi soulèvent contre eux le pays. La révolte y est installée à l'état endémique, aggravée encore par ce fait que la position géographique de l'Arménie lui permet de lier partie facilement avec les Romains et de couper la retraite aux armées persanes assez imprudentes pour s'aventurer dans les régions du nord-ouest.

Enfin la Perse est travaillée par un mal intérieur dont elle finira par mourir : le despotisme y engendre de terribles haines et de violentes rivalités, qui sont elles-mêmes la cause de crises épuisantes, dont souvent le trône est l'enjeu et où s'use à la longue l'autorité du monarque. Les Barbares du voisinage — Hephthalites du nord et Sarrasins ou Arabes du sud — sont souvent appelés à l'aide par les factions rivales : imprudence grave dont les Iraniens auront à se repentir.

Sur les confins de la Syrie, comme en Égypte et en Libye, la défense du sol romain continue à être assurée à peu de frais par les postes fortifiés élevés en bordure du désert. Ils suffisent partout encore contre des ennemis sans cohésion. Le seul point faible est le nord-est de la Syrie, que menace un groupe de tribus arabes fixées depuis la fin du troisième siècle sur la rive droite du bas Euphrate, aux environs de la ville de Hira (près de Nedjef). Ils ont fini par former, sous l'égide du roi de Perse, dont ils reconnaissent la suzeraineté, et sous le gouvernement effectif de princes arabes de la famille des Lakhmides, un véritable État barbare qui, gagnant peu à peu le moyen Euphrate, n'est pas sans donner aux Romains quelques sujets d'inquiétude. Mais ils ne peuvent guère agir qu'en étroite liaison avec les Perses : ils constituent alors l'aile gauche de leurs armées. Par eux-mêmes, ils sont encore impuissants. Ce n'est pas avant le septième siècle que l'Empire romain aura à compter sérieusement avec l'élément arabe.

Et c'est pourquoi, jusqu'à nouvel ordre, l'Asie Mineure, avec ses annexes d'Égypte et de Libye, demeure la base ferme sur laquelle repose l'édifice impérial. Si l'Empire a duré en Orient, alors qu'il croulait en Occident, il le doit à l'Asie.

II. — L'HELLÉNISATION DE L'EMPIRE ROMAIN EN ORIENT AVANT JUSTINIEN¹.

Dès le moment où le centre de gravité de l'Empire se trouvait progressivement reporté au sud du Bosphore, il était inévitable que l'évolution, commencée depuis le troisième siècle, et qui tendait à donner à l'État romain un caractère de plus en plus oriental, allât s'accroissant avec rapidité. La cour de Constantinople offre au cinquième siècle un spectacle qui rappelle souvent bien mieux celle des rois perses que celle des empereurs de l'époque classique. L'étiquette compliquée et la pompe asiatique déployée dans les cérémonies, les obscures intrigues que de tout-puissants eunuques nouent autour de la personne même du souverain, les perpétuelles révolutions de palais, dans lesquelles trempent les officiers de la garde impériale, montrent à quel point la pure tradition romaine se perd alors à Byzance.

Il en est ainsi dans tous les domaines : celui des choses de l'esprit et du goût, comme celui de la vie politique ou sociale. Contre la tradition de Rome, c'est l'hellénisme d'abord qui reprend vigoureusement l'offensive, au point que la langue grecque tend dès le cinquième siècle en Orient, sinon encore à supplanter le latin comme langue officielle, du moins à reparaître dans les actes de l'administration impériale : en 439, Cyros — un lettré grec de la Thébaïde, dont l'empereur Théodose II avait fait un préfet du prétoire — publie ses édits dans sa langue maternelle ; cinquante ou soixante ans après, il n'est pas rare de voir les empereurs eux-mêmes recourir au grec pour commu-

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux de Bury et Kulakovsky indiqués p. 85, n. 1, voir D. C. Hesseling, *Byzantium* (Haarlem, 1902, in-12 ; trad. française sous le titre : *Essai sur la civilisation byzantine*, Paris, 1907, in-12) ; A. et M. Croiset, *Histoire de la littérature grecque*, t. V (Paris, 1900, petit in-8° ; 3^e éd., 1914), chap. VIII : « La fin de l'hellénisme » ; J. E. Sandys, *History of classical scholarship*, t. I (Cambridge, 1903, in-8°, 2^e éd., 1906) ; Rubens Duval, *Anciennes littératures chrétiennes. La littérature syriaque* (Paris, 1905, in-12 ; 3^e éd., 1907 ; de la « Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique ») ; A. Baumstark, *Geschichte der syrischen Literatur* (Bonn, 1922, in-4°), qui est surtout un utile répertoire : P. Collinet, *Études historiques sur le droit de Justinien*, t. I, seul paru (Paris, 1912, in-8°) ; G. Millet, *L'art byzantin dans l'Histoire de l'art depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours*, publiée sous la direction d'André Michel, t. I, 1^{re} partie (Paris, 1905, in-4°), p. 127-299 ; Ch. Diehl, *Manuel d'art byzantin* (Paris, 1910, in-8° ; 2^e éd. remaniée en 2 volumes, t. I, 1925) ; O. M. Dalton, *Byzantine art and archeology* (Oxford, 1911, in-8°), qui est surtout précieux pour le détail ; Wulff, *Altchristliche und byzantinische Kunst* (Berlin, 1914-1918, 2 vol. in-8°) ; Louis Bréhier, *L'art byzantin* (Paris [1924], in-8°), plus sommaire ; F. Benoît, *L'architecture. L'Orient médiéval et moderne* (Paris, 1912, in-8°), qui renferme d'utiles vues d'ensemble.

niquer au peuple leurs décisions. Et le cinquième siècle correspond d'ailleurs à une période de renaissance de la pensée et de la littérature grecques, aussi bien en Égypte et en Syrie qu'à Constantinople ou dans la Grèce proprement dite. C'est l'époque où la doctrine néoplatonicienne, dont l'influence fut si grande durant tout le haut moyen âge, prend sa forme dernière et, professée avec éclat à l'école d'Athènes pendant près de cinquante années (438-485) par l'illustre Proclus, se répand de là sur le monde entier. C'est l'époque aussi où la vieille école de Gaza, en Palestine, s'enorgueillit de ses brillants rhéteurs, dont l'éloquence fleurie servira longtemps de modèle ; l'époque où Panopolis, en haute Égypte, voit surgir, comme par miracle, une pléiade de poètes, parmi lesquels il en est de délicats et de charmants ; l'époque enfin où l'école fondée à Constantinople en 425 commence à attirer les regards, en attendant de détrôner celle d'Athènes.

Mais l'hellénisme du cinquième siècle n'est déjà plus de l'hellénisme pur : l'Orient l'a envahi et altéré. Bien que la célèbre école d'Athènes reste, jusqu'à nouvel ordre, une des plus brillantes du monde, l'influence exercée par ses rivales d'Antioche, d'Édesse, de Beyrouth, de Gaza, d'Alexandrie est peut-être désormais plus considérable encore. Par elles, la pensée de l'Asie s'insinue chaque jour plus profondément dans les esprits de ces « Romains » hellénisés : par Beyrouth, où l'enseignement juridique est particulièrement en renom, on voit le droit romain « s'orientaliser peu à peu » ; d'Édesse, d'Antioche et d'Alexandrie, où l'étude de la philosophie de l'antiquité s'allie à celle des problèmes théologiques les plus subtils, la religion chrétienne reçoit dans tout l'Orient une impulsion décisive. Les vieilles traditions artistiques de l'Égypte et, plus encore, le contact qui s'établit en Syrie avec l'art de la Perse, alors en plein épanouissement, inspirent aux architectes et aux décorateurs des formules nouvelles où, du Bosphore à l'Adriatique, l'art communément appelé « byzantin » puise le meilleur de lui-même.

III. — LE MAINTIEN DES PRÉTENTIONS IMPÉRIALES SUR L'OCCIDENT AVANT JUSTINIEN¹.

L'Empire romain, en Orient, peut changer de physionomie, la place faite par lui à l'Asie peut aller grandissant, il n'en

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux de Bury et Kulakovsky,

demeure pas moins l'Empire romain. A aucun moment, du quatrième au sixième siècle, pas même après la disparition du dernier empereur de Ravenne, en 476, l'idée ne se perd que ce que nous appelons volontiers aujourd'hui l'Empire « byzantin » n'est qu'une fraction de ce vaste État romain dont l'unité foncière survit à tous les partages de l'autorité souveraine et à toutes les vicissitudes de l'histoire.

Tant qu'il y a une cour impériale en Italie, Orient et Occident continuent de se sentir à ce point solidaires que nul ne s'étonne de voir chacun des deux gouvernements suivre de près, quand il le peut, les affaires de l'autre et s'en mêler au besoin : au début du cinquième siècle, l'action du maître de la milice Stilicon dépasse sans cesse le cadre des frontières assignées à l'autorité de son empereur, Honorius ; et, quand meurt Arcadius, frère de celui-ci (408), le gouvernement d'Honorius décide, sans hésiter, d'intervenir dans le règlement de sa succession. Quelques années plus tard, les rôles sont renversés : c'est l'empereur de Constantinople Théodose II (408-450) ou plutôt sa sœur toute puissante, l'*Augusta* Pulchérie, qui dicte ou essaie de dicter leur choix aux Occidentaux. Une première fois, en 421, elle oppose son veto à l'attribution du titre d'« Auguste » au maître de la milice Constance, et seule la mort inopinée de ce personnage permet d'éviter un conflit ; deux ans après (423), l'empereur Honorius étant mort à son tour, Pulchérie intervient de nouveau et, après avoir un instant caressé l'espoir de joindre l'Occident à l'Orient, impose du moins de vive force aux Occidentaux un empereur à sa convenance, le jeune Valentinien III, le propre fils de ce Constance dont elle n'avait point voulu, mais qui, élevé sous ses yeux, à Byzance, présentait, en outre, l'avantage de n'avoir que quatre ans. Cet enfant allait devenir pour l'empereur d'Orient le plus docile des collègues : en 437, Théodose lui donnait sa fille Eudoxie en mariage ; à la fin de 438, il obtenait de lui la promulgation en Occident du nouveau recueil législatif qu'il venait de faire compiler (le fameux « code Théodosien ») ; peu après, en échange d'une démonstration de la flotte byzantine contre les Vandales, il se faisait céder par lui une partie de la province de Dalmatie. Jamais les deux moitiés de l'Empire n'avaient paru plus étroitement solidaires.

Théodose II disparu (450), quelques années se passent, durant

cités, p. 85, n. 1, ajouter, pour la période la plus ancienne, O. Seeck, ouvrage cité p. 13, n. 1, et Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. I (cité p. 45, n. 1).

lesquelles cette solidarité semble se relâcher un peu. Le trône d'Orient échoit à Marcien, un brave soldat d'âge déjà mûr, dont le court règne (450-457) est tout entier occupé à la défense et à la réorganisation intérieure de ses propres États. Un autre soldat lui succède, Léon le Thrace qui, lui, renoue la tradition. Le gouvernement de Ravenne a précisément un besoin pressant de son concours pour arrêter les attaques audacieuses de la flotte vandale, qui d'ailleurs finissent par s'étendre aux provinces dépendant de Byzance. Léon, dont la diplomatie s'est déjà employée, d'accord avec celle des Occidentaux, à déjouer le péril par des moyens pacifiques, consent à faire, à frais communs, un gros effort militaire ; mais l'Occident doit accepter de sa main comme empereur Anthémios, le gendre de son prédécesseur Marcien. Une fois de plus, le souverain d'Orient se trouve donc l'arbitre de la situation. La campagne contre les Vandales, en 468, échoue lamentablement¹, malgré l'importance des forces mises en ligne ; mais l'apparition des troupes et des vaisseaux byzantins dans les parages de l'Afrique occidentale crée un précédent qui ne sera pas oublié.

Il est manifeste, en outre, que plus que jamais, à cette date, l'empereur d'Orient se considère comme régulièrement pourvu du droit d'intervenir dans les affaires d'Occident. En 473, il refuse de reconnaître l'empereur Glycérius, qui vient de revêtir la pourpre à Ravenne, et lui oppose un certain Julius Népos, qu'il expédie tout exprès en Italie avec une petite armée. Sur ces entrefaites, l'empereur Léon meurt (474), et son successeur Zénon — un de ces rudes montagnards d'Isaurie², comme on en voyait tant déjà à Constantinople, que Léon avait donné pour mari à sa fille — n'a plus la liberté de mouvement nécessaire pour exploiter à son profit la situation en Occident. Dès 475, il est aux prises avec l'émeute. Par trois fois, il lui faut tenir tête à des rivaux que lui suscite la jalousie d'un autre chef isaurien nommé Ilos, contre qui il doit soutenir durant de longues années une guerre implacable. Ce sont des conditions désastreuses pour aider, en Occident, au succès du candidat envoyé par Léon. On sait la suite³ : la chute de Népos, l'avènement de Romulus Augustule et, pour finir, l'usurpation du Skire Odoacre (476).

Il n'y a plus désormais d'empereur à Ravenne. L'Italie, à

1. Voir plus haut, p. 38.

2. Au nord du Taurus cilicien.

3. Voir plus haut, p. 36.

son tour, tombe à partir de ce moment aux mains des Barbares. N'empêche que, même alors, les droits historiques du seul chef de l'Empire qui survive, celui de Byzance, sont pleinement sauvegardés : aux yeux d'Odoacre, comme ensuite aux yeux de Théodoric et l'on peut dire aux yeux de tous les rois barbares d'Occident, le souverain qui règne à Constantinople est « l'empereur romain ». Ils ne lui écrivent qu'en termes pleins de déférence et, quelle que soit, dans la pratique, l'indépendance dont ils usent dans le gouvernement de leurs États, ils ne font aucune difficulté à saluer en Léon, en Zénon ou en leurs successeurs, les héritiers légitimes de tout l'ancien empire d'Auguste et de Constantin. Quand, en 476, Odoacre renvoie à Zénon les insignes impériaux du palais de Ravenne¹, le sénat de Rome s'associe à sa démarche pour faire observer que dorénavant l'Empire n'aura besoin que d'un seul chef. Lorsqu'ensuite Théodoric attaque Odoacre, c'est comme mandataire de l'empereur² ; et cette fiction va demeurer une vérité vivante dans l'esprit des Orientaux. Zénon meurt en 491 et le trône, après lui, échoit coup sur coup à deux vieillards : le « silencieux » Anastase (491-518), un Épirote de soixante et un ans que les émeutes et les guerres religieuses, ainsi que les attaques des Perses, des Slaves et des Bulgares réduisent à l'impuissance ; puis le commandant de la garde impériale Justin (518-527), un brave paysan de Macédoine, âgé de soixante-dix ans à qui, heureusement, son neveu Justinien, bientôt son successeur, apporte un concours décisif.

Quand ce dernier devient pour son compte maître du pouvoir (527), la situation est, en somme, la suivante : l'Empire romain n'a plus de réalité qu'en sa fraction orientale, où il résiste — non sans peine d'ailleurs — aux coups des Barbares ; mais la disparition du dernier empereur de Ravenne en 476 n'a pu effacer de l'esprit des princes byzantins cette idée que l'Empire survit théoriquement tel qu'il était jadis et que la charge de veiller aux destinées de l'Occident leur incombe, comme elle incombait naguère encore aux premiers successeurs du grand Théodose. Justinien va se donner comme tâche de traduire ces idées en actes ; avec une énergie inlassable, il va s'employer à refaire l'Empire romain aux dépens des Barbares.

1. Voir p. 36.

2. Voir p. 46.

IV. — JUSTINIEN ; LA RESTAURATION IMPÉRIALE EN AFRIQUE¹.

Curieux personnage que ce tardif défenseur de l'idée romaine ! Paysan macédonien, comme son oncle, mais élevé à Constantinople et frotté de cette culture hybride que dispensaient alors les maîtres des écoles byzantines ; intelligence médiocre, mais travailleur acharné — on le surnomma « l'empereur qui ne dort jamais » —, animé d'un perpétuel besoin d'agir, de tout faire lui-même, tant par défiance que par manie du détail ; avec cela, caractère mal équilibré, dépourvu de sang-froid, parfois d'énergie, mais poussé par Théodora, une fille publique ramassée au cirque, dont l'ambition sans scrupules était doublée d'une volonté obstinée : tel était l'homme qui, durant près de quarante années (527-565), allait présider aux destinées de l'Empire.

Il arrivait à un moment critique. Depuis le début du sixième siècle, les Perses, plus agressifs que jamais, n'étaient contenus qu'à grand'peine. Une première fois, en 502-503, ils avaient enlevé les places fortes de Théodosiopolis (Erzeroum) et d'Amida (Diarbékir) et n'avaient lâché prise que parce qu'ils avaient dû au même moment aller défendre leurs propres frontières contre les Hephthalites. Au cours des années suivantes, leurs attaques s'étaient fréquemment renouvelées et, à dater de 527, elles redoublaient de violence. Leur vassal, le prince arabe de Hira, Al Moundhir, joint ses efforts aux leurs : en 529, il se fraie un passage jusqu'aux abords d'Antioche, ramassant tout le long de la route du butin, des prisonniers, égorgeant ceux dont il ne peut espérer rançon, s'offrant en un seul jour, dit-on, le spectacle du sacrifice de quatre cents nonnes en l'honneur de la déesse Ozza. En 531, la situation s'aggrave encore : la principale armée byzantine, sous les ordres de Bélisaire, le meilleur général de Justinien, est battue par les Perses à Callinicum (Rakka), sur l'Euphrate, et peu s'en faut que la Syrie ne tombe en son entier aux mains des envahisseurs.

Du côté des Balkans, la situation n'est guère plus rassurante. Les Ostrogoths, partis à la fin du cinquième siècle, ont été

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités p. 85, n. 1, voir Ch. Diehl *L'Afrique byzantine, histoire de la domination byzantine en Afrique*, 533-709 (Paris 1896, in-4°) ; L. Schmidt, *Geschichte der Vandalen* (Leipzig, 1901, in-8°) ; F. Martroye, *L'Occident à l'époque byzantine. Goths et Vandales* (Paris, 1904, in-8°), peu critique et médiocrement informé. — Sur Théodora, voir Ch. Diehl, *Théodora, impératrice de Byzance* (Paris, 1904, in-12). — Sur les Perses, voir plus haut, p. 86, n. 1.

remplacés par les Huns Coutrigours ou Bulgares, les Slaves ou « Antes », qui, après s'être avancés le long des Carpathes par la vallée du Dniepr jusque dans la plaine de Valachie, ont commencé à suivre l'exemple de leurs voisins. A nouveau, les Barbares parcourent en tout sens la Macédoine, l'Épire, la Thessalie, la Thrace. Byzance tremble : c'est par peur d'un coup de main que l'empereur Anastase a fait élever en 512 une troisième ligne de défense en avant de la capitale ; et l'on peut se demander avec angoisse s'il ne va pas falloir sacrifier le reste de la péninsule.

Sauver la fraction orientale de l'Empire était déjà un problème redoutable ; mais il s'en posait un autre en même temps : une occasion unique et inespérée s'offrait, juste à ce moment, de rétablir dans la Méditerranée occidentale le prestige du nom romain. L'empereur était sollicité d'intervenir dans l'Afrique vandale, et un acte d'audace pouvait lui permettre peut-être, au prix de sacrifices passagers en Orient, de refaire d'un coup là-bas de l'Empire une réalité.

L'occasion était tentante. Depuis la mort de son fondateur, en 477, le royaume vandale était en proie à l'anarchie. Incapables de venir à bout des Berbères, dont les soulèvements gagnaient de proche en proche, les faibles successeurs de Genséric voyaient, en outre, se dresser contre eux tour à tour, l'élément catholique et romain s'ils se montraient trop zélés défenseurs de la cause nationale et arienne, et l'élément vandale s'ils essayaient de se concilier les Romains. Dans leurs embarras, ils cherchaient au dehors un appui : auprès des Ostrogoths quand ils se montraient Germains pur sang, auprès de l'empereur dans le cas contraire. Or, en 530, le roi Hildéric, partisan décidé de l'alliance byzantine, venait, à la suite d'une défaite que les Berbères avaient infligée à ses troupes en Byzacène (notre Tunisie méridionale), d'être renversé au profit de son cousin Gélimer et jeté en prison, d'où il invoquait le secours de l'empereur avec qui il semble avoir été personnellement lié. Le royaume vandale, déchiré en deux camps, était à prendre : il suffisait d'intervenir avec promptitude. Justinien le comprit et agit en conséquence. Triomphant de l'opposition très vive qu'il rencontrait dans son armée et jusque dans son entourage, il signa en toute hâte, au mois de septembre 532, une paix « perpétuelle » avec le nouveau roi perse Khosraou — le Chosroès des Byzantins — qui avait recueilli en 531 l'héritage de son père, le vieux Kavadh, alla même, pour obtenir de ce côté le répit

dont il avait besoin, jusqu'à promettre à ce redoutable ennemi le versement d'un important tribut annuel et concentra aussitôt toutes ses forces pour tenter une attaque brusquée contre l'usurpateur vandale.

Les troupes byzantines, sous le commandement de Bélisaire — dix mille fantassins et quelque cinq ou six mille cavaliers d'élite — purent débarquer en juin 533 au cap Kapoudia, dans le Sahel, et avec une rapidité foudroyante s'ouvrir le chemin de Carthage. Gélimer, nerveux et indécis, avait perdu la tête. Deux combats près de Carthage suffirent à abattre toutes ses velléités de résistance. Au printemps 534, il se laissait cerner dans les montagnes et était obligé de se rendre. La pacification des tribus berbères, dont la mobilité déconcertait les meilleurs généraux byzantins, allait réclamer de longues luttes encore ; mais, dès le début de l'année 534, l'Afrique vandale était virtuellement acquise, et Bélisaire pouvait faire à Constantinople une rentrée triomphale, aux applaudissements d'un peuple, à qui le spectacle du roi barbare Gélimer et des princes de sa maison, suivant en captifs le cortège du général victorieux, rouvrait enfin, après bien des années de tristesse et de résignation, l'ère des folles espérances.

Quant à la famille d'Hildéric — qui, personnellement, avait été mis à mort entre temps sur l'ordre de Gélimer — il n'en était plus question : Justinien gardait pour lui la terre « romaine » d'Afrique reconquise par ses armées et son premier soin était d'y rétablir l'organisation administrative de l'Empire.

V. — LA RESTAURATION IMPÉRIALE EN ITALIE¹.

Ce brillant résultat, dont la rapidité avait dépassé l'attente des plus optimistes, semblait prouver qu'il suffisait d'agir avec décision pour renverser les dominations barbares d'Occident. L'expérience vandale ne pourrait-elle se renouveler ailleurs ? et l'Italie, terre impériale par excellence, ne s'offrait-elle point justement alors comme une proie facile à arracher au pouvoir chancelant des souverains gothiques ?

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués p. 85, n. 1, ajouter L. M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. I (cité p. 45, n. 1), le tome IV du grand ouvrage de Hodgkin, (cité p. 13, n. 1 ; à consulter avec précautions) ; F. Gabotto *Storia della Italia occidentale nel medio evo*, t. I (cité p. 16, n. 1) ; G. Romano, *Le dominazioni barbariche in Italia* (cité p. 45, n. 1) ; Körbs, *Untersuchungen zur ostgotischen Geschichte*, t. I (Eisenberg, 1913, in-8°) ; Sundwall, ouvr. cité p. 77, n. 1.

La situation y rappelait, trait pour trait, celle qui, en Afrique, avait justifié l'intervention byzantine. Là aussi, depuis la mort du premier roi, le grand Théodoric, disparu en 526, deux partis s'étaient dressés l'un contre l'autre : le parti germanique, qui entendait revenir à la tradition nationale, dont on s'était tant écarté dès le règne de Théodoric, et le parti romain, qui glissait insensiblement vers un retour complet à l'ancien état de choses d'avant la conquête barbare. Ce second parti s'incarnait en la personne d'Amalasonthe, fille de Théodoric, qui, chargée de la régence durant la minorité de son fils Athalaric, avait ameuté contre elle les chefs ostrogoths. Elle s'était débarrassée des meneurs en les faisant assassiner, sans réussir à affermir son pouvoir, et, sentant tout crouler autour d'elle, avait cherché le salut dans une alliance étroite avec l'empereur. En 533, elle lui avait offert pour ses troupes d'opérations contre les Vandales, un port de relâche en Sicile, des chevaux, du ravitaillement. C'était jouer le tout pour le tout. Mais Amalasonthe n'était pas de taille à braver l'opinion de son peuple, et l'avenir allait le lui prouver avant peu. En novembre 534, elle était renversée du trône, où elle cherchait d'ailleurs à se maintenir sans le moindre droit, son fils Athalaric, au nom de qui elle avait régné jusqu'alors étant mort le 2 octobre des suites de précoces débauches ; elle était remplacée par son cousin germain Théodahad, fils d'une sœur de Théodoric, et enfermée dans une île du lac Bolsena. De là, imitant le geste du vandale Hildéric, elle appelait au secours, elle aussi, les armées de Justinien.

Encore dans toute l'ivresse des victoires africaines, celui-ci ne pouvait négliger cet appel. Après avoir invité Théodahad à relâcher sa cousine, sans obtenir d'autre réponse qu'une mise à mort de la prisonnière (30 avril 535), l'empereur ouvrit les hostilités. Et, comme en Afrique, de prodigieux et faciles succès couronnèrent d'emblée les efforts de Bélisaire, chargé encore du commandement des troupes. La conquête de la Sicile, par laquelle on avait résolu de préluder, pour couper les vivres aux Goths, était achevée dès la fin de l'année 535. Quelques mois plus tard, le détroit de Messine était franchi et l'Italie méridionale enlevée rapidement, tandis que, dans le nord, une autre armée, après avoir occupé la Dalmatie, marchait droit sur Ravenne. En novembre 536, Naples était prise. Théodahad affolé et manifestement incapable, se voyait abandonné par les siens, qui proclamaient à sa place un simple officier, Vitigès,

dont la bravoure, à défaut d'autres talents, inspirait confiance aux soldats de l'armée gothique. Le 10 décembre, Bélisaire faisait son entrée à Rome, que le nouveau roi n'avait pas jugé possible de défendre; Narni, Spolète, Pérouse tombaient peu après.

En vain Vitigès essayait de réagir et de bloquer dans Rome les troupes byzantines. Les moyens d'action lui faisaient défaut; au bout d'un an de siège (février 537-mars 538), pendant lequel Bélisaire n'avait cessé de garder libres ses communications par mer, alors que les assiégeants, au contraire, ne se ravitaillaient plus qu'à grand'peine, le roi goth était obligé d'opérer une retraite périlleuse, sous les coups de l'ennemi. En avril 538, des forces byzantines, débarquées à Gênes, se répandaient dans la province de Ligurie (la future Lombardie), enlevaient Milan, Bergame, Côme, Novare. Bélisaire reprenait sa marche en avant. Au début de l'été, il ralliait à Fermo des renforts expédiés par l'Adriatique, se rendait maître des Marches et envahissait l'Émilie, préparant l'encerclement de Ravenne.

L'intervention d'une armée franque en Ligurie permettait aux Goths de ressaisir la région de Milan et la ville même; mais Bélisaire, sans se laisser détourner par cet incident, poursuivait vers Ravenne sa marche méthodique et sûre. Ce n'était plus sans doute la rapide progression du début : on avait atteint la zone où Vitigès avait organisé le réduit de la défense; il fallait désormais s'attarder au siège des places fortes. On avançait néanmoins et chaque avance nouvelle était immédiatement consolidée par l'occupation des points stratégiques importants. A l'automne de 539, Ravenne était bloquée par terre et par mer; et, en mai suivant, Bélisaire entra dans la ville par surprise, après avoir joué d'une façon indigne les chefs de l'armée ennemie, auxquels il aurait, dit-on, persuadé qu'il était prêt à trahir la cause impériale et à accepter personnellement la couronne gothique. Vitigès était fait prisonnier avec tous les siens et, comme Gélimer, six ans plus tôt, amené captif aux pieds de l'empereur.

Ainsi, comme par miracle, l'Empire, rétabli en Afrique et, du même coup, dans les îles de la Méditerranée occidentale, jadis conquises par Genséric, se trouvait en moins de cinq ans restauré aussi en Italie. Le pays était réorganisé à la romaine, les cadres anciens reconstitués. L'empereur pouvait à nouveau parler de « sa ville de Rome », de « sa ville de Ravenne » : le fil de l'histoire, un moment rompu, était renoué, et Justinien pouvait, non sans fierté, se dire réellement empereur romain.

VI. — LA CRISE DES ANNÉES 540-552¹.

Triomphe brillant, triomphe trompeur. Ce n'était pas tout de conquérir ; il fallait pouvoir garder ses conquêtes et faire face en même temps, d'une extrémité à l'autre d'un empire chaque jour plus vaste, avec des troupes de mercenaires peu nombreuses² et peu dociles, à des difficultés que l'éparpillement des territoires occupés rendait chaque jour aussi plus grandes et plus complexes.

Du côté de l'Euphrate, la paix était rompue : le roi Khosraou I^{er} (ou Chosroès) — le fameux Khosraou Anoucharvân (le « Bienheureux ») — n'était pas homme à laisser passer l'occasion qui s'offrait à lui de risquer un coup de force à l'heure où les meilleures troupes et les meilleurs généraux de l'Empire étaient retenus en Occident. Tout au début de l'année 540, alors que Vitigès tenait encore Ravenne, la Syrie avait été brusquement envahie, malgré les engagements solennels pris en 532, et cette attaque inopinée avait été poussée à une allure vertigineuse dans la direction d'Antioche. La grande métropole de Syrie, sans moyens de défense, était tombée au pouvoir du vainqueur qui, après y avoir ramassé un immense butin, y avait mis le feu et avait emmené les habitants en captivité ; le reste de la Syrie septentrionale et la Mésopotamie romaine avaient subi un sort analogue. L'alerte avait été telle que Justinien avait songé d'abord à interrompre sans délai la campagne d'Italie et à abandonner provisoirement aux Ostrogoths Ravenne et la plaine au nord du Pô. Du moins, sitôt Ravenne prise, Bélisaire avait-il été dirigé sur l'Euphrate où il avait fallu toute son habileté et son énergie pour rétablir la situation et contenir l'armée perse. Mais dans les Balkans aussi, l'alarme était vive. Cette même année 540, qui avait ouvert aux Perses la route d'Antioche, avait amené les Bulgares jusqu'à l'isthme de Corinthe et jusque dans les faubourgs de Constantinople. Une panique indicible s'était produite dans la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués p. 85, n. 1, ajouter 1^o sur l'histoire de Perse, ceux qui ont été cités p. 8, n. 1 et 86, n. 1 ; 2^o sur l'histoire d'Italie, ceux qui ont été cités p. 96, n. 1 ; 3^o sur l'histoire d'Afrique, ceux qui ont été cités p. 94, n. 1.

2. On calcule que Bélisaire disposa au total de quinze mille hommes environ pour la guerre d'Afrique et de vingt-cinq à trente mille tout au plus, renforts compris, pour la guerre d'Italie.

ville, où Justinien, barricadé dans son palais, n'avait pas précisément donné l'exemple de l'héroïsme.

Et voici que, par surcroît, l'Italie, qu'on croyait tenir et où Bélisaire n'avait laissé qu'un corps d'occupation très réduit, se soulevait contre les impériaux et que la royauté ostrogothique, qu'on croyait avoir anéantie, se relevait soudain, plus forte et plus audacieuse que jamais, en la personne d'Hildebad, commandant de la place de Vérone, assassiné, il est vrai, dès le printemps de 541, mais remplacé par son neveu Totila, général d'élite, autour de qui allaient se grouper tous ceux qu'avaient déjà mécontentés les maladresses et la lourde fiscalité byzantines. Avec cinq mille hommes contre douze mille, Totila s'ouvre, de Vérone, la route de l'Émilie, franchit l'Apennin, bouscule au nord de Florence une deuxième armée impériale (542), avance victorieusement par l'Ombrie et les Abruzzes jusqu'à Bénévent, enrôlant en chemin des esclaves, des colons, les soldats de bonne volonté, se rabat sur Naples, dont un blocus rigoureux, par terre et par mer, amène la reddition au printemps 543, reprend sans peine l'Italie du sud en son entier, sauf le port d'Otrante, qu'il assiège. Il va marcher sur Rome. Bélisaire, habituel sauveur des situations compromises, est dépêché là-bas en hâte ; mais il est déjà trop tard. Totila occupe les passes de l'Apennin (545) et, à la fin de 546, Rome investie, réduite à la famine, doit ouvrir ses portes au roi goth triomphant.

D'Afrique, en même temps, arrivent d'inquiétantes nouvelles : les tribus berbères de Tripolitaine se sont soulevées en 544, bientôt suivies par celles de la Byzacène ou Tunisie méridionale ; le gouverneur d'Afrique, le patrice Solomon, est tué ; l'insurrection s'étend en 545 et gagne la Numidie (notre Algérie orientale) ; il faut évacuer l'intérieur et se replier vers les côtes ; en mars 546, Carthage tombe aux mains des rebelles. Tout le fruit de douze années de brillantes campagnes va-t-il donc être perdu en quelques mois ? et l'Empire romain, qui semblait à la veille de reconquérir une grande partie de ses anciennes frontières, va-t-il donc s'effondrer partout à la fois sous les coups répétés de ses ennemis conjurés, Perses, Bulgares, Slaves, Ostrogoths, Berbères ?

Le gouvernement impérial, se raidissant contre le danger, fit front de tous les côtés avec une énergie peu commune. En Afrique, au bout de trente-six jours, Carthage était dégagée ; une seconde fois très menacée à la fin de 547, elle était quel-

ques mois plus tard à l'abri du péril et, dès 548, le nouveau gouverneur byzantin Jean Troglita, après avoir infligé une sanglante défaite aux Berbères de Byzacène, était maître de la situation.

En Italie, Bélisaire, qui était parvenu à rentrer dans Rome, mais n'avait pu sauver Pérouse (548), était impitoyablement sacrifié (549) et remplacé par l'eunuque Narsès, son émule et souvent son rival. A la suite d'une lutte très dure et menée de part et d'autre avec une habileté consommée, Totila qui, dans le premier élan, avait encore une fois repris Rome, puis la Sardaigne, la Corse, une partie de la Sicile et de la Dalmatie, les abords de Ravenne et n'avait pas craint de venir par mer piller les côtes d'Épire, était enfin réduit à l'impuissance et bientôt tué dans un combat au nord de l'Ombrie, près de la petite ville de Gualdo Tadino (552). Les Ostrogoths devaient bien essayer de poursuivre la résistance sous la direction d'un chef entreprenant, Theia, qu'ils avaient reconnu pour roi ; ils devaient encore se battre avec un courage indomptable et faire payer cher aux Byzantins la victoire finale ; mais grâce à Narsès, l'Empire gardait l'Italie, comme il gardait l'Afrique : le 1^{er} octobre 552, les Ostrogoths pliaient sous le nombre en Campanie, près de Cumes, où Theia lui-même tombait les armes à la main. Trois ans plus tard enfin les dernières troupes gothiques capitulaient dans la petite forteresse de Conza, en plein Apennin, au nord-est de Salerne.

En Asie, les Perses, avec lesquels Justinien avait pu, en 546, conclure une nouvelle trêve contre versement d'un tribut, plus élevé qu'auparavant, se tenaient à peu près tranquilles ; dans la péninsule des Balkans, après quelques alertes encore (notamment en 552, où Salonique avait été menacée), ni les Bulgares ni les Slaves ne semblaient faire courir à l'Empire de dangers immédiats. De la tourmente où il avait failli sombrer, victime de son imprudente audace, celui-ci sortait une fois de plus vainqueur, raffermi par ses succès, plein d'une foi nouvelle dans sa résurrection totale.

VII. — LA RESTAURATION IMPÉRIALE EN ESPAGNE¹.

On n'avait même pas attendu le triomphe complet des armes byzantines en Italie pour franchir une autre étape. Une occa-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués p. 85, n. 1, ajouter les histoires de l'Espagne, citées p. 39, n. 1.

sion s'était présentée dès 551 de tirer parti de l'anarchie dont le royaume des Wisigoths d'Espagne se mourait comme celui des Ostrogoths d'Italie et comme était mort déjà celui des Vandales d'Afrique. Les rois Theudis et Theudegésil y avaient péri assassinés en 548 et 549, à quelques mois d'intervalle ; leur successeur Agila, un arien farouche, avait par ses persécutions soulevé contre lui les catholiques qui, groupés, dans le sud, autour d'un nommé Athanagild et selon l'exemple donné par Hildéric en Afrique et par Amalasonthe en Italie, demandaient à l'empereur aide et renfort. Maître des Baléares depuis la conquête des possessions vandales, les Byzantins ne couraient pas grand risque à débarquer quelques troupes : le vieux Libérius, à qui Justinien confia cette mission, s'en acquitta aisément et parvint sans grands efforts à vaincre près de Séville le roi Agila, dont un assassinat opportun le débarrassa peu après, et à occuper la région côtière du sud-est depuis l'embouchure du Guadalquivir jusqu'à celle du Jucar, c'est-à-dire essentiellement le sud de la province actuelle de Cadix et la plus grande partie des provinces de Malaga, Grenade, Almeria, Murcie et Alicante.

L'occupation ne fut pas étendue davantage. Justinien se faisait vieux : vers 555, il avait dépassé soixante-dix ans ; et, chez lui au moins, l'entrain était tombé. En outre, les guerres incessantes qu'il avait fallu soutenir avaient mis le trésor à sec et contraint l'empereur à réduire les effectifs dans de telles proportions — 150.000 hommes, dit-on, au lieu de 650.000 — qu'aucune opération de grande envergure ne pouvait plus être envisagée. C'est à peine si les troupes éparpillées le long d'une frontière démesurément étirée suffisaient à protéger tant bien que mal les régions vitales de l'Empire contre les coups imprévus des Barbares. Durant l'hiver 558-559, par exemple, elles ne purent empêcher les Bulgares (ou Huns Coutrigours), non seulement d'avancer jusqu'aux Thermopyles, mais même de s'ouvrir la route de Constantinople, qui ne fut sauvée cette fois encore que grâce au sang-froid et à l'habileté du vieux Bélisaire.

VIII. — LA CIVILISATION BYZANTINE AU TEMPS DE JUSTINIEN ¹.

Mais si des motifs sérieux d'inquiétude subsistaient, les résultats atteints tenaient cependant du prodige : ne pouvait-on

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués p. 85, n. 1, ajouter ceux qui ont trait à la civilisation byzantine cités p. 89, n. 1. Sur les mosaïques de cette

se croire reporté de bien des années en arrière, quand on voyait, du sud de l'Espagne jusqu'à l'Euphrate, les territoires de l'ancienne Rome former à nouveau un ensemble presque continu, réorganisé à la romaine et où les préfectures du prétoire d'Italie et d'Afrique avaient repris leur place séculaire ? Partout la législation romaine y avait été remise en vigueur — une législation assouplie sans doute, pénétrée de principes dont les juriconsultes de l'âge classique se fussent parfois un peu scandalisés, mais qui n'en était pas moins romaine dans son essence. L'empereur, dès le début de son règne, s'était attaché à la faire codifier : une commission de juristes présidée par son ministre Tribonien avait travaillé à fondre en un seul recueil les principales constitutions impériales promulguées depuis Hadrien ; et ce recueil — le *Code Justinien* — sans cesse tenu au courant des édits nouveaux, enrichi de commentaires et d'un manuel pratique (les *Institutes*) à l'usage des novices, avait refait de l'empereur aux yeux du monde méditerranéen presque entier l'incarnation du Droit, la Loi vivante.

D'un bout à l'autre de l'Empire aussi, l'ancien système de défenses romaines avait été rétabli, développé. On avait vu reparaître un *limes*, formé de puissantes places fortes, de redoutes, de camps retranchés, s'échelonnant sur plusieurs lignes en profondeur et dont les quelques ruines qui subsistent en Afrique et sur les confins de la Syrie donnent une idée imposante. Pour tenir ce *limes*, on retrouvait les soldats-colons de jadis : les *limitanei* ; et, pour diminuer la pression des Barbares le long des frontières, une ceinture de peuples « fédérés », qu'on maintenait dans une tranquillité relative moyennant versement de subsides annuels.

De Byzance, la « Nouvelle Rome » du Bosphore, une brillante civilisation rayonnait à nouveau. Ce n'était plus, à vrai dire, la civilisation romaine : dans la littérature, la langue latine, déchue, ravalée au rang de langue provinciale, avait été définitivement supplantée par la langue grecque ; et, dans le domaine de la pensée, les controverses théologiques avaient remplacé les discussions des philosophes, dont la piété de Justinien se méfiait. En 529, il avait ordonné la fermeture de la grande et fameuse école d'Athènes, où leur enseignement se perpétuait, et c'était moins à Auguste ou à Trajan qu'à Constantin qu'il avait évidemment l'ambition de se rattacher. La

époque, voir aussi E. Clouzot et M. van Berchem, *Mosaïques chrétiennes du quatrième au dixième siècle* (Genève, 1924, in-4°).

littérature de ce temps est surtout une littérature d'inspiration religieuse : la poésie elle-même ne doit être qu'un soutien de la foi, et les hymnes sacrées du célèbre Romanos « le Mélode », qu'on croit de cette époque, montrent bien ce qu'on attendait alors des lettrés.

Mais c'est par les œuvres de ses artistes plus que par celle de ses hommes de lettres que la « nouvelle » Rome avait essayé de reprendre en mains la tâche directrice de l'ancienne. Sur le Bosphore, comme jadis sur le Tibre, on avait vu s'élever de somptueux édifices qui avaient servi de modèles à ceux des provinces reconquises : Sainte-Sophie, l'église des Saints-Apôtres, le Palais impérial — dont l'architecture grandiose et l'éblouissante décoration de marbres et de mosaïques avaient inspiré les constructeurs de monuments comme la célèbre église de Ravenne dédiée à Saint-Vital, sur les parois de laquelle les mosaïques de l'an 547 évoquent encore, avec l'éclat qu'on sait, le souvenir de Justinien lui-même, de Théodora, de leurs courtisans, tous en grand costume de cérémonie, et dont l'impressionnant cortège conserve une merveilleuse fraîcheur.

De cet art, que les autres édifices de Ravenne, dus au génie des architectes et des décorateurs de Théodoric, permettent de rattacher aux créations des temps antérieurs, l'élément romain a fini par disparaître presque entièrement, comme il tend à disparaître de la littérature ; mais le grand fait, qui domine tout et donne à l'œuvre de Justinien sa véritable portée, c'est que, aussi bien dans les arts que dans le domaine intellectuel ou dans la législation et le gouvernement, la pensée impériale a repris possession du monde.

Quand il mourut le 14 novembre 565 à un âge où d'ordinaire les illusions les plus tenaces ont fini par se dissiper, il pouvait garder entière la conviction qu'il avait en majeure partie refait l'unité romaine et que Rome avait terrassé la Barbarie.

CHAPITRE VIII

LE RETOUR OFFENSIF DES BARBARES ET LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE DE L'EMPIRE EN ORIENT

En fait, au moment de la mort de Justinien, les Barbares s'apprêtaient à livrer un nouvel assaut. Les Vandales et les Ostrogoths avaient pu être écrasés ; d'autres peuples avaient pu être contenus moyennant de lourds sacrifices d'argent ou grâce à une active et adroite diplomatie, dont les efforts tendaient à perpétuer la division entre les ennemis de l'Empire pour les neutraliser en les opposant les uns aux autres. Mais l'équilibre ainsi obtenu était un équilibre instable, à la merci du moindre accident ; et, en outre, derrière la façade trompeuse constituée par la première ligne des Barbares, des événements graves se préparaient, dont on n'allait pas tarder à subir le contre-coup du côté du Danube.

Comme au temps où les Huns avaient fait irruption à l'orient de la Russie, c'est au cœur du continent asiatique que nous devons nous transporter pour en démêler les origines.

I. — LES RÉVOLUTIONS D'ASIE AU CINQUIÈME ET AU SIXIÈME SIÈCLE¹.

La seconde moitié du quatrième siècle avait vu en Asie le triomphe du grand peuple des Jouan-Jouan, dont l'apparition

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Le meilleur ouvrage d'ensemble sur l'histoire de l'Asie durant la période envisagée ici est celui de René Grousset, *Histoire de l'Asie* (Paris, 1921-1922, 3 vol. in-8°), t. II. L'*Introduction à l'histoire de l'Asie* de L. Cahun (Paris, 1896, in-8°) est surtout une histoire des Mongols et manque de netteté et de sûreté. Sur le gros livre de A. Wirth, *Geschichte Asiens und Osteuropas* (Halle, 1905, in-8°), voir ci-dessus, p. 32, n. 1.

1° Pour l'histoire de l'Asie centrale, le livre essentiel est celui d'Ed. Chavannes, *Documents sur les Tou-kiue (Turcs) occidentaux* (Saint-Petersbourg, 1903, in-4°), avec un supplément intitulé *Notes additionnelles sur les Tou-kiue occidentaux* dans la revue *Toung-pao*, ann. 1904, p. 1 à 110. Il faut y ajouter l'importante étude d'E. Drouin sur

en Mongolie aux alentours de l'année 350 avait eu pour les Huns de si funestes conséquences¹. Vers l'an 400, leur chef ou « khanggan » Touloun avait soumis à son autorité toute l'Asie orientale depuis le nord de la Corée jusqu'aux Thian-Chan et à l'Altaï, refoulant d'un côté vers la Chine et de l'autre vers le Turkestan et l'Hindou Kouch une partie des anciens occupants.

La Chine, qui avait continué durant le quatrième siècle à se dissocier, s'était montrée incapable de résister à cette nouvelle poussée barbare. Dès le début du cinquième siècle, quelques-unes des provinces du nord étaient tombées au pouvoir de nouvelles hordes mandchoues, les Tobas, de la même famille que ces Sien-pi qui, cent ans plus tôt², s'étaient déjà jetés en conquérants dans le Pé-tchi-li et les régions voisines. Et peu à peu, voici que les Tobas s'installaient solidement sur les deux rives du Fleuve Jaune, dans le Chan-si, le Ho-nan et les provinces contiguës ; ils y fondaient une monarchie barbare sous l'autorité d'un prince national, qui prétendait se rattacher par les femmes à la vieille maison princière chinoise des Oueï (d'où le nom de royaume de Oueï donné à leur État) ; puis, s'attaquant bientôt à la dynastie chinoise des Soung, qui ne se maintenait dans le sud qu'à grand'peine, ils finissaient, dans les dernières années du cinquième siècle, par atteindre dans le Hou-pé les abords du Fleuve Bleu.

Au sud-ouest, les progrès des Jouan-Jouan avaient eu pour

les Huns Hephthalites, citée p. 86, n. 1. On peut lire aussi de H. Schurtz, un bon chapitre, intitulé *Hochasien und Sibirien* au tome II de la *Weltgeschichte* publiée par Helmolt (Leipzig, 1902, in-8°).

2° Pour l'histoire de la Chine, signalons l'*Histoire générale de la Chine* de H. Cordier (Paris, 1920-1924, 4 vol. in-8°), qui n'est malheureusement qu'une compilation difficile à utiliser. Georges Maspero a tracé avec clarté le cadre général de l'histoire de la Chine en tête de son volume *La Chine* (Paris, 1918, in-12 ; 4° éd., 1926). Il existe d'autres petits résumés du même genre, par exemple, celui de E. H. Parker, *China ; her history diplomacy and commerce from the earliest times to the present day* (Londres, 1901, in-8° ; 2° éd., 1918) ; mais il faut regretter l'absence d'un livre d'ensemble composé avec critique et s'élevant résolument au-dessus du niveau de l'annalistique chinoise elle-même.

3° L'histoire de l'Inde a été exposée avec acuité par V.-A. Smith, *The early history of India from 600 B. C. to the Muhammedan conquest* (Oxford, 1904, in-8° ; 3° éd., 1914). Le même auteur en a donné un excellent résumé, avec quelques corrections de détail, dans son *Oxford history of India from the earliest times to the end of 1911* (Oxford, 1919, in-16). Toutefois il faut signaler, que, sur plus d'un point, les conclusions de M. Smith ont été vivement critiquées par les spécialistes. La grande entreprise de Cambridge : *The Cambridge History of India*, publiée sous la direction de E. J. Rapson (t. I, Cambridge, 1922, in-8°), n'a pas encore dépassé le premier siècle de notre ère.

4° Sur les Avars, il existe un bon mémoire de H. Howorth, *The Avars*, dans le *Journal of the royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, nouvelle série, t. XXI, (1889), p. 721 à 810.

1. Voir ci-dessus, p. 11-12.

2. Voir p. 11

résultat de rejeter sur l'Iaxarte (ou Syr-Daria) un groupe important de tribus tartares, celles des Hephthalites, qu'on a souvent appelés assez improprement les « Huns blancs ». Vers 425, ces derniers se heurtaient dans ces parages à la grande nation des Youe-tchi, alors en pleine décadence. Avant la fin du cinquième siècle, ils avaient réussi à les supplanter aussi bien dans la vallée de l'Iaxarte que dans celle de l'Oxus ; ils occupaient alors Balkh, Hérat, Kaboul, Ghazni, confinaient à l'Iran et avançaient dans l'Inde. Nous avons déjà parlé ailleurs¹ des tentatives qu'ils firent pour se frayer à travers la Perse la route des riches plaines de Mésopotamie : commencé au plus tard sous le roi sassanide Bahram V, qui régna de 421 à 438 ou 439, ce duel entre l'Iran et le nouvel État barbare ne prit fin qu'avec l'empire hephthalite lui-même, sans apporter jamais aux assaillants que des succès précaires. En revanche, du côté de l'Inde, où les attiraient aussi les fertiles vallées de l'Indus et du Gange, ils avaient réalisé dès le commencement du sixième siècle des progrès considérables.

L'Inde, à cette époque, après une période de merveilleuse splendeur, était, tout comme la Chine, en pleine décomposition. Dans les trente ou trente-cinq premières années du quatrième siècle, un raja de Patalipoutra (aujourd'hui Patna, sur le Gange) du nom de Tchandragoupta, renouvelant, à cinq cents ans de distance, les exploits de son illustre homonyme Tchandragoupta le Maurya, était parvenu à unifier à son profit une grande partie de la plaine gangétique. Son fils, Samoudragoupta (330 environ à 375 environ) et son petit-fils Tchandragoupta II (375 environ à 413) avaient continué son œuvre ; et, au bout de cent ans d'efforts, l'Inde, qui n'était naguère qu'un assemblage incohérent de principautés rivales, avait fini par former de nouveau, comme au temps d'Asoka Maurya, au troisième siècle avant l'ère chrétienne, un vaste empire qui englobait l'ensemble des territoires situés entre le golfe du Bengale, l'Himalaya, le désert de Thur, la mer d'Oman et les monts Vindhya. Presque tous les royaumes du centre et du sud, ainsi que les petits États du Pandjab, de la vallée de l'Indus, du Pamir et des régions voisines, issus du démembrement de l'empire des Youe-tchi, gravitaient alors dans l'orbite de celui des « Gouptas ». Mais celui-ci s'était lui-même vite effondré : au milieu du cinquième siècle, il résistait encore victorieusement aux Hephthalites,

1. Ci-dessus, p. 87.

auxquels le roi Skandagoupta infligeait vers 455 une sanglante défaite ; mais dix ans après, les Hephthalites pénétraient dans le Gandhara (le district actuel de Peshawar), le Pandjab septentrional, puis, poussant vers l'est, gagnaient la plaine du Gange et parvenaient, vers l'an 500, à planter leur étendard sur le plateau de Malwa, en pleine « Inde centrale ».

Ainsi, à l'heure où, dans le bassin de la Méditerranée, la civilisation n'était pas loin de triompher de la Barbarie avec Justinien, la Barbarie triomphait en Asie depuis la mer du Japon jusqu'à la mer d'Oman, des vieilles civilisations de l'Inde et de la Chine.

Cinquante ans plus tard, le danger barbare s'est accru encore à l'Orient du monde : les deux grands empires des Jouan-Jouan et des Hephthalites croulent comme avaient croulé leurs devanciers et font place à un nouvel État barbare, plus formidable, celui des Turcs qui, durant des siècles désormais, vont tenir sous la terreur l'Asie d'abord, l'Europe ensuite.

Partis de l'Altaï, où les avaient jadis soumis les Jouan-Jouan, pour le compte desquels ils exploitaient, dit-on, les mines de la région, les Turcs se décident, un peu avant le milieu du sixième siècle, à secouer le joug. Ils battent d'abord la peuplade des Ouïgours du côté de la haute vallée de l'Orkhon, puis se révoltent ouvertement contre leurs maîtres et leur infligent en 552 une défaite dont ceux-ci ne se relèveront pas. L'empire des Jouan-Jouan tombe en totalité aux mains des vainqueurs. Puis vient le tour de l'empire des Hephthalites : vers 565 leur roi est battu et tué par le chef des Turcs occidentaux, qui étend du coup la domination de son peuple jusqu'aux frontières de la Perse et jusqu'au nord de l'Inde.

Ce chef turc est devenu à cette date un personnage considérable. Sous le titre de khagan, qu'il a repris à son compte, il se donne les allures fastueuses habituelles aux potentats asiatiques. Quand il reçoit en audience les étrangers de marque, il trône dans un fauteuil d'or massif, enveloppé d'un manteau de satin vert et les cheveux ceints d'une bandelette de soie ; à ses côtés se tiennent, bannières, lances et arcs en mains, ses gardes du corps, vêtus de laine fine et de brocart. Sa tente est ornée de soieries brodées. Pour les festins d'apparat, il s'étend, à la mode antique, sur des lits d'une merveilleuse richesse. Un ambassadeur grec, reçu à sa cour en 568, en admira un d'or massif, que supportaient quatre paons d'or ciselé. Les aiguères,

les vases étaient d'or et la vaisselle d'argent ; et, en se rendant au banquet que lui offrit son hôte, notre homme remarqua, au passage, de jolies statuettes de ce même métal, que ses compatriotes, assure-t-il, auraient pu envier aux Turcs. « Quoique ce soit un prince barbare », déclare un autre visiteur, venu des bords du fleuve Jaune celui-là, « on ne peut le regarder sans éprouver un sentiment de respect. » Les souverains de la Chine le ménagent et ne dédaignent pas d'allier leurs familles à la sienne. Le grand Roi de Perse n'a pas de plus dangereux ennemi. Quant à l'empereur byzantin, il est en relations diplomatiques suivies avec lui : de 567 à 576, ambassadeurs turcs et ambassadeurs grecs vont et viennent du Bosphore à la résidence turque de la « Montagne Blanche », du côté des Thian-chan. C'est que le khagan tient les clés de toutes les routes de terre menant au fameux marché de la soie et qu'au surplus son autorité a fini par s'étendre très loin vers l'ouest sur une partie des populations voisines de l'Oural. Il est, comme il le dit en un langage à la fois vague et grandiloquent, « le souverain maître des sept nations, le seigneur des pays de l'univers ».

Presque partout le Turc assimile les peuples qu'il trouve installés avant lui dans les pays sur lesquels il étend son autorité. Il en est cependant qui ne se résignent pas à cet esclavage et qui cherchent une issue. C'est le cas des Ouïgours, ou du moins d'une partie d'entre eux qui, fuyant dans la direction de l'ouest par la même route que jadis les Hioung-nou, arrivent vers 558 sur les bords de l'Oural et de la Volga. Sous le nom d'Avars (emprunté, semble-t-il, à une autre peuplade de l'Asie centrale, de race mongole celle-là), ils se répandent dans les plaines de la Russie méridionale, bousculant sur leur passage les Sabires, les Outourgours, les Slaves de l'Ukraine, les Huns de la vallée du Dniestr, pour déboucher finalement, dans les dernières années du règne de Justinien, sur le Danube, là où les Hioung-nou avaient autrefois abouti, demandant des terres, eux aussi, et prêts, en cas de refus, à se passer d'autorisation.

II. — L'INSTALLATION DES AVARS EN EUROPE ET LA CONQUÊTE DE L'ITALIE PAR LES LOMBARDS ¹.

Heureusement pour l'empire romain, les nouveaux conquérants asiatiques trouvèrent, juste à point, l'occasion de satis-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — L. Schmidt, ouvrages cités p. 4, n. 1 ; Howorth, *The Avars*, article cité p. 106, n. ; ouvrages de L. Jireček, Slatarski, Hrusevski et

faire leur appétit dans la région où, un siècle avant, les Huns d'Attila avaient établi le centre de leur puissance : dans la grande plaine de la Theiss et du Danube, qui plus tard encore attirera les conquérants hongrois.

Depuis le départ des Ostrogoths, le pouvoir prépondérant y était celui des Lombards, que nous avons laissés¹ vers le milieu du quatrième siècle dans les parages de la Morava, mais qui avaient réussi, entre temps, à s'avancer d'abord jusqu'en Basse-Autriche (vers 490), puis jusque dans la plaine hongroise. Ils s'y étaient trouvés face à face avec les Gépides qui, débouchant eux-mêmes de Transylvanie² au lendemain de la mort d'Attila, avaient gagné la vallée de la Theiss et, peu après 470, le cours inférieur de la Save, sur les rives de laquelle ils s'étaient emparés de l'importante ville de Sirmium (Mitrovitza). Il s'était agi alors de savoir qui l'emporterait des Lombards ou des Gépides, dont les progrès étaient devenus inquiétants, mais plus encore pour l'empire romain que pour les Lombards ; ce qui avait sauvé ces derniers : car Justinien avait cru habile de s'assurer leur alliance, en 546, pour venir à bout de l'ennemi qu'il jugeait le plus dangereux, d'en faire des « fédérés », qu'il soutenait de ses subsides et auxquels il prêtait au besoin le concours de ses troupes.

Cette circonstance avait permis aux Lombards de prendre rapidement une position dominante dans le bassin du moyen Danube et de porter de rudes coups à leurs rivaux Gépides ; mais ils ne les avaient pas abattus encore quand les Avars firent leur apparition sur le versant oriental des Alpes de Transylvanie. Ils venaient même, après une assez longue période de trêve (551 à 565 environ), de se laisser infliger par eux une lourde défaite. Il fallait en finir : le roi lombard Alboin proposa au chef avar Baïan d'entreprendre contre l'ennemi héréditaire une campagne à frais communs. Prise comme dans un étau, l'armée des Gépides fut entièrement détruite ; leur roi Cuni-

Niederle cités p. 32, n. 1 ; C. Jirecek, *Geschichte der Serben*, t. I (Gotha, 1911, in-8° de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert) ; A. Pernice, *L'imperatore Eracleo ; saggio di storia bizantina* (Florence, 1905, in-8°) ; L. M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. II, 1^{re} et 2^e partie (Gotha, 1900-1902, 2 vol. in-8° de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert) ; T. Hodgkin, *Italy and her invaders* (cité p. 13, n. 1), t. V : *The Lombard invasion* (Oxford, 1895, in-8° ; 2^e éd., 1916) ; G. Romano, ouvrage cité p. 45, n. 1 ; C. Diculescu, *Die Gepiden. Forschungen zur Geschichte Daziens im frühen Mittelalter und zur Vorgeschichte des rumänischen Volkes* t. I, seul paru (Halle et Leipzig, 1922, in-8°).

1 Ci-dessus, p. 7.

2 Voir p. 6

mond resta sur le terrain ; les troupes lombardes et les hordes asiatiques de Baïan se partagèrent leurs dépouilles (567).

Mais Alboin n'eut pas longtemps à se féliciter d'une victoire qui avait eu pour résultat d'amener les Avars sur les bords de la Theiss. Toute la plaine était maintenant exposée à leurs attaques. Si les Lombards voulaient y échapper, le seul parti à prendre était de déguerpir et de chercher ailleurs un sol hospitalier. L'affaiblissement des effectifs byzantins chargés de la défense de l'Italie ouvrait de ce côté des perspectives engageantes : au printemps 568, le peuple lombard s'ébranlait dans la direction d'Aquilée et, tandis que, sur ses pas, les Avars progressaient dans la plaine du Danube, Alboin chevauchait droit vers la Vénétie.

A nouveau la domination impériale s'écroula d'un bloc dans une grande partie de la péninsule italique, avec une facilité qui ne s'explique que par l'extraordinaire dispersion d'efforts à laquelle l'Empire était condamné. En moins de cinq ans (568-572), le nord était entièrement conquis, à l'exception de la côte de Gênes, ainsi que de Ravenne et des territoires avoisinant cette ville dans un rayon d'une centaine de kilomètres tout au plus au nord, à l'ouest et au sud ; par la Toscane, ainsi que par les pays de Spolète et de Bénévent, tombés entre leurs mains avant 572, les envahisseurs commençaient, en outre, l'encerclement de Rome et de Naples : en Italie, les jours de l'Empire semblaient comptés.

D'autre part, l'établissement des Avars dans la plaine du Danube allait créer pour l'Europe entière un péril égal à celui qu'elle avait couru au temps d'Attila. Car l'histoire des Huns semble ici se répéter : c'est la même insaisissable cavalerie, toujours en mouvement, les mêmes petits hommes grossiers et brutaux, avec de sinistres visages au teint bis, commandés par un chef implacable, leur « khagan », partout accompagné de son harem, partout aussi emportant avec lui le fauteuil d'or où il trône à l'imitation du khagan turc.

Naturellement, l'empire romain est le premier menacé. A partir de 580 et pendant un demi-siècle, il ne se passe guère d'année où les troupes byzantines ne soient aux prises avec les nouvelles hordes asiatiques. Celles-ci entraînent à leur suite ou poussent devant elles les Slaves du bas Danube — une autre race d'hommes, manquant de cohésion, mais d'un courage à toute épreuve, aussi excellents fantassins que les Avars étaient bons cavaliers, comme eux rompus à la guerre d'escarmouches,

comme eux d'une férocité capable des pires violences. Un historien grec raconte qu'ils brûlaient leurs prisonniers ou leur brisaient le crâne à coups de bâtons, « ainsi qu'on fait aux chiens et aux serpents ».

Contre ces ennemis ligués, l'Empire se défend de son mieux. Il arrive que la péninsule des Balkans soit submergée et Constantinople menacée ; mais les successeurs de Justinien, malgré la désorganisation de leur armée, malgré les troubles et les révolutions qui souvent les paralysent, résistent avec courage, et l'un d'eux, l'empereur Maurice, ose même un moment, en 600, reprendre vigoureusement l'offensive et porter la guerre jusque sur les bords de la Theiss.

Initiative hardie, mais sans lendemain. L'offensive elle-même n'est plus pour les empereurs romains qu'un moyen de conjurer les orages. Partout ils en sont réduits à défendre péniblement les frontières, qui partout cèdent sous la poussée d'ennemis de plus en plus entreprenants.

III. — LA RUÉE DES PERSES EN ASIE MINEURE, EN SYRIE ET EN ÉGYPTE¹.

En Asie, la situation est alarmante. Les Perses, après une longue période de calme, provoqués en 572 par l'empereur Justin II, neveu et successeur de Justinien, ont repris leurs attaques. En 573, les voilà de nouveau à la veille d'enlever la Syrie, où ils réussissent à pénétrer très avant : Apamée est détruite, ses habitants emmenés en captivité ; par surcroît, le 15 novembre, en Mésopotamie, la place de Dara (aujourd'hui Kara Dara, au sud de Mardin), réputée imprenable, capitule, ouvrant à l'ennemi la route d'Édesse et de la Cilicie.

Ce n'est encore qu'une alerte. Menacée, à son tour, au nord-est, par les Turcs de Sogdiane, la Perse accepte, en 574, de suspendre pour un an les hostilités en échange d'une forte indem-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Ouvrages de Noeldeke et Justi sur la Perse, cités p. 8, n. 1 ; J. B. Bury, *A history of the later Roman Empire from Arcadius to Irene*, 395-800 (Londres, 1889, 2 vol. in-8°), t. II ; Koulakovsky, *Istoriia Vizantii* (cité plus haut, p. 85, n. 1), t. III, analysé par L. Bréhier, *L'empire byzantin sous les Héraclides*, dans le *Journal des savants*, ann. 1917, p. 401-415, 445-453 et 498-506 ; A. Pernice, *L'imperatore Eraclio* (cité p. 110, n.) ; C. M. Patrono, *Bizantini e Persiani alla fine del VI secolo*, dans le *Giornale della Società asiatica italiana*, t. XX (1907,) p. 159-277, et à part (Florence, 1907, in-8°) ; J. Maspero, *L'organisation militaire de l'Égypte byzantine* (cité p. 8, n. 1) ; G. Rouillard, *L'administration civile de l'Égypte byzantine* (Paris, 1923, in-8° ; thèse de doctorat).

nité de guerre ; et, à l'expiration de la trêve, les armées byzantines, réorganisées par un général de valeur, Maurice — à qui l'on a attribué un traité de stratégie souvent cité au moyen âge — parviennent non seulement à rétablir la situation, mais à envahir le territoire persan et à infliger de lourdes pertes à l'adversaire.

Pendant quelques années, la balance semble pencher du côté de l'Empire romain. Simultanément attaquée par les Turcs et par les Byzantins, la Perse est, de plus, ébranlée en 590 par une révolution qui livre le pays à la merci du vainqueur. Le roi persan Hormizd IV, fils et successeur du grand Khosraou Anouchirvan (mort en 579), est renversé et tué par un de ses généraux, Bahram Tchoubin, qui essaie de se faire reconnaître à sa place, tandis que le fils d'Hormizd, Khosraou II, en est réduit à faire appel aux troupes byzantines pour triompher de l'usurpateur. Une fois rétabli sur son trône, il lui faut signer une paix désastreuse (591), qui vaut à l'Empire presque toute l'Arménie persane et reporte au lac de Van et aux abords de Tiflis la frontière grecque.

Mais dans les premières années du septième siècle, la situation est retournée. Maurice, qui, à la suite de ses brillantes campagnes, est devenu le gendre de l'empereur, puis empereur lui-même (582), a par son esprit autoritaire, sa dureté, son souci de stricte économie, provoqué de tels mécontentements qu'une fraction de l'armée se mutine, marche sur Constantinople, acclame comme souverain un obscur centurion du nom de Phocas, qui ne croit pouvoir mieux inaugurer son règne qu'en ordonnant de massacrer sous les yeux de l'empereur légitime ses cinq fils avant de lui faire subir le même sort (602). Ces meurtres horribles sont suivis de beaucoup d'autres. Phocas croit s'imposer par la terreur : il ne réussit par sa brutalité qu'à exaspérer les passions et accroître l'anarchie. L'armée de l'Euphrate, commandée par l'illustre Narsès, le vainqueur des Ostrogoths, refuse de le reconnaître, et son chef négocie secrètement avec le roi de Perse.

L'heure de la revanche a sonné pour ce dernier. Sous prétexte de venger la mort de « son ami » l'empereur Maurice, Khosraou, qui a concentré en secret des forces imposantes, se jette brusquement à l'assaut de l'Empire, dont la chute semble proche. Tandis qu'une armée reconquiert l'Arménie persane, le gros des troupes s'abat sur Dara et sur Édesse (606). Phocas fait front d'abord avec une rare énergie ; il parvient un moment à

dégager Édesse ; mais en 607 il plie sous le nombre et la débâcle commence. Conduits par deux généraux remarquables, Chahin et Charbaraz, les armées persanes s'emparent pièce à pièce du territoire romain : celles de Chahin, après avoir occupé l'Arménie romaine, prennent Césarée, en Cappadoce (609 ou 610), et entament la conquête de cette province, d'où elles exécutent un raid audacieux jusqu'à Chalcédoine (à côté de Scutari), sur la rive asiatique du Bosphore ; celles de Charbaraz s'ouvrent la route d'Antioche, occupent la ville après un furieux combat (611), puis entrent à Damas (613), à Césarée de Syrie et finalement à Jérusalem (22 mai 614), qui pendant trois jours est pillée, incendiée, profanée ; on parle de 57.000 chrétiens massacrés ; 35.000 autres, dont le patriarche Zacharie, sont faits prisonniers ; les saintes reliques — et, parmi elles, la plus vénérée de toutes, un fragment du bois de la Vraie Croix — sont expédiées en Perse avec le reste du butin.

En 615, tandis que Chahin renouvelle son raid sur Chalcédoine, la conquête de la Syrie et de la Palestine s'achève. L'année suivante, Charbaraz reprend l'offensive : de Gaza, il pousse rapidement, en longeant la mer, sur Péluse, Babylone d'Égypte (le Vieux-Caire), Alexandrie. S'emparer d'Alexandrie, c'était frapper l'Empire romain en plein cœur : la grande métropole du Nil n'était pas seulement une des capitales intellectuelles du monde ; c'était le premier port de la Méditerranée orientale, la clé de presque tout le commerce asiatique qui, par le golfe d'Aden, la mer Rouge et le Nil, était ensuite dirigé sur Constantinople et le reste de l'Europe. La ville finit par tomber au début de l'année 618, et l'ennemi se venge de sa longue résistance en la pillant de fond en comble.

L'Égypte est la proie du vainqueur. Les armées de Charbaraz remontent le Nil et en occupent la vallée jusqu'aux confins de l'Éthiopie et du désert libyen ; elles tentent peut-être même un raid jusque sous les murs de Carthage (618 ou 619). En Asie Mineure, les armées de Chahin ont repris leur marche en avant : après avoir achevé la conquête de la Cappadoce, elles ont entamé celle de la Galatie, où elles se sont emparées d'Ancyre (Angora), et se dirigent vers le Bosphore.

Pour l'Empire romain, l'heure est tragique. Dans la Méditerranée occidentale, son destin paraît réglé : l'Italie — où tous les pouvoirs civils et militaires ont été concentrés entre les mains d'un unique représentant de l'empereur, l'« exarque » (ἑξάρχος).

commandant en chef) de Ravenne — est pratiquement abandonnée à ses propres forces ; et, si les Lombards n'ont pu encore enlever ni Rome ni Naples ni Ravenne, c'est plutôt faute d'entente entre eux que grâce aux ressources des défenseurs. En Espagne, autant dire que la domination byzantine a vécu : vers 615, le roi wisigoth Sisebuth écrase les troupes impériales, qui ne se maintiennent plus — et d'une façon précaire — que dans quelques villes de la côte, d'où elles seront bientôt expulsées. Du côté de l'Occident, seule l'Afrique, gouvernée elle aussi par un « exarque », tient encore. Mais au moment où les armées perses occupent l'Égypte, la Syrie, les provinces de l'Euphrate, l'Arménie et le centre de l'Asie Mineure, les Avars qui, avec les Slaves, sont déjà les maîtres de la Dalmatie, de l'Épire et de la majeure partie de la Macédoine et de la Thrace, réussissent à forcer le mur d'Anastase, saccagent le faubourg des Blachernes et menacent d'emporter d'assaut le mur de Théodose (619)¹.

L'Empire est au bord de l'abîme, quand il trouve un sauveur en la personne d'Héraclius.

IV. — HÉRACLIUS ².

Le règne de Phocas n'avait pas duré longtemps. Les désastres d'Asie, dont on le rendait responsable, avaient hâté sa chute. En 610, il avait été renversé par Héraclius, fils de l'exarque de Carthage, un vrai chef celui-là, issu d'une grande et riche famille arménienne, homme d'ordre, d'énergie, dans toute la force de l'âge³. Mais, à l'avènement d'Héraclius, l'Empire était dans un tel désarroi qu'il avait fallu au nouveau souverain plus de dix années d'un travail opiniâtre pour pacifier les esprits, amasser un trésor de guerre, en recourant à un programme de strictes économies, et refaire une armée.

Enfin en 622, grâce à l'appui efficace du patriarche de Byzance, Serge, qui, en consentant à ordonner le prêt à l'État des trésors d'Église, a permis à Héraclius d'acheter la retraite des Avars et de préparer une vaste opération militaire, l'empereur se met à la tête de son armée et part pour la guerre sainte.

1. Sur les trois lignes de défense successives — mur d'Anastase, mur de Théodose et mur de Constantin — protégeant Constantinople, voir plus haut, p. 86.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Bury, Koulakovsky, Pernice, ouvrages cités, p. 112, n. 1. La thèse de doctorat de L. Drapeyron, *L'empereur Héraclius et l'empire byzantin au septième siècle* (Paris, 1869, in-8°), est vieillie.

3. Il avait un peu plus de trente-cinq ans en 610.

Car la lutte engagée contre les Perses, violateurs des reliques les plus sacrées de Jérusalem, a déjà l'allure d'une croisade. Avant de quitter sa capitale, l'empereur fait lire à Sainte-Sophie, du haut de la chaire, une lettre étrange et injurieuse envoyée par le roi perse Khosraou, à qui les siens donnent désormais le fier surnom de *Parviz*, c'est-à-dire de « Victorieux ». Celui-ci n'a-t-il pas osé — si le texte de son épître n'a pas été défiguré pour les besoins de la cause — qualifier l'empereur de « vil esclave », de chef de « brigands », dont le Dieu s'est montré incapable de protéger les villes les plus saintes et qui a eu la sottise de se fier en « ce Christ qui n'avait pu se sauver lui-même » ? Contre un blasphémateur aussi impudent, l'union de tous les cœurs se fait sans peine. Soutenu par le sentiment populaire et servi, en outre, par de belles qualités de sang-froid, en même temps que d'audace et d'habileté, Héraclius fonce sur les troupes persanes de Galatie et de Cappadoce, les rejette sur l'Euphrate (622), traverse l'Arménie romaine ; puis, sans s'attarder à reconquérir pièce à pièce les provinces occupées, pénètre résolument en terre ennemie (623), enlève la place de Dovin, à l'est de la ville actuelle d'Erivan, se rabat vers le sud et venge le pillage de Jérusalem en allant détruire le temple du Feu de Ganzaca (Tabriz).

Mais il a affaire à forte partie. L'ennemi réagit avec violence. Dès 624, il faut se replier sur l'Arménie ; en 625, sur le Caucase. 626 est une année sombre, une des plus sombres que l'Empire ait connues. Après les succès enivrants de 623, tandis que l'empereur erre dans la lointaine Transcaucasie, une partie des troupes byzantines se voit réduite à s'enfermer dans Constantinople : les soldats de Charbaraz ont atteint le Bosphore et essaient par mer de bloquer la ville, à l'assaut de laquelle, au même instant, par une action qu'une habile diplomatie est parvenue à combiner, les Avars s'élancent avec une forte armée, grossie de Bulgares et de Slaves. Le 29 juillet, le khagan des Avars campe au pied des murs de Théodose¹ et somme la ville de se rendre ; le 30, il fait dresser ses machines de siège ; le 1^{er} août, il donne l'assaut ; la tentative est renouvelée le 2, le 6, le 7. Le dernier mot reste heureusement aux défenseurs de la ville, qui gardent la maîtrise de la mer, détruisent les embarcations persanes et slaves, empêchent ainsi toute liaison entre les ennemis d'Asie et ceux d'Europe et contraignent, en fin de compte,

1. Cf. p. 115, n. 1.

les Avars à la retraite. Le 8 août, à la pointe du jour, ceux-ci mettent le feu à leurs machines de siège et décampent.

D'autre part, Héraclius, en se repliant sur le Caucase, n'a nullement renoncé à la lutte. S'employant, au contraire, à reconstituer son armée, recrutant des renforts jusque chez les montagnards d'Ibérie et de Géorgie, s'assurant le concours des Khazars — une des tribus turques qui s'étaient installées sur les rives de la Caspienne, il attend son heure et se prépare pour de nouveaux combats. Au début de l'été 627, il reprend enfin l'offensive et remporte aussitôt des succès foudroyants. Il entre à Tiflis, franchit l'Araxe, atteint la vallée du Tigre, enfonce, le 12 décembre, près des ruines de Ninive, la seule armée que Khosraou, surpris, désemparé, ait eu le temps de lui opposer et, marchant droit vers le sud, menace Ctésiphon.

La Perse est à bas et demande grâce. Khosraou a été renversé par une révolution et mis à mort (29 février 628) ; son fils Kavadh Chiroê, après avoir signé un armistice et entamé des pourparlers de paix, le suit dans la tombe au bout de six mois de règne ; les troubles s'aggravent ; le général Charbaraz essaie de s'emparer du pouvoir. Et, tandis que la Perse, soudain revenue de ses magnifiques succès des vingt dernières années, sombre dans l'anarchie, Héraclius fait dans Constantinople une rentrée triomphale (629), aux acclamations d'une foule enthousiaste.

L'Orient romain était sauvé. Pas pour longtemps néanmoins. Cinq ans plus tard, la Syrie, à peine libérée des Perses, était envahie par un nouvel ennemi : le péril iranien conjuré faisait place au péril arabe.

CHAPITRE IX

L'ISLAM ET LA FORMATION DE L'ÉTAT ARABE JUSQU'A LA MORT DE MAHOMET

La brusque expansion des Arabes est un des événements historiques qui déconcertent le plus au premier abord. Individualiste jusqu'à la moelle des os, réfractaire à toute discipline, habitué à la vie errante de l'éleveur de chameau, pour qui la monotonie des jours n'était coupée que par quelques fructueuses razzias, le Bédouin du désert arabe avait semblé jusqu'alors absolument incapable de l'effort d'union nécessaire aux peuples conquérants. On ne s'en méfiait pas. Mais au septième siècle la situation va changer. Ce frondeur, ce sceptique, que rien, en apparence, ne prédisposait aux grands élans religieux, va être transformé sous l'action de la parole ardente de Mahomet, et le plus beau miracle accompli par le Prophète de la foi nouvelle sera peut-être la fusion d'éléments considérés comme rebelles à toute entente et la création d'un vaste peuple s'élançant à la conquête du monde, là où il n'y avait avant lui qu'anarchie et rivalités.

I. — L'ARABIE AVANT L'ISLAM¹.

Pour surprenante qu'elle soit, la naissance de l'État arabe n'est cependant pas un phénomène de génération spontanée. Le Bédouin du désert n'était pas en effet le seul type d'Arabe

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Sur le milieu arabe : H. Lammens, *Le berceau de l'islam L'Arabie occidentale à la veille de l'hégire* ; t. I : *Le climat, les Bédouins* (Rome, 1914, in-8°). — Sur l'Arabie primitive et le paganisme arabe : J. Wellhausen, *Skizzen und Vorarbeiten* ; t. III : *Reste arabischen Heidentums* (Berlin, 1887, in-8°) ; sur Médine avant l'hégire, voir le même ouvrage, t. IV (1889), p. 3 à 64 ; sur la Mecque avant l'hégire, H. Lammens, *La république marchande de la Mecque en l'an 600 de notre ère*, dans le *Bulletin de l'Institut égyptien*, 5^e série, t. IV (1910), p. 23-54 ; du même, *La cité arabe de Taïf à la veille de l'hégire* (Beyrouth, 1922, in-8° ; forme le fasc. 4 du tome VIII des *Mélanges de l'Université Saint-Joseph*, p. 115-327) ; du même, *La Mecque à la veille de l'hégire* (Beyrouth, 1924, in-8° ; forme le fasc. 3 du tome IX des mêmes *Mélanges*).

existant. Il y avait aussi l'Arabe sédentaire ou semi-sédentaire, accoutumé à la vie urbaine, au commerce, à l'agriculture, en contact régulier avec les nations civilisées, au point d'y perdre parfois jusqu'à son indépendance.

Nous avons déjà rencontré ce type d'Arabe établi à proximité de l'Euphrate dans l'antique Chaldée. Il s'était constitué là, on se le rappelle, vers la fin du troisième siècle, sous des princes de la famille arabe des Lakhmides, un royaume vassal, et bientôt même une simple annexe de la Perse. Un autre groupe de tribus du nord avait pareillement reçu du souverain de Constantinople, vers l'an 500, le droit de stationner aux confins de la Syrie et y avait fondé, sous la direction des princes de la famille des Ghassanides, un royaume tributaire de l'Empire romain. Dans le sud, les Arabes du Yémen, mêlés dès la plus haute antiquité au grand mouvement commercial du golfe d'Aden et de la mer Rouge, avaient depuis des siècles renoncé au nomadisme et subi très fortement l'influence de l'étranger. Une partie d'entre eux s'étaient convertis au judaïsme, d'autres au christianisme. Le pays — qui avait connu de longues périodes de prospérité sous l'hégémonie des rois de Saba ou « Sabéens » et, à partir du premier siècle de notre ère, sous celle des rois d'Himyar ou « Himyarites » — avait été alors conquis successivement par le négus d'Abyssinie (qui, gagné au christianisme, avait cru devoir envoyer vers 525 ses armées au secours de ses frères d'Arabie persécutés), puis, cinquante ans après, par le roi Sassanide, que préoccupaient sans doute les intérêts du commerce maritime persan, médiateur entre l'Extrême-Orient et l'Europe.

Les Arabes du Hedjaz, tout en restant hostiles à l'idée monarchique, avaient pris eux-mêmes des habitudes de vie bien différentes de celles auxquelles étaient accoutumés les Bédouins du désert. Vers le nord, ils s'étaient faits agriculteurs. Dans ces parages, leur point de ralliement était Yathrib, la future Médine, alors modeste bourg au milieu d'une plaine qu'une irrigation méthodique avait réussi à fertiliser. Placée sur la route des caravanes qui, du sud, menait, en territoire romain, vers Akaba, au fond de la mer Rouge, et de là, d'un côté vers le port de Gaza, et de l'autre vers le gros marché de Bosra, à l'ouest du

Voir en outre I. Guidi, *L'Arabie antéislamique* (Paris, 1921, in-12, 89 p.) ; R. Dussaud, *Les Arabes en Syrie avant l'islam* (Paris, 1907, in-8°) ; Huart, *Histoire des Arabes* (Paris, 1912-1913, 2 vol., in-8°), t. I.

1. Ci-dessus, p. 88.

Djebel Hauran, Yathrib devait une part de sa prospérité à une forte colonie de cultivateurs juifs, dont la fréquentation avait eu pour résultat de modifier peu à peu les idées de la population indigène, non moins sans doute que celle des marchands qui traversaient la contrée.

Mais Yathrib n'était pas une place de commerce, et par là elle différait essentiellement de la petite ville de la Mecque, peuplée avant tout de négociants. Grâce à leur habileté, à leur esprit d'entreprise, ceux-ci étaient parvenus à drainer une notable portion du commerce de l'Inde qui, au lieu de passer directement du golfe Persique en Syrie par la vallée de l'Euphrate, théâtre de luttes constantes entre la Perse et l'Empire romain, empruntait plus volontiers depuis quelque temps les routes du centre de la péninsule arabique. Ils étaient également en rapports commerciaux suivis avec l'Éthiopie, et c'étaient leurs caravanes qui ensuite, par Médine et Akaba, établissaient la liaison entre l'Orient et la Palestine, où elles allaient vendre les encens, les aromates, les bois et les métaux précieux, les beaux cuirs de Taïf, à quelques lieues de la Mecque, et d'où elles rapportaient, en retour, les huiles et les blés de Syrie et les articles de luxe de l'industrie byzantine. La Mecque était ainsi devenue comme un des pôles attractifs de l'Arabie.

Elle ne le devait pas au commerce seul. Elle possédait une relique sacrée dont ses habitants, donnant une preuve de plus de leur sens pratique, avaient su étendre au loin le renom : la fameuse « pierre noire », qu'on disait tombée du ciel et qu'on gardait pieusement enfermée dans un édifice auquel sa forme très simple avait valu le surnom de *Câba*, c'est-à-dire de « cube ». On y venait faire ses dévotions de tous les points de la péninsule ; et, quoique les dieux vénérés par les païens arabes fussent variés presque à l'infini, l'adroite propagande de la tribu des Coraïchites, maîtresse du sanctuaire, avait su attirer à la Mecque les fidèles de la plupart des confessions. Chaque année avaient lieu plusieurs grands pèlerinages, organisés avec soin et durant lesquels était proclamée la trêve sainte entre les tribus ou les fractions de tribus rivales. Et, tandis qu'on s'empressait à la Câba, les marchands dressaient leurs éventailes dans le voisinage : la fête religieuse, comme il arrive d'habitude en pareil cas, se doublait d'une foire très fréquentée, la plus importante de toute l'Arabie. Les intérêts religieux et les intérêts commerciaux finissaient ainsi par se rejoindre. Chaque pèlerinage était en même temps une occasion de se mieux connaître, de

s'entretenir des questions communes, de régler les différends ; et, comme l'art ne perd jamais ses droits et qu'à défaut d'autre talent, même le moindre chamelier prétendait s'y connaître en littérature et savait parfois agréablement tourner le vers, c'était aussi une occasion d'entendre les dernières œuvres des poètes les plus réputés.

Dans une Arabie divisée, morcelée à l'infini, la Mecque faisait donc déjà, à bien des égards, figure de capitale. Les Arabes y prenaient lentement conscience de leur communauté d'origine et d'intérêts ; et l'on y respirait un peu l'air du large. Ce n'était encore sans doute qu'une cité de très faible étendue, administrée par une poignée d'hommes d'affaires ; mais ceux-ci étaient habitués à porter leurs regards bien au delà des limites de leur petite patrie et à suivre avec attention les événements politiques du dehors pour la sauvegarde de leur commerce.

Cependant la Mecque même était partagée entre des factions rivales, et les possibilités d'unification du peuple arabe se heurtaient à un incoercible esprit d'indépendance et d'anarchie. Il allait falloir, pour en avoir raison, toute la ténacité de Mahomet, toute l'exaltation de la foi nouvelle dont il devait être l'apôtre.

II. — LA VOCATION DE MAHOMET¹.

Quoiqu'il appartînt à la famille des Coraïchites, la plus puissante de la Mecque, la fortune n'avait guère souri d'abord au

1. OUVRAGES A CONSULTER. — On a publié un nombre considérable de biographies du Prophète. F. Schwally a dressé un inventaire critique des plus importantes au t. II (p. 193-208 et 223) de sa réédition de la *Geschichte des Qorans* (voir ci-dessous). Il faut mettre hors de pair celles de W. Muir, *The life of Mohammed from original sources* (Londres, 1858-1861, 4 vol. in-8° ; 4^e éd., en un volume, revue par T. H. Weir, Edimbourg, 1912, in-8°) et A. Sprenger, *Das Leben und die Lehre des Mohammad* (Berlin, 1861-1865, 3 vol., in-8° ; 2^e éd., 1869). Mais la matière a été renouvelée depuis lors, surtout par L. Caetani, auteur d'une vaste compilation où, sous le titre d'*Annali dell' Islam*, doivent être passés au crible dans un ordre strictement chronologique tous les documents relatifs aux premiers siècles de l'islam (t. I à VIII parus en 9 volumes in-4°, Milan, 1905-1918, allant jusqu'à l'an 35 de l'hégire). En tête du tome I^{er} figure une introduction de 341 pages in-4° sur l'histoire de la Mecque et de Mahomet avant l'hégire. Le même auteur s'est aussi essayé au tome III de ses *Studi di storia orientale* (Milan, 1914, in-8°) à écrire une nouvelle biographie de Mahomet.

Sur la formation de sa doctrine et sa prédication, le livre essentiel est, bien entendu, le Coran lui-même, qu'on peut lire dans la traduction de Kasimirski (Paris, 1840, in-12 ; dernière édition, 1918) en la corrigeant pour certains passages à l'aide de celle que M. Montet a donnée récemment d'une vingtaine de sourates sous le titre : *Mahomet. Le Coran* (Paris, 1925, in-12). Mais le Coran, dans l'état où il nous est parvenu, est un

futur Prophète. Il n'avait pas connu son père, Abdallah, mort tout jeune quelques mois avant sa naissance ; dès l'âge de six ans, il avait perdu sa mère, Amina ; trois ou quatre ans après, il avait vu disparaître son grand-père paternel, Abd el Mottalib, et était resté à la charge de son oncle Abou Talib, qui avait déjà fort à faire pour élever ses propres enfants. Entré plus tard dans la maison de commerce d'une cousine éloignée, la riche Khadidja, il était devenu successivement son employé de confiance, puis son mari. Il devait avoir alors (vers 595) environ vingt-cinq ans, et Khadidja, déjà veuve deux fois, était de beaucoup son aînée ; le ménage n'en fut pas moins parfaitement heureux, et la vie de Mahomet s'écoula à partir de ce moment d'une façon prosaïque, en apparence au moins, dans le calme et l'aisance, entre sa femme et ses enfants.

L'apparence était trompeuse. Mahomet ne se laissait pas prendre autant qu'on l'eût pu croire au charme d'une existence facile. Le hasard de conversations engagées avec des chrétiens des sectes les plus diverses de Syrie ou d'Abyssinie, avec des juifs de Médine, avec les adeptes de toutes les religions orientales qui se coudoyaient sur les marchés d'Arabie et de Palestine, où il avait accompagné les caravanes de Khadidja, avait peu à peu éveillé dans son esprit des inquiétudes mystiques.

recueil confus où les « révélations » faites au Prophète sont mêlées sans aucun souci de l'ordre chronologique. Les commentateurs se sont appliqués à restituer cet ordre et leurs recherches sont condensées et discutées dans l'ouvrage fondamental de Th. Noeldeke, *Geschichte des Qorans* (Göttingen, 1860, in-8°), dont F. Schwally a donné une édition entièrement refondue et en grande partie renouvelée (Leipzig, 1909-1919, 2 vol. in-8°). On y peut joindre le travail de H. Hirschfeld, *New researches into the composition and exegesis of the Qoran* (Londres, 1902, in 4° ; fasc. 3 des « Asiatics monographs »).

Parmi les historiens les plus récents et les plus autorisés de la doctrine de Mahomet, il faut citer surtout un savant hongrois, I. Goldziher, et un savant hollandais, C. Snouck Hurgronje. Les vues du premier se trouvent condensées dans un livre récemment traduit en français (I. Goldziher, *Vorlesungen über den Islam*, Heidelberg, 1910, in-8° ; traduction française par F. Arin, *Le dogme et la loi de l'islam, histoire du développement dogmatique et juridique de la religion musulmane*, Paris, 1920, in-8°) ; celles du second, dans un important article de la *Revue de l'histoire des religions*, t. XXX (1894), p. 48-70 et 149-178 : *Une nouvelle biographie de Mohammed* (celle de H. Grimme, *Mohammed*, Münster, 1892, in-8°), dans un volume paru depuis lors en langue anglaise (C. Snouck Hurgronje, *Mohammedanism. Lectures on its origin, its religions and political growth and its presents state*, New-York et Londres, 1916, in-8°, de la série « American lectures on the history of religions »), enfin dans la refonte récente du *Manuel d'histoire des religions* publié sous la direction de Chantepie de La Saussaye (*Lehrbuch der Religionsgeschichte begründet von Chantepie de la Saussaye*, 4^e éd. refondue par A. Bertholet et E. Lehmann, Tübingen, 1925, 2 vol. in-8°, t. I, p. 648-756). Dans le Manuel primitif, le chapitre consacré à l'islam (édition française, Paris, 1904, in-8°, p. 252-312) était l'œuvre d'un autre spécialiste hollandais de valeur, Th. Houtsma. — M. Paul Casanova a présenté sur le développement de l'islam primitif des théories très personnelles, mais qui n'ont généralement pas été admises, dans son ouvrage *Mohammed et la fin du monde, étude critique sur l'islam primitif* (Paris, 1911-1924, 3 fasc. in-8°).

L'idée de la vie future s'était emparée de lui et sa pensée se reportait surtout avec angoisse vers l'heure, peut-être proche, où, à ce que l'on disait, devait retentir soudain la trompette du Jugement dernier. Cela avait fini par devenir pour lui une véritable hantise. A quoi serviraient, quand le Grand jour serait arrivé, les trésors amassés durant la vie présente ? Quels châtimens épouvantables attendraient alors le mauvais riche, celui qui n'aurait pas ouvert son cœur à la pitié et qui ne se serait élevé dans le monde qu'aux dépens de son semblable ?

A force d'y songer, il se trouvait invinciblement entraîné à admettre l'existence d'un Juge suprême, d'une force supérieure à toutes les forces de la nature, d'un Dieu unique, créateur de l'univers, dont la puissance infinie était capable, le moment venu, de réveiller les morts pour les forcer à comparaître devant lui et leur donner dans une vie nouvelle le juste salaire de leurs mérites.

La vision se faisait chaque jour plus nette, plus poignante : il croyait entendre les cris de ceux que l'arrêt implacable précipiterait pour l'éternité dans les flammes de l'enfer et à qui quelques années, peut-être quelques jours d'égarement vaudraient des supplices sans fin. N'était-ce point Dieu lui-même qui lui parlait ? N'était-ce point lui qui le poussait à révéler aux siens ces cruelles vérités ? Ne devait-il pas les mettre en garde contre les dangers qu'ils couraient, leur indiquer le chemin qui seul pouvait les mener au salut ?

La vocation de Mahomet se précisait ; et bientôt il s'essaya à prêcher, ou plutôt à « réciter » (*corân*) ce que Dieu lui dévoilait, les paroles annonciatrices qu'il le chargeait de répandre parmi le peuple. Ce ne furent d'abord ¹ que des « avertissements » d'ordre très général, rehaussés d'allusions terrifiantes aux tortures de l'enfer avec, comme contre-partie, la perspective d'une vie de paix et de bien-être éternels offerte à ceux qui se laisseraient convaincre. Mais cette prédication se heurtait au scepticisme des uns, aux railleries des autres. Seuls quelques intimes et de pauvres gens, des esclaves, auxquels le Prophète découvrait des horizons consolants, acceptaient de l'écouter. La plupart le traitaient de fou ou de « poète », c'est-à-dire d'imaginaire ; les gens de sa famille, parmi lesquels plus d'un vivait du sanctuaire, le voyaient d'un assez mauvais œil ; les moins bienveillants l'accusaient d'imposture.

1. Dans les pages qui suivent, nous adoptons la chronologie des versets du Coran établie par Th. Noeldeke et F. Schwally dans leur *Geschichte der Qorans* signalée à la note précédente.

L'opposition, les sarcasmes ne faisaient, naturellement, que fortifier la foi du Prophète en sa mission, mais l'amenaient aussi à rechercher dans l'histoire du passé, avec des raisons de persévérer, un moyen de rendre son argumentation encore plus pressante. Il apprit ainsi à connaître les uns après les autres, et plus ou moins travestis, quelques-uns des récits de la Bible. Il se crut un nouveau Moïse, à qui Dieu révélait un nouveau Livre saint. Chaque peuple, pensa-t-il, avait eu ou devait avoir son prophète chargé par Dieu de l'« avertir », de le guider dans la « voie droite », afin que nul ne fût pris en traître au jour du Jugement dernier : Dieu passait maintenant par son intermédiaire pour « avertir » le peuple arabe. On se riait de lui ? Mais ne s'était-on pas déjà ri de Moïse et d'Abraham et de Noé et de Loth et de Jésus, fils de Marie, et de beaucoup d'autres ? On avait dédaigné leurs leçons, et souvent dès ce monde on avait eu à le regretter : témoins le peuple de Pharaon, celui de Noé, Sodome et Gomorrhe et tant d'autres cités demeurées obstinément sourdes à l'appel de Dieu. Et quel destin plus affreux encore serait réservé aux incrédules dans la vie future, quand viendrait l'heure du grand règlement de comptes !

Peine perdue : les Mecquois restaient sceptiques ; ils réclamaient des preuves, des miracles ; ils persiflaient cet apôtre que rien ne distinguait d'eux, qui « mangeait comme eux, qui se promenait comme eux dans les marchés »¹ ; ils lui demandaient avec ironie comment Dieu s'y prendrait pour « rendre la vie à leurs os cariés et réduits en poussière », dans quelle balance il irait peser les mérites de chacun. Le Prophète tenait tête aux railleurs et s'efforçait, pour déjouer les critiques, d'améliorer sa doctrine en s'inspirant tant bien que mal de la Bible, dont il se persuadait de plus en plus que son Coran était le prolongement. Du même coup, il élargissait le fossé qui allait se creusant chaque jour davantage entre ses croyances et la religion de ses ancêtres : à force d'insister sur l'omnipotence de son Dieu unique, suprême dispensateur de la justice, il se trouvait amené à combattre leur polythéisme grossier, à renverser leurs idoles, à bafouer, à son tour, leurs divinités « impuissantes », « incapables de créer » et « qu'il avait même fallu tirer du néant ».

C'était se rendre la vie impossible à la Mecque. En 622, le Prophète, dont la mort de Khadidja, puis celle de son oncle Abou Talib, survenues trois ans plus tôt (619), à quelques

1. Toutes les citations qui suivent sont extraites du Coran, où Mahomet reproduit, pour les rétorquer, les arguments de ses ennemis.

semaines d'intervalle, avaient accru la solitude, se résolut à aller chercher ailleurs un milieu plus favorable au triomphe de ses idées.

III. — L'HÉGIRE¹.

Depuis quelque temps déjà il s'était concilié des sympathies à Yathrib, où le contact journalier des Arabes avec les colons juifs installés dans le pays avait préparé les voies à la propagande islamique. De braves cultivateurs, venus de là en pèlerinage à la Câba de la Mecque, s'étaient sentis remués par la sombre et terrible éloquence du Prophète.

La religion qu'il prêchait n'était d'ailleurs pas toute d'épouvante : au châtiment implacable dont étaient menacés les incrédules, elle opposait les joies éternelles promises à ceux qui, menant une vie droite, se soumettraient aux « directions » du Tout-Puissant. La « soumission » (*islam*, en langue arabe), tel était le secret du bonheur : la soumission, c'est-à-dire l'oubli de soi-même, l'oubli des rivalités, des jalousies où s'épuisent les hommes. le règne de la concorde sous l'égide de Dieu (*Allah*), la paix sur terre, en attendant celle de l'au-delà.

La paix, c'était justement ce qui faisait alors le plus défaut à Yathrib. On y vivait dans une guerre sans trêve. Deux factions s'y disputaient la prépondérance : les Aus et les Khazrag ; les meurtres succédaient aux meurtres ; nul ne se sentait plus en sécurité ; le rétablissement de l'ordre et le retour à une ère de travail tranquille apparaissaient à tous comme une nécessité, mais aussi comme un problème ardu. L'« islam », avec son corollaire : l'union en Dieu, n'était-il point le salut ? D'aucuns le crurent et cherchèrent à attirer parmi eux le Prophète. Ils lui promirent leur aide, s'engagèrent à le traiter en parent, à l'accueillir, lui et ses compagnons, dans les rangs de leurs

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages indiqués pour le paragraphe précédent, et spécialement ceux de Caetani, voir surtout J. Wellhausen, *Skizzen und Vorarbeiten*, t. IV (Berlin, 1889, in-8°) et l'excellent résumé de l'histoire arabe jusqu'au califat des Omayyades tracé par le même auteur en tête de son livre : *Das arabische Reich und sein Sturz* (Berlin, 1902, in-8°). On trouvera également un copieux résumé de cette période au t. I du grand ouvrage d'A. Müller, *Der Islam im Morgen- und Abendland* (Berlin, 1885-1887, 2 vol. in-8°, de la collection « Allgemeine Geschichte in Einzeldarstellungen » de Oncken) et au t. I de l'*Histoire des Arabes* de Cl. Huart (Paris, 1912-1913, 2 vol. in-8°), dont tous les détails ne sont pas également sûrs. D'utiles indications sont données enfin par C. Snouck Hurgronje dans le chapitre *Der Islam* du nouveau *Lehrbuch der Religionsgeschichte begründet von Chantepie de la Saussaye* signalé en tête du paragraphe précédent.

propres familles ; et, confiant dans ces promesses, Mahomet quitta, à l'automne 622, sa ville natale, où depuis des années il n'avait guère rencontré que tristesses et déboires, pour venir prêcher au peuple élu la parole de Dieu.

Cette « émigration » (*hidjra* ou « hégire »), que la légende s'est plu à embellir de circonstances dramatiques, avait été précédée de celle des Mecquois acquis à la foi nouvelle. Mahomet lui-même partit le dernier avec deux de ses meilleurs disciples, Abou Bakr, un de ses parents éloignés, et Ali, fils d'Abou Talib, son jeune cousin germain et son adepte le plus fervent.

La scission était consommée : d'un côté Yathrib, devenue la « Ville du Prophète » (*al Madina en nabi*, dont nous avons fait Médine), de l'autre la ville des infidèles, la Mecque l'incrédule, qui allait payer cher sa résistance obstinée.

A Médine même cependant, la tâche du Prophète fut plus rude qu'il ne l'avait supposé. Bien des sujets d'étonnement l'y attendaient ; mais ce qui dut le surprendre le plus, ce fut la méfiance, puis l'hostilité que les juifs de l'endroit marquèrent à ses doctrines. Dans son ignorance du texte authentique de la Bible, qu'il ne connaissait que par ouï-dire et étrangement déformé, il se figurait sincèrement n'être que le continuateur de Moïse et des autres prophètes d'Israël ; et voilà que soudain le désaccord se révélait, profond, irrémédiable ; les juifs se refusaient à voir en lui le porte-parole de Dieu. « Nous croyons, disaient-ils, à ce qui nous a été envoyé d'en haut, à nous » ; et ils l'accablaient des mêmes sarcasmes dont naguère le poursuivaient les idolâtres de la Mecque. Les chrétiens ne l'accueillirent pas mieux ; comme les juifs, ils opposaient à son Coran leurs Livres saints, dont le Coran, prétendait-il pourtant, n'était que la « confirmation ». Il lui fallut compléter, corriger ses propres enseignements, afin de parer les coups et de répondre avec quelques chances de succès aux « peuples de l'Écriture ». Il traita ces derniers, eux aussi, d' « infidèles », les accusa d'avoir altéré la parole divine et se réclama d'Abraham, un « vrai croyant » celui-là, « ni juif ni chrétien », mais simplement un homme « soumis à la volonté de Dieu » (en langue arabe, *musulman*).

Le mot d'ordre désormais fut : se rallier à la religion d'Abraham (ou Ibrahim), le grand ancêtre des Arabes selon la tradition biblique elle-même. Mahomet était envoyé par Dieu pour ramener son peuple égaré dans le droit chemin, d'où il s'était fâcheusement laissé détourner. La Caba de la Mecque

n'était en réalité que l'ancien temple d'Abraham ; regarder dans la direction du sanctuaire vénérable au moment de la prière, s'y rendre en pèlerinage durant les mois consacrés par la coutume, tout en y apportant un esprit nouveau, c'était être fidèle à la mémoire du grand patriarche. Ainsi l'islam prenait peu à peu l'allure d'une religion nationale.

Mahomet en même temps l'enracinait solidement à Médine. Tous les « croyants » étaient groupés par lui en une communauté (*oumma*) chaque jour grandissante et, selon la formule du Prophète, entièrement « soumise à la volonté de Dieu ». De cette volonté, il était l'interprète. Des « révélations » incessantes venaient en toute circonstance lui dicter les lois, conformes à la tradition biblique, qu'il était opportun d'imposer à son peuple à l'exemple du Pentateuque. Le Coran se muait de la sorte en un code civil et un code pénal, non moins qu'en un recueil de prescriptions rituelles, et le rôle du Prophète, chargé de communiquer aux fidèles les arrêts suprêmes et d'en surveiller l'application, ne cessait de s'étendre à mesure. L'islam n'était plus seulement la résignation à la volonté d'Allah ; c'était aussi la résignation à la volonté de son représentant sur terre : car « qui obéit au Prophète », est-il affirmé dans le Coran (IV, 82), « obéit par le fait même à Dieu ».

IV. — LA GUERRE SAINTE ET LA CONQUÊTE DE L'ARABIE¹.

Jusqu'alors toutefois l'islam s'était montré tolérant. Le Prophète se contentait de menacer les incrédules des peines de l'au-delà, en laissant à Dieu le soin de trancher entre eux et lui au jour du Jugement dernier. Mais l'insolence des Mecquois pouvait-elle être tolérée ? Pouvait-on laisser les infidèles occuper en paix le territoire de la Càba et en tirer des bénéfices considérables qui venaient s'ajouter à ceux de leur commerce, alors que les croyants de Médine en étaient réduits à vivre chichement de la culture de leurs dattiers ? L'heure du châtiment avait sonné : la main du Seigneur allait s'appesantir sur les Mecquois, comme tant de fois déjà dans le passé elle s'était appesantie sur les peuples rebelles aux enseignements de leurs prophètes.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages indiqués aux deux paragraphes précédents, ajouter H. Lammens, *Les « ahabis » et l'organisation militaire de la Mecque au siècle de l'hégire*, dans le *Journal asiatique*, 11^e série, t. VIII (1916), p. 425-482.

Puisque tous les liens de tribu et de famille étaient rompus entre les « émigrés » de 622 et leurs anciens compatriotes, rien ne pouvait arrêter leur vengeance : contre des étrangers, la *razzia* était permise. Les caravanes des Mecquois n'avaient qu'à se bien garder. De fait, elles ne traversaient le désert qu'avec de solides escortes de Bédouins recrutés dans les steppes du Tihâma ou les montagnes des environs de Taïf, et ces rudes gardes du corps, que les Mecquois eux-mêmes ne voyaient pas sans appréhension séjourner dans leur ville, suffisaient d'ordinaire largement à ôter aux habitants des régions parcourues toute envie de tenter un coup de force. Mais c'était Dieu, maintenant, qui ordonnait aux croyants de Médine d'attaquer les infidèles. « O Prophète ! », disait-il, « excite les croyants au combat. Vingt hommes résolus d'entre eux terrasseront deux cents infidèles ; cent en mettront mille en fuite ¹ ! »

Dès lors les caravanes mecquoises furent traquées, assaillies. Au mois de mars 624, près de Badr, à une quarantaine de lieues de Médine, l'une des plus importantes d'entre elles tomba tout entière au pouvoir des musulmans, après un vif combat et malgré les renforts envoyés en hâte de la Mecque. Le sang des infidèles coula à flots. « C'était Dieu qui lançait contre eux les traits mortels ; c'était Dieu qui les tuait pour prix de leurs iniquités. » Un butin considérable fut fait, dont le partage fut assuré par les soins du Prophète.

Le succès était pour ce dernier la meilleure des justifications. Les infidèles d'Arabie, tous les infidèles quels qu'ils fussent, païens, juifs, chrétiens, allaient maintenant éprouver le poids de la colère d'Allah ! Sa parole vengeresse, par la bouche du Prophète, ne cesse désormais d'exciter les croyants à la guerre, de les pousser au carnage : « Lorsque vous rencontrerez des infidèles, tuez-les, massacrez-les, ligotez solidement les captifs ! » « Pas de lâcheté ! ne traitez pas avec les infidèles quand vous êtes les plus forts et que Dieu est avec vous... Si vous tergiversez, il suscitera un autre peuple à votre place. » Et encore : « Tuez les idolâtres partout où vous les trouverez, saisissez-les, assiégez-les, faites-les tomber dans vos embuscades, à moins qu'ils ne se convertissent... Faites la guerre à ceux qui ne croient ni à Dieu ni au Jugement dernier ; faites-leur la guerre jusqu'à ce qu'ils paient le tribut, tous sans exception ; faites-leur la guerre jusqu'à ce qu'ils plient devant vous ! »

1. Toutes nos citations sont empruntées au Coran, où ces faits sont rappelés.

Et tous sans exception, en effet, sont maintenant attaqués, au nord, à l'est, au sud de Médine, jusqu'aux confins de la Syrie jusqu'au cœur du Nedj, jusqu'à la Mecque, jusqu'à Taïf. La lutte ne tourne pas toujours en faveur des soldats de Dieu. Le 23 mars 625, un fort parti de Mecquois les met en déroute non loin du mont Ouhoud, aux abords immédiats de Médine ; leurs pertes sont lourdes ; le Prophète lui-même est blessé. Mais qu'importe ! La parole divine vient relever les courages. « Les blessures vous atteignent ? Mais n'en ont-elles pas atteint bien d'autres ? Nous alternons les revers et les succès parmi les hommes, afin de discerner les vrais croyants. » La défaite n'est qu'une épreuve que Dieu inflige aux fidèles ; la mort de celui qui combat « dans les sentiers de Dieu » ouvre toutes grandes les portes du Paradis.

Non, Dieu n'abandonne pas son peuple élu. Il est à ses côtés, il combat avec lui, il lui fournit — une « révélation » le rappelle — d'invisibles et mystérieux renforts, quand, en 627, les troupes des Mecquois, coalisés avec une nuée d'autres ennemis du Prophète, fondent brusquement sur Médine et manquent d'emporter la ville par surprise ; c'est lui qui suggère aux défenseurs l'idée de protéger leurs maisons éparses en creusant des tranchées (d'où le nom de « guerre du Fossé » donné à cette lutte), contre lesquelles les efforts des ennemis viennent successivement se briser (31 mars-15 avril 627).

La ténacité du Prophète a raison de tous les obstacles et lui assure finalement une rentrée triomphale à la Mecque. Une première fois, en mars 629, à la suite d'un accord conclu l'année précédente avec ses anciens compatriotes, il paraît dans sa cité natale en simple pèlerin ; mais près de deux mille adeptes lui forment escorte, et l'effet produit est tel parmi les païens de la Ville sainte que les conversions se multiplient. Les notables eux-mêmes n'échappent pas à la contagion. Aussi Mahomet se décide-t-il à brusquer le dénouement : dès le mois de janvier suivant, il marche à l'improviste sur la Mecque, qu'il trouve presque sans défense, y pénètre de vive force et, au nom de l'islam, va prendre possession du sanctuaire de la Câba, désormais réservé aux seuls croyants (janvier 630).

La conquête de la Mecque était à la fois une revanche et un symbole. Son incorporation à l'État dont Médine restait la capitale et dont Mahomet, grandi par la victoire, était devenu le chef indiscuté, marquait clairement, aux yeux de tous les Arabes de la péninsule avec lesquels les Mecquois étaient en

rapports par leur commerce et par la Cabâ, que les temps étaient révolus et qu'à défaut d'une foi sincère, la conversion à l'islam, la soumission à Dieu et à son Prophète étaient devenues une nécessité inéluctable.

Quand, le 8 juin 632, Mahomet expira, l'Arabie, sans doute, était loin encore de former un seul bloc. L'autorité du représentant de Dieu ne s'était imposée qu'aux tribus du Hedjaz et de quelques régions immédiatement voisines, sans même qu'on eût partout accepté la religion nouvelle. Mais un changement décisif s'était produit dans la vie politique de la péninsule : l'Arabe, naguère indocile et indomptable, consentait maintenant à obéir aux ordres d'un souverain en qui il voyait le porte-parole de Dieu ; et là même où l'islam n'avait pas encore cause gagnée, les brillants résultats obtenus par les soldats du Prophète permettaient déjà d'affirmer que le succès final était proche et qu'une nouvelle puissance était née, avec laquelle il allait falloir compter : la puissance arabe, aujourd'hui consciente d'elle-même, demain maîtresse du monde.

CHAPITRE X

LA CONQUÊTE ARABE¹

La mort de Mahomet n'arrêta point l'essor de l'islam. Elle fut, il est vrai, suivie d'un court moment de dangereuse incertitude touchant l'avenir de la communauté mi-religieuse, mi-politique fondée par le Prophète : car nul, pas même lui, semble-t-il, n'avait pris de mesures pour la transmission des pouvoirs qu'il exerçait au nom de Dieu ; mais la difficulté fut

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — On trouvera un récit plus ou moins détaillé et plus ou moins exact des conquêtes arabes dans toutes les histoires générales des Arabes. En France, la dernière en date est celle de Cl. Huart, *Histoire des Arabes* (Paris, 1912-1913, 2 vol. in-8°), qui demande à être contrôlée de près. Pour l'Allemagne, rappelons le tome I de l'ouvrage ancien, mais encore utile parfois, de Gustav Weil, *Geschichte der Chalifen* (Mannheim et Stuttgart, 1846-1862, 5 vol. in-8°), histoire des califes règne par règne, et surtout le tome I d'A. Müller, *Der Islam im Morgen- und Abendland* (Berlin, 1885-1887, 2 vol. in-8° de la collection « Allgemeine Geschichte in Einzeldarstellungen », dirigée par Oncken), bon exposé d'ensemble, malheureusement antérieur aux recherches les plus importantes de l'érudition moderne. On doit à l'historien anglais William Muir un ouvrage du même genre, quoique moins approfondi, intitulé *The Caliphate, its rise, decline and fall*, paru en 1891 et dont une édition corrigée d'après les travaux récents a été publiée par T.-H. Weir (Edimbourg, 1915, in-8°). Cet ouvrage n'est pour la période des Omayyades qu'un résumé d'une compilation antérieure du même Muir : *Annals of the early Caliphate* (Londres, 1883, in-8°).

La chronologie et l'étude critique des faits, souvent mêlés d'inextricable façon par les annalistes arabes, ont été l'objet des vastes recherches de L. Caetani. Les cinq fascicules parus de sa *Cronografia islamica* (en langue italienne) forment un ensemble de plus de 1.700 pages, donnant succinctement et sans discussion la série chronologique des faits attestés par des documents jusqu'en l'année 750 de notre ère (Paris, 1912-1923, 5 fascicules in-4°). Les huit gros volumes parus des *Annali dell' Islam*, du même auteur, reprennent par le menu l'examen de tous les textes et en fournissent le commentaire pour les trente-cinq premières années de l'hégire, c'est-à-dire de 622 à 656 (Milan, 1905-1908, 9 vol. in-4°, dont un volume en deux tomes).

A la géographie et l'identification des noms de lieux arabes au temps de la conquête G. Le Strange a consacré d'importants travaux, parmi lesquels nous citerons surtout : *Palestina under the Moslems ; a description of Syria and the Holy Land from A. D. 650, to 1500* (Londres, 1890, in-8°) ; *The lands of the eastern Caliphate* (Cambridge, 1905, in-8°).

On pourra enfin consulter utilement, bien qu'ils soient de valeur inégale, nombre d'articles parus dans l'*Encyclopédie de l'islam*, en cours de publication sous la direction de M. Th. Houtsma, R. Basset, T. W. Arnold et quelques autres orientalistes (Paris et Leyde, 1907 et suiv., 4 vol., in-4°). L'ouvrage en est actuellement à la lettre K (32^e livraison), sans compter trois livraisons du tome IV (lettre S), entamé depuis peu. Il paraît en trois éditions : française, anglaise et allemande.

vite tranchée par quelques-uns des plus entreprenants parmi ses anciens compagnons de l'« hégire », qui surent, grâce à leur esprit de décision, imposer aussitôt le principe de la désignation d'un « vicaire », ou *calife*, de l'apôtre disparu et forcer la majorité à reconnaître d'abord ce titre à un homme de tête et d'énergie, Abou Bakr, père d'Aïcha, l'épouse favorite du Prophète.

Nous verrons plus loin de quelle manière fonctionna le nouveau régime et les modifications qu'il entraîna dans la vie intérieure de la communauté. Mais, quelque profondes qu'elles aient été, les califes n'en poursuivirent pas moins, dans son ensemble, l'œuvre de Mahomet et, reprenant à leur compte, en l'élargissant sans cesse, le programme initial du fondateur de l'Etat arabe — guerre à l'infidèle et soumission aux représentants de la vraie croyance — parvinrent, en un siècle d'efforts, à courber sous le joug musulman toutes les populations de l'Asie occidentale jusqu'à l'Indus, au Turkestan et au Caucase, en même temps que celles de l'Afrique du nord et de la péninsule ibérique.

Spectacle étrange que celui de ce peuple, si peu fait pour la discipline et si foncièrement dénué d'esprit d'organisation, devant qui tant d'autres nations, naguère puissantes, doivent successivement s'avouer vaincues ! Mais la surprise cesse bientôt si l'on suit dans le détail la marche de ses conquêtes. Ses succès apparaissent alors comme le résultat, moins d'un profond génie militaire ou politique, que d'un exceptionnel concours de circonstances. Si les Arabes ont vaincu, c'est que le monde auquel ils s'attaquaient était prêt à tomber en ruines : que ce fût en Asie, en Afrique ou en Europe, les vieux empires, comme les jeunes royaumes barbares, minés par la discorde, étaient tous plus ou moins, au septième siècle, à la merci d'un ennemi résolu. Chaque fois qu'ils ont rencontré en face d'eux un pouvoir fort — en Gaule, en Thrace, en Asie Mineure, en Afrique, au Turkestan, — les Arabes ont été arrêtés ; mais le fait a été rare, et le hasard a voulu que la plupart des États auxquels ils se sont heurtés aient été précisément à l'instant décisif sans vigueur ni cohésion. Et c'est pourquoi, dans toutes les directions, sous toutes les latitudes, avec une lassante monotonie, nous allons, en parcourant l'histoire de leurs luttes victorieuses, voir se dérouler sans cesse à peu près les mêmes séries de faits, aboutissant partout aussi ou à peu près à cette même conséquence : le triomphe de l'islam.

I. — LA CONQUÊTE DE L'ARABIE, DE LA SYRIE ET DE LA PERSE¹.

La conquête de l'Arabie, fortement entamée dès le temps de Mahomet², fut, bien entendu, la première tâche à laquelle se consacra le gouvernement des califes. Elle était presque achevée au moment de la mort d'Abou Bakr, en août 634, grâce à l'habileté et à l'énergie de ses généraux Khâlid et Ikrima : successivement, les plateaux du centre ou Nedjed, et le pays d'Hasa, en bordure du golfe Persique, puis, au sud, la côte d'Oman, le Mahrah, l'Hadramaout et l'Yémen, arraché à la domination chancelante des Perses, reconnurent la souveraineté musulmane, tandis qu'au nord les armées de l'islam atteignaient déjà les confins des deux empires de Byzance et de Ctésiphon.

Ceux-ci se trouvaient alors l'un et l'autre en état de moindre résistance. La Perse ne s'était pas relevée des désastres³ de l'année 628. Après avoir traversé une période d'anarchie sans précédent, durant laquelle le trône des Sassanides avait, à plus d'une reprise, failli crouler sous les coups de leurs généraux révoltés, elle venait tout juste de retrouver un semblant d'équilibre avec l'avènement d'Yezdegerd III, petit-fils de Khosraou II (ou Chosroès), que, fatigués de la lutte, les membres de l'aristocratie iranienne s'étaient enfin mis d'accord pour reconnaître comme roi (16 juin 632). Mais il était trop tard : le ressort était brisé ; et la persécution religieuse, jointe à la tyran-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres généraux indiqués p. 131, et en particulier les *Annali dell' Islam* de L. Caetani, nous retiendrons surtout :

1^o Sur la conquête de la Syrie, M.-J. de Goeje, *Mémoire sur la conquête de la Syrie*, 2^e éd. (Leyde, 1900, in-8^o, formant le t. II des *Mémoires d'histoire et de géographie orientales* publiés par l'auteur) ; l'ouvrage russe de N.-A. Miednikoff, *Palestina ot zavoievaija ica Aarabami do krestovykh pochodof* (Petrograd, 1897-1907, 2 tomes en 4 vol. in-8^o) dont les principales conclusions ont été résumées et examinées par L. Caetani au t. III des *Annali dell' Islam* ; J. Wellhausen, *Skizzen und Vorarbeiten*, t. VI (Berlin, 1899, in-8^o), p. 51-68 ; H. Lammens, *La Syrie, précis historique*, t. I. (Beyrouth, 1921, in-8^o), rapide, mais excellent résumé, par un des érudits les plus compétents ; et les ouvrages sur l'empire byzantin au temps d'Héraclius cités au chap. VIII, en particulier celui de Koulakovsky (voir ci-dessus, p. 112, n. 1) ;

2^o Sur la conquête de la Perse, Noeldeke, *Aufsätze zur persischen Geschichte* (Berlin, 1887, in-8^o), traduit par Wirth sous le titre *Etudes historiques sur la Perse ancienne* (Paris, 1896, in-12) ; Wellhausen, *Skizzen und Vorarbeiten*, t. VI (Berlin, 1899, in-8^o), p. 37-51 et 68-113, étude critique des récits des chroniqueurs ; *Grundriss der iranischen Philologie*, publ. par Geiger et Kuhn, t. II, fasc. 3 (p. 395 à 550) : *Geschichte Irans von den ältesten Zeiten bis zum Ausgang der Sasaniden*, par F. Justi, et fasc. 4 (p. 551 à 604) : *Geschichte Irans in islamitischer Zeit*, par P. Horn (Strasbourg, 1902, in-8^o), solides résumés ; Sykes, *History of Persia*, t. I (Londres, 1915, in-8^o), peu approfondi.

2. Voir ci-dessus, p. 128.

3. Voir ci-dessus, p. 117.

nie politique, avait d'avance prédisposé le peuple à accueillir en libérateurs de nouveaux conquérants.

La situation de l'Empire romain rappelait par bien des côtés celle du royaume sassanide. Malgré la victoire finale, les dures campagnes d'Héraclius avaient épuisé l'armée et vidé le trésor impérial ; la discipline s'était relâchée parmi les troupes ; les généraux avaient pris des habitudes d'indépendance qui les rendaient redoutables au pouvoir central ; enfin, là aussi, les querelles religieuses s'étaient exaspérées, particulièrement en Syrie où Héraclius avait, après ses succès, inauguré une politique intolérante et brutale à l'égard des populations juives et des chrétiens des sectes dissidentes.

Tout cela était plus ou moins connu dans les milieux arabes grâce aux allées et venues des caravanes, et la tentation était forte, pour ces hommes du désert, de se jeter sur ces riches plaines des infidèles du nord, d'aller y ramasser du butin et peut-être — qui sait ? — de les annexer au domaine de l'islam.

Dès avant la disparition du Prophète, les troupes musulmanes avaient pris contact avec les « Romains » de Syrie : en 629 (août-septembre), un premier raid les avait amenées jusqu'à Mouta, au sud-est de la mer Morte ; mais c'était l'époque où Héraclius était en plein triomphe, et ses soldats avaient infligé alors à ceux de Mahomet une défaite assez sanglante pour leur ôter de quelque temps l'envie de recommencer.

Mais, moins de cinq ans plus tard, la situation était transformée, et les Arabes étaient en mesure de prendre leur revanche. Le 4 février 634, à la bataille de Dâthina, non loin de la vallée d'Araba, un groupe d'entre eux, commandé par un nouveau converti, Yazid, frère du futur calife Moavia, s'ouvrait le chemin de la Judée et mettait au pillage le sud de la Palestine, tandis qu'une seconde armée, conduite par Khâlid, venant de la région de l'Euphrate et cheminant à travers le désert syrien, débouchait brusquement près de Damas (24 avril 634), puis, se retournant vers le sud, allait, à cent kilomètres de là, devant Bosra, donner la main à Yazid. Il marchait avec lui à la rencontre des forces réunies en hâte par Théodore, frère de l'empereur Héraclius, les battait en un lieu inconnu, que les chroniqueurs arabes nomment Adjnadaïn¹, au sud-ouest de Jérusalem (30 juillet 634), les contraignait

1. L. Caetani (*Annali dell'Islam*, t. III, p. 30 et suiv.), à la suite de Miednikoff (ouvrage cité p. 133), conjecture qu'il s'agit d'al Djannâba, à quelque 25 kilomètres au sud-ouest de Jérusalem.

à refluer en désordre vers le nord et se jetait résolument à leur poursuite.

Rien ne put dès lors arrêter l'élan des bandes musulmanes. Grisées par la victoire, excitées par l'appât du butin, elles eurent vite fait de bousculer tous les détachements massés de place en place pour s'opposer à leur avance. Dès le mois de mars 635, elles étaient devant Damas, qu'Héraclius essayait en vain de secourir et qui devait leur ouvrir ses portes au bout de six mois de résistance (4 septembre 635) ; très peu de temps après, elles étaient déjà maîtresses d'Emèse (Homs). Les unes après les autres, les villes étaient contraintes de capituler. Seules quelques grandes cités comme Jérusalem et Césarée et un petit nombre de places côtières bien ravitaillées tinrent bon durant des mois, d'aucunes même durant des années.

Au printemps 636, Héraclius fit un grand effort et, à la tête d'une armée puissante, mais composée d'éléments très mêlés, réussit à rentrer un moment à Emèse et à Damas, tandis que Khâlid cédant prudemment du terrain, se repliait vers le sud, afin de mieux ramasser ses forces. Il avait atteint le Yarmouk, à une soixantaine de kilomètres de son confluent avec le Jourdain, quand il fit volte-face, offrit le combat aux troupes impériales, fatiguées de cette longue poursuite en plein été et désorganisées par les rivalités de leurs chefs, enfonça les premières lignes, tailla l'infanterie en pièces, mit la cavalerie en déroute et régla ainsi d'un coup le sort de la Syrie (20 août 636). Les dernières résistances furent vaincues peu à peu : Acre, Tyr, Sidon, Beyrouth, Laodicée cédèrent en 637 ; Jérusalem et Antioche l'année suivante. Césarée, résidence du gouverneur impérial, finit par être prise en 640. Il y avait longtemps, à cette date, que le reste du pays était aux mains des Arabes.

Cependant les frontières de la Perse avaient été franchies. Après avoir pris pied dans l'ancien royaume des Lakhmides¹ sur la rive droite du bas Euphrate, les troupes arabes s'étaient mises dès 633 à organiser de fructueuses razzias de l'autre côté du fleuve. Mais ce fut seulement quand la victoire du Yarmouk eut rendu disponible une partie des soldats de Khâlid que l'attaque fut poussée à fond. En mai ou juin 637 le choc décisif eut lieu. L'armée du roi sassanide, qui avait réussi à forcer le passage de l'Euphrate et à déloger les Arabes de la petite ville

1. Voir p. 88.

de Hira¹, fut mise hors de cause après un combat acharné, livré aux abords du camp de Kâdisîa, à cinquante kilomètres du fleuve, et qui se prolongea plusieurs jours. Décimée, privée de son généralissime, Roustem, qui était tombé au plus fort de la bataille, elle fut rejetée en désordre sur la rive gauche de l'Euphrate, découvrant la route de Ctésiphon, d'où le roi Yezdegerd et sa cour n'eurent bientôt d'autre ressource que de s'enfuir. La capitale des Sassanides dut ouvrir ses portes aux pillards arabes qui s'en donnèrent à cœur joie (juillet 637).

En peu de temps tout l'Irak (l'ancienne Babylonie) fut occupé ; puis, remontant les vallées du Tigre et de l'Euphrate, les soldats du calife se rendirent maîtres de la Mésopotamie entière. Dès 639, ils atteignaient Rakka, sur l'Euphrate ; en 641, sur le Tigre, Mossoul était pris ; après quoi, s'enfonçant dans les montagnes d'Arménie et poussant jusqu'au delà de l'Araxe, ils enlevaient la vieille cité de Doyin, non loin de la ville actuelle d'Erivan (octobre 642).

Au sud, d'autres armées, franchissant le Tigre inférieur et le Chatt-el-Arab, s'emparaient de Chouster, de Suse et de tout le Khouzistan (638-640), occupaient les défilés des monts du Louristan, brisaient dans la plaine de Nehavend (642) les dernières résistances des Perses ; se répandaient alors dans la Médie, dont les villes tombaient une à une : Koum, Kachan, Raï (l'antique Raghès, près de Téhéran), Kazvin, en 643 ; Hamadan et Ispahan, en 644. Au nord-ouest, l'Azerbeïdjan et, au sud-est, le Fars étaient conquis après de longues années de lutte (643-649), tandis que le malheureux roi sassanide, pourchassé de province en province, échouait finalement à Merv, aux confins de l'empire turc, où il devait périr misérablement en 651 sous le poignard d'un assassin.

II. — LA CONQUÊTE DE L'ÉGYPTE ².

Césarée de Syrie n'avait pas encore capitulé que déjà les Arabes avaient traversé l'isthme de Suez et s'étaient lancés à

1. Voir p. 88.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres généraux indiqués p. 131, et en particulier le tome IV des *Annali dell'Islam* de L. Caetani, voir l'important volume de Alfred J. Butler, *The Arab conquest of Egypt and the last thirty years of the Roman dominion* (Oxford, 1902, in-8°) et l'étude récente de E. Amélineau, *La conquête de l'Égypte par les Arabes*, dans la *Revue historique*, t. CXIX (1915), p. 273-310, et t. CXX (1915),

la conquête de l'Égypte, « le grenier du monde », dont l'extraordinaire fertilité et les fabuleuses richesses étaient bien faites pour exciter leurs convoitises.

Plus encore que la Syrie, l'Égypte se trouvait dans un état inquiétant de désorganisation et d'anarchie militaires. Suffisante peut-être en nombre — on l'évalue à 25 ou 30.000 hommes — mais éparpillée, mal entraînée ou pas entraînée du tout, occupée à une foule de besognes étrangères au métier des armes, tiraillée entre des chefs rivaux, sans direction centrale, l'armée d'Égypte ne pouvait opposer une résistance sérieuse à un ennemi résolu. Comme en Syrie enfin, les disputes religieuses avaient aiguisé les haines et tué le sentiment patriotique.

L'invasion débuta en décembre 639 avec de très faibles effectifs : 3.500 ou 4.000 hommes tout au plus, commandés par Amr, un des généraux qui s'étaient déjà le plus distingués sur les champs de bataille de Syrie. Amr manœuvra avec prudence et habileté. La prise de la petite ville côtière de Péluse, au fond de la baie qui porte encore ce nom, le rendit maître dès le début de la route d'Héliopolis ; mais il attendit l'arrivée de renforts pour s'engager à fond. Les adversaires s'abordèrent enfin, en juin 640, près d'Héliopolis, à une dizaine de kilomètres au nord de la ville actuelle du Caire, et la bataille se termina, cette fois encore, par la déroute des impériaux. Vers la fin de 640, les troupes musulmanes entraient dans Babylone d'Égypte (le Vieux-Caire), dont la solide forteresse était obligée de capituler (9 avril 641) après un long blocus.

Toute la basse plaine du Nil tombait alors avec rapidité au pouvoir des envahisseurs. Seule, Alexandrie tint bon quatre ou cinq mois, mais dut céder finalement (17 septembre 642)¹. C'en était fait de l'Égypte entière.

p. 1-25. Sur l'état de l'Égypte à la veille de la conquête, voir Jean Maspero, *L'organisation militaire de l'Égypte byzantine* (Paris, 1912, in-8°, fasc. 201 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études, sciences historiques et philologiques ») ; du même, *Histoire des patriarches d'Alexandrie depuis la mort de l'empereur Anastase jusqu'à la réconciliation des églises jacobites*, 518-616, revue et complétée par Fortescue et Wiet (Paris, 1924, in-8° ; même collection, fasc. 237) ; Germaine Rouillard, *L'administration civile de l'Égypte byzantine* (Paris, 1923, in-8° ; thèse de doctorat).

1. Une légende fameuse veut que, lors de la prise d'Alexandrie, les conquérants aient, sur l'ordre du calife Omar, mis le feu à la riche bibliothèque conservée dans cette ville. Cette légende n'apparaît pas avant le xiii^e siècle. Sur sa formation, voir en dernier lieu L. Caetani, *Annali dell' Islam*, t. VII, p. 119-125 (où sont indiqués les principaux travaux antérieurs à 1914) et Casanova, *L'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie par les Arabes* (Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes rendus, 1923, p. 163-171).

III. — LES CONQUÊTES ARABES EN ASIE MINEURE ET EN ARMÉNIE¹.

Le gouvernement byzantin se montrait chaque jour plus incapable de réagir. La mort de l'empereur Héraclius (641) avait encore accru le désarroi dans les provinces. Les Arabes en vinrent bientôt à considérer l'Asie Mineure comme un immense champ de pillage, où ils pouvaient circuler presque sans obstacles. Pendant un quart de siècle (642-666), chaque année, ou peu s'en faut, leurs bandes la parcoururent en tous sens, s'aventurant sans cesse plus loin dans la direction du nord-ouest : jusqu'en Cappadoce en 642; jusqu'à Amorium dans la Phrygie orientale, en 646; jusqu'à Dorylée et Ancyre (aujourd'hui Angora) en 651 et 653, pendant que, familiarisés déjà avec les choses de la mer, ils venaient piller les côtes de Chypre (648-649 et peut-être 654), imposer tribut aux habitants de l'île, razzier Rhodes (653), la Crète, les îles de la mer Égée (654) et finalement anéantir, sur les côtes de la Lycie, les forces navales byzantines commandées par l'empereur Constant II en personne (654 ou 655).

Au sud-est de l'Anti-Taurus et dans l'« Arménie romaine » (c'est-à-dire comprise dans l'empire byzantin), les troupes du calife ne se contentaient pas de razzier : elles s'installaient à demeure, progressant lentement, mais avec méthode et succès. A elle seule, la conquête de l'« Arménie romaine » — qui, jointe à la « Persarménie » (c'est-à-dire l'Arménie comprise dans le royaume sassanide), allait permettre de reconstituer l'Arménie ethnique — ne demanda pas moins de vingt années de luttes opiniâtres (646-666).

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres généraux indiqués p. 131, particulier les tomes IV et suiv. des *Annali dell'Islam* de L. Caetani, voir J.-B. Bury, *A history of the later Roman Empire*, t. II (Londres, 1899, in-8°); J. Koulakovsky, *Istoriia Vizantii* (en russe), t. III (Kiev, 1915, in-4°), analysé par L. Bréhier, dans le *Journal des savants*, ann. 1917, p. 401-415, 445-453, 498-506; et, pour le détail, les études d'érudition minutieuse de E. W. Brooks, *The Arab in Asia Minor, 641-750, from Arabic sources*, dans le *Journal of Hellenic Studies*, t. XVIII (1898), p. 182-206, et *The campaigns of 716-718 from Arabic sources*, dans le même recueil, t. XIX (1899), p. 19-33, ainsi que celle de J. Wellhausen, *Die Kämpfe der Araber mit den Römern in der Zeit der Umayyiden*, dans les *Nachrichten der K. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen; philologische-historische Klasse*, ann. 1901, p. 414-447. Un rapide résumé de la conquête de l'Arménie figure dans J. de Morgan, *Histoire du peuple arménien depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours* (Paris, 1919, in-8°). Pour la période d'organisation au lendemain de la conquête, voir J. Laurent, *L'Arménie entre Byzance et l'Islam depuis la conquête arabe jusqu'en 886* (Paris, 1919, in-8°, fasc. 117 de la « Bibliothèque des Ecoles d'Athènes et de Rome »).

Le calife eût voulu davantage encore : mis en goût par les résultats obtenus en Syrie et en Asie Mineure, il caressa longtemps l'espoir d'aller détruire sur le Bosphore même la puissance impériale. En 668, ses troupes poussaient une pointe jusqu'à Chalcédoine, un des faubourgs asiatiques de Byzance. Au printemps suivant (669), elles traversaient la mer et tentaient, de Thrace — sans succès d'ailleurs — le siège de Constantinople. En 673, un effort considérable était fait pour triompher de la résistance ennemie : Constantinople était attaquée à la fois par terre et par mer ; tout était mis en œuvre pour s'emparer de la ville coûte que coûte ; mais, au bout de cinq années de blocus, il fallait lâcher prise : le feu grégeois, décimant la flotte arabe, avait fini par rendre intenable la position des assiégeants.

L'Empire romain parut même alors se ressaisir. Pendant une dizaine d'années (683-693), les armées byzantines réussirent à regagner du terrain en Asie Mineure ; les bandes arabes, refoulées vers l'est, furent tenues en respect par une nouvelle ceinture de troupes barbares, notamment des Slaves et des Libanais, transportés jusqu'en Bythinie ou en Pamphylie avec leurs familles ; un moment même l'Arménie fut dégagée. Mais, dès 693, la marche en avant des Arabes reprenait ; l'Arménie retombait sous leur joug ; leurs raids recommençaient dans la direction du Bosphore ; enfin Constantinople était une seconde fois menacée par terre et par mer, du mois d'août 717 au mois d'août 718, et ne devait son salut qu'à l'énergie et au talent militaire d'un nouvel empereur, Léon III l'Isaurien, dont la brillante victoire allait marquer l'arrêt définitif de l'avance arabe en territoire romain.

L'Asie Mineure allait sans doute être encore le théâtre de bien des luttes entre Musulmans et Byzantins ; mais on peut dire qu'au début du huitième siècle la frontière arabe, dans ces parages, est à peu près fixée : avec l'Arménie et ses annexes d'Albanie et de Géorgie, elle englobe, en outre, les territoires situés au sud-est du Taurus cilicien et de l'Anti-Taurus, formant un ensemble compact, qui déjà, par la force des choses, trouve du côté de la Mésopotamie son centre de gravité.

IV. — LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE DU NORD ¹.

Cependant la conquête arabe, arrêtée ainsi vers le nord, se poursuivait simultanément à l'ouest et à l'est.

A l'ouest, la frontière d'Égypte avait été vite dépassée. Alexandrie avait à peine capitulé que déjà quelques détachements arabes venaient prendre possession de la Cyrénaïque (642). L'année suivante, les soldats du calife s'installaient à Tripoli. Un peu plus tard, longeant la mer jusqu'à Gabès, ils allaient, en une nouvelle randonnée de plus de cinq cents kilomètres, enfoncer l'armée du patrice Grégoire dans la plaine de Sbeitla, au cœur de notre Tunisie (647).

Raid audacieux, mais sans lendemain. Bien que l'Afrique byzantine fût à cette date, tout comme l'Égypte et la Syrie quelques années plus tôt, dans un désarroi politique et religieux éminemment favorable aux entreprises des musulmans, ceux-ci n'étaient pas alors en forces suffisantes pour s'aventurer au delà des monts, vers la riche zone côtière de notre Tunisie et de notre Algérie septentrionales. Mais ce n'était que partie remise.

Il fallut néanmoins attendre le dénouement de la grande crise que le jeune empire des califes traversa bientôt, lui aussi — au temps d'Othman et d'Ali² — pour songer à reprendre la marche en avant. En 670, une solide base militaire était enfin établie à Kairouan (« la place d'armes »), dans la steppe tunisienne, et la conquête commençait.

Lente et rude conquête, cette fois : car il fallait compter désormais avec ces tribus berbères, farouches et instables,

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les livres d'ensemble indiqués p. 131, et en particulier les tomes IV et suiv. des *Annali dell'Islam* de L. Caetani, on consultera surtout Ch. Diehl, *L'Afrique byzantine ; histoire de la domination byzantine en Afrique*, 533-709 (Paris, 1896, in-4°) ; Maurice Caudel, *Les premières invasions arabes dans l'Afrique du Nord*, 641-697 (Paris, 1900, in-8°), où les principaux textes sont passés en revue, mais sans méthode et avec une regrettable absence d'esprit critique ; René Basset, *L'Algérie arabe*, dans l'ouvrage collectif intitulé *Histoire de l'Algérie par les monuments* (Paris, 1900, in-8°) et à nouveau dans R. Basset, *Mélanges africains et orientaux* (Paris, 1915, in-8°), p. 1-26 (résumé suggestif). Il n'y a pas grand fond à faire sur les nombreuses histoires de l'Afrique du nord publiées jusqu'à ce jour, pas plus sur celle de H. Fournel (*Les Berbers, étude sur la conquête de l'Afrique par les Arabes*, Paris, 1875-1881, 2 vol. in-8°) que sur celle d'Ernest Mercier (*Histoire de l'Afrique septentrionale depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française*, t. I, Paris, 1888, in-8°), les plus souvent citées : ce sont de simples compilations, dénuées de critique, et l'on se défilera en général de toutes les fausses précisions et de tous les détails pittoresques dont est encombrée une histoire qu'on ne connaît guère que par des récits tardifs et tendancieux.

2. Voir plus loin, p. 156.

que nul, pas même les Romains, n'était parvenu à maîtriser complètement. A mesure que s'était effritée la domination byzantine, elles avaient recouvré leur sauvagerie indépendante, leur vie nationale; et les guerriers musulmans n'allaient pas être longs à s'apercevoir qu'il était plus facile de les battre que de les soumettre.

D'abord cependant tout avait semblé marcher à souhait : fidèles à leur habituelle tactique, les Arabes, évitant les régions côtières et les places fortes, avaient pu, avec une rapidité qui déconcertait les Byzantins, balayer de leur cavalerie la région des plateaux, depuis Kairouan jusqu'à Tlemcen, peut-être même jusqu'à Tanger. On terrorisait l'adversaire, on ramassait du butin et en même temps on élargissait peu à peu autour de Kairouan la zone d'occupation. Mais, en 683, les Berbères réagissent avec violence. Surpris près de Biskra, au retour d'une expédition dans le Maghreb, les Arabes se voient refoulés, non sans de lourdes pertes, vers leur réduit de Kairouan, d'où il leur faut bientôt aussi décampier.

Toute la Berbérie se lève contre eux aux côtés des Byzantins qui se ressaisissent, tandis que, dans l'empire arabe, en proie à une nouvelle crise de régime depuis la mort du calife Yazid (11 novembre 683), la révolution gronde. La Tripolitaine elle-même doit être évacuée, et c'est tout juste si la domination musulmane peut se maintenir en Cyrénaïque.

Pendant quelques années l'islam est hors d'état de prendre sa revanche. Mais, dès que l'autorité du calife est restaurée en Syrie, en Arabie et en Égypte, les défaites de 683 sont effacées : les Arabes rentrent à Kairouan et, se jetant vers l'ouest à la poursuite des Berbères, les mettent en déroute à une centaine de kilomètres de là, du côté de Sbiba (688). Le principal chef berbère, Kosaïla, est tué dans la bataille. Et désormais, changeant de tactique, afin de se débarrasser d'abord des Byzantins, abandonnés par Constantinople et visiblement à bout de souffle, les conquérants progressent méthodiquement vers le nord en direction de Carthage, dont ils s'emparent enfin entre 695 et 697.

Vainement l'usurpateur Léonce, dont la dictature militaire vient d'être établie (695) sur les rives du Bosphore à la place du faible gouvernement de l'empereur Justinien II, tente-t-il par mer un effort suprême pour arracher la capitale africaine des mains de l'ennemi (697-698) ; le dernier mot reste aux Arabes, dont la flotte a tôt fait de détruire les vaisseaux grecs, venus pour apporter du secours. Isolées, découragées,

les garnisons du littoral se rendent une à une. L'« Afrique » byzantine a définitivement vécu.

L'Afrique berbère résistera davantage. La conquête du massif de l'Aurès, où les guerriers musulmans se heurteront à un groupe de tribus fanatisées par une femme — la *Kâhinah* (« la devineresse ») — demandera, en particulier, beaucoup de temps et de peine. Mais, après dix années de luttes incessantes, les Berbères, eux aussi, devront s'avouer vaincus.

De la mer Rouge à l'Atlantique, toute l'Afrique du nord sera annexée à l'empire des califes (709).

V. — LA CONQUÊTE DE L'ESPAGNE¹.

Mais déjà les regards des conquérants et ceux des Berbères, que l'appât du butin avait amenés en masse sous les drapeaux de l'islam, se portaient avec convoitise sur les riches plaines d'Espagne qui, toutes proches, de l'autre côté du détroit, semblaient une proie facile à saisir.

La royauté wisigothique menaçait ruines. On n'entendait plus parler en Espagne que de complots ou d'émeutes, et le septième siècle n'était pas achevé, les Arabes n'étaient même pas encore installés à Carthage, qu'à la cour espagnole on croyait reconnaître déjà dans chaque conspirateur un agent de l'islam : en 694, le roi Egica accusait formellement les juifs devant le concile de Tolède de préparer, de connivence avec les musulmans, la chute du régime. On sentait venir l'orage. Et le fait est qu'en 708 on put voir une flotte arabe croiser au large d'Algésiras et peut-être même tenter une attaque par surprise. Quelques mois plus tard, une révolution éclatait à Tolède : le duc de Bétique, Rodrigue, était proclamé roi au printemps de l'année 710, tandis que le souverain légitime, Achila, s'enfuyait avec ses frères au Maroc, prêt à ouvrir lui-même aux musulmans l'accès de son pays pour tirer vengeance de son rival. Le désordre était à son comble. Les musulmans n'hésitèrent pas à en profiter.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres d'ensemble indiqués p. 131, on consultera surtout R. Dozy, *Histoire des Musulmans d'Espagne jusqu'à la conquête de l'Andalousie par les Almoravides* (Leyde, 1861, 4 vol. petit in-8°), vieilli, mais encore indispensable ; du même, *Recherches sur l'histoire et la littérature de l'Espagne pendant le moyen âge*, 3^e éd. (Leyde, 1881, in-8°), p. 1 à 90 ; *La conquête de l'Espagne par les Arabes* ; E. Saavedra, *Estudio sobre la invasion de los Arabes en Espana* (Madrid, 1892, in-8°), aventureux ; R. Dykes Shaw, *The fall of the Visigothic power in Spain*, dans l'*English historical Review*, t. XXI (1906), p. 209-228, bref récit de la conquête arabe ; F. Codera, *Estudios críticos de historia arabe-espanola* (Saragosse, 1903, in-12).

En 711, probablement vers le début de l'été, une armée de sept mille Berbères, placés sous le commandement d'un des leurs — dont le nom, bientôt célèbre, de Târik, allait rester inséparable du promontoire rocheux que la flotte venait de doubler (le Djebel Târik, dont nous avons fait Gibraltar) — débarquait dans la baie d'Algésiras sans rencontrer de résistance ; puis, empruntant la route du sud qui, par Tarifa et Vejer de la Frontera, joint la baie d'Algésiras à la baie de Cadix, allait bousculer à mi-chemin entre ces deux villes, sur les bords du lac Janda, les troupes que le roi Rodrigue amenait en toute hâte du nord de la péninsule. Cette seule et facile victoire ouvrait aux soldats de Târik la route de Séville, où ils entraient bientôt en trombe ; ils dépassaient Carmona, enfonçaient à nouveau les Wisigoths en avant d'Ecija, enlevaient cette ville, obtenaient au bout de deux mois la reddition de Cordoue et faisaient quelques semaines après leur entrée à Tolède.

La *razzia*, à laquelle seule on avait d'abord sans doute pensé, se transformait ainsi en une conquête foudroyante. Il fallait exploiter le succès. Avisé des magnifiques résultats déjà obtenus, le gouverneur de l'Afrique du nord, Mouça ibn Nouchaïr, prit en personne le commandement d'une armée de renfort. Débarqué en 712, il franchissait la Sierra Morena par la grand'route de Séville à Mérida, mettait le siège devant cette ville, où il finissait par pénétrer après plusieurs mois d'effort (juin 713), se rendait maître de tout le plateau d'Estremadoure et, se jetant à la poursuite des dernières troupes du roi Rodrigue, leur infligeait à l'ouest de Salamanque une nouvelle défaite dont elles ne devaient plus se relever et où le roi Rodrigue semble avoir trouvé la mort (septembre 713). En proclamant peu après, dans les murs même de Tolède, la souveraineté du calife de Damas, Mouça notifiait au monde que l'Espagne, à son tour, était annexée à l'islam.

Et, en effet, contraints de se réfugier dans les montagnes des Asturies, les anciens partisans de Rodrigue laissent désormais le champ libre aux envahisseurs qui, de toutes parts, n'ont cessé de gagner du terrain vers l'ouest, comme vers l'est et vers le nord. Après l'Andalousie, après l'Estremadoure, après la Castille, après les provinces de Grenade et de Murcie, dont la conquête était amorcée dès 711 par la prise de Malaga, l'Aragon, vers 714, et la Catalogne finissent par succomber ; et une dernière poussée, en 719 ou 720, fait tomber aux mains

des Infidèles le Roussillon et le Bas-Languedoc, qui, depuis le cinquième siècle, prolongeaient au nord des Pyrénées le royaume d'Espagne.

VI. — L'INVASION DE LA GAULE¹.

Mais, de Narbonne, la tentation était forte de se glisser dans la riche plaine de Toulouse. La Gaule allait-elle donc connaître, elle aussi, le sort de la péninsule ibérique? Et, en cas d'attaque, serait-elle en mesure de résister? C'était l'époque où la monarchie mérovingienne achevait de mourir². Déchirée entre les factions, exposée aux pires dangers sur toutes ses frontières du nord et de l'est, sans pouvoir central reconnu depuis la disparition, en 715, du maire du palais Pépin de Herstal, le royaume franc eût été perdu sans doute si les conquérants, à bout de souffle, ne s'étaient vu interdire l'accès de la vallée de la Garonne par le duc d'Aquitaine Eude, accouru pour protéger sa ville de Toulouse (720 ou 721).

La force d'expansion de l'islam n'était point cependant brisée encore. Dès 725 les cavaliers musulmans remontaient la vallée du Rhône et, filant droit devant eux, à grande allure, s'en allaient, renversant tous les obstacles, pillant, semant partout l'épouvante, jusqu'en pleine Bourgogne, jusqu'à Autun, qu'ils mettaient à sac le 22 août 725, sans nulle part rencontrer de résistance sérieuse.

Ce n'est encore que la razzia, prélude habituel de la conquête; mais la razzia a été si fructueuse et si aisée qu'une autre se prépare aussitôt dans une nouvelle direction. La route de Carcassonne à Toulouse est barrée; qu'à cela ne tienne: la route de la Gascogne est libre. Dès 732, la cavalerie musulmane, que l'émir d'Espagne Abd al Rhamân a massée à Pampelune, dévale des Pyrénées par le col de Roncevaux, se précipite sur Bordeaux par la grand'route de Dax, force le passage

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres d'ensemble indiqués p. 131, voir M. Reinaud, *Les invasions des Sarrasins en France, et de France en Savoie, en Piémont et dans la Suisse pendant les VIII^e, IX^e et X^e siècles de notre ère* (Paris, 1836, in-8°), vieilli; note de A. Molinier et H. Zotenberg, dans l'*Histoire générale de Languedoc* par Devic et Vaissette, nouv. édition, t. II (Toulouse, 1875, in-4°), p. 549-558; F. Codera, *Narbona, Gerona y Barcelona bajo la dominacion musulmana* dans *Institut d'estudis catalans. Anuari*, ann. 1909-1910, p. 178-202 (discussion de quelques passages de l'ouvrage de Reinaud, années 711-802).

2. Voir ci-dessous, p. 205.

de la Garonne à Bordeaux et s'élance vers le nord en direction de Poitiers et de Tours.

Abd al Rahmân avait compté sans le nouveau souverain de la Gaule, Charles Martel, qui après plusieurs années de luttes, avait su entre temps refaire autour de lui l'unité franque et qui, avec un rare esprit de décision, allait aussitôt parer le coup. Les deux armées adverses se heurtèrent près de Poitiers au mois d'octobre 732. Abd al Rahmân resta sur le terrain et son armée, décimée, n'échappa à une destruction totale que par une retraite rapide.

Les musulmans devaient essayer encore trois ou quatre ans plus tard de recommencer sur le Rhône l'étonnante aventure de 725; ils devaient même réussir quelques heureux coups de mains sur Arles, sur Avignon, sur les villes environnantes; mais les temps étaient changés : refoulés par Charles Martel, battus par lui sur la Berre, au sud de Narbonne, en 737, ils n'oseront plus se risquer bien loin en terre franque; et l'heure sonnera même bientôt où, sous la pression des armées franques, ils devront se résoudre à évacuer le Bas-Languedoc (759) et à se replier au sud des Pyrénées.

Mais qui donc, moins d'un siècle auparavant, eût imaginé que la Gaule deviendrait un jour limitrophe d'un des plus vastes empires que le monde eût jamais connus et tremblerait devant l'épée des maîtres de l'Arabie?

VII. — L'EXPANSION ARABE EN ASIE CENTRALE. LA LUTTE CONTRE LES TURCS ET LES CHINOIS¹.

Arrêtés aux frontières franques, comme sur les rives du Bosphore, les généraux de l'islam gardaient encore en Orient

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres d'ensemble indiqués p. 131, en particulier les tomes VII et suiv. des *Annali dell' Islam* de L. Caetani, on consultera surtout W. Barthold, *Turkestan v'epokhu Mongolskavo nashyestviya* (Saint-Petersbourg, 1898, 2 vol. in-4°, en langue russe); E. Chavannes, *Documents sur les Tou-kiue (Turcs) occidentaux* (Saint-Petersbourg, 1903, in-4°); du même, *Notes additionnelles sur les Tou-kiue occidentaux*, dans la revue *Toung Pao*, t. V (1904), p. 1 à 110; J. Wellhausen, *Das arabische Reich und sein Sturz* (Berlin, 1902, in-8°), chap. VIII, qui relate l'histoire des conquêtes de Transoxiane et Bactriane; H. A. R. Gibb, *The Arab conquests in Central Asia* (Londres, 1923, in-8°, fasc. 2 du « James G. Forlong Fund »), étude critique en 102 pages de tous les textes relatifs aux conquêtes arabes du VIII^e siècle, que complète une étude du même intitulée *The Arab invasion of Kashgar in A. D. 715* dans le *Bulletin of the School of oriental studies; London institution*, t. II (1922), p. 467-474. W. Barthold doit publier prochainement un ouvrage en langue anglaise intitulé *The nomads of Central Asia*.

des possibilités presque indéfinies de conquêtes. Car, à peine avaient-ils achevé la soumission du royaume sassanide, au milieu du septième siècle, qu'ils s'étaient déjà élancés sur les routes mystérieuses de l'Asie centrale et des Indes.

Là-bas aussi, leur arrivée avait coïncidé avec l'écroulement des empires.

Les Turcs, que nous avons laissés vers 565, progressant en vainqueurs depuis les confins de la Chine jusqu'aux abords de la Caspienne¹, et dont le roi ou « khagan » pouvait naguère se vanter d'être obéi « de toute la terre, du plus lointain Levant au plus lointain Couchant », avaient vu leur puissance, un moment formidable, se perdre aussi rapidement dans l'anarchie. D'abord séparés en deux tronçons — Turcs orientaux en Mongolie et Turcs occidentaux au sud-ouest de l'Altaï — ils n'avaient pas tardé à s'émietter en une poussière de tribus rivales, entre lesquelles l'active diplomatie des souverains de la Chine avait su habilement entretenir la discorde.

Les déloger de leurs positions avancées au nord du Khorassan avait été pour les Arabes un jeu d'enfants. Dès 651, la cavalerie musulmane se portait bravement dans la direction de Hérat et de Balkh, où elle réussissait sans grand'peine à planter l'étendard de l'islam (651-652). Entravée quelque temps par la terrible guerre civile qui secoua, nous le verrons, l'empire musulman au lendemain de la mort du calife Othman (656), la conquête reprenait bientôt à travers les âpres défilés de l'Afghanistan, dans la direction de Kaboul, qui était même emporté d'assaut entre 661 et 663 et occupé momentanément.

Au nord, l'Oxus était franchi en 671; trois ans après, le prince turc de Bokhara faisait sa soumission; Samarcande, plusieurs fois atteinte par les avant-gardes arabes à partir de 675-676, était obligée de payer tribut. La razzia s'étendait de plus en plus vers le nord-est, frayant, comme toujours, la voie aux conquêtes véritables.

Retardées durant de longues années par les révoltes incessantes de l'Irak, celles-ci vont se précipitant au début du huitième siècle sous l'habile commandement du grand général Kotaïba, qui, après avoir de 705 à 713 consolidé l'œuvre de ses prédécesseurs, installé l'administration arabe à Bokhara et à Samarcande et enfin conquis toute la vallée inférieure de l'Oxus jusqu'à la mer d'Aral, envahit le Ferghana (713) et

1. Voir ci-dessus, p. 108.

se jette à l'assaut des territoires de l'extrême-occident chinois.

C'était l'instant propice : car la Chine, après un magnifique essor d'un siècle, venait de retomber dans une nouvelle période d'affaissement. Déjà l'époque glorieuse des fondateurs de la dynastie impériale des Tang était oubliée. Issue d'un coup de main militaire (618), cette dynastie s'était longtemps imposée par l'éclat de ses exploits guerriers : les princes Tang n'avaient pas seulement refait l'unité de la Chine proprement dite, au moment où elle semblait prête à s'effondrer sous les coups des Barbares¹, ils avaient été assez adroits ou assez heureux pour rompre le faisceau d'alliances que le chef suprême des Turcs avait su constituer à son profit, pour abattre sa puissance et, finalement, pour ressusciter sur les ruines de son empire d'Asie centrale l'immense domaine colonial chinois qu'au premier siècle de notre ère la politique hardie de Pan Tchao, le grand conquérant, avait valu à leurs prédécesseurs². Les frontières de la Chine avaient pu ainsi être reportées vers le milieu du septième siècle au Kouen Lun et au Pamir, là même, à peu de chose près, où passent encore aujourd'hui les limites du Turkestan chinois.

Mais, fondée sur le prestige militaire de ses premiers chefs, et surtout de l'illustre Taï Tsong (mort en 649), l'autorité de la nouvelle dynastie avait fléchi quand, à la fin du septième siècle, l'empire n'avait plus eu à sa tête qu'un souverain incapable, le faible Tchong Tsong, à la merci de femmes ambitieuses, intrigantes, ou simplement corrompues. Pendant quelques années, la Chine avait alors encore une fois été secouée par de sanglantes révolutions de palais, comme elle en avait tant vues déjà et où s'épuisaient les forces vives du grand empire. A la cour de Si-ngan, deux impératrices venaient d'être assassinées coup sur coup (705 et 710), un empereur venait d'être empoisonné (710), son successeur avait dû abdiquer (712), quand les troupes de Kotaïba, venues du Ferghana, franchirent soudain les passes des hautes montagnes qui protègent vers l'ouest le Turkestan chinois et vinrent surprendre la garnison de Kachgar (714)³.

1. Voir plus haut, p. 106.

2. Nous renvoyons sur ce point au volume précédent de cette collection.

3. M. Gibb, dans ses études sur les conquêtes arabes en Asie centrale (voir p. 145, n. 1), ne croit pas à la réalité de cette attaque contre Kachgar. Ses arguments ne nous ont pas paru décisifs. Quand bien même d'ailleurs Kachgar n'aurait pas été atteint, il n'en resterait pas moins très vraisemblable que Kotaïba avait à ce moment partie liée avec les Tibétains et les Turcs de l'Ili et que son but ultime était de ruiner la domination chinoise au Turkestan oriental.

La route des riches et célèbres oasis de l'antique « Sérinde », avec leurs beaux jardins et leurs vignobles, formant une couronne de verdure autour des âpres solitudes du Gobi, s'ouvrait devant l'armée victorieuse du conquérant arabe. Seul, sans doute, il ne pouvait guère songer à aller en déloger les troupes chinoises ; mais, pour tous les ennemis-nés de la Chine, pour toutes les tribus soumises, malgré elles, au joug odieux des souverains de Si-ngan, l'arrivée des Arabes — peut-être prévue, peut-être même préparée de longue date —, c'était enfin l'occasion attendue de la révolte et de l'attaque en masse. Comme à point nommé, tandis que Kachgar tombe au pouvoir des musulmans, les Tibétains dévalent de leurs plateaux vers Khotan et Yarkend et les tribus turques de la haute vallée de l'Ili se jettent sur Koutcha. Attaqué ainsi par tous les bouts à la fois, le Turkestan chinois semble devoir succomber.

Mais déjà l'effort arabe est arrêté. Entraîné dans la lutte des partis politiques et religieux de son propre pays, Kotaïba périt assassiné (715). En même temps, la Chine se ressaisit : sous le gouvernement d'un nouvel empereur, jeune et entreprenant — ce Ming Houang tant vanté des poètes de Si-ngan au huitième siècle — elle reprend l'offensive, refoule Turcs, Tibétains et Arabes, ameute contre ces derniers les populations de Samarcande, de Bokhara, de Balkh, envoie ses généraux leur tendre la main au delà des monts et occuper Tachkend (750), d'où ils pourront ensuite, on l'espère, venir arracher aux musulmans tous ces pays de « Transoxiane » — entre Oxus et Iaxarte — qu'ils ont eu tant de peine à conquérir pièce à pièce... Mais, sur les derrières de l'armée chinoise, voici qu'éclate brusquement une nouvelle révolte des Turcs de l'Ili et du Balkach, qui accourent du nord, tandis que les troupes arabes s'avancent du sud pour surprendre l'ennemi isolé et à la recherche d'une issue. Le choc a lieu en juillet 751 sur les bords de la rivière Talas, à mi-chemin entre Tachkend et le Balkach. La Chine est vaincue ; son armée est décimée¹.

C'est sur cette victoire du Talas que s'achève, en Asie centrale, l'œuvre de conquête des musulmans. Entre les deux forces voisines et rivales — force chinoise, force arabe — l'équilibre est maintenant à peu près établi. De part et d'autre,

1. On prétend que l'introduction dans le monde arabe du papier, jusqu'alors fabriqué exclusivement en Chine, date de cette bataille : les prisonniers chinois faits sur le Talas en auraient divulgué le secret à leurs vainqueurs.

l'effort maximum a été fourni et, ni d'un côté ni de l'autre, on ne sera plus en état de le renouveler. La Chine, au lendemain de sa vigoureuse offensive dans le Turkestan, apparaît épuisée, et la seconde moitié du huitième siècle est pour elle une période de révoltes intérieures et de désastres sans nom. Mais l'empire des califes, en pleine révolution au moment même où se livre la bataille du Talas, va, sous les premiers Abbassides, traverser, lui aussi, une période de troubles incessants peu favorables aux entreprises de large envergure d'un Kotaïba. L'œuvre de ce grand conquérant lui survivra du moins : installées entre l'Afghanistan et le Tian-Chan, solidement établies à Balkh et à Samarcande, les armées du calife tenaient à leur discrétion tout le Turkestan occidental et commandaient les défilés du Pamir.

VIII. — LES CONQUÊTES ARABES AUX INDES¹.

Plus au sud enfin, par delà les montagnes de l'Afghanistan et du Balouchistan, elles étaient parvenues à s'introduire et à se fixer dans la vallée de l'Indus sur plus d'un millier de kilomètres de long, depuis le Pandjab jusqu'à la mer d'Oman, triomphant de tous les obstacles avec une rapidité foudroyante.

Car l'Inde septentrionale, à l'époque où ils s'attaquaient à elle, venait une fois encore de rentrer dans le chaos. Selon le balancement habituel de son histoire, l'ère de splendeur et d'unification de l'empire « Goupta »², suivie d'une ère d'émiettement et d'effroyables catastrophes sous la pression des barbares Huns et Turcs au sixième siècle, avait fait place, durant le septième, à une nouvelle ère de prospérité et de cohésion, suivie elle-même presque aussitôt d'un nouvel effondrement. Le dernier grand « rassembleur » de territoires avait été l'entreprenant Harcha Vardhana qui, de simple raja de Thaneshwar (à cent cinquante kilomètres au nord-ouest de Delhi) qu'il était lors de son avènement, en 606, était arrivé en quarante ans à refaire à son profit un immense et brillant empire, groupant, face aux Barbares, à peu près tous les royaumes compris entre l'Himalaya et les

1. Outre les ouvrages généraux indiqués p. 131, n. 1, voir Vincent Smith, *The early history of India from 600 B. C. to the Muhammedan conquest*, 3^e éd. (Oxford, 1914, in-8°), qui comprend la période des premières conquêtes musulmanes ; du même, *The Oxford history of India from the earliest times to the end of 1911* (Oxford, 1919, in-12), excellent manuel de plus de 800 pages.

2. Voir plus haut, p. 107.

La conquête arabe

monts Vindhya, les bouches du Gange et la presqu'île de Katia-war, tandis que, sur ses flancs, à l'ouest, les principautés du Cachemir, du Pandjab et du Sind s'organisaient en trois vastes États donnant l'illusion de la solidité.

Mais, au lendemain de la mort de Harcha (646 ou 647), ces beaux empires, travaillés par la discorde, s'étaient écroulés comme des châteaux de cartes. Les Arabes en savaient la faiblesse : entre 664 et 667, ils y avaient déjà exécuté — de Kaboul, où ils venaient alors d'entrer, et du Mekran (au sud-est de la Perse) par les côtes de la mer d'Oman — quelques raids heureux. Aussi, à peine surmontée la crise qui longtemps mit dans l'Irak et la Perse la domination des califes en danger, les troupes musulmanes, conduites par Mohammed ibn Kasim, envahissaient-elles résolument la région des bouches de l'Indus (711) et, en une seule rencontre, mettaient hors de combat la principale armée du roi de Sind (712). Puis elles remontaient la vallée du fleuve, brisant les résistances, prenant villes sur villes, se frayant victorieusement un chemin vers le nord, pour aboutir à Moultan, dont elles s'emparaient et d'où elles maîtrisaient une grande partie du Pandjab.

Raid merveilleux, qui se transformait en une conquête durable, à laquelle un avenir — encore éloigné, il est vrai — réservait de magnifiques développements.

Ainsi s'achevait le premier cycle des conquêtes, qu'il est commode d'appeler conquêtes « arabes », quoique, à vrai dire, dans les armées des généraux musulmans, l'élément proprement arabe ait été de plus en plus réduit. Cette façon de parler n'est pas seulement commode : elle traduit mieux que toute autre l'impression ressentie par les contemporains à la vue de cette marée montante, partie du fond de l'Arabie et qui, poussée chaque jour plus loin avec une continuité terrifiante, finit, en moins d'un siècle, par atteindre l'Espagne, le Turkestan et l'Inde et par menacer la Gaule, la Thrace et la Chine.

Conquêtes bien superficielles sans doute — nous l'observerons en étudiant l'organisation de l'empire des califes — mais conquêtes tout de même, qui avaient pour résultat indéniable d'implanter partout avec elles à la longue la religion de l'islam et d'inspirer au loin la terreur du nom arabe, ou, pour parler comme les Occidentaux de ce temps, la terreur du nom « sarra-sin ».

CHAPITRE XI

L'ÉTAT ARABE

SOUS LES PREMIERS CALIFES (632-750) ¹

Conquérir était bien ; mais il restait à organiser la conquête. Tâche d'autant plus lourde que les pays dont les armées musulmanes s'étaient emparées en un siècle d'efforts étaient souvent séparés les uns des autres par un long passé de mœurs et de traditions divergentes. Pour les amener à se fondre dans l'unité d'un vaste empire, il eût fallu avoir un programme positif à appliquer. Or Mahomet et ses successeurs, en se lançant avec leurs soldats à travers le monde, n'avaient d'abord eu d'autre idée que de ramasser du butin ; et quand, peu à peu, la razzia avait fait place à un établissement durable, ils s'étaient trouvés pris au dépourvu.

Demeurés, malgré l'islam, individualistes et indisciplinés, les Arabes n'étaient guère qualifiés pour commander aux peuples étrangers : avant de gouverner autrui, il eût été bon de se gouverner soi-même. L'apparition du Prophète avait pu un moment rapprocher les Bédouins les uns des autres et leur faire oublier leurs discordes ; mais Mahomet ne s'était imposé à eux comme chef d'État que parce qu'il était le représentant de Dieu sur la terre. Le jour où il avait disparu, on était retombé dans le chaos.

Il s'en fallut de peu alors que l'État arabe ne rentrât dans le néant et que l'islam, avec lui, ne terminât presque aussitôt sa courte carrière. Mais les conquêtes mêmes qui, au début, allèrent se poursuivant à vive allure, apportant avec elles de larges profits, permirent d'éviter la catastrophe, tandis que, par une lente, mais profonde transformation, la communauté religieuse des premiers temps se muait en une communauté poli-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — En dehors des ouvrages généraux de Huart, Weil, Müller, Muir, Caetani, etc., indiqués en tête du chapitre précédent, p. 131, n. 1, le seul livre d'ensemble à signaler pour cette période est le suggestif résumé de J. Wellhausen, *Das arabische Reich und sein Sturz* (Berlin, 1902, in-8°).

tique, de contours assez indécis pour ne pas trop effaroucher les peu malléables Bédouins.

I. — L'ÉTAT ARABE SOUS ABOU BAKR (632-634) ¹.

Les trente années qui suivent la mort du Prophète, sont, dans l'histoire de l'État arabe, la période la plus critique.

Jusqu'alors on avait vécu sous un régime purement patriarcal : celui de la primitive communauté de Médine, élargie peu à peu, à mesure que la voix du Prophète avait elle-même porté plus loin. Parlant au nom de Dieu, le Prophète avait pu gouverner et légiférer à sa guise, certain de pouvoir toujours disposer, en cas de besoin, d'une révélation du Tout-Puissant pour justifier sa conduite et réduire les mécontents au silence. Les ressources nécessaires à la vie de l'État étaient fournies par le butin, dont il s'était réservé le cinquième, et par l'« aumône », dont le Coran avait fait une obligation, au moins morale, à tout vrai musulman. Pas de comptabilité ni d'administration financière : la totalité des sommes encaissées était, sans réserve, à la discrétion du mandataire d'Allah. Pas de conseils de gouvernement : Mahomet prenait l'avis de qui il lui plaisait et quand il lui plaisait.

Mais, le Prophète mort, la question du régime s'était aussitôt posée. Pour les Arabes, habitués à choisir les plus dignes comme chefs de leurs tribus, sans se préoccuper d'hérédité, point de doute qu'il ne fallût confier le pouvoir souverain à celui qui représenterait le mieux la pensée du fondateur, même s'il n'avait avec lui aucun lien de parenté, d'autant que Mahomet n'avait laissé qu'une fille, Fatima, dont le mari était le gros et indolent Ali et dont les enfants étaient encore en bas-âge. L'on eût pu néanmoins discuter longtemps sur le choix à faire, si l'un des plus anciens « compagnons » de l'Hégire, le mecquois Abou

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Les *Annali dell' Islam* de L. Caetani (citées p. 131, n. 1), t. III à VIII (dernier volume paru) ont entièrement renouvelé l'histoire des califats d'Abou Bakr, d'Omar et d'Othman ; mais l'œuvre est prolixue et les conclusions gagneraient à être ramassées dans un livre d'ensemble sur cette période. L'histoire traditionnelle des quatre premiers califes — que la critique contemporaine a quelque peu bousculée — est résumée dans les ouvrages de Müller, Muir, Huart, indiqués p. 131, n. 1.

Sur l'avènement d'Abou Bakr, voir les conjectures ingénieuses du P. Lammens, *Le « triumvirat » Abou Bakr, Omar et Abou Obaida*, dans les *Mélanges de la Faculté orientale* publiés par l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, t. IV (1910), p. 113-144 ; sur la personnalité d'Abou Bakr, voir Eduard Sachau, *Der erste Chalife Abu Bekr ; ein Charakterstudie*, dans les *Sitzungsberichte der K. Preussischen Akademie der Wissenschaften*, ann. 1903, p. 16 à 37.

Bakr, père d'Aïcha — celle des épouses de Mahomet chez laquelle celui-ci avait rendu l'âme —, n'avait réussi à se faire déléguer quelques jours auparavant à la présidence de la prière publique quand l'apôtre était moribond, puis, en jouant de ce précédent, à enlever par surprise, au lendemain de sa mort, l'adhésion des notables de Médine, irrésolus et désarmés.

Le tout était de savoir de quelle autorité Abou Bakr pourrait disposer ; car la disparition du Prophète avait sapé les bases mêmes de l'État. On s'en tira en supposant que la volonté du Prophète survivait à son corps et que les chefs que se donnerait désormais la communauté ne seraient que les interprètes et les « califes » (car ce fut le titre que prit Abou Bakr), autrement dit les « vicaires » de celui qui, dix années durant, avait été lui-même l'interprète de Dieu. Mais n'était-il pas à craindre, étant donné surtout le peu de cohésion des éléments dont était formé le jeune État arabe, qu'à chaque décès d'un de ces « vicaires » un conflit n'éclatât touchant le choix de l'interprète le plus qualifié de la pensée de Mahomet ? Et ne pouvait-on redouter, par surcroît, que l'autorité du souverain élu ne vînt un jour à être discutée, voire rejetée, sous prétexte de désaccord avec les règles posées dans le Coran ?

En fait, la légitimité du pouvoir d'Abou Bakr fut vivement contestée dans l'Arabie entière, et il fallut plusieurs mois de luttes pour réduire les dissidents et écarter les faux prophètes ou les prétendants qui pullulaient ; et quand le premier calife mourut, au bout de deux ans seulement de règne (23 août 634), l'avenir eût été des plus sombre si, par bonheur, la communauté n'avait eu à sa disposition un homme tout désigné pour le remplacer en la personne d'Omar, le fils d'un marchand de la Mecque et l'un des plus énergiques « compagnons » de l'Hégire. Bien qu'il se fût effacé en 632 devant son aîné Abou Bakr, dont il avait même contribué à assurer le succès, il n'en avait pas moins pris depuis lors une influence prépondérante dans les conseils du gouvernement. L'esprit net, sans l'ombre de mysticisme, prompt à trouver une solution aux difficultés de la vie courante, autoritaire jusqu'à la brutalité, il n'avait rien de ce qu'il faut pour attirer les sympathies et séduire les foules ; mais il était devenu l'homme indispensable, et en recommandant, au moment de mourir, de lui confier le pouvoir suprême, Abou Bakr savait répondre par avance aux vœux des électeurs.

II. — L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ARABE SOUS OMAR (634-644) ¹.

S'il manquait de souplesse et peut-être de largeur de vues, Omar était un réalisateur. En dix ans de règne (août 634-novembre 644), il sut enfin donner à l'État arabe une base solide, tout en faisant face avec sang-froid aux problèmes redoutables que posaient, de jour en jour plus nombreux, les conquêtes précipitées de ses généraux en Syrie, en Perse, en Arménie, en Égypte, en Afrique.

Pas un instant il ne semble avoir songé à couler dans un même moule tous ces immenses territoires arrachés brusquement à la domination byzantine ou persane : s'il s'appliqua à doter l'Arabie proprement dite d'un commencement d'organisation administrative, il eut la sagesse de ne pas toucher aux rouages — d'ailleurs différents d'un pays à l'autre — que ses généraux trouvaient en plein fonctionnement dans chacune des provinces où ils s'installaient en vainqueurs. Partout ceux-ci reçurent pour instructions de s'en tenir au régime de l'occupation militaire et de garder intacte la machine administrative établie par les souverains auxquels la domination arabe était substituée. Ordre était donné de laisser en service les anciens fonctionnaires de l'administration civile locale, spécialement ceux qui étaient chargés de la répartition et du recouvrement des impôts, perçus désormais au profit des nouveaux maîtres. En outre, par mesure de prudence, les généraux préposés au gouvernement des provinces devaient éviter l'éparpillement des troupes d'occupation et fonder, loin des villes indigènes, de véritables cités militaires (telles que Koufa ou Basra en Perse, ou Fostat en Égypte), où des familles arabes seraient invitées à élire domicile, afin de préparer l'islamisation du territoire. Ce programme, que l'on ne trouve nulle part formulé, mais dont les documents permettent de suivre l'application systématique d'un bout à l'autre de l'empire arabe, n'était évidemment qu'un programme d'attente, mais un programme rationnel et prudent.

A l'égard des Arabes, la politique d'Omar fut empreinte du

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir la n. 1 de la p. 152 et ajouter l'étude de Eduard Sachau, *Ueber den zweiten Chalifen Omar : ein Charakterbild aus der ältesten Geschichte des Islams*, dans les *Sitzungsberichte der K. Preussischen Akademie der Wissenschaften*, ann. 1902. — Les volumes des *Annali dell' Islam* de L. Caetani à consulter sont les tomes III à V.

même caractère positif et pratique. Comme il fallait à tout prix éviter l'émiettement de la communauté islamique et que la fragilité du lien religieux depuis la mort du Prophète n'était que trop évidente, Omar imagina un autre lien moins immatériel : la *pension*, qui transforma les Arabes en une armée de fonctionnaires à la solde du calife. Le principe en était simple : le musulman valide n'était qu'un soldat au service de la sainte cause ; par les armes ou, à défaut de son concours militaire, par l'intelligence, il se devait sans réserve à l'œuvre d'expansion de l'islam. Il était donc juste qu'il fût libéré du souci de la vie quotidienne ; et, puisque les conquêtes mettaient à la disposition du gouvernement le produit des impôts levés dans les nouvelles provinces, ainsi que les revenus plantureux des beaux domaines, en plein rendement, enlevés aux empereurs byzantins ou aux rois sassanides et, par surcroît, suivant une proportion établie par Mahomet lui-même, le cinquième de l'interminable butin de guerre, le calife n'avait qu'à puiser dans ses caisses, toujours bien garnies, pour dédommager de leurs peines les loyaux serviteurs de l'État et leur assurer, à titre de solde ou de pension régulière, le moyen de vivre dorénavant à l'abri du besoin.

Ce système — simple sans doute, mais simple à l'excès — pouvait devenir dangereux à la longue, en risquant de déshabituer les Arabes de l'effort et d'en faire une cohue d'oisifs émarquant au budget de l'État ; il supposait, en tout cas, que la progression arabe ne serait jamais enrayée et que les bonnes aubaines dues aux premières conquêtes se renouvelleraient éternellement, comme par miracle ; mais, jusqu'à nouvel ordre, il avait l'avantage de mettre les Arabes les plus remuants à la discrétion du calife, grand maître des libéralités et resté libre de tarifier à sa guise les services rendus.

Pour compléter ces réformes, qui toutes tendaient à muer en des réalités concrètes, voire même un peu grossières, les beaux rêves du fondateur de l'islam, Omar s'appliqua à doter l'État arabe d'une comptabilité régulière, à l'instar de celle que possédaient les Byzantins et les Persans. On lui attribue, non sans raisons sérieuses, la création des registres ou « divans », dans lesquels étaient régulièrement consignées et classées les recettes et les dépenses publiques, ainsi que les pièces comptables permettant d'en assurer la vérification ; et sa conduite prouve qu'il se préoccupa, en effet, au plus haut point d'assurer à l'État une solide armature financière.

Mais cette politique, qui faisait du calife le suprême dispen-

sateur des pensions et lui laissait le soin d'en fixer le taux, n'était, à tout prendre, qu'un régime de bon plaisir et de favoritisme. Elle ne pouvait manquer de susciter bien des jalousies, bien des rancunes. Un jour vint où les mécontents, qui s'agitaient dans l'ombre, armèrent le bras d'un esclave exalté, et Omar tomba victime de leur complot (novembre 644).

III. — LE CALIFAT D'OTHMAN (644-656) ¹.

C'était à nouveau le chaos ; mais le régime même n'était plus sérieusement en cause : il fallait un calife, ne fût-ce que pour distribuer des pensions. Restait à savoir qui les électeurs préféreraient. On finit par se mettre d'accord pour choisir un des émigrés de la Mecque qui donnait le moins d'ombrage à tous les partis, le bon Othman, de la famille des Omayyades, un brave homme, malléable et médiocre, qui avait jadis attendu avec prudence que le succès de Mahomet fût bien assuré pour venir s'installer à Médine et se rallier à l'islam.

Une fois en place, il ne songea qu'à se laisser vivre paisiblement en tirant pour lui-même et ses amis le meilleur parti possible de la haute dignité dont ses compatriotes l'avaient investi. Mais cette conception épicurienne de l'existence ne résista par longtemps à l'épreuve des faits. Car, à peine Othman avait-il pris possession du pouvoir, que l'insuffisance de l'organisation imaginée par Omar éclatait aux yeux. Aux premières et foudroyantes conquêtes du début avaient succédé des campagnes de plus en plus lentes, de plus en plus pénibles : le butin allait diminuant et le gouvernement du calife ne pouvait plus escompter de ce chef que des « rentrées » médiocres. En outre, las d'être exploités, les peuples soumis commençaient à se tourner en nombre croissant vers l'islam, moins par conviction que par désir d'échapper aux impôts et de s'enrôler, en qualité de musulmans, dans l'armée des pensionnés de l'État. D'où un déséquilibre inquiétant, et chaque jour aggravé, entre les recettes du trésor et les dépenses auxquelles on avait à faire face. Il eût fallu prendre des mesures énergiques pour enrayer le mal : non seulement Othman s'abstint, mais il laissa mettre au pillage les caisses des gouverneurs de provinces et, donnant lui-même le mauvais exemple, puisa

1. OUVRAGES A CONSULTER — Voir la n. 1 de la p. 152. Les volumes des *Annali dell' Islam* de L. Caetani qui se rapportent au califat d'Othman sont les tomes V à VIII.

sans compter dans la caisse centrale afin de satisfaire les convoitises des siens.

D'autre part, le régime d'occupation militaire et d'exploitation des provinces conquises, tel que l'avait institué Omar, avait fait son temps. Quoiqu'en partie déjà arabisées par l'afflux des colons venus de la péninsule et par la conversion des indigènes à l'islamisme, ces provinces continuaient à ne jouer d'autre rôle que celui de bonnes « chamelles laitières », que des gouverneurs envoyés de Médine devaient traire soigneusement au profit du souverain. De leur entretien, du bien-être de leurs habitants, on n'avait cure. Les Bédouins installés là-bas et auxquels le ralentissement des guerres faisait des loisirs, n'étaient pas les derniers à s'insurger contre un pareil traitement.

Leur mécontentement croissait de jour en jour, à mesure que les embarras financiers, parmi lesquels le gouvernement du calife commençait à se débattre, entraînaient des retards de plus en plus grands dans le paiement des pensions. On se plaignait que le calife détournât pour ses plaisirs l'argent de la communauté, la « part du combattant » ; et l'impopularité des gouverneurs, qu'on accusait de dépouiller les provinciaux au bénéfice de leur maître, fut bientôt telle qu'en diverses régions, surtout en Perse et en Égypte, l'on se souleva contre eux, on exigea leur rappel ou bien on les expulsa par la force. Et comme ce n'étaient pas toujours les meilleurs éléments de la population qui formaient la masse des colons établis dans les provinces, le désordre prit vite des proportions alarmantes.

L'agitation, entretenue par les adversaires d'Othman, et en particulier par un petit groupe d'anciens « compagnons » de l'Hégire, qui espéraient bien profiter d'une nouvelle révolution, se colorait de motifs pieux. On contestait les droits du calife ; on le représentait comme un contempteur de la pure doctrine islamique ; et, en maint endroit, entre autres dans les colonies arabes de Koufa, sur l'Euphrate, et de Fostat (le Vieux-Caire), sur le Nil, on faisait secrètement, mais activement, campagne pour Ali, le gendre du Prophète, tenu à l'écart depuis vingt ans contre toute justice, disait-on, alors qu'il était le seul vrai dépositaire de la sainte tradition. A Koufa, en juin 655, on refusa l'entrée de la ville au gouverneur Saïd, qui revenait de la Mecque, où il avait été accompagner le calife pour le pèlerinage annuel ; et la révolte qui menaçait ne fut enrayée que parce que Othman capitula aussitôt en acceptant de substituer à Saïd un personnage dont les habitants réclamaient la nomination.

Mais en Égypte le gouvernement fut vite débordé. Dès la fin de l'année 655, il avait cessé d'y être maître de la situation ; et en avril 656, comme à Koufa quelques mois avant, les représentants du calife se voyaient interdire l'entrée de la province. C'était la révolte ouverte, et les meneurs ne cachaient pas leur intention d'aller eux-mêmes à Médine mettre de l'ordre dans la maison. Un groupe compact et turbulent ne tardait pas, en effet, à marcher sur la capitale et, avec la complicité des partisans d'Ali, arrachait sans peine de magnifiques promesses — lesquelles ? on ne le sait pas au juste — au faible calife, qui, incapable sans doute de mesurer l'étendue du danger, s'empressa de les violer dès qu'ils eurent tourné les talons. La riposte ne se fit pas attendre : le 17 juin 656, il était égorgé par une poignée d'émeutiers, qui avaient fait irruption dans sa demeure.

IV. — LE CALIFAT D'ALI (656-661) ¹.

Le jour même du meurtre d'Othman ou le lendemain, Ali était proclamé calife dans la mosquée de Médine. Mais il apparut aussitôt qu'après avoir, consciemment ou non, travaillé pour lui, beaucoup de gens ne songeaient, le succès venu, qu'à lui rendre impraticable l'exercice du pouvoir. Ce gendre du Prophète, dont naguère on prônait les mérites, était maintenant considéré comme indigne de gouverner. Quelques-uns de ceux qui s'étaient le plus compromis dans la révolution se détachaient du « régicide » avec dégoût, déclaraient le séjour de Médine intenable et, quittant la ville souillée par le meurtre d'Othman — transformé tout à coup, d'une façon au moins imprévue, en un martyr de la foi — s'empressaient d'aller se grouper autour d'Aïcha, la veuve du Prophète. C'était elle qui devenait aux yeux des « purs » l'arbitre de la situation ; Ali n'était que le génie du mal.

L'empire arabe semblait fini. De Médine, Ali n'exerçait aucune autorité réelle. La Syrie lui échappait totalement : fidèle à son gouverneur, Moavia, cousin du calife Othman, elle refusait, à sa suite, de pactiser avec les « assassins » et réclamait

1. OUVRAGES A CONSULTER. — En dehors des ouvrages généraux de Huart, Müller, Muir, indiqués p. 131, n. 1, voir surtout le livre de J. Wellhausen, cité en tête de ce chapitre, et les belles *Études sur le règne du calife omayyade Moawia I^{er}* du P. Lammens dans les *Mélanges de la Faculté orientale* publiés par l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, t. I (1906), p. 1 à 108 ; II (1907), p. 1 à 172 ; III (1908), p. 145 à 312 ; et à part, Beyrouth, 1908, in-8° (avec addition d'un index).

vengeance. Aux confins des pays persans, la colonie arabe de Basra, sur le Chatt-el-Arab, se déclarait contre lui. La Mecque était hostile ; d'autres parties de l'Arabie peu sûres, et d'Égypte même, il ne semble pas qu'aucun concours actif soit venu. Ali tenta de réagir contre l'anarchie et l'émiettement, en se transportant à Koufa parmi ses partisans les plus dévoués. Peine perdue. Il réussit bien à vaincre près de Basra, à la bataille dite « du Chameau » (9 décembre 656), les dissidents groupés autour d'Aïcha, ce qui lui assura la maîtrise de l'Irak ; mais, en s'enfermant dans cette province, il s'isola et laissa dans les pays vraiment arabes le champ libre à ses adversaires, au premier rang desquels figurait désormais l'énergique et habile gouverneur de Syrie, le vengeur d'Othman : l'irréductible Moavia.

Les intentions de ce dernier se précisaient peu à peu. Des l'été 657, il marchait en forces vers l'Euphrate et, le 26 juillet, venait se heurter aux troupes d'Ali dans la plaine déserte de Siffin, sur la rive droite du fleuve, à quelques lieues de Rakka. Bataille très disputée et qui eût peut-être tourné à l'avantage d'Ali, si ses partisans, dont l'ardeur commençait à fléchir, ne l'avaient forcé à interrompre la lutte et à accepter l'idée d'une conférence où serait tiré au clair le rôle joué par chacun dans le drame qui avait coûté la vie au malheureux Othman : ce qui revenait à admettre, somme toute, que les conditions dans lesquelles le nouveau calife avait été élu et, par suite, son élection même, pourraient être discutées. Ali le comprit et crut pouvoir encore parer le coup en rusant. Il ne réussit qu'à retarder l'heure décisive, mais en achevant de mettre les apparences contre lui, et lorsqu'enfin il se vit acculé à la conférence, son isolement moral était tel que sa cause était d'avance perdue.

La réunion eut lieu à Adroh, non loin de l'antique Pétra, dans le voisinage de la frontière méridionale de la province syrienne, d'où Moavia pouvait sans peine mener l'intrigue. Comme il était à prévoir, les plénipotentiaires, circonvenus avec adresse par lui, furent amenés à prononcer une condamnation en règle d'Ali et à proclamer solennellement sa déchéance (janvier 658).

C'était bien le résultat escompté : Moavia n'avait plus qu'à tirer les conséquences d'une victoire diplomatique qui lui donnait le beau rôle. Il le fit sans précipitation, achevant lentement, mais avec méthode, d'isoler son adversaire et de s'assurer, par son apparente correction, l'appui bienveillant des vrais

musulmans. L'Égypte, entre autres, où il avait eu l'habileté, aussitôt après Adroh, de dépêcher Amr, l'ancien conquérant de la province, gagné à sa cause, ne tarda pas à se rallier tout entière à lui. Enfin, quand il vit les défections se multiplier autour d'Ali et qu'il fut bien sûr d'être soutenu partout, il franchit le pas décisif et se fit proclamer calife à Jérusalem, au mois de juillet 660.

Ali ne devait guère survivre à ce coup : six mois plus tard, (24 janvier 661), il était tué par un fanatique à la sortie de la mosquée de Koufa.

V. — L'EMPIRE ARABE SOUS LA DYNASTIE OMAYADE. LES PRINCIPES NOUVEAUX¹.

Pour la première fois depuis la mort du Prophète, le califat se trouvait confié à des mains expertes. Membre de la vieille famille mecquoise des Omayyades (ou descendants d'Omayy), Moavia avait, en effet acquis, dans son gouvernement de Syrie, une longue pratique des affaires. Nommé à ce poste de choix dès 639, au lendemain de la conquête, et resté depuis lors sans discontinuer en fonctions, il s'était ainsi trouvé depuis vingt

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Sur les Omayyades, l'ouvrage fondamental, quoiqu'il soit d'une lecture pénible, est celui de J. Wellhausen, *Das arabische Reich und sein Sturz* (Berlin, 1902, in-8°), qui embrasse l'ensemble de la période. Depuis lors ont paru les études critiques si pittoresques du P. Lammens, parmi lesquelles nous retiendrons ici les *Études sur le règne du calife omayyade Moawia I^{er}*, citée plus haut, p. 158, n. 1 ; *Le califat de Yazid I^{er}*, dans les *Mélanges de la Faculté orientale*, publiés par l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, t. IV (1910), p. 233-312 ; t. V, fasc. 1 (1911), p. 79-267 ; t. V, fasc. 2 (1912), p. 588-724 ; t. VI (1913), p. 401-492 ; t. VII (1914-1921), p. 211-241 ; et à part, Beyrouth, 1921, in-8° ; *Moawia II ou le dernier des Sofianides*, dans la *Rivista degli studi orientali*, t. VII (1916), p. 1 à 49 ; *Ziad ibn Abihi, vice-roi de l'Iraq, lieutenant de Moawia I^{er}*, dans la même revue, t. IV (1911-1912), p. 1-45, 199-250, 653-693 ; et à part. Le même érudit a donné un clair résumé de l'histoire des Omayyades au tome I^{er} de son histoire de Syrie : *La Syrie, précis historique* (Beyrouth, 1921, 2 vol. in-8°). M. J. Périar a écrit (sans pouvoir encore, malheureusement, utiliser les travaux de Wellhausen et du P. Lammens) une consciencieuse et intéressante biographie du plus célèbre gouverneur de l'Irak au temps des Omayyades : *Vie d'al-Haldjdadj ibn Yousof d'après les sources arabes* (Paris, 1904, in-8° ; fasc. 151 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences historiques et philologiques »). — Il n'y a plus pour la période omayyade grand fond à faire sur la plupart des travaux antérieurs à ceux de Wellhausen et du P. Lammens, et l'on fera bien, en particulier, de se méfier des conclusions aventureuses d'Alfred von Kremer, *Culturgeschichte des Orientes unter den Chalifen* (Vienne, 1875-1877, 2 vol., in-8°), que trop d'historiens jusqu'à Wellhausen ont acceptées aveuglément (en particulier A. Müller, dans son ouvrage cité p. 131, n. 1). On peut cependant encore tirer parti de l'étude d'Ignaz Goldziher sur la nature du pouvoir des Omayyades comparé à celui des Abbassides, au tome II de ses *Muhammedanische Studien* (Halle, 1890, in-8°), p. 28 à 87 ; mais il faut le faire avec précautions. — L'ouvrage de Muir, *The Caliphate* (cité plus haut, p. 131, n. 1), dans la réédition qu'en a donnée Weir, présente un résumé chronologique commode et à peu près exact des événements principaux.

ans dans les meilleures conditions possibles pour se familiariser avec les méthodes administratives auxquelles Rome, puis Byzance avaient façonné les Syriens, pour en tirer parti au mieux des intérêts arabes et enfin pour se débarrasser d'un certain nombre de préjugés ou d'habitudes nuisibles à l'organisation d'un pouvoir stable.

L'idée qui va dominer son règne et qu'il lèguera à ses successeurs est que, hors du principe dynastique, il n'y a pas de salut. C'en est fait de l'unité arabe si un pouvoir fort n'arrive pas à s'imposer et à durer, non pas seulement quelques années, mais des générations entières. Ce pouvoir fort, il le détient ; il entend le garder pour lui et pour sa descendance. Et, sans vouloir s'attaquer directement au principe de l'électorat, il mettra tout en œuvre pour transformer l'élection en une pure formalité.

Il y parviendra à force de ténacité et d'adresse. Triomphant de la répugnance presque instinctive du Bédouin à se lier envers une famille et, plus encore, à recevoir des ordres d'un homme dépourvu du prestige de l'âge et de l'expérience, il réussira, en effet, vers la fin de son règne (678) à faire accepter la désignation de son fils Yazid, qui n'avait guère dépassé trente-cinq ans, comme héritier présomptif du califat. Ce choix sera fait dans les formes légales ; les notables seront assemblés tout exprès et invités à se prononcer selon leur conscience ; de sorte que la seule nouveauté apparente sera la désignation anticipée d'un calife virtuel, appelé à entrer en fonctions à une date indéterminée. Mais, manœuvrée par le calife en charge, la diète électorale verra son rôle réduit à celui d'une diète d'entérinement.

L'idée, une fois lancée, fera son chemin : imitant l'exemple paternel, Yazid s'emploiera, avec le même succès, à faire reconnaître par anticipation les droits de son fils Moavia II, un jeune homme de vingt ans, que les électeurs, adroitement travaillés, se verront contraints d'accepter ; et, lorsque ces deux nouveaux califes auront disparu tour à tour avec une rapidité déplorable — le premier au bout de trois ans de règne (680-683) et le second au bout de quelques mois seulement (684) — le privilège de la famille omayyade n'en paraîtra pas moins déjà suffisamment assis pour que, à défaut d'un héritier direct de Moavia II, on se mette aussitôt d'accord pour confier le pouvoir à son cousin Marvân. Et celui-ci, marchant sur les traces de Moavia I^{er} et de Yazid, saura finalement assurer l'héritage du califat à son fils Abdalmalik, et par delà Abdalmalik, à une longue lignée de descendants.

Une autre et décisive transformation va s'opérer ou plutôt achever de s'opérer sous Moavia et ses premiers successeurs dans le régime politique : l'État fondé par Mahomet cessera d'une façon définitive d'être une monarchie sacerdotale et patriarcale, pour devenir une monarchie laïque et nationale, à la manière de celle « des Khosraou et des Héraclius », comme le relèveront, en se voilant la face, les vieux musulmans traditionalistes.

C'est bien, en effet, des rois sassanides ou, mieux, des empereurs byzantins que les Omayyades s'inspireront, consciemment ou non, dans toute leur politique intérieure. Dès l'avènement de Moavia, la raison d'État prime, aux yeux du calife, toute autre considération : à la grande surprise de ses contemporains, habitués à d'autres mœurs, il recrute ses fonctionnaires, même les plus élevés dans la hiérarchie, avec le souci presque exclusif de la compétence. Aussi, parmi eux, les chrétiens sont-ils en grand nombre et la liberté dont use le calife dans ses choix choque-t-elle des esprits moins libres que le sien. On cite cette boutade amusante d'un musulman indigné : « Par Allah ! si les nègres pouvaient te rendre service, je crois bien que tu n'hésiterais pas à les employer ! »

Au surplus, l'on ferait fausse route si l'on croyait reconnaître dans cet éclectisme la marque d'un détachement systématique de l'idée religieuse. Les califes omayyades, dans l'ensemble, n'ont été ni plus ni moins stricts observateurs des dogmes musulmans que ne l'avaient été un Abou Bakr ou un Omar ; mais, avec eux, le domaine de la foi a été franchement séparé du domaine de la politique.

Comment d'ailleurs s'en étonner, quand on observe tout ce que les succès mêmes de l'islamisme dans les provinces conquises faisaient perdre en cohésion, avec une rapidité croissante, à la communauté musulmane ? Assimiler sans prendre de précautions les nouveaux croyants aux premiers adeptes de la religion de Mahomet eût été de la dernière imprudence. Les Omayyades refusèrent de s'engager dans cette voie et se cantonnèrent sur le terrain national. Arabes, ils firent des Arabes, musulmans ou non, les soutiens de leur politique, sans s'interdire, bien entendu, de traiter avec une faveur particulière les Arabes de Syrie, parmi lesquels ils vivaient et qui leur fournissaient les auxiliaires les plus dociles et les troupes les plus sûres.

Devenus ainsi rois d'une nation — la nation arabe —, les califes omayyades chercheront, non sans succès, à faire triompher dans

l'État le principe de la centralisation politique et administrative que les autres rois nationaux appliquaient autour d'eux et dont ils avaient trouvé sur place, en Syrie, le souvenir vivant. De Damas, capitale de cette province, promue désormais au rang de capitale de l'empire arabe, à la place de Médine, la ville du Prophète, ils travailleront à constituer les cadres d'une administration solide et bien en mains, s'appliquant surtout à achever et coordonner le système fiscal à peine ébauché sous Omar, à surveiller de plus près qu'on ne l'avait fait jusqu'alors la comptabilité des gouverneurs, à reviser méthodiquement la liste des pensionnés de l'État, pour réserver les libéralités du gouvernement aux seuls Arabes en activité de service, à imposer aux provinces une part proportionnelle dans les dépenses de l'empire, enfin à créer des ressources nouvelles, aussi bien par l'abolition d'un grand nombre de privilèges ou d'immunités que par la mise en valeur des terres incultes ou insuffisamment exploitées.

Et c'est pourquoi l'on peut dire que, s'il y a eu un empire arabe au moyen âge, c'est aux califes de Damas qu'on le doit.

VI. — LES EMBARRAS DE LA MONARCHIE OMAYADE¹.

Mais la tâche entreprise par les Omayyades était lourde et dépassait sans doute la mesure des forces humaines : car il y avait un véritable paradoxe à vouloir transformer en un État national, centralisé et puissant, cette masse confuse de provinces et de territoires sans lien, sans cohésion, unis par le hasard d'une étonnante série de victoires militaires, dont le rythme, un moment ralenti, s'était à nouveau précipité en Orient comme en Occident².

A ce point de vue, rien d'essentiel n'avait été changé aux principes établis sous Omar : les Arabes étaient toujours censés camper en territoire ennemi et vivaient aux frais des peuples soumis, seuls passibles de l'impôt. Cette situation avait même

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Outre les ouvrages indiqués au paragraphe précédent (p. 160, n. 1), voir surtout l'important mémoire de J. Wellhausen sur les kharidjites et les chiites au temps des Omayyades : *Die religiös-politischen Oppositionsparteien im alten Islam* (Berlin, 1901, 99 pages in-4°, formant le fasc. 2 des *Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen* ; *Philologische-historische Klasse*, nouv. série, t. V). On peut encore tirer quelque profit des *Recherches sur la domination arabe, le chiitisme et les croyances messianiques sous le khalifat des Omayyades* de G. van Vloten (Amsterdam, 1894, 81 p. in-4°, formant le fasc. 3 der *Verhandelingen der koninklijke Akademie van Wetenschappen* ; *Afdeeling Letterkunde*, nouv. série, t. I, 1896).

2. Voir le chapitre précédent.

été aggravée en ce sens que les nouveaux adeptes de la foi musulmane (ceux qu'on appelait les *maoula*) avaient désormais cessé d'être exemptés du paiement des taxes, dont la multiplicité des conversions avait fait fléchir d'une façon inquiétante le montant. On avait pris l'habitude de les traiter en musulmans de « seconde zone », inférieurs aux musulmans pur sang ; et, quoique obligatoirement affiliés à un clan arabe, ils ne pouvaient, par exemple, ni se mêler aux cavaliers arabes dans les rangs de l'armée ni prétendre aux pensions. Ils demeuraient des étrangers, qu'un fossé infranchissable séparait pour toujours de l'aristocratie des conquérants.

Un pareil état de choses n'était pas sans impliquer de sérieux risques d'avenir. Car, plus l'empire des califes s'étendait, plus le contraste devait apparaître choquant entre la masse formidable des peuples assujettis et — malgré leur extraordinaire fécondité et la multiplicité de leurs unions matrimoniales — le petit nombre relatif des conquérants disséminés aux quatre coins du monde. En outre, parmi ces derniers, la proportion des Arabes authentiques allait fléchissant de jour en jour : c'est par des Berbères que les Wisigoths d'Espagne furent vaincus ; c'est devant des Iraniens que les Turcs de l'Asie centrale durent baisser pavillon. Entre les Arabes eux-mêmes enfin, les différences de points de vue et de tendances s'accroissaient à mesure que leur dispersion augmentait : ceux de l'Irak, à Koufa ou à Basra, se sentaient de moins en moins en communion d'idées avec leurs compatriotes de Médine ou de Damas. En Syrie, on pensait autrement qu'au Hedjaz ou en Perse : hors de Syrie, on reprochait aux califes de ne s'entourer que de Syriens, de leur confier partout les postes les plus importants, de drainer les revenus des provinces au profit exclusif de leurs créatures ; on leur reprochait aussi de dévier du chemin tracé par le Prophète et ses « pieux » successeurs, ce qui permettait de donner aux plaintes et aux revendications des « provinciaux » une teinte religieuse et morale dont ils étaient souvent dupes eux-mêmes et qui leur valait un perpétuel afflux de nouveaux partisans.

En fait, à aucun moment, les Omayyades ne purent se flatter d'avoir avec eux l'unanimité des provinces. L'Irak se montra particulièrement rebelle. S'exaltant au souvenir d'Ali, qu'ils avaient pourtant si mal soutenu dans les derniers mois de sa vie, les Arabes de Koufa et de Basra ne cessèrent de faire une opposition plus ou moins ouverte aux califes de Damas, dont le brusque triomphe avait entraîné la déchéance de leur

province. Les Omayyades ne les continrent que par la terreur. Un des premiers gouverneurs qui leur fut expédié de chez « les Occidentaux » — comme ils appelaient les Syriens — l'énergique Ziad, crut nécessaire de les prévenir dès son arrivée, en 665, qu'il ferait trancher la tête à quiconque violerait les sévères consignes édictées en vue du maintien de l'ordre. « Je vois », déclara-t-il dans le discours qu'il prononça à la mosquée de Basra en prenant possession du pouvoir, « je vois plus d'une tête chanceler sur les épaules. Que chacun veille à conserver la sienne ! » Et l'on s'aperçut bientôt que ce n'étaient pas là paroles en l'air. Un des gouverneurs suivants, le non moins énergique Abou Mohammed, dit *al Hadjadj* (« le faiseur de pèlerinages ») n'en usera pas différemment. Son discours d'arrivée à Koufa, en 695, est resté justement fameux. Brodant sur le même thème que Ziad, il ne craignit pas de dire, à son tour, dans le langage imagé que lui prêtent les chroniqueurs : « Je vois des têtes arrivées à maturité, dont il est temps de faire la vendange. Je vois déjà le sang ruisseler sur vos turbans et sur vos barbes. Le Prince des Croyants a vidé son carquois devant ses yeux, il a mordu ses flèches, afin de choisir celle dont le bois serait le plus amer et le plus dur ; et c'est pourquoi il m'a lancé sur vous. Par Allah ! je vous ligoterais comme on lie, pour les mieux couper, les buissons d'épines ; je vous rouerais de coups, comme des chamelles qui s'écartent du troupeau ! »

Rudes procédés, qui n'étaient pas faits, il faut le reconnaître, pour vaincre les répugnances que le gouvernement des Omayyades inspirait à bien des musulmans. Doit-on s'étonner dès lors de voir les califes de Damas aux prises, d'une façon presque continue, avec des groupes sans cesse accrus de dissidents, qui non seulement leur rendent la vie dure, mais dissocient l'empire et finiront par l'entraîner à la ruine ?

Redoutables entre tous étaient les *chiïtes* ou « partisans » — entendez : les partisans d'Ali — qui, après s'être ralliés naguère à Ali, quand il était en vie, uniquement parce qu'il leur paraissait alors le plus désigné des anciens Compagnons de l'Hégire, avaient fini par le considérer depuis son assassinat comme un martyr de la foi et, d'instinct, avaient reporté sur ses fils leur besoin de dévouement. L'aîné de ces fils, Hasân, avait mal répondu à leur attente : il s'était tout de suite laissé grassement « désintéresser » par Moavia I^{er} et était aller mourir à Médine dans une obscure et confortable aisance. Mais les chiïtes, eux, ne désarmèrent pas. Obligés momentanément de subir l'odieuse

tyrannie de Damas, ils se concertèrent, s'organisèrent. A Koufa, chaque vendredi — le dimanche du musulman —, ils prirent l'habitude de se réunir chez l'un d'eux, pour se fortifier dans leur résolution d'aller, s'il le fallait, jusqu'au sacrifice de leur vie afin d'assurer le triomphe de leur cause et, comme ils disaient, d'« abattre le Veau d'or ».

Une première fois, en 680, ils crurent que l'heure attendue avec une telle impatience était proche. Le fondateur de la dynastie omayyade, Moavia I^{er}, venait de disparaître, en avril, après un long règne de près de vingt ans, laissant, comme nous l'avons vu, sa succession à son fils Yazid, au grand scandale de ceux qui restaient attachés aux vieilles traditions arabes, formellement contraires au principe de l'hérédité du pouvoir. Les chiites de Koufa décidèrent, non sans peine, le faible Hosain, deuxième fils d'Ali, à quitter sa retraite pour les rejoindre et se faire acclamer par eux comme calife. Mais le pauvre homme était incapable de mener à bien une pareille affaire : il ne sut qu'aller, avec une faible escorte, donner tête baissée contre les patrouilles du gouverneur de la ville, quelque soixante kilomètres plus au nord, à Karbala (ou Kerbela), sur la rive gauche de l'Euphrate, et s'y faire massacrer avec les siens (10 octobre 680).

Cette mort tragique, qui presque aussitôt prit les proportions grandioses et la valeur symbolique d'une véritable Passion, n'eut pour effet que de surexciter les chiites et de frayer la voie à un autre prétendant, plus redoutable, Abdallah ibn Zobair. Celui-ci n'avait d'ailleurs rien de commun avec la famille d'Ali ; mais il était neveu d'Aïcha, la veuve du Prophète et, après avoir vécu quelque temps à la Mecque, dans l'entourage du « martyr de Karbala », jugeait l'occasion excellente pour tenter de pêcher en eau trouble : la Mecque, Médine, l'Irak l'acclamèrent comme calife et ce nouveau schisme risqua à diverses reprises d'être fatal à la dynastie omayyade. Par deux fois (en 683 et en 692), avant d'en venir à bout, il fallut prendre Médine de vive force et — ô profanation ! — bombarder la Mecque, la Ville sainte, sans même épargner la Câba, à côté de laquelle l'anticalife avait installé son quartier général, et qui fut incendiée lors du premier siège, en novembre 683.

Les révoltes prenaient d'année en année plus d'ampleur et un caractère plus inquiétant, en particulier dans les provinces orientales, où le pouvoir des Omayyades n'avait jamais été bien solide. En dehors des chiites, qui guettaient les moindres

occasions de revanche et étaient d'avance acquis à tout usurpateur qui pouvait se réclamer de la famille d'Ali, on avait vu se développer autour de Basra, de Koufa, de Mosoul, pour rayonner ensuite de là sur l'Irak, la Mésopotamie, la Perse et ses dépendances, une propagande extrêmement dangereuse contre l'institution même du califat, tel que l'avaient conçu non seulement les Omayyades, mais Ali et les Alides eux-mêmes : propagande sourde, mais active et tenace, s'inspirant de principes moraux et religieux très élevés et dont l'objet avoué était de renverser l'ordre établi, pour assurer dans le monde de l'islam le règne de l'équité et le triomphe de la volonté divine. Les apôtres de cet évangile politique nouveau, qu'on appelait les *kharidjites* ou « dissidents », ne se faisaient d'ailleurs pas du calife souhaité une idée très précise. Ils professaient seulement que nul n'était, de par son origine, spécialement désigné pour exercer le « vicariat » du Prophète et qu'« un esclave éthiopien » possède la même aptitude à ces fonctions que le rejeton de la plus noble famille. Si bien que, d'accord dans leur rêve de pureté, les *kharidjites* différaient selon les lieux et selon leurs chefs sur le choix des moyens les meilleurs pour parvenir au but et s'étaient divisés en un grand nombre de sectes rivales. Mais tous étaient systématiquement hostiles aux Omayyades, qui ne pouvaient cesser un instant de mener contre eux une lutte aussi dure que décourageante : car, à peine écrasés sur un point, ils retrouvaient sur un autre force et audace, soutenus qu'ils étaient par leur foi en la justice de leur cause, par leur mépris absolu de la mort, dont ils escomptaient avec ravissement la récompense céleste, enfin par l'aide matérielle et morale qu'ils savaient pouvoir rencontrer auprès des déshérités du sort, que flattait et entraînait à leur suite le libéralisme au moins apparent de leurs doctrines.

Des provinces orientales de l'empire, où leurs entreprises révolutionnaires se multiplient à partir des environs de 685, le mouvement s'étend de très bonne heure à l'Arabie centrale et méridionale et finira par gagner l'Afrique, où il fournira aux Berbères, en 740, un prétexte commode d'agitation contre le joug arabe.

VII. — LA CHUTE DU RÉGIME OMAYADE¹.

A cette date déjà le régime omayyade menaçait ruine. Pour le sauver, il eût fallu des hommes de tête et d'énergie ; et, mal-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages indiqués pour les deux paragraphes précédents, p. 160, n. 1, et p. 163, n. 1.

heureusement, la dynastie fondée par le grand Moavia I^{er} au milieu du septième siècle en compta peu. Nous avons vu¹ la descendance directe de Moavia I^{er} épuisée dès 684 ; celle de son cousin Marvân I^{er}, qui avait pris alors le pouvoir, s'était très vite révélée incapable. Il ne faut faire exception que pour les deux premiers successeurs de Marvân : son fils Abdalmalik (685-705) et son petit-fils Oualid I^{er} (705-715). Mais, à partir de 715, quelle insuffisance chez la plupart des califes ! Solaïmân, le frère d'Oualid, n'est qu'un sybarite, occupé de ses plaisirs. Il meurt au bout de deux ans et demi de règne (août 717), ne laissant que des fils mineurs. En vain son beau-frère et cousin, l'austère et scrupuleux Omar II, essaie-t-il, pendant un court passage au pouvoir (août 717-février 720), de réformer l'État : le temps lui fait défaut, et ceux qui le remplacent, Yazid II (720-724) et Hicham (724-743), les deux frères d'Oualid et de Solaïmân, sont préoccupés seulement, le premier de satisfaire ses passions voluptueuses, le second de remplir ses caisses sans songer aux colères que soulève sa lourde fiscalité. Encore Hicham est-il un homme d'ordre : son successeur Oualid II, le fils de Yazid II — à qui, du reste, il ressemble fâcheusement — n'est plus qu'un dilettante et un viveur, qui va tomber victime de son insouciance et des rancunes que lui vaudront ses exigences insatiables.

Car la désaffection va croissant entre les Omayyades et leurs sujets : non pas seulement en Irak, où le gouverneur, depuis le début du huitième siècle, campe comme en pays ennemi, retranché sous la garde de ses troupes syriennes derrière les solides murailles de la forteresse écartée de Vasis, mais dans toutes les provinces, proches ou lointaines, sans excepter la Syrie elle-même. On se méfie d'eux ; on s'écarte d'eux. Et, le calife ayant cessé d'être entre les tribus le lien vivant qu'il avait été à l'origine, les rivalités de jadis se réveillent, mettant à nouveau partout aux prises Yéménites, Kaisites, Kalbites, Tamimites, Azdites..., comme si Mahomet n'était pas venu un siècle avant leur prêcher aux uns et aux autres la solidarité et la communion dans la même foi.

La Syrie est bientôt en feu. Oualid II tombe victime d'un complot parti de Damas, sa capitale, qu'il a désertée pour être plus libre de ses mouvements : il est massacré par les rebelles le 17 avril 744 dans le fortin de Bakra, au sud de la Palmyrène,

1. Ci-dessus, p. 161.

où sa fuite éperdue l'a entraîné. Il est remplacé par un fils d'Oualid I^{er}, Yazid III, né d'une mère esclave et qui n'a pas craint, tout Omayyade qu'il soit, de se mettre à la tête des émeutiers ; mais il ne récolte que ce qu'il a semé : la révolution s'étend à tous les districts de Syrie ; chacun d'eux veut se créer un calife à lui ; et l'anarchie est à son comble quand Yazid meurt, le 25 septembre 744, léguant à son frère Ibrahim l'ombre du pouvoir.

Un cousin-germain de leur père, Marvân II, dont la carrière, déjà longue (il avait dépassé la cinquantaine), s'était écoulée sur les champs de bataille d'Anatolie et dans les gouvernements d'Arménie et de Mésopotamie, réussit alors à occuper Damas et à s'y faire proclamer calife (décembre 744). Vaine satisfaction. Car le nouveau souverain a contre lui l'empire arabe tout entier. Il lui faut faire campagne pendant dix-huit mois pour venir à bout des Syriens ; la Mésopotamie, qui lui avait servi d'abord de point d'appui, lui échappe et doit être reconquise pied à pied sur les kharidjites, redevenus agressifs et forts ; et il lui faut surtout résister à un immense soulèvement chiite qui, à l'est de l'empire, va prendre soudain des proportions inouïes et achever la ruine du régime.

Le mouvement part, cette fois, de la masse formidable des nouveaux convertis à la religion islamique, que les Arabes confondent sous le nom méprisant de *maoula*. Travaillés en secret par des émissaires partis de Koufa, la masse des provinces situées au delà de la vallée du Tigre et plus spécialement le Khorassan, c'est-à-dire l'ensemble des territoires compris entre l'Irak et l'Oxus, où les Iraniens néophytes forment le fond de la population, se dressent contre le pouvoir établi, revendiquant avec une violence terrifiante le droit de dire enfin leur mot. A la grande stupeur des autorités omayyades, à qui ont échappé les menées de leurs adversaires, les cadres sont prêts, les armes et l'argent rassemblés et chacun a juré d'avance fidélité à l'*imam*, c'est-à-dire au chef de la communauté islamique encore inconnu, qui doit, lui a-t-on dit, venir d'un moment à l'autre relever la bannière noire du Prophète.

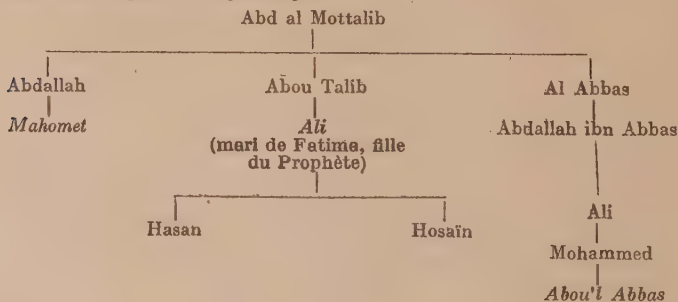
Un beau jour, le vendredi 15 juin 747, sur un mot d'ordre transmis on ne sait d'où par un affranchi iranien, Abou Moslim, qui a pris une part prépondérante à l'organisation du mouvement, des bannières noires sont déployées tout à coup au village de Sikadang, non loin de Merv et, dans la prière publique, la bénédiction de Dieu est invoquée au nom de l'*imam* « caché », dont on attend impatiemment la venue.

En quelques semaines, le Khorassan entier est debout, emboîtant le pas à Abou Moslim avec une discipline impeccable, refoulant peu à peu vers le sud et l'ouest les troupes syriennes démoralisées et victimes de la discorde. En moins d'un an tout l'extrême-orient de l'empire arabe est aux mains des chiites ; au début de l'été 749, ils ont contraint les troupes syriennes à évacuer la région d'Ispahan ; le 2 septembre de cette même année, ils sont maîtres de Koufa ; quelques semaines après, le vendredi 28 novembre, l'*imam* tant espéré se dévoile enfin à leurs regards en la personne d'Abou'l Abbas, arrière-petit-fils d'Abdallah ibn Abbas, cousin-germain de Mahomet et d'Ali¹. Sans discussion, ils l'acclament comme calife. Et lui, se posant résolument en vengeur du Prophète, annonce aussitôt du haut de la chaire qu'il ne faillira pas à son devoir d'exterminer la race criminelle des Omayyades : car « mon nom », ajoute-t-il pour conclure, « sera *as-Saffah* », c'est-à-dire « celui qui verse le sang ».

Les Omayyades sont maintenant, en effet, poursuivis et traqués. Marvân, qui a voulu barrer le chemin aux chiites triomphants, en marche vers la Mésopotamie, est défait sur le Grand Zab, le 25 janvier 750. Vainement il cherche un refuge en Syrie : la Syrie le repousse. Il reprend sa course éperdue vers l'Égypte, tandis que la plus grande partie des membres de sa famille — au nombre de quatre-vingts — attirée dans un guet-apens à Abou Fotros, près de Jaffa, périt assommée au milieu d'un festin (25 juin). Rejoint en face de Fostat (le Vieux-Caire), sur la rive gauche du Nil, dans la région des grandes Pyramides, il est tué, à son tour, au début d'août par un Arabe du Khorassan et son cadavre est cloué au gibet.

Dans toute l'Égypte, en Syrie, en Irak, on organise la chasse

1. Comme le fait apparaître la généalogie suivante :



aux Omayyades ; on les attire hors de leurs cachettes, on les abat, on jette leurs cadavres aux chiens. Un seul d'entre eux, le petit-fils du calife Hicham, parvient à s'échapper et à gagner l'Espagne, où il conquerra le pouvoir. Partout ailleurs la famille maudite est exterminée, et la fureur des partisans d'Abbas est telle qu'elle s'en prend même aux tombeaux : les cendres des morts, sans excepter celles de Moavia I^{er}, sont exhumées, dispersées aux vents ; les palais, les aqueducs bâtis par les Omayyades sont systématiquement démolis. Rien ne doit subsister du régime abhorré : la consigne est d'en effacer les moindres vestiges. Car les Khorassaniens l'ont déclaré : tout doit dater d'eux ; une « ère nouvelle » (*daoula*) commence.

VIII. — LES CAUSES DE LA CHUTE DES OMAYYADES ¹.

Ainsi, l'expérience omayyade n'avait pas beaucoup mieux réussi que celle des « pieux califes » du début. Pour faire des territoires immenses et disparates conquis par les généraux de l'islam un empire véritable, il ne suffisait pas de transformer le califat, comme l'avaient voulu le grand Moavia et ses premiers successeurs, en une monarchie dégagée des conceptions religieuses et patriarcales du temps de Mahomet et de créer à l'image des vieilles administrations romaines ou persanes un embryon d'administration centrale. La difficulté essentielle était de parvenir à assimiler les peuples soumis en gagnant les cœurs, tandis que jusqu'alors on ne les avait tenus, et d'une façon bien précaire, que par la force et par la crainte.

Mais, pour cela, c'était le principe même de la domination arabe qui était à changer. Il fallait que cessât cette prétention des anciens musulmans et descendants d'anciens musulmans à régenter les *maoula* au nom de la toute-puissance du Peuple de Dieu ; après avoir relégué au second rang les préoccupations d'ordre religieux et avoir laïcisé le califat, il fallait que la race arabe, noyée désormais au milieu de tant d'autres éléments ethniques, s'effaçât, en partie au moins, devant eux et cessât de se croire d'une essence supérieure aux autres, alors qu'à peine sortie de la barbarie elle se trouvait commander à des peuples de vieille civilisation.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués aux paragraphes précédents, ajouter, sur l'expansion de la religion islamique, T. W. Arnold, *The preaching of Islam. A history of the propagation of the muslim faith* (Londres, 1896, in-8° ; 2^e éd. remaniée, 1913, in-8°).

Il le fallait d'autant plus que, depuis nombre d'années, les Arabes avaient cessé de détenir le monopole de la vraie croyance. Pour des raisons multiples, où la foi n'avait pas eu toujours une part prépondérante, les vaincus s'étaient ralliés en masse à la religion de Mahomet, dont le caractère composite permettait à chacun d'y retrouver un écho de ses croyances antérieures. Dès le milieu du huitième siècle, l'Égypte, la Mésopotamie et la Perse semblent aux trois quarts gagnées ; et en Syrie, malgré l'indifférence religieuse dont ont fait montre les Omayyades, on peut dire sans grande chance d'erreur que l'islam l'a définitivement emporté. Dans ces conditions, même du point de vue religieux, le maintien de la tyrannie arabe semble à la plupart un intolérable paradoxe.

Les « Barbares » de la péninsule arabe avaient achevé leur œuvre de conquête brutale. Ils avaient taillé ; il restait à recoudre.

CHAPITRE XII

L'ORIENT BYZANTIN

AU LENDEMAIN DE LA CONQUÊTE ARABE¹

A l'heure où les Arabes achèvent de s'installer en pays conquis et cherchent, tant bien que mal, à assurer l'exploitation des immenses territoires qui leur sont échus, le vieux monde, mutilé, mais toujours debout, panse ses plaies et, se réorganisant dans de nouvelles et plus étroites frontières, rassemble ses forces en vue des luttes futures.

I. — L'EMPIRE ROMAIN AU DÉBUT DU VIII^e SIÈCLE.

L'Empire « romain » qui naguère, au temps d'Héraclius, faisait encore grande figure, avait été, naturellement, le plus

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — 1^o Histoires générales de l'empire byzantin : J. B. Bury, *History of the later Roman Empire from Arcadius to Irene*, 395-800, t. II (Londres, 1889, in-8°) ; J. Koulakovsky, *Istoria Vizantii*, t. III (Kiev, 1915, in-4°, en russe), qui s'arrête à 717 ; A.-A. Vasiliev, *Lektsii po istorii Vizantii*, t. I (Petrograd, 1917, in-8°, en russe), qui renferme plusieurs chapitres importants pour la période envisagée ici ; Ch. Diehl, *Histoire de l'empire byzantin* (Paris, 1919, in-12), très sommaire, mais suggestif ; et, pour l'histoire des transformations intérieures, F. W. Bussel, *The Roman Empire ; essays on the constitutional history from the accession of Domitian to the retirement of Nicephorus III* (Londres, 1910, 2 vol. in-8°), t. II ;

2^o Sur l'histoire religieuse : avant tout, H. von Schubert, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter* (Tübingen, 1921, in-8°), excellente synthèse avec d'importantes notes bibliographiques ; A. Harnack, *Lehrbuch der Dogmengeschichte*, 5^e éd., t. II (Tübingen, 1914, in-8°) ; J. Pargoire, *L'Église byzantine de 527 à 847* (Paris, 1905, in-12, de la « Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique »), manuel un peu sec, mais clair et commode. On peut y joindre Hefele, *Histoire des conciles*, édition française avec notes par dom Leclercq, t. III (Paris, 1910, in-8°), qui n'est plus toujours au courant ;

3^o Sur les voisins de l'Empire en Europe : C. Jirecek, *Geschichte der Serben*, t. I (Gotha, 1911, in-8°, de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Uckert) et, du même, *Geschichte der Bulgaren* (Prague, 1876, in-8°). Ce dernier ouvrage, aujourd'hui vieilli, peut être avantageusement remplacé par celui de V. N. Slatarski, *Histoire des Bulgares* (en langue bulgare), t. I (Sofia, 1918, in-8°), abrégé en langue allemande (mais sans références) sous le titre : *Geschichte der Bulgaren*, I : *Von der Gründung des bulgarischen Reiches bis zur Türkenzeit*, 679-1396 (Leipzig, 1918, in-12 ; fasc. 5 de la « Bulgarische Bibliothek » publiée par G. Weigand) ;

4^o Sur les Lombards : L. M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. II, 1^{re} et 2^e partie (Gotha, 1900-1903, 2 vol. in-8°, de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Uckert) ; T. Hodgkin, *Italy and her invaders*, t. V (Oxford, 1895, in-8°) ; G. Romano, *Le dominazioni barbariche in Italia*, 395-1024 (Milan, 1909, in-8°, de la collection « Storia politica d'Italia »).

éprouvé, au point d'en être méconnaissable. Fini, bien fini, le temps où la Méditerranée était d'un bout à l'autre mer romaine, où l'Italie, l'Afrique et l'Asie antérieure venaient prendre à Constantinople leur mot d'ordre, où les armateurs byzantins étaient les maîtres de tous les marchés, où les blés d'Égypte se déversaient en abondance sur les rives du Bosphore. L'Afrique entière était perdue, les plus belles provinces asiatiques aux mains des Infidèles, dont les navires sillonnaient la mer Égée ; le plateau d'Asie Mineure, âprement disputé, se trouvait de toutes parts exposé aux raids des cavaliers musulmans. Quant à la frontière du Danube, elle avait depuis longtemps cédé sous la poussée des Slaves.

Dès le septième siècle, la péninsule balkanique en regorgeait ; on les rencontrait par masses compactes jusqu'en Thessalie, jusqu'au Péloponnèse ; et l'indépendance des nouveaux occupants était, en fait, devenue à peu près complète à l'intérieur de la Macédoine et, au delà, vers le nord-ouest, dans toute la zone comprise entre la vallée du Vardar et les côtes dalmates. Plus au nord, il avait fallu se replier devant les Bulgares, héritiers, sous un nom nouveau, de ces Huns Coutrigours dont il a été question précédemment¹ et qui, après avoir longtemps séjourné dans les plaines de la Russie méridionale, avaient dû, au milieu du septième siècle, s'enfuir vers l'ouest pour échapper à la peuplade asiatique des Khazars, brusquement apparue dans les bassins de la Volga et du Don. Refoulés au delà du Dniepr et du Dniestr, les Bulgares avaient pu alors, vers 660, sous la conduite de leur « khan » Ispéric ou Asparuc, aller s'installer en Dobroudja, d'où l'empereur Constantin IV avait vainement essayé de les déloger en 679 ; puis ils s'étaient avancés jusqu'aux abords de la ville actuelle de Varna pour se rendre maîtres aussitôt après, sans grandes difficultés, de la plaine située entre le Danube et le Balkan.

Le gouvernement impérial s'était trouvé hors d'état de réagir, et les révolutions qui se succédèrent dix années durant (695-705) à Byzance, avaient eu pour résultat d'encourager les appétits de conquête des nouveaux Barbares. On avait même vu en 705 leur khan Terbel entrer dans Constantinople à la tête de ses troupes, pour y aider l'ex-empereur Justinien II à reconquérir le trône dont il avait été chassé en 695 ; et cette intervention lui avait valu l'abandon par l'empereur restauré

1. Ci-dessus, p. 33.

de la majeure partie de la Roumélie orientale. Si bien qu'au début du huitième siècle, tandis que Salonique était à la merci d'un coup de main de la part des Slaves de Macédoine, la route d'Andrinople n'était plus elle-même protégée contre les Bulgares que par les défenses du mont Sakar, où un traité, intervenu en 716, reportait officiellement la frontière de l'empire byzantin.

Au delà de l'Adriatique, il avait aussi fallu se résoudre à de larges sacrifices : il s'était bien rencontré, au milieu du septième siècle, un empereur — l'empereur Constant II — assez audacieux ou assez imprudent pour se risquer à abandonner les rives du Bosphore et à venir dans l'Italie méridionale disputer en personne aux Lombards quelques-unes de leurs conquêtes (662-663) ; mais sa vaine tentative était restée sans lendemain ; et, conscient de l'impossibilité où il était de regagner là-bas le terrain perdu, son successeur, Constantin IV, avait préféré se mettre résolument en présence du fait acquis et signer avec les Lombards (entre 678 et 681) un traité formel, aux termes duquel les frontières impériales étaient enfin fixées avec netteté. Frontières instables cependant : car, outre la Sicile, la Calabre, la Basilicate et la presqu'île d'Otrante — correspondant en gros à l'antique Grande-Grèce —, elles laissaient à l'empire byzantin de singulières enclaves en pays lombard — Naples et Venise — et deux forts groupes de territoires dans l'Italie centrale et septentrionale — la province de Rome, sur la mer Tyrrhénienne, la Romagne et les Marches, sur la mer Adriatique — avec, pour les relier, un étroit couloir de quelques lieues de large, traversant l'Ombrie de Gubbio à Orte par Pérouse.

C'étaient là, à peu près, les dernières épaves de la domination impériale en Occident. On n'y peut guère ajouter que l'Istrie, d'une part, et, d'autre part — mais d'une façon plus théorique que réelle — les deux îles de Corse et de Sardaigne. Quant à l'Espagne, elle avait été évacuée au début du septième siècle sous la pression des troupes wisigothiques.

L'empire « romain », tel qu'il subsistait au début du huitième siècle, n'était plus qu'un empire côtier : il se maintenait péniblement sur les rives de la mer Égée, de la mer Ionienne, sur quelques points de l'Adriatique et de la mer Tyrrhénienne ; mais derrière cette façade maritime, Lombards, Slaves, Bulgares, Arabes se pressaient menaçants et risquaient à tout moment d'anéantir les derniers représentants de la tradition antique.

Pendant tout le septième siècle, les empereurs s'étaient employés, avec plus ou moins de bonheur et plus ou moins de persévérance, à sauver ce qui pouvait être sauvé par des mesures militaires appropriées. Quelques-uns d'entre eux avaient à plusieurs reprises, et parfois avec succès, contre-attaqué les Barbares. Nous avons déjà fait allusion à la campagne de Constant II (642-668) contre les Lombards de l'Italie méridionale ; pareillement, mais sans s'aventurer aussi loin, Constantin IV (668-685) avait tenté en 679 un débarquement en Dobroudja contre les Bulgares ; neuf ans après, son successeur Justinien II avait essayé de dégager les abords de Salonique et le versant septentrional du Balkan ; une flotte s'était même risquée en 697 jusqu'à venir réoccuper Carthage pendant quelques mois. Mais comment faire œuvre durable quand tout manquait à la fois : les ressources financières, les ressources militaires, la stabilité politique ? Les caisses du trésor étaient vides ; pour parer aux insuffisances des garnisons frontières, on en était réduit à revenir au vieux système romain des soldats-laboureurs barbares installés sur les points les plus exposés du territoire avec leurs chefs et leurs familles, à charge de former barrière en cas d'attaque ennemie. Il est question ainsi d'un corps de trente mille Slaves de Macédoine transportés vers 689 en Bithynie pour défendre l'accès de la mer de Marmara et d'un corps de montagnards originaires des confins septentrionaux de la Syrie — les Mardaïtes — établis en 686 dans la province de Pamphylie, le long du golfe d'Adalia.

Par surcroît, la situation intérieure de l'Empire n'avait cessé de s'aggraver depuis la mort d'Héraclius (641). A l'affaïssement causé par les désastres militaires, la perte des plus riches provinces et la dévastation des autres, à la ruine du commerce maritime et des finances s'étaient ajoutées, durant presque tout le septième siècle, d'irritantes controverses religieuses touchant l'interprétation des dogmes fondamentaux de la religion chrétienne. Après avoir disputé sur la question de l'unité (admise par les « monophysites ») ou de la dualité de nature du Christ, une tentative de réconciliation des deux écoles entre lesquelles les chrétientés de l'Empire s'étaient partagées n'avait eu d'autre résultat que d'en faire naître une troisième, également répudiée par les deux autres, celle des « monothélètes », qui tenaient pour l'unité de volonté, mais croyaient à la dualité des natures unies en la personne du Sauveur. Les empereurs, intéressés au premier chef à l'unification du dogme dans leurs États, à une époque

où la vie religieuse pénétrait tout, s'étaient lancés avec une fougue inconsidérée dans la bataille, à laquelle ils avaient cru pouvoir mettre un terme en imposant leurs avis, souvent contradictoires, à coup de décrets et, au besoin, par la force : ce qui avait conduit à des actes graves et regrettables, comme l'arrestation et la déportation en Crimée du pape Martin I^{er} (653-654), coupable d'avoir résisté aux décisions impériales.

La violence avait engendré la violence. Les révolutions s'étaient succédé avec une fréquence telle que le titre d'empereur avait fini par n'être plus qu'un titre précaire, ne donnant à ceux qui le détenaient momentanément ni sécurité ni pouvoir réel. On ne savait même plus si l'autorité devait être exercée pas un seul ou par plusieurs. Héraclius avait fait reconnaître des droits égaux à deux de ses fils, Constantin III et Héraclius II ; mais il n'avait pas plus tôt fermé les yeux (11 février 641) que sa veuve, l'impératrice Martine, avait essayé d'éliminer le premier, issu d'un autre lit, afin de régner sous le nom du second, un enfant de seize ans. Resté seul bientôt, par suite de la mort de son frère Constantin III (24 mai 641), Héraclius II avait dû, au bout de quelques semaines (septembre 641), pour éviter une révolte générale, s'associer son neveu Constant II (le fils de Constantin), ce qui ne l'avait pas empêché d'être renversé trois mois après et, le nez arraché, d'être déporté dans l'île de Rhodes avec un de ses frères, Tibère, qu'il avait cru pouvoir s'adjoindre comme troisième empereur (décembre 641). Mais, à peine installé en qualité d'empereur unique par son complice, un officier arménien, intrigant et ambitieux, du nom de Valentin, Constant II avait subi la loi commune : dès 646, il avait eu à réprimer une révolte où Valentin avait trouvé la mort ; en 654, il avait cru qu'il suffirait pour assurer l'avenir de s'associer ses trois fils, Constantin IV, Héraclius III et Tibère ; mais en 659, une émeute plus violente le forçait à passer en Italie et en Sicile, où il finissait par être assassiné (15 juillet 668).

Alors, nouvelles intrigues, nouveaux conflits : la « Trinité impériale » — comme on avait appelé les trois fils de Constant II — avait tout de suite dégénéré en une sanglante anarchie, où les troupes d'Asie Mineure, au lieu de combattre les Arabes, avaient joué un rôle prépondérant et qui s'était terminée par le triomphe de Constantin IV et le supplice de ses frères, condamnés, selon un rite sauvage qui devenait fort à la mode, à avoir le nez coupé. Constantin avait cru ainsi ménager un règne tran-

quille à ses deux jeunes fils, Justinien II et Héraclius IV, qu'il avait fait presque aussitôt couronner l'un et l'autre. Vain espoir. Justinien II, qui n'avait pas seize ans au moment de la mort de son père (septembre 685), avait voulu gouverner seul et, qui plus est, réellement gouverner. Le pauvre jeune homme s'était vu traiter de tyran ; les troupes du général Léonce s'étaient emparées de lui ; et, après avoir failli être décapité, il avait pu s'estimer heureux de s'en tirer avec la langue et le nez coupés (695).

Léonce, proclamé empereur à sa place, tandis qu'il était déporté en Crimée, n'avait pas beaucoup mieux réussi : trois ans de règne avaient suffi pour amener contre lui les équipages de la flotte qui, après avoir largement pillé Constantinople et lui avoir, à lui aussi, coupé le nez, l'avaient remplacé par un de leurs amiraux, Apsimar, dont ils avaient fait l'empereur Tibère (698). Enfin, juste retour des choses d'ici-bas, le mutilé de 695 était rentré dans sa capitale, avait ressaisi la couronne, triomphé avec ostentation des deux usurpateurs successifs en présidant aux jeux du cirque les deux pieds posés sur leurs nuques, puis il les avait fait décapiter et avait tiré de leurs partisans d'horribles vengeance (705), sans éviter, pour autant, d'être détrôné à nouveau en 711 et de voir son fils Tibère égorgé, avant de subir lui-même le dernier supplice.

A partir de ce moment, le rythme des révolutions s'était encore précipité : le chef des conjurés de 711, le noble Vardân, proclamé empereur sous le nom de Philippicos, avait eu les yeux crevés le 3 juin 713 ; Artémios, simple fonctionnaire du palais, devenu l'empereur Anastase II, n'avait pu se maintenir trois ans sur le trône : on l'avait relégué dans un monastère le 5 mars 716 ; le collecteur d'impôts Théodose, que les rebelles lui avaient substitué, n'avait eu qu'un an de règne : le 25 mars 717, il avait été balayé comme les autres par l'émeute. Mais, cette fois, le triomphateur était de taille à résister : c'était un des meilleurs généraux de l'Empire, le chef de l'armée d'Anatolie, le célèbre Léon III, improprement appelé « l'Isaurien ». Après être parvenu à sauver la capitale, que les musulmans étaient sur le point d'emporter¹, il allait se révéler enfin organisateur de premier ordre et réussir cet autre tour de force : durer.

1. Voir ci-dessus, p. 139.

II. — LA RECONSTITUTION DE L'EMPIRE SOUS LÉON III¹.

Les circonstances étaient favorables à un rétablissement de la situation. Usées par l'effort prolongé qu'elles avaient dû fournir devant Constantinople, les armées arabes avaient pour un temps cessé d'être à craindre ; et, en outre, pendant les années qui suivront, les califes de Damas vont être réduits à l'impuissance par les luttes intestines où leur dynastie ne tardera point à sombrer. Le calme régnait pareillement à la frontière bulgare : après avoir consenti à prêter main-forte à Léon III en 717 pour rompre le blocus arabe qui, en menaçant Byzance, exposait ses propres territoires à une invasion musulmane, le khan Terbel semblait absorbé par l'œuvre de consolidation et d'organisation de ses précédentes conquêtes. A part une molle tentative d'intervention en faveur de l'ancien empereur Anastase au cours de l'année 720, il ne fera plus parler de lui, et jusqu'au milieu du huitième siècle les Bulgares vivront repliés sur eux-mêmes. C'est à cet instant propice que Byzance rencontra enfin le souverain qu'il lui fallait en la personne de Léon III.

Né aux extrémités orientales de l'Empire, d'une famille originaire, selon toute vraisemblance, de la région montagneuse de Marach (la *Germanicia* des Romains), que musulmans et Byzantins se disputaient avec acharnement depuis tantôt trois quarts de siècle, habitué par une longue expérience militaire, comme général en chef des armées d'Anatolie, aux décisions nettes et rapides, rendu populaire par sa brillante défense de la capitale, le nouvel empereur parvint d'abord à mettre

1. OUVRAGES A CONSULTER. — En dehors des ouvrages généraux d'histoire byzantine indiqués en tête de ce chapitre (p. 173, n. 1), voir surtout Karl Schenck, *Kaiser Leon III*, 1^{re} partie, seule parue (Halle, 1880, in-8°, dissertation inaugurale) ; du même, *Kaiser Leons III Wälden im Innern*, dans la *Byzantinische Zeitschrift*, t. V (1896), p. 257-301 ; Ch. Diehl, *L'origine du régime des thèmes dans l'empire byzantin*, dans les *Mélanges d'histoire du moyen âge dédiés à Gabriel Monod* (Paris, 1896, in-8°), p. 47 à 60 ; H. Gelzer, *Die Genesis der byzantinischen Themenverfassung* (fascicule 5 du t. XVIII des *Abhandlungen der Philolog.-histor. Klasse der königlichen Sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften*, ann. 1899) ; Alfred Lombard, *Constantin V, empereur des Romains ; étude d'histoire byzantine* (Paris, 1902, in-8°, fasc. 16 de la « Bibliothèque de la Faculté des lettres » de l'Université de Paris) ; Zachariae von Lingenthal, *Geschichte des griechisch-römischen Rechts* (Berlin, 1864, in-8° ; 3^e éd., 1892), qu'on pourra compléter en utilisant les indications fournies par P. Collinet sur la législation byzantine postérieurement à Justinien dans la *Cambridge medieval history*, t. IV : *The eastern Roman Empire, 717-1453* (Cambridge, 1923, in-8°), p. 706-725, et une copieuse bibliographie p. 890-893.

un terme à l'anarchie qui minait l'État et risquait d'entraîner à brève échéance sa ruine définitive. Les intrigues, les complots furent déjoués avec une telle promptitude et châtiés avec une telle fermeté, que la paix intérieure ne tarda pas à être rétablie : à l'époque même où les armées musulmanes assiégeaient encore Constantinople, une révolte fut ainsi étouffée en Sicile, avant qu'elle n'eût pris des proportions inquiétantes, grâce à l'envoi d'un général impitoyable ; en 720, l'ex-empereur Anastase, ayant tenté de ressaisir la couronne, de connivence avec plusieurs hauts fonctionnaires du palais, l'intrigue fut immédiatement percée à jour, et les principaux coupables aussitôt décapités, mutilés ou bannis. On se le tint pour dit et, comme par miracle, l'Empire connut enfin la paix.

Léon sut en tirer parti pour remettre de l'ordre dans la maison. Il procéda d'abord à une réorganisation d'ensemble et à un contrôle sévère des finances de l'État, créant un cadre d'employés du fisc pour assurer dans de meilleures conditions, à la place des notables (ou « curiales »), la rentrée des impôts ; cherchant à compenser les immenses pertes subies par le domaine au cours des siècles précédents en recourant à des mesures de circonstance — critiquables sans doute, mais productives — telles que la saisie des patrimoines pontificaux de Sicile et de Calabre, sur laquelle nous aurons à revenir ; n'hésitant pas non plus, une fois le pays remis de l'ébranlement causé par les guerres civiles et une fois relevées les ruines accumulées par les attaques ennemies, à décréter des augmentations d'impôts : majoration d'un tiers du taux de la capitation en 732 (au moins dans les provinces de Sicile et de Calabre), majoration d'un douzième du cens en 740 pour faire face aux dépenses imprévues occasionnées par un tremblement de terre ; il semble même qu'en 727 il ait eu recours à un procédé peu banal pour accroître les recettes en décidant à titre exceptionnel le dédoublement de l'année fiscale (ou « indiction ») suivante. Les accusations de « cupidité » et d'« avarice » portées par les annalistes du temps contre ce restaurateur de l'équilibre financier attestent qu'il avait su arrêter net les abus et le gaspillage des règnes antérieurs et remplir les coffres de l'État.

Il semble aussi que Léon III ait procédé à une réorganisation méthodique de l'administration provinciale et militaire. Les deux allaient de pair depuis que, dans le cours du septième siècle, les nécessités de la défense avaient amené les empereurs à décréter l'état de siège dans la plupart de leurs provinces.

sinon dans toutes, et à déléguer l'autorité suprême, de façon plus ou moins continue, aux généraux commandant les corps d'armée ou « thèmes » stationnés dans la région. Léon III semble s'être employé à restreindre l'étendue de ces circonscriptions à la fois civiles et militaires, afin de diminuer du même coup l'importance dangereuse prise par certains généraux et à exercer sur les fonctionnaires de tout ordre un contrôle plus strict que par le passé. Nous savons de façon précise que plusieurs « thèmes » d'Asie Mineure furent alors scindés en deux ou trois, et l'on a des raisons de croire que les cadres de l'administration civile subirent une transformation parallèle. L'armée, en outre, fut rendue à la fois plus forte et plus homogène : on attribue avec beaucoup de vraisemblance à Léon III la rédaction d'un petit code militaire destiné à rétablir une sévère discipline parmi les soldats et à éviter que les troupes régulières ne fussent distraites de leur tâche essentielle par des occupations étrangères au métier des armes, telles que l'agriculture ou le commerce.

Les intérêts de l'agriculture et du commerce furent d'ailleurs eux-mêmes énergiquement défendus, s'il est vrai qu'on doive reporter à Léon III — comme le pensent la plupart des historiens du droit byzantin — le mérite d'avoir promulgué deux autres codes : un code rural et un code de commerce maritime qui, sous le nom de « Loi de Rhodes », a joui d'une longue notoriété. Le code rural témoigne d'un effort très intéressant pour améliorer la condition des cultivateurs et favoriser le développement de la petite propriété. Le code de commerce maritime tend à un but analogue : par une sage réglementation et un équitable partage des risques et des profits, encourager la reprise du grand commerce sur des mers infestées de corsaires musulmans.

Pour couronner l'édifice, nous savons de source sûre que Léon III avait envisagé une refonte de l'administration judiciaire et qu'une des premières mesures qu'il prit eut pour objet de garantir les magistrats contre les tentatives de corruption dont ils étaient l'objet en les transformant en un corps de fonctionnaires régulièrement et convenablement appointés.

Mais il visait plus haut encore et un « Choix de textes législatifs » (*Ἐκλογὴ τῶν νόμων*) qu'il publia au mois de mars 740 à l'usage des juges et des praticiens de l'Empire est révélateur des tendances nouvelles qui l'animaient : comme il l'a dit avec magnificence dans le préambule de ce code civil abrégé, il vou-

lait assurer dans ses États le règne d'une justice digne du Créateur et conforme aux vérités de l'Écriture. Aussi n'a-t-il pas hésité à modifier sur des points capitaux la législation de ses prédécesseurs pour la mettre en harmonie avec ses convictions religieuses — par exemple touchant le mariage ou le rôle dévolu à la femme dans l'éducation des enfants. Sur ces deux points, son code substitue délibérément des idées chrétiennes aux idées romaines, si fortes encore à Byzance que les successeurs de Léon III croiront devoir, cent ans plus tard, abandonner les positions nouvellement conquises pour revenir, en partie au moins, aux règles plus souples édictées par Justinien.

Il est difficile de dire si les réformes entreprises par Léon III ont été toutes également fécondes ; mais un fait reste indéniable : son règne fut pour l'Empire une période de prospérité comme il n'en avait pas connu depuis bien des générations.

III. — LÉON III ET L'ABROGATION DU CULTES DES IMAGES¹.

Léon III aurait voulu faire plus encore. L'empereur, selon lui, avait une double mission à remplir, qu'il a tenu à préciser en tête de ce code civil dont nous venons d'indiquer les tendances : d'une part, assurer la sauvegarde des territoires et des forces de l'État ; d'autre part, faire scrupuleusement respecter les lois humaines et divines et en particulier les enseignements de l'Écriture et les décrets des synodes. Le simple fidèle n'est responsable que de sa propre conscience ; lui, l'était, pensait-il, de la conscience de tous ses fidèles, et son devoir strict était, par suite, de veiller sur la pureté de leur foi et de leurs pratiques religieuses.

Or Léon III avait longtemps vécu en Asie Mineure dans des milieux résolument hostiles aux conceptions religieuses et aux

1. OUVRAGES A CONSULTER. — En dehors des ouvrages généraux d'histoire byzantine et d'histoire religieuse indiqués en tête de ce chapitre (p. 173, n. 1), voir K. Schwarzlose, *Der Bilderstreit, ein Kampf der griechischen Kirche um ihre Eigenart und Freiheit* (Gotha, 1890, in-8°), à utiliser avec précautions ; Louis Bréhier, *La querelle des images* (Paris, 1904, in-12, 64 pages), petit résumé bien conçu ; Karapet Ter-Mkrttschian, *Die Paulicianer* (Leipzig, 1893, in-8°) ; K. Schenck, article de la *Byzantinische Zeitschrift* cité plus haut, p. 179, n. 1, et A. Lombard, ouvrage cité au même endroit. On trouvera dans l'ouvrage de H. von Schubert indiqué en tête de ce chapitre une riche bibliographie (p. 323-333).

formes du culte qui tendaient de plus en plus à prévaloir à Byzance et en Grèce, spécialement dans les classes populaires, sous l'influence du bas clergé et des moines, alors aussi nombreux que puissants. Choqués de voir la religion tourner chaque jour davantage à la superstition et les menues pratiques d'une dévotion qu'ils jugeaient formaliste et puérile envahir le domaine réservé aux élans de la foi, beaucoup de chrétiens sincères réclamaient une réforme de l'Église et une revision systématique des croyances. Certains esprits absolus se laissaient même emporter si loin dans leur enthousiasme de réformateurs que, sous prétexte de revenir à la simplicité originelle de la foi évangélique, ils allaient jusqu'à répudier le dogme de l'Incarnation pour ne plus voir dans le Christ qu'un Prophète, et jusqu'à rejeter tous les sacrements (y compris le baptême et la communion), la vénération de la Croix, le culte de la Vierge et des saints. Ils rejetaient aussi, comme entachés d'erreurs, les commentaires des Pères de l'Église, refusaient d'ailleurs de reconnaître au clergé catholique une supériorité quelconque en matière de foi, et, faisant table rase, déclaraient n'accepter d'autres principes de conduite que ceux qui pouvaient être tirés de la lecture directe des Évangiles. Les adeptes de cette doctrine radicale, qu'on englobait pour la plupart sous le nom de Pauliciens (selon toute vraisemblance, parce qu'ils se réclamaient de l'apôtre Paul) formaient, surtout en Asie Mineure et en Arménie, un parti très ardent et qui n'était pas sans exercer à la longue une action profonde sur les âmes délicates que scandalisaient les vices de l'Église et la décadence de la religion.

Léon III ne pouvait rester insensible à cette propagande, dont il devait d'abord se préoccuper de limiter les effets pernicieux. Il le pouvait d'autant moins que les idées des Pauliciens, si exagérées qu'elles fussent, éveillaient dans son cœur plus d'un écho. Toujours est-il qu'aussitôt affermi sur son trône, il résolut de prendre la direction du mouvement de réforme et de mettre un terme à quelques-uns des abus qu'il considérait comme les plus criants.

La dévotion aux « images », aux « saintes icones », était, de toutes les manifestations de la religion populaire, celle qui certainement devait affliger le plus un homme à demi ébranlé par les âpres critiques des Pauliciens, lesquels ne cessaient de la dénoncer comme un retour aux pratiques de l'idolâtrie. Ainsi que l'a écrit de nos jours un des érudits qui connaissait

le mieux l'histoire de l'Église byzantine, le R. P. Pargoire¹. « beaucoup paraissaient croire qu'il suffisait pour faire honneur à son baptême d'entrer dans l'église et d'y apposer force baisers sur les croix et sur les images ». Aux saintes icones allaient les prières et les génuflexions. « Non content d'allumer des lampes et de brûler de l'encens devant elles, non content de les vénérer et de leur adresser des chants, on les considérait comme des êtres animés, susceptibles de remplir les fonctions du parrainage : aussi, vêtues d'ornements somptueux, intervenaient-elles au baptême, où elles étaient censées tenir le néophyte, et à la vêtue monastique, où on leur faisait recevoir les cheveux du postulant. En outre, des prêtres estimaient qu'une icône sur bois remplaçait avantageusement la pierre d'autel. D'autres, râclant la couleur des tableaux et des fresques, mêlaient cette poussière au pain et au vin qu'ils distribuaient après la messe comme une communion nouvelle. » Est-il étonnant qu'en face de pareils excès, Léon III ait songé à compléter par une réforme religieuse son œuvre générale de réforme intérieure de l'Empire et à enlever du même coup aux Pauliciens quelques-uns de leurs plus solides prétextes à une agitation dangereuse ?

Quoi qu'il en soit, il résolut de trancher dans le vif. En 726 — après bien des hésitations, à ce qu'il semble, — il promulguait un édit, dont le texte ne nous a pas été conservé, mais qui, à n'en pas douter, portait interdiction de vénérer les saintes images et ordonnait d'enlever aux regards des fidèles celles au moins qui étaient l'objet d'une dévotion spéciale de leur part.

Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, l'édit de 726 souleva des protestations très vives. A Constantinople même, un incident caractéristique se produisit : comme des employés du palais étaient montés sur une échelle pour décrocher une image du Christ placée au-dessus de la porte de la résidence impériale, une bousculade eut lieu ; ils furent jetés à bas, piétinés et massacrés par un groupe de femmes que cette vue avait mises hors d'elles. Atteints les premiers dans leurs dévotions les plus chères, les femmes et le menu peuple réagissaient les premiers aussi avec violence. L'année suivante (727), en Grèce et dans les Cyclades, les équipages de la flotte se soulevèrent, acclamèrent comme empereur un certain Cosmas et cinglèrent vers Cons-

1. J. Pargoire, *L'Église byzantine* (ouvrage cité, p. 173, n. 1), p. 221 et 329.

tantinople, d'où leurs navires furent détruits par le feu grégeois. A Venise, à Ravenne, dans les Marches, à Rome, il y eut des émeutes. Le pape Grégoire II se déclara tout net contre l'édit, refusa de s'y soumettre et dénia à l'empereur le droit de légiférer en matière de foi.

Le reproche le plus grave qu'on pût adresser à Léon III, c'était, en effet, d'avoir excédé d'une façon inouïe les pouvoirs dont il disposait en prenant, sans consultation préalable des autorités ecclésiastiques, une décision que, dans l'esprit du temps, il était certainement qualifié pour promulguer, mais non pour arrêter à lui seul. Dès lors le débat va tout de suite dévier. Il s'agira beaucoup moins de savoir si, quelque brutale et maladroite qu'elle fût, la mesure prescrite par l'empereur pouvait se justifier à certains égards, que de prendre position de part et d'autre sur le terrain du droit.

Mais, pour le moment, une constatation s'imposait : la première tentative faite par l'empereur pour introduire dans l'ensemble de ses États une doctrine religieuse commune n'avait abouti qu'à accroître l'anarchie et à semer partout des germes de discorde. Le clergé lui-même, obligé d'opter, était extrêmement divisé ; et, chose grave, le patriarche de Constantinople, le vénérable Germain, un vieillard de quatre-vingt-dix ans, sur l'esprit duquel Léon III n'avait aucune prise, se montrait résolument défavorable aux mesures adoptées. Il fallait sortir de cette impasse, et Léon III ne pouvait hésiter sur le choix des moyens. Professant que l'empereur et le patriarche de Constantinople étaient les deux colonnes de l'Empire — comme il l'a exposé en tête de ce même code civil auquel nous avons maintes fois fait allusion — et que, dans l'accomplissement de sa tâche, l'empereur, chef suprême, devait pouvoir être assuré d'une étroite et confiante collaboration du patriarche, il força Germain à se démettre et lui substitua un homme plus malléable, le « syncelle » Anastase, qui acceptait d'homologuer l'édit de 726 et d'en assurer l'exécution (730).

Nous sommes assez mal renseignés sur la manière dont le nouveau patriarche s'acquitta de sa mission. Une certaine détente semble cependant s'être produite alors en Grèce et en Asie Mineure. Seul de tous les prélats de l'Empire, le pape continua à protester avec énergie : Grégoire II refusa de reconnaître le successeur du patriarche Germain ; et Grégoire III, qui le remplaça en 731 sur le trône pontifical, fit solennellement exclure de l'Église par un synode, réuni à Rome au lende-

main de son avènement, quiconque adhérerait à la doctrine impériale. Cette attitude n'eut d'autre résultat que de précipiter le cours des événements en préparant la scission définitive de l'Occident chrétien d'avec l'Orient byzantin. Léon III, en effet, ordonna presque aussitôt le démembrement du ressort ecclésiastique du patriarcat romain qui, jusqu'à cette date, s'exerçant dans les anciens cadres de l'administration civile, s'étendait encore, outre l'Italie et la Sicile, à l'*Illyricum* entier, c'est-à-dire à la Dalmatie, à la Grèce et, d'une façon générale, à toute la péninsule balkanique, la Thrace et la Mésie exceptées : par décision impériale, l'*Illyricum*, la Sicile, la Calabre et ses annexes furent, sans autre forme de procès, enlevés à la juridiction de l'évêque de Rome et placés sous celle du patriarche de Constantinople.

Léon III marquait par là qu'il abandonnait l'Italie proprement dite à son sort — et les Lombards allaient, peu d'années après, comme le pape lui-même, en tirer les conséquences logiques : les uns en se jetant sur les derniers débris de la domination byzantine dans l'Italie du nord; le pape en se plaçant résolument sous la protection du roi des Francs et en lui confiant la charge de « reconquérir » l'Italie. Mais, en regard du sacrifice consenti, Léon III pouvait inscrire un gain appréciable : désormais, selon son rêve, l'empire tout entier, à l'unique exception des derniers lambeaux de provinces encore occupés par son administration en Italie, relevait d'un seul patriarche comme il relevait d'un seul souverain ; à un État unifié correspondait une Église unifiée, qui allait pouvoir enfin se développer d'une façon harmonieuse, espérait-il, sous le contrôle de son autorité.

IV. — CONSTANTIN V ET LA QUERELLE DES IMAGES ¹.

Quand Léon III mourut, en 740, l'Empire, reconstitué sur de nouvelles bases, avait donc retrouvé son équilibre, et le moment paraissait venu de tenter un effort vigoureux pour lui rendre dans le monde une place plus en rapport avec son glorieux passé. Malheureusement, l'œuvre de réforme religieuse que

1. OUVRAGES À CONSULTER. — A. Lombard, *Constantin V, empereur des Romains* (cité p. 179, n. 1), ouvrage approfondi, mais un peu trop favorable systématiquement à Constantin. Voir, en outre, les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre (p. 173, n° 1).

Léon III, instruit par les incidents du début, avait cru ne devoir poursuivre qu'en usant de sages ménagements, allait être reprise par son fils et successeur Constantin V avec une telle brutalité que l'ère des conflits ne devait pas tarder à se rouvrir à l'intérieur de l'Empire, lui faisant rependre en quelques années le bénéfice de la politique ferme, mais prudente, pratiquée durant le quart de siècle qui venait de s'écouler.

Constantin V valait pourtant mieux que la réputation qu'on lui a faite. Bafoué par ses adversaires, qui l'ont affublé du ridicule sobriquet de « Copronyme », sous lequel son nom est passé à la postérité, il avait d'abord donné de très sérieux espoirs à ses contemporains. On l'avait vu, de longue date associé à son père dans l'exercice du pouvoir, apprendre à ses côtés le métier militaire. En 740, quelques semaines avant la mort du vieil empereur, il l'avait aidé à battre une armée arabe qui, dépassant le rayon normal des randonnées auxquelles les bandes sarrasines se livraient communément aux confins des deux États, avait été assez audacieuse pour pousser jusqu'à la place forte d'Acroïnon (du côté de l'actuelle Afioun-kara-hissar), au cœur de la Phrygie, à six cents kilomètres de leurs postes frontières. Et dans les années qui suivirent son avènement, Constantin avait su, par une série de petites opérations bien menées et qu'il avait tenu à diriger lui-même, rétablir la situation tout le long de la frontière de Cilicie et de l'Euphrate. On devait le voir plus tard, à l'heure où il était engagé à corps perdu dans la lutte religieuse, d'abord arrêter net, en 755, une terrible attaque des Bulgares, qui s'étaient avancés jusqu'aux Longs Murs d'Anastase, à quelques lieues de Constantinople, puis riposter avec énergie, envahir le territoire ennemi à six reprises différentes, de 756 à 775, y remporter plusieurs grandes victoires, y ramasser un nombre considérable de prisonniers.

Mais le problème de la réforme religieuse s'était posé au nouvel empereur, dès le décès de son père, en des termes tels qu'il lui était difficile de l'éluder, quand bien même, de par son éducation et la culture théologique très poussée qu'il avait reçue, il ne se serait pas trouvé presque invinciblement conduit à l'aborder. En effet, en 740, au moment de recueillir la succession paternelle, il avait vu se soulever contre lui un des meilleurs généraux de l'Empire, le « curopalate » Artavasde, que Léon III avait pris pour gendre et qui cherchait à lui disputer la couronne. Or Artavasde, afin de se ménager de faciles succès, n'avait rien eu de plus pressé que de faire une profession de foi

catégorique en faveur du culte des images. Proclamé empereur à son tour, il avait obtenu du patriarche de Constantinople, gagné à son parti, la condamnation de son beau-frère pour cause d'hérésie. Tous les adversaires de l'iconoclastie avaient fait bloc avec lui, et quand Constantin avait enfin réussi, après une lutte très dure de près d'un an et demi, à triompher de son rival, la question des saintes icones était à nouveau posée de façon inéluctable devant l'opinion.

Elle était posée, et mal posée. De toute évidence, en effet, elle ne pouvait plus être abordée avec sang-froid depuis qu'elle avait servi à justifier une usurpation, aggravée d'une trahison odieuse : car c'était dans l'instant même où Constantin s'appretait à marcher, toutes forces réunies, contre les musulmans, qu'Artavasde s'était efforcé de l'attaquer par derrière à l'improviste. En outre, la trahison d'Artavasde apparaissait doublée de défections scandaleuses dans les rangs des principaux officiers du palais et du clergé, à commencer par celle du patriarche Anastase — ce même Anastase qui s'était fait élire, en 729, pour veiller à l'application de l'édit contre les images et qui acceptera du reste par la suite d'exécuter à nouveau docilement les ordres de l'iconoclaste Constantin quand ce dernier l'aura par dérision exhibé au cirque à califourchon sur un âne, face à la queue de l'animal !

Constantin pourtant ne précipita rien. Il tint d'abord à consolider sa propre situation, à écarter le péril musulman des frontières asiatiques et aussi à gagner peu à peu l'opinion publique par des conférences faites dans les centres importants. Enfin, en 753, jugeant le moment venu, et sûr de son clergé, il rassembla au palais d'Hiéria, sur le rivage asiatique du Bosphore, un concile auquel assistèrent trois cent trente-huit évêques de ses États et obtint d'eux, non sans peine, à ce qu'il semble, et après six grands mois de discussions (du 10 février au 27 août), une confirmation solennelle de la thèse impériale et une condamnation d'hérésie à l'adresse de ceux qui refuseraient de se soumettre. C'était faire tomber du coup les critiques formulées, pour usurpation de pouvoir, contre l'édit de 726 et transformer les opposants en schismatiques. « Au nom de la Sainte Trinité » déclaraient les Pères du Concile, « nous tous, revêtus de la dignité sacerdotale, décrétons unanimement que toutes les images, de quelque matière qu'elles soient, peintes ou non, doivent être enlevées comme choses odieuses et abominables de toutes les églises chrétiennes ; interdisons à quiconque de commettre

à l'avenir l'impiété d'en fabriquer ou adorer ou placer dans une église ou cacher dans une demeure particulière, à peine, pour le délinquant, de déposition s'il est évêque ou prêtre et d'anathème s'il est laïc ou moine, sans préjudice de la sanction des lois impériales qui l'atteindront comme rebelle aux commandements de Dieu et comme ennemi du dogme chrétien. »

Désormais Constantin était armé : les récalcitrants lui étaient livrés pieds et poings liés par l'autorité ecclésiastique elle-même. Aussi entreprit-il de réaliser enfin d'une manière effective cette première partie du programme de réformes que ni son père ni lui n'avaient pu jusqu'alors, par prudence, mener qu'avec une extrême timidité : de multiples enlèvements d'icônes ou de peintures furent ordonnés dans des églises qui les avaient conservées, parfois en plein centre de Constantinople, malgré les décisions antérieures ; passant outre aux résistances, l'empereur se laissa peu à peu entraîner à recourir à la force pour faire exécuter les décrets conciliaires ; des mosaïques furent brisées ou enduites de chaux, des fresques raclées ou recouvertes d'un badigeon, de saintes reliques enlevées à la vénération des foules indignées ; les écrits des partisans des images furent livrés aux flammes ; enfin, à partir de 761 au moins, des poursuites furent ordonnées contre les chefs de l'opposition, spécialement contre les moines, les plus fermes soutiens du culte prohibé. En 765, un complot dans lequel dix-neuf hauts fonctionnaires du palais se trouvèrent impliqués, ainsi que l'abbé du Mont-Saint-Auxence, et qui rappelait par plus d'un trait celui qu'avait fomenté vingt ans avant le *curopalate* Artavasde, fit perdre toute mesure à l'empereur : les arrestations, les supplices se multiplièrent ; le patriarche en personne, un homonyme de l'empereur, poursuivi comme complice, fut déporté aux îles des Princes, puis maltraité et bafoué à Constantinople et, pour finir, envoyé au dernier supplice. Durant cinq ou six ans, ce fut alors une véritable guerre au couteau, et il ne semble pas douteux que, s'en prenant à l'institution monastique tout entière, l'empereur n'ait procédé à des fermetures de couvents, à des expulsions et des sécularisations forcées et parfois ne se soit laissé entraîner aux pires violences contre les moines les plus intraitables.

La paix intérieure semblait dans l'aventure. Lorsque Constantin V mourut en 775, il laissait l'Empire en proie aux luttes religieuses et aux intrigues, où déjà mainte fois il avait failli sombrer.

Aussi les années qui suivront et que dominera le nom fameux de l'ambitieuse Irène seront-elles encore des années de drames et de révolutions comparables à celles de la fin du septième siècle. L'œuvre de Léon III achèvera de s'effriter, tandis qu'au nord de la Thrace, le long de la frontière bulgare, l'orage ira s'amoncelant et que, sous l'égide de la papauté, l'Italie centrale et septentrionale définitivement perdue, se donnera au roi des Francs, aujourd'hui émule, demain rival de l'empereur byzantin.

CHAPITRE XIII

L'OCCIDENT CHRÉTIEN DU MILIEU DU SIXIÈME AU MILIEU DU HUITIÈME SIÈCLE¹

Papauté, royauté franque : telles sont, en effet, les deux grandes puissances qui, entre temps, ont achevé de se constituer en Occident et dont l'union va permettre de rebâtir à frais nouveaux l'édifice disloqué par les invasions barbares, à l'époque où, en Orient, nous venons de voir les princes byzantins s'efforcer avec l'énergie du désespoir de réorganiser leur empire dans les vieux cadres, en le ramassant sur lui-même, et s'acharner à vouloir refaire, d'après leurs propres idées, son unité morale et religieuse non moins que son unité politique. Et quoique, à première vue, l'Occident présente le spectacle d'une

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Un des meilleurs ouvrages, pour l'histoire de l'Eglise occidentale durant cette période est celui de Hans von Schubert, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter* (Tübingen, 1921 grand in-8°), remarquable manuel de plus de 800 pages très denses, embrassant l'histoire de toute l'Eglise des environs de l'année 480 à la fin du neuvième siècle et enrichie de copieuses notes bibliographiques. Les tomes I (*Das Altertum* par E. Preuschen et G. Krüger) et II (*Das Mittelalter* par G. Ficker et H. Hermelinck) du *Handbuch der Kirchengeschichte* publié sous la direction de G. Krüger (Tübingen, 1911-1912, 2 vol. in-8°) constituent un guide commode, mais sec et peu original. En langue française, on ne dispose encore, pour les sixième et huitième siècles, d'aucun ouvrage d'ensemble comparable même au manuel de Krüger. Les plus récents sont ceux d'A. Dufourcq (*L'avenir du christianisme* ; I : *Le passé chrétien* ; t. IV et V, Paris, 1909, 2 vol. in-12) et de l'abbé Mourret, *Histoire générale de l'Eglise* ; t. III : *L'Eglise et le monde barbare* (Paris, 1909, in-8°). On y peut joindre les tomes II, 2^e partie, et III, de la grande *Histoire des conciles* de Mgr Hefele, traduite, revue et enrichie de notes plutôt surabondantes par dom Leclercq, et, pour l'histoire de la papauté, l'ouvrage encore utile de J. Langen, *Geschichte der Römischen Kirche von Leo I. bis Nikolaus I* (Bonn, 1885, in-8°).

Pour l'histoire de l'Eglise en Gaule et en Germanie, l'ouvrage capital est celui d'A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands im Mittelalter* (Leipzig, 1887-1911, 5 vol. in-8°, des origines à la fin du quatorzième siècle ; 3^e éd., 1904-1906), t. I et II. On lira aussi avec profit le bref mais suggestif résumé de A. Werminghoff, *Geschichte der Kirchenverfassung Deutschlands im Mittelalter*, t. I (Leipzig, 1905, in-8°).

Pour l'histoire des églises irlandaises et anglo-saxonnes, voir Stephens et Hunt, *History of the English Church* ; t. I : *The English Church from its foundation to the Norman conquest* par W. Hunt (Londres, 1907, in-8°) ; A. Plummer, *The Churches in Britain before 1000* (Oxford, 1911, 2 vol. in-8°) ; dom F. Cabrol, *L'Angleterre chrétienne avant les Normands* (Paris, 1908, in-12 ; de la « Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique »).

déchéance plus profonde que celle de l'Orient byzantin, l'avenir est à lui.

Submergé par les Barbares, il a vu sur son sol la ruine de la civilisation, l'anarchie et la violence substituées à l'ordre romain et à la paix romaine ; mais cette anarchie n'est pas irrémédiable : elle est le fait non point d'un État qui se dissout, comme sur le Bosphore, mais de forces jeunes qui cherchent à s'employer d'une façon tumultueuse et n'ont besoin que d'être canalisées et disciplinées.

La grande voix de la papauté, qui va se faire entendre parmi ces Barbares, les aidera puissamment à réaliser l'œuvre qui les attend.

I. — LA PAPAUTÉ ET L'EXPANSION DU CHRISTIANISME EN OCCIDENT. L'ŒUVRE DE GRÉGOIRE LE GRAND ¹.

Évincé progressivement d'Orient, contraint depuis longtemps de renoncer en fait, sinon en droit, à ses rêves d'hégémonie sur toutes les églises de la chrétienté, l'évêque de Rome avait cherché des compensations en Occident. Déjà Léon I^{er} le Grand (440-461) — celui-là même qui affirmait avec tant de force la suprématie romaine lors du concile de Chalcédoine, en 451, — avait tenté de prendre en mains la direction des affaires ecclésiastiques, non seulement de l'Italie, mais aussi de l'Afrique, des Gaules et de l'Espagne ; mais les invasions barbares avaient tout remis en question. L'idée d'une Église une et centralisée, groupée, en dépit du morcellement politique, autour d'un pontife résidant à Rome, en territoire impérial, et sujet de l'empereur de Constantinople, était alors inconce-

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Les ouvrages les plus importants ont été indiqués à la note précédente. Il n'existe pas encore de bonne histoire du pontificat de Grégoire le Grand. Une des plus récentes est celle de F.-H. Dudden, *Gregory the Great ; his place in history and thought* (Londres, 1905, 2 vol. in-8°). Sur les rapports de la papauté avec les Lombards, voir L.-M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter* (citée plus haut, p. 110, n. 1), t. II, 1^{re} et 2^e p. (1900-1902) ; Th. Hodgkin, *Italy and her invaders* (cité p. 13, n. 1), t. V, 2^e éd. (1916). — Sur la conversion de l'Angleterre et l'œuvre des Scots, (outre les livres cités à la note précédente), Th. Hodgkin, *History of England from the earliest times to the Norman conquest* (Londres, 1906, in-8° ; t. 1 de la *Political history of England*, publ. par Hunt et Poole) ; Ch. Oman, *England before the Norman conquest* (Londres, 1910, in-8° ; t. I de *A history of England in seven volumes* publiée par Ch. Oman) ; W. Levison, *Die Iren und die fränkische Kirche*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CIX (1912), p. 1-22. — Il existe un grand nombre d'études sur saint Colomban ; citons entre autres, E. Martin, *Saint Colomban* (Paris, 1905, in-12, de la collection « les Saints ») ; J.-J. Laux, *Der hl. Kolumban, sein Leben und seine Schriften* (Fribourg-en-Brisgau, 1919, in-12).

vable. Adeptes du christianisme selon Arius ou ralliés à la foi « catholique », les rois barbares ne pouvaient en aucun cas admettre que leur clergé leur échappât, et pas plus eux que les empereurs n'auraient compris qu'on voulût limiter leur autorité en élevant à l'intérieur de leurs États une barrière entre le temporel et le spirituel. Aussi avait-on vu se constituer au sixième siècle en Gaule, en Espagne, en Afrique, des Églises nationales, formant bloc derrière les souverains, tandis qu'achevait de s'organiser en Irlande une Église d'une forte originalité et, elle aussi, entièrement indépendante du pontife romain.

Modeste avait été durant plus d'un siècle le rôle de la papauté. Sans abandonner jamais aucune de ses revendications, elle avait dû se résigner la plupart du temps à vivre d'une vie obscure et à subir du fait des empereurs de terribles humiliations : le pape Silvère (536-537) s'étant refusé à reconnaître pour patriarche de Constantinople un monophysite, s'était vu déporté dans le Pont ; Vigile, son successeur (537-555), avait été arrêté, conduit sous escorte devant Justinien et mis en demeure, comme un simple fonctionnaire, d'accepter la doctrine officielle ou de se démettre.

Si, à cette époque, le christianisme avait progressé en Occident, on l'avait dû aux Barbares, et surtout aux Irlandais — à ces Irlandais, alors appelés « Scots », qui, animés d'un esprit de prosélytisme ardent, d'un besoin intense d'apostolat, avaient alors essaimé sur les côtes occidentales du pays auquel ils allaient laisser leur nom (l'Écosse ou *Scotland*), ainsi que dans le reste de la Grande-Bretagne et jusque dans les Orcades, les îles Shetland, bientôt jusqu'en Islande et finalement en Gaule, où leur missionnaire Colomban avait été, à partir de 590, réveiller la foi somnolente des Francs et acclimater, parmi les solitudes boisées des Vosges, l'ascétisme de la verte Érin.

La papauté allait-elle donc faillir à sa mission et laisser à d'autres le soin de propager la « bonne parole » à travers le monde ? Chose curieuse, c'est à l'heure où ses chances semblaient le plus gravement compromises, où l'on pouvait craindre à tout moment de voir la Ville Éternelle tomber au pouvoir des Lombards et, au mieux, le siège de Rome devenir un simple évêché du nouveau royaume barbare en voie de formation¹, qu'un homme d'énergie, le pape Grégoire I^{er} le Grand (590-604)

1. Voir ci-dessus, p. 111.

trouva la force d'opérer un brusque rétablissement et, renouant la tradition de Léon I^{er}, de faire à nouveau entendre et respecter la voix du pontife romain.

La détresse même dans laquelle l'invasion lombarde avait placé les villes de son ressort et l'impuissance des empereurs à en assurer la protection laissaient le champ libre à l'initiative du chef religieux. Grégoire le Grand sut en profiter. Il fut, en face du péril, l'homme qu'il fallait ; et, non content d'organiser la défense de sa capitale, que les Lombards vinrent assiéger par deux fois, en 591 et en 593, il s'éleva rapidement, par l'autorité qu'il prit sur tous les évêques de sa « province » ecclésiastique — à laquelle n'échappaient aucun des diocèses de l'Italie centrale et méridionale — au rang d'un véritable chef, capable aussi bien de tenir tête aux Barbares et de discuter de haut avec eux que de diriger, comme « souverain pontife », l'action du clergé de la péninsule.

Fort du prestige ainsi reconquis, Grégoire s'enhardit jusqu'à réclamer pour la papauté le droit de dire son mot dans les affaires ecclésiastiques d'autres pays que l'Italie : il se tint en correspondance suivie avec les évêques de Gaule et d'Espagne, chargea celui d'Arles des fonctions de vicaire pontifical dans le royaume franc et confia à celui de Carthage le soin de le représenter en Afrique ; il délégua même de simples clercs de son entourage en mission dans la plupart des provinces d'Occident. Et, sans doute, les résultats positifs de sa politique furent encore médiocres : en Afrique, il dut fermer les yeux sur les abus, de peur de voir son autorité nettement rejetée ; dans les royaumes franc et wisigothique, l'ascendant dont il jouit ne fut guère le fait que de son prestige personnel et resta d'ordre exclusivement moral ; même dans les régions de Haute Italie non conquises par les Lombards, il s'en fallut que sa voix fût toujours écoutée. Mais ce fut un résultat cependant — et un résultat considérable — que de réhabituer jusqu'à un certain point le clergé d'Occident à entendre cette voix qui s'était tue depuis tant d'années.

Grégoire le Grand fit plus : il voulut et sut en partie dériver au profit de l'Église romaine l'œuvre de prédication et de conversion dont les missionnaires irlandais semblaient avant lui s'être presque arrogé le monopole. Étant donné le caractère très particulier de l'organisation ecclésiastique de leur pays, où les moines et leurs abbés constituaient l'armature de la vie religieuse, aux lieu et place des évêques et du clergé diocé-

sain, étant donné aussi l'originalité des usages et du rituel qu'ils propageaient en même temps que leur foi, il était manifeste que leur apostolat, si utile à la cause du christianisme, n'allait pas sans faire courir des risques redoutables au catholicisme traditionnel dont le pape était le défenseur. D'où le désir de Grégoire de reprendre à son compte cette tâche à laquelle ils s'étaient voués en Grande-Bretagne et l'envoi par lui, en 596, au royaume de Kent d'un petit groupe de moines romains chargés, sous la direction de l'un d'eux, le prévôt Augustin, de prêcher là-bas le christianisme selon la pure doctrine et de créer en Angleterre une Église rattachée directement à l'Église pontificale.

Cœuvre de longue haleine, au triomphe définitif de laquelle il ne fut pas donné à Grégoire d'assister. Il eut du moins la joie de pouvoir dès 601 saluer Augustin du titre de primat d'Angleterre, en lui laissant le soin de créer les nouveaux évêchés que réclamerait l'extension progressive du christianisme dans les régions que la propagande irlandaise n'avait pas encore touchées. Et, si infructueux que fussent demeurés les efforts d'Augustin pour amener les adeptes de l'Église irlandaise à se plier aux usages romains et à reconnaître sa « primatie », si redoutables que fussent encore partout les fréquents et brusques retours du vieux paganisme saxon, un résultat capital avait été atteint : le pape avait revendiqué pour lui-même et en partie assumé avec succès la mission évangélisatrice en pays barbare. Respecté ou discuté, le pouvoir pontifical était redevenu une réalité jusque sur les bords de la Tamise.

II. — LE TRIOMPHE DU CATHOLICISME ROMAIN EN ANGLETERRE AU VII^e SIÈCLE¹.

Les successeurs de Grégoire I^{er} ne furent pas en état de poursuivre avec une pareille vigueur la politique inaugurée par ce grand pape, dont le génie politique égalait les hautes vertus religieuses et morales ; mais la semence qu'il avait déposée devait se révéler féconde, et pendant tout le septième siècle, lentement, obscurément, l'Église romaine n'allait cesser de progresser et de développer son action.

En Grande-Bretagne, ces progrès furent peut-être moins

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Les mêmes que pour le paragraphe précédent.

lents qu'ailleurs et les conséquences en allaient être incalculables : car c'est dans l'Église anglo-saxonne, modelée par elle, que la papauté devait trouver au siècle suivant ses auxiliaires les meilleurs et les plus actifs. Dans ce pays; encore très morcelé, le mariage d'Ethelburge, fille du roi de Kent Ethelberth, avec Edwin, le souverain du vaste État de Northumbrie (625), eut pour effet d'étendre largement le champ d'action du catholicisme romain, en lui annexant d'un coup toutes les contrées sises entre l'Humber et le Forth, et d'entraîner, par surcroît, la conversion du royaume voisin d'East-Anglie (le Norfolk et le Suffolk), si bien qu'en 634 le pape Honorius pouvait déjà partager l'Angleterre en deux grandes provinces « primatiales » : celle du nord, avec la métropole d'York, pour le royaume de Northumbrie, et celle du sud, avec la métropole de Canterbury, pour le Kent et l'East-Anglie. Vers la même époque, cherchant toujours à gagner de vitesse les moines irlandais, il envoyait dans le royaume de Wessex un nouveau missionnaire italien, le clerc Birinus, et réussissait, en outre, par son intermédiaire, à faire pénétrer dans le sud de l'Irlande, en 636, l'usage romain sur un des points débattus avec le plus de feu de part et d'autre, celui de la date de la fête de Pâques.

L'Église romaine n'était cependant pas au bout de ses peines encore. Au moment où le pape Honorius ordonnait le dédoublement du siège primatial d'Angleterre, le roi Edwin de Northumbrie venait d'être tué (octobre 633) et, après avoir triomphé d'un terrible soulèvement des Bretons et des païens, son successeur Oswald avait dû, sans doute pour calmer les Bretons, favorables au christianisme irlandais, ouvrir toutes grandes aux moines « scots » les frontières de ses États. Pendant trente ans, la Northumbrie, où la pénétration du catholicisme romain était de fraîche date, se trouva soumise à l'influence intensive de l'Église irlandaise, qui y introduisit, bien entendu, les particularités de son organisation, de sa discipline et de son rituel. Un couvent, bientôt célèbre, fondé dans l'île de Lindisfarne, non loin de la résidence royale de Bamborough, devint le centre de la vie religieuse dans le royaume ; et de là le christianisme irlandais, gagnant chaque jour du terrain vers le sud, se propagea avec une extraordinaire rapidité d'un bout à l'autre de la Mercie et jusque dans l'Essex, sur les bords de la Tamise.

Le catholicisme romain semblait appelé à disparaître du sol anglais quand, au cours de l'année 664, un second revirement se produisit, en sa faveur cette fois, dans ce même royaume de

Northumbrie qui s'était trente ans plus tôt déclaré le premier contre lui. Las des interminables disputes qui ne cessaient de s'élever entre les adeptes des deux confessions et poussé par divers catholiques de son entourage — plus particulièrement, à ce que l'on croit, par sa femme la reine Eanfled, fille du feu roi Edwin, — le nouveau souverain de la Northumbrie Oswin se décida à inviter les deux clergés à se mettre d'accord au moins sur la date de la fête de Pâques et exerça une pression si nette en faveur des tenants de la thèse romaine que les clercs irlandais préférèrent abandonner la partie et quitter le pays.

Les royaumes de Mercie et d'Essex, imitant l'exemple de la Northumbrie, passèrent du coup, eux aussi, dans le camp catholique, suivis de près par le Sussex, si bien que le pape Vitalien pouvait, dès 669, sur l'invitation des rois de Northumbrie et de Kent, dépêcher en Angleterre un nouveau primat selon son cœur, en la personne du moine grec Théodore, lequel procéda aussitôt à une réorganisation totale de l'Église anglaise d'après la formule romaine. Et le succès de la papauté était tel qu'en 697 l'Irlande finissait elle-même par s'incliner devant l'autorité de Rome, sur un point où elle s'était montrée jusqu'alors intraitable, en se ralliant au comput adopté par la cour pontificale pour la fixation de la date de Pâques. Avant la fin du huitième siècle, toutes les églises des îles britanniques sans exception, quoique gardant encore quantité de traits de leur physionomie primitive, allaient être acquises au catholicisme romain.

III. — LES PROGRÈS DE LA PAPAUTÉ EN OCCIDENT DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU VIII^e SIÈCLE. L'ŒUVRE DE SAINT BONIFACE¹.

C'est sous cette forme aussi que nous allons voir la religion chrétienne progresser dans les autres pays barbares d'Occident.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — En dehors des ouvrages généraux indiqués en tête de ce chapitre, voir E. Lesne, *La hiérarchie épiscopale, provinces, métropolitains, primats en Gaule et Germanie depuis la réforme de saint Boniface jusqu'à la mort d'Hincmar*, 742-882 (Lille et Paris, 1905, in-8° ; fasc. 1 des *Mémoires et travaux des Facultés catholiques de Lille*). La plus récente et la plus précise biographie de saint Boniface est celle que Tangl a mise comme préface à son édition des lettres écrites par l'apôtre de Germanie : *Die Briefe der heiligen Bonifatius und Lullus*, publ. par M. Tangl (Berlin, 1916, in-8° ; t. I de la série *Epistolae selectae* des *Monumenta Germaniae historica*). On y ajoutera, pour le détail, l'étude minutieuse de F. Flaskampf, *Das hessische Missionswerk des hl. Bonifatius* (Duderstadt, 1926, 149 p. in-8°), accompagné d'une bonne bibliographie.

En Italie, les Lombards, d'abord ariens, avaient commencé à se laisser gagner à la foi catholique sous Grégoire le Grand et, d'une façon plus marquée, dans les années immédiatement postérieures à sa mort. Le septième siècle ne s'achève pas sans que l'arianisme soit définitivement éliminé de la péninsule. Il est vrai que l'Église lombarde, docile à la voix de ses rois, demeure, pour des raisons politiques, réfractaire à toute ingérence pontificale ; mais le terrain n'en est pas moins préparé : le jour où la domination lombarde s'écroulera, l'Italie centrale et septentrionale se retrouvera groupée autour du pape.

En terre germanique, celui-ci récolte mieux que des promesses d'avenir, grâce surtout au zèle courageux des moines anglo-saxons qui, dans le dernier quart du septième siècle, commencent à réexporter de Grande-Bretagne, si l'on peut dire, le catholicisme romain, tout juste acclimaté dans leur patrie. En 678, c'est Wilfrith d'York qui part évangéliser la Frise et ne manque pas d'aller, dès les premiers résultats obtenus, faire au pape son rapport ; douze ans plus tard, c'est Willibrord qui se donne corps et âme à cette tâche, toujours en étroit accord avec le souverain pontife, dont il va, à Rome, recevoir d'abord les instructions (en 690), puis, avec le pallium, le mandat d'organiser l'Église frisonne (en 696) ; en 716, c'est le célèbre Wynfrith (plus connu sous le nom romain de Boniface, qu'il prendra à dater de 719) qui se voue, à son tour, à la conversion de la Frise, puis, peu à peu, des autres grandes provinces païennes de Germanie, et dont l'action, sans cesse dirigée par Rome, où il se rend plusieurs fois à partir de 718, sera décisive pour l'avenir de la cause pontificale ; en 724, c'est Pirmin qui, d'Angleterre, vient exercer son apostolat chez les Alamans.

Dès l'aube du huitième siècle, l'Occident voit ainsi le rôle de la papauté s'étendre sans arrêt, s'amplifier en tout sens. On prend l'habitude de tourner ses regards vers Rome, d'aller y chercher des directives en matière religieuse. Lorsqu'en 716 le duc de Bavière Théodo veut réorganiser l'Église de ses États, c'est au pape Grégoire II qu'il s'adresse sans hésiter pour obtenir l'envoi d'une mission chargée de cette œuvre délicate ; et il lui semble naturel d'accepter la désignation par le pontife romain du premier archevêque de Ratisbonne. La tentative de Théodo n'aboutit d'ailleurs pas ; mais les faits que nous venons de rappeler sont par eux-mêmes significatifs.

Les années qui suivent sont pour la papauté plus décisives encore : car, si les papes eux-mêmes agissent peu, saint Boniface

agit pour eux. Après avoir exercé son apostolat en Frise et avoir été *ad limina*, en 722, recevoir du pape Grégoire II la dignité épiscopale dans la forme où la recevaient les évêques dépendant de l'archidiocèse de Rome, saint Boniface est envoyé convertir les païens de Hesse et de Thuringe et installer à Ohrdruf, au cœur de cette dernière contrée, un centre de missions inspiré du plus pur esprit romain. En 732, le pape Grégoire III lui envoie le pallium et lui confère, avec la dignité archiepiscopale, le droit d'ordonner de nouveaux évêques en Germanie au nom de l'autorité apostolique. Par étapes, l'œuvre d'évangélisation s'élargit : ayant achevé d'organiser en Hesse, dans le couvent de Fritzlar, un second centre de missions, où il appelle son disciple et compatriote Lul, Boniface se voit confier par Grégoire III, auprès duquel il s'est à nouveau rendu en 738, la charge de pourvoir à l'organisation ecclésiastique de la Germanie tout entière en qualité de vicaire pontifical. La Bavière lui est ainsi soumise et le clergé du pays réformé sous sa direction d'après les instructions que Rome lui envoie ; un nouvel évêché est créé à Eichstätt et confié à Willibald, un de ses parents (741).

Les Francs finissent aussi par être entraînés dans le sillage du grand apôtre de Germanie. Connus depuis longtemps de leurs souverains, qui s'étaient avec empressement déclarés les protecteurs d'un homme à qui ils devaient les progrès de la civilisation chrétienne parmi les païens les moins assimilables de l'extrême-est de leur empire, Boniface apparaît, vers 740, comme seul de taille à opérer le sauvetage de l'Église des Gaules, alors en pleine décadence. Nous reviendrons sur la situation tragique du royaume franc au début du huitième siècle ; il suffit pour l'instant de dire que les deux princes qui, en 741, venaient d'en assumer le gouvernement, les deux frères Pépin et Carloman, élevés pieusement au monastère de Saint-Denis, étaient résolus à faire cesser les abus scandaleux qui menaient le clergé franc droit à la ruine. Comment s'étonner après cela qu'ils aient fait appel à l'habile organisateur de l'Église germanique et que celui-ci se soit ainsi trouvé en mesure de propager en Gaule les idées que, depuis plus de trente ans, il répandait à travers le monde ? Quelque soucieux que fussent Pépin et Carloman de rester les maîtres de leur clergé et d'éviter toute ingérence pontificale dans leurs États, c'étaient les idées romaines qu'ils accueillaient chez eux avec Boniface ; et, en lui laissant le soin de rétablir non seulement une sévère discipline, mais aussi une forte hiérarchie dans l'Église franque, ils travail-

laient malgré eux pour la papauté, que Boniface était habitué à regarder comme le couronnement nécessaire de l'édifice religieux.

Sans doute, les deux princes francs ne suivirent pas Boniface jusqu'au bout : quand, en 747, il voulut faire de la curie romaine la juridiction d'appel normale pour toutes les affaires touchant à la discipline ecclésiastique, quand il proposa d'abandonner au pontife de Rome l'investiture des évêques métropolitains, quand il voulut enfin faire adopter le texte d'une adresse de soumission filiale du clergé des Gaules aux décisions du successeur de saint Pierre, sa voix ne rencontra plus d'écho auprès des gouvernants. Du moins le principe de la souveraineté pontificale était nettement posé : l'idée, encore confuse la veille, allait faire son chemin.

Mais, pour en assurer le triomphe, il manquait au pape la force matérielle. Pris entre les empereurs iconoclastes, avec lesquels il était à cette époque en lutte ouverte, et les Lombards, plus menaçants que jamais, il se trouvait dans cette situation paradoxale de disposer d'une autorité spirituelle et morale chaque jour grandissante et d'être chaque jour aussi davantage à la merci d'un simple coup de main des Barbares massés à quelques lieues de Rome.

Il fallait au pape un soutien. C'est dans le royaume franc qu'il allait le trouver.

IV. — LES PROGRÈS DE LA MONARCHIE FRANQUE DU VI^e SIÈCLE A L'AVÈNEMENT DES CAROLINGIENS¹.

Depuis l'époque où les fils de Clovis achevaient la conquête des provinces burgondes², la puissance franque avait réalisé, en effet, des progrès importants.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Parmi les ouvrages d'ensemble, nous retiendrons surtout l'*Histoire de France des origines jusqu'à la Révolution*, publiée sous la direction d'E. Lavisse ; t. II, 1^{re} partie. *Le christianisme, les Barbares, Mérovingiens et Carolingiens*, par C. Bayet, C. Pfister, A. Kleinclausz (Paris, 1903, in-8°), où l'on trouvera de nombreuses références ; Dahn, *Die Könige der Germanen* (cité p. 13, n. 1), t. VII, en 3 volumes (Leipzig, 1894-1895, in-8°) sur les Mérovingiens ; t. IX, en 2 volumes (Leipzig, 1902-1905, in-8°), sur les Alamans et les Bavares ; t. X et XI (Leipzig, 1907-1908, in-8°), sur les Thuringiens et les Burgondes ; L. Schmidt, *Geschichte der deutschen Stämme* (cité p. 4, n. 1) ; M. Doerbel, *Entwicklungsgeschichte Bayerns*, t. I : *Von den ältesten Zeiten bis zum Westfälischen Frieden* (Munich, 1906, in-8° ; 3^e éd., 1916) ; Paul-Edmond Martin, *Études critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne*, 534-715 (Genève et Paris, 1910, in-8°), important pour l'histoire des Alamans ; M. Chaume, *Les origines du duché de Bourgogne*, t. I : *Histoire politique* (Dijon, 1925, in-8°), qui résume d'une façon souvent très personnelle, l'histoire de la Bourgogne depuis l'année 561. — Pour les transformations intérieures de la monarchie franque, voir les ouvrages cités plus haut, p. 53, n. 1.

2. Voir plus haut, p. 44.

En Gaule même, les rois mérovingiens avaient été assez heureux pour mettre la main sur la Provence, que l'effondrement de la monarchie ostrogothique leur avait livrée en 536. Un instant ils avaient formé le dessein audacieux d'y joindre la plaine du Pô : le roi Théodebert, petit-fils de Clovis, qui régnait sur les Francs de l'est, était intervenu au delà des Alpes tantôt pour, tantôt contre les derniers princes ostrogoths, aux prises avec les armées byzantines¹, dans l'espoir de pêcher en eau trouble ; et, de fait, il était parvenu à occuper, entre 540 et 548, après plusieurs campagnes, une grande partie de la côte ligurienne, du Piémont, de la future Lombardie et une fraction de la Vénétie. Conquêtes précaires, que son successeur Théodebald avait dû évacuer une à une les années suivantes, lors du triomphe définitif des armées de Justinien dans la péninsule italienne, mais qui avaient contribué à accroître au dehors le prestige du nom franc.

Mais c'est dans les pays de la rive droite du Rhin, d'où ils étaient sortis jadis et où une partie des leurs était demeurée que les Francs s'étaient ménagé les succès les plus durables. Remontant la vallée du Main, ils avaient obligé les Alamans à se replier sur les hautes vallées du Danube et du Rhin, où l'écroulement du royaume ostrogothique, dont ils avaient d'abord recherché l'appui, les avait peu après (536) livrés sans défense aux armées du roi Théodebert. Déjà amoindri, après les premières défaites infligées par Clovis, l'État alaman s'était vu alors réduit en son entier au rang d'une simple dépendance du royaume mérovingien. Son duc, quoique maintenu en fonctions, avait perdu sa liberté d'action ; il lui avait fallu pour gouverner s'assurer l'agrément de son puissant suzerain ; et ses troupes, embrigadées avec les troupes franques, n'avaient plus travaillé qu'au profit de ce dernier.

De la vallée du Main, les Francs s'étaient répandus dans les vallées de la Fulda et de la Werra ; puis ils avaient pénétré en Thuringe, dont une grande victoire remportée sur les bords de l'Unstrut, en 531, les avait rendus maîtres. Incorporée au royaume mérovingien, privée de son chef national, dont une pittoresque légende, rapportée par Grégoire de Tours, attribue le meurtre à Thierrî, l'un des fils de Clovis, la Thuringe avait vainement tenté de secouer le joug vingt-cinq ans après, avec l'aide des Saxons : la domination franque avait été énergique-

3. Voir plus haut, p. 98-101.

ment défendue contre tous les assauts, et déjà même le roi Clotaire, un autre des fils de Clovis, qui avait recueilli l'héritage de son frère Thierri, avait osé, quoique sans succès, porter la guerre en Saxe et réussi, tout au moins; à enrayer la progression saxonne au sud du Harz.

Les Francs auraient pu sans doute jouer dans l'Europe occidentale un rôle décisif lorsque, après la mort de Justinien, les empereurs de Constantinople avaient été obligés de lâcher prise de ce côté, si leur royaume avait été aussi fortement organisé au dedans qu'il paraissait déjà puissant au dehors. Mais, grandi trop vite, sans plan d'ensemble, sans véritable esprit politique, il lui avait manqué alors d'être véritablement un État. Ses souverains, encore imbus de la mentalité des chefs de guerre germaniques, divisant entre eux le butin, en étaient restés à la pratique du partage des provinces et du pouvoir royal en autant de lots qu'il y avait d'héritiers¹, ce qui avait entraîné de perpétuels et funestes conflits entre les princes et, avec l'obligation de remanier sans cesse, de diviser et de subdiviser les parts à chaque décès, une extraordinaire instabilité, peu faite pour donner aux sujets la notion d'une fidélité stricte.

Aussi l'histoire de la seconde moitié du sixième siècle n'avait-elle été pour les Francs qu'une suite fastidieuse de basses querelles, dégénérant en luttes sanglantes, auxquelles se mêlent de façon tragique les noms fameux de Brunehaut, la fille du roi wisigoth Athanagilde, devenue l'épouse de Sigebert, roi des Francs de l'est, et de son implacable ennemie, l'esclave Frédégonde, que le roi des Francs du nord, l'ambitieux et cruel Chilpéric avait prise pour femme. Dans ces luttes, où, sous le mince vernis d'une civilisation fraîchement acquise, la brutalité du Barbare perce à tout moment, les sujets des rois rivaux avaient été, naturellement, entraînés eux-mêmes : clans contre clans, factions contre factions, le royaume mérovingien avait, durant un demi-siècle, été déchiré par la guerre civile ; et l'ambition des hommes de gouvernement avait dû se limiter à défendre les positions acquises : la Provence contre les Lombards qui, en 571 et 572, avaient fait effort pour la leur arracher ; la Thuringe contre les Avars, qu'on avait réussi à refouler par trois fois — en 562, 566, 596 — non sans dommages ; les confins de l'Armorique contre les Bretons qui, en 578 et 579, avaient poussé jus-

1. Sur cette pratique, voir plus haut, p. 52.

qu'à Rennes et jusqu'à Nantes ; le sud-ouest de l'Aquitaine contre les Basques ou Gascons, rude population montagnarde, débris d'anciens peuples ibériques, qui étaient parvenus, malgré la résistance des armées franques, à occuper, à la fin du sixième siècle, presque toute la plaine des Pyrénées à la Garonne.

Mais, la Gascogne mise à part, le royaume franc avait traversé sans pertes de territoires cette sombre période de guerres civiles et avait pu reprendre peu après son essor. Car, à défaut d'une conception politique plus saine, le hasard, qui, selon un mot connu, est souvent « galant homme », avait permis, au début du septième siècle, de corriger de façon heureuse les fautes accumulées au cours des cinquante années antérieures : à l'issue des luttes qui avaient opposé les uns aux autres les descendants de Clovis, un seul d'entre eux s'était trouvé finalement, en 613, appelé à recueillir par voie d'héritage toutes les provinces du royaume, et cette unité, ainsi réalisée à nouveau par le jeu des successions, avait pu être maintenue un quart de siècle, sous les règnes de Clotaire II, fils de Chilpéric (613-629), puis sous celui de son propre fils Dagobert, qui — aidant, lui, quelque peu le hasard — était parvenu à exclure son frère Caribert du trône et à y rester seul jusqu'au bout (629-639), sauf à instituer pour ses deux fils Sigebert et Clovis des royautés en sous-ordre à l'intérieur de ses États.

Pendant cette nouvelle période de calme intérieur, relatif — au temps de Dagobert surtout — le prestige du royaume franc avait pu sensiblement s'accroître. Menacés soudain tout le long de l'Elbe par les Slaves occidentaux, qui, sous la conduite d'un audacieux aventurier du nom de Samo, originaire de Gaule, cherchaient dans cette direction à échapper au joug des Avars, les peuples germaniques, conscients de la nécessité d'une union en présence du péril commun, s'étaient groupés autour du roi franc pour y faire face : des troupes lombardes étaient venues lui apporter leur concours ; les Saxons eux-mêmes s'étaient enrôlés sous ses bannières ; et, lorsque, après trois ans d'une guerre acharnée, dans la Thuringe envahie, la victoire avait enfin couronné les efforts du roi mérovingien, il en était sorti à tel point grandi qu'il semblait vraiment l'arbitre de l'Europe.

Les peuples germaniques du continent avaient tous alors plus ou moins subi son ascendant : les Frisons avaient reçu la visite des missionnaires chrétiens envoyés par ses évêques ; nous avons vu les Saxons entrer dans son alliance ; un autre peuple,

jusqu'alors indépendant, à ce qu'il semble, le peuple bavarois, héritier des anciens Marcomans, qui, de Bohême, s'était, dans la première moitié du sixième siècle, avancé dans la plaine auquel il a donné son nom, avait fini aussi par reconnaître sa suzeraineté ; on l'avait vu intervenir jusque dans l'Espagne wisigothique, où il n'avait pas hésité à envoyer des troupes pour appuyer un prétendant royal de son goût, et jusqu'en Italie, où sa diplomatie s'était immiscée à mainte reprise dans les affaires de la cour lombarde.

Mais, après la mort de Dagobert, était survenue une seconde et longue période d'affaissement, analogue à celle qui avait suivi la mort des fils de Clovis. Les luttes intestines, les morcellements avaient alors repris de plus belle, aggravés encore par les tendances séparatistes ou tout au moins très fortement particularistes de chacune des trois grandes sections du royaume franc entre lesquelles les sujets avaient peu à peu pris l'habitude d'être divisés : Austrasie, ou provinces de l'est ; Bourgogne, ou ancien royaume burgonde ; Neustrie ou provinces du nord et du nord-ouest ; sans compter la province d'Aquitaine, qui, moins germanisée que les autres, ne faisait corps avec aucune d'elles. Dès le temps de Clotaire II et de Dagobert, ces tendances s'étaient manifestées avec une telle netteté et parfois avec une telle violence, qu'il avait fallu, lors même qu'un seul roi présidait aux destinées de l'ensemble, maintenir la distinction en trois royaumes, avec trois administrations séparées, ayant chacune à sa tête un ministre responsable, le « maire du palais », et finalement aussi un prince mérovingien chacune : car nous avons vu Dagobert obligé, dans les derniers temps, de confier, sous sa haute direction, à ses deux fils Sigebert et Clovis, le gouvernement des deux royaumes d'Austrasie et de Bourgogne, dans lesquels il ne résidait pas. Mais qu'il se fût trouvé ainsi trois personnes royales pour occuper les trois trônes, ç'avait été, là encore, le résultat d'un concours de circonstances fortuites qui n'avaient pas survécu à Dagobert, et les habitants de chacun de ces trois grands royaumes, dont l'individualité allait s'affirmant, s'étaient familiarisés avec cette idée que, derrière la façade changeante des successions royales, il n'y avait qu'une seule réalité stable : le gouvernement des maires du palais, devenus, de simples maîtres d'hôtels ou « majordomes » (*majores domus*) qu'ils étaient à l'origine, les chefs absolus de l'administration.

La faiblesse des descendants du roi Dagobert, en majorité des enfants (à commencer par les deux fils de Dagobert, qui avaient respectivement cinq et neuf ans à la mort de leur père) ou de tout jeunes gens usés par de précoces débauches, avait achevé de faire passer entre leurs mains les pouvoirs royaux, ce qui aurait pu contribuer à introduire dans l'État un principe d'ordre relatif et de stabilité si les tendances absolutistes de ces maires du palais et les compétitions auxquelles leur office avait donné lieu n'avaient été l'origine de nouvelles luttes, aussi violentes que celles dont le royaume franc avait été le théâtre sous les petits-fils de Clovis et si chacun d'eux n'avait été, pour sa part, travaillé par l'ambition de refaire à son profit l'unité du royaume. Les noms d'Ebroïn, maire du palais de Neustrie depuis 657, et des deux hommes — l'évêque d'Autun Léger et le fameux Pépin de Herstal — en qui s'était incarné l'esprit de résistance de la Bourgogne et de l'Austrasie, évoquent l'histoire de cette période troublée, qui s'achève avec le meurtre d'Ebroïn en 680 et le triomphe de Pépin, devenu, sous un roi unique, mais sans pouvoir, maître unique et tout-puissant des trois royaumes après la victoire remportée à Tertry, près de Péronne, sur le maire du palais de Neustrie Berthaire (687).

Il n'avait pas fallu moins de trente années encore pour achever l'œuvre commencée à Tertry : car il avait manqué à Pépin de laisser après lui un fils en âge de le remplacer. Son fils Drogon était mort en 708 ; son autre fils, Grimoald (chargé, sous son contrôle, de gérer la mairie du palais de Neustrie), avait été assassiné en avril 714 ; ses petits-fils, Théodald, Arnulf et Hugue, n'étaient que des enfants. Sa veuve Plectrude avait, au lendemain de sa mort (16 décembre 714), tenté vainement d'empêcher une nouvelle scission de la Neustrie et de la Bourgogne : d'un combat livré dans la forêt de Cuise, près de Compiègne, en 715, le chef que les Neustriens s'étaient donné avec le titre de maire du palais, Ragenfred, était sorti vainqueur. Le soulèvement s'était généralisé. Les Thuringiens et les Alamans, que Pépin de Herstal avait dû une première fois réduire les armes à la main, n'avaient pu être retenus qu'à grand'peine au sein de l'unité franque ; les Frisons, chez lesquels l'œuvre des missionnaires patronnés par Rome, reprenant les traditions des clercs francs du roi Dagobert, avait commencé à frayer utilement la voie aux armées mérovingiennes, avaient, en 715, remonté le Rhin jusqu'à Cologne et dévasté

le nord-est du royaume ; les Saxons avaient franchi les frontières d'Austrasie ; au sud, les Aquitains s'étaient proclamés indépendants sous un duc de leur choix ; et d'Espagne, les bandes arabes et berbères avaient entamé leur marche terrifiante vers le Languedoc. Jamais périls plus graves n'avaient menacé la monarchie franque.

Heureusement un sauveur s'était présenté à temps en la personne d'un fils bâtard de Pépin de Herstal, le jeune Charles, qu'on surnommait plus tard « Martel » et qui, se jetant soudain dans la mêlée avec l'espoir de ressusciter à son profit le pouvoir de son père, avait réalisé ce tour de force d'enfoncer successivement tous les ennemis : les Neustriens à Amblève (près de Liège) en 716, à Vincy (près de Cambrai) en 717, à Soissons en 719 ; les Saxons et les Frisons, de 719 à 738 ; les Aquitains en 720 ; les Alamans en 730 ; les Sarrasins à Poitiers en 732, puis sur la Berre, près de Narbonne, en 737, et en Provence deux ans après. La Bavière avait reçu la visite de ses armées en 725 et en 728 ; si bien qu'à sa mort, en 741, non seulement l'unité du royaume était reconstituée, mais le rayonnement de la puissance franque largement accru.

Le fantôme de royauté dont Charles Martel n'avait pas osé se débarrasser avait fini par faire officiellement place à la maison nouvelle des princes austrasiens, qu'on appellera les Carolingiens en souvenir du vainqueur de Poitiers. Mais cette révolution ne s'était pas accomplie sans ménagements. Charles Martel avait laissé mourir en 737 le « roi » Thierry IV sans lui donner de successeur. Il était mort lui-même en 741, après avoir transmis sans opposition ses pouvoirs à ses deux fils Pépin et Carloman. Ceux-ci avaient cru bon, au bout de deux ans (743), de pourvoir à la vacance du trône en y faisant monter un enfant du nom de Childéric ; puis, resté bientôt seul maire du palais, à la suite de l'abdication de son frère, en 747, Pépin avait franchi le pas décisif : reléguant dans un monastère l'inutile Mérovingien et fort de l'approbation que le pape, consulté, aurait jugé maladroit de lui refuser, il avait obtenu, en 751, d'être salué du titre royal. A sa demande, saint Boniface avait répandu sur son front l'huile sainte, qui le transformait, à l'exemple des souverains wisigothiques et anglo-saxons ou des rois de l'antiquité juive, en un élu du Seigneur et l'imposait au respect des peuples d'Occident.

V. — L'ALLIANCE DE LA PAPAUTÉ ET DES FRANCS
CONTRE LES LOMBARDS¹.

Ainsi, depuis que la famille de Pépin de Herstal présidait aux destinées de l'État à la place du roi mérovingien, la monarchie franque était sans conteste la puissance dirigeante en Occident. Mais, au point où en étaient arrivées les choses, elle ne pouvait pas plus négliger l'autorité morale grandissante dont disposaient les papes en Occident que les papes, de leur côté, la force politique et militaire sur laquelle s'appuyaient les princes francs. Entre eux une alliance était d'autant plus nécessaire que l'occupation de Rome par les Lombards eût été pour les Francs, à tout bien peser, un désastre presque aussi grave que pour la papauté elle-même. Pour cette dernière, c'était la subordination au roi barbare — à un roi du reste beaucoup moins barbare qu'on ne l'a souvent dit : car, au huitième siècle, la cour lombarde s'était déjà en partie pénétrée de civilisation latine et chrétienne ; mais, enfin, c'était la transformation du siège de Rome en un évêché lombard, avec les multiples conséquences qu'une telle transformation impliquait. Rien que l'idée d'une pareille éventualité faisait frémir d'horreur les pontifes romains. Mais pour les Francs aussi, le coup eût été rude : le contrôle de la papauté, passant entre les mains des Lombards, eût donné à ceux-ci un immense prestige et, à raison des succès remportés en Germanie par saint Boniface au nom de Rome, leur eût permis de contre-balancer, ne fût-ce que là-bas, d'une façon dangereuse l'influence de leurs voisins de Gaule.

Aussi y aurait-il lieu de s'étonner que les princes francs aient été si longs à intervenir en Italie s'ils n'en avaient été détournés par plusieurs considérations, qui toutes étaient

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête de ce chapitre, voir, entre autres, les histoires d'Italie de Hodgkin (t. VI et VII), L. M. Hartmann (t. II, 2^e partie) et Romano, citées p. 13, 45 et 110 ; L. M. Hartmann, *Untersuchungen zur Geschichte der byzantinischen Verwaltung in Italien*, 540-750 (Leipzig, 1889, in-8°) ; Ch. Diehl, *Études sur l'administration byzantine dans l'exarchat de Ravenne*, 568-751 (Paris, 1888, in-8° ; fasc. 53 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome ») ; H. Hubert, *Études sur la formation des États de l'Église. Les papes Grégoire II, Grégoire III, Zacharie et Étienne II et leurs relations avec les empereurs iconoclastes* (726-757), dans la *Revue historique*, t. LXIX (1899), p. 1-40 et 241-272, L. Duchesne, *Les premiers temps de l'État pontifical* (Paris, 1898, in-8° ; 2^e éd., 1904, in-12) ; Crivelluci, *Le origini dello stato della Chiesa* (Pisa, 1909, in-8°) ; E. Caspar, *Pippin und die Römische Kirche ; kritische Untersuchungen zum fränkisch-päpstlichen Bunde im VIII Jahrhundert* (Berlin, 1914, in-8°), dont les thèses sont peu acceptables, mais qui renvoie aux travaux antérieurs ; L. Halphen, *Les origines du pouvoir temporel de la papauté*, dans la *Revue de France*, 1^{er} nov. 1922, p. 185-196.

de poids : d'abord, l'Italie était terre d'Empire et, jusqu'à nouvel ordre, tant qu'un gouverneur byzantin, un « exarque », continuait à résider dans la capitale de Ravenne, rien ne permettait de supposer que l'empereur eût renoncé à faire valoir lui-même ses droits ; en outre, l'État franc, au milieu du huitième siècle, sortait tout juste, et non sans peine, d'une terrible crise qui rendait bien difficile à ses chefs une expédition aussi hasardeuse ; enfin, avant de mesurer le danger auquel la puissance lombarde risquait d'exposer la leur, les Francs étaient portés à voir dans les nouveaux maîtres de la péninsule, moins des rivaux possibles que des alliés naturels. Dès 735 ou environ, des liens d'amitié et presque de famille avaient été noués entre es deux maisons royales : Charles, rapporte Paul Diacre, l'historiographe de la dynastie lombarde, « avait envoyé son fils Pépin à leur roi Liutprand pour que celui-ci reçût les cheveux du jeune homme, suivant l'usage ; et Liutprand, lui ayant coupé la chevelure, était devenu son père adoptif ». En 738, quand les bandes sarrasines s'étaient jetées sur la Provence et s'étaient emparées d'Arles, Liutprand était accouru au premier appel du prince franc pour aider à les en déloger.

Et pourtant l'attitude de ce roi Liutprand était de nature à inspirer la défiance. Ayant réussi, après une longue période d'anarchie, à refaire autour de lui à peu près l'unanimité de son peuple — celui des régions septentrionales d'Italie tout au moins —, il avait très vite repris à son compte le programme primitif des souverains de sa race, qui visait à transformer la péninsule d'une extrémité à l'autre en un royaume purement lombard. On l'avait vu afficher un grand respect pour la personne du pape : faisant sonner bien haut dans ses actes officiels ses titres de « prince chrétien et catholique » et de roi de « la très heureuse et catholique nation lombarde, chérie de Dieu », il avait multiplié les avances à l'adresse de Rome. Dans une de ses lois de l'année 723, portant prohibition du mariage entre une veuve et le cousin du mari défunt, il se réclame de l'avis du « pape de Rome qui, dans le monde entier, est vénéré comme le chef de l'Église et du clergé ». Mais il eût été difficile d'être dupe : c'était la soumission du pontife qu'il escomptait ; et, une fois épuisés les moyens pacifiques, mettant à profit l'isolement dans lequel la « querelle des images » plaçait la papauté et les scissions que ce conflit d'ordre religieux entraînait dans le camp des impériaux, il s'était démasqué et avait essayé des moyens violents. Tandis qu'au nord ses armées conquéraient

une grande partie de l'Émilie et de la Pentapole (les Marches), il avait fait mine à deux reprises (en 728 et en 742) de se jeter sur Rome, s'avancant même la première fois jusqu'aux « près de Néron », sur la rive droite du Tibre, à côté de Saint-Pierre. Au dernier moment, il n'avait pas osé franchir le pas et compromettre peut-être définitivement ses chances en réduisant le pape à merci. Mais ces scrupules tiendraient-ils longtemps ?

Charles Martel, averti par le pape en 739 de l'attaque qui se préparait alors et supplié de venir au secours, s'y était systématiquement refusé. Et l'événement, au bout du compte, semblait lui avoir donné raison. En 749 encore, le successeur de Liutprand, le roi Ratchis, après avoir repris sa marche sur Rome en allant assiéger Pérouse, avait reculé à l'instant suprême devant une attaque sacrilège et, complètement retourné par l'éloquence persuasive du pape Zacharie, s'en était allé finir pieusement ses jours au cloître. Mais voici qu'en cette même année il était remplacé sur le trône par le farouche Astolf. Finies désormais les méthodes de temporisation ; l'ère des ménagements et des scrupules de conscience était close. Dès 751, le nouveau roi se jette sur Ravenne, d'où l'exarque s'enfuit, abandonnant l'Italie à ses propres moyens ; la conquête de l'Émilie et de la Pentapole est achevée rapidement et Rome aussitôt menacée. Le pape Étienne II essaie en vain de négocier : Astolf réclame la soumission pure et simple, et le bruit court qu'il se propose de faire couper la tête à quiconque résistera.

Visiblement la partie décisive va se jouer. Pépin le Bref, malgré les appels désespérés du pape, hésite encore à se lancer dans l'aventure : il vient à peine de se débarrasser du dernier roi mérovingien et de prendre la couronne (novembre 751). Étienne, traversant les lignes lombardes, accourt jusqu'à Ponthion, non loin de Vitry-le-François, au plein de l'hiver 753-754, pour achever de le convaincre. Et cette fois l'alliance est scellée entre la papauté et le roi franc, enfin unis contre les Lombards. En acceptant de renouveler en grande pompe au profit de Pépin, de sa femme et de ses enfants, la cérémonie de l'onction inaugurée trois ans plus tôt par l'apôtre Boniface, le pape confère à la jeune royauté carolingienne quelque chose du prestige qui s'attache à la dignité pontificale et lie son sort à celui des descendants de Pépin de Herstal et de Charles Martel — comme, en s'engageant dans cette Italie, dont l'empereur semble désormais se désintéresser, le roi franc va identifier la cause franque avec celle du christianisme romain.

LIVRE II

Les nouveaux empires et les Barbares

Au milieu du huitième siècle, le vieux monde romain est définitivement mort, ou du moins ce qu'il en reste dans les contrées orientales achève de se muer en un empire où tout désormais sera grec — la langue, la civilisation, le christianisme même — et qui se désintéressera de plus en plus du reste de l'Europe.

Les pays situés à l'ouest de l'Adriatique, la Sicile et l'extrémité méridionale de l'Italie exceptées, ont été assimilés par les Barbares, qui s'y sont taillé des États plus ou moins vastes, peu à peu absorbés, à leur tour, par le royaume franc. Et, au point où nous sommes arrivés, les souverains de ce royaume, les princes carolingiens, disposant de ce puissant levier qu'est l'autorité pontificale, se trouvent être les arbitres et déjà presque les maîtres de l'Occident.

Le pourtour oriental, méridional et occidental de la Méditerranée, naguère encore mer romaine, l'Asie antérieure presque entière et une partie notable de l'Asie centrale sont tombées aux mains des Arabes, dont les conquêtes ont eu pour résultat de déplacer l'axe du monde vers l'Orient et d'établir entre l'Asie et les pays d'Occident un contact si étroit que Tolède fera pendant longtemps figure de ville asiatique.

Cette Asie en perpétuelle fermentation recèle encore bien des inconnues, et l'Europe en fera mainte fois dans l'avenir l'expérience à ses dépens ; mais l'ère des grands bouleversements ethniques semble à peu près close. Les positions sont prises ; de nouveaux groupements politiques se sont constitués : si les trois ou quatre siècles qui précèdent ont été essentiellement les siècles des « grandes invasions », les trois siècles qui suivent nous feront surtout assister à la formation des nouveaux empires autour desquels le monde va tendre à se reformer.

CHAPITRE PREMIER

L'EMPIRE DES ABBASSIDES ET LA CIVILISATION MUSULMANE AU NEUVIÈME SIÈCLE¹

Dans l'organisation des grandes conquêtes qui depuis le sixième siècle avaient bouleversé la face du monde, le rôle le plus difficile incombait aux musulmans. Après les « pieux califes », successeurs immédiats de Mahomet, qui avaient continué à gouverner, de Médine, en s'inspirant aussi étroitement que possible de l'exemple du Prophète, après les califes omayyades, à l'esprit positif et pratique, qui avaient voulu traiter les provinces soumises en pays « d'exploitation », dont les Arabes vainqueurs draineraient les bénéfices, il restait à faire de l'empire de l'islam un tout organique, où la religion servirait enfin d'appui à une royauté forte et centralisée.

Les califes abbassides allaient s'y employer avec une volonté tenace, qui malheureusement ne devait pas suffire à réaliser autour d'eux l'union des cœurs et à préserver l'empire musulman d'une dislocation dont la menace se faisait de jour en jour plus précise.

I. — L'ORGANISATION DE L'ÉTAT MUSULMAN SOUS LES ABBASSIDES².

Jamais peut-être révolution n'a eu d'aussi graves conséquences politiques que celle à laquelle les Abbassides durent leur

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — 1^o Sur les caractères généraux de la période : C.-H. Becker, *Der Islam als Problem*, dans la revue *Der Islam*, t. I (1910), p. 1 à 21 ; J. Wellhausen *Das arabische Reich und sein Sturz* (Berlin, 1902, in-8^o), p. 347-352 ; I. Goldziher, chapitre des *Muhammedanische Studien*, cité p. 160, n. 1 ; J. Zaydan, *Umayyads and Abbasids*, traduit de l'arabe par D.-S. Margoliouth (Leyde et Londres, 1907, in-8^o, t. IV de la collection « Gibb Memorial »), résumé d'une grande *Histoire de la civilisation musulmane* en langue arabe (Le Caire, 1902-1905, 5 vol. in-8^o), dont quelques fragments, sans grand intérêt, ont été traduits en français dans la *Revue tunisienne*, t. XV et XVI (1908 et 1909) ; 2^o sur l'histoire du califat : les ouvrages généraux de Weil, Müller, Muir et Huart, indiqués p. 131, n. 1, aucun n'entrant d'ailleurs très au cœur du sujet ; 3^o de nombreux articles de l'*Encyclopédie de l'islam* (citée p. 131, n. 1).

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Il n'a paru jusqu'à ce jour aucun livre d'ensemble

pouvoir. Ce qui avait sombré en 750, ce n'était pas seulement une dynastie, ce n'était pas seulement un système de gouvernement ; c'étaient les principes mêmes sur lesquels l'État musulman avait été fondé et qui avaient jusqu'alors réglé ses destinées.

Abou'l Abbas ne s'était imposé d'abord qu'en sa qualité d'*imam*, porte-parole de Dieu, chargé de renouer avec la sainte tradition du Prophète et d'assurer enfin dans le monde le règne de l'islam. Tandis qu'un Moavia ne se gênait pas pour confier à des chrétiens la direction de quelques-uns des plus importants services publics et affectait de séparer le domaine de la politique du domaine de la religion, les princes abbassides avaient entendu fonder l'État sur la religion. Rejoignant la pensée des tout premiers califes, qui n'avaient voulu être que les vicaires du Prophète, c'est comme pontifes suprêmes de l'islam qu'ils réclament l'obéissance ; mais, allant beaucoup plus loin que leurs prédécesseurs du septième siècle, ils prétendent tirer leur autorité de Dieu même, qui leur a donné le pouvoir de pénétrer le sens, caché aux autres hommes, des vérités supérieures et de diriger, sans jamais dévier du droit chemin, les âmes non moins que les corps. Ils sont les « princes » ou « commandeurs des croyants », les gardiens de la foi ; seuls dépositaires de la pensée d'Allah, ils ont le droit de plier tous les fidèles à la saine doctrine, qui deviendra religion d'État. Les hétérodoxes seront poursuivis, persécutés ; tandis que l'œuvre de la propagande officielle sera menée avec méthode, tant en deçà qu'au delà des frontières.

Par là on peut dire que l'empire des califes gagne en « universalité ». Il cesse d'être l'empire d'une minorité de vainqueurs pour devenir celui de tous les adeptes de la religion islamique, nouveaux convertis (*maoula*) ou descendants des premiers disciples, Persans, Syriens, Égyptiens, Africains, Espagnols ou Arabes. Le Bédouin n'est plus qu'un musulman comme les autres, l'égal des autres ; les mêmes charges fiscales en arrive-

documenté et sûr touchant l'organisation politique et administrative de l'État musulman sous les Abbassides du huitième et du neuvième siècle. Le volume d'Alfred von Kremer, *Culturgeschichte des Orients unter den Chalifen* (Vienne, 1875-1877, 2 vol. in-8°), qui renferme plusieurs chapitres sur ce sujet, ne peut être utilisé sans précautions. L'intéressant ouvrage de A. Mez, *Die Renaissance des Islams* (Heidelberg, 1922, in-8°), est un tableau très étudié, quoique inégal, de l'empire des califes de Bagdad, mais au dixième siècle seulement. On y trouve néanmoins certaines indications utiles pour l'époque antérieure. Consulter, en outre, L. Bouvat, *Les Barmécides d'après les historiens, arabes et persans* (Paris, 1912, in-8° ; extrait de la *Revue du monde musulman*, t. XX, 1912, p. 1 à 131) et les livres généraux indiqués à la note précédente.

ront à la longue à peser sur les épaules de tous ; pourvu qu'ils soient ralliés à la religion du Prophète, tous jouiront exactement des mêmes privilèges. L'avènement des Abbassides marque la fin de l'hégémonie arabe : le calife cesse d'être le chef des conquérants pour devenir, en théorie du moins, celui de l'ensemble des musulmans sans exception.

En réalité, il n'en est pas tout à fait ainsi. C'est grâce aux Iraniens qu'Abou'l Abbas a triomphé ; c'est à leur profit qu'il gouvernera et que devront gouverner les membres de sa famille, auxquels, en vertu de l'habitude prise sous les Omayyades, il transmettra sa succession. Influence, honneurs, largesses iront aux seuls Iraniens : les Bédouins mécontents n'auront qu'à regagner leur désert.

Après avoir déjà émigré de Médine à Damas, avec les Omayyades, le califat va s'éloigner davantage encore des pays qui avaient vu naître la religion du Prophète, pour se fixer à Koufa d'abord, dans la vallée de l'Euphrate, puis, en 762, dans une capitale bâtie exprès pour lui, à Bagdad, sur le Tigre, où le souverain pourra vivre loin de tout milieu arabe, entouré d'une garde fidèle de soldats du Khorassan.

De là — sauf une période d'un demi-siècle environ (836-892), où il se retirera à Samarra, un peu plus au nord sur le Tigre, dans la même région, — il va s'appliquer à faire régner l'ordre à travers l'immense territoire de son empire, et les documents qui nous ont été conservés attestent les progrès accomplis durant un siècle dans le gouvernement des provinces et l'organisation des services généraux. La Perse lui fournit des cadres et une partie du personnel administratif, notamment le premier ministre, le « vazir » ou « vizir », dont la charge est confiée dès l'origine à une vieille famille persane, celle des Barmécides, ou descendants de Barmek, qui vont l'occuper de père en fils jusqu'en 803. A cette date, le calife Haroun al Rachid se débarrassera d'eux en faisant assassiner le vizir Djafar et jeter en prison les membres de sa famille ; mais il retombera aussitôt dans la dépendance d'un autre vizir, Persan d'origine et de tendances, Fadl ben Sahl, un mazdéen, à peine converti à l'islam. Et quand, en 818, un nouveau meurtre débarrassera le calife suivant, Abdallah al Mamoun, du concours de ce ministre à l'autorité envahissante, la charge de vizir n'en demeurera pas moins inféodée aux Iraniens, leur assurant à la fois le contrôle de tous les services de l'État et la haute main sur le calife.

La machine gouvernementale, dont le vizir est le vrai chef, retrouve au premier siècle de la domination abbasside quelque chose de la perfection à laquelle elle avait atteint en Perse sous la dynastie sassanide. L'administration centrale comprend autant de sections ou *divan* qu'il y a de gouvernements provinciaux, et, à l'intérieur de chacune d'elles, les services sont répartis en deux bureaux : un bureau administratif et un bureau des finances. Les services communs sont assurés par de véritables ministères, subdivisés en sections et bureaux, avec un nombreux personnel : ministère de la cour, chancellerie, ministère de la guerre, ministère des finances, ministère des postes, etc. L'administration financière et celle des postes sont l'objet de soins particulièrement attentifs. C'est à Bagdad que viennent se concentrer les recettes des provinces, déduction faite des frais de recouvrement et des dépenses effectuées sur place pour assurer la marche des services et la solde des troupes. La comptabilité centrale passe régulièrement tous les mois sous les yeux du vizir, qui en contrôle de près le détail. Quant à l'administration des postes, c'est, elle aussi, un héritage de l'ancienne monarchie persane avec des emprunts à l'organisation byzantine. Son importance tient à ce fait que les fonctionnaires qui en dépendent n'ont pas seulement la mission d'assurer la bonne marche des courriers et la rapidité des communications entre les diverses parties de l'empire, mais qu'ils doivent, en outre, faire fonction d'agents de la police secrète et adresser à Bagdad de fréquents rapports sur l'état des esprits, les menus incidents de la vie publique, sur les fonctionnaires des autres administrations, les commerçants, les voyageurs, les étrangers : véritables dossiers de police qu'ils ont la charge de tenir constamment à jour.

L'administration provinciale est unifiée et perfectionnée — si perfectionnée même que l'on voit, dès la première partie du neuvième siècle, des plaintes s'élever contre le nombre excessif des employés de l'État et que l'on dénonce déjà comme une des tares du régime la plaie du fonctionnarisme. Chaque chef-lieu de province est, en effet, sous la haute direction du gouverneur ou « émir », le centre d'une administration organisée à l'image de celle de Bagdad et subdivisée, comme elle, en un grand nombre de services — parmi lesquels se distingue au premier rang le service des finances, confié à un receveur en chef ou *amil*. Enfin chaque ville est le siège d'une administration locale répartie, en principe, entre six chefs de services : le juge ou *cadi*,

dont l'office est dédoublé quand il s'agit d'une grande cité ; le percepteur ; le commandant d'armes ; le maître de postes, qui joue un peu, nous l'avons vu, le rôle d'un agent de la sûreté ; le lieutenant de police, chargé du maintien de l'ordre public ; l'intendant des domaines, dont la surveillance s'étend à l'ensemble des biens du souverain dans le ressort de la ville.

Le tout constitue une lourde machine, qui va sans cesse se compliquant de rouages nouveaux et qui contraste avec l'organisation, si souple encore et si peu bureaucratique, du temps des Omayyades. Dans l'État abbasside, le fonctionnaire est roi : c'est lui qui dirige l'État sous le couvert de l'autorité sainte du « commandeur des croyants » ; c'est à lui que vont les honneurs et les hommages. Un écrivain arabe des dernières années du neuvième siècle range les musulmans en quatre classes : « les souverains, les vizirs, les grands dignitaires, qui travaillent pour le bien de l'État, et les hommes instruits de rang moyen », parmi lesquels se recrutent les fonctionnaires. Les autres, autant vaut n'en pas parler : « Ce n'est qu'écume malpropre, ruisseau bourbeux. » « Ce ne sont pas des hommes, ajoute-t-il, ce sont des animaux inférieurs qui ne pensent qu'à manger et à dormir. »

Il est manifeste qu'en transportant sa capitale sur les bords du Tigre, le jeune empire musulman y a repris à son compte les traditions des vieilles monarchies orientales dont le souvenir n'avait pas eu le temps de s'effacer tout à fait encore. Il n'est pas jusqu'au souverain qui n'en ait personnellement subi l'empreinte. Où est-il le temps où le successeur de Mahomet vivait comme un simple fidèle dans sa petite maison, aux faubourgs de Médine ? Il réside maintenant dans un somptueux palais — le Palais de la « Porte d'or » — qui doit éblouir par ses dimensions, la hauteur vertigineuse de son fameux « dôme vert » dominant toute la plaine de Bagdad, à cent vingt pieds de haut, par la splendeur des tentures, par la foule immense de hauts dignitaires, de serviteurs en livrées, de familiers qui emplissent ses grandes salles. Et, s'il déserte Bagdad, comme il lui arriva pendant quelque cinquante ans au neuvième siècle (836-892), c'est pour aller habiter un palais plus magnifique encore, qu'il s'est fait bâtir à Samarra sur le Tigre. Là ou à Bagdad, on se croirait reporté à la cour des rois de la dynastie sassanide. C'est la même pompe et presque la même étiquette, le même cérémonial, dont un à un reparaîtront les mille détails subtils. Dans un pareil cadre, les califes font figure de potentats

orientaux. Ils se montrent peu aux regards du peuple. De plusieurs d'entre eux, on nous dit qu'ils aiment, lors des cérémonies à se tenir masqués par des tentures qui les soustraient à la curiosité publique et donnent à leur personne quelque chose de mystérieux. On nous les dépeint assistant ainsi à des concerts et félicitant les chanteurs de derrière leur rideau ; on va jusqu'à nous parler d'audiences qu'ils donnent dans de pareilles conditions.

Leur suite est composée d'un mélange hétéroclite de fonctionnaires, de « lecteurs du Coran », d'astrologues, de bouffons, de parasites de toute sorte, depuis leurs innombrables cousins jusqu'à leurs simples « commensaux ». Il s'y ajoute un véritable pullulement d'eunuques, dont la mutilation ne saurait avoir un adepte du Coran comme auteur direct, mais qu'un bon musulman peut toujours prier des païens, des juifs ou des chrétiens de lui fournir. On raconte du calife Mohammed al Emin, le fils d'Haroun al Rachid, qui régna de 809 à 813, qu'il faisait des folies pour se procurer ceux qu'on lui signalait et qu'il n'aurait pu ni manger ni boire sans en avoir une bande à ses trousses, ce qui lui avait valu d'un de ses contemporains, le célèbre poète Abou Novas, le surnom ironique de « créateur de la religion de l'Impuissance ! »

Malheureusement, on ne s'en tient pas là. La majesté du Prince des Croyants est devenue, à son tour, une « majesté terrible », sujette, par méfiance, à de terrifiants sursauts de brutalité. Mises à part quelques figures relativement sympathiques, celle d'un Haroun al Rachid (786-809) ou celle d'un Mamoun (813-833), il n'est que d'ouvrir les chroniqueurs du neuvième ou du dixième siècle pour être immédiatement édifié. Si méchantes langues qu'ils soient, ils n'ont pu tout inventer. Or il est peu de livres qui donnent d'une monarchie une impression aussi atroce. Le bourreau y apparaît comme le principal ministre du souverain et le tapis de cuir sur lequel on procédait aux exécutions comme le principal insigne du pouvoir. Un jour de l'année 866, raconte l'un d'eux, le calife Al Mottaz décide de se débarrasser de son cousin Al Moustain, qu'il a déjà détrôné quelques mois avant ; Al Moustain est assassiné et sa tête est apportée au calife, alors dans tout le feu d'une belle partie d'échecs. Al Mottaz fait mettre la tête de côté, termine tranquillement sa partie, puis, quand il a fini, se paie le plaisir de vérifier à son aise l'horrible échantillon. Après quoi, pour ce travail bien fait, il ordonne de verser à l'assassin une prime de 500 dirhems. Ce trait, qui est

loin d'être unique, prouve que, des mœurs orientales, les Abbassides n'ont pas toujours retenu le meilleur.

Enfin, dernier symptôme à noter, les califes, naguère d'abord si faciles, s'isolent maintenant au milieu des mercenaires qui forment leur garde du corps : ils savent trop combien fragile est la base de leur autorité, combien leurs titres sont discutables, pour ne pas prendre leurs précautions contre un retour de fortune. Aussi leur palais, en même temps que de protégés, de dignitaires et d'eunuques, s'emplit-il de soldats. Les braves troupes du Khorassan qui leur ont valu la victoire au milieu du huitième siècle ont, au début, toutes leurs faveurs ; puis ils s'en méfient ; ils sentent qu'elles leur échappent et ils leur préfèrent les rudes combattants de la Transoxiane, ces Turcs que leurs généraux ont appris à connaître et à apprécier au cours des luttes poursuivies dans l'Asie centrale durant la première moitié du huitième siècle. Dès le règne du calife Abou Ichak al Motasim (833-842), frère et successeur de Mamoun, la garde turque a entièrement remplacé les Khorassaniens et ce sont des officiers turcs qui sont les maîtres de l'armée, qui sont les maîtres du calife lui-même. Dans presque toutes les révolutions qui vont ensanglanter le palais abbasside durant la seconde moitié du neuvième siècle et qui coûteront la vie à tant de souverains, la responsabilité des chefs turcs sera d'ordinaire lourdement engagée.

Voilà qui achève de donner à la monarchie abbasside le caractère d'une monarchie orientale, où l'élément religieux n'a plus, en réalité, qu'une place très restreinte. Le calife a beau se draper dans un manteau dont il affirme qu'il est le manteau du Prophète, il a beau revendiquer le droit de prononcer souverainement en matière de foi, on aurait beaucoup de peine à reconnaître en lui l'héritier de Mahomet, beaucoup plus de peine encore à retrouver dans l'empire dont il est le chef les traits distinctifs de l'État musulman tel que l'avait conçu son fondateur. L'empire de l'islam a subi la loi commune ; l'idéalisme primitif y a fait définitivement place à une organisation pratique, modelée sur celle des monarchies orientales de l'époque antérieure. Et cette organisation eût peut-être été de nature à sauver de la ruine l'édifice merveilleux élevé par les généraux arabes du septième et du huitième siècle, s'il n'avait pas été trop tard, quand les Abbassides arrivèrent au pouvoir, pour souder entre eux tant de territoires disparates et pour former un faisceau de tant d'intérêts divergents.

II. — L'AUTONOMIE DES GRANDS GOUVERNEMENTS AU VIII^e ET AU IX^e SIÈCLE¹.

En fait, le triomphe des Abbassides n'avait été assuré que grâce à une dangereuse équivoque : ils s'étaient donnés comme les envoyés de Dieu, comme les seuls héritiers de la tradition du Prophète, et n'avaient dû leurs premiers succès qu'à un acte de surprise, où trop d'habileté entraînait pour que, la réflexion venue, on ne songeât pas à contester leurs titres. Au lendemain même de leur victoire, ils sont aux prises avec les difficultés. Nombre de chiites les rejettent et accueillent successivement à bras ouverts tous les prétendants qui peuvent se réclamer de la famille d'Ali. On ne compte pas les révolutions « alides » auxquelles les califes de Bagdad ont à faire face et qui, à Koufa, à Basra, à Mossoul ou ailleurs, les exposent sans cesse, dès le milieu du huitième siècle, à subir le sort de la dynastie omayyade. Non moins remuants, les kharidjites poursuivent — principa-

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Outre les histoires du califat indiquées en tête de ce chapitre, et spécialement celle de A. Müller, *Der Islam im Morgen-und Abendland* (Berlin, 1885-1887, 2 vol. in-8°), voir : 1° pour l'histoire de l'Espagne, R. Dozy, *Histoire des Musulmans d'Espagne jusqu'à la conquête de l'Andalousie par les Almohades* (Leyde, 1861, 4 vol. petit in-8°), histoire exclusivement politique, et, du même, *Recherches sur l'histoire et la littérature de l'Espagne pendant le moyen âge* (Leyde, 1860, 2 vol. petit in-8° ; 3^e édition augmentée, Paris et Leyde, 1881) et les principales histoires d'Espagne, parmi lesquelles nous retiendrons surtout celles d'Altamira (t. I) et de Ballesteros (t. II) citées précédemment (p. 39, n. 1), toutes deux un peu insuffisantes pour l'histoire de l'Espagne musulmane ; voir, en outre, Eduardo Saavedra, *Abderrhamen I, monografia historica*, dans la *Revista de archivos, bibliotecas y museos*, t. XXII (1910), p. 341-359 et t. XXIII (1910), p. 28-44, et la mise au point sommaire de A. Gonzalez Palencia, *El califato occidental*, dans la même revue, t. XLIII (1922), p. 173-196 et 375-405. La grande *History of the Moorish Empire in Europe* de S. P. Scott (Philadelphie, 1904 ; 3 vol. in-8°) est de faible valeur ;

2° Pour l'histoire de l'Afrique, le seul ouvrage qu'on puisse citer est celui d'Ernest Mercier, *Histoire de l'Afrique septentrionale (Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française* (Paris, 1888, 3 vol. in-8°), t. I, à contrôler de près. L'*Encyclopédie de l'islam*, citée précédemment (p. 131, n. 1) renferme d'importants et utiles articles, entre autres les articles aghlabites et idrisites. Pour les conquêtes des Aghlabites en Sicile et en Italie, voir M. Amari, *Storia dei musulmani di Sicilia* (Florence, 1854-1868, 3 vol. in-8°), t. I et II, vieillis, mais utiles ; J. Gay, *L'Italie méridionale et l'empire byzantin depuis l'avènement de Basile I^{er} jusqu'à la prise de Bari par les Normands, 867-1071* (Paris, 1904, in-8° ; fasc. 90 de la « Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome ») ; L.-M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. III, 1^{re} et 2^e partie (Gotha, 1908-1911, 2 vol. in-8° ; de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert) ; A. Vasiliev, *Vizantiya i Araby* (Saint-Petersbourg, 1900-1902, 2 vol. in-8°), histoire en langue russe des rapports politiques des Byzantins et des Arabes de 813 à 959. Cf. l'ouvrage de Scott indiqué plus haut.

3° Pour l'histoire de l'Égypte, voir C. H. Becker, *Beiträge zur Geschichte Aegyptens unter den Islam* (Strasbourg, 1902-1903, 3 fascicules in-8°) ; E. Corbet, *The life and works of Ahmed ibn Tulun*, dans le *Journal of the Royal asiatic society*, nouvelle série, t. XXIII (1891), p. 527-562 ; et, pour le cadre général, St. Lane Poole, *A history of Egypt in the middle ages* (Londres, 1901, in-16, formant le tome VI de *A history of Egypt*).

lement dans l'Irak, la Perse, le Khorassan, la Mésopotamie, l'Arménie — leur dangereuse et tenace opposition. Comment en eût-il été autrement ? En fondant leur pouvoir sur le principe d'une légitimité chancelante, les Abbassides avaient implicitement justifié les prétentions de tous les arrière-petits-cousins du Prophète, qui pouvaient se dire aussi qualifiés qu'eux pour revendiquer la dignité d'imam.

Maintenir intacte l'union des provinces conquises au siècle précédent devient dès lors une impossibilité ; et il semble que les califes de Bagdad aient d'emblée borné leur ambition à rester, sans trop préciser, les chefs théoriques, au point de vue politique et religieux, d'un vaste empire dont les diverses provinces retrouvaient une à une leur individualité et leur autonomie. Dans les manifestations de cette autonomie il y a des degrés. Certaines provinces continuent à envoyer à Bagdad des « présents » annuels et à saluer le nom du calife au début de la prière publique ; d'autres s'abstiennent. Mais aucune, pas plus au neuvième siècle qu'au huitième, ne songe à rompre officiellement ; et c'est pourquoi la fiction peut subsister d'un empire musulman, formant un tout, malgré la diminution continue des territoires réellement soumis à l'autorité du calife.

L'Espagne se détache la première. Depuis longtemps déchirée par la guerre civile, elle tombe, presque aussitôt après la victoire abbasside, aux mains du jeune Abd al Rahman, petit-fils du calife omayyade Hicham. Échappé comme par miracle aux massacres de Syrie et de Mésopotamie, il débarque en septembre 755 à Almuñecar, non loin de Malaga, entre à Archidona, puis à Séville, où la population l'accueille favorablement. Remontant le Guadalquivir, il livre devant Cordoue, le 14 mai 756, une bataille décisive, où il triomphe sans grande peine des forces rassemblées en hâte par le gouverneur Yousouf. Deux mois plus tard, il est acclamé dans Cordoue comme émir d'Espagne et s'emploie à soumettre tant bien que mal les nombreux dissidents de la péninsule. Chose curieuse, cet Omayyade n'ose pas d'abord proscrire de la prière publique le nom de l'usurpateur abbasside dont la haine sanguinaire s'acharne en Asie contre sa maison : ce n'est qu'au bout de quelque temps qu'il se décide enfin, sur les instances d'un de ses cousins, Abd al Melik, gouverneur de Séville, à faire substituer son propre nom à celui du calife abhorré. Mais il faudra attendre le dixième siècle — exactement le 16 janvier 929 — pour voir les Omayyades

d'Espagne s'enhardir jusqu'à oser prendre pour eux-mêmes le titre de calife, de « prince des croyants », à ce moment-là du reste bien diminué d'importance.

Jusqu'à nouvel ordre, l'Espagne reste donc en théorie partie intégrante de l'empire musulman ; mais Abd al Rahman s'y conduit comme un prince indépendant ; et, lorsqu'à sa mort il transmet son titre d'émir et le pouvoir souverain à son fils Hicham, le sort de la famille omayyade, exclue d'Orient, est à nouveau assuré sur les rives occidentales de la Méditerranée. Là, autour de la capitale de Cordoue, pour laquelle s'ouvrira au dixième siècle une ère de merveilleuse prospérité, un grand État va s'organiser, et l'on verra fleurir en pleine Andalousie une civilisation digne de celle dont les rives du Tigre pouvaient s'enorgueillir ; mais, aux yeux des hommes du neuvième siècle, l'émirat de Cordoue n'est encore qu'une province de l'empire de Bagdad, et son organisation est strictement modelée sur celle que les ministres des califes abbassides s'efforcent de faire prévaloir à l'autre bout du monde.

L'« Afrique », c'est-à-dire l'ensemble des provinces situées entre la grande Syrte et l'Atlantique, ne tarde pas à suivre l'exemple de l'Espagne. Au milieu du huitième siècle, elle est en fermentation, et les califes font des efforts désespérés pour arriver à maintenir dans l'obéissance les tribus berbères du Rif et de l'Atlas. Le successeur d'Abou'l Abbas, le calife Abou Djafar, surnommé *Al Mançour* (« le Victorieux »), emploie presque tout son long règne de vingt ans (754-775) à essayer de venir à bout de leurs tendances séparatistes. Peine perdue. Les succès remportés par ses généraux n'empêchent pas les provinces de l'extrême ouest de se détacher avant la fin du huitième siècle. En 788, un descendant d'Ali, Idris ben Abdallah, arrière-petit-fils de Hasan — lui-même l'aîné des fils d'Ali et de Fatima, la fille du Prophète, — réussit à se faire acclamer comme souverain de l'antique cité de Volubilis, au nord de Meknès, et se taille dans le Maroc actuel et la région de Tlemcen un État que son fils Idris II dotera en 808 d'une capitale, destinée à un brillant avenir, quand il fera construire la ville de Fez et y établira le siège de son administration. Les descendants d'Idris — les « Idrisites » — se perpétueront sur le trône de Fez jusqu'au dixième siècle, sans prendre, eux non plus, d'autre titre que celui d'« émir » et sans répudier jamais officiellement, semble-t-il, l'obéissance de Bagdad.

Après l'usurpation des Idrisites, on eût pu croire que le calife abbasside parviendrait du moins à maintenir sous son autorité immédiate les territoires correspondant à notre Algérie et à notre Tunisie. Il n'en fut rien cependant. Au moment où le neuvième siècle s'achève, ces territoires cessent aussi de lui obéir. Le fils d'un des généraux qui avaient le plus contribué à rétablir la situation dans ces parages, vers 765, alors que les Berbères secouaient le joug arabe, un certain Ibrahim ibn Aghlab, profite, en l'année 800, des embarras du calife Haroun al Rachid pour réclamer, disent les chroniqueurs, l'émirat de Kairouan à titre héréditaire, en échange de la simple promesse d'un tribut annuel. Et le calife doit s'incliner devant ces exigences — trop heureux de pouvoir ainsi sauver la face plus complètement qu'en Espagne et au Maroc. Mais, dans la réalité, la différence entre l'émirat des princes « aghlabites », descendants d'Ibrahim ibn Aghlab, et celle des Idrisites de Fez ou des Omayyades de Cordoue n'est pas bien grande. De part et d'autre, nous nous trouvons en présence de véritables souverains qui, pour gouverner leurs États selon les mêmes principes, ou à peu près, que les émirs soumis à l'influence directe de Bagdad, n'en ont pas moins leur politique à eux, laquelle ne concorde que rarement avec celle du calife.

Celle des Aghlabites est d'ailleurs une politique active et brillante. De Kairouan — ou plutôt de Carthage — ils arrivent en peu de temps à tenir sous leur contrôle la plupart des îles et même des rivages de la Méditerranée centrale. Dès la première moitié du neuvième siècle, ils entament la conquête méthodique de la Sicile, et la poursuivent sans se hâter, mais sans jamais faiblir : en 827, ils prennent pied à Mazzara et s'attaquent à la portion occidentale de l'île ; en septembre 831, après un siège de treize mois, Palerme succombe ; et les troupes musulmanes progressent lentement le long de la côte septentrionale ; en 843, Messine est en leur pouvoir ; puis commence la conquête de l'intérieur : en 859, les troupes byzantines sont délogées enfin du nid d'aigle de Castrogiovanni ; c'est en 878 seulement qu'elles sont chassées de Syracuse ; et le dernier repaire byzantin, la petite ville côtière de Taormina, à mi-chemin entre Catane et Messine, ne sera réuni aux États des émirs aghlabites qu'en l'année 902.

L'Italie méridionale, entre temps, est serrée de près. En 840 ou environ, Brindisi et Tarente sont visités par les flottes aghlabites qui, vers 845, se livrent à une attaque générale des

côtes de Pouille, de Calabre et de Campanie ; les musulmans s'installent dans les îles de Ponza, au large du golfe de Gaëte, et dans l'île d'Ischia, en face du cap Misène ; au mois d'avril 846, ils sont à l'embouchure du Tibre, où, de Porto et d'Ostie, ils vont piller Saint-Pierre de Rome, pour refluer ensuite vers le sud et aller dévaster la Campanie. Vers la même époque, ils se répandent dans tout le pays de Bénévent, s'installent à Bari, d'où l'empereur carolingien Louis II ne parviendra à les déloger qu'en 871, et à Tarente, d'où l'empereur byzantin Basile I^{er} aura quelque peine à les expulser enfin en 880. Peu de régions de l'Italie restent à l'abri : après avoir pillé, en 872, le port de Salerne, la flotte de l'émir aghlabite vient piller en 876 celui de Comacchio, dans le fond de l'Adriatique, au nord de Ravenne.

D'autre part, tandis que les dernières cités siciliennes succombent une à une, l'émir de Kairouan se saisit de l'île de Malte (870), qui achève de faire de lui le portier de la Méditerranée occidentale. Il est donc manifeste que, s'il a cessé d'aller chercher à Bagdad son programme d'action, il demeure pourtant un excellent serviteur de la cause musulmane et que, grâce à lui, l'empire de l'islam, non seulement ne rétrograde pas dans la région confiée à sa garde, mais y fait encore au neuvième siècle des progrès considérables.

L'Égypte, elle, demeure beaucoup plus longtemps dans la dépendance du gouvernement central des califes ; un siècle durant, malgré les révoltes, l'autorité des Abbassides finit toujours par l'emporter. Mais, en 868, un changement décisif se produit avec l'arrivée à Fostat (le Vieux-Caire) d'un aventurier ture du nom d'Ahmed, fils d'un certain Touloun, un obscur prisonnier de guerre, que le gouverneur de Transoxiane avait quelque cinquante ans plus tôt envoyé au calife Mamoun. Intelligent et ambitieux, Ahmed avait fait son chemin à la cour de Bagdad, tant et si bien qu'on l'avait choisi pour aller, dans une Égypte travaillée par les factions et complètement désorganisée, rétablir l'ordre en qualité de suppléant du nouveau gouverneur, un Turc lui aussi, le général Baïk Beg, devenu depuis peu l'époux de sa mère. Ahmed n'est pas à Fostat depuis quatre ans qu'il y est le maître ; l'administration est réorganisée, les impôts rentrent régulièrement, l'armée est bien en mains ; mais ce n'est plus comme suppléant de l'émir, ce n'est même plus pour le compte de Bagdad que gouverne l'entrepreneur Ahmed sans jamais renier formellement le

pouvoir souverain du calife, il agit, comme tant d'autres, en prince indépendant.

L'Égypte n'en pâtit pas ; au contraire, elle traverse sous son émirat une période de prospérité comme elle n'en avait pas connu depuis bien des années : au lieu d'aller remplir les caisses de Bagdad, le produit des impôts et des taxes sert sur place à alimenter un important budget d'entreprises d'utilité publique et permet notamment à Ahmed de reprendre avec activité ces merveilleux travaux de canalisation et d'irrigation qui ont fait de tout temps la richesse de la vallée du Nil. Comme à Cordoue, à Fez, à Kairouan, une manière de gouvernement, qu'on serait presque tenté d'appeler national, quoique les souverains eux-mêmes soient étrangers au pays, s'élabore ainsi à Fostat, sous le couvert de l'islam. Une cour brillante entoure l'émir, dont le pouvoir s'appuie sur une armée forte et bien encadrée. Celle-ci fait de lui en peu de temps l'arbitre de la situation dans les contrées voisines de l'Égypte, aussi bien vers l'ouest, aux confins de l'émirat de Kairouan, que vers le nord-est, en Palestine et en Syrie. En 877, à la mort de l'émir de Damas, il envahit ces dernières provinces, où seul Antioche lui résiste ; et, si la mort ne l'avait surpris en 884, tout donne à penser qu'il eût pu poursuivre ses conquêtes dans la direction du nord.

Mais le pouvoir des « Toulounides » était assez fortement assis déjà, même à Damas, pour que l'émirat d'Égypte et Syrie ait pu sans difficultés passer aux descendants d'Achmed, qui s'y perpétueront jusque dans les premières années du dixième siècle.

Cette histoire, un peu fastidieuse, du détachement progressif des grands gouvernements se répète, presque identique, dans bien d'autres provinces de l'immense empire musulman — dans celles-là même qui semblaient les plus complètement acquises à la cause des califes : par exemple dans le Khorassan, qui avait été le berceau de la révolution abbasside. Un Iranien, le général Tahir, y prend en 822 l'initiative de la scission et va, dans la première ardeur de la révolte, jusqu'à faire supprimer du prône le nom du calife Mamoun. Il meurt le lendemain de ce coup d'État et ses descendants, les « Tahirides », acceptent, moyennant la reconnaissance de leur pouvoir, de revenir sur ce geste intempestif. On continue donc en Khorassan, jusqu'à la fin du neuvième siècle, à prier pour le salut du calife, à frapper même des monnaies à son nom ; mais, là encore, le démem-

brement politique est un fait accompli, sur lequel nul ne pourra revenir.

Un à un les gouverneurs de provinces s'affranchissent ainsi du calife, qui verra bientôt son pouvoir restreint à un petit groupe de territoires serrés autour de sa capitale : sans jamais abdiquer aucun de ses droits, il ne dispose plus finalement d'aucune autorité véritable en dehors de la sphère d'action de ses ministres, qui se rétrécit chaque jour. A tout prendre, l'empire musulman a cessé, à la fin du neuvième siècle déjà, d'être une réalité politique.

III. — L'UNITÉ MORALE DE L'EMPIRE DE L'ISLAM A LA FIN DU IX^e SIÈCLE ET SA PROSPÉRITÉ MATÉRIELLE¹.

L'empire de l'islam n'est plus une réalité politique ; mais c'est encore une réalité morale, faite d'un curieux enchevêtrement de simples survivances et d'une communauté étroite de pensée et d'intérêts matériels.

Le lien le plus fort est le lien religieux. Ce n'est pas en vain qu'à l'heure de la prière, de Cordoue, comme de Kairouan, de Fostat, de Damas, de Bagdad ou de Médine, tous les regards sont tournés vers la Ville Sainte de la Mecque ; ce n'est pas en vain qu'alors toutes les bouches prononcent les mêmes oraisons, que toutes les âmes vraiment pieuses communient dans le souvenir du Prophète et aspirent au jour où elles pourront aller se purifier au contact de la Caba, le sanctuaire ancestral des peuples musulmans.

A la communauté de religion s'ajoute la communauté de langage. Non sans doute que les parlers nationaux aient disparu, mais l'arabe, langue du Coran, — le livre divin, dont la traduction est interdite, — est employé par tous les écrivains, tous les administrateurs, tous les hommes instruits d'un bout à l'autre du domaine de l'islam.

Le calife même, si discutée que soit son autorité personnelle, garde encore, dans toute l'étendue de ce domaine immense, le prestige d'un chef. Certains « descendants d'Ali » peuvent pré-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre et du § 1 (p. 212, n. 1 et 2), consulter : sur la propagation de l'islam, T. W. Arnold, *The preaching of Islam* (cité, p. 171, n. 1) ; sur le commerce W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, édition française par Furoy Raynaud (Leipzig, 1885, 2 vol. in-8°) ; sur l'expansion musulmane dans la Méditerranée, les ouvrages d'Amari et Gay cités au paragraphe précédent (p. 219, n. 1).

tendre le renverser et se substituer à lui, comme Abou'l Abbas jadis a renversé le dernier Omayade : le califat reste *un*, et tant que le souverain abbasside est en fonction, c'est lui que les musulmans révèrent d'instinct comme le « vicaire du Prophète », le « commandeur des croyants ». Sa capitale de Bagdad, dont le nom, avec sa signification de ville « donnée par Dieu », semble indiquer qu'elle a été fondée par le calife en dehors des contingences humaines, résume confusément aux yeux des musulmans orthodoxes toute la sagesse de l'islam ; et c'est là qu'en matière administrative et politique chaque émir s'empresse d'aller chercher des exemples. Le rayonnement de la cour de Bagdad est tel que de partout, à l'envi, chacun essaie de la prendre pour modèle. C'est à l'instar de la capitale abbasside que, sur les bords du Nil, l'émir Ahmed ibn Touloun transforme le vieux camp militaire de Fostat en une belle cité digne de sa puissance, où il élève, outre une splendide mosquée, un fastueux palais, rival de celui de la Porte d'Or sur les rives du Tigre. Les émirs aghlabites de Kairouan agissent exactement de même : soit qu'ils s'ingénient à doter leur résidence de monuments imités de ceux qui faisaient la gloire des villes hantées par les califes, soit qu'ils procèdent à la réorganisation financière et administrative de leurs provinces, ils font leurs les pratiques iraniennes. Malgré l'émancipation progressive des provinces, l'empire musulman conserve donc un indéniable caractère d'unité.

Enfin un lien nouveau tend à s'établir entre toutes les terres lointaines qu'habitent les adeptes de la religion de Mahomet : la Méditerranée, qui baigne les côtes de la Syrie, de l'Afrique et de l'Espagne, est en passe de devenir de bout en bout une mer musulmane. Nous avons vu les émirs aghlabites annexer Malte et la Sicile ; nous les avons vus s'installer sur les côtes de l'Italie méridionale et enlever de haute lutte aux Byzantins l'hégémonie dans la Méditerranée centrale. Cependant les flottes de l'émir omayade de Cordoue s'assurent la maîtrise de la Méditerranée occidentale. Dès 840, ou environ, leurs corsaires tiennent la mer au large des côtes de Languedoc ; en 842, ils s'enhardissent jusqu'à remonter le Rhône ; puis ils s'attaquent aux côtes de Provence, où ils vont même réussir à occuper et à garder longtemps une base de débarquement à proximité de Saint-Tropez ; et, tandis que les vaisseaux des Aghlabites bloquent la portion des côtes italiennes située au sud du Tibre, les leurs croisent en face de Gênes et de Pise. Même spectacle enfin dans

la Méditerranée orientale, d'où les Byzantins sont peu à peu expulsés. La Crète, qui leur restait et qui, à défaut de Chypre, fournissait à leurs flottes un point d'appui précieux, tombe, en 825, au pouvoir d'une bande d'aventuriers venus d'Égypte, après avoir été expulsés de Cordoue quelques années plus tôt.

Et cette mer, qui assure ainsi, par-dessus les frontières des émirats, la continuité de l'empire de l'islam, cette mer qui facilite les échanges d'hommes et d'idées, invite les musulmans à reprendre pour leur compte la grande tâche commerciale que l'écroulement de leur puissance maritime oblige les Byzantins à abandonner. Leurs armateurs ou ceux des villes maritimes d'Italie, comme Naples, Gaëte ou Amalfi, qui acceptent pour leurs propres navires le contrôle des autorités musulmanes, sont les maîtres du commerce européen. Ils tiennent les clés de l'Orient : car c'est vers Bagdad et de là vers les ports de la côte syrienne ou vers Alexandrie qu'affluent les produits d'Asie — épices et denrées précieuses, teintures, bois rares, tissus de choix, perles et pierreries — que leurs navigateurs vont chercher souvent jusque dans les mers de Chine ou que leurs caravanes rapportent du fond de l'Arabie ou des pays de l'extrême Orient. Régulateurs du commerce d'Orient, ils en répartissent eux-mêmes les marchandises le long des côtes de la Méditerranée. Leurs vaisseaux font escale à Antioche, à Chypre, à Tripoli, à Tunis, à Palerme, à Messine ; ils touchent aux Baléares et aux côtes d'Espagne.

Partout, grâce à cette activité commerciale croissante, la vie coule à pleins bords. Les chroniqueurs occidentaux sont d'accord avec leurs confrères d'Orient, souvent hâbleurs et enclins à enfler un peu trop la voix, pour nous donner des richesses des pays islamiques un tableau éblouissant. On nous conte à cet égard des histoires à dormir debout, où l'on voit les califes récompenser des mots d'esprit, de goût souvent douteux, par d'extravagantes libéralités, ou bien jeter l'or à pleines brassées pour satisfaire leurs moindres fantaisies. Le luxe des fêtes, la magnificence des palais et des mosquées, qui surgissent de terre dans toutes les grandes villes, l'activité avec laquelle, en Égypte comme dans la province « d'Afrique » ou en Espagne, sont poussés les travaux d'utilité publique, tels que ceux d'adduction d'eau, de plantation, de mise en état des ports, enfin, autant qu'on peut l'entrevoir, l'accroissement des taxes d'entrepôt et des droits de transit sont autant d'indices irrécusables

d'une prospérité matérielle comme jamais encore les pays musulmans n'en avaient connu.

IV. — LA CIVILISATION MUSULMANE AUX VIII^e ET IX^e SIÈCLES¹.

C'est aussi l'époque où la civilisation musulmane atteint son maximum d'éclat. Car il y a, au huitième et au neuvième siècle,

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — 1^o Sur l'histoire de la pensée religieuse et philosophique : I. Goldziher, *Vorlesungen über den Islam* (Heidelberg, 1910, in-8° ; traduction française par F. Arin, revue et augmentée par l'auteur, sous le titre *Le dogme et la loi de l'islam, histoire du développement dogmatique et juridique de la religion musulmane*, Paris, 1920, in-8°) ; De Lacy O'Leary, *Arabic thought and its place in history* (Londres, 1922, in-8°) et pour l'étude détaillée des philosophes et des doctrines, S. Munk, *Mélanges de philosophie juive et arabe* (Paris, 1859, in-8°) ; T. J. De Boer, *Geschichte der Philosophie im Islam* (Stuttgart, 1901, in-8°) ; J. Pollak, *Entwicklung der arabischen und jüdischen Philosophie im Mittelalter*, dans l'*Archiv für Geschichte der Philosophie*, t. XVII (1904), p. 196-236 et 433-459 ;

2^o Sur l'histoire des sciences : H. Suter, *Die Araber als Vermittler der Wissenschaften in deren Uebergang vom Orient in der Occident* (Aarau, [1895], 31 p. in-8°), excellente vue d'ensemble de l'histoire de la science « arabe » ; du même, *Die Mathematiker und Astronomen der Araber und ihre Werke* (Leipzig, 1900, in-8°) ; M. Cantor, *Vorlesungen über Geschichte der Mathematik*, 2^e éd., t. I (Leipzig, 1894, in-8°) ; Zeuthen, *Histoire des mathématiques dans l'antiquité et le moyen âge*, trad. J. Mascart (Paris, 1902, in-8°) ; Rouse Ball, *Histoire des mathématiques*, édition française revue et augmentée par L. Freund, t. I (Paris, 1906, in-8°), à compléter avec B. Lefebvre, *A propos d'une histoire des mathématiques*, dans la *Revue des questions scientifiques* de 1907 à 1911 et à part, sous le titre : *Notes d'histoire des mathématiques : antiquité et moyen âge* (Louvain, 1920, in-8°) ; D. E. Smith et L. C. Karpinski, *The hindu-arabic numerals* (Boston et Londres, 1911, in-12) ; J. Tannery et J. Molk, *Principes fondamentaux de l'arithmétique dans l'Encyclopédie des sciences mathématiques*, fasc. 1 (Paris, 1904, in-8°), résumé en 20 pages de l'histoire de la numération de position et des chiffres dits arabes ; P. Duhem, *Le système du monde. Histoire des doctrines cosmologiques de Platon à Copernic*, t. II (Paris, 1914, in-8°) ; L. Leclerc, *Histoire de la médecine arabe* (Paris, 1876, 2 vol. in-8°) ; Max Neuburger, *Geschichte der Medizin* (Stuttgart, 1908, in-8°) ; M. Berthelot, *La chimie au moyen âge* (Paris, 1893, 3 vol. in-4°). L'ouvrage de Carra de Vaux, *Les penseurs de l'islam* (5 vol. in-12, Paris, 1921-1926) est un recueil d'études détachées et médiocrement informées ; les meilleures ont trait aux sciences exactes (t. II) ;

3^o Sur l'histoire littéraire : C. Brockelmann, *Geschichte der arabischen Literatur* (Weimar et Berlin, 1898-1902, 2 vol. in-8°), qui est un répertoire, non une histoire de la littérature ; C. Huart, *Littérature arabe* (Paris, 1902, in-12), très sommaire et à cadre biographique ; E. G. Browne, *A literary history of Persia from the earliest times until Firdawsi* (Londres, 1902-1906, 2 vol. in-8°), rapide et superficiel ;

4^o Sur l'histoire de l'art : Gustave Le Bon, *La civilisation des Arabes* (Paris, 1884, in-4°), sujet à caution mais richement illustré ; Saladin et Migeon, *Manuel d'art musulman* (Paris, 1907, 2 vol. in-8°), de la collection des manuels d'archéologie publ. par la librairie A. Picard) ; François Benoît, *L'architecture. L'Orient médiéval et moderne* (Paris, 1912, in-8°), de la collection des *Manuels d'histoire de l'art* publ. sous la direction de H. Marcel) ; G.-T. Rivoira, *Architettura musulmana, sue origini e suo sviluppo* (Milan, 1914, in-4°), avec de nombreuses et excellentes gravures ; E. Herzfeld, *Die Genesis der islamischen Kunst und das Mshatta-Problem*, dans la revue *Der Islam*, t. I (1910), p. 27-63 et 105-144, donnant, avec gravures à l'appui, une vue d'ensemble suggestive sur les origines du stylo dit « arabe » ; H. Lammens, *L'attitude de l'islam en face des arts figurés*, dans le *Journal asiatique*, 11^e série, t. VI (1915), p. 239-279.

une civilisation musulmane, commune elle-même, malgré les diversités provinciales, à tout le domaine de la religion islamique et qui, pour composite qu'elle soit ou, si l'on préfère, parce que composite, ne ressemble complètement à aucune autre. Cette civilisation, sans doute, à l'exemple de la civilisation carolingienne, n'atteindra son plein épanouissement dans certaines contrées — dont l'Espagne — qu'après l'achèvement de la période envisagée dans ce chapitre, à une époque où l'empire auquel elle doit sa naissance ne sera déjà plus que ruines. Mais c'est durant les cent cinquante premières années du califat de Bagdad qu'elle est née, qu'elle a pris forme et que son caractère d'unité s'est affirmé de la façon la plus nette.

Jusqu'aux Abbassides, en effet, on peut dire qu'il n'y a pas de civilisation de l'islam. Drapés dans leur fierté de peuple vainqueur, les Arabes se contentent d'emprunter aux nations vaincues les recettes pratiques qui leur permettent d'assurer au mieux la vie de l'État. Avec eux ils n'apportent ni science, ni philosophie, ni arts ; les seuls plaisirs de l'esprit qu'ils goûtent se résument en une poésie harmonieuse et pittoresque, mais pauvre d'idées et sentant déjà le cliché. Les pays qu'ils occupent sont encore imprégnés de la vieille civilisation hellénistique, qui depuis des années languit en Syrie, en Égypte, en Perse même, sans cependant s'éteindre tout à fait ; mais des savants et des penseurs attardés là-bas, ils n'ont cure : ils les laissent à leurs méditations ou ne leur demandent leur concours que dans la mesure où ils espèrent pouvoir utiliser leurs talents pour la gestion des finances ou la mise en valeur des domaines de l'État. C'est tout juste s'ils prêtent attention aux produits de l'art antique qui vient subitement de leur être dévoilé : il leur paraît suffisant d'abord de tirer parti des monuments existants, de les adapter à leur usage, en convertissant, par exemple, des églises en mosquées, ou bien en leur empruntant sans vergogne marbres, colonnes, chapiteaux, ou bien encore en chargeant des architectes et des ouvriers byzantins, coptes ou syriens, d'appliquer leurs vieilles formules de construction et de décoration. Quelques-unes des mosquées les plus célèbres et les plus anciennes ne sont, abstraction faite des nombreuses retouches qu'elles ont subies au cours des âges, que des produits authentiques de l'art gréco-romain : telle la mosquée d'Omar à Jérusalem ou la « Grande mosquée » de Damas.

À l'avènement des Abbassides, un art musulman est cependant en voie de formation — art où l'apport des conquérants

est nul, mais qui est le produit de l'échange incessant d'architectes, d'ouvriers, de décorateurs et de matériaux, qui de plus en plus se fait de province à province pour les travaux d'utilité publique auxquels chaque partie de l'empire est tenu de fournir son concours. Des formules d'un art nouveau tendent ainsi à se dégager du rapprochement de tant de formules et de techniques diverses, apportées de tous les points de l'immense empire de l'islam : l'Égypte donnant, pour les mosquées, le plan du grand hall aux colonnades en quinconces (ou hall « hypostyle »), que la mosquée d'Amr, au Vieux-Caire, reproduit déjà au septième siècle ; la Perse sassanide donnant l'ample coupole ovoïde de ses palais, ses arcs en fer à cheval ou à plusieurs « lobes », ses décorations multicolores, ses stucages et ses « arabesques » avant la lettre, dont les édifices musulmans vont offrir, des Pyrénées au Turkestan, une telle profusion de répliques ; Byzance enfin donnant ses voûtes robustes, ses belles colonnes de marbre et — au début du moins — ses mosaïques étincelantes, que proscrireont plus tard les musulmans rigoristes. Ce curieux amalgame de tendances artistiques si variées, qui produisirent leur plein effet dès la fin du huitième siècle — par exemple, à cette fameuse mosquée de Cordoue dont tant de peintres et de graveurs ont popularisé l'aspect — pourrait servir à caractériser toute la civilisation musulmane au temps des Abbassides : au confluent de plusieurs civilisations originales et fortes, elle est issue de leur fusion.

Ce sont, naturellement, les œuvres des penseurs grecs qui ont joué le rôle le plus important dans l'éveil de la pensée musulmane. Lues dans leur texte original ou, de préférence, dans des traductions — et spécialement des traductions syriaques, dont le nombre était allé se multipliant au cinquième et au sixième siècle —, ces œuvres n'avaient cessé d'être commentées avec ardeur dans les écoles nestoriennes ou monophysites de Syrie, de Mésopotamie et d'Égypte. Placées à la base de toute culture, elles étaient dans ces provinces tenues pour des textes presque sacro-saints, renfermant le dernier mot de la science, et les traités d'Aristote, tels du moins qu'ils apparaissaient à travers les gloses des philosophes de l'école néo-platonicienne, en formaient le couronnement.

Se proclamant les défenseurs de la foi et les pontifes suprêmes de l'islam, les califes abbassides ne pouvaient se dispenser de faire connaissance, pour la combattre s'il le fallait, avec cette

science aristotélicienne, si inquiétante pour des croyants et qui devait par la suite poser aux chrétiens aussi plus d'un douloureux dilemme. C'est pour parer à ce besoin que surgissent subitement du sol une armée de traducteurs — presque tous chrétiens, juifs ou nouveaux convertis — qui, sur un mot d'ordre parti de Bagdad, se donnent pour tâche de mettre à la portée du public de langue arabe ces livres qui n'étaient guère familiers jusqu'alors qu'au seul public de langue syriaque. Le calife Mamoun (813-833) va plus loin : répondant certainement aux vœux des classes éclairées, il décide en 832 la fondation à Bagdad d'une « Maison de la Sagesse », qui comprend un bureau de traductions, une bibliothèque et une université, chargés spécialement de diffuser la science des philosophes et des savants grecs. D'autres écoles de haut enseignement se fondent bientôt sur ce modèle — notamment à Basra et à Koufa — si bien que le monde musulman se trouve au cours du neuvième siècle en possession d'un ensemble vraiment monumental d'éditions en langue arabe et de commentaires des œuvres les plus réputées de la « sagesse » antique.

On ne saurait exagérer l'ébranlement causé dans le monde de l'islam par ce brusque afflux de pensée païenne. Il entraîna un vaste travail de confrontation entre les vérités révélées par le Coran et les résultats de cette science, jugée définitive, que l'on venait de découvrir. Il fallut s'ingénier à concilier la foi et la raison ; fonder, pour y parvenir, des écoles de dialecticiens et créer de toutes pièces une scolastique (le *kalam*) faisant pendant à celle des théologiens de la religion chrétienne. La religion musulmane en fut si profondément transformée que Mahomet aurait eu beaucoup de peine, s'il était revenu sur terre, à se reconnaître dans son œuvre : tiraillé entre les « motazilites » rationalistes et les « soufites » mystiques, gagnés non seulement aux doctrines néo-platoniciennes, mais aussi aux idées des moines mendiants de l'Inde bouddhiste, l'islam orthodoxe traverse au neuvième siècle une crise grave dont il lui faudra bien des années pour sortir victorieux.

Mais le commerce avec les penseurs grecs n'entraîne pas seulement, au temps des premiers Abbassides, une revision des vérités de la foi ; les œuvres avec lesquelles on a pris contact sont étudiées pour elles-mêmes ; les musulmans se font les disciples des savants de l'antiquité, ils s'initient sous leur direction aux sciences pures, se font à leur suite astronomes, physiciens, mathématiciens, médecins ou chimistes. Les *Eléments* d'Euclide,

les traités de Galien et d'Hippocrate, ceux d'Archimède, d'Héron, d'Hipparque et de Diophante, ceux de Théon d'Alexandrie, d'Aristarque, d'Ammonios et de Ptolémée ne sont pas lus et commentés avec moins de curiosité enthousiaste que les livres de Platon, de Porphyre ou d'Aristote. De cette étude ne sortent encore aucuns travaux vraiment originaux et neufs, mais un goût prononcé pour un ensemble de disciplines où s'affirmera bientôt la maîtrise « arabe ».

Et l'on ne s'arrête pas en si bonne voie. L'Inde, où l'on a pris pied et avec laquelle on reste en relations commerciales suivies, livre, elle aussi, aux astronomes et aux mathématiciens de l'islam une partie de ses trésors. On lui doit de connaître à Bagdad avant la fin du huitième siècle le principe capital de la « numération de position » avec l'emploi du zéro — ce que l'Europe appellera plus tard la numération « arabe », par égard pour ceux qui lui en révéleront l'importance. Un peu après, au temps du calife Mamoun (813-833), l'influence des algébristes et des astronomes indous commence à être manifeste, et l'un des mathématiciens les plus connus de cette époque — un des premiers mathématiciens de langue arabe dont le nom mérite d'être sauvé de l'oubli — le célèbre Al Kharizmi, semble avoir tiré un parti important de leurs travaux. Mais, dans son œuvre, comme dans celles de la plupart de ses contemporains, la science grecque et la science indoue s'épaulent mutuellement; et déjà quelques données nouvelles se dégagent du rapprochement de leurs méthodes.

La Perse enfin n'est pas sans concourir dans une assez large mesure à la formation de la pensée musulmane. Sans parler de la contagion des idées religieuses, difficile à éviter dans un pays si longtemps nourri de la doctrine de Zoroastre, l'islam découvre en Perse toute une science — notamment une science médicale — déjà apparentée elle-même à la science grecque et à la science indoue, mais qui, sur plus d'un point, lui fournit des éléments spéciaux. Les lettrés arabes y découvrent surtout des formes littéraires bien faites pour les séduire, une poésie légère et volontiers scabreuse et cette étonnante floraison de contes, plus souvent licencieux que délicats, d'où sortiront les fameuses *Mille et une nuits*¹.

Nous retrouverons dans un autre volume la science et la pensée « arabes » à leur stade de plein épanouissement; nous

1. Nous n'en avons plus qu'une rédaction tardive et très remaniée, mais qui a dû garder quelque chose du ton et de la liberté de l'original du neuvième siècle.

verrons alors la part considérable qui leur revient dans l'histoire de la science et de la pensée humaines. Quand ils n'auraient su que sauver de la destruction et faire fructifier à nouveau l'héritage de la Grèce, à l'époque même où, en Europe, les Francs s'appliquaient à sauver et faire fructifier l'héritage de Rome, les contemporains des premiers Abbassides se seraient acquis des droits considérables à notre reconnaissance.

CHAPITRE II

L'EMPIRE DE CHARLEMAGNE¹

Dans le temps même où les Abbassides s'efforcent en vain d'assurer la cohésion de leur immense empire, la royauté carolingienne, issue d'une révolution dynastique presque contemporaine de celle qui avait coûté la vie aux Omayyades, arrive par étapes au faîte de la puissance.

Son ascension méthodique et prudente contraste avec le brusque coup de force d'Abou'l Abbas. Les nouveaux souve-

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — Il n'existe pas d'ouvrage d'ensemble satisfaisant sur Charlemagne et son temps. L'histoire chronologique du règne a été écrite par S. Abel et B. Simson, *Jahrbücher des fränkischen Reichs unter Karl dem Grossen*, t. I, 1^{re} édition (Leipzig, 1866, in-8° ; 2^e éd. revue et corrigée par B. Simson, 1888) ; t. II (Leipzig, 1883, in-8°, les deux volumes faisant partie de la collection des « *Jahrbücher der deutschen Geschichte* » publiée par l'Académie de Munich). Il y a lieu de compléter et rectifier cet ouvrage à l'aide du grand répertoire de J. F. Böhmer et E. Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, 751-918 ; 2^e éd., t. I, revu par Lechner (Innsbruck, 1908, in-4° ; t. I des *Regesta imperii* de J. F. Böhmer). Voir, en outre, comme préparation à un ouvrage plus considérable que nous projetons, L. Halphen, *Études critiques sur l'histoire de Charlemagne* (Paris, 1921, in-8° ; d'abord paru sous forme d'articles dans la *Revue historique*, t. CXXIV à CXXXV, 1917-1920), comprenant des études sur les sources principales, la conquête de la Saxe, le couronnement impérial, l'agriculture et la propriété rurale, l'industrie et le commerce. Nous donnerons, en outre, prochainement, à la collection « *L'évolution de l'humanité* » un volume intitulé *Charlemagne ; l'empire carolingien et la civilisation du neuvième siècle*.

Sur les institutions, voir Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France : Les transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne* (Paris, 1892, in-8°), dont les thèses, trop absolues, ne peuvent être admises sans d'importantes réserves ; H. Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, t. II (Leipzig, 1892, in-8°), presque entièrement consacré à la période carolingienne, capital. — Il y a encore profit à tirer des tomes III et IV de G. Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte* (Kiel et Berlin, 1844-1878, 6 vol. in-8° ; 2^e éd., Berlin, 1880-1896), qui va des origines au douzième siècle. Voir aussi Felix Dahn, *Die Könige der Germanen*, t. VIII, en six parties : *Die Franken unter den Karolingern* (Leipzig, 1897-1900, 6 vol. in-8°) et les histoires générales des institutions de France et d'Allemagne, spécialement P. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. I (Paris, 1890, in-8°) ; A. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français* (Paris, 1892, in-8° ; 14^e éd., Paris, 1921, in-8°) ; J. Declareuil, *Histoire générale du droit français des origines à 1789* (Paris, 1925, in-8°) ; E. Chénon, *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*, t. I (Paris, 1926, in-8°) ; R. Schröder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte* (Leipzig, 1889, in-8° ; 6^e éd. refondue, Leipzig, 1922, in-8°).

Sur l'histoire religieuse, voir surtout A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. I (Leipzig, 1890, in-8° ; 3^e éd., 1904) et H. von Schubert, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter* (Tübingen, 1921, in-8°).

rains francs ont longtemps patienté à l'ombre de la monarchie mérovingienne : ils ont laissé tranquillement le fruit arriver à maturité avant de le cueillir. Le jour où ils s'y décident enfin, ils ont derrière eux la très grande majorité, presque l'unanimité de leur peuple. Aussi peuvent-ils sans délai aller de l'avant et parachever l'œuvre à laquelle, depuis de si longues années, ils ont été si intimement associés qu'elle a fini par devenir leur œuvre exclusive. Charlemagne n'avait point paru encore que l'empire auquel les historiens ont donné son nom était virtuellement fait.

Il restait cependant à compléter le bloc des territoires agrégés autour du noyau franc primitif, à assurer d'une façon indiscutable le pouvoir du prince carolingien sur l'ensemble et à doter enfin ce vaste empire d'une organisation assez souple pour permettre de concilier les intérêts divergents, assez robuste pour maintenir la cohésion de toutes les parties de l'édifice.

I. — L'ACHÈVEMENT TERRITORIAL DE L'ÉTAT FRANC : 1^o LA CONQUÊTE DE L'ITALIE¹.

A peine née, la monarchie carolingienne se trouva placée, nous l'avons vu², en face du problème italien et elle sut le résoudre avec une habileté consommée.

Là encore, nulle trace de précipitation. A lire la correspondance pontificale on éprouve même l'impression d'un manque d'empressement qui confinerait presque à de l'indifférence, et le programme du roi franc paraît d'abord si étroitement limité qu'on serait enclin à traiter Pépin de naïf et d'homme à courtes vues. Mais la suite des faits prouvera qu'il ne faut pas se laisser prendre aux apparences.

Pendant deux ans, la politique du Carolingien tend uniquement à ceci : assurer avec le minimum d'efforts le retour au *statu quo* territorial antérieur à l'ouverture des hostilités par le roi lombard Astolf. En 754, puis en 756, une simple démonstra-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages indiqués à la note précédente, ajouter, pour les rapports avec l'Italie, Th. Hodgkin, *Italy and her invaders* ; t. VII : *Frankish invasions* ; t. VIII : *The Frankish Empire* (Oxford, 1899, 2 vol. in-8°) ; L. M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter* ; t. II, 2^e partie : *Die Loslösung Italiens vom Oriente* (Gotha, 1903, in-8° ; de la collection 'Geschichte der europäischen Staaten' de Heeren et Ukert) ; L. Duchesne, *Les premiers temps de l'État pontifical* (Paris, 1898, in-8° ; 2^e éd., 1904, in 12) et les ouvrages cités p. 207, n. 1.

2. Voir plus haut, p. 207.

tion militaire jusque sous les murs de Pavie suffit à faire plier le roi lombard et à lui arracher l'engagement d'évacuer tout ce qu'il venait de conquérir. Mais comme l'engagement de 754 n'avait pas été tenu et qu'Astolf était même venu entre temps mettre le siège devant Rome (janvier 756), Pépin prit soin la seconde fois de laisser sur place un représentant, l'abbé de Saint-Denis Fulrad, avec mission d'aller sans délai prendre livraison des villes et des territoires que les troupes d'Astolf étaient tenues de quitter et de se faire remettre partout des otages.

Comme, en outre, il n'y avait plus, depuis le départ de l'exarque, ni dans l'Italie du nord ni dans l'ancien duché de Rome aucun représentant qualifié de l'autorité publique en dehors du pape, il fut entendu que ce qui serait ainsi restitué par les Lombards, fût-ce en Pentapole (les Marches) et en Émilie, sans en excepter Ravenne, lui serait confié ou, pour nous servir des termes qui furent alors officiellement employés, serait « donné à saint Pierre ». Pour lui-même, Pépin ne réclama rien : son but était atteint dès le moment où la papauté était placée à l'abri d'un danger dont la royauté carolingienne eût, comme il a été dit¹, subi le contre-coup immédiat. Il ne refusa pourtant pas le titre, dénué de valeur pratique mais flatteur, de « patrice des Romains », que le pape, reconnaissant, lui décerna après la campagne de 754, ainsi qu'à ses deux fils Charles et Carloman. C'était au moins la preuve publique du pacte étroit scellé entre la famille carolingienne et le souverain Pontife.

La politique carolingienne se précise quelques mois après : Pépin cherche, visiblement, à s'assurer d'une façon indirecte une part d'influence de plus en plus grande dans la péninsule sous le couvert de son allié, dont il travaille sans relâche à accroître la puissance matérielle. Un événement imprévu — la mort d'Astolf, qui succombe en décembre 756 aux suites d'un accident de chasse, — lui fournit l'occasion d'intervenir dans les milieux lombards et de décider, par une habile diplomatie, de l'élection du nouveau roi, le duc Didier, qu'on lui a dépeint comme un homme malléable. Il lui extorque en échange de son appui l'engagement d'évacuer, non plus seulement ce qui reste entre les mains des Lombards des conquêtes d'Astolf, mais ce qui a été occupé par eux trente ans plus tôt, au temps du roi Liutprand. Bologne, Ferrare, Imola, Faenza, Ancône et la région côtière au sud de cette ville devaient ainsi « faire retour

1. Plus haut, p. 207

au pape », qui régnerait dorénavant de l'embouchure du Pô à l'embouchure du Tibre, sur une longue bande de territoires qui, jusqu'au début du huitième siècle, avait constitué le dernier rempart de la puissance byzantine dans l'Italie centrale.

Pendant une quinzaine d'années, au sud des Alpes, les Carolingiens restent dans l'expectative. Ce n'est pas que le roi Didier, une fois devenu roi, réponde complètement aux espérances que ses protecteurs ont mises en lui ni qu'il tienne toutes les promesses faites à l'heure de son élection ; mais, plutôt que d'obéir aux suggestions du pape, qui rêve sans arrêt de nouveaux agrandissements, Pépin préfère ne pas se départir de la politique prudente dont il n'a eu jusqu'alors qu'à se louer ; et, tout en s'efforçant de contenir les Lombards, il croit plus habile de les garder, eux aussi, pour alliés. Ce qui explique qu'au lendemain de sa mort (24 septembre 768), et le pouvoir étant échu conjointement à ses deux fils, Charles — le futur Charlemagne — et Carloman, on ait, à la cour franque, voulu nouer entre les deux maisons royales des liens plus étroits encore en faisant épouser à l'aîné des deux jeunes gens la fille de Didier, en même temps qu'on projetait d'unir leur sœur Gisèle à l'un de ses fils. Mais Didier était un allié peu docile et la mort de Pépin l'avait rendu entreprenant : en 771, il réussit à susciter dans Rome une violente révolution qui faillit lui ouvrir les portes de la ville et mettre le pape à sa discrétion.

Du coup, l'on s'émut en Gaule et le jeune roi Charles, devenu seul maître de l'État franc par suite du décès de son frère Carloman (4 décembre 771), envoya d'urgence procéder à une enquête et réclama des explications. Mais déjà Didier avait jeté le masque et, jouant son va-tout, entamé une offensive brusquée (772) : tandis qu'à la faveur de la surprise, il ressaisissait Ferrare, Faenza, Comacchio, puis entamait le blocus de Ravenne, ses généraux se jetaient simultanément sur la Pentapole et sur le duché de Rome. Il fallait faire vite : après une dernière sommation restée sans réponse, Charles, répudiant sa jeune femme, envahit sans plus attendre les États lombards.

Dès lors les événements se précipitent. Le chemin de Lombardie est forcé, non sans peine (septembre 773) : car Didier, conscient du péril, contre-attaque avec l'énergie du désespoir ; mais il commet la lourde faute de se laisser, comme ses prédécesseurs, enfermer dans Pavie, que Charles se borne à bloquer étroitement, tandis que ses armées font tomber un à un les autres réduits de la défense lombarde, sans en excepter Vérone, qui

passait pour imprenable. Toute la Lombardie était au pouvoir des Francs, quand, après plus de huit mois d'une vaine résistance, Didier fut obligé de se rendre. Le succès était si complet que Charles se résolut, à l'exploiter jusqu'au bout en gardant pour lui le trône lombard : le 5 juin 774, tandis qu'il envoyait Didier en captivité, il se faisait couronner à Pavie et recevait les serments de fidélité de ses nouveaux sujets.

Événement capital, qui transformait une grande partie de l'Italie en une dépendance du royaume franc. Sans doute, ni Rome ni Ravenne ni les anciens territoires byzantins interposés entre ces deux villes n'étaient inclus dans la nouvelle annexe de l'État carolingien : car Charles, fidèle à la parole donnée, avait solennellement confirmé au pape la possession de ce qui avait été cédé par Pépin à ses prédécesseurs, se cantonnant, quant à lui, dans les limites de l'ancien royaume lombard tel que les empereurs byzantins avaient fini par le reconnaître ; mais on pouvait s'attendre à le voir peu à peu sortir de cette prudente réserve, et le titre même de « patrice des Romains » qu'il avait hérité de son père et qu'il faisait figurer dans le protocole de ses actes prenait soudain une valeur imprévue depuis que le prince qui en était paré tenait Rome à sa merci.

II. — L'ACHÈVEMENT TERRITORIAL DE L'ÉTAT FRANC : 2^e LA CONQUÊTE DE LA SAXE ET DE LA BAVIÈRE¹.

La vraie zone d'expansion de la monarchie franque n'en restait pas moins la Germanie. Germains eux-mêmes, les Francs devaient naturellement viser à assurer leur hégémonie sur tous ceux de leurs congénères qui étaient demeurés dans leur pays d'origine et à les annexer au domaine de la civilisation, ne fût-ce que pour garantir la tranquillité de leurs frontières. Déjà très avancée au milieu du huitième siècle, cette œuvre était cependant loin d'être terminée encore ; car il restait à soumettre les plus sauvages et les plus instables des peuples germaniques : les terribles Saxons, proches parents des Frisons, que les Francs étaient parvenus à dompter sous Charles Martel et dans

1. OUVRAGES À CONSULTER. — L. Halphen, *Études critiques sur l'histoire de Charlemagne* (Paris, 1921, in-8°), 2^e partie, chap. 1 : La conquête de la Saxe (p. 145-218 et une carte) ; M. Doerbel, *Entwicklungsgeschichte Bayerns*, t. I, 3^e éd. (Munich, 1916, in-8°), p. 33-38 et 73-98 ; en outre, les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre, p. 234, n. 1.

les premières années du gouvernement de Pépin, mais au prix de beaucoup de sang.

La conquête de la Saxe — qui comprenait alors les territoires sis entre la mer du Nord et la Hesse, d'une part, l'Ems et l'Elbe de l'autre, avec une importante enclave sur la rive droite de ce dernier fleuve, au sud du Danemark, — fut la grande affaire du règne de Charlemagne, dont elle occupa plus de trente années : car il ne fallut pas moins de vingt campagnes pour en venir à bout. Les premières, il est vrai, n'avaient qu'un objectif limité : rétablir le calme aux frontières, faire respecter le nom franc et préparer les voies à la pénétration pacifique par le moyen des missionnaires. Mais très vite on s'aperçut que ce programme, ailleurs excellent, était inapplicable en un pareil milieu : les nouveaux convertis abjuraient dès qu'on les laissait à eux-mêmes, les églises étaient mises à sac, les prêtres massacrés, les engagements les plus solennels foulés aux pieds, les incursions en territoire franc recommençaient aussitôt que les troupes carolingiennes avaient tourné les talons. La nécessité d'une conquête méthodique s'imposait.

Celle-ci ne se fit pas sans à-coups, et l'on paya le succès final de plus d'une douloureuse surprise : en 775, par exemple, où l'ennemi, tombant à l'improviste sur les détachements chargés de garder le passage de la Weser et les décimant, faillit couper la retraite au gros des armées franques, qui poussaient une pointe vers l'est ; en 782 surtout, où trois généraux de marque, le chambrier royal Adalgise, le connétable Geilon et le comte du palais Woradus, attaquant d'une façon imprudente en bataille rangée les forces saxonnes massées au pied des Süntelgebirge, subirent une des plus sanglantes défaites que l'histoire de ce temps ait enregistrées. Fanatisés par des hommes comme Widukind, les Saxons vendirent chèrement leur liberté. Il fallut recourir à la terreur : en 782, pour venger la défaite des Süntelgebirge, Charlemagne fait froidement passer par les armes 4.500 rebelles près de Verden, sur l'Aller ; trois ans après, à un moment où l'on peut croire le pays soumis, la peine de mort est édictée contre quiconque n'acceptera pas la domination franque et la religion chrétienne. Un capitulaire féroce ne laisse aux habitants le choix qu'entre la cuve baptismale et le glaive du bourreau ; en 799, pour en finir avec la résistance des Saxons du pays de Wihmode (entre la basse Weser et la basse Elbe), on procède à des déportations en masse : des pelotons de soldats parcourent les régions désignées, les maisons sont vidées, les terres confis-

quées, des familles entières transplantées à des centaines de lieues en territoire franc.

Charlemagne garde le dernier mot. Son œuvre ne sera achevée dans l'extrême nord, au delà de l'Elbe, qu'en l'année 804 ; mais dès 799 la Saxe fait partie intégrante de ses États, qui confinent désormais au Danemark et aux pays slaves de la rive droite de l'Elbe.

A cette date, toutes les contrées de l'Allemagne actuelle alors peuplées de Germains se trouvent englobées dans le royaume franc. La Bavière même, où l'influence franque s'était insinuée de plus en plus profondément sous Pépin le Bref, à la faveur de la minorité du duc Tassilon (748-757) — au point de se transformer en un véritable protectorat — a fini par être assimilée à une province ordinaire de l'État carolingien, sous certaines réserves destinées à ménager l'amour-propre et les coutumes particulières des habitants. Juste châtiment d'un esprit d'indépendance qui avait voulu bien maladroitement s'affirmer à l'heure où déjà la puissance des successeurs de Charles Martel apparaissait redoutable : le duc Tassilon avait cru pouvoir s'affranchir en 763, en refusant alors tout net son concours militaire à Pépin le Bref et en se mettant à dater ses actes officiels des années de son propre « règne ». Obligé une première fois de venir à résipiscence en 781, après dix-huit ans de liberté, il avait cru pouvoir recommencer quelques années plus tard à voler de ses propres ailes. Mais, arrêté presque aussitôt (788), il n'avait dû qu'à la faveur de la clémence royale d'éviter la condamnation à mort que lui avait valu sa trahison et avait été forcé d'abdiquer solennellement en faveur du roi franc (794).

III. — L'ACHÈVEMENT TERRITORIAL DE L'ÉTAT FRANC : 3^e L'ÉTABLISSEMENT DES MARCHES FRONTIÈRES¹

Au sud-est, vers le même temps, les armées franques, écrasant la sinistre peuplade des Avars, avaient étendu la suzeraineté carolingienne dans les plaines de Pannonie jusqu'aux abords de l'ancienne frontière romaine du Danube.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Voir les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre (p. 234, n. 1) et, en outre, R. Dozy, *Histoire des musulmans d'Espagne jusqu'à la conquête de l'Andalousie par les Almohades* (Leyde, 1861, 4 vol. in-8°), t. I ; R. Basset, *Les documents arabes sur l'expédition de Charlemagne en Espagne*, dans la *Revue historique*, t. LXXXIV (1904), p. 286-295 ; Barrau-Dihigo, *Deux traditions musulmanes sur l'expédition de Charlemagne en Espagne*, dans les *Mélanges d'histoire du moyen âge offerts à Ferdinand Lot* (Paris, 1925, in-8°), p. 169-179.

Trois campagnes suffirent pour abattre un ennemi devant lequel l'Europe tremblait encore, bien que sa force offensive eût, à la vérité, beaucoup faibli depuis l'époque déjà lointaine où, rejetés d'Orient vers l'Occident par les Bulgares, il avait péniblement cherché à se frayer un passage vers la Bavière ou vers la Vénétie. En 788, les attaques de ces barbares s'étant renouvelées dans ces deux directions, il n'y eut qu'à faire montre d'un peu d'énergie pour les repousser en désordre sur le Danube. Trois ans plus tard (791) une expédition bien combinée, pénétrant en Pannonie simultanément par le nord, par l'ouest et par le sud, faisait chanceler la puissance de leur « khagan » ou chef suprême. Forcés dans leurs derniers retranchements — leur fameux *ring* où, comme les Huns d'Attila, ils s'enfermaient avec leur butin — ils subirent un désastre dont ils ne devaient pas se relever. La discorde se mit dans leurs rangs ; quelques-uns passèrent spontanément au vainqueur et embrassèrent le christianisme (795) ; les autres durent se soumettre bon gré mal gré. A deux reprises, à quelques mois d'intervalle (795 et 796), les troupes franques vinrent encore camper dans leur *ring* et firent main basse sur leurs trésors.

Les Avars avaient cessé d'effrayer le monde. Il ne leur restait qu'à courber la tête. Converti au christianisme, affaibli au point de ne plus pouvoir arrêter par ses propres moyens les attaques des Slaves, leur khagan en sera réduit quelques années après (805) à implorer de Charlemagne la concession d'un territoire plus facile à défendre à l'intérieur des frontières franques.

L'ambition de Charlemagne eût été de faire de l'Espagne aussi une dépendance de son royaume ; mais, si contesté que fût le pouvoir de l'émir omayade de Cordoue et si engageantes que fussent les offres de concours qui lui venaient de là-bas, le roi franc devait éprouver au sud des Pyrénées plus d'un mécompte. Alléché par les promesses du gouverneur de Barcelone Solàïman ibn al Arabi, révolté contre l'émir, il se crut dès 778 en mesure de prendre d'un seul coup toute la Catalogne. Deux armées, dont l'une était directement placée sous son commandement, marchèrent par Pampelune sur Saragosse ; mais l'expédition n'aboutit qu'à un échec complet, qui s'acheva même en désastre : rappelé dans le nord par l'annonce d'un soulèvement des Saxons, il lui fallut brusquement battre en retraite sans même avoir pu prendre Saragosse et, lors du passage des

Pyrénées, au défilé de Roncevaux, son arrière-garde fut surprise et massacrée par des bandes de Gascons. .

Charlemagne comprit-il, à la suite de cette dure leçon, que la péninsule ibérique ne lui offrirait pas les mêmes facilités de conquêtes que la péninsule italique et qu'il fallait renoncer à l'espoir d'y procéder par coups rapides ? Toujours est-il qu'à partir de ce moment il semble avoir limité ses efforts à une mainmise progressive et prudente sur les villes situées aux abords de la frontière, sur le versant méridional des Pyrénées, et plus encore dans la pensée de constituer une « marche » défensive en pays ennemi qu'avec la volonté de se ménager une base d'attaque pour l'avenir. En 785, les armées franques entraient dans Gérone. En 793, l'ennemi réagissait en venant par surprise incendier les faubourgs de Narbonne, mais se faisait décimer près de là, sur les bords de l'Orbieu ; et, en 797, les Francs reprenaient leur marche en avant : arrêtés cette année-là sous les murs de Huesca, ils arrivaient, en 801, à s'installer dans Barcelone et finissaient, au bout d'un nouveau délai de dix ans, par enlever Tortosa.

Quoique inférieurs aux espérances qu'il avait dû concevoir au début de son règne, les avantages obtenus par Charlemagne en Espagne étaient déjà suffisants à la fin du huitième siècle pour faire de lui une puissance hispanique. Dans les affaires de la péninsule il joue son rôle. Quand, en 797, Abdallah, fils de l'ancien émir Abd al Rahman I^{er}, cherche à renverser du trône de Cordoue son neveu le jeune Al Hakam, il commence par venir à Aix-la-Chapelle solliciter l'aide du roi franc. Le roi chrétien de Galice et d'Asturie, qui l'année d'après réussit à arracher Lisbonne à la domination musulmane, n'agit, lui aussi, qu'après s'être ménagé son appui. Même modestes, même payés de quelques échecs, les progrès de Charlemagne lui assurent dans ces pays, de pénétration si difficile, une situation avec laquelle il faut compter.

A la fin du huitième siècle, l'État franc couvrait donc de son ombre l'Europe occidentale tout entière et le pouvoir de Charlemagne rayonnait même déjà bien au delà des frontières atteintes par ses armées victorieuses. C'est ainsi que les peuples slaves de la rive droite de l'Elbe devenaient les uns après les autres ses tributaires — certains mêmes (tels les Abodrites, au nord-est de la Saxe) ses auxiliaires dociles.

Quant au pape, si sa puissance spirituelle avait bénéficié de

l'extension merveilleuse du royaume carolingien, son influence politique et sa liberté d'action perdaient constamment du terrain. Devenu, de par la volonté de Pépin le Bref, souverain d'un État important, son autorité, très discutable, s'y heurtait presque partout à des oppositions irréductibles. L'archevêque de Ravenne, en particulier, se refusait à le laisser, sous couleur de pouvoir temporel, s'immiscer dans les affaires de son diocèse et, mis en goût par l'exemple même du pontife romain, entendait garder pour lui les prérogatives de l'ancien exarque dans les parties de sa province ecclésiastique que le roi franc ne détenait pas. En fait, la « république de saint Pierre », comme on l'appelait, était pour le pape une cause de difficultés incessantes, qui, loin de lui assurer l'indépendance, le forçaient à implorer presque sans arrêt l'aide de son puissant protecteur carolingien. Et celui-ci usait et abusait tellement de la situation que son protégé se prenait à regretter parfois le temps où le trône de Pavie était occupé par un Lombard.

Visiblement l'heure était proche où, dans Rome même, tout devrait plier devant l'autorité impérieuse du maître de l'Occident.

IV. — L'ÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE CAROLINGIEN¹.

Les trois titres que Charlemagne prenait simultanément dans ses actes officiels depuis la conquête de la Lombardie — « roi des Francs, roi des Lombards et patrice des Romains » — traduisaient d'une façon fort imparfaite l'étendue réelle de sa puissance. D'aucuns en rêvaient un plus haut. Le jeu des circonstances allait avant peu faire de leur rêve une réalité.

Depuis 795, un nouveau pape, Léon III, occupait la chaire de saint Pierre : personnage sans relief, formé dans les bureaux de la curie romaine, élu malgré l'opposition de la noblesse locale. Avec lui Charlemagne l'avait d'emblée pris de haut. Procès-verbal de l'élection avait dû lui être expédié, conformément à la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres d'ensemble cités en tête de ce chapitre (p. 234, n. 1), consulter A. Kleinclausz, *L'empire carolingien, ses origines et ses transformations* (Paris, 1902, in-8° ; thèse de doctorat) ; Ch. Bayet, *L'élection de Léon III. La révolte des Romains en 799 et ses conséquences*, dans l'*Annuaire de la Faculté des lettres de Lyon*, 1^{re} année (1883), fasc. 1, p. 173-197 ; Gasquet, *L'empire byzantin et la monarchie franque* (Paris, 1888, in-8°) ; L. Halphen, *Études critiques sur l'histoire de Charlemagne* (Paris, 1921, in-8°), 2^e partie, chap. II : *Le couronnement impérial de l'an 800* (p. 219-233).

règle, naguère encore en vigueur, qui prévoyait pareille formalité à l'adresse de l'empereur byzantin ; et à ce procès-verbal Léon avait dû joindre d'humbles protestations d'« obéissance » et de « fidélité », ainsi que des présents destinés à marquer sa déférence : des clés de la « confession » de saint Pierre et une bannière de la Ville éternelle. Les instructions de l'abbé de Saint-Riquier Angilbert, envoyé à Rome aussitôt après, sont conçues en termes analogues à celles dont les délégués ou *missi* royaux étaient porteurs durant leurs tournées d'inspection dans les églises de Gaule : il devra, y lit-on, « exhorter avec soin notre saint père le pape à vivre honnêtement, à observer les saints canons, à gouverner pieusement l'Église de Dieu » ; il devra, en outre, l'inviter à combattre l'hérésie et lui communiquer les intentions du roi franc à ce sujet ; il lui remettra enfin une lettre personnelle du souverain, qui, aux félicitations d'usage, joint quelques conseils pratiques du genre de ceux-ci :

« Notre tâche est de défendre au dehors par les armes la sainte Église du Christ contre les attaques des païens ou les dévastations des infidèles et de la renforcer au dedans en propageant la connaissance de la foi catholique. Votre tâche, à vous, très saint Père, consiste à seconder le succès de nos armes en élevant avec Moïse vos mains vers Dieu et en l'implorant pour qu'il veuille bien donner au peuple chrétien la victoire sur les ennemis de son saint nom et faire rayonner sur le monde entier le nom de N. S. Jésus-Christ. »

Les domaines sont ainsi soigneusement délimités : au pape la prière ; au roi l'action. Et, comme il faut que, dans le domaine de l'action, Charles ait les coudées franches en tous lieux, même à Rome, une des obligations du pontife romain sera, précise son correspondant, de travailler à « l'affermissement du patriciat » concédé quarante ans plus tôt au roi carolingien.

Ce ne fut pas l'affermissement du patriciat, ce fut sa transformation qui eut lieu. Léon III, en effet, n'était pas depuis quatre ans au pouvoir qu'il était victime d'un complot ourdi par deux des principaux fonctionnaires de son palais, de connivence avec les représentants de l'aristocratie romaine évincée de la curie à la suite de son avènement. Le 25 avril 799, comme le pape se rendait, au milieu d'une procession, à l'église Saint-Laurent *in Lucina*, il fut assailli par les conjurés, jeté à terre, roué de coups ; on tenta de lui arracher la langue, de lui crever les yeux et on ne le releva à demi-mort et baignant dans son sang que pour le jeter pantelant au fond d'une cellule

du monastère de Saint-Érasme. Il ne dut son salut, en fin de compte, qu'à l'intervention de deux *missi* francs, grâce auxquels il put courir se réfugier et se soigner à Spolète, pour aller de là jusqu'en Saxe, à Paderborn, implorer le secours de Charlemagne.

Profonde fut l'impression produite par cette scène : l'arrivée du pape fugitif, malheureux, à peine remis de ses blessures, venant demander son salut au souverain victorieux, au maître de l'Europe. D'autant que le pape n'était pas seulement une victime ; c'était aussi un accusé. On le traitait d'adultère, de parjure. Le roi franc était de part et d'autre invité à tirer l'affaire au clair ; et ce fut en arbitre de la chrétienté qu'il prit l'année d'après (800) le chemin de Rome, où il avait renvoyé, sous bonne escorte, ce pape dont il tenait le sort entre ses mains.

Quel autre souverain, à cette date, eût pu se prétendre son égal ? A coup sûr ce n'était point celui de Constantinople. Sur les rives du Bosphore, tout était trouble et confusion. Le jeune empereur Constantin VI, petit-fils de ce Constantin V dont la politique religieuse avait été fatale à l'empire byzantin¹, venait d'être renversé, en 797, par sa propre mère, l'impératrice Irène, qui s'était débarrassée de lui en le faisant, lui aussi, aveugler et emprisonner. Mais le pouvoir d'Irène, à son tour, était chancelant : contre cette femme qui, fait inouï, osait garder pour elle seule la couronne impériale, les compétiteurs, qui jamais ne manquaient à Byzance, redoublaient d'activité ; mais aucun n'avait de titre sérieux à produire, aucun ne s'imposait ni par la force ni par l'audace.

On le savait en Occident, on y était même porté, semble-t-il, à s'exagérer la gravité de cette situation et à la croire plus inextricable qu'elle ne l'était réellement. Dans une lettre fameuse, qu'on peut dater du mois de juin 799 et adressée à Charlemagne, Alcuin insiste sur ce fait que les deux « dignités suprêmes », la papauté et l'empire, traversent une crise redoutable : la papauté vient d'être ébranlée en la personne du pape Léon ; quant à la dignité impériale, celui qui en était revêtu en a été dépouillé. Seule la « dignité royale » du prince franc reste debout pour maintenir l'honneur et le salut « des églises du Christ ». En bref et pour parler clair, le trône impérial étant vacant, Charlemagne était invité, sans se préoccuper d'un empereur, à pourvoir, à lui seul, à la défense de la papauté et de la chrétienté

1. Voir ci-dessus, p. 187.

tout entière : « C'est toi », disait Alcuin au roi Charles en manière de conclusion, « c'est toi qui es maintenant le vengeur des crimes, le guide des égarés, le consolateur des affligés, c'est à toi qu'incombe la tâche d'exalter les bons. »

Charlemagne ne se déroba pas à cet appel. Il se mit en route à l'automne de l'année 800, gagnant Rome par Ravenne et Ancône. Son voyage prit des allures de triomphe. Le pape, sur qui pesait encore le poids des lourdes accusations dont ses ennemis l'avaient chargé, vint à sa rencontre jusqu'à Mentana, à une vingtaine de kilomètres de la ville, où il retourna ensuite en hâte préparer une réception digne de son illustre visiteur. Le lendemain (24 novembre 800) il accueillait le roi franc en grande pompe du haut des degrés de Saint-Pierre, entouré de tout son clergé et au milieu d'un concert d'actions de grâces.

Une semaine plus tard (1^{er} décembre), Charlemagne présidait, à Saint-Pierre même, une grande assemblée, composée à la fois de prélats, de simples clercs et de dignitaires laïques, à l'examen desquels il soumettait les plaintes formulées contre le pape ; celui-ci était invité à s'en défendre sous la foi du serment — suprême humiliation qu'Alcuin eût voulu lui éviter, mais à laquelle il dut néanmoins finir par se plier après un nouveau délai de trois semaines (23 décembre 800).

Entre temps, le roi franc n'était pas resté inactif. Tandis que le pape gardait l'attitude réservée d'un accusé qui attend sa réhabilitation, Charlemagne, comme l'écrivit l'annaliste officiel de la cour, « s'employait quotidiennement à régler les affaires pour lesquelles il était venu ». Quelles étaient ces mystérieuses affaires ? Elles comprenaient avant tout le procès du pape : c'était là, on nous le dit aussi, « la tâche la plus considérable et la plus difficile » ; mais il y en avait d'autres. On ne précise pas lesquelles, et l'on se borne à signaler, à la date du 23 décembre, l'arrivée à Rome de deux moines, venus de Jérusalem pour apporter à Charles de la part du patriarche une bannière et des clés du saint Sépulcre, du Calvaire et de la Ville sainte elle-même. Scène bien faite pour rehausser encore, à la veille de la solennité de Noël, le prestige d'un souverain auquel tous, comme sur un mot d'ordre, donnaient déjà à l'envi le rang et le titre de chef de la chrétienté.

Enfin arriva le jour de Noël, qui devait apporter à Charlemagne la consécration officielle de sa politique. Ce jour-là, le pape le recevait solennellement dans cette basilique de Saint-Pierre où, quarante-huit heures plus tôt, devant la

« confession » de l'Apôtre, il avait dû, dans une assemblée que le roi présidait, venir jurer son innocence et solliciter sa réhabilitation. Léon III, cette fois, était à la place d'honneur ; mais toute la cérémonie, dont le scénario avait, à coup sûr, été élaboré d'avance, était calculée pour glorifier le président de l'avant-veille.

En effet, aussitôt l'office achevé, le pontife, s'avancant vers le souverain, se prosternait devant lui, l'« adorait », comme le voulait l'antique protocole impérial inauguré au temps de Dioclétien et de Maximien et, se relevant, lui posait sur la tête un riche diadème, tandis que le peuple, massé dans l'église, acclamait le roi franc en le saluant du titre d'empereur : « A Charles, auguste couronné par Dieu, grand et pacifique empereur des Romains, vie et victoire ! »

Le pas était franchi : conscient de l'étendue de son pouvoir, Charles s'était fait enfin donné le seul titre qui semblât convenir à celui en qui presque toute l'Europe occidentale et Rome même reconnaissaient un maître.

V. — LE NOUVEL EMPIRE¹.

Charles était donc empereur — empereur romain ou, pour reprendre la formule dont il se servit à partir de ce moment, « empereur gouvernant l'empire romain ». Mais n'y avait-il pas déjà un autre empereur gouvernant l'empire romain ?

L'empire romain formait un tout dont le gouvernement avait pu, dans le passé, être confié simultanément à plus d'un chef, mais dont l'unité idéale survivait aux partages et aux morcellements. Depuis trois siècles déjà il n'y avait plus d'empereur qu'en Orient ; mais cet empereur n'avait jamais abdiqué ses droits sur l'Occident. Même quand elle était nulle en fait, son autorité subsistait en puissance sur l'ensemble des territoires de l'ancien empire romain ; et le rêve caressé par Justinien de les replacer tous effectivement sous sa domination continuait, malgré les sacrifices auxquels il avait fallu se résigner, à hanter le cerveau de ses plus faibles successeurs.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres généraux cités en tête du chapitre (p. 234, n. 1) et les livres de A. Kleinclausz et Halphen cités à la note précédente (p. 243, n. 1), voir J.-B. Bury, *A history of the later Roman Empire from Arcadius to Irene*, t. II (Londres, 1892, in-8°) et, du même, *A history of the Eastern Roman Empire from the fall of Irene to the accession of Basil I* (Londres, 1912, in-8°).

On ne l'ignorait pas en Occident. On ne pouvait pas l'ignorer, puisque aussi bien, à l'aube du neuvième siècle encore, on se heurtait en maint endroit, sur le sol italien, à des possessions byzantines, dernières épaves, disséminées aux quatre coins de la péninsule, d'un ensemble jadis compact, mais qui restaient les témoins irrécusables des droits imprescriptibles de ceux qui continuaient à se croire ou à se dire les maîtres du monde. L'exarque avait pu disparaître de Ravenne, le pape avait pu, avec la connivence et grâce à l'appui militaire du roi franc, usurper un à un des territoires restés byzantins jusqu'au huitième siècle, il avait pu, ainsi que son allié, faire fi des incessantes protestations dont les empereurs les avaient assiégés, ces protestations seules eussent suffi à rappeler aux Occidentaux que l'empire romain avait déjà un titulaire et que ce titulaire n'avait pas renoncé à faire valoir ses droits.

Mais on n'avait pas, semble-t-il, très exactement pesé d'avance à la cour de Charlemagne les conséquences de l'acte qu'on venait d'accomplir. On s'était persuadé un peu vite que l'absence d'un empereur du sexe fort à Byzance équivalait à une vacance du trône impérial et qu'il suffisait dès lors de respecter les formes pour demeurer dans la légalité. On s'était, dans cette pensée, donné beaucoup de peine pour faire de Charles un empereur dans les règles. On s'était souvenu que, selon la pure tradition romaine, un empereur n'était réputé souverain qu'en vertu des pouvoirs qui lui avaient été délégués au début de son règne par le peuple, dont la volonté était censée s'exprimer par la voix du sénat et que, pour sauvegarder la liberté théorique du peuple romain, le sénat devait être invité à procéder à une élection, de caractère purement conventionnel, mais sans laquelle, en droit strict, l'autorité de l'empereur serait restée sans fondement. Il n'y avait plus de sénat à Rome en l'an 800. Mais on avait tourné la difficulté en réunissant les principaux personnages de la cité, ceux que les textes de l'époque affectent précisément d'appeler les « sénateurs », en les invitant à acclamer Charles et à le saluer des titres d'« empereur » et d'« auguste ».

D'autre part, l'usage s'était établi à Constantinople — la « Nouvelle Rome » — que le patriarche procédât au couronnement du nouvel empereur. Ce couronnement avait lieu dans la basilique de Sainte-Sophie et, au moment où le patriarche posait le diadème sur la tête du souverain, le peuple faisait entendre ces acclamations : « Longues années à Auguste, empereur des Romains, longues années ! » L'église Saint-Pierre avait

retenti à la Noël de l'an 800 d'acclamations presque identiques, après le couronnement du roi franc par le patriarche suprême : l'évêque de l'ancienne Rome.

Tout s'était donc bien passé dans les formes. Mais à Constantinople la cérémonie de Saint-Pierre n'en fut pas moins considérée comme une indigne comédie, et l'on n'hésita pas à traiter le Carolingien en vulgaire usurpateur. On était, au surplus, habitué là-bas à ces sortes d'incidents, et ce n'était même pas le premier usurpateur que le souverain d'alors, l'impératrice Irène, rencontrât sur sa route. Seulement cette fois l'usurpateur n'était pas un adversaire négligeable. Irène crut sans doute que Charlemagne allait tenter de lui enlever le reste de ses États et le bruit courut d'un prochain débarquement des Francs en Sicile. De son côté, Irène s'appêtait à traiter leur roi en ennemi.

L'embarras dut être grand à la cour franque. On négocia. Suivant un chroniqueur byzantin, on aurait même songé à marier entre eux les deux rivaux : moyen ingénieux, évidemment, pour Charlemagne de sortir de l'impasse où il s'était engagé. S'il fut réellement formé, ce projet échoua ; et d'ailleurs, le 31 octobre 802, Irène était renversée à Constantinople par son premier ministre Nicéphore, qui réussit à se maintenir au pouvoir¹. L'idée de la fusion des deux empires devait être écartée. On s'efforça alors de faire prévaloir le principe d'un retour au vieux régime du partage de l'empire entre deux « augustes », l'un pour l'Orient et l'autre pour l'Occident ; mais Nicéphore se refusa à rien abandonner de ses prétentions sur l'Occident et, par conséquent, à reconnaître Charlemagne pour son collègue. Une période d'extrême tension fut suivie d'une rupture entre les deux empereurs. Francs et Grecs en vinrent aux mains sur les côtes septentrionales de l'Adriatique, et les territoires byzantins de Vénétie et d'Istrie furent l'enjeu de la lutte : occupés par les Francs en 805, bloqués dès 806 par l'escadre du patrice grec Nicétas, repris l'an suivant, ils venaient de retomber au pouvoir de Charlemagne, quand les négociations purent enfin se rouvrir en 810.

Les pourparlers durèrent de longs mois. Pour arriver au but, Charlemagne dut non seulement renoncer à ses conquêtes de Vénétie et d'Istrie, mais donner des preuves d'une patience assez peu dans ses habitudes. C'est seulement en 812 qu'il réussit à vaincre la résistance de son rival d'Orient. Nicéphore, puis

1, Voir ci-dessous, p. 312.

son fils et successeur Stauracios étant morts l'un après l'autre à six mois d'intervalle (juillet 811 et janvier 812), le nouvel empereur Michel Rangabé, gendre de Nicéphore, finit par consentir à faire le geste que le roi franc sollicitait en vain depuis bientôt dix ans. Une délégation composée de deux hauts fonctionnaires de la cour byzantine et d'un évêque étant venue vers le début du printemps 812 au palais d'Aix-la-Chapelle pour conclure la paix, saluèrent Charles au nom de leur maître du titre grec de *basileus* — l'équivalent du latin « *imperator* », empereur.

L'accord était fait. Il y aurait désormais deux empires ; l'empire d'Orient et celui d'Occident.

VI. — L'ORGANISATION DE L'EMPIRE CAROLINGIEN¹.

Malgré les apparences, dont Charlemagne semble avoir été dupe tout le premier, ce nouvel empire d'Occident n'a avec le vieil empire romain que bien peu de traits communs.

Déjà le protocole des actes officiels nous avertit que le changement n'a pas été si complet qu'on pourrait d'abord se le figurer. Le nom du souverain y est suivi de la formule, peu nette malgré sa longueur : « Sérénissime Auguste, couronné par Dieu, grand et pacifique empereur, gouvernant l'empire romain. » Cette formule remplace le titre, désormais caduc, de « patrice des Romains » ; mais on n'omet pas d'y ajouter, comme par le passé, ceux de « roi des Francs et des Lombards ».

Ce n'est pas à Rome, ce n'est même pas en Italie que le nouvel empereur fixe sa résidence : quatre mois, jour pour jour, après son couronnement, il quitte l'antique capitale des Césars pour n'y plus revenir et il dit même adieu à la péninsule, où il ne reparaitra pas. Aix-la-Chapelle, en plein pays franc, est sa résidence habituelle, et c'est là qu'en 813, sans le concours du pontife romain, sans le concours d'aucun de ces « sénateurs romains » qui étaient venus à Saint-Pierre treize ans plus tôt le saluer du titre d'empereur, il pose de sa propre main sur la tête de son fils Louis (le futur Louis « le Pieux ») la couronne impériale, aux acclamations des Francs, seuls consultés et seuls invités à la cérémonie.

A cette date de 813, Louis était devenu héritier unique du

1. OUVRAGES ▲ CONSULTER. — Voir les histoires des institutions indiquées en tête de ce chapitre, p. 234, n. 1.

trône par suite du décès prématuré de ses deux frères aînés Charles et Pépin, ce qui permettait de ne pas soulever la question des rapports futurs du pouvoir impérial et des pouvoirs royaux, confondus depuis l'an 800 en une même personne. Mais quelques années plus tôt — au début de 806 — quand les deux frères de Louis étaient encore en vie, le problème s'était posé, l'empereur ayant voulu, selon l'usage, régler d'avance le détail de sa succession politique. Or la solution à laquelle il s'était alors arrêté impliquait le partage en trois lots équivalents de tous les États carolingiens, à la mode franque, sans rien même qui supposât la survivance de la dignité impériale. On était loin, on le voit, de la notion abstraite d'un empire à la romaine. L'empire nouveau est un empire conçu dans l'esprit des traditions franques, la suite naturelle du vieux royaume mérovingien, accru peu à peu par la conquête jusqu'à englober d'immenses territoires d'où l'élément germanique est parfois presque absent.

Quelques-uns de ces territoires et même certains de ceux qui sont peuplés de Germains ont gardé, à l'intérieur de cet empire, non seulement leur physionomie propre, mais une part plus ou moins large de leur autonomie primitive : la Lombardie et l'Aquitaine, que Charlemagne fait gouverner sous sa haute surveillance, avec rang de royaumes, la première par son fils Pépin, puis par son petit-fils Bernard, la seconde par son fils Louis ; la Bavière où, dans des conditions analogues, le pouvoir suprême est délégué à un ou deux hommes de confiance agissant en qualité de ducs ou « préfets » ; la Gascogne et les principautés lombardes de l'Italie du sud, qui conservent encore leurs ducs nationaux ; l'État de Saint-Pierre, qui est gouverné par le pape et dont on ne sait trop, au surplus, jusqu'à quel point il est, en droit, subordonné à l'empereur.

Il est des territoires qui ont leur administration centrale distincte, leur diplomatie ; et, pour la Lombardie, l'empereur va jusqu'à promulguer des capitulaires spéciaux.

Ce qui fait néanmoins l'unité réelle de l'ensemble, outre la communauté de foi, qui ne suffirait pas — l'exemple de l'empire musulman le prouve — à en maintenir la cohésion, c'est la solidité des cadres administratifs, identiques ou analogues, en quelque lieu qu'on se transporte, et surtout la ferme direction politique imprimée à toutes les provinces par le souverain.

Mettons à part la Gascogne et l'Italie lombarde du sud, où se perpétuent, malgré les efforts faits pour arriver à une assimilation partielle, des traditions invétérées de résistance,

qu'au surplus l'empereur sait aussitôt châtier ; mettons également à part les États pontificaux, où ses inspecteurs (*missi dominici*) ne se gênent cependant pas pour entrer et pour agir — dans le reste de l'empire, le fonctionnaire franc pénètre librement.

Le principal est toujours le comte, comme aux temps mérovingiens. Élevé et formé à la cour, avec laquelle il revient prendre contact au moins une fois par an, au moment de l'« assemblée générale », en correspondance suivie avec le gouvernement de l'empereur, qui peut le déplacer ou le révoquer à sa guise, il dirige, selon la méthode franque, toute l'administration du ressort qui lui a été attribué, sans en excepter ni la justice ni même l'armée : car il a gardé des temps primitifs son rôle de chef militaire. Il y a ainsi, d'un bout à l'autre de l'empire, plusieurs centaines de comtes, qui se sont d'autant plus aisément substitués aux anciens fonctionnaires des territoires conquis que la plupart des pays germaniques, la Lombardie inclusivement, connaissaient déjà un système administratif analogue.

A côté du comte et de ses adjoints — dont les principaux sont le vicomte, son fondé de pouvoirs, qu'il propose lui-même au choix de l'empereur, et les « vicaires », qui administrent sous ses ordres des subdivisions du comté —, un autre auxiliaire important de la politique franque est l'évêque, théoriquement élu par le peuple et le clergé de son diocèse, pratiquement choisi par le souverain, qui fait de lui un véritable agent de l'autorité publique, lui confie des missions officielles, le mande à la cour, le convoque aux assemblées, lui adresse ses instructions, le charge, en même temps que le comte, de promulguer ses ordonnances ou « capitulaires » et d'en surveiller l'application.

Le prince franc l'utilise encore comme inspecteur, avec les comtes et souvent aussi avec les abbés des grands monastères. Car, pour mieux assurer la cohésion des diverses parties de l'empire, il a généralisé, surtout vers la fin de son règne, une pratique exceptionnelle des temps mérovingiens en confiant chaque année régulièrement l'inspection des provinces de ses États à des fonctionnaires d'élite, délégués, avec le titre d'« envoyés du souverain » (*missi dominici*), au contrôle de l'administration locale. Chaque groupe de *missi*, à raison, le plus souvent, de deux par groupe — un comte et un ecclésiastique, qui se partagent la besogne au gré de leur compétence, — a pour tâche de parcourir un ensemble de comtés pour s'y assurer du bon fonctionnement des services ainsi que de la stricte application des mesures

édictées par l'empereur ou des règles canoniques, pour y recevoir les plaintes des administrés, au besoin casser et réformer les jugements mal rendus ou les décisions arbitraires. Ces tournées de *missi*, qui vont se multipliant à mesure que le pouvoir impérial se consolide et qui finissent, vers 812, par se répéter, dans certaines provinces au moins, jusqu'à quatre fois par an, ne s'arrêtent pas aux limites des pays que l'empereur a conservés sous son administration directe : les royaumes d'Aquitaine et de Lombardie sont, à cet égard, traités exactement comme les comtés de Bourgogne ou de Flandre.

Au surplus, les enfants royaux délégués au gouvernement de ces deux royaumes d'Aquitaine et de Lombardie n'ont que les apparences du pouvoir : ils doivent se conformer aux instructions du chef suprême, faire appliquer ses capitulaires, lui en référer dans les cas graves, comparaître comme de simples fonctionnaires aux grandes assemblées annuelles pour y rendre compte de leurs actes ; en toutes matières — politique, militaire et même financière, à ce qu'il semble, — leur initiative se trouve réduite à rien ou peu s'en faut.

Enfin, sur presque tout le pourtour de l'empire, subsistent des zones frontières, d'étendue parfois considérable, qui n'échappent au régime administratif normal que pour être maintenues plus complètement encore à la discrétion du souverain. Comme le contact avec l'ennemi y est permanent, elles sont réputées zones d'occupation militaire ou « marches » : telles la marche de Bretagne, avec Vannes, Nantes et Rennes, en bordure de la Bretagne armoricaine, restée indépendante ; la marche d'Espagne, avec Gérone, Urgel et Barcelone, en bordure de l'Espagne musulmane ; la marche de Frioul, en bordure des pays byzantins ; les marches avare, sorabe, vende ou danoise, en bordure des pays slaves ou danois. Dans chacune d'elles les pouvoirs de tous ordres sont concentrés entre les mains du chef des troupes d'occupation, le « comte » ou « duc » (c'est-à-dire, général en chef) de la « marche », qui a pour mission d'assurer jusqu'aux frontières le règne de la paix franque.

Mais, quel que soit le statut particulier de chaque région, c'est à l'empereur lui-même que tout vient aboutir. Dès sa douzième année, chaque habitant mâle de l'empire doit se lier envers lui personnellement et d'une façon indissoluble par un serment de fidélité, qui comporte l'engagement de le servir corps et biens jusqu'à la mort, sans restriction aucune.

Chaque année, au début de l'été, ces sujets, devenus ainsi les « fidèles » de l'empereur, se réunissent autour de lui. C'est ce qu'on appelle l'assemblée générale ou le « plaid général » (*placitum generale*). L'empire est censé se trouver là au complet ; et, de fait, nul parmi les notables ne peut sans raison décisive manquer au rendez-vous. Le gros du peuple, on le devine, ne vient pas ou vient peu. Cependant, comme une année normale ne se passe point sans guerre et que la tenue de l'assemblée précède immédiatement l'entrée des troupes en campagne, les contingents qui doivent participer à l'expédition projetée se massent aux abords de la résidence impériale, où siègent les notables appelés à délibérer avec le souverain et qui a été choisie d'ordinaire à proximité du futur théâtre des opérations. Le « peuple », qui tout à l'heure entendra proclamer les mesures que, sur l'avis de ses représentants, l'empereur aura cru devoir arrêter, aura ainsi l'illusion d'être entré en communication directe avec lui. Théoriquement au moins, les problèmes épineux, les doléances des sujets peuvent alors lui être soumises. C'est un moment unique dans la vie de l'État, un moment où tous les habitants de l'empire semblent vraiment former un seul peuple se serrant autour d'un seul chef.

L'autorité personnelle de ce chef est, en dernière analyse, le ressort principal de l'État. Entre lui et ses sujets ne s'interposent pas ces innombrables « bureaux » qui avaient fini par être une des plaies de l'empire romain. Le nouvel empereur gouverne assisté d'un nombre restreint de conseillers, de hauts dignitaires et d'employés, qui dirigent, selon les vieilles traditions franques, les services de sa maison en même temps que les services publics. Nous reconnaissons parmi eux quatre grands officiers qui avaient fini par prendre à la cour mérovingienne la première place immédiatement au-dessous du maire du palais, disparu depuis l'avènement de Pépin le Bref. Ce sont le « chambrier », véritable intendant du palais impérial, le « sénéchal » ou maître d'hôtel, le « bouteiller » (notre sommelier) et le « maréchal » ou « connétable », préposé au service des écuries impériales. Ces grands officiers ont sous leurs ordres des « chambellans », des cuisiniers, des échansons, des palefreniers. Un « archichapelain » dirige le clergé de la cour, un « comte du palais » les services judiciaires, un « archichancelier » les services de chancellerie. Mais ces services sont réduits encore à leur plus simple expression et laissent le champ libre à l'initiative du souverain.

Aussi n'est-il guère de domaines où cette initiative ne s'exerce. Charles non seulement conduit lui-même toute la vie temporelle de l'État ; mais il ne laisse à nul autre le soin de régler les affaires de l'Église. Nous l'avons déjà vu intervenir en maître dans le choix des évêques ; il agit de même pour la nomination des abbés, d'autant que le nombre est grand des monastères confiés en commende à des laïcs, et les titulaires des charges ecclésiastiques importantes ne sont, en fait, pourvus qu'avec son agrément. Il va plus loin : il croirait abdiquer s'il ne surveillait personnellement de près les mesures prises par les évêques dans leurs diocèses, s'il ne leur traçait, le cas échéant, un programme d'action, s'il ne les invitait, par exemple, à procéder à telle ou telle enquête sur la discipline ecclésiastique ou sur la pratique du culte, s'il ne corrigeait, au besoin, leurs décisions, lors même qu'elles touchent aux problèmes théologiques les plus délicats. Dans sa correspondance avec les prélats, il aborde tous les sujets : qu'il s'agisse de comput, de dogmes, de liturgie, de la célébration du baptême, jamais il ne laisse à d'autres le soin de dire le dernier mot. Son autorité est partout présente ; ses ordres sont nets et n'admettent point de réplique.

Personne peut-être ne serait capable de donner une définition théorique du nouvel empire ; mais ce que nul n'ignore, c'est que, de l'Èbre à l'Elbe et de la mer du Nord à l'Adriatique, en dépit des divergences de mœurs, de traditions nationales et de coutumes juridiques, qui continuent à séparer les peuples, la volonté de l'empereur est partout la loi de tous.

CHAPITRE III

LA RENAISSANCE DE LA CIVILISATION ANTIQUE EN OCCIDENT¹

Si l'empire proclamé en l'an 800 n'a pas été, comme on se l'était d'abord figuré à la cour carolingienne, une « restauration de l'empire romain » (*renovatio imperii Romani*), il n'en est pas

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — 1^o Livres généraux : on trouvera d'excellentes vues d'ensemble, accompagnées de copieuses indications bibliographiques, dans la grande histoire de l'Eglise de la fin du cinquième siècle à la fin du neuvième de H. von Schubert (*Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter*, Tübingen, 1921, in-8^o), à laquelle on joindra la belle histoire de l'Eglise d'Allemagne au moyen âge de A. Hauck (*Kirchengeschichte Deutschlands*, t. I et II, Leipzig, 1887-1890, 3^e éd., 1904), qui touche en réalité à l'histoire intellectuelle de l'Occident chrétien tout entier ;

2^o Histoires littéraires : la plus récente, pour cette période, est celle de M. Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I (Munich, 1911, in-8^o ; t. IX du « *Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft* » publ. par I. von Müller), qui est surtout un répertoire de faits et d'indications bibliographiques allant de la mort de Justinien au milieu du dixième siècle. Il fait suite à M. von Schanz, *Geschichte der römischen Literatur bis zum Gesetzgebungswerk des Kaisers Justinian* ; t. IV, en 2 parties, la 1^{re} partie en 2^e éd. (Munich, 1914-1920, 2 vol. in-8^o, t. VIII du même recueil) et à Teuffel, *Geschichte der römischen Literatur*, 6^e éd., t. III (Leipzig, 1913, in-8^o). Plus suggestif est A. Ebert, *Allgemeine Geschichte der Literatur des Mittelalters im Abendlande* (Leipzig, 1874-1887, 3 vol. in-8^o, le t. I en 2^e éd., 1889), qui a été traduit en français par Aymeric et Condamin (*Histoire générale de la littérature du moyen âge en Occident*, Paris, 1883-1889, 3 vol. in-8^o) ; consulter les tomes I et II. On trouve aussi quelques bonnes indications dans le livre, moins approfondi cependant, de J. E. Sandys, *A History of classical scholarship* (Cambridge, 1903-1906, 3 vol. in-8^o), t. I (2^e éd., 1906) qui va du sixième siècle avant l'ère chrétienne jusqu'à la fin du moyen âge ;

3^o Histoire de la pensée philosophique et religieuse : Fr. Ueberweg, *Grundriss der Geschichte der Philosophie* ; 2^e partie : *Die mittlere oder die patristische und scholastische Zeit*, par Mathias Baumgartner, 10^e édition refondue (Berlin, 1915, in-8^o) ; K. Prantl, *Geschichte der Logik im Abendlande* ; t. II à IV : *Die Logik im Mittelalter* (Leipzig, 1861-1870, 4 vol. in-8^o ; t. II en 2^e éd., 1885) ; M. Grabmann, *Die Geschichte der scholastischen Methode* (Freiburg-i-B, 1909-1910, 3 vol. in-8^o) ; F. Overbeek, *Vorgeschichte und Jugend der mittelalterlichen Scholastik*, publication posthume par C.-A. Bernoulli (Bâle, 1917, in-8^o), des origines du moyen âge à la fin du douzième siècle ; M. de Wulf, *Histoire de la philosophie médiévale* (Louvain et Paris, 1900, in-8^o ; 5^e éd., augmentée, 2 vol., 1924) ; F. Picavet, *Esquisse d'une histoire générale et comparée des philosophies médiévales* (Paris, 1904, in-8^o ; 2^e éd., 1907) et le grand ouvrage d'A. Harnack, *Lehrbuch der Dogmengeschichte*, 4^e éd., t. III (Tübingen, 1912, in-8^o) ;

4^o Histoire des idées scientifiques : ouvrages de Duhem (t. III), Cantor (t. I^{er}), Rouse Ball (t. I), Lefebvre, cités plus haut, p. 228, n. 1 ;

5^o Histoire de l'art : *Histoire de l'art depuis les temps chrétiens jusqu'à nos jours*, publ. sous la direction d'André Michel, t. I, 1^{re} partie (Paris, 1905, in-4^e) ; C. Enlart,

moins vrai que Charlemagne a fait tout ce qui dépendait de lui pour ressusciter ce qui avait été une des parures de l'empire romain à ses débuts : le culte des choses de l'esprit et des beaux-arts. Et il est curieux de constater que, dans ce domaine aussi, comme dans le domaine politique et simultanément, l'Occident chrétien obéit aux mêmes tendances que l'Orient islamique, que le nouvel empereur carolingien s'acharne, comme le nouvel empereur abbasside, à ranimer cette brillante civilisation antique dont, de part et d'autre, leurs ancêtres barbares avaient précipité le déclin.

Ce qu'on a souvent appelé la « renaissance carolingienne » a été mieux qu'une simple tentative pour réveiller un passé aboli. Sans doute ceux qui en ont été les premiers ouvriers ont d'abord limité leur ambition à reproduire, avec plus ou moins de bonheur, avec plus ou moins de savoir-faire, les œuvres de la civilisation latine ; mais peu à peu, la chaîne ayant été renouée, leurs successeurs ont osé davantage et, de même encore qu'à pareille époque, dans le monde musulman, l'étape des traductions et des compilations a été suivie d'une étape de science plus originale et plus féconde, de même l'étape des plagats, dans l'Occident chrétien, sera suivie d'une étape de pensée plus libre et d'art plus personnel. N'est-ce point, du reste, la loi de toutes les « renaissances » de préparer la voie aux civilisations nouvelles ?

I. — LE SORT DE LA CIVILISATION ANTIQUE EN OCCIDENT AVANT CHARLEMAGNE¹.

Les premiers Carolingiens avaient trouvé la Gaule dans un état de décadence intellectuelle inquiétant. Les écoles publiques

Manuel d'archéologie française, t. I (Paris, 1902, in-8° ; 2^e éd., 1919) ; R. de Lasteyrie, *L'architecture religieuse en France à l'époque romane ; ses origines, son développement* (Paris, 1912, in-4°), dont les premiers chapitres ne sont pas spéciaux à la France et remontent jusqu'aux origines du christianisme ; G. Dehio, *Geschichte der deutschen Kunst*, t. I et un volume de planches (Berlin et Leipzig, 1919, in-4° ; 2^e éd., 1921) ; G. Dehio et G. von Bezold, *Die kirchliche Baukunst des Abenlandes* (Stuttgart, 1887-1901, 2 vol. de texte in-8° et 5 vol. in-fol. de planches) ; Louis Bréhier, *L'art chrétien ; son développement iconographique* (Paris, 1918, in-4°).

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages indiqués à la note précédente, voir M. Roger, *L'enseignement des lettres classiques d'Ausone à Alcuin* (Paris, 1905, in-8°, thèse de doctorat) ; L. Gougaud, *L'œuvre des Scotti dans l'Europe continentale (fin sixième-fin onzième siècle)*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique* de l'Université de Louvain, t. IX (1908), p. 21-37 et 255-277 (traduit en anglais et légèrement remanié dans le livre de L. Gougaud, *Gaelic pioneers of Christianity ; the work and influence of irish monks and saints in continental Europe*, Dublin, 1923, in-8°) ; W. Levison, *Die Iren und die fränkische Kirche*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. CIX (1912), p. 1 à 22.

de l'époque romaine, depuis longtemps disparues, n'y avaient été remplacées que par de pauvres écoles ecclésiastiques destinées à la formation du clergé et dont le développement même avait été entravé par les crises politiques où l'État franc avait à mainte reprise failli sombrer.

Dès la première moitié du sixième siècle, l'évêque d'Arles Césaire coudoyait en Provence de gros négociants qui ne savaient ni lire ni écrire ; il s'en étonnait encore ; cent cinquante ans plus tard, la lecture et l'écriture passaient en Gaule pour un luxe que bien des clercs, certains évêques même ne pouvaient se permettre. Dans ces conditions, il est superflu d'ajouter que tout souci de culture générale avait disparu, que la langue latine, restée seule langue écrite, avait atteint un effroyable degré de corruption, que le livre était devenu un objet presque introuvable et que les rares personnes qui s'adonnaient à l'étude bornaient, en général, leur ambition à se mettre en état de lire la Bible et de rédiger tant bien que mal, à l'aide d'un formulaire, un acte officiel. Quant au sentiment artistique, autant dire qu'il était mort. Les quelques manuscrits que nous a légués la Gaule du septième siècle attestent l'étendue du mal : la gaucherie du miniaturiste n'a d'égale que l'inexpérience du scribe dont il a été chargé d'ornier le travail.

Tous les pays d'Occident n'étaient heureusement pas à cette époque tombés aussi bas, et dans certains d'entre eux la civilisation antique avait pu trouver un refuge, au moins provisoire, contre la barbarie envahissante.

En Italie, notamment, l'antiquité n'avait cessé d'être présente à tous les esprits, on pourrait presque dire : à tous les regards, tant les monuments dont elle avait couvert le sol et les manuscrits dont elle avait rempli les bibliothèques y étaient encore nombreux. Dans la première moitié du sixième siècle, l'Ostrogoth Théodoric avait fait de son mieux, on se le rappelle, pour empêcher ces trésors de rester stériles : il avait, lui aussi, voulu être un grand bâtisseur et n'avait pas ménagé son appui à ceux qui, comme Boèce ou Cassiodore, s'étaient employés à restituer au monde chrétien une culture, épurée sans doute et adaptée aux exigences de la foi nouvelle, mais retenant de la culture antique les cadres généraux, les méthodes d'enseignement et les résultats essentiels. Le bénéfice de ces efforts eût

Sur Bède le Vénérable, voir un important article de J. Hoops, dans le *Reallexikon der germanischen Altertumskunde*, publié par Hoops, t. I (Strasbourg, 1911-1913, in-8°).

été supérieur si, dans la suite, quelques esprits profondément religieux, le pape Grégoire le Grand en tête, alarmés de voir trop de clercs prendre goût à la lecture des auteurs de l'antiquité païenne, n'avaient cru nécessaire de prononcer contre eux l'exclusive. Mais, sur cette terre classique, on n'en avait pas moins, malgré les vetos, continué à respirer le parfum enivrant de la littérature profane des Anciens. Les Lombards eux-mêmes s'y étaient si bien laissés prendre, qu'au milieu du huitième siècle leurs rois et leurs ducs jouaient déjà aux Mécènes et aimaient à s'entourer d'écrivains comme l'illustre Paul Diacre, un Lombard pourtant, élève du « grammairien » Flavien, dont il avait suivi les leçons à la cour de Pavie, et qui nous apparaît déjà tout nourri de la littérature antique.

En Espagne aussi, une partie de la culture classique avait été sauvée du désastre. Dès le sixième siècle, l'Église, devenue là-bas rapidement puissante, s'était préoccupée de créer un nouvel enseignement capable de suppléer à celui des anciennes écoles de l'empire romain ; mais, malgré sa défiance pour les textes profanes, elle n'avait pas cru pouvoir faire abstraction des œuvres de l'antiquité païenne. C'est à l'un de ses docteurs les plus considérables, à l'illustre Isidore, qui devait pendant plus de trente-cinq ans être la gloire du siège épiscopal de Séville (600-636), que le moyen âge fut redevable de la première grande encyclopédie, où le savoir antique était condensé à l'intention des chrétiens et mis au service de leurs croyances. L'œuvre, dont le succès fut prodigieux, nous déconcerte aujourd'hui par sa désolante médiocrité ; mais elle avait le mérite d'être au moins une tentative désespérée pour retenir au passage quelques bribes de cette culture païenne que, jusqu'à nouvel ordre, nul n'était encore en mesure de remplacer.

L'anarchie politique, puis l'invasion musulmane, n'avaient pas permis à l'Espagne de garder ce rôle d'initiatrice qu'elle semblait s'être assuré au milieu du septième siècle ; mais la culture antique avait déjà à cette époque trouvé au nord de l'Europe occidentale un asile mieux défendu parmi ces chrétiens d'Irlande, ces « Scots », dont nous avons déjà signalé l'ardente piété. Le sentiment religieux se doublait chez eux d'un besoin insatiable d'apprendre et de comprendre et, comme nulle invasion n'était encore venue troubler la vie paisible de leurs monastères, les traditions intellectuelles des premiers siècles avaient pu s'y maintenir plus aisément qu'ailleurs. Sûrs de leur foi, les Irlandais s'étaient abandonnés avec moins de réserves que les

chrétiens du continent, non seulement aux quelques études scientifiques auxquelles les Romains avaient jadis réservé une place dans leurs programmes, mais même aux charmes de la littérature latine ; ils s'étaient délectés à la lecture de Virgile ou d'Ovide et n'avaient pas craint de faire eux-mêmes des vers sur le modèle des poètes païens, dans cette pensée qu'en devenant meilleurs latinistes, eux dont la langue maternelle n'avait avec le latin aucun rapport, ils seraient mieux préparés à la lecture et au commentaire des textes sacrés. Parmi eux, le vieil enseignement romain des humanités, qui avait l'avantage de former un cycle d'études bien ordonné, avait pu être ainsi conservé presque pur de tout alliage, avec cette seule addition capitale : la théologie, formant comme le couronnement et la raison d'être de ces sept branches du savoir, ces sept « arts libéraux » entre lesquels les Romains avaient réparti les études : grammaire, rhétorique et dialectique — ou *trivium* — arithmétique, astronomie, science musicale et géométrie — ou *quadrivium*.

Devenus missionnaires¹, les clercs irlandais avaient partout transporté avec eux ce goût ou, pour mieux dire, ce besoin de culture classique. Mais, tandis que, sur le continent, leur science était restée confinée dans les limites de quelques cloîtres solitaires, tel celui de Bobbio, dans l'Italie du nord, sa diffusion avait été large et rapide dans ces pays d'Écosse et d'Angleterre dont la conversion et l'organisation ecclésiastique avaient été, en majeure partie, leur œuvre et dont ils avaient pu façonner le clergé à leur image. Avant la fin du septième siècle, les grandes écoles anglo-saxonnes s'étaient ainsi trouvées en mesure de supporter avantageusement la comparaison avec leurs prototypes irlandais : que ce fût à Canterbury, dans le Kent, ou à Malmesbury, en Wessex, ou encore à Jarrow, dans le Northumberland, on avait vu la culture classique refleurir en Angleterre selon les plus pures traditions irlandaises, que des maîtres venus de l'île s'étaient chargés, au début, de transplanter et d'acclimater. Ces écoles avaient produit des maîtres à leur tour : Malmesbury avait eu pendant trente ans (675 à 705) Aldhelm, dont les connaissances apparaissent déjà variées et étendues et dont les essais en vers, à défaut d'autres qualités plus brillantes, attestent une pratique prolongée des grands poètes classiques — de Virgile surtout — et de quelques-uns des poètes

¹ Ainsi qu'on l'a vu précédemment, p. 193.

chrétiens les plus renommés, tels que Prudence, Sedulius et Fortunat ; mais aucun maître en Grande-Bretagne n'avait égalé la gloire de l'illustre Bède, celui que les savants de l'époque carolingienne devaient, par reconnaissance, surnommer « le Vénérable » et grâce auquel l'école de Jarrow avait pu, au début du huitième siècle, devenir sans conteste la première école du monde. Avec lui, plus de bornes à la curiosité : on avait voulu tout connaître, tout savoir ; l'on s'était jeté avec une passion singulière dans l'étude des livres capitaux de l'antiquité latine — païenne ou chrétienne — dont ses disciples, courant le monde et faisant office de rabatteurs, réussissaient à se procurer des manuscrits, à force de patience et d'habileté.

L'œuvre immense de Bède, qui touche à tous les sujets, depuis les rudiments de la grammaire et de la métrique latines jusqu'à l'exégèse des livres saints ou à l'histoire ecclésiastique, sans excepter ni les sciences naturelles ni l'astronomie ni le comput, prouve à quel point la culture antique, au seuil du huitième siècle, avait déjà, en Angleterre comme en Irlande, repris possession des esprits, tandis que, parallèlement, le goût artistique s'y réveillait, que les vieilles églises de bois tendaient, en maint endroit, à être remplacées par de belles églises « à la mode romaine », bâties en pierres de taille et décorées de peintures, de vitraux, de mosaïques peut-être, à l'imitation de celles que les clercs irlandais et anglo-saxons pouvaient admirer pendant leurs tournées en Italie.

Cette « pré-renaissance » anglo-saxonne n'est pas seulement annonciatrice de la « renaissance » carolingienne ; elle la prépare directement. Car c'est au moment où la science de Bède rayonne sur l'Angleterre que les premiers missionnaires anglo-saxons commencent sur le continent leur tâche évangélisatrice¹. Comme jadis les moines irlandais, avec lesquels ils n'ont cessé de garder le contact, ils transportent dans les pays où ils essaient leurs habitudes d'esprit et leur science. Saint Boniface, le réformateur de l'Église franque, n'est pas qu'un apôtre de la foi chrétienne ; c'est aussi un lettré qui, selon l'exemple d'Aldhelm, s'est longtemps délecté dans la lecture des poètes païens et s'est essayé personnellement à composer des vers où abondent les réminiscences de Virgile et d'Ovide. Cette formation première, à laquelle il est redevable de sa connaissance parfaite

1. Voir plus haut, p. 198.

de la langue latine, il ne songe pas à la répudier : la réforme morale du clergé a pour lui comme corollaire indispensable sa réforme intellectuelle. Sans instruction, sans livres correctement transcrits et sainement interprétés, comment un clerc pourrait-il s'acquitter d'une façon satisfaisante de la pieuse tâche qui lui est dévolue ?

A peine saint Boniface a-t-il paru que ces idées commencent à se répandre dans l'État franc. Plusieurs prélats, le roi lui-même, se préoccupent de réunir des manuscrits et en font venir d'Italie. Quand Charlemagne succède à son père, l'élan est donc déjà donné ; les principales sources du savoir sont connues ; d'Italie, et surtout de Grande-Bretagne et d'Irlande, où elle n'a cessé de garder des admirateurs zélés, la culture antique est prête à reconquérir dans le reste de l'Europe chrétienne le terrain perdu depuis tant d'années. Il ne manque, pour assurer son triomphe, qu'une volonté énergique, capable de coordonner les efforts dispersés : cette volonté va se rencontrer chez le grand empereur franc.

II. — LA RENAISSANCE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE¹.

Au point de départ, le programme de Charlemagne ne diffère pas de celui de saint Boniface. C'est comme chef religieux de l'État franc qu'il prend en mains la cause de la réforme intellectuelle, parce qu'il y voit, lui aussi, la condition de la réforme du clergé. Dès le début de son règne, il fait à l'ignorance des prêtres une guerre sans merci. Comment, se demande-t-il dans un capitulaire de l'année 769, « des ignorants pourraient-ils faire connaître et prêcher aux autres la loi de Dieu ? » Comment, se demande-t-il ailleurs, pénétrer « les mystères des saintes Écri-

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Outre les ouvrages cités en tête de ce chapitre et celui de Roger cité p. 257, n. 1, voir G. Monod, *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne* ; 1^{re} partie, seule parue (Paris, 1898, in-8° ; fasc. 119 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences philologiques et historiques »), chap. II : « La renaissance carolingienne » (p. 37-67) ; J. B. Müllinger, *The schools of Charles the Great and the restoration of education in the IX century* (Londres, 1877, in-8°). — Sur Alcuin, voir l'ouvrage encore utile de F. Monnier, *Alcuin et Charlemagne* (Paris, 1863, in-12) ; Gaskoin, *Alcuin ; his life and his work* (Londres, 1903, in-12) ; article *Alcuin* de P. Moncelle dans le *Dictionnaire d'histoire et géographie ecclésiastiques* publié sous la direction de Mgr Baudrillart, t. II, col. 30-40 ; sur Éginhard, L. Halphen, *Études critiques sur l'histoire de Charlemagne* (Paris, 1921, in-8°), p. 60-103 ; sur la miniature carolingienne, Boinet, *La miniature carolingienne* (1 vol. de texte à paraître et 1 vol. de planches paru, Paris, 1914, in-folio) ; sur l'église d'Aix-la-Chapelle, Marcel Aubert, *L'art religieux en Rhénanie* (Paris, 1924, in-8°), p. 383-412, où l'on trouvera les références aux ouvrages antérieurs.

tures » si l'on ne possède pas d'une façon complète le sens des mots latins ? Et c'est pour cela d'abord, c'est pour cela surtout, qu'il réclame une organisation sévère des études dans son royaume, des écoles élémentaires ou paroissiales, des écoles supérieures, cathédrales et abbatiales, pour la formation des futurs prêtres. Et c'est parce qu'il a déjà vu les Anglo-Saxons à l'œuvre comme réformateurs et comme éducateurs qu'il cherche très vite à s'assurer leur concours plus largement encore que par le passé.

On connaît le nom de celui d'entre eux qui, de bonne heure, fut pour cette œuvre son collaborateur principal ou, pour mieux dire, son conseiller de tous les instants et le fidèle interprète de ses désirs : Alcuin, disciple indirect de Bède, devenu déjà, à son tour, le maître le plus réputé de la grande école épiscopale d'York, lorsque, vers 785, Charlemagne réussit à se l'attacher. Avec Alcuin et ceux de ses élèves d'York qu'il entraîne bientôt à sa suite, ce sont les matières et les méthodes d'enseignement en honneur au nord de la Manche qui font décidément irruption dans le royaume franc — c'est-à-dire que le clergé de Gaule et de Germanie et bientôt celui des autres parties de l'empire accepte pour son compte comme base de toute science le cycle des sept « arts libéraux » romains, adapté aux besoins de la culture chrétienne et complété, à l'exemple de la Grande-Bretagne, par l'étude de la théologie et des textes sacrés.

De même qu'en Grande-Bretagne, la « grammaire » est enseignée avec une attention spéciale, à la fois dans ses rudiments et dans ce qu'elle a de plus complexe et de plus raffiné : car la « grammaire » d'alors, qui procède de Donat, de Priscien et d'Isidore de Séville, est avant tout une initiation à la lecture des poètes et des prosateurs de l'époque classique, qu'on s'applique sans relâche à commenter et à pasticher. Le nombre de ceux qu'on étudie s'accroît du reste chaque jour grâce aux emprunts fréquents faits aux bibliothèques anglaises ou italiennes, grâce aussi aux copies qu'Alcuin fait exécuter par les scribes qu'il a formés, sur le modèle des beaux manuscrits dus au zèle de ses compatriotes.

Ces humbles travaux de copie tiennent, en effet, une grande place dans la vie de l'homme d'études de ce temps : vu la rareté du livre, transcrire avec attention et, si possible, avec élégance, l'œuvre dont on a pu, non sans peine, obtenir communication, est considéré comme une tâche sacrée, dont chacun aspire à se rendre digne. Et c'est heureux : car l'on a justement observé

que, sans cette noble émulation, bien peu d'œuvres latines de l'antiquité classique seraient parvenues jusqu'à nous.

A la transcription, l'étude littérale et l'imitation de ces œuvres on joint, sous le nom de « rhétorique », l'apprentissage des règles de « l'art de parler et d'écrire » d'après Cicéron, Quintilien et les formules épistolaires de Cassiodore, le ministre de Théodoric le Grand. La « dialectique », qu'on aborde ensuite, et qui correspond à ce que nous appellerions la logique, met l'étudiant en face des théories aristotéliennes, telles du moins qu'on les pouvait connaître à travers la traduction et le commentaire rédigés pareillement sous le règne de Théodoric par Boèce, conformément aux vues peu orthodoxes du philosophe néo-platonicien Porphyre.

Boèce est encore le guide principal pour l'étude de l'arithmétique et de la théorie musicale, qui sont considérées l'une et l'autre comme indispensables au futur clerc — la première surtout, à raison de l'importance attachée aux problèmes complexes soulevés par le calcul de la date de Pâques et, d'une façon générale, des fêtes mobiles du calendrier chrétien. L'astronomie, dont l'intérêt pratique semble moindre, est assez médiocrement enseignée d'après Martianus Capella. Quant à ce qu'on appelle « géométrie », c'est plutôt de la cosmographie et de la géographie, pour lesquelles les livres de Pline l'Ancien et de Solin, qu'Isidore de Séville avait déjà mis au pillage, sont largement exploités.

Quoique la « divine sagesse » soit le but ultime proposé à l'esprit de ceux qui se destinent à la vie religieuse, le savoir antique est désormais non seulement remis en honneur, mais considéré à nouveau comme le fondement inébranlable de toute vraie culture : les sept « arts libéraux » sont redevenus les « sept colonnes » sur lesquelles repose l'édifice de la « science parfaite ».

Mais la grande nouveauté de la réforme ainsi accomplie, c'est qu'elle n'est pas restée longtemps limitée au clergé seul. Ne séparant pas le gouvernement politique du gouvernement des consciences, Charlemagne devait s'appliquer à lui-même et appliquer à tous ceux qui le secondaient dans sa tâche le raisonnement en vertu duquel un clergé sans instruction lui paraissait d'avance disqualifié. Il est certain, d'autre part, que son expédition d'Italie, en lui révélant un monde peuplé encore de souvenirs antiques, en le mettant en relations avec quelques-uns des lettrés qui étaient l'ornement des petites cours lombardes, l'inci-

tèrent à ne pas s'arrêter en si bon chemin et à travailler à la diffusion parmi les laïcs des principaux résultats de la civilisation latine enfin retrouvée.

Très vite, aux instructions qui visent l'ouverture d'écoles pour la formation des clercs, il en ajoute d'autres, non moins pressantes, touchant l'institution de cours élémentaires destinés à une clientèle plus large — au peuple même, auquel il souhaite que l'on dispense au moins quelques éléments d'instruction religieuse. Mais surtout il se préoccupe de bénéficier personnellement des progrès de l'enseignement donné aux futurs clercs et d'en faire bénéficier les jeunes gens qui viennent à sa cour, dans ce qu'on appelle l'« école du palais », se former au service de l'État. Dans cette école du palais, une place maintenant est faite à l'étude des humanités ; et c'est encore Alcuin qui procède à cette réorganisation. Les aînés, le souverain en tête, prêchant d'exemple, n'hésitent pas à se mettre ou se remettre pour la circonstance au travail, afin de regagner les années perdues, et c'est merveille de voir avec quelle noble émulation chacun s'y applique en conscience. On connaît le passage fameux où Éginhard nous montre Charlemagne plaçant ses tablettes sous les coussins de son lit afin de s'exercer à écrire aux heures de loisir, et la correspondance de l'empereur avec Alcuin atteste le zèle extraordinaire et touchant qu'il apportait indifféremment à l'étude des bons auteurs ou à la recherche des problèmes élémentaires d'arithmétique dont le maître lui proposait la solution.

Le palais du souverain devient ainsi le vrai centre intellectuel de l'empire. Tous, laïques et ecclésiastiques, se piquent de culture littéraire. Ils se plaisent aux conférences, aux discussions de problèmes grammaticaux, scientifiques, philosophiques ; ils s'égaient à se poser des charades ou des énigmes en vers ; ils font assaut d'esprit, mais en veillant toujours à ne rien dire qui ne soit tourné avec élégance et digne de purs humanistes. Et bien souvent, sans doute, ces jeux d'esprit nous surprennent par leur puérité ; mais ils sont l'indice d'un remarquable réveil des intelligences et d'une surprenante diffusion de la culture classique dans des milieux où, depuis des siècles, l'ignorance semblait avoir acquis définitivement droit de cité.

On ne s'attend évidemment pas à voir paraître dans l'empire franc, dès le premier stade de cette renaissance intellectuelle, des œuvres d'une puissante originalité. Ni les maîtres ni les

élèves n'en eussent été capables encore. Alcuin n'est qu'un bon esprit, clair, appliqué et cultivé, non dépourvu d'une pointe de malice, qui sait bien s'assimiler les théories d'autrui ; un professeur dans l'âme, qui compose d'excellents manuels d'enseignement ; mais il n'est à aucun degré un penseur ni un artiste. Les vers de Paul Diacre, un des lettrés lombards que Charlemagne sut retenir quelques années à sa cour, sont d'un écrivain délicat ; ils se distinguent même de temps à autre par un joli sentiment poétique ; ses ouvrages historiques, et notamment sa grande *Histoire des Lombards*, ont de la tenue ; mais on ne saurait leur reconnaître des mérites supérieurs. Théodulf, un Espagnol dont Charlemagne fit un évêque d'Orléans, est, dans ses vers, un disciple plus ou moins correct d'Ovide, de Prudence et de Fortunat. Modoin et Angilbert, qu'on surnomma l'un « l'Ovide » et l'autre « l'Homère » du palais d'Aix, versifient comme des écoliers, à coups de dictionnaire, et semblent borner leur ambition à enchâsser dans leurs poèmes le plus d'hémistiches possible prélevés chez les poètes réputés. On ne trouverait chez aucun le moindre esprit d'invention : la forme est empruntée à l'antiquité et le fond même n'est qu'une transposition des œuvres classiques. Angilbert décrira dans ses vers la construction d'Aix-la-Chapelle en suivant le canevas fourni par l'*Enéide* pour le récit de la construction de Carthage. Une des églogues qu'il adresse à l'empereur n'est qu'un décalque de la huitième églogue de Virgile.

Chez les prosateurs, même désir de suivre d'aussi près que possible les modèles latins. L'exemple d'un des meilleurs d'entre eux, le célèbre Éginhard, est tout à fait caractéristique : quand, après la mort de Charlemagne, il prendra la plume pour écrire le panégyrique du défunt, il ne croira pouvoir mieux faire qu'en donnant, trait pour trait et souvent en termes identiques, une réplique de la *Vie d'Auguste* de Suétone.

Ne sourions pas : ce perpétuel recours aux œuvres classiques est moins une marque d'impuissance que le résultat d'un effort soutenu et vraiment méritoire pour réagir contre la corruption de la langue et de la pensée en renouant avec la tradition. De là ce respect presque superstitieux de tout ce qui est ou de tout ce que l'on croit antique ; de là cette tendance à s'attacher plus encore à la forme qu'au fond, qui poussera un grand nombre d'écrivains de ce temps à récrire en une langue plus pure et plus élégante certaines des œuvres historiques transmises par les générations précédentes.

Tous ces caractères se retrouvent dans le domaine de l'art proprement dit : l'imitation de ce qui semble antique est la grande règle, et l'on n'hésite pas, pour rendre le pastiche plus complet, à utiliser des morceaux de monuments anciens comme, en vers ou en prose, on emploie des bribes de vers ou de phrases classiques. Pour décorer sa chapelle d'Aix, construite sur le modèle de l'église Saint-Vital, à Ravenne (c'est-à-dire d'un édifice du sixième siècle), Charlemagne n'hésite pas à se faire expédier de là-bas colonnes, marbres et mosaïques ; et, dans leurs peintures, les enlumineurs de manuscrits s'appliquent, parallèlement, à reproduire quelques-uns des motifs ornementaux les plus typiques de l'époque romaine.

Le goût n'est pas toujours très sûr. On prend trop souvent pour de la beauté classique les produits d'un art de décadence : c'est Ravenne et non Rome qui sert de modèle, de même que Boèce ou Cassiodore, Prudence ou Fortunat sont souvent préférés à des auteurs plus purs ; mais pendant que, par eux, la chaîne est renouée avec les écrivains antiques, l'art classique, grâce à celui de Ravenne, fait sa rentrée dans le monde franc.

III. — LES DESTINÉES DE LA CIVILISATION EN OCCIDENT APRÈS CHARLEMAGNE¹.

Dans l'histoire intellectuelle du neuvième siècle, l'époque de Charlemagne est celle de l'enthousiasme juvénile. Après lui vient l'âge de la réflexion et du repliement sur soi-même.

Non point que la curiosité soit tarie ni que l'étranger cesse d'apporter son contingent de connaissances nouvelles. Les incursions scandinaves en Grande-Bretagne et surtout en Irlande ont même pour conséquence, au moins jusque vers le milieu du neuvième siècle, de provoquer l'afflux dans l'empire franc d'une foule de moines « scots » d'Irlande et d'Écosse, que l'anéantissement de leurs abbayes chasse les uns après les autres chez eux. Ils arrivent en France la besace chargée de leurs plus précieux manuscrits et l'esprit meublé de science — d'une science qui sera d'abord leur unique gagne-pain ; et cet exode vaudra à l'empire franc des recrues de marque, comme Sedulius le Scot ou Jean « l'Érigène » (autrement dit : l'Irlandais, ou le Scot), et aussi un surcroît appréciable de livres inconnus.

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Les ouvrages généraux indiqués en tête de ce chapitre, auxquels on peut ajouter G. Brunhes, *La foi chrétienne et la philosophie au temps de la renaissance carolingienne* (Fribourg, 1904, in-8°, dissertation de l'Université de Fribourg, en Suisse).

Mais, en fait, c'est désormais moins par l'acquisition de données nouvelles que par un goût plus sûr, une méthode plus ferme et surtout une plus grande maturité d'esprit, que vont se distinguer les penseurs, les écrivains et les artistes de l'âge qui vient. Finis les assauts d'esprit auxquels on se complaisait naguère à la cour du vieil empereur : dans les palais de ses successeurs, c'est à des occupations plus hautes qu'on emploiera les loisirs de la vie politique. Les énigmes qu'on cherchera à résoudre toucheront désormais aux plus graves problèmes qui puissent tourmenter les consciences.

Sous Charlemagne déjà, la curiosité des laïcs eux-mêmes avait été amenée par les circonstances à se porter parfois sur des questions d'ordre philosophique et religieux ; et l'on avait pu voir, par exemple, la cour discuter avec beaucoup de sérieux de l'existence concrète ou de la non-existence des ténèbres. Mais la théologie proprement dite était restée affaire d'Église : c'est seulement comme chef d'État que l'empereur s'en était personnellement inquiété. Après lui, au contraire, les préoccupations d'ordre religieux vont passer au premier plan. Les souverains — Louis le Pieux, Charles le Chauve, Lothaire — seront principalement nourris de lectures pieuses. Le grand maître après Alcuin, son disciple Raban Maur, orientera son enseignement et son activité intellectuelle vers les problèmes théologiques et ne fera plus des lettres et des sciences profanes que les humbles servantes de la science sacrée. Les poésies qu'il composera seront de préférence d'allure religieuse et la plupart de ses émules feront comme lui : leurs vers prendront chaque jour davantage une tournure religieuse ou tout au moins morale.

Il y aura encore des poètes et, parmi eux, le nombre ira croissant de ceux qui, comme Sedulius le Scot ou Walahfrid Strabon, très maîtres maintenant de leur métier, se distingueront par un tour plus libre et plus personnel que celui de leurs devanciers, par l'originalité de leurs sujets et par d'heureuses trouvailles de forme ; mais il est symptomatique que, dans la production littéraire du demi-siècle qui suit la mort de Charlemagne, les œuvres poétiques soient de moins en moins nombreuses et notables alors que les œuvres en prose vont, au contraire, augmentant sans cesse d'importance : œuvres historiques et biographiques ; manuels d'enseignement ou de morale, comme le curieux *Recueil de conseils* d'une mère à son fils, écrit en 841 par Dhuoda, femme du duc de « Septimanie » (ou Narbonnaise) ; traités de circonstance touchant des questions de droit

public, comme ceux d'Agobard, archevêque de Lyon, ou d'Hincmar, archevêque de Reims, ou de Jonas, évêque d'Orléans, sur l'organisation de l'État ou les rapports des divers pouvoirs ; pamphlets, ouvrages de polémique, souvent pleins de passion, voire de violence, mais qui toujours révèlent des esprits nourris de fortes pensées et habitués au maniement des idées, avec une prédilection pour les idées religieuses, comme il est naturel, au surplus, chez des hommes qui, en très grande majorité, appartiennent à l'Église.

Les écrits proprement théologiques vont tenir dans cette production une place considérable ; mais le souffle de la renaissance carolingienne les animera d'un esprit nouveau. Pour s'être retrempés dans la lecture des traités aristotéliens et néoplatoniciens, pour s'être laissé prendre au charme de saint Augustin, pour avoir contracté l'habitude de la libre discussion et goûté à la science profane, les penseurs les plus traditionalistes du neuvième siècle verront des horizons inconnus s'ouvrir devant eux et les problèmes théologiques s'élargir subitement jusqu'à devenir des problèmes de pure philosophie. C'est avec une ardeur qui n'est pas sans risques pour leur foi qu'un Gottschalk ou un Jean l'Érigène soulèveront la question angoissante de la prédestination et du libre arbitre ; et, dans la discussion qui s'engagera à ce sujet et à laquelle prendront part, au milieu du neuvième siècle, tout ce que l'empire franc comptera alors d'esprits supérieurs — Loup de Ferrières, Ratramn de Corbie, l'archevêque Hincmar, — chacun, sans en excepter les souverains, aura le sentiment que la cause agitée dépasse de beaucoup les cadres de la simple théologie et met en jeu la foi même.

Ainsi, de son contact avec la culture antique, l'intelligence des hommes de ce temps est sortie vivifiée ; la pensée, engourdie durant tant de siècles, s'est réveillée et a retrouvé une partie de son agilité, la langue un peu de la souplesse et de l'élégance de l'âge classique et, pareillement, le talent des artistes s'est fait, autant que nous en pouvons juger, plus spontané et plus sincère. Pour porter des fruits plus savoureux encore, il n'a manqué à la littérature et à l'art du neuvième siècle qu'une longue période de paix et de prospérité. Malheureusement, comme nous l'allons voir, l'empire fondé par Charlemagne n'a eu qu'une durée éphémère et, dans la tourmente politique du neuvième siècle, il s'en est fallu de peu que la civilisation renaissante ne sombrât une seconde fois.

CHAPITRE IV

LA DISLOCATION DE L'EMPIRE CAROLINGIEN¹

Quand, dans son palais d'Aix, Charlemagne eut rendu son âme à Dieu, le 28 janvier 814, après un long règne de quarante-six ans, la transmission du pouvoir impérial put s'opérer sans secousse parce que, la mort ayant fait son œuvre, son fils Louis le Pieux se trouva être l'unique héritier de tous les pays placés sous la souveraineté franque. Mais ce hasard ne devait plus se reproduire dans la suite ; et la solidité de l'empire carolingien allait très vite et cruellement se ressentir de l'imprécision des idées qui avaient guidé ses fondateurs quand ils avaient proclamé l'état de choses nouveau. Le titre impérial s'était seulement superposé aux autres titres dont le roi franc était auparavant doté. Or, comme, au jour du décès, la règle était chez les Francs que les territoires fussent partagés entre les fils du défunt, la notion même d'Empire occidental semblait appelée à disparaître avant peu.

Et pourtant il n'en fut rien. L'empire de Charlemagne se disloqua, mais le principe d'un pouvoir impérial supérieur, en théorie au moins, à tous les autres, devait survivre en Occident durant tout le moyen âge et la plus grande partie de l'âge moderne. Et c'est là principalement ce qui fait l'intérêt profond de la lutte qui va s'engager après 814 entre les partisans du renforcement de l'idée impériale et les défenseurs acharnés des vieux usages germaniques.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — A. Keinclausz, *L'empire carolingien, ses origines et ses transformations* (Paris, 1902, in-8° ; thèse de doctorat). On trouvera aussi des vues personnelles et suggestives dans A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. II (Leipzig, 1890, in-8° ; 3^e éd., 1904) et dans H. von Schubert, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter* (Tübingen, 1921, in-8°). On consultera avec fruit la consciencieuse histoire des Carolingiens de E. Mühlbacher, *Deutsche Geschichte unter den Karolingern* (Stuttgart, 1896, in-8° ; de la « Bibliothek deutscher Geschichte » publiée par Zwiedineck-Südenhorst) et, pour la chronologie, le répertoire fondamental de Böhmér et Mühlbacher, cité p. 234. n. 1. — Consulter aussi les grandes histoires nationales, en particulier E. Lavisse, *Histoire de France*, t. II, 1^{re} partie, par Ch. Bayet, C. Pfister et A. Kleinclausz (Paris, 1903, in-8°).

Cette lutte — est-il besoin de le dire ? — ne restera pas longtemps confinée sur le terrain des pures doctrines ; les doctrines ne seront même, pour beaucoup, comme il arrive d'ordinaire, qu'un paravent commode derrière lequel s'abriteront les ambitions et les appétits individuels ; mais ce serait rapetisser la portée du conflit qui va s'engager que d'y voir seulement des intérêts mesquins aux prises. En fait, c'est le sort de la chrétienté occidentale qui va se jouer ; et c'est pour assurer son avenir, à l'heure où déjà le péril barbare redevient menaçant, qu'au lendemain de la disparition de Charlemagne, l'idée de suppléer, coûte que coûte, aux insuffisances du régime en vigueur va pousser le nouveau souverain et quelques-uns des hommes à qui incombait la responsabilité du pouvoir à prendre des décisions d'une gravité extrême et qui mèneront droit à la guerre civile.

I. — LES TENTATIVES DE RENFORCEMENT DE L'IDÉE IMPÉRIALE¹.

Dès l'avènement de Louis le Pieux, en effet, le personnel gouvernemental est modifié et un esprit nouveau règne à la cour : l'esprit des clercs, qui forment l'entourage habituel du fils de Charlemagne et dont, depuis son enfance, il n'a cessé d'être le disciple docile. Pour avoir vécu dans les livres et s'être complu au maniement des idées, ces clercs ont une propension dangereuse aux vues plus théoriques que pratiques : ce sont des hommes à principes, que n'embarrassent pas les contingences de la vie courante et qui vont droit leur chemin sans se soucier des obstacles.

Le vague dans lequel — à dessein peut-être — Charlemagne avait laissé la notion d'Empire devait leur paraître intolérable. Aussi constate-t-on que, sous leur influence, après avoir simplifié déjà d'une façon caractéristique le protocole des actes officiels, pour n'y laisser subsister que le seul titre d'empereur, Louis le Pieux ose, à peine arrivé au pouvoir, bouleverser l'ordre

1. **OUVRAGES A CONSULTER.** — Outre les ouvrages généraux indiqués à la note précédente, voir l'histoire de Louis le Pieux de Simson, *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Ludwig dem Frommen* (Leipzig, 1874-1876, 2 vol. in-8° ; de la collection des « *Jahrbücher der deutschen Geschichte* » publiée par l'Académie de Munich) ; le chapitre *La crise de l'empire carolingien sous Louis le Pieux*, introduction à F. Lot et L. Halphen, *Le règne de Charles le Chauve*, t. I : 840-850 (Paris, 1909, in-8° ; fasc. 175 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences historiques et philologiques »), p. 1 à 10.

établi en proclamant, d'une façon inattendue, au mois de juillet 817, l'unité et l'indivisibilité de l'empire, qu'on ne saurait briser, déclare-t-il, sans détruire du même coup l'œuvre de Dieu et sans « provoquer un scandale dans la sainte Église ». Au mépris des règles les plus sacrées du droit successoral, l'héritage franc ne devra plus jamais dans l'avenir être partagé entre les descendants du souverain ; et, pour commencer, Lothaire, l'aîné des fils de Louis, recueillera seul le pouvoir : d'avance il est proclamé empereur et associé au gouvernement, alors que ses cadets — Pépin et Louis — doivent s'estimer bien heureux de recevoir à titre d'apanages deux « royaumes » en sous-ordre, l'Aquitaine et la Bavière, qu'ils devront administrer en respectueux serviteurs de la volonté impériale. C'est une révolution dans l'organisation politique de l'État, une première tentative pour ressusciter en Occident les principes oubliés du droit public romain.

On cherche visiblement à pousser plus loin encore dans cette voie. Dans un traité, qui date de cette époque, l'archevêque de Lyon Agobard, rappelant que tous les peuples groupés sous la domination franque reconnaissent désormais une même loi divine et que tous, Francs, Aquitains, Lombards, Bourguignons, Alamans ou Saxons, ne sont qu'« un seul corps en Christ », conseille à l'empereur de ne pas tarder davantage à compléter cette œuvre d'unification chrétienne en assurant en Occident le règne d'une seule loi humaine. Est-il tolérable, demande-t-il, que dans une même région, dans une même cité et jusque sous le même toit cohabitent des hommes, sujets du même empereur, et cependant soumis chacun parfois à une législation différente ? Ce qu'il réclame n'est rien moins qu'une transformation radicale du statut juridique des peuples incorporés à l'empire, puisque le principe qui régissait en Occident depuis plusieurs siècles les rapports des individus entre eux était ce principe de la « personnalité des lois », dont l'origine a été précédemment expliquée¹ et aux termes duquel chacun, de quelque souverain qu'il vînt à relever, conservait le droit immuable de vivre et d'être jugé selon les prescriptions de la coutume juridique de ses ancêtres.

Sans suivre jusqu'au bout l'idée d'Agobard, le gouvernement de Louis le Pieux s'emploie avec plus de décision que celui de Charlemagne à atténuer la discordance des lois nationales,

1. Ci-dessus, p. 57-60.

voire à en limiter, jusqu'à un certain point, l'application en multipliant, dans ses ordonnances, ou « capitulaires », sous la forme d' « articles additionnels à toutes les lois », des dispositions législatives nouvelles applicables uniformément à l'ensemble du territoire.

L'Empire cesse de la sorte d'être une simple collection d'États juxtaposés. On oublie que les nations qui ont, les unes après les autres, reconnu la souveraineté franque, n'ont cependant pas perdu entièrement leur physionomie propre : chacune d'elles n'est-elle point une simple fraction du « peuple chrétien », du « saint peuple de Dieu » ? A force de hanter les théologiens, Louis le Pieux en vient à ne plus voir dans l'Empire qu'un des aspects de l'Église romaine : l'Église agissante, l'Église conquérante — dont il est le ministre suprême.

Et c'est pourquoi l'existence d'un État pontifical à côté de l'Empire semble une impossibilité logique : le régime mal défini dont s'est contenté Charlemagne doit prendre fin et céder la place à un régime exempt d'ambiguïté. En 824, profitant des troubles provoqués dans Rome par une élection pontificale contestée, l'empereur y fait promulguer par son fils Lothaire une constitution nette et tranchante qui transforme officiellement l'État romain en un protectorat franc. L'administration et l'exercice de la justice sont laissés au pape, ainsi que la nomination des fonctionnaires ; mais ceux-ci devront, avant d'entrer en charge, être présentés à l'empereur — ce qui revient, dans la pratique, à subordonner leur nomination à son agrément ; ils devront suivre ses « recommandations » ; un délégué de l'empereur résidera en permanence à Rome pour « vérifier », d'accord avec un délégué du pape, le bon fonctionnement de l'administration, recevoir les appels des plaideurs et trancher lui-même ou renvoyer à l'examen des inspecteurs francs (*missi dominici*) en tournée les affaires contentieuses. Rien n'est innové, en principe, touchant l'élection du pape ; mais d'un autre document officiel, contemporain de la constitution de 824 et qui en forme à ce point de vue le complément, il ressort que l'empereur réclame désormais du nouvel élu, avant qu'il ne soit consacré, la prestation du serment de fidélité entre les mains du résident impérial à Rome.

Rien dès lors ne s'oppose plus, en théorie, à l'omnipotence de l'empereur. C'est lui, et non le pape, qui va être le chef de l'Église d'Occident, tout comme à Byzance le successeur de Constantin peut se dire le chef de l'Église d'Orient. A la de-

demande de ce dernier, il n'hésite pas, en 825, à confier aux théologiens de ses propres États l'examen du problème épiqueux et sans cesse renaissant de la légitimité du culte des images, bien résolu à imposer en cette matière sa décision finale au pontife romain, qui s'est vu contraint d'accepter cet extraordinaire dessaisissement.

Aussi l'empire carolingien prend-il une teinte religieuse de plus en plus prononcée. Soumis, comme il l'est, aux avis des hommes pieux qui l'entourent, Louis fait sur le trône figure de clerc au moins autant que de souverain. Ne va-t-il pas, en 822, jusqu'à accepter de venir, en humble pénitent, dans l'église d'Attigny, devant ses sujets réunis pour l'assemblée générale annuelle, solliciter de ses évêques le pardon du châtement — cruel il est vrai¹ — qu'il avait infligé à l'un de ses neveux, coupable de rébellion ?

On aboutit donc à une théocratie dont l'empereur est réputé le chef, mais dont le clergé franc aspire, en réalité, à devenir le maître. A cette même assemblée d'Attigny où Louis le Pieux fait publiquement acte de contrition, l'un des porte-paroles les plus écoutés de ce clergé, l'archevêque de Lyon Agobard, se laisse aller à réclamer — sans succès d'ailleurs — la restitution entière des biens d'Église concédés aux laïcs sous les règnes précédents ; et, sept ans plus tard, un synode réuni à Paris pour délibérer sur la réforme de l'Église n'hésite pas à rappeler avant toute chose cette vérité, dont il fait honneur à Constantin le Grand, que les évêques ne doivent de comptes qu'à Dieu, tandis que les chefs d'État sont justiciables de leurs évêques.

Était-ce donc pour en arriver là que tant de vieilles traditions franques avaient été délibérément sacrifiées ? Les mécontentements accumulés, sous l'effet d'une politique qui tendait tous les ressorts à l'excès et faisait fi de tant d'intérêts au bénéfice d'un seul parti, devaient amener, à la longue, une formidable explosion de haines et d'ambitions, dont l'Empire allait sortir blessé à mort.

II. — LE PARTAGE DE L'EMPIRE².

Depuis plusieurs mois le feu couvait sous la cendre. Les défections se multipliaient dans l'entourage même de l'empe-

1. Bernard, roi d'Italie, avait été condamné à mort en 818 par l'assemblée générale ; l'empereur, commuant sa peine, s'était contenté de le faire aveugler, supplice fréquent à cette époque, mais auquel Bernard n'avait pas survécu.

2. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre

reur. Au début de l'année 828, il lui avait fallu sévir contre deux hommes en qui il avait mis sa confiance, le comte de Tours, Hugue, beau-père de son fils Lothaire, et le comte d'Orléans, Matfrid, coupables d'avoir à dessein refusé de porter secours au comte de Barcelone Bernard, attaqué par des bandes sarrasines. Au même moment, le duc de Frioul avait ouvert les frontières de Pannonie aux bandes bulgares. Les uns et les autres avaient dû être destitués et dépouillés de leurs biens.

L'année suivante (829) on avait vu pis encore. L'empereur caant cru pouvoir, par une sorte de codicille au règlement successoral de 817, attribuer un royaume d'« Allemagne » (comrenant le pays des Alamans, l'Alsace, la Rhétie et une fraction de la Bourgogne) comme apanage à son quatrième fils, Charles, pue sa seconde femme, Judith de Bavière, avait mis au monde dn 823, un groupe de mécontents, excités par les comtes Hugue et Matfrid, avaient feint de voir dans cette mesure toute simple une violation de l'acte de 817 et s'étaient mis à crier au parjure. Le plus grave avait été que le jeune Lothaire s'était laissé enrôler par son beau-père dans le camp de ces bruyants défenseurs de « l'ordre ».

Dès lors, les événements vont se précipiter. Louis essaie d'abord de tenir tête à l'orage : il invite Lothaire à partir pour l'Italie et à n'en plus sortir ; sans lui retirer le titre impérial, conféré en 817, il renonce à l'habitude, qu'il avait prise depuis 825, de faire publier les actes officiels en leur nom à tous deux, pour n'y plus laisser figurer que le sien propre ; il procède à une liquidation générale de l'ancien personnel de la cour, éloigne les suspects, s'entoure d'hommes nouveaux. Il ameute ainsi contre lui la moitié de l'État. On s'en prend à l'impératrice Judith, à ses protégés et tout spécialement à l'ex-comte de Barcelone Bernard, qu'on l'accuse d'avoir pris pour amant et qui a été promu à la charge de « chambrier » ; la personne de l'empereur n'est pas épargnée dans cette campagne de récriminations et de calomnies. Enfin, en avril 830, la révolution éclate : exploitant le mécontentement universel causé par une convocation

(p. 270, n. 1), ajouter ceux de Simson et de Lot et Halphen, cités p. 271, n. 1 ; E. Dümmler, *Geschichte des ostfränkischen Reiches* (Berlin, 1862-1865, 2 vol. in-8° ; 2^e éd., Leipzig, 1887-1888, 3 vol. in-8° ; de la collection des « *Jahrbücher der deutschen Geschichte* » publiée par l'Académie de Munich), histoire du royaume germanique de 840 à 918 ; A. Himly, *Wala et Louis le Débonnaire* (Paris, 1849, in-8° ; thèse de doctorat) ; J. Calmette, *De Bernardo Sancti Guillelmi filio* (Toulouse, 1902, 119 p. in-8° ; thèse de doctorat) ; M. Chaume, *Les origines du duché de Bourgogne*, t. I : *Histoire politique* (Dijon, 1925, in-8°), du VII^e siècle à l'an 1032.

anticipée de l'ost, en vue d'une campagne contre les Bretons, alors que l'époque normale du rassemblement des troupes était le début de l'été. les meneurs, qui ont réussi à gagner un autre des fils de l'empereur, le roi d'Aquitaine Pépin, chef désigné de l'expédition, entraînent l'armée sur Aix-la-Chapelle.

Là, c'est un sauve-qui-peut général : le chambrier Bernard file d'une traite jusqu'à Barcelone ; l'impératrice Judith court s'enfermer dans un monastère de Laon ; c'est à qui se mettra le plus vite à l'abri. L'empereur, d'avance, est vaincu. Non sans crânerie d'abord, il marche à la rencontre des insurgés avec la poignée de fidèles qui ne l'a pas abandonné ; mais il lui faut aussitôt céder à la force. A Compiègne, devant son fils Lothaire, qui a rallié le gros des rebelles, il est contraint de désavouer les mesures prises durant les derniers mois, d'accepter la déchéance de sa femme, qui devra terminer ses jours au couvent, de livrer ses conseillers, de remettre Matfrid en possession de son comté, de rendre enfin à nouveau effective l'association du jeune empereur au pouvoir (avril 830).

Théoriquement, c'est un retour pur et simple au régime de 817. On en est déjà bien loin cependant, et Louis le Pieux, le premier, ne songe plus qu'à la revanche. Comme la mésentente règne dans le camp des triomphateurs, que les frères de Lothaire — Pépin surtout — se jugent sacrifiés, l'empereur a beau jeu de dissocier ses ennemis de la veille et de se débarrasser des plus gênants. Destitutions, exils, confiscations frappent ceux qui résistent ou qui intriguent, si bien qu'en quelques mois la situation est complètement retournée : Judith trône à nouveau dans le palais impérial ; Lothaire est relégué en Italie ; Louis le Pieux semble redevenu le maître incontesté de l'empire.

Il fait plus : espérant couper court aux difficultés dont l'acte de 817 avait été l'origine et ramener à lui définitivement ses deux fils Pépin et Louis, il prend, en 831, des dispositions nouvelles en vue du règlement de sa succession, stipulant, en des termes calqués à dessein sur ceux dont Charlemagne s'était servi en 806, qu'exception faite de l'Italie, abandonnée à Lothaire, son empire sera partagé en trois lots, destinés chacun à l'un des trois fils demeurés fidèles : l'Aquitaine, accrue des pays d'entre Seine et Loire et de vingt-huit comtés au nord de la Seine, à Pépin ; la Bavière, la Thuringe, la Saxe, la Frise et probablement l'Austrasie et le nord de la « France moyenne » à Louis ; le reste à Charles. Un article menaçant ajoute cependant que l'empereur se réserve de diminuer les lots de ceux dont l'attitude

viendra à lui déplaire au profit de celui ou de ceux qui se seront rendus dignes d'un « supplément d'honneurs et de pouvoir » (février 831).

C'est le régime du bon plaisir ; et nul ne s'y trompe, car, dès le mois de septembre 832, pour cause d'indiscipline, Pépin est dépouillé de l'Aquitaine au profit de Charles, qui n'a pas encore neuf ans. Cela n'empêche pas le roi Louis de Bavière de se révolter six mois plus tard en cherchant à mettre la main sur le pays alaman. Sentant ainsi de toute part le sol se dérober sous ses pas, l'empereur essaie de regagner Lothaire en offrant de lui rendre la moitié de l'empire, s'il accepte de garantir l'autre moitié à Charles, et ne réussit qu'à lui fournir une arme nouvelle contre lui.

Tout chancelle. L'empereur n'a plus pour lui ni ses fils ni les grands ni l'Église. Lothaire arrive à marches forcées de cette Italie où son père voulait naguère le confiner ; avec lui il entraîne le pape Grégoire IV, qui va, par un étrange retour de fortune, jouer le rôle d'arbitre de l'Occident. Brusquement abandonné de tous dans son camp de Rothfeld, près de Sigolsheim (au nord-ouest de Colmar) — qui en gardera le surnom de « Champ du Mensonge » — durant la nuit du 23 au 24 juin 833, Louis se voit réduit à aller, quelques jours après (le 30 juin), avec l'impératrice Judith et leur fils Charles, s'en remettre à la générosité de ses autres enfants.

On sait la suite : le procès de l'empereur, son jugement par les évêques et sa condamnation à la pénitence perpétuelle pour cause de « sacrilège et d'homicide », de parjure, de « violation des lois divines et humaines » et même — comble d'ironie ! — d'incitation de son peuple à la révolte (octobre 833) ; enfin, comme conclusion à cette longue et triste aventure, l'unité rétablie au bénéfice de celui dont le pape avait accepté de se faire officiellement le patron, ce misérable Lothaire, qui, depuis quatre ans, n'avait cessé d'intriguer contre son père.

Mais, en fait, on peut dire qu'en octobre 833 l'empire franc a été frappé à mort. Ni Pépin d'Aquitaine ni Louis de Bavière ne sont prêts à s'incliner devant l'autorité de leur frère : le premier continue à dater ses actes des années de règne de l'empereur déchu ; le second affecte une indépendance totale. Il est manifeste que chacun ne songe plus qu'à se tailler dans l'empire un État aussi vaste et solide que possible. L'empereur les ayant gênés, Pépin et Louis ont aidé à le renverser ; mais il suffit que Lothaire fasse mine de vouloir, à son tour, défendre l'unité

de l'empire pour que derechef ils se déclarent subitement remplis d'amour filial pour le souverain dépossédé et le replacent en grande pompe sur le trône (1^{er} mars 834). Quant à Louis le Pieux lui-même, dans la mesure où il n'est pas un simple jouet aux mains de ses enfants, il borne maintenant son ambition à laisser à son fils préféré, Charles, l'enfant de Judith, la plus belle et la plus grande portion de son héritage. Il procède au dépeçage de cet empire, dont vingt ans plus tôt il affirmait l'indivisibilité. Et quand, quelques mois avant de quitter ce monde, le 30 mai 839, il règle une dernière fois le sort de ses États, après le décès de son fils Pépin (en 838), il le fait en pur Germain, tranchant dans le vif, afin de réserver, de part et d'autre de la Meuse, de la Saône et des Alpes, deux lots sensiblement égaux à Lothaire et à Charles, dont il croit avoir assuré l'accord, tandis que son autre fils, Louis, en perpétuelle révolte, ne se voit attribuer que la Bavière.

Le sacrifice est consommé. La dignité impériale sans doute n'est pas abolie encore, et Louis le Pieux, au moment de mourir, le 20 juin 840, ne manquera pas d'en envoyer les insignes à Lothaire ; mais l'empire n'est plus qu'un vain nom : il ne se relèvera pas des coups que l'empereur lui-même lui a portés.

Aussi l'histoire des trois années qui suivent est-elle l'histoire d'une liquidation. Liquidation orageuse, au cours de laquelle les héritiers défendent avec âpreté leurs droits et qui nous vaut le triste spectacle d'une lutte fratricide. Louis le Pieux a pris successivement dans les dernières années de sa vie tant de dispositions contradictoires qu'à l'appui des revendications, les plus contradictoires aussi, chacun a un titre à produire et n'hésite pas à recourir aux armes pour le faire valoir. Assez vite néanmoins, comme Lothaire est celui dont l'appétit est le plus formidable, puisqu'il va jusqu'à réclamer un pouvoir souverain sur l'ensemble des territoires, Louis et Charles se trouvent unis et, après avoir infligé dans la plaine de Fontenoy-en-Puisaye, au sud-ouest d'Auxerre, une sanglante défaite aux troupes de leur frère (25 juin 841), ils se lient solennellement par le fameux pacte d'assistance mutuelle de Strasbourg (14 février 842), le premier acte officiel où à la langue latine sont substituées les langues française et allemande, seules intelligibles au commun des soldats présents : preuve évidente que, pour la première fois peut-être dans l'histoire, les peuples étaient pris à témoins et engagés directement au maintien d'un traité dont l'objet

essentiel était, à tout bien considérer, d'établir un nouvel ordre politique en Occident, en assurant contre l'impérialisme de Lothaire le libre développement des deux groupes ethniques que représentaient les deux langues employées : la France et l'Allemagne.

Cet accord ne tarde pas à produire son effet : Lothaire, menacé de se voir à nouveau réduit à son royaume lombard, est contraint de négocier sur la base même du pacte de Strasbourg. Au traité de Verdun qui, après de laborieux pourparlers, clôt enfin cette longue période de luttes, le titre impérial seul est sauf. De l'unité du monde chrétien d'Occident, il n'est plus question ; il y aura désormais trois royaumes distincts : celui de France, celui de Germanie et, entre les deux, — puisqu'il y faut bien réserver à Lothaire un royaume de dimensions équivalentes à ceux de ses frères — un État tampon borné à peu près par l'Escaut, les Ardennes, la Meuse, la Saône, le Massif central et les Cévennes, d'une part, l'embouchure de l'Ems, le Rhin, le Saint-Gothard et l'Adriatique, de l'autre.

On a souvent reproduit à cette occasion les vers désolés du clerc lyonnais Florus, pleurant, au lendemain du traité, sur les ruines de l'empire, sur les malheurs de la glorieuse nation franque « gisant à terre désormais, couchée dans la poussière », sur la faiblesse de ces pauvres « roitelets » gouvernant des « lambeaux de royaumes ». Ces lamentations ne doivent cependant pas masquer le caractère véritable des événements accomplis. Le traité de Verdun n'est pas seulement l'acte de décès de l'empire ; c'est aussi l'acte de naissance de notre Europe, celui de la France, de l'Allemagne, de l'Italie. Dans ce qu'il a même de moins rationnel, il engage, en bien ou en mal, l'avenir d'une façon décisive : l'étrange royaume qu'il crée pour Lothaire, en grande partie à l'aide de territoires pris dans cette zone mixte où jusqu'alors romanisme et germanisme venaient se confondre, va aider à une différenciation plus marquée entre pays « français » et pays « germaniques » et, en même temps, former un ensemble de régions contestées que l'on revendiquera de part et d'autre avec une âpreté égale : le traité de Verdun est à l'origine de presque tous les grands conflits qui, pendant des siècles, ensanglanteront nos pays d'Occident.

III. — LA SURVIVANCE DE L'IDÉE IMPÉRIALE EN OCCIDENT¹.

L'empire carolingien était mort, mais non l'idée impériale. Le clergé, qui s'était jeté dans la lutte, ne s'avouait pas vaincu et, pendant un demi-siècle encore, on le verra user de son influence pour imposer coûte que coûte le principe de l'unité de l'Occident chrétien. Depuis 843 il y avait trois royaumes sans doute, encore que le chef de l'un d'eux, Lothaire, continuât à porter le titre d'empereur ; ces trois royaumes se sentaient entraînés dans des directions politiques différentes ; mais des problèmes communs les sollicitaient, ils avaient à faire face tous trois aux mêmes pirates barbares, dont nous reparlerons au prochain chapitre ; ils représentaient à eux trois l'essentiel des domaines soumis à l'action religieuse du pontife romain : pourquoi n'auraient-ils pas constitué, sous l'égide de ce dernier, une sorte de Trinité politique, animée d'un même idéal ? Plusieurs conférences eurent lieu en effet — à Thionville, en Lorraine, au mois d'octobre 844, à Meerssen, près de Maastricht, en 847 et 851, — dans le dessein d'établir entre les rois un régime de coopération continue. On y entendit de belles déclarations de principes sur les sentiments de parfaite égalité et de concorde fraternelle des trois souverains, sur leur volonté de se venir en aide les uns aux autres en cas de péril, de n'agir jamais qu'en plein accord.

Mais ce n'étaient là que des mots, et, au moment où ils protestaient de leur dévouement aux intérêts généraux, les trois rois négociaient dans la coulisse les uns contre les autres : en 848, Lothaire cherche à lier partie avec Louis contre Charles ;

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux indiqués en tête de ce chapitre (p. 270, n. 1) et à ceux de Lot et Halphen et Dümmler, cités p. 271 et 275, ajouter J. Calmette, *La diplomatie carolingienne, du traité de Verdun à la mort de Charles le Chauve* (Paris, 1901, in-8° ; fasc. 135 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences historiques et philologiques ») ; R. Parisot, *Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens* (Paris, 1899, in-8° ; thèse de doctorat) ; L.-M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. III, 1^{re} et 2^e partie (Gotha, 1908-1911, 2 vol. in-8° ; de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert) ; J. Doizé, *Le gouvernement confraternel des fils de Louis le Pieux et l'unité de l'empire, dans le Moyen âge*, ann. 1898, p. 252-285 ; E. Perels, *Papst Nikolaus I und Anastasius Bibliothecarius ; ein Beitrag zur Geschichte des Papsttums im neunten Jahrhundert* (Berlin, 1920, in-8°) ; A. Lapôtre, *L'Europe et le Saint-Siège à l'époque carolingienne* ; 1^{re} partie (seule parue) : *Le pape Jean VIII, 872-882* (Paris, 1895, in-8°). — On trouvera aussi quelques vues d'ensemble dans notre chapitre *The Church from Charlemagne to Sylvester II*, au t. III de *The Cambridge medieval history* (Cambridge, 1922, in-8°).

puis, en 854, avec Charles contre Louis. Cette même année, Louis envoie un de ses fils soulever l'Aquitaine, et ce jeu déloyal va se poursuivre durant tout le neuvième siècle. On verra par deux fois (en 858 et 875) Louis envahir le royaume de Charles et chercher à lui arracher la couronne ; Charles se jeter, de son côté, après la mort de Lothaire (septembre 855), tour à tour sur la Provence (861) et sur la Lorraine (869) pour tenter d'enlever ces provinces à leurs héritiers légitimes ; et les deux frères, Louis et Charles, ne s'entendront de temps à autre que pour faire main basse sur le bien d'autrui.

Cependant le morcellement territorial s'accroît. Non seulement Charles et Louis — Charles surtout — dépensent le meilleur de leur énergie à éviter la dislocation de leurs propres royaumes, mais la mort de Lothaire, en 855, et le partage de ses États entre ses trois fils, Lothaire II, Charles et Louis, contribuent à effacer le souvenir de l'unité franque. Il subsiste bien un « empereur » ; mais ce titre, que les fils de Lothaire ont trouvé dans leur héritage, a perdu toute valeur. Celui à qui il échoit, Louis — qu'on appelle l'empereur Louis II — ne dispose que du royaume lombard et son titre impérial ne signifie plus rien hors d'Italie.

L'Église, heureusement pour l'avenir du monde occidental, ne désespère pas. Ce morcellement, qui va chaque jour gagnant du terrain, ces intrigues, ces conflits d'intérêts qui divisent l'empire carolingien en un monde d'ennemis ont pour elle et pour l'œuvre à laquelle elle s'est vouée des conséquences désastreuses, qu'il lui faut à tout prix écarter. La discorde entre les princes, c'est la chrétienté livrée sans défense aux païens du nord et de l'est — Normands et Slaves — qui l'assaillent ; c'est aussi la porte ouverte aux musulmans, qui sont devenus pour la papauté elle-même une menace directe. Car, de la Sicile, où ils ont pris pied en 827 et dont ils achèvent la conquête méthodique¹, les Sarrasins ont commencé à s'attaquer à l'Italie occidentale : on se rappelle qu'en avril 846, ils ont osé venir piller l'église Saint-Pierre, et les papes qui se succèdent à Rome sont bien obligés de mettre au premier rang de leurs préoccupations le soin de leur sécurité matérielle. Aussi déploient-ils une inlassable activité à rétablir l'union entre les princes carolingiens et à les maintenir étroitement groupés autour du trône pontifical. Tâche rebutante à laquelle s'épuisera l'énergie d'un Nicolas I^{er}.

1. Sur les progrès des Sarrasins en Sicile et en Italie à cette époque, voir plus haut, p. 222.

Et pourtant, si un homme était capable de remonter le courant et de faire triompher l'esprit de concorde, c'était bien ce pape énergique et volontaire qui, durant les neuf années de son pontificat (858-867), allait tenir tête, sans fléchir un seul instant, à la cour byzantine, en refusant de ratifier la déposition du patriarche grec Ignace et son remplacement par Photios parce que, avant tout, l'ingérence du pouvoir temporel dans une affaire qui, pour l'Église, était une affaire d'ordre intérieur, lui semblait un empiétement inadmissible. Intraitable sur les principes, il devait essayer, et il essaya en effet, de mettre fin aux basses intrigues où se complaisaient les successeurs de Louis le Pieux ; il sut leur parler haut et ferme, profitant de leur faiblesse pour s'arroger le droit de trancher souverainement, en matière ecclésiastique, les questions litigieuses de leurs États et, au besoin, de déposer ceux de leurs évêques ou archevêques qu'il jugeait indignes. Il s'enhardit jusqu'à réclamer des rois la soumission pure et simple à ses avis, jusqu'à s'indigner que tel d'entre eux pensât à se formaliser du ton un peu rude qu'il adoptait dans ses missives. Mais que pouvait la volonté du pontife contre les forces dissociantes qui chaque jour tendaient à séparer davantage les uns des autres les royaumes issus de l'ancien empire franc ?

Les événements vinrent cependant favoriser, dans une certaine mesure, les desseins de ceux qui rêvaient d'une résurrection de l'ancien empire. Mais si l'idée impériale reprit corps, ce ne fut pas à l'esprit de concorde qu'on le dut. La fatalité voulut que les fils de Lothaire mourussent tous trois prématurément à peu d'années d'intervalle, sans laisser d'enfant du sexe masculin : Charles, roi de Provence et Bourgogne, en 863 ; Lothaire II, roi des contrées du nord — la « Lotharingie » ou « Lorraine » — en 869 ; Louis II, roi d'Italie et empereur, en 875. C'était une aubaine pour les deux oncles, Charles de France ou « le Chauve » et Louis « le Germanique » ; car chacun ne pensait qu'à s'agrandir aux dépens du voisin. Très pressé, Charles le Chauve avait, dès 863, essayé de mettre l'embargo sur l'héritage du roi de Provence et Bourgogne, sans y avoir encore aucun titre, les droits des frères du défunt passant, comme de juste, avant les siens ; mais cette considération le gênait si peu qu'en 869 il renouvelait la tentative manquée en se jetant précipitamment sur l'héritage de Lothaire II — dont son frère, Louis le Germanique, sans plus de scrupules, se borna, une fois la conquête faite, à exiger le partage. Après

quoi, il ne restait qu'à escompter la mort de l'empereur Louis II. Charles le Chauve, plus jeune, plus alerte que le Germanique, qui avait failli trépasser en 869, intrigua bien avant l'heure, et le pape Jean VIII, que la hardiesse croissante des bandes sarrasines obligeait à se donner un protecteur, sut lui préparer les voies. Quand Louis II disparut (12 août 875), le scénario était réglé : à la grande stupeur de Louis le Germanique, Charles n'eut qu'à paraître dans la péninsule pour se faire couronner empereur à Rome le 25 décembre, jour anniversaire du couronnement de Charlemagne, puis, le 31 janvier suivant, se faire acclamer comme roi d'Italie dans la vieille capitale lombarde de Pavie. En vain Louis le Germanique, surpris, mit tout en œuvre pour arrêter la marche de son frère dans la péninsule ; en vain il essaya par une attaque brusquée de lui arracher son royaume de France : Charles resta le maître des trois quarts de l'ancien empire, et le titre impérial sembla retrouver avec lui un prestige nouveau.

Cruelle illusion. En accroissant ses États, Charles ne faisait qu'accroître les difficultés terribles au milieu desquelles il se débattait : en France, la révolte et les Normands ; en Italie, la révolte et les Sarrasins. Son pouvoir croulait quand il mourut soudain, le 6 octobre 877, au pied du mont Cenis, comme il repassait pour la seconde fois en hâte d'Italie en France afin de faire face à une situation désespérée.

Mais jusqu'au bout la papauté s'acharna à sauver du désastre l'idée impériale. Le roi des Francs occidentaux s'était révélé incapable de servir ses desseins ; le fils de Charles le Chauve, le faible Louis le Bègue, ne se soutenait qu'à grand'peine à l'ouest des Alpes ; tandis qu'au contraire les fils de Louis le Germanique — mort lui-même quelques mois avant son frère (le 28 août 876) — étaient en passe de conquérir l'Italie : c'est à eux que Jean VIII tenta, faute de mieux, de confier son sort et celui de la chrétienté. Hélas ! les Carolingiens d'Allemagne ne valaient pas mieux que ceux de France : Carloman, l'aîné des fils du Germanique, était frappé dès le mois d'octobre 877, à l'âge de trente-cinq ans, d'une attaque de paralysie générale qui le força à abdiquer moins de deux ans plus tard, quelques semaines seulement du reste avant sa mort (22 mars 880) ; l'année même où celle-ci survenait, son frère Louis « le Jeune », qui n'avait que trente-trois ans, tombait, à son tour, dans un état de déchéance physique inquiétant ; il disparaissait en 882, ne laissant pas plus que son aîné de fils légitimes ; le

moins taré des fils du Germanique. Charles le Gros, allait être terrassé cinq ans après par une congestion au cerveau. Mais, avant cet événement, Jean VIII avait fait appel à lui. Le 12 février 881, Charles le Gros recevait des mains du pontife romain la couronne de Charlemagne, et les esprits naïfs crurent de bonne foi au retour de l'âge d'or.

Les malheurs mêmes de la famille carolingienne concouraient à faciliter ce retour de fortune : depuis 882, Charles le Gros restait seul souverain de l'Allemagne et de l'Italie ; en France, la mort frappait à coups redoublés et faisait disparaître en l'espace de cinq ans Louis le Bègue, le 11 avril 879, puis ses deux fils, Louis III, le 5 août 882, et Carloman, le 12 décembre 884, ne laissant subsister dans cette partie de l'ancien empire d'autre Carolingien qu'un enfant, le petit Charles (celui qu'on appellera « le Simple »), fils posthume de Louis le Bègue. Le péril normand ne permettant pas de songer à lui attribuer la couronne, le royaume de France se donna, lui aussi, à l'empereur Charles le Gros.

Rêve merveilleux ! Après tant de déchirements et de guerres civiles, tous les royaumes venaient reprendre leur place au sein de l'unité impériale reconstituée ; l'Occident chrétien voyait enfin luire l'aurore d'une ère nouvelle de grandeur et de gloire ; la confiance inébranlable des papes dans l'avenir trouvait, après bien des années de déboires, une justification éclatante.

Rêve merveilleux, en effet, mais rêve de courte durée : on ne fut pas long à s'apercevoir que Charles le Gros n'était à aucun degré un nouveau Charlemagne. On sait comment, en 885, quoique disposant d'une forte armée, il préféra acheter le départ des Normands massés sous Paris en ajoutant au tribut qu'il leur versa l'autorisation d'aller faire du butin en Bourgogne. Et bientôt les dernières illusions tombaient : l'empereur n'était pas seulement un incapable ; comme chez ses deux frères, la maladie n'avait pas tardé à faire chez lui son œuvre, et il fallut bien se résoudre, en novembre 887, à prononcer la déposition d'un prince qui depuis quelque temps était manifestement hors d'état d'exercer le pouvoir. La mort, au surplus, devait l'enlever deux mois après (13 janvier 888).

Désormais il y aura bien encore des empereurs ; mais ce ne seront plus guère que d'obscurs petits rois d'Italie, à qui le titre impérial ne vaudra aucun surcroît d'influence, à peine un faible surcroît d'honneur. Le seul souverain étranger à l'Italie qui convoitera un moment ce beau titre vide de sens, sera Arnulf,

ou Arnolf, bâtard de Carloman (l'aîné des fils de Louis le Germanique) et successeur de Charles le Gros en Allemagne. Il réussira en 896 à le conquérir à la pointe de l'épée, en même temps que le trône d'Italie ; mais l'aventure lui rapportera si peu qu'après sa mort (899), nul ne songera à imiter son exemple. Les rois d'Italie eux-mêmes cesseront de venir à Rome, conformément à l'usage nouveau qui avait prévalu depuis le milieu du neuvième siècle, recevoir des mains du pape la couronne impériale : le roi Bérenger, ancien marquis de Frioul, mort en 924, sera le dernier empereur de la série inaugurée par Charlemagne.

Il sera le dernier, ou plutôt, lui mort, le titre impérial ne sera pendant près de quarante années relevé par personne ; mais l'idée impériale continuera à vivre dans les esprits. On ne cessera d'évoquer en Occident les temps bénis où la glorieuse « nation franque » dominait en Europe. Vers 950, un moine de la petite abbaye de Montier-en-Der, en Champagne, se plaira à rappeler que l'« empire romain » n'a cessé d'exister en puissance chez tous les rois francs depuis la mort du grand empereur Charles. Et lorsque les circonstances amèneront enfin le roi Otton de Germanie à vouloir, en 962, faire consacrer par une dignité nouvelle l'autorité grandissante qu'il devait à ses succès, nul ne sera surpris de le voir revendiquer ce titre d'empereur que, quelques années seulement avant sa naissance, son prédécesseur Arnulf avait encore porté.

CHAPITRE V

L'EXPANSION SCANDINAVE AUX NEUVIÈME ET DIXIÈME SIÈCLES¹

La ruine de l'empire franc avait mis de nouveau l'Europe occidentale à la merci des Barbares, encore nombreux à l'est et au nord, et ceux-ci n'avaient pas tardé à exploiter une situation que, grâce au voisinage, il leur était facile de bien connaître.

A cet égard, l'histoire des deux cents ans qui suivent la mort de Charlemagne rappelle — et souvent de fort près — celle des siècles où l'empire de Rome achevait de disparaître sous les coups des Germains. De part et d'autre, même spectacle : une ruée éperdue de peuples, qui ne semblent d'abord avoir d'autre but que le pillage et l'anéantissement de la civilisation, mais qui bientôt cherchent à s'installer à demeure sur le sol où ils ont pris pied et, de pillards, à se faire conquérants.

Les Scandinaves, ces terribles « hommes du nord » ou « Normands » dont les barques rapides commencent, vers la fin du huitième siècle, à inquiéter les habitants des pays situés en bordure des mers septentrionales, ne feront pas exception à la règle. car ne voir en eux que de vulgaires pirates serait oublier qu'après

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE À CONSULTER. — Peu d'ouvrages embrassent l'ensemble de l'histoire scandinave à l'époque des grandes migrations des neuvième et dixième siècles. Citons J. Steenstrup, *Normannerne* (Copenhague, 1876-1882, 4 vol. in-8° ; inachevé). Le tome I^{er} est une introduction, qui a été traduite du danois en français et quelque peu abrégée par E. de Beaurepaire, sous le titre : *Études préliminaires pour servir à l'histoire des Normands et de leurs invasions*, dans le *Bulletin de la Société des antiquaires de Normandie*, t. X et, à part, Paris, 1881, in-8° ; le tome II traite des invasions en Occident jusqu'à la fin du neuvième siècle ; les tomes III et IV des royaumes scandinaves d'Angleterre et de leurs institutions. Aux travaux de Steenstrup, on peut joindre A. Bugge, *Vikingerne* (Christiania, 1904-1906, 2 vol. in-8°), traduit du norvégien en allemand par Hungerland, sous le titre : *Die Wikinger ; Bilder aus der nordischen Vergangenheit* (Halle, 1906, in-8°) et qui donne une vue d'ensemble de la civilisation des Normands ; A. Bugge, article *Wikinger*, dans le *Reallexikon der germanischen Altertumskunde* publié par J. Hoops, t. IV (Strasbourg, 1918-1919, in-8°), p. 529-552, commode résumé avec des références ; Allen Mawer, *The Vikings*, au tome III de la *Cambridge medieval history* (Cambridge, 1922, in-8°), p. 309-339, avec une importante bibliographie, p. 618-624. L'ouvrage de Depping, *Histoire des expéditions maritimes des Normands* (Paris, 1843, in-8°) est aujourd'hui bien vieilli.

avoir semé l'épouvante et la dévastation dans toutes les îles britanniques, la Gaule, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Russie et jusque sur les rives de la Méditerranée et du Bosphore, ils ont réussi à fonder un ensemble de solides colonies, dont plusieurs portent encore de nos jours nettement la trace de leurs origines.

I. — LA SCANDINAVIE AU DÉBUT DU IX^e SIÈCLE¹.

A l'époque où débute la grande migration normande, les peuples scandinaves se divisent déjà, comme aujourd'hui, en trois groupes principaux : les Danois, les Norvégiens et les Suédois.

Les Danois, partis jadis de la Suède centrale et s'avancant obstinément et régulièrement dans la direction du sud-ouest, à mesure que l'exode des peuples proprement germaniques leur faisait de la place, avaient peu à peu pris possession de l'extrême sud de la péninsule scandinave (provinces de Scanie, Halland et Blikinge), avec l'île de Bornholm, et de la plus grande partie de l'archipel qui ferme l'entrée de la Baltique, pour aller

1. OUVRAGES A CONSULTER. — En dehors des ouvrages cités à la note précédente, consulter : 1^o sur le Danemark, Sophus Müller, *Vor Oldtid* (Copenhague, 1897, in-8°), traduit en allemand par Jiriczek sous le titre : *Nordische Altertumskunde nach Funden und Denkmäler aus Danemark und Schleswig* (Strasbourg, 1897-1898, 2 vol. in-8° : consulter le tome II) ; J. Steenstrup, Erslev, Heise, etc., *Danmarks Riges Historie*, tome I : *Olti den og den aeldre middelalder*, par J. Steenstrup (Copenhague, 1907, in-8°), histoire du Danemark depuis les origines jusqu'en 1275 ; 2^o sur la Norvège, A. Bugge, *Norges Historie*, t. I (Christiania, 1909-1910, in-8°), histoire de Norvège de 800 à 1030, et Knut Gjerset, *History of the Norwegian people* (New-York, 1915, 2 vol. in-8° : le t. II, allant des origines à la fin du treizième siècle), confus et à n'utiliser qu'avec précautions ; 3^o sur la Suède, *Sveriges Historia intill tjugonde seklet*, publiée sous la direction de E. Hildebrand, t. I par O. Montelius (Stockholm, 1903, in-8°), histoire de Suède des origines au onzième siècle, adapté en allemand sous le titre : O. Montelius, *Kulturgeschichte Schwedens von den ältesten Zeiten bis zum elften Jahrhundert nach Christus* (Leipzig, 1906, in-8°).

Voir, en outre, les vues sommaires mais précises d'O. Bremer, dans son important chapitre *Ethnographie der germanischen Stämme* du *Grundriss der germanischen Philologie* publié par Hermann Paul, 2^e éd., t. III (Strasbourg, 1900, in-4°), p. 827-842, et l'introduction du livre de Walther Vogel, *Die Normannen und das fränkische Reich bis zur Gründung der Normandie*, 799-911 (Heidelberg, 1906, in-8° ; fasc. 14 des « Heidelberger Abhandlungen zur mittlren und neueren Geschichte »).

Sur l'écriture runique, voir, en dernier lieu, l'article d'O. von Friesen au t. IV du *Reallexikon* de Hoops (cité à la note précédente), t. IV, p. 5-51, et Maurice Cahen, *L'écriture runique chez les Germains*, dans la revue *Scientia*, t. XXXIII (1923), p. 401-420.

Il faut se méfier des brillants tableaux qui ont été tracés de la civilisation scandinave au huitième siècle à l'aide de textes littéraires postérieurs de 300 ou 400 ans, entre autres celui de P. B. du Chaillu, *The Viking age* (Londres, 1889, 2 vol. in-8°).

occuper ensuite la presqu'île du Jutland lorsque le départ des Anglo-Saxons leur en avait fourni le moyen. Dès les premières années du sixième siècle, leur domination s'étendait au sud jusqu'à l'Eider, où ils touchaient aux territoires saxons. Trois cents ans plus tard, ils étouffent visiblement dans leurs îles et leurs presqu'îles : constitués en un royaume bien groupé autour de sa capitale de Roeskilde, dans l'île de Seeland, ils cherchent à se donner de l'air. Au nord du Skagerrak — autant du moins que les textes permettent d'en juger — ils ont essaimé sur le pourtour de la baie de Christiania ; au sud du Schleswig, ils cherchent à progresser dans la direction de l'Elbe, ainsi qu'en Holstein, où ils se heurtent maintenant aux Francs et à leurs alliés les Slaves Abodrites.

Les Norvégiens n'ont pas attendu si longtemps pour se répandre au dehors. Des fiords du rivage occidental, où on les trouve installés de très bonne heure, ils ont tôt pris l'habitude de s'élancer sur la vaste mer à la recherche de pays plus hospitaliers. Ils aiment l'aventure et, en fait de discipline, ne connaissent guère que celle du chef de bandes librement choisi. L'aurore du septième siècle les a déjà vus s'installer, bien loin vers l'ouest, en face de leurs côtes, dans les îles Shetland et aux Orcades ; cent cinquante ans plus tard, on les rencontre aux Fær-Œer ; dans la dernière décade du huitième siècle, les Hébrides, les côtes d'Écosse et d'Irlande commencent à être victimes de leurs déprédations.

Les Suédois, massés principalement autour d'Upsal, subissent, comme les Danois, l'attraction des pays du midi. En Scandinavie même, ils sont arrêtés par les débris du peuple goth, restés accrochés dans le Gotland depuis l'émigration de leurs congénères, vers le second siècle ; ils ont, selon toute vraisemblance, entamé contre eux la lutte qui, après de longs efforts, ne se terminera qu'au milieu du treizième siècle par l'anéantissement du peuple gothique ; mais, en attendant, c'est de l'autre côté de la Baltique qu'il leur faut chercher des possibilités d'expansion — du côté des golfes de Finlande et de Riga, d'où ils ne tarderont pas à rejoindre l'importante artère fluviale du Dniepr, qui les mènera jusqu'à ces mers du sud où elle avait mené jadis les Wisigoths et les Ostrogoths.

Ces trois grands peuples scandinaves qui, au neuvième siècle, vont faire bruyamment leur entrée dans l'histoire, n'étaient pas aussi ignorants de la civilisation qu'on serait tenté de se le figurer à première vue. Depuis des siècles, les produits des pays

de l'Europe centrale et méridionale avaient pénétré chez eux, et les nombreuses trouvailles de bijoux et d'armes richement ornées qu'on a exhumés de leur sol et qu'on a été en mesure de dater avec quelque assurance attestent qu'entre eux et les Germains émigrés au sud de la Baltique, le contact était resté étroit : c'est le même art, ce sont les mêmes fibules, les mêmes bracelets, les mêmes colliers, les mêmes filigranes, les mêmes pierres enchâssées, le même goût pour l'émail cloisonné, la même recherche des formes végétales ou animales stylisées, les mêmes poignées enfin, les mêmes fourreaux d'épée que dans les tombes germaniques du cinquième, du sixième et du septième siècle.

Des Germains du sud, les Scandinaves avaient aussi reçu l'écriture — cette écriture runique, de forme angulaire, qui, après s'être, selon toute vraisemblance, constituée chez les Goths du Danube par une déformation des alphabets grec et romain, avait fini par rejoindre le pays d'origine de ces Goths, déformée davantage et réduite à un nombre de lettres plus restreint. On ne trouve cependant pas encore trace chez eux d'œuvres littéraires. Les pittoresques récits des vieux temps scandinaves connus sous le nom de « sagas » et où l'on a voulu souvent retrouver au moins un écho d'une ancienne littérature perdue ne sont que des œuvres du treizième, du quatorzième et du quinzième siècle.

Autant qu'on peut l'entrevoir, leur religion n'était qu'un paganisme assez grossier, celui de peuples habitués à la vie simple et rude du pêcheur et du marin, pour qui la lutte contre les éléments était la grande affaire. Sur terre, ils pouvaient joindre au produit de leur pêche celui de leur chasse dans les sombres forêts de sapins de la Suède et de la Norvège et de l'élève du bétail dans les riches pâturages du Danemark. Le poisson séché et les pelleteries leur fournissaient, à ce qu'il semble, les éléments d'un commerce, peu actif encore, mais susceptible de se développer, avec les autres riverains de la Baltique et de la mer du Nord : tout donne à penser que déjà les côtes frissonnes, ainsi que les embouchures de l'Elbe, de la Weser, du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut et peut-être de la Tamise recevaient parfois la visite des plus entreprenants d'entre eux, qui venaient échanger leurs marchandises contre du vin, du drap, des outils ou des armes.

La vue des contrées prospères où ils avaient abordé avait excité leur appétit, en même temps que, par un besoin irrésistible d'émigration, qui aujourd'hui encore pousse tant

de Suédois et de Norvégiens hors de la mère patrie, ils guettaient avec impatience le moment où une occasion favorable se présenterait pour eux d'aller chercher fortune sur un sol plus hospitalier et sous un ciel plus clément.

II. — LES PREMIÈRES CONQUÊTES. L'ÉTABLISSEMENT DES NORVÉGIENS EN IRLANDE ET DES DANOIS AUX PAYS-BAS¹.

Durant les trente ou trente-cinq premières années du neuvième siècle, tandis que les Suédois achèvent, sous le nom de Varègues, de se rendre maîtres pacifiquement du commerce de la Russie occidentale, Danois et Norvégiens donnent dans diverses directions des coups de sonde qui vont leur permettre de repérer les points de moindre résistance. Chaque printemps, on les voit partir de chez eux ou des premières îles où ils ont débarqué (Shetland, Orcades ou Hébrides) pour quelque nouvelle tentative. Les Norvégiens évoluent de préférence dans les

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre (p. 286, n. 1), voir :

1^o Sur les invasions dans les royaumes francs : W. Vogel, *Die Normannen und das fränkische Reich* (cité p. 287, n. 1), excellente mise au point, à rectifier cependant et compléter pour beaucoup de détails à l'aide des études de Ferdinand Lot, qui prépare un livre d'ensemble sur le même sujet. De ce dernier, citons surtout pour ce paragraphe : *La grande invasion normande de 852-862*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXIX (1908), p. 5 à 62 ; *La Loire, l'Aquitaine et la Seine de 862 à 866* ; *Robert le Fort*, dans la même revue, t. LXXVI (1915), p. 473-510, et Lot et Halphen, *Le règne de Charles le Chauve*, 1^{re} partie : 840-851 (Paris, 1909, in-8^o ; fasc. 175 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences historiques et philologiques ») On peut y joindre R. Parisot, *Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens*, 843-923 (Paris, 1899, in-8^o ; thèse de doctorat) ; E. Dümmler, *Geschichte des ostfränkischen Reiches*, 2^e éd. (Leipzig, 1887-1888, 3 vol. in-8^o, de la collection des « Jahrbücher der deutschen Geschichte » publiée par l'Académie de Munich), histoire du royaume germanique de 840 à 918 ; E. Joranson, *The danegeld in France* (Rock-Island, 1923, in-4^o ; fasc. 10 des « Augustana library publications »), sur les tributs levés en France pour acheter le départ des Normands ;

2^o Sur les invasions dans les îles britanniques, les principales histoires d'Angleterre durant cette période, entre autres, James Ramsay, *The foundations of England* (Londres, 1898, 2 vol. in-8^o) ; *The political history of England*, publiée par Hunt et Poole, t. I : *The history of England from the earliest times to the Norman conquest*, par Th. Hodgkin (Londres, 1906, in-8^o) ; *A history of England*, publiée par C. Oman ; t. I : *England before the Norman conquest*, par C. Oman (Londres, 1910, in-8^o), et le chapitre de W. J. Corbett, *The foundation of the kingdom of England*, au t. III de la *Cambridge medieval history* (Cambridge, 1922, in-8^o), p. 340-370, avec une bibliographie, p. 625-630. Ajouter W. G. Collingwood, *Scandinavian Britain* (Londres, 1908, in-8^o) et, pour l'Irlande, A. Bugge, *Contributions to the history of the Norsemen in Ireland* (Christiania, 1900, 3 brochures en une plaquette de 60 pages) et la rapide histoire de S. Gwynn, *The history of Ireland* (Londres et Dublin, 1923, in-8^o). — Pour le détail, voir la bibliographie de Ch. Gross, *Sources and literature of English history from the earliest times to about 1485*. 2^e éd. (Londres, 1915, in-8^o), p. 300-304

parages de l'Irlande et de l'Écosse septentrionale et occidentale; les Danois, le long des côtes de la Frise, de la Hollande, de la Zélande ou de l'Angleterre méridionale. Leurs vaisseaux, à en juger par les rares spécimens indiscutables qui nous en ont été conservés, sont des vaisseaux de course effilés et d'un faible tirant d'eau. Un des plus grands qu'on ait signalés mesure quelque vingt-quatre mètres de long sur cinq de large et un mètre de profondeur; il peut contenir une cinquantaine ou une soixantaine de personnes, y compris les trente-deux rameurs auxquels une place a été ménagée.

Ni les souverains francs ni les princes de Grande-Bretagne ou d'Irlande n'ont de flottes à opposer à ces rapides esquifs, qui peuvent impunément s'approcher du rivage et y débarquer quelques bandes d'hommes d'armes résolus et sans scrupules. Dès 809, la traversée de la Manche a cessé d'être sûre, et depuis 806 les côtes d'Irlande sont constamment assaillies. De là, quelques marins scandinaves se risquent bientôt plus au sud, dans l'Atlantique, jusqu'à l'embouchure de la Loire (819 et 820) ou, au nord-ouest de la Gaule, jusqu'à la Flandre et à l'estuaire de la Seine (820). D'autres s'arrêtent aux îles Hébrides (820).

Puis, entre 830 et 835, les points visés se précisent : c'est sur l'Irlande, dont une anarchie endémique fait une proie facile, que le gros des Norvégiens jette son dévolu, tandis que les Danois concentrent particulièrement leurs efforts sur les bouches du Rhin et de l'Escaut.

Les Norvégiens frappent sur l'Irlande à coups redoublés et leurs progrès y sont extraordinaires de célérité : vers 830, ils occupent déjà sur la côte orientale du Leinster plusieurs points d'appui importants ; en 836, ils pénètrent dans les estuaires de la Boyne et de la Liffey et commencent la conquête de la région centrale du Leinster ; en 839 enfin, ils s'attaquent à l'Ulster : un de leur chefs, Torgisl, réussit à s'en rendre maître et se fait reconnaître roi. Il établit sa capitale à Armagh, dans le sud de l'Ulster, et arrive en peu d'années à imposer son autorité au moins jusque dans la région de Limerick.

Aux bouches du Rhin et de l'Escaut, les Danois ont affaire à plus forte partie, malgré la désorganisation de la défense qu'entraîne dans ces parages la révolution qui, en 833, précipite Louis le Pieux du trône. De 834 à 839, leurs attaques se succèdent d'année en année, amenant chaque fois de nouvelles catastrophes : en 834, 835 et 836, c'est le pillage et l'incendie du grand port de Duurstede (aujourd'hui Wijk bij Duurstede),

sur le Lek, à l'endroit où le bras d'Utrecht s'en sépare ; en 836 également, l'incendie du port d'Anvers ; en 837, la dévastation de l'île de Walcheren ; en 838, une tempête oblige, à l'instant critique, la flotte normande à rebrousser chemin. Mais les projets des assaillants se précisent : le roi de Danemark Horic I^{er}, tout en désavouant les actes de piraterie commis au cours des années précédentes, envoie demander à l'empereur l'abandon du « pays des Frisons » — c'est-à-dire des Pays-Bas et de la Frise — en même temps d'ailleurs que de celui des Abodrites, au sud-est du Holstein ; et, comme cette demande a été écartée avec indignation par l'empereur franc, les attaques reprennent dès le printemps ou l'été 839. Enfin, en 840 ou 841, tandis que, dans l'empire carolingien, la guerre civile bat son plein, le succès vient couronner les efforts des Danois : deux de leurs chefs, les deux frères Harald et Roric, neveux de l'ancien roi de Danemark Harald I^{er} (mort vers l'année 800), reçoivent officiellement l'investiture de tout le pays de Duurstede, qui restera — à quelques interruptions près — entre les mains des Scandinaves jusqu'en 885.

Au cours des dix ou douze années qui suivent, nous assistons à une recrudescence d'activité de la part des Normands : pendant que les premiers émigrés achèvent, non sans peine, de soumettre l'Irlande et les Pays-Bas, d'autres bandes s'élancent au loin : la recherche de nouveaux points de moindre résistance en vue d'une installation future ; et, bien entendu, les pillages reprennent de plus belle, à la faveur de la désorganisation croissante des royaumes francs et de la faiblesse des princes de Grande-Bretagne. En 840 et 841, les rivages anglais du sud-est, ceux de l'Essex, du Kent, du Hampshire, du Dorset, sont assaillis tour à tour ; cette même année 841, le 12 mai, une flotte danoise entre à l'improviste dans l'estuaire de la Seine et, remontant le fleuve, arrive brusquement, deux jours après, devant Rouen, qui est livré au massacre, au pillage et à l'incendie. L'année suivante, des navires partis de la Tamise forcent l'embouchure de la Canche, en Picardie, et viennent détruire le port de Quentowic (à côté du port actuel d'Étaples), le Calais de l'époque, pour s'en retourner en hâte avant l'hiver tenter de faire subir le même sort à Rochester, dans le Kent. En 843, c'est aux riverains de la Loire à recevoir leur visite : le 24 juin, en pleine fête de la saint Jean, soixante-sept de leurs vaisseaux jettent l'ancre devant Nantes, forcent les portes de la ville, égorgent l'évêque et

son clergé, occupés à célébrer le service divin, mettent le feu à la cathédrale, pillent et incendient plusieurs quartiers. En 844, poussant toujours plus loin, ils sont dans la Garonne, dont ils pillent les abords, sans pouvoir cependant renouveler à Bordeaux le coup qui leur a si bien réussi à Nantes. Puis les voilà aussitôt voguant vers l'Espagne, longeant la côte des Asturies, touchant terre à La Corogne, à Lisbonne, pour se risquer enfin, une fois arrivés au golfe de Cadix, à remonter le Guadalquivir jusqu'à Séville.

En 845, les attaques reprennent dans le nord : l'Elbe est remontée jusqu'à Hambourg, où les barbares ne laissent après eux qu'un monceau de ruines fumantes ; les Pays-Bas, que l'empereur Lothaire a tenté de ressaisir, sont pillés ; cent vingt navires, sous le commandement de Ragnar — le fameux Ragnar Lodbrok des sagas — se glissent à l'entrée de la Seine et remontent le fleuve jusqu'à Paris, qui est saccagé le 29 mars. Sur la côte de l'Atlantique, d'autres vaisseaux forcent l'entrée de la Charente et viennent ravager Saintes.

De 846 à 849, c'est une suite presque ininterrompue d'attaques, depuis les bouches du Rhin jusqu'à la Gironde : aux Pays-Bas et sur l'Escaut (846 et 847) ; en Bretagne et sur la Loire (847) ; sur la Charente, où Saintes succombe à nouveau (848) ; dans la vallée de la Sèvre niortaise et de ses affluents, où les envahisseurs pillent l'atelier monétaire de Melle (848) ; sur la Garonne, la Dordogne et l'Isle, où Bordeaux (848) et Périgueux (849) sont dévastés et incendiés.

A dater de 850, ou environ, sans renoncer tout à fait à ces attaques en ordre dispersé, les Normands concentrent à nouveau leurs efforts sur les quelques points où la tactique précédente leur a révélé la possibilité de s'établir : embouchure de la Tamise, embouchure de la Seine, embouchure de la Loire. En ces trois points, ils font choix d'îles où ils puissent hiverner sans risques, mettre leur flotte et leur butin à l'abri et, au besoin, installer leurs femmes et leurs enfants : les îles de Thanet et de Sheppey, à l'entrée de la Tamise (où aujourd'hui la première fait corps avec la terre ferme) ; la Grande Ile, près de Jeufosse, sur la basse Seine, à quelques kilomètres du confluent de l'Epte ; celles de Noirmoutier, à l'entrée de la Loire, et de Saint-Florent-le-Vieil, en amont d'Ancenis. De ces îles, qui leur servent de bases d'opérations et où ils demeurent à pied d'œuvre, ils repartent, chaque printemps, au fil de l'eau, pour une nouvelle randonnée, qui

leur permettra de ramasser du butin et de terroriser les populations de l'intérieur, lesquelles, s'enfuyant toujours plus loin, finiront par leur laisser le champ libre.

Si, du côté de la Tamise, les assaillants restent de longues années sans pouvoir avancer, du côté de la Loire et de la Seine, au contraire, leurs succès sont tout de suite assez encourageants pour qu'ils s'enhardissent à s'enfoncer davantage dans l'intérieur du pays et même à y passer la saison d'hiver, tout en se ménageant, bien entendu, le moyen d'opérer par eau un repli rapide en cas de besoin. Aux abords de la Seine, ils posent déjà des jalons dans le pays de Caux et en Normandie, où ils s'installeront plus tard à demeure. Ils vont et viennent entre Jéufosse et Honfleur, remontent l'Eure et son petit affluent l'Iton jusqu'au delà d'Evreux (856 et 858) et, dans le Calvados, ils s'avancent jusqu'à Bayeux, où ils entrent en 858. Mais ils ne s'entendent pas à la région de la basse Seine : par l'Oise et le Thérain, ils arrivent jusqu'à Beauvais qu'ils incendient en 851 ; le 28 décembre 856 et vers l'été 857, par la Seine, Paris est atteint et livré aussi par deux fois aux flammes ; le 12 juin 858, l'Eure mène les pillards à Chartres, où ils font brusquement irruption au milieu de la nuit ; l'année suivante, ils remontent le cours de l'Oise et, encore à la faveur de la nuit, surprennent dans les mêmes conditions les habitants de Noyon ; en janvier 861, ils pillent à nouveau Paris, pour remonter ensuite la Seine jusqu'à Melun, puis, quelques semaines après (janvier ou février 862), la Marne jusqu'à Meaux ; en 865-866, ils hivernent dans une île de la Seine, près de Saint-Denis, et atteignent encore le pays de Melun. Pour les éloigner pendant un temps du cœur de la France, le roi en est réduit par trois fois, en 852, 862 et 866, à acheter leur départ en leur versant le produit d'un « tribut » de quelques milliers de livres d'argent levé d'urgence sur ses sujets, et plus particulièrement sans doute sur les propriétaires des domaines ecclésiastiques.

Aux abords de la Loire aussi, les Normands étendent leur champ d'action : cinq années durant, de 853 à 857, par des raids méthodiques, ils cherchent à s'assurer la maîtrise du fleuve jusqu'à Tours, où ils pénètrent à plusieurs reprises à partir de novembre 853 et près d'où ils campent quelques semaines à la fin de cette même année ; de là ils s'avancent jusqu'à Blois (854, 856, 857), entrent même dans Orléans (856) et, remontant les affluents de droite et de gauche, vont piller l'Anjou, la Vendée, le Poitou.

Pendant trois ou quatre ans, on respire : ils sont partis en 859 dans la direction du sud pour un extraordinaire voyage de reconnaissance, qui va les conduire jusqu'en Italie. Contournant l'Espagne par le détroit de Gibraltar, ils côtoient les Baléares, surgissent brusquement en vue du Roussillon, où ils ramassent du butin, longent les rivages du Languedoc pour s'en aller hiverner en Camargue, d'où ils poussent des pointes sur Arles, Nîmes, Valence ; puis ils filent droit sur Pise, qu'ils mettent à sac ainsi qu'une partie de la Toscane, et ne regagnent l'Atlantique qu'en 861. Alors, dans les pays de la Loire, leur campagne de terreur reprend de plus belle : par le fleuve, par ses affluents, par les rivières du voisinage, ils circulent, pillent et brûlent, quoique le roi Charles le Chauve ait enfin rencontré en la personne du comte d'Angers, Robert le Fort, à qui il a confié le commandement des troupes de la région, un homme capable de faire front à l'ennemi.

La Loire est remontée, en amont d'Orléans, jusqu'à Fleury-sur-Loire (865), la Sarthe jusqu'au Mans (865, 866) ; on reçoit la visite des Normands à Poitiers (863, 865), à Limoges (864), à Clermont-Ferrand (864) ; au nord de la Loire, ils remontent la Vilaine jusqu'à Redon (862) et, au sud, la Charente jusqu'en Saintonge (863, 864, 865) et même jusqu'à Angoulême (863). Après les Pays-Bas, après les pays de la basse Seine, les pays de la basse Loire passent ainsi peu à peu sous leur contrôle.

III. — L'ÉTABLISSEMENT DES DANOIS EN ANGLETERRE AU IX^e SIÈCLE¹.

Ce n'est cependant pas de ce côté qu'ils vont faire porter, dans les années qui suivent, le principal de leurs efforts. Ils resteront sur la basse Loire, oseront même venir hiverner à Angers en 872-873, mais réserveront le meilleur de leur activité pour les pays anglais, plus proches de chez eux et où les circonstances semblent propices.

En effet, après trois siècles de tentatives stériles, les princes anglo-saxons se sont montrés incapables de refaire l'unité de la Grande-Bretagne. Tour à tour, le royaume du nord — la

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre, en particulier celui de J. Steenstrup, et les volumes relatifs à l'Angleterre cités en tête du paragraphe précédent (p. 290, n. 1), voir Ch. Plummer, *The life and times of Alfred the Great* (Oxford, 1902, in-16).

Northumbrie — puis le royaume du centre — la Mercie — et enfin le royaume du sud — le Wessex — ont essayé d'imposer au reste de l'île une hégémonie dont nul ne se soucie : jamais cette hégémonie n'a été solide ni durable. Après un temps plus ou moins long, l'Angleterre est chaque fois invariablement retombée dans le désordre et l'émiettement. A l'époque où nous sommes arrivés, le roi de Wessex, Ethelred, se fait tant bien que mal obéir dans les contrées du sud, du canal de Bristol au Kent et de la Tamise à la Manche. Mais, au nord de la Tamise, on ne trouve que faiblesse et anarchie. Le petit royaume d'Est-Anglie (Norfolk et Suffolk) est exposé sans défense au moindre coup de main. Entre le Wash et les estuaires de la Dee et de la Wye (marquant la frontière du royaume celtique de Galles), et de la Tamise au Humber, l'assemblage de provinces qui forment le royaume de Mercie manque de cohésion, et ce n'est certes pas le faible Burhred, son souverain, qui sera en mesure de tenir tête à un ennemi résolu. Quant aux provinces septentrionales, ou royaume de Northumbrie, elles sont déchirées par les factions : deux petits princes rivaux s'y disputent le pouvoir, et le jour où paraîtront les Danois, leur sort sera d'avance réglé.

C'est en 866 que l'attaque se produit. Remontant le Humber, les Danois s'emparent d'York d'emblée et, exploitant aussitôt leur succès, soumettent, en l'espace d'un an, toute la Northumbrie méridionale, ou pays de Deira ; puis, marchant vers le sud par la vallée de la Trent, ils se jettent sur le royaume de Mercie et font leur entrée à Nottingham en 868. Mais, de ce côté, il ne s'agit encore que d'une simple reconnaissance : moyennant rançon, ils acceptent de décamper et redescendent la Trent et le Humber, pénètrent par le Wash, la grande et la petite Ouse, dans le royaume d'Est-Anglie, où la victoire de Thetford leur permet d'avoir sans peine raison de la résistance que le jeune roi Edmond a essayé de leur opposer (870).

Ces succès faciles augmentent encore l'audace des conquérants : quelques semaines après leur victoire sur le roi Edmond, ils remontent la vallée de la Tamise jusqu'à Reading, afin d'aller éprouver maintenant le royaume de Wessex. Ils pénètrent très avant dans la vallée de la Kennet, affluent de la Tamise à Reading, et mettent en déroute l'armée du roi Ethelred à la lisière de la forêt de Savernake, à quelques lieues de Malborough (mars 871) ; de là, ils progressent avec rapidité vers le sud par la vallée de l'Avon ; mais l'énergie du jeune roi Alfred

— Alfred « le Grand » — qui, sur ces entrefaites, succède à Ethelred, rétablit la situation : arrêtés en plusieurs rencontres, notamment près de Wilton, à quelques kilomètres de Salisbury, les Danois se voient bientôt obligés d'évacuer le Wessex et de redescendre la Tamise (872).

A quoi bon, en effet, insister quand, plus au nord, et spécialement autour de l'estuaire du Humber, juste en face de leur pays d'origine, les Danois sont assurés de trouver des terres riches et faciles à prendre, comme le leur ont prouvé les événements des années précédentes ? Les voilà donc cinglant dans cette direction, remontant à nouveau le Humber et la Trent pour se livrer, de part et d'autre du fleuve, à une conquête méthodique du royaume de Mercie. A la fin de 872, ils se contentent d'hiverner à Torksey, à une quarantaine de kilomètres seulement de l'embouchure de la Trent ; mais, l'hiver suivant, ils campent cinquante kilomètres en amont, à Repton, au centre du royaume de Mercie ; enfin, quelques mois plus tard, le roi Burhred juge sa cause si désespérée qu'il préfère abandonner ses États (874), où les Danois ont dès lors toute liberté pour s'établir en maîtres.

L'heure décisive a sonné : comme l'Irlande est devenue colonie norvégienne, l'Angleterre est en passe de devenir colonie danoise. Déjà au nord-est de la vieille route romaine qui joignait Londres à Chester (le fameux Watling Street), la plus grande partie des royaumes anglais sont aux mains des conquérants ou à leur discrétion. Le sud-ouest va-t-il succomber à son tour ? On peut le craindre un moment. Malgré le courage et l'esprit d'organisation d'Alfred, le roi de Wessex, la situation en 877, se présente tout à coup d'une façon tragique, presque désespérée : après avoir tenu tête pendant plusieurs mois à des troupes jetées sur la côte du Dorset, à Wareham, puis à Exeter (876), Alfred est sur le point d'être broyé par de nouvelles armées qui surgissent à la fois du nord-est par la vallée de la Tamise et du nord-ouest par le canal de Bristol ; mais il se raidit, repousse partout l'envahisseur et lui impose finalement, à Chippenham, une paix qui règle le sort de l'Angleterre (mai 878). Cette paix — qu'on a souvent appelée paix de Wedmore, parce qu'elle fut suivie un mois plus tard du baptême du principal chef danois, Guthrum, dans la localité de ce nom — mettait le Wessex, en même temps que la moitié occidentale du royaume de Mercie, définitivement hors de cause : au sud-ouest de la ligne marquée par le Watling Street, les

Anglo-Saxons restaient les maîtres ; mais les pays situés au nord-est étaient officiellement reconnus terre danoise.

Ils allaient le rester un quart de siècle, à ceci près qu'en 885, les conquérants durent abandonner au roi Alfred Londres et quelques-unes des régions voisines au nord-ouest de la ville, entre la Lea et l'Ouse.

IV. — LA FONDATION DU DUCHÉ DE NORMANDIE¹

Arrêtés dans leur expansion en Grande-Bretagne, les Danois cherchent ailleurs des compensations. Tandis qu'une partie d'entre eux achèvent de se fixer sur le sol anglais, on voit le gros de leurs forces reprendre sans désespérer l'assaut des territoires francs.

De 879 à 885, ce sont les pays de la Somme, de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin qui constituent leur objectif principal, et, sur tous les points de ce vaste champ d'opérations, les attaques sont menées avec une vigueur extrême. Les rivières continuent à leur servir de moyens de pénétration ; mais — principalement depuis leurs campagnes d'Angleterre — ils ont pris l'habitude d'emmener toujours des chevaux avec eux et d'exécuter de fréquents raids de cavalerie, qui leur permettent non seulement de ramasser du butin, mais aussi de reconnaître le terrain et de terroriser la population. En 879 et 880, par l'Escaut et ses affluents, la Lys et la Scarpe, ils atteignent Gand, Courtrai, Théroutanne, Tournai, Arras, Cambrai et parcourent le Brabant, la Flandre et l'Artois ; en 881, ils remontent la Somme jusqu'à Corbie et dévastent la Picardie. Battus près de l'embouchure de la Somme, à Saucourt, en Vimeu, le 3 août de cette année, par le roi de France Louis III, ils reviennent à

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête de ce chapitre et les volumes relatifs aux royaumes francs, en particulier celui de W. Vogel, cités p. 287, n. 1, voir E. Favre, *Eudes, comte de Paris et roi de France*, 882-898 (Paris 1893, in-8° ; fasc. 99 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences philologiques et historiques ») ; A. Eckel, *Charles le Simple* (Paris, 1899, in-8° ; fasc. 124 de la même « Bibliothèque ») ; H. Vander Linden, *Les Normands à Louvain*, dans la *Revue historique*, t. CXXIV (1917), p. 64-81 ; H. Prentout, *Essai sur les origines et la fondation du duché de Normandie* (Paris, 1911, in-8°), à compléter avec l'ouvrage du même auteur, *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin et son Histoire des premiers ducs normands* (Paris, 1916, in-8°) ; J. Steenstrup, *Normandiets Historie under de syø færste Hertuger* (Copenhague, 1925, in-4°, formant le fasc. 1 du tome V des « Mémoires de l'Académie royale des sciences et des lettres de Danemark », 7^e série, section des lettres), important mémoire de plus de 300 pages, en langue danoise (avec un résumé en français), sur l'histoire du duché de Normandie depuis 911 jusqu'en 1066.

la charge l'année d'après et, profitant des désordres provoqués en France par la mort inopinée (5 août 882) du jeune vainqueur de Saucourt, exécutent, de Condé sur l'Escaut, où ils ont été prendre position, une série de nouvelles attaques dans la direction du sud, jusque dans la vallée de la Somme, puis en Hainaut et de là dans les vallées de l'Oise et de l'Aisne. En 883, ils viennent hiverner à Amiens, et leurs dévastations sont telles qu'un témoin, l'impassible annaliste de Saint-Vaast d'Arras, ne peut cette fois taire son désespoir : « Les Normands ne cessaient de faire prisonnier et de tuer le peuple chrétien, de renverser les églises, de détruire les murs, de brûler les villes. Sur toutes les places, ce n'étaient que cadavres de clercs, de laïcs, nobles ou non, femmes, jeunes gens, bébés en nourrice. Il n'était point de chemin, il n'était point de lieu où le sol ne fût jonché de morts. On vivait dans la détresse et la douleur devant ce spectacle de l'anéantissement du peuple chrétien. »

Impuissant à les refouler, le roi de France Carloman achète leur départ (884). Mais ils ne vont pas loin : ils se retirent à Louvain, dans le royaume voisin, celui de l'empereur Charles le Gros, où ils se trouvent à proximité de ceux de leurs compatriotes qui, depuis quatre ans déjà, opèrent dans les vallées de la Meuse et du Rhin. Car l'ancien duché normand des Pays-Bas est redevenu entre temps un dangereux repaire, d'où chaque année sont sorties de nouvelles bandes de pirates. Ceux-ci se sont avancés progressivement jusqu'à Nimègue, où ils ont passé l'hiver 880-881, puis jusqu'à Elsloo, sur la Meuse (à une dizaine de kilomètres en aval de Maastricht); de là, ils ont rayonné sur Maastricht, Liège, la Hesbaye (entre Liège et Louvain), Aix-la-Chapelle, Cologne, Trèves. A la fin de 883, on les a vus hiverner à Duisbourg, près du confluent de la Ruhr et du Rhin, d'où les a délogés non sans peine le comte franconien Henri. Ce dernier, qui a pris enfin vigoureusement en mains la défense des contrées du Rhin et de la mer du Nord, leur fait la vie dure : il les refoule méthodiquement vers le nord-ouest, barre le passage, en 884, à une bande qui essaie de se glisser du côté de la vallée de l'Ems, se débarrasse par un assassinat de Gottfrid, le duc normand des Pays-Bas, et fait massacrer les Danois établis dans la région de Duurstede, enfin il se jette sur le camp normand de Louvain, qu'il affame (885).

Les Danois, fidèles à leurs habitudes d'opportunisme, cèdent aussitôt et, tout en se réservant de reprendre ultérieurement la tentative manquée, abandonnent les pays de la Meuse, du

Rhin et de l'Escaut, pour aller tirer parti de l'expérience qu'ils ont acquise plus au sud vingt ans auparavant, à l'embouchure de la Seine.

Alors commence la longue suite d'opérations qui ne s'achèvera qu'en 911 par leur installation définitive et officiellement reconnue sur les deux rives de la basse Seine et dans une grande partie de ce qui va devenir le duché de Normandie. Le 25 juillet 885, les Normands entrent à Rouen ; quatre mois plus tard, le 24 novembre, ils sont sous Paris, et un chroniqueur évalue leur armée à trente mille combattants. La ville résiste avec vaillance ; et l'empereur Charles le Gros — au bout d'un an — finit par les en détourner en leur payant rançon et en leur offrant la Bourgogne à piller. Mais, de fait, le bassin de la Seine dans son entier est la proie des pirates : en 886, Évreux, Compiègne, Soissons sont atteints ; l'année d'après, ils dévastent la Champagne et vont hiverner à Chessy, près de Meaux, qu'ils prennent le 14 juin 888. Arrêtés le 24 de ce mois à Montfaucon en Argonne par le nouveau roi de France Eude, on les retrouve avant la fin de l'année sur le Loing, d'où ils poussent jusqu'à Auxerre et d'où ils continuent à faire peser sur Paris une terrible menace.

Le roi Eude se décide à acheter leur départ (889) et, fidèles aux engagements qu'ils acceptent alors de prendre, ils restent sept ans sans reparaître sur la Seine — sept ans qu'ils emploient surtout à renouveler leurs tentatives précédentes dans les pays de la Somme, de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin. Mais, décidément, tout succès durable leur est maintenant interdit dans ces parages : en France, le roi Eude, en Germanie, le roi Arnulf surveillent de près les mouvements de leurs bandes et leur infligent, à l'occasion, de sévères leçons : comme à Louvain où, en octobre 891, Arnulf remporte sur eux un avantage marqué, transformé un peu vite peut-être par les chroniqueurs allemands en une victoire décisive.

La guerre civile qui a éclaté en France et qui met aux prises Charles « le Simple », le descendant de Charlemagne, et Eude, le roi élu dans un moment de détresse, fournit aux Danois l'occasion de revenir à la charge du côté de la Seine. Durant l'été 896, ils s'établissent à l'embouchure du fleuve, et désormais on ne pourra plus les en expulser. On les verra rôder jusque dans la vallée de la Loire, jusqu'en Bourgogne, en Champagne ou même en Lorraine ; on les verra sur l'Oise et sur l'Aisne ; mais ils

ne feront qu'y passer ; tandis que, sur la basse Seine, l'afflux de leurs compatriotes transforme rapidement leur occupation en une colonisation véritable. Le roi de France Charles le Simple a renoncé à empêcher l'inévitable, et la Normandie se trouve déjà en grande partie occupée quand, en 911, un traité conclu à Saint-Clair-sur-Epte entre le Carolingien et le chef scandinave Rollon vient transformer en un état de droit l'état de fait qu'à la faveur des circonstances les colons du nord ont su créer dans le pays qui porte encore leur nom.

V. — L'EXPANSION NORVÉGIENNE DU MILIEU DU IX^e SIÈCLE A LA FIN DU X^e.

Pendant que les Danois achevaient la conquête des pays de la mer du Nord et de la Manche, les Norvégiens avaient poursuivi la soumission de l'Irlande, où il leur fallait compter avec une nuée de petits chefs celtiques remuants. Installés en grand nombre dans le sud-est de l'île — à Dublin, Wexford, Waterford, Cork, Limerick —, ils n'avaient pas été longs à faire de la mer d'Irlande une mer norvégienne : dès le milieu du neuvième siècle au plus tard, l'île de Man était en leur pouvoir, et de là ils prenaient pied peu après sur la côte anglaise, à la fois en Cumberland et dans la presqu'île de Galloway.

Les îles Hébrides, les Orcades et les Shetland étaient, de leur côté, avant la fin du neuvième siècle, rattachées étroitement à la métropole. Car la Norvège, qui, jusque vers 850, avait été le plus anarchique des pays scandinaves, était enfin entrée dans la voie de l'unification et de l'ordre sous le gouvernement de l'énergique Harald Haarfager — autrement dit Harald « aux Beaux

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête du chapitre (p. 286, n. 1), voir les histoires de Norvège citées p. 287, n. 1 et, en outre, l'article de V. Gudmunson sur l'Islande au moyen âge dans le *Reallexikon der germanischen Altertumskunde* de Hoops, t. II (Strasbourg, 1913-1915, in-8°), p. 601-609 ; Knut Gjerset, *History of Iceland* (Londres [1923], in-8°) ; W. Hovgaard, *The voyages of the Norsemen to America* (New-York, 1915, in-8°), œuvre d'un marin qui discute les possibilités maritimes des navigations attribuées aux Norvégiens ; Gathorne-Hardy, *The Norse discoverers of America. The Wineland sagas translated and discussed* (Londres et Oxford, 1921, in-8°) et l'article de mise au point de W. A. Babcock, *Recent history and present status of the Wineland problem*, dans la *Geographical Review* de New-York, ann. 1921. Les problèmes relatifs à la découverte de l'Amérique par les Normands ont d'ailleurs été étudiés en de nombreuses publications de valeur inégale, que résumant K. Gjerset, dans son *Histoire d'Islande* précitée et le lieutenant-colonel Langlois, *La découverte de l'Amérique par les Normands vers l'an 1000 ; deux sagas islandaises* (Paris, 1924, in-8°).

Cheveux » — qui, décidé à faire du pouvoir royal une réalité, avait d'abord réussi à vaincre, en 872, au Hafsfiord (près de Stavanger, dans le sud-ouest de la Norvège) une coalition de seigneurs révoltés, puis s'était hardiment embarqué pour aller imposer son autorité dans les îles voisines de l'Écosse, refuge de tous les éléments de troubles et point de départ de toutes les révoltes.

Plus au nord encore, les marins de Norvège avaient déjà, à cette date, atteint les côtes islandaises et commencé à s'installer dans la grande île polaire entre 860 et 870. Vers 875, Reykiavik était fondée, et là aussi Harald Haarfager faisait reconnaître sa souveraineté.

Au dixième siècle, ce mouvement d'expansion se poursuit régulièrement. Des îles Orcades, les Norvégiens gagnent de bonne heure le nord de l'Écosse, où ils s'installent au Caithness et au Sutherland; d'Islande, ils poussent vers l'ouest et découvrent bientôt les rivages orientaux du Groenland, qu'ils contournent pour aller finalement fonder dans les vingt dernières années du dixième siècle une petite colonie vers le sud, un peu au delà du cap Farvel. Et l'on ne doute plus aujourd'hui qu'aux environs de l'an 1000 leurs vaisseaux ne soient à plusieurs reprises venus toucher la terre américaine du côté du Labrador, de Terre-Neuve et peut-être de la Nouvelle-Écosse, sans qu'ils aient cherché d'ailleurs à s'y établir ni à tirer parti de leur découverte.

VI. — L'EXPANSION DANOISE AU X^e SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XI^e. L'EMPIRE DE CNUT LE GRAND¹.

Après leur rapide poussée du neuvième siècle, les Danois avaient d'abord marqué le pas pendant la plus grande partie du siècle suivant et, en Angleterre, s'étaient même vus contraints de rétrograder devant les armées victorieuses des successeurs d'Alfred le Grand.

Jaloux les uns des autres, incapables de rien sacrifier de leurs

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête de ce chapitre (p. 286, n. 1), les livres d'histoire scandinave (notamment l'Histoire de Danemark de J. Steenstrup) cités p. 287, n. 1, et ceux d'histoire anglaise cités p. 290, n. 1, voir L. M. Larson, *Canute the Great and the rise of the danish imperialism during the viking age* (New-York et Londres, 1912, in-8°; de la collection « Heroes of the nations ») et le chapitre de Corbett, *England from A. D. 954 to the death of Edward the Confessor*, au t. III de la *Cambridge medieval history* (Cambridge, 1922, in-8°), p. 371-408, avec une bibliographie, p. 625-630.

ambitions personnelles, quels que fussent les intérêts supérieurs en jeu et, par surcroît, médiocres organisateurs, leurs chefs n'avaient dû leurs succès qu'au morcellement politique de l'Angleterre et à la faiblesse de ses petits rois. Or une transformation importante avait commencé à s'opérer en Grande-Bretagne au cours des vingt-cinq dernières années du neuvième siècle : grâce au prestige qu'avait valu à Alfred sa longue et brillante lutte contre les envahisseurs et à l'accroissement considérable de territoires qu'il avait réalisés en gardant pour lui les régions libérées du joug scandinave, la maison royale de Wessex était devenue une puissance de premier plan vers laquelle ceux que menaçait la domination danoise devaient tourner naturellement leurs regards. En fait, à la mort d'Alfred (899 ou 900), tout ce qui, en Angleterre, n'était pas celtique (Galles et Cornouailles) ni danois était déjà plus ou moins sous la coupe du roi de Wessex.

De 910 à 920, le successeur d'Alfred, son fils Édouard l'Ancien, avait repris l'offensive contre les Scandinaves et réussi à arracher à leurs rois pièce à pièce l'Est-Anglie (Norfolk, Suffolk et Essex), la Moyenne-Anglie (régions de Cambridge et Bedford) et enfin la Mercie danoise ou pays des « Cinq bourgs » (Lincoln, Nottingham, Derby, Leicester, Stamford); un peu plus tard, le fils d'Édouard, le roi Ethelstan (924-940), était parvenu à imposer son autorité ou du moins sa souveraineté dans le pays d'York et jusque dans le Northumberland, faisant ainsi à son profit de l'unité de l'Angleterre une réalité vivante, quoique encore assez fragile. Car, vaincus, démoralisés, les chefs danois restaient cependant sur place dans la plupart des régions reconquises, entourés d'une population où les éléments danois étaient souvent très nombreux et où il eût fallu beaucoup de temps et de persévérance pour effacer les conséquences multiples d'une occupation prolongée.

Néanmoins aucun soulèvement — et il y en avait eu plusieurs, dont l'un formidable, en 940, au lendemain de la mort d'Ethelstan — n'avait pu sérieusement compromettre les résultats acquis par les premiers successeurs d'Alfred. On pouvait donc croire que c'en était fini du péril normand, quand soudain, en 980, l'attaque fut reprise avec vigueur par de nouvelles bandes parties du Danemark.

Là, comme en Norvège, la royauté avait fait depuis peu des progrès importants, sous le règne d'Harald Blaatand, c'est-à-dire Harald « Dent bleue » (950-986). Le Danemark, unifié

grâce à lui, gagné à la civilisation et à la religion chrétiennes, s'était remis à chercher dans toutes les directions de nouveaux débouchés. Se heurtant du côté du sud aux forces supérieures des rois de Germanie, Harald avait envahi l'île slave de Wollin, à l'extrémité de la grande artère fluviale de l'Oder, route de commerce incomparable, dont les Scandinaves allaient largement user. Il avait aussi agrandi ses possessions au nord du Skagerrak, aux dépens de son voisin le roi de Norvège, auquel il avait imposé sa suzeraineté. Mais rien de tout cela ne suffisait à contenter les besoins impérieux d'expansion du peuple danois.

Or en Angleterre, vers 980, les circonstances étaient favorables à une nouvelle intervention. Au sortir d'une longue période de paix et de prospérité due à l'esprit politique du puissant archevêque de Canterbury, l'illustre Dunstan — dont l'Église a fait un saint —, le gouvernement s'en était allé à la dérive, entre les mains d'un enfant de dix ans, Ethelred, derrière lequel s'agitaient les adversaires de Dunstan : occasion inespérée pour la reprise d'une offensive danoise. Elle ne se fit pas attendre.

Ce ne sont d'abord, comme au début du siècle précédent, que des attaques isolées en des points divers : en 980, Chester sur la Wear (près de Durham), l'île de Thanet, à l'extrémité orientale du Kent, et Southampton, sur la côte méridionale, sont ainsi successivement visités ; deux ans après, vient le tour du Dorset et du Devon. Les envahisseurs cherchent visiblement le défaut de la cuirasse. Une dizaine d'années après ces premiers raids, les attaques s'amplifient : en 991, une armée normande débarque en Suffolk, brûle Ipswich, taille en pièces les troupes anglaises à Maldon, en Essex ; en 993, les deux rives du Humber sont dévastées ; en 994, des renforts arrivent encore du Danemark et, cette fois sous le commandement du roi Svend, fils et successeur d'Harald Blaatand, qui essaie en vain d'emporter Londres, mais se dédommage en allant piller le Sussex et le Hampshire, avant de regagner ses États.

A compter de ce moment, les provinces du sud et celles d'Est-Anglie sont particulièrement visées, et le roi Ethelred ayant, en 1002, le jour de la saint Brice (13 novembre), jugé bon de faire massacrer en bloc tous les Danois à son service, ainsi que leurs familles, et parmi eux la sœur du roi Svend, celui-ci vient conduire personnellement les opérations. En 1013, après une absence de cinq années, durant laquelle les dévastations danoises ont d'ailleurs été poursuivies presque sans répit, le roi Svend

décide enfin une attaque à fond : il se présente brusquement à l'embouchure du Humber, est acclamé comme souverain par ses compatriotes du Northumberland et du Yorkshire, remonte la vallée de la Trent, délivre du joug anglais les Danois des « Cinq Bourgs » et, poursuivant avec une étonnante rapidité sa marche vers le sud, entre à Oxford et peu après à Winchester, dans le Hampshire, occupe les provinces du sud-ouest, enfin oblique vers l'est et achève en quelques semaines la soumission de l'Angleterre, d'où le roi Ethelred, affolé, s'enfuit pour aller chercher refuge — cruelle ironie — à la cour de son beau-frère le duc de Normandie Richard le Bon.

Jamais le souverain du Danemark n'eût rêvé sans doute succès aussi foudroyant. Tout n'était pas fini cependant : car une mort subite enlevait Svend en plein triomphe le 3 février 1014, et son fils cadet Cnut, qu'il avait emmené avec lui, jugeait prudent de regagner aussitôt le Danemark pour aller régler avec son frère Harald le partage de la succession. Le roi de Wessex Ethelred, rappelé d'exil, et surtout son fils Edmond — qu'il s'était adjoint et que sa mort (1016) laissa bientôt seul face aux Danois — profitèrent de cet intermède pour essayer, non sans succès, de ressaisir une partie des territoires perdus. Mais il était trop tard pour qu'un retour définitif de fortune pût être escompté : Cnut, rentré en Angleterre après une absence de quelques mois seulement, reconquérât dès 1015 à peu près tout le sud-ouest et, l'année suivante, la Mercie, les « Cinq Bourgs », le Yorkshire et le nord, ne laissant à Edmond que la région de Londres et l'Est-Anglie; enfin, Edmond étant mort inopinément en 1017, il était reconnu roi même à Londres.

L'année suivante, son frère Harald mourait, et cette mort valait à Cnut de transformer en une réalité durable l'union des deux couronnes de Danemark et d'Angleterre. Il ne lui restait qu'à mettre la main sur la Norvège pour s'assurer sans conteste possible la maîtrise de la mer du Nord. Son règne ne devait pas s'achever sans qu'il y fût parvenu aussi. En 1028, le roi Olaf de Norvège, vaincu, était obligé de lui céder la place. Héritier de tous les droits attachés au trône de Norvège, le souverain danois devenait ainsi le chef d'un empire immense, mais d'un genre nouveau, coupé de vastes espaces maritimes, une manière d'empire colonial qui s'étendait de la Baltique aux rives lointaines du Groenland.

VII. — L'EXPANSION SUÉDOISE ET LA FONDATION DE L'ÉTAT RUSSE¹.

Moins éclatants, mais non moins notables avaient été entre temps les effets de l'expansion suédoise. Nous en saisissons mal le détail, mais nous voyons avec une netteté suffisante que les premiers commerçants « varègues » (et ce mot même, appliqué aux Suédois de Russie, n'a peut-être pas d'autre sens que celui de commerçants) ont de très bonne heure frayé la voie aux conquérants. Dès le milieu du neuvième siècle, les Suédois sont établis sur les bords du golfe de Finlande, du lac Ladoga, de la Volkhov et du lac Ilmen; et, peu après, nous constatons que la grande route commerciale qui par la Volkhov et le Dniepr relie la Baltique à la mer Noire est jalonnée de bout en bout, non seulement de comptoirs « varègues », mais de postes militaires, qui deviendront des villes et qui sont destinés à assurer la protection des flottilles marchandes contre les nomades barbares à l'affût. Ces postes sont, entre autres, ceux de Novgorod, de Smolensk, de Lioubetch, de Kiev, de Pereïaslav, et les chefs scandinaves qui en prennent le commandement réussissent rapidement à étendre assez leur champ d'action pour faire bientôt figure de chefs d'État.

Le dixième siècle débute à peine que déjà l'un de ces petits princes suédois, celui de Kiev, est hors de pair. Il le doit à la situation exceptionnelle de sa résidence, véritable clé du commerce russe, au point de rencontre des caravanes de la Caspienne, de la mer d'Azov et de la mer Noire. L'histoire a conservé les noms de ces premiers princes de Kiev, originaires de Scandinavie, Askold, Oleg, Igor. Elle nous les montre étendant peu à peu leur

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués en tête de ce chapitre (p. 286, n. 1) et les histoires de Suède citées p. 287, n. 1, voir V.-O. Kluchevsky, *A history of Russia*, traduit du russe par Hogarth, t. I, du neuvième au quinzième siècle (Londres, 1911, in-8°), une des meilleures mises au point; M. Hrusevskyj, *Geschichte des Ukrainischen (Ruthenischen) Volkes*, t. I: *Urgeschichte des Landes und Volkes; Anfänge des Kijever Staates*, traduit du russe (Leipzig, 1906, in-8°), avec d'abondantes références, mais confus; L. Niederle, *Manuel de l'antiquité slave*, t. I: *L'histoire* (Paris, 1923, in-8°); t. I de la « Collection de manuels publiés par l'Institut d'études slaves », chap. XIX, où l'on trouvera un très clair résumé de la controverse relative au véritable rôle joué par les Scandinaves dans l'histoire russe primitive. — Sur la pénétration scandinave avant l'installation des Varègues, voir T.-J. Arne, *La Suède et l'Orient; études archéologiques sur les relations de la Suède et de l'Orient pendant l'âge des Vikings* (Upsal, 1914, in-8°). Enfin la place de l'histoire des Varègues dans l'ensemble de l'histoire russe est marquée excellemment par M. Rostovtzeff, *Les origines de la Russie kiévienne*, dans la *Revue des études slaves*, t. II (1922), p. 5 à 18, et au dernier chapitre de son livre *Iranian and Greeks in South Russia* (Oxford, 1922, in-4°).

suzeraineté sur les autres seigneurs varègues des alentours et constituant, au cours du dixième siècle, une vaste principauté que les contemporains appelèrent « russe », du nom qu'ils avaient fini par substituer à celui de varègue pour désigner les Suédois fixés sur le sol de la Russie moderne.

Séparés déjà par plus de quinze cents kilomètres de la mère patrie, ces Suédois ne crurent cependant pas qu'il suffisait d'être maîtres de Kiev pour assurer l'avenir du grand commerce, dont la prospérité devait garantir, par choc en retour, celui de leur nouvelle principauté. Le débouché normal des caravanes parties du nord et cheminant par le Dniepr était la mer Noire, puis le Bosphore et Constantinople. Aussi les efforts des premiers princes de Kiev tendront-ils à s'ouvrir largement le marché byzantin ; et, pour y parvenir, ils ne reculeront devant aucun moyen. Par cinq fois, au neuvième et au dixième siècles, on les verra recourir aux armes pour imposer aux empereurs grecs des traités de commerce satisfaisants : en 860, en 907, en 941, en 944, en 971, leur flotte ira menacer Constantinople, affirmant ainsi leur volonté de maintenir libres les communications entre les lointains marchés de Scandinavie et la riche métropole du Bosphore.

VIII. — LES RÉSULTATS DES GRANDES MIGRATIONS SCANDINAVES¹.

Le dixième siècle ne marque pas la fin du mouvement d'expansion scandinave commencé deux cents ans plus tôt : on a déjà vu que les Danois n'ont achevé qu'en 1018 de mettre la main sur l'Angleterre, et l'on verra au cours du onzième siècle les descendants des Scandinaves fixés en Normandie renouer la tradition de leurs ancêtres en s'élançant, à leur tour, à la conquête du monde. Il n'en est pas moins vrai que, vers la fin du

1. OUVRAGES À CONSULTER. — Aux ouvrages cités dans les notes des paragraphes précédents ajouter principalement G. Henderson, *The Norse influence on Celtic Scotland* (Glasgow, 1910, in-8°) ; R. Locke Bremner, *The Norsemen in Alban* (Glasgow, 1923, in 8°), sur les destinées des colons scandinaves d'Écosse, des Orcades et des Hébrides ; E. Curtis, *The English and Ostmen in Ireland*, dans *l'English historical Review*, t. XXIII (1908), p. 209-219, sur le sort des établissements scandinaves en Irlande jusqu'au quatorzième siècle ; du même, *A history of medieval Ireland from 1110 to 1513* (Londres, 1923, in-8°) ; F.-M. Stenton, *Documents illustrative of the social and economic history of the Danelaw* (Londres, 1920, in-8° : t. V des « Records of the social and economic history of England and Wales » publiés sous les auspices de la British Academy), sur l'influence scandinave en Angleterre, dans l'ancien « Danelaw » ; A.-W. Moore, *History of the isle of Man* (Londres, 1900, 2 vol. in-8°).

dixième siècle ou au début du onzième, la grande migration à laquelle nous venons d'assister est achevée. Le moment est donc venu d'en mesurer les effets et de voir quels en ont été les résultats durables.

Les plus durables, à coup sûr, furent ceux que décèle encore aujourd'hui à première vue l'examen d'une carte du monde : ces annexes lointaines de la Scandinavie que sont restées les Fær-œer, l'Islande, le Groenland, témoignent que les conquêtes des Normands n'ont pas toutes été éphémères. Et, pour s'être rapidement fondue dans l'unité française, notre Normandie n'en conserve pas moins inscrite sur son sol la marque très nette de son origine première, tant les noms de localités à désinences scandinaves y sont demeurés nombreux. L'histoire de cette province au dixième et au onzième siècle nous permet, au reste, d'affirmer que le contact fut maintenu longtemps entre la colonie danoise du duché et les habitants des rives de la Baltique ; qu'on y garda longtemps aussi le souvenir et parfois le culte de la langue, des usages et des pratiques de la métropole ; et, quoique finalement noyée dans la population indigène, la population danoise du Calvados et des bords de la Seine a contribué pour une large part à donner aux Normands de France leur physionomie propre.

De l'autre côté de la Manche, les effets de l'occupation scandinave ont été plus ou moins intenses, selon que l'occupation elle-même a été plus ou moins prolongée. L'Irlande sera la première à secouer le joug et à recouvrer son indépendance politique : à la faveur des rivalités qui opposaient les uns aux autres les petits chefs norvégiens, les rois celtiques de l'île parviendront avant la fin du dixième siècle à leur arracher la majeure partie du Munster et même à les refouler sur les côtes, de Dublin à Cork. Enfoncés à la bataille sanglante de Clontarf, près de Dublin, en 1014, les Scandinaves ne se maintiendront que sur un petit nombre de points : à Dublin, à Wexford, à Waterford et à Cork ; mais nul n'arrivera à les en déloger et, lorsque les Anglais entameront la conquête de l'île dans la seconde moitié du douzième siècle, ils les y trouveront formant encore de petites colonies nettement distinctes, restées en relations suivies avec leur pays d'origine. Et, quoique ces colonies aient fini par reconnaître l'autorité suprême des rois irlandais, elles garderont pendant tout le moyen âge une demi-indépendance.

L'Angleterre proprement dite échappera au Danemark au milieu du onzième siècle, mais pour retomber aussitôt sous la

coupe des ducs de Normandie, et les traces de la colonisation danoise resteront visibles durant de longs siècles dans toutes les contrées où elle avait été particulièrement intense. La lecture du *Domesday Book*, ce vaste inventaire des biens fonciers d'Angleterre à la fin du onzième siècle, et celle des chartes privées du siècle suivant sont, à cet égard, des plus instructives : on y voit, par exemple, à quel point, dans la région des « Cinq Bourgs », les usages avaient été transformés par les Scandinaves. Ce ne sont ni les mêmes divisions territoriales ni le même régime d'exploitation ni le même système de mesures : d'un côté, on pratique le système décimal et de l'autre le système duodécimal. En outre, l'organisation de la contrée, les noms, les formes juridiques qu'on y observe au onzième siècle prouvent que la fusion entre les éléments danois et les éléments anglais ne fut pas aussi rapide qu'on a parfois été tenté de l'admettre. L'étude des noms de lieux et des dialectes confirme enfin que partout où les Danois ont été en nombre, c'est-à-dire dans le Northumberland, le Yorkshire, les comtés du centre, le Norfolk et le Suffolk, leur action a été durable et souvent profonde.

Dans l'île de Man, où abondent les monuments scandinaves, la domination norvégienne se maintiendra jusqu'en 1266, et il en sera de même aux Hébrides, que le roi Magnus acceptera à cette date seulement de céder à l'Écosse. Quant aux Orcades et aux Shetland, elles ne seront perdues par les Norvégiens qu'en 1231. Encore passeront-elles alors aussitôt sous la domination danoise, qui s'y maintiendra jusqu'en 1468 ; et la langue scandinave y restera parlée jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

C'est dire que les invasions scandinaves ne sont pas un simple épisode, mais qu'elles ont eu, quoique avec moins d'ampleur, une portée tout à fait analogue à celle des invasions germaniques aux premiers siècles du moyen âge. Leur histoire, longtemps négligée, constitue un des chapitres capitaux du passé de notre Europe moderne.

CHAPITRE VI

LA FONDATION DE L'EMPIRE BULGARE¹

Tandis que le nord-ouest de l'Europe est la proie des Scandinaves, le sud-est, lui aussi, est le théâtre d'un bouleversement ethnique et politique d'une importance capitale : le peuple bulgare que nous avons vu d'abord errer dans les plaines de la Russie du sud, puis s'avancer jusqu'au Danube et finalement atteindre les pentes méridionales des Balkans, réussit, en un siècle d'efforts, à s'assurer une situation prépondérante dans toute la région balkanique, à s'assimiler de gré ou de force les éléments slaves qui y étaient dispersés et, se slavisant lui-même ou achevant de se slaviser, à fonder un grand empire, qui finit par englober la majeure partie de la Macédoine, l'Albanie, les pays serbes, arrive jusqu'aux abords d'Andrinople et de Salonique et s'enfonce vers la Thessalie et l'Épire. La péninsule balkanique, qui depuis plusieurs siècles déjà n'avait cessé de s'emplir de Slaves, prend corps soudain, pour former un bloc bulgaro-slave, que l'histoire ne perdra plus de vue.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — L'histoire de Bulgarie de Constantin Jirecek, parue d'abord en langue tchèque (Prague, 1875, in-8°), puis traduite en allemand sous le titre : *Geschichte der Bulgaren* (Prague, 1876, in-8°), a fait époque, mais est aujourd'hui dépassée. Jirecek lui-même l'avait en partie corrigée et reprise dans sa *Geschichte der Serben*, dont deux volumes ont paru : consulter le tome I, qui va jusqu'en 1371 (Gotha, 1911, in-8°, de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert). Depuis lors a paru le tome I de la grande histoire de Bulgarie de V. Slatarski (ou Zlatarski) en langue bulgare (Sofia, 1918, in-8°) et, du même auteur, un excellent résumé en langue allemande de toute l'histoire bulgare antérieure au quinzième siècle, sous le titre *Geschichte der Bulgaren*, I : *Von der Gründung des bulgarischen Reiches bis zur Türkenzeit*, 679-1396 (Leipzig, 1918, in-12 ; fasc. 5 de la « Bulgarische Bibliothek » publiée par G. Weigand) avec une série de dix cartes permettant de suivre les transformations géographiques de l'État bulgare. — On se reportera, en outre, pour toutes les questions ethnographiques à L. Niederle, *Manuel de l'antiquité slave*, t. I : *L'histoire* (Paris, 1923, in-8° : t. I de la « Collection de manuels publiés par l'Institut d'études slaves ») et au grand ouvrage du même en langue tchèque : *Slovanské starožitnosti* (« Antiquités slaves »), dont six volumes ont paru (Prague, 1902-1921, in-8°).

I. — LA DÉCADENCE DE L'EMPIRE BYZANTIN AU DÉBUT DU IX^e SIÈCLE ET L'EXPANSION BULGARE DANS LES PAYS DANUBIENS¹.

Une transformation aussi complète resterait inexplicable si elle n'avait pas coïncidé avec une des périodes les plus sombres qu'ait jamais traversées l'empire byzantin.

En 775, l'empereur Constantin V était mort, laissant un lourd héritage à son fils Léon IV, qui n'eut pas le temps, durant son court règne de cinq années, de donner sa mesure. Dès 780, une nouvelle succession s'ouvrait, dans des conditions particulièrement critiques : la couronne impériale était placée sur la tête d'un enfant de dix ans, Constantin VI, dont la tutelle était assurée par sa mère, l'autoritaire et ambitieuse Irène, une Athénienne amie des moines et adversaire résolue de la politique suivie par le parti iconoclaste depuis un demi-siècle, ce qui devait entraîner et entraîna effectivement une violente réaction dont l'État byzantin allait sortir meurtri. La régence d'Irène, indûment prolongée bien au delà de son terme normal, ramena non seulement au pouvoir et aux honneurs ceux que le gouvernement des iconoclastes en avait systématiquement tenus éloignés, mais rouvrit presque aussitôt l'ère des luttes religieuses, l'impératrice n'ayant pas hésité à imposer en 787 le rétablissement pur et simple du culte des images. Une série de mesures maladroites, aggravant encore le mal, acheva de détruire l'équilibre politique péniblement réalisé sous les règnes précédents et rejeta l'empire dans l'anarchie. En 790, les régiments d'Asie se mutinaient, et la majeure partie de l'armée suivait le mouvement, si bien qu'Irène, tout à coup prise de peur, ne songeait plus qu'à sauver sa vie en abdiquant et en laissant le champ libre à son fils (décembre 790), mais pour travailler aussitôt dans l'ombre à lui aliéner l'esprit de ses plus chauds partisans. Au mois de juillet 797, une révolution, habilement préparée, lui permettait de ressaisir l'autorité suprême, tandis que Constantin VI, arrêté, emprisonné, aveuglé, était chassé du trône.

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités à la note précédente, consulter J.-B. Bury, *History of the later Roman Empire from Arcadius to Irene*, 395-800, 1^{re} édition (seule parue pour la période envisagée ici), t. II (Londres, 1889, in-8°) et, du même, *History of the Eastern Roman Empire from the fall of Irene to the accession of Basil I*, 802-867 (Londres, 1912, in-8°).

Cet audacieux coup de force qui, écartant cyniquement toute fiction de régence, donnait le titre d'empereur à une femme, mettait le comble au désordre de l'État. Irène se maintiendra au pouvoir pendant cinq ans ; mais son activité s'épuisera à échafauder sans cesse de nouvelles combinaisons pour retarder sa chute ; et, lorsqu'elle tombera d'une façon définitive en 802 et sera précipitée en exil par son premier ministre, Nicéphore, hissé soudain à la dignité impériale par une nouvelle révolution, l'empire se retrouvera plus faible que jamais.

Pour les Bulgares, péniblement contenus au temps où la puissance impériale était encore à peu près intacte, il y avait là un ensemble de circonstances exceptionnellement favorables, et l'on s'étonnerait qu'ils aient attendu jusqu'au début du neuvième siècle pour en tirer parti, si l'on ne savait que leurs souverains avaient eu à compter aussi durant de longues années avec de sérieuses difficultés intérieures. Mais les choses changèrent du jour où, chez eux, le pouvoir échut au terrible Kroum (802). Dès lors, dans toutes les directions, on assiste à une rapide avance des Bulgares. Vers l'ouest et le nord-ouest, ce sont les Slaves de la vallée du Timok, de la Valachie et du Banat qui se voient contraints de reconnaître leur suzeraineté et, peu après sans doute, ceux de la vallée du Körös, dans la plaine orientale de la Hongrie actuelle. Vers le sud-ouest, à partir de 808, Kroum cherche à s'ouvrir le chemin de la Macédoine ; au printemps de l'année 809, il se rend maître de la forteresse byzantine de Sardique — l'actuelle Sofia — et commence à progresser dans la haute vallée de la Strouma. L'empereur Nicéphore riposte en envahissant la Bulgarie orientale (811) et en marchant sur la résidence royale de Pliska (au nord de la ville actuelle de Choumla), qu'il réussit à prendre et piller ; mais Kroum contre-attaque aussitôt, refoule l'armée impériale vers les Balkans, la surprend à la passe de Virbitsa dans la nuit du 26 au 27 juin 811 et en fait un effroyable massacre. Nicéphore lui-même reste sur le terrain ; et le roi bulgare, après avoir fait exposer la tête du défunt au bout d'une pique, s'offre le sinistre plaisir de transformer son crâne en coupe à libations. Puis il s'ouvre la route de Thrace, enfonce à Versinicia, non loin d'Andrinople, l'armée grecque du nouvel empereur, Michel Rangabé, gendre de Nicéphore, et, se contentant provisoirement de masquer Andrinople, précipite sa marche dans la direction de Byzance où, à l'annonce des défaites subies, la révolution gronde encore une fois.

Déjà Kroum est aux portes de la ville ; déjà il se voit maître du Bosphore quand, se ressaisissant, le peuple de Constantinople remplace sur le trône impérial l'incapable Michel par l'habile général Léon l'Arménien (juillet 813), qui parvient d'emblée à rétablir la situation. La capitale est sauvée, et l'armée bulgare bat en retraite vers le nord. Mais, si Constantinople respire, les places fortes de Thrace tombent une à une. Andrinople succombe avant l'hiver ; Arcadiopolis (aujourd'hui Lule-Bourgas) est prise quelques semaines plus tard, et Kroum est en train de concentrer des troupes nouvelles dotées d'un important matériel de siège, lorsqu'il meurt soudain le 13 avril 814.

Plus que la vaillance et l'habileté de l'empereur Léon, cette mort apporta à l'Empire le salut. Car le successeur de Kroum, son fils Omourtag, ne jugeant pas possible, avant de s'être affermi sur le trône, de poursuivre une politique de conquêtes, préféra accepter, au lendemain des brillantes victoires de Thrace, les propositions de paix que l'empereur lui faisait tenir. Le traité, qui intervint en 814 ou 815, valut encore au royaume bulgare un accroissement considérable de territoires dans la direction du sud : toute la haute vallée de la Maritsa — avec la ville de Philippopoli — lui était annexée, portant ainsi d'un coup la frontière bulgare au Rhodope et au Sakar.

II. — L'ÉTABLISSEMENT DE L'HÉGÉMONIE BULGARE EN PAYS SLAVE AU MILIEU DU IX^e SIÈCLE¹.

Pendant une quinzaine d'années, les Bulgares se recueillent. Avant de procéder à d'autres conquêtes, il leur faut assimiler les éléments hétérogènes que douze ans de guerres leur ont permis d'incorporer à leur empire. Les Slaves du Timok et du Banat se montrent particulièrement rétifs et s'appuient sur les Francs, que les victoires de Charlemagne en pays avar ont

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités en tête du chapitre et l'*History of the Eastern Empire* de Bury, citée p. 311 n. 1, voir Albert Vogt, *Basile I^{er} et la civilisation byzantine à la fin du neuvième siècle* (Paris, 1908, in-8° ; thèse de doctorat) ; sur la conversion des Bulgares et la propagation du christianisme parmi les Slaves du sud, Hans von Schubert, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter* (Tübingen, 1921, in-8°), p. 510-524, avec de copieuses indications bibliographiques, et la claire mise au point de V. Jagić, *Conversion of the Slavs*, au tome IV de la *Cambridge medieval history* (Cambridge, 1923, in-8°), p. 215-229, avec une bibliographie détaillée, p. 822-825. L'ouvrage de L. Leger, *Cyrille et Méthode* (Paris, 1868, in-8° ; thèse de doctorat), est aujourd'hui très dépassé.

faits leurs voisins, pour tenter de jeter bas la tutelle bulgare. Celle-ci n'est rétablie qu'au prix d'une lutte très dure, qui occupe la fin du règne d'Omourtag et se prolonge même peut-être sous son successeur Malamir (831-836).

Mais, à l'avènement du roi Pressian (836), la progression reprend, favorisée par la désorganisation croissante de l'empire byzantin, que l'usurpateur Léon l'Arménien avait pu, en 813, sauver d'une catastrophe militaire, non pas de l'anarchie. Au contraire, en faisant derechef proscrire formellement en 815 le culte des images, il avait déchaîné une nouvelle guerre religieuse, plus âpre encore que la précédente, parce qu'elle avait tout de suite dégénéré en un conflit aigu touchant les rapports du temporel et du spirituel. Cette lutte, en exaspérant les passions, lui avait coûté la vie : assassiné le 25 décembre 820, il avait été remplacé par l'instigateur du complot, Michel II le Bègue, dont les forces s'étaient épuisées presque aussitôt à maîtriser une des plus terribles révoltes qu'on eût vues depuis longtemps : celle d'un des officiers de son palais, Thomas le Slave qui, après avoir soulevé l'Asie Mineure et s'y être assuré le concours d'une armée de 80.000 hommes, avait failli prendre Constantinople d'assaut (printemps 822).

Michel le Bègue avait été remplacé depuis 829 par son fils Théophile sur le trône des Césars lorsque Pressian prit possession du sien ; mais la position de Théophile n'était pas beaucoup plus forte que celle de son père. Tout à la lutte contre les moines et les adeptes du culte des images, obligé en même temps de tenir tête aux musulmans sur les frontières d'Asie Mineure, il apparaissait aux yeux des Bulgares — toujours bien renseignés — comme totalement incapable de réagir, surtout s'ils prenaient la précaution de n'attaquer aucune des parties vitales de l'empire. Aussi, au lieu de pousser du côté de la Thrace, Pressian se jette-t-il brusquement, vers 838, sur la région montagneuse comprise entre le Rhodope et l'Albanie et enlève-t-il d'un seul élan la haute et la moyenne vallée du Vardar, puis la région des lacs d'Okhrida et de Prespa, le cours supérieur du Drin Noir, pour se saisir enfin des abords de la Morava : presque tout le sud de la Yougoslavie actuelle était ainsi incorporé à son royaume.

Il ne put y joindre, comme il l'eût souhaité, les principautés serbes de la région du Monténégro, où il se heurta à une résistance opiniâtre ; mais il ne tarda pas à reprendre l'offensive en direction de la plaine macédonienne, obéissant déjà à ce

même désir obstiné d'atteindre la mer libre qui jettera encore ses successeurs du vingtième siècle contre tous leurs voisins des Balkans. En 847, visant cette fois la baie de Kavala, il parvint à se glisser dans la vallée supérieure de la Mesta, en contournant par l'ouest le massif du Rhodope, soumit les tribus slaves des « Smoliens » établies dans ces parages, mais se vit obligé par une contre-offensive byzantine sur la frontière bulgare de Thrace de lâcher prise avant d'avoir pu atteindre la région côtière.

Au milieu du neuvième siècle, le souverain bulgare n'a donc pu encore ni déboucher dans la plaine du sud ni faire reconnaître sa suzeraineté par tous les Slaves des Balkans. En vain Boris I^{er} qui succède en 853 à son père Pressian, essaie-t-il de réduire par la violence les Serbes du Monténégro : une seconde campagne contre eux en 854 se heurtera à un second échec ; en vain l'année suivante tente-t-il un effort semblable contre les Croates de Bosnie : pour faire de la Bulgarie le centre d'une « pan-Slavie » du sud, il devient de plus en plus évident que la force seule ne suffit point et que la Bulgarie doit d'abord prouver son aptitude à la civilisation. C'est à quoi le roi Boris va s'employer dorénavant avec une prédilection marquée.

Les Bulgares sans doute n'étaient pas restés les grossiers barbares qu'on avait connus au temps lointain où leurs hordes forçaient pour la première fois la frontière byzantine du Danube. Sous le règne de Kroum déjà, les nombreux prisonniers ramenés de Macédoine et de Thrace avaient frayé parmi eux la voie au christianisme et avaient su faire des adeptes jusque dans l'entourage immédiat du souverain ; mais la propagation de la doctrine nouvelle s'était heurtée à la tenace résistance et à l'intolérance farouche de Kroum et de ses successeurs, qui craignaient sans doute que la ruine du culte national et l'adoption de la religion chrétienne n'eussent tôt ou tard pour conséquence de placer la Bulgarie dans la sphère d'influence byzantine. C'est évidemment pour échapper à ce risque que Boris, tout en changeant d'attitude vis-à-vis du christianisme même, résolut d'accueillir de préférence dans ses États des missionnaires venus de l'empire carolingien. En 856, ceux-ci étaient à l'œuvre. Mais il était vraiment paradoxal de prétendre rattacher la Bulgarie à l'Église romaine juste au moment où l'on nourrissait le dessein de faire de Constantinople une ville bulgare. On ne pouvait douter que la condition même du succès était l'adoption du christianisme grec et des formes de civilisation auxquelles il répondait.

Aussi ne sera-t-on pas surpris de voir, après quelques années (864), Boris se rapprocher de Byzance et sceller avec Michel III — ou plutôt avec son oncle Bardas, régent de l'empire au lieu et place du jeune et incapable fils de l'empereur Théophile, — un véritable pacte d'union portant reconnaissance du *statu quo* territorial de la Bulgarie, agrandie de toutes les conquêtes opérées sous Pressian, avec cette contre-partie : ralliement du souverain bulgare et de ses sujets à la religion prêchée par les missionnaires byzantins.

L'application de ce pacte devait soulever bien des difficultés, tant de la part des sujets de Boris, peu disposés à sacrifier le culte et les traditions de leurs ancêtres, que de la part de Byzance, qui — comme il était à prévoir — cherchait par le moyen de la religion à établir son protectorat sur la Bulgarie et se refusait, par suite, catégoriquement à laisser s'y fonder une organisation ecclésiastique autonome. Cette question de l'autonomie du clergé bulgare faillit même rejeter un moment les nouveaux convertis dans les bras de l'Église romaine ; mais finalement, en 870, l'entente s'établit sur les bases suivantes : le clergé bulgare serait, dans son ensemble, subordonné non pas à un patriarche spécial, comme Boris l'eût voulu, mais à un archevêque qui, sans cesser de reconnaître, pour la forme, l'autorité suprême du patriarche de Constantinople, n'en resterait pas moins libre de ses mouvements. Compromis habile, qui sauvegardait le droit et donnait en fait aux Bulgares ce à quoi ils tenaient par-dessus toute chose : une Église *nationale*. En outre, pour mieux affirmer ce caractère d'Église nationale et permettre au peuple de s'initier plus facilement à la religion nouvelle, le slave devenait peu après la langue officielle du clergé bulgare, ce qui revenait à dire que le peuple bulgare consentait bien à recevoir de Byzance les moyens d'accéder à la civilisation, mais qu'il entendait faire à lui seul fructifier ce legs précieux, comme bon lui semblerait.

C'est pourquoi cette conversion de la Bulgarie au christianisme est un événement capital dans l'histoire bulgare, et l'on pourrait ajouter : dans l'histoire slave ; car, moins que jamais, les deux histoires doivent être séparées. La langue slave devient définitivement la langue officielle des Bulgares ; leur christianisme est moins le christianisme grec que le christianisme slave, que précisément à cette époque les deux illustres missionnaires byzantins, Cyrille et Méthode, originaires de Salonique, viennent de fonder en Moravie, où ils ont doté les Slaves d'un alpha-

bet et traduit ensuite dans leur langue les saintes Écritures. Refluant de Moravie, où ils ne peuvent se maintenir, les disciples de Cyrille et de Méthode viendront peupler l'Église bulgare et achèveront de faire de la Bulgarie la grande propagatrice de la foi nouvelle en même temps que le centre du monde slave.

III. — LA GRANDE BULGARIE AU TEMPS DU TSAR SIMÉON (893-927)¹.

L'ambition bulgare n'était point satisfaite encore : il restait dans les Balkans plusieurs groupes slaves à réduire ; la mer libre n'avait pas été atteinte ; enfin une nouvelle révolution, survenue à Byzance au mois de septembre 867 et qui avait, sur le trône des Césars, substitué à Michel III, dans la personne de son meurtrier Basile I^{er}, un ancien paysan macédonien, qu'on avait connu en Bulgarie comme prisonnier de guerre au temps de sa jeunesse, n'était peut-être pas sans aviver les secrets désirs des princes bulgares de ceindre un jour eux-mêmes la couronne impériale. Il devait appartenir à Siméon, le second fils du grand Boris, de tenter, pour réaliser ces desseins, un effort suprême.

Boris, en effet, aussitôt la conversion et la slavisation en masse de son peuple assurées, s'était, après trente-six ans d'un règne bien rempli, retiré dans un monastère afin d'y faire son salut (889). Il n'en était sorti qu'une fois, pour accomplir un geste que la légende a magnifié comme l'exploit d'un saint (car l'Église bulgare a rangé Boris au nombre des bienheureux) : son fils aîné Vladimir, à qui d'abord il avait transmis le pouvoir, en ayant abusé au profit des derniers partisans du paganisme, il avait tranquillement dégainé sa vieille épée, était parti la planter dans les yeux de ce fils indigne et, après avoir jeté le pauvre aveugle en prison et lui avoir substitué Siméon sur le trône (893), avait regagné pour toujours son asile de prière et

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités en tête du chapitre (p. 310, n. 1) et celui de Vogt cité à la note précédente, on ne consultera pas sans profit encore aujourd'hui le livre déjà ancien d'Alfred Rambaud, *L'empire grec au dixième siècle : Constantin Porphyrogénète* (Paris, 1870, in-8°), qui a marqué une date dans l'histoire des études byzantines et n'a pas été remplacé. Du même, *Hellènes et Bulgares ; la guerre des races au dixième siècle* dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 sept. 1900, reproduit dans A. Rambaud, *Études sur l'histoire byzantine* (Paris, 1912, in-12), p. 257-317. Voir aussi Vasiliev, *Lehtsii po istorii Vizantii*, t. I (Petrograd, 1917, in-8°), leçons d'histoire byzantine jusqu'en 1081, en langue russe.

La fondation de l'empire bulgare

de recueillement, où la mort viendra le prendre, pieux et la conscience pure, le 2 mai 907.

Le rude procédé du vieux roi bulgare avait tracé à Siméon sa voie : une voie toute droite, qui ne connaissait aucun obstacle dès le moment où l'avenir de la nation était en jeu. Et c'est ce qui fait que le jeune souverain, qui n'avait pas trente ans lors de son avènement, mais qui, destiné peut-être à l'état ecclésiastique par son père, se sentait plus volontiers attiré vers l'étude et le culte de la science, n'ait pas hésité cependant à poursuivre avec la dernière énergie l'œuvre militaire de ses ancêtres.

En pays slave, il réussit enfin à briser la résistance que les Serbes avaient jusqu'alors opposée à la pénétration bulgare : de Belgrade au lac de Scutari, leurs tribus durent, de gré ou de force, reconnaître sa suzeraineté, qu'il imposa aussi, vers le sud, aux habitants de la Macédoine occidentale et de l'Albanie méridionale, laissant tout juste aux Impériaux en bordure de l'Adriatique la possession de Durazzo et de la zone voisine.

Puissance formidable, qui menaçait constamment de submerger les dernières possessions byzantines de Macédoine et de Thrace. Le malheureux empereur Léon VI, qui avait succédé en 886 à son père (ou père putatif) Basile I^{er}, s'ingénia à éloigner la catastrophe que tout le monde sentait imminente, d'abord en faisant envahir la Bulgarie (895) par les hordes hongroises, que nous retrouverons au prochain chapitre, puis en acceptant précipitamment de payer un tribut annuel, en 896, à un moment où les troupes de Siméon, ayant déjà atteint Baba-Eski, soixante kilomètres au sud-est d'Andrinople, semblaient à la veille de se ruier sur Constantinople. Mais, à cette époque, c'était du côté des Slaves occidentaux et non du côté de la Thrace que Siméon faisait porter le gros de ses efforts.

Il n'en fut plus de même quand, l'empereur Léon VI étant mort en 913, ne laissant pour héritier qu'un enfant de sept ans, le petit Constantin VII « Porphyrogénète », l'empire se trouva une fois de plus disputé entre les factions. Siméon crut l'heure propice à une intervention et, lui dont le père avait pu craindre encore l'ingérence byzantine dans ses États, il voulut s'imposer là-bas comme médiateur ou comme maître. A l'annonce du décès de Léon VI, il se porta aussitôt, à marche forcée, jusque sous les murs de Constantinople et ne consentit à rebrousser chemin qu'après avoir obtenu la promesse que le jeune empereur deviendrait son gendre (913). Il revint à la charge

les années suivantes pour imposer le respect de l'engagement pris. En 917, il fit un pas de plus et s'enhardit jusqu'à réclamer pour lui-même la couronne impériale. Puis, comme le commandant en chef de la flotte byzantine, Romain Lécapène, était parvenu entre temps à s'emparer de la personne de Constantin VII et à lui donner sa propre fille pour épouse, Siméon lança ses armées sur la Grèce et sur la Thrace. En 921, Andrinople était prise ; et Constantinople, grâce à une action concertée des Bulgares et des musulmans, qui devaient fournir l'appoint de leur flotte, semblait devoir succomber avant peu, quand Romain Lécapène, devenu régent, força Siméon à lâcher prise en provoquant contre lui un vaste soulèvement des Slaves, et surtout des Serbes, de ses États (923).

L'occasion perdue ne devait plus se retrouver : car Siméon mourut le 27 mai 927, avant d'avoir pu reprendre l'offensive en Thrace. Mais il avait assez vécu pour ramener les Slaves dans l'obéissance ; et la paix que son fils Pierre conclura au mois d'octobre suivant avec Romain Lécapène enregistra, à défaut de gains nouveaux, les résultats des formidables progrès réalisés au cours des trente dernières années. Ces progrès, si considérables qu'ils soient, peuvent être ici rappelés en peu de mots : la Bulgarie tient désormais tout le nord de la péninsule balkanique, à l'exception de la plaine d'Andrinople, qui n'a pu être conservée après la retraite de 923, et des plaines côtières comprises entre la Thrace et le mont Olympe. C'est, jusqu'aux abords de la plaine de Macédoine, à peu de chose près la frontière bulgare d'aujourd'hui. Au sud, la Bulgarie atteint la chaîne du Pinde, touche à l'Adriatique de part et d'autre de la baie de Valona, englobe entièrement la haute Macédoine, avec les lacs d'Okhrida et de Prespa et, vers l'ouest, la vallée du Drin, le Monténégro, la Bosnie orientale ainsi que toute la Serbie. Le souverain de cette « grande Bulgarie », à laquelle il ne manque guère, pour être complète, que la Thrace méridionale, Salonique et Durazzo, se voit reconnaître, aux termes du traité, le titre de « tsar », c'est-à-dire César, qui fait de lui l'égal du souverain de Constantinople, au lieu et place du vieux titre asiatique de « khan », que les princes bulgares avaient porté jusqu'au temps de Boris ; et le chef du clergé bulgare est promu au rang de « patriarche », ce qui l'égale, à son tour, au chef du clergé byzantin.

La date de 927 marque le point culminant de la puissance bulgare. Plus jamais au cours des siècles elle ne retrouvera d'occasion aussi favorable de réaliser à son profit l'union de tous les

La fondation de l'empire bulgare

Slaves balkaniques. La civilisation, qui aura trop rapidement peut-être fait irruption à la cour du nouveau « tsar », produira son effet dissolvant sur un peuple encore barbare la veille et diminuera sa force offensive. Les Serbes, jusqu'alors divisés par d'irréductibles rivalités de tribu à tribu, finiront par s'unir et secoueront le joug. Enfin l'empire byzantin, se redressant soudain dans un sursaut d'énergie, parviendra à desserrer l'étreinte sous laquelle il paraissait à la veille d'étouffer au temps de Siméon. Mais un point est acquis : le peuple bulgare, tel qu'il résulte désormais de la fusion des éléments asiatiques et slaves qui ont présidé à sa formation, restera définitivement, en dépit des retours de fortune, un facteur essentiel de l'histoire politique de l'Europe orientale.

A plus d'un égard, on peut dire que la « question d'Orient » était déjà posée.

CHAPITRE VII

L'ÉTABLISSEMENT DES HONGROIS¹

La rapide progression des Bulgares dans la péninsule balkanique au temps du tsar Siméon avait eu, au nord du Danube, des conséquences funestes pour la cause slave. Au milieu du neuvième siècle, du Pruth à la Theiss, les Slaves semblent encore l'élément dominant ; un demi-siècle après, il n'est plus question d'eux : ils ont été comme submergés sous l'afflux de nouveaux peuples, venus des extrémités orientales de la grande plaine russe et qui, après avoir ainsi coupé les Slaves du sud, ou Yougo-Slaves, des Slaves de l'ouest et du nord, vont s'installer, à leur tour, en bordure de l'État bulgare. Le plus important d'entre eux, au moins comme facteur politique, fut incontestablement le peuple hongrois. A la différence d'autres hordes d'Asie qui réussirent, comme eux, à se frayer un chemin jusqu'aux régions danubiennes, mais ne se signalèrent que par leurs ravages, sans jamais fonder aucune domination stable, les Hongrois surent, après une période relativement brève d'agitations et d'efforts violents pour atteindre les riches contrées d'Allemagne, d'Italie et de France, se fixer si bien dans la plaine de la Theiss et du moyen Danube qu'ils y sont encore aujourd'hui.

Quelque confuse que demeure l'histoire de leurs débuts, il est donc essentiel d'en dégager ici les grandes lignes.

1. **OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER.** — La seule histoire des Hongrois en langue française qui vaille d'être citée est celle d'Édouard Sayous, *Histoire générale des Hongrois* (Paris, 1876, 2 vol. in-8° : 2^e éd., Paris-Budapest, 1900, un vol. in-8°), aujourd'hui bien vieillie, au moins pour la période étudiée ici. En langue hongroise on peut citer *A Magyar nemzet története* publié sous la direction de A. Szilagyi (Budapest, 1895, in-8°), histoire de la nation magyare où la partie relative aux origines a été rédigée par H. Marczali, G. Pauler, *A Magyar nemzet története Szent Istvanig* (Budapest, 1900, in-8°) et *A Magyar nemzet története az Arpadhaz királyok alatt*, t. I (Budapest, 1899, in-8°), qui sont l'un une histoire des Magyars jusqu'à saint Étienne et l'autre la suite de cette histoire sous la dynastie dite arpadienne. On peut citer aussi l'*Histoire de Hongrie* de E. Csuday, qui a été traduite en allemand sous le titre *Geschichte Ungarns*, 2^e éd. (Berlin, 1899, in-8°) et, pour les débuts de la dynastie arpadienne fondée par saint Étienne, D. Csanski, *Arpad und die Arpaden* (Budapest, 1908, in-8°).

I. — L'ARRIVÉE DES HONGROIS¹.

L'histoire des Hongrois avant leur entrée en Europe nous échappe entièrement. Seuls l'étude attentive de leur langue et les renseignements précis dont nous disposons touchant leur aspect, leurs mœurs et leur organisation au temps où on les rencontre pour la première fois mêlés à la vie des peuples de la Russie méridionale nous permettent d'affirmer que leur premier habitat doit être cherché du côté de l'Asie centrale. Ce sont, à n'en pas douter, de véritables Asiatiques que ces petits hommes au teint terreux, aux yeux mal fendus, à la tête rasée, infatigables cavaliers — « qu'on croirait nés avec leurs chevaux » — pillards et féroces, que nous dépeignent les chroniqueurs byzantins à l'époque où ils s'abattent sur l'Europe en suivant les mêmes voies que jadis ces terribles Huns auxquels les Occidentaux les comparent d'instinct.

Habitué à la vie nomade des steppes asiatiques, ils forment sept hordes, dont les chefs se groupent dans les cas graves, mais qui, communément, opèrent chacun pour son compte. Aux ressources qu'ils tirent de l'élève du bétail et au produit de la chasse et de la pêche, ils joignent celui des razzias, qui les mènent souvent très loin de leur campement, au galop de leurs chevaux robustes et rapides. Au cours de ces expéditions,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux indiqués à la note précédente, voir :

1^o Sur l'origine des Hongrois, le livre capital, mais de lecture difficile et fondé sur la linguistique, de J. Marquart, *Osteuropäische und ostasiatische Streifzüge. Ethnologische und historisch-topographische Studien zur Geschichte des 9. und 10. Jahrhunderts*, 840-940 (Leipzig, 1903, in-8°) ; Szinnyi, *Die Herkunft der Ungarn*, 2^e éd. (Berlin, 1924, une brochure in-8°) ; E. Zichy, *A magyarság őstörténete és műveltsége a honfoglalásig* (histoire, en langue hongroise, des Hongrois et de leur civilisation primitive avant leur arrivée en Hongrie), formant le fascicule I, 5, du manuel de linguistique hongroise paru sous le titre : *Magyar Nyelv tudomány Kézikönyve* (Budapest, 1923, in-8°, publication de l'« Académie des sciences de Hongrie ») et dont un résumé partiel a paru dans la *Revue des études hongroises et finno-ougriennes*, t. I (1923), p. 5 à 14, sous le titre : *L'origine du peuple hongrois*. La thèse aventureuse du comte Zichy a été réfutée par A. Sauvageot, dans la même revue, ann. 1925, p. 106-116. Dans la même livraison de cette revue on trouvera une mise au point d'ensemble de M. B. Homan ;

2^o Sur les dévastations des Hongrois en Europe, R. Lüttich, *Ungarnzüge in Europa im 10. Jahrhundert* (Berlin, 1910, in-8° ; fasc. 84 des « Historische Studien » publiés par Ebering), consciencieuse mise au point. Le travail de L. Dussieux, *Essai sur les invasions des Hongrois en Europe et particulièrement en France* (Paris, 1839, in-8° ; 2^e éd., 1879) est aujourd'hui périmé ;

3^o Sur les Moraves, voir B. Bretholz, *Geschichte Böhmens und Mährens bis zum Aussterben der Premysliden*, 1306 (Munich et Leipzig, 1912, in-8°), très minutieux ; N. Novotny, *Ceske dejiny*, t. I (Prague, 1910, in-8°) ; et sur les Slaves de Hongrie en général, L. Niederle, *Manuel de l'antiquité slave*, t. I : *L'histoire* (Paris, 1923, in-8° ; t. I de la « Collection de manuels publiés par l'Institut d'études slaves »).

ils sont soumis à une discipline de fer. Les chroniqueurs racontent que le chef se sert au besoin du fouet pour se faire obéir. Arrivés à proximité de l'ennemi, ils l'écrasent sous une pluie de flèches avant de se jeter à l'assaut et, en cas d'alerte, se replient avec une merveilleuse agilité. Leur sauvagerie est extrême : on prétend que, comme les Huns de jadis, ils mangent la viande sans la faire cuire et qu'ils boivent le sang de leurs ennemis.

Tel est le peuple qu'on voit soudain surgir, dans le premier tiers du neuvième siècle, à l'est de la mer d'Azov. Il se donne à lui-même le nom de « Magyar » ; mais, dès qu'il arrivera au contact des Slaves et des Occidentaux, on lui donnera celui de « Hongrois » qu'on lui a depuis laissé.

Quelle cause le faisait fuir l'Asie ? Il est permis de penser que les grands bouleversements ethniques dont le Turkestan et les régions voisines furent le théâtre au huitième siècle, après les conquêtes arabes de Bactriane et de Sogdiane, n'avaient pas été sans influence sur son exode. Toujours est-il qu'il eut quelque peine à se frayer un chemin vers l'ouest. La zone comprise entre la Caspienne et le Don était entièrement occupée par d'autres tribus asiatiques qui l'avaient précédé dès la première moitié du septième siècle dans les steppes russes : les tribus des Khazars, devenues une riche et puissante nation de commerçants, établie aux alentours de la basse Volga. En majeure partie convertie au judaïsme, sous l'influence des anciennes colonies juives du Bosphore cimmérien (au nord de la mer d'Azov), gagnée ainsi à la civilisation, d'ailleurs tolérante et accueillante, comme il sied à une nation vivant de commerce, elle n'en était pas moins restée assez forte militairement pour s'opposer à la progression des nouveaux arrivants.

Ceux-ci réussirent pourtant à atteindre la mer d'Azov. En 833, les Khazars, pour les tenir en respect, étaient obligés de se fortifier sur le cours inférieur du Don, que la cavalerie hongroise avait déjà largement dépassé deux ou trois ans plus tard. Vers 860, le gros du peuple semble momentanément fixé entre le Don et le Dniepr. Mais il n'y peut demeurer longtemps ; car déjà d'autres hordes venues des steppes de l'Asie centrale, celles des Petchénègues (qui se rattachaient à la grande famille des Turcs), progressant derrière eux, et refoulés vers l'ouest par les Khazars, les bousculent et les obligent à chercher au delà du Dniepr un autre point de stationnement. On les trouve peu après entre le Dniepr et le Dniestr, d'où ils commencent,

L'établissement des Hongrois

en 862, à tenter des raids jusqu'en Germanie, en longeant le versant septentrional des Carpathes: Bientôt leurs cavaliers rayonnent jusqu'à la haute Vistule et jusqu'au bas Danube, semant partout l'épouvante, harcelant les caravanes de marchands et cherchant à les dévaliser, interrompant à tout moment le trafic du Dniepr, la grande route commerciale des Varègues¹.

Dans les quinze ou vingt dernières années du neuvième siècle, une nouvelle étape est franchie : sous la poussée de plus en plus violente des Petchénègues, les Hongrois finissent par être rejetés au delà du Boug et même du Dniestr, vers la Bessarabie, la Moldavie, la Valachie. Et, à partir de ce moment, les Slaves sont leurs principales victimes. Ils les disloquent, les refoulent au sud du Danube ou vers le nord de la Galicie. En 895, les bandes hongroises traversent même le Danube et dévastent la Bulgarie.

Mais les Petchénègues les talonnent. Cette même année 895, ou l'année suivante, il leur faut en hâte évacuer la Bessarabie et la Moldavie pour échapper à leurs coups ; et c'est alors qu'avec femmes, enfants et bagages, on les voit franchir les Carpathes et les Alpes de Transylvanie pour déboucher dans la grande plaine centrale de la Theiss et du Danube, où ils pourront respirer librement.

Cette plaine était, en effet, à la merci du premier occupant. Depuis la chute des Avars, qui n'avaient laissé derrière eux que des ruines, les Slaves s'y étaient répandus, mais sans parvenir à y fonder un État. Ceux du sud-est avaient en majorité suivi les Bulgares dans leur progression vers la Thrace et la Macédoine ; ceux de l'ouest — les Slovènes de la rive droite du Danube, les Slovaques, les Moraves et les Tchèques de la rive gauche — manquaient de cohésion et ne se débattaient pas sans peine contre les empiètements de l'Allemagne.

Parmi ces Slaves de l'ouest, les Moraves s'étaient cependant assurés dans la seconde moitié du neuvième siècle une situation nettement prépondérante. Leur prince Rostislav (846-870), fondateur d'une « grande Moravie », qui englobait ou voulait englober tous les territoires slaves de l'ouest entre les monts de Bohême et la Drave, avait même tenté, pour éviter l'infiltration allemande, de faire reprendre par des missionnaires byzantins l'œuvre de conversion de son peuple au christianisme, commencée par des missionnaires venus d'Occident : il obéissait

1. Dont il a été question p. 306.

ainsi à une pensée analogue, quoique opposée par ses résultats, à celle qui, six ou sept ans plus tôt, avait amené le tsar Boris de Bulgarie¹ à s'adresser aux missionnaires occidentaux pour éviter l'infiltration byzantine. Et l'initiative du prince morave avait été l'occasion, en 861 ou 862, de l'envoi par l'empereur Michel III des deux fameux apôtres Cyrille et Méthode, dont nous avons déjà rappelé sommairement le rôle². Mais s'ils dotèrent les sujets de Rostislav d'un alphabet et des premiers éléments d'une littérature nationale, les deux apôtres ne purent réaliser ce miracle d'insuffler aux Slaves de Moravie un esprit d'union et de discipline suffisant pour leur permettre de résister avec succès aux assauts des ennemis qui allaient les presser de toute part.

Divisée en factions jalouses les unes des autres, la grande Moravie avait déjà été en partie disloquée par l'Allemagne quand, tout au début du dixième siècle, les Hongrois, après avoir envahi la vallée de la Theiss, s'avancèrent jusqu'en Pannonie et lui donnèrent le coup de grâce (906).

II. — LES INCURSIONS HONGROISES DANS L'EUROPE OCCIDENTALE DURANT LE PREMIER QUART DU X^e SIÈCLE³.

On aurait pu se bercer de l'illusion qu'une fois maîtres d'une plaine qui est aujourd'hui l'une des plus fertiles d'Europe, les Hongrois se tiendraient tranquilles. Mais c'eût été oublier qu'ils n'étaient à aucun degré un peuple d'agriculteurs, et qu'habitué

1. Voir le chapitre précédent, p. 315.

2. Voir ci-dessus, p. 316.

3. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Le travail fondamental est celui de Lüttich, cité p. 322, n. 1. Il faut y joindre les histoires des divers pays parcourus par les Hongrois :

1^o pour l'Allemagne : E. Dümmler, *Geschichte des ostfränkischen Reiches* (citée ci-dessus, p. 275, n. 1), t. III : *Die letzten Karolinger* ; Konrad I (Leipzig, 1888, in-8°) ; M. Manitius, *Deutsche Geschichte unter den sächsischen und salischen Kaisern*, 911-1125 (Stuttgart, 1889, in-8°, de la « Bibliothek deutscher Geschichte » publiée sous la direction de H. von Zwiédineck-Südenhorst, terne et peu suggestif ; M. Doerbel, *Entwicklungsgeschichte Bayerns*, t. I, 3^e éd. (Munich, 1916, in-8°) ;

2^o Pour l'Italie : L. M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. III, 2^e partie : *Die Anarchie* (Gotha, 1911, in-8° ; de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Hagen et Ukert) ;

3^o Pour les royaumes de Lorraine, Provence et Bourgogne : R. Parisot, *Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens* (Paris, 1899, in-8° ; thèse de doctorat) ; R. Poupardin, *Le royaume de Provence sous les Carolingiens*, 855-933 (Paris, 1901, in-8° ; fasc. 131 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences philologiques et historiques ») ; du même, *Le royaume de Bourgogne* (888-1038) ; *étude sur les origines du royaume d'Arles* (Paris, 1907, in-8° ; fasc. 163 de la même « Bibliothèque ») ;

4^o Pour le royaume de France : Ph. Lauer, *Robert I^{er} et Raoul de Bourgogne, rois de France*, 923-936 (Paris, 1910, in-8° ; fasc. 188 de la même « Bibliothèque »).

à vivre de pillage, il leur était difficile de résister à l'attrait de courses fructueuses à travers les riches contrées d'Occident, aux portes desquelles ils étaient maintenant parvenus. Toujours est-il qu'avant même que la ruine de la puissance morave ne soit consommée, on les voit déjà s'élancer sur les routes d'Italie et d'Allemagne.

Dès l'été 899, ils font un premier raid en Vénétie et dans la vallée du Pô, où ils tombent en pleine anarchie. Depuis la déposition et la mort de l'empereur Charles le Gros (887-888), c'était là-bas à qui serait roi d'Italie, à qui recevrait le diadème impérial. Le successeur de Charles le Gros sur le trône d'Allemagne, son neveu Arnulf, était bien venu jusqu'à Rome disputer le pouvoir aux deux prétendants italiens qui étaient sur les rangs : Gui de Spolète et Lambert de Frioul ; il avait même réussi à se faire successivement reconnaître roi d'Italie (en 894), puis empereur (en 896), mais non à faire cesser les divisions. Au reste, il avait depuis trois ans regagné l'Allemagne, malade, incapable désormais, bien qu'il n'eût guère plus de quarante-cinq ans, d'agir avec la vigueur et la décision qu'on lui avait connues naguère, quand il s'agissait de combattre les Normands. Le champ était donc libre devant les envahisseurs hongrois, et ils purent s'en donner à cœur joie l'espace d'une année entière, ou peu s'en faut. La plaine de Lombardie et la Vénétie furent mises à sac. Après quoi, en juillet 900, ils rentrèrent chez eux, chargés de butin, pour repartir au mois de septembre dans la direction du nord, afin de profiter du désarroi créé en Allemagne par la mort d'Arnulf, qui venait de disparaître au mois de décembre précédent sans laisser d'autre héritier qu'un fils de six ans, le petit Louis « l'Enfant ».

La Bavière fut horriblement piétinée ; puis la Saxe fut atteinte (juin 906). En 907, une contre-attaque en pays morave n'aboutit qu'à une sanglante et retentissante défaite, qui coûta la vie au margrave Luitpold, commandant des marches de la frontière bavaroise, à trois évêques, à plusieurs comtes, à toute une partie de l'armée allemande. Il fallut reporter très en arrière, jusque sur l'Enns, les troupes chargées, dans les marches d'Autriche et de Carinthie, d'assurer la protection avancée du territoire germanique.

Dès lors les incursions hongroises en Allemagne vont se multipliant et s'amplifiant. En 908, la Thuringe et la Saxe ; en 909, la Bavière et la Souabe sont dévastées. On ne cherche même plus, en général, à arrêter l'ennemi. Dès qu'il est signalé, on fait le

vide, on s'enferme dans des lieux fortifiés et l'on attend. Cependant en 909, un audacieux, le jeune duc de Bavière, Arnulf, fils de ce margrave Luitpold tombé en 907 au cours de la lutte contre les Hongrois, ose essayer de couper la retraite aux bandes qui reviennent de Souabe chargées de butin et les culbute sur les bords de l'Inn (30 juillet). Ce succès donne confiance : l'année suivante, le roi Louis — qui commençait à n'être plus tout à fait « Louis l'Enfant », ayant atteint sa dix-septième année, — se résout, d'accord avec ses conseillers, à tenter un effort décisif. Une grande armée de Souabes, de Franconiens, de Bavaois doit enfin, espère-t-on, parvenir à intimider l'ennemi. Mais les Hongrois n'en pénètrent pas moins à nouveau jusqu'en Souabe, battent, le 12 juin, les contingents de ce pays, puis déciment le reste de la grande armée dix jours plus tard sur les confins de la Franconie et de la Bavière.

Les Hongrois sont maîtres de la situation : l'Allemagne est traversée de bout en bout par leurs bandes dévastatrices en 911, 912, 913. On en voit sur l'Isar, au cœur de la Bavière ; on en voit en Thuringe, en Franconie, en Souabe ; on en voit sur les bords du Rhin, qu'ils franchissent même en 913 pour aller saccager la Lorraine.

Leurs bandes, chemin faisant, se renforcent d'éléments nouveaux. En 915, les Tchèques se joignent à eux sous le commandement de leur duc Boleslav, franchissent avec eux les Fichtelgebirge et les accompagnent dans leur course à travers la Thuringe, la Souabe et la Saxe. Mais généralement les Hongrois suffisent à la tâche, et il n'est plus guère de région d'Allemagne qui soit épargnée : en 917, ils atteignent Bâle, qu'ils pillent, et passent de là en Alsace puis en Lorraine ; en 918, ils descendent la vallée de la Weser jusqu'à Brême, qu'ils brûlent après l'avoir mise à sac ; en 919, ils traversent la Westphalie, pour déboucher une troisième fois en Lorraine.

Leur champ d'action s'élargit sans cesse de terrifiante façon : en 921, ils paraissent devant Brescia ; en février 922, ils vont jusqu'en Pouille ; en 924, ils sèment l'épouvante en Saxe, puis descendent en Italie, dans le royaume de Bourgogne, en Languedoc : ils traversent la Vénétie en trombe, prennent Pavie le 12 mars, y incendient « quarante-quatre églises », atteignent le Piémont, passent les Alpes, parcourent la vallée de l'Isère, franchissent le Rhône, paraissent soudain devant Nîmes, mettent le Languedoc oriental à feu et à sang. Deux ans plus tard (926), c'est le tour de la Bavière, de la Souabe, de la Franconie,

de l'Alsace, de la Lorraine ; Verdun est brûlé ; la région des Ardennes désolée, tandis qu'au sud d'autres bandes se jettent en haute Italie, passent l'Apennin, saccagent la Toscane et menacent Rome.

III. — LES DERNIÈRES INCURSIONS HONGROISES ET LA BATAILLE DU LECH¹.

Nul, pas plus au nord qu'au midi, ne semblait en état d'enrayer le mal. En Italie, on continuait à se disputer et à s'entre-tuer sous les yeux mêmes de l'envahisseur et parfois avec sa complicité, sans parvenir à se mettre d'accord sur le choix d'un souverain. Les uns tenaient pour Bérenger de Frioul, les autres se ralliaient tour à tour au carolingien Louis, roi de Provence², au duc provençal Hugue, au roi de Bourgogne Rodolfe II ; bien entendu, le désordre était à son comble. En France la situation n'était guère meilleure : depuis la déchéance de Charles le Gros, en 887, la lutte était ouverte entre partisans et adversaires des Carolingiens ; le roi Charles le Simple, petit-fils de Charles le Chauve, était tout entier absorbé par la nécessité de défendre son trône contre les membres de la famille de Robert le Fort, marquis de Neustrie au temps de son grand-père. En Allemagne enfin, l'émiettement de l'État s'était poursuivi et aggravé considérablement durant le premier quart du dixième siècle. Dans l'impossibilité de trouver un Carolingien, même illégitime, on avait dû, à la mort de Louis l'Enfant (911), conférer la couronne royale à un simple duc, celui de Franconie, Conrad, qui n'avait pu ni se faire obéir ni empêcher les pro-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les livres cités en tête des deux paragraphes précédents voir G. Waitz, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter König Heinrich I* (Berlin, 1863, in-8° ; 3^e éd., Leipzig, 1885, dans la collection des « *Jahrbücher der deutschen Geschichte* » publiés par l'Académie de Munich) ; R. Köpke et E. Dümmler, *Kaiser Otto der Grosse* (Leipzig, 1876, in-8°, dans la même collection) ; H. Delbrück, *Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte*, t. III (Berlin, 1907, in-8°), où un chapitre entier est réservé à la bataille du Lech. Sur cette bataille il a été publié un très grand nombre de dissertations, relevées en partie dans Dahlmann-Waitz, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*, 8^e éd. (Leipzig, 1912, in-8°), p. 334, n° 4816. Parmi les plus notables, citons H. Bresslau, *Die Schlacht auf dem Lechfelde*, dans la *Historische Zeitschrift*, t. XCVII (1906), p. 137-151, avec un supplément au t. XCVIII (1907), p. 471-472, et D. Schäfer, *Die Ungarnschlacht von 955*, dans la même revue, t. XCVII (1906), p. 538-551.

2. Rappelons que l'ancien royaume de Lothaire, fils de Louis le Pieux, s'étant décomposé, il s'était constitué à l'intérieur de ses anciennes frontières plusieurs royaumes, dont ceux de Lorraine, de Bourgogne et de Provence, qui, dans la suite, se trouveront incorporés à l'empire germanique.

vinces de ses États de devenir de plus en plus étrangères les unes aux autres. La royauté avait ainsi perdu en Allemagne à peu près tout prestige et, en donnant pour successeur à Conrad son principal adversaire, le duc de Saxe Henri, les électeurs avaient accompli une simple formalité, à laquelle, au surplus, Bava-rois, Souabes et Lorrains étaient restés étrangers, si bien que le roi se sentait isolé et sans autorité en dehors de son propre duché et de celui de son prédécesseur.

Cependant, de 926 à 933, on observe un ralentissement marqué, voire un arrêt presque total des incursions hongroises. Le duc de Bavière Arnulf et le roi Henri de Saxe ont acheté, chacun de son côté, le départ des envahisseurs et obtenu une trêve de sept années moyennant paiement d'un tribut annuel. Henri profite de ce répit pour organiser la résistance, veillant à la préparation de petites armées bien entraînées et à l'établissement de villes et d'abris fortifiés sur les points les plus menacés de son territoire. Aussi, quand brusquement les attaques hongroises reprennent en 933, la Saxe reste-t-elle d'abord à peu près indemne. Mais ailleurs on assiste au retour des mêmes scènes de terreur que naguère : en 935, l'Italie du nord et la Bourgogne sont à nouveau victimes des déprédations et des violences des cavaliers magyars ; deux ans après (937), en une immense randonnée, ils visitent successivement la Bavière, la Souabe, la Franconie, la Lorraine, la Champagne, le Berry, la Bourgogne, la région des Alpes, le Piémont et la Lombardie occidentale, la Toscane, la province romaine, la Campanie, les Abruzzes, les Marches, l'Émilie et la Vénétie, partout pillant, tuant, incendiant, partout insaisissables. Enfin la Saxe elle-même reçoit leur visite : le roi Henri étant mort le 2 juillet 936 et son fils Otton, élu à sa place peu après, ayant fort à faire pour consolider son pouvoir au milieu des révoltes, les Hongrois se fraient un passage jusqu'en Westphalie (août 938).

Néanmoins, il est manifeste que les raids se font plus espacés ; qu'ils sont conduits avec une moindre vigueur et qu'ils se heurtent à une résistance qui va croissant. Depuis l'automne 938 jusqu'en 942 ou 943 on n'en signale aucun. A cette date, des détachements se montrent peut-être aux portes de Rome ; d'autres dans le nord, sont arrêtés net à Wels, sur la Traun, quelques lieues seulement après avoir franchi la frontière bava-roise. En 947, ils peuvent traverser l'Italie, du nord au sud, jusqu'à Otrante ; mais, en 948, 949, 950, ils essaient vainement par trois fois encore d'envahir la Bavière : par trois fois ils sont refoulés

L'établissement des Hongrois

par le nouveau duc Henri, frère du roi Otton, qui les poursuit même en Italie jusqu'à Aquilée. Furieux de se voir interdire le chemin de l'Allemagne, ils se dédommagent en se lançant à travers la Lombardie et, par delà les Alpes et la Bourgogne, en allant mettre à sac l'Aquitaine, où ils passent l'été (951).

Trois ans après, on assiste à un brusque réveil : comme un soulèvement vient encore d'éclater en Allemagne, une masse formidable de cavalerie parvient à forcer la frontière bavaroise (février 954), à dévaster la Franconie, à passer le Rhin à Worms (19 mars), à piller la Lorraine, à traverser la région des Ardennes, le Hainaut, pour atteindre les faubourgs de Cambrai, puis revenir par le Vermandois, la région de Laon, de Reims, de Châlons, la Bourgogne et la Lombardie. Et, l'expérience ayant été concluante, les Hongrois, qui ont pu se rendre compte de leurs propres yeux des embarras de la royauté germanique, repartent dès juin 955 dans la direction du nord. Cette fois, à en croire les chroniqueurs allemands, qui tiennent à mettre en valeur les succès du roi Otton, c'est une véritable avalanche qui s'abat sur le duché de Bavière : « Leur multitude était telle, écrit l'un d'eux, qu'ils se croyaient invincibles, à moins que la terre ne vînt à s'entr'ouvrir sous leurs pas ou le ciel à s'effondrer sur eux. »

Ni l'un ni l'autre de ces cataclysmes ne se produisit ; mais, se raidissant contre le malheur, Otton sut, avec un rare esprit de décision et une énergie peu commune, couper court à la révolte qui le paralysait, ramasser en hâte une armée et aller faire front à l'ennemi devant Augsbourg, au Lechfeld, sur les bords du Lech (sur la rive droite ou sur la rive gauche, on ne sait) et y remporter, le 10 août, une victoire si complète que les Hongrois, disloqués, démoralisés, n'eurent d'autre ressource que d'opérer jusque dans leur pays une prompte mais désastreuse retraite.

IV. — LES ORIGINES DE L'ÉTAT HONGROIS¹.

Ce devait être leur dernière tentative pour forcer la barrière que leur opposaient désormais les nations de l'Europe occidentale : l'Allemagne leur était fermée ; l'Italie du nord aussi,

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Voir les livres généraux indiqués en tête du chapitre (p. 321, n. 1) et A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. III (Leipzig, 1896, in-8° ; 3^e éd., 1904)

depuis qu'en 951 le roi de Germanie Otton avait commencé à y intervenir et surtout depuis qu'en 952 il avait constitué au profit du duc de Bavière, sous le nom de « marches de Vérone et d'Aquilée », une large zone de défense avancée reliant l'Allemagne du sud à l'Adriatique. Les Hongrois chercheront bien encore à faire du butin et à élargir leurs possessions du côté de l'Orient, où déjà de temps à autre (notamment en 934 et en 943) on les avait vus chercher à atteindre la Thrace et le Bosphore : de 960 à 970, ils reprendront maintes fois ce projet et l'empire byzantin aura à compter avec eux. Mais, pour la masse du peuple hongrois, l'ère des grandes déprédations est close. Et ce peuple qui, hier encore, n'avait d'autre idéal que la vie errante des steppes et la razzia, va peu à peu se convertir, lui aussi, à la vie sédentaire du paysan attaché à la glèbe. L'organisation guerrière qu'il a connue jusque là va se transformer en une organisation politique : l'« État » hongrois va naître et la civilisation européenne ne va pas tarder à y trouver asile.

Cette transformation radicale ne sera pas l'œuvre d'un jour ; mais il est certain que les Hongrois s'adapteront avec une souplesse remarquable au nouveau genre d'existence auquel les Slaves fixés avant eux dans le pays les initieront les premiers, auquel le voisinage de l'Allemagne achèvera vite de les gagner. Ils sauront cependant résister à toutes les tentatives de germanisation. L'Allemagne leur enverra, à partir de 970 ou environ, des missionnaires chrétiens ; l'évêque de Passau Pilgrim essaiera de constituer sous l'hégémonie allemande une Église hongroise dépendant de son évêché (973) ; mais le duc des Hongrois, l'habile Géza, saura déjouer cette manœuvre en prenant lui-même en mains la cause de la conversion de son peuple au christianisme et en recrutant son clergé, non parmi les Allemands, mais parmi les Slaves de Bohême, dont il n'avait pas autant de raisons de se défier.

Cette politique, ferme et adroite, portera ses fruits. Géza ne sera encore que le chef d'un peuple à peine dégrossi et il restera, personnellement, par bien des côtés, un vrai barbare. Mais déjà son fils Vaïk (997-1038) sera un homme d'État. Baptisé sous le nom d'Étienne dès 985, à l'âge de dix ans, il sera, lui, un vrai chrétien, et si plein de foi et d'enthousiasme que l'Église en fera un saint. C'est à lui plus qu'à aucun autre que la Hongrie sera redevable de son organisation ecclésiastique — une organisation entièrement autonome, comme Géza l'avait rêvée et comme nous avons vu un siècle plus tôt les tsars Boris

et Siméon en rêver une et la réaliser pour la Bulgarie — sous la direction d'un clergé choisi avec soin parmi les prêtres formés en Bohême à l'école de l'archevêque de Prague Adalbert. C'est à lui également que la Hongrie sera redevable de son organisation administrative, avec, à la base, la division en comtés, ou « comitats », sous la juridiction de comtes ou *ispanoc* (du mot slave *žoupan*) et, au sommet, une cour de hauts officiers imitée de la cour des rois de Germanie. Et nul ne sera surpris lorsque, dès l'année 1001, le souverain de l'État nouveau, voulant affirmer à la face du monde l'étendue réelle de son pouvoir, se fera poser sur la tête un diadème royal béni par le pape Sylvestre II : symbole tangible de l'accession définitive du peuple hongrois au rang des nations civilisées.

CHAPITRE VIII

OTTON LE GRAND

ET LA RESTAURATION DE L'EMPIRE D'OCCIDENT ¹

La victoire remportée par le roi de Germanie Otton au Lechfeld en 955 avait eu pour conséquences, non seulement de mettre un terme aux terribles invasions hongroises, mais de renforcer d'une façon décisive l'autorité du vainqueur. Indiscutablement, Otton était devenu, du fait de cette victoire, le premier souverain de l'Europe ; et, par contre-coup, l'Allemagne qui, moins d'un demi-siècle auparavant, morcelée, anarchique, faisait dans le monde si piètre figure, paraissait soudain appelée à prendre la tête des nations occidentales. Tandis que le royaume de France continuait à décliner, à se dissocier, l'Allemagne, se relevant enfin, allait effectivement devenir le centre de l'ancien empire carolingien restauré et qui, huit siècles durant, se survivra à lui-même.

Cet empire rajeuni servira en quelque sorte de bouclier à l'Europe. Grâce à lui, la cause de la civilisation sera sauvée une fois encore, et c'est pourquoi, si le neuvième siècle a été

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Sur Otton le Grand, l'ouvrage capital est celui de R. Köpke et E. Dümmler, *Kaiser Otto der Grosse* (Leipzig, 1876, in-8°, de la collection des « *Jahrbücher der deutschen Geschichte* » publiée par l'Académie de Munich, un des meilleurs de la collection). Il faut y joindre, pour la chronologie, le répertoire de J.-F. Böhmér, *Regesta imperii*, II : *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Herrschern aus dem sächsischen Hause*, 919-1024, refondus par E. von Ottenthal, 1^{re} livraison (Innsbruck, 1893, in-4°). — Les exposés de W. von Giesebrecht, dans son *Histoire de l'empire allemand* (*Geschichte der deutschen Kaiserzeit*, t. I, Leipzig, 1855 ; 5^e éd., 1881) et de M. Manitius (*Deutsche Geschichte unter den sächsischen und salischen Kaisern*, 911-1125, Stuttgart, 1889, in-8°, de la « *Bibliothek deutscher Geschichte* » dirigée par H. von Zwindineck-Südenhorst) sont ternes et peu suggestifs ; l'*Histoire d'Allemagne* de J. Zeller (t. II, Paris, 1873, in-8°) ne peut être suivie avec confiance. Parmi les plus récentes histoires d'Allemagne, celle de Dietrich Schäfer, en deux volumes (*Deutsche Geschichte*, Iena, 1910, 2 vol. in-8° ; 8^e éd., 1921) est particulièrement recommandable, mais elle est très sommaire. La nouvelle édition, entièrement refondue, du gros manuel classique de Gebhardt (*Gebhardt's Handbuch der deutschen Geschichte*, 6^e édition publiée sous la direction d'A. Meister, Stuttgart, Berlin et Leipzig, 1922, 2 vol. in-8° ; le tome I, qui va jusqu'à l'époque de la Réforme) est un résumé un peu sec et didactique à l'excès, mais utile. Il est accompagné de notes bibliographiques très développées.

le siècle de Charlemagne, il n'est pas excessif d'appeler le dixième le siècle d'Otton « le Grand ».

I. — LA RESTAURATION DU POUVOIR MONARCHIQUE EN ALLEMAGNE¹.

La restauration de l'empire d'Occident, qui est l'événement capital du dixième siècle, a été précédée d'une autre restauration, sans laquelle elle eût elle-même été irréalisable : celle du pouvoir monarchique en Allemagne.

Les derniers Carolingiens et leur premier successeur, Conrad de Franconie², avaient laissé le pays dans un état de dissolution avancée. N'ayant pu encore se créer vraiment une conscience nationale commune depuis qu'au milieu du neuvième siècle ils avaient été séparés du reste des territoires francs, les peuples qui vivaient à l'intérieur de ses frontières étaient très vite retombés dans l'émiettement primitif dès que l'autorité du souverain avait fléchi. Mal soudés les uns aux autres, les anciens groupes de tribus qui, dans la première moitié du neuvième siècle, s'acheminaient à pas lents vers la fusion, avaient repris insensiblement leur marche divergente dès le temps même de Louis le Germanique (840-876). Au sein du royaume allemand, on avait vu reparaître de véritables États pourvus d'une forte individualité ethnique, ayant chacun ses mœurs, ses traditions nationales, son dialecte, son droit particulier, son chef : un personnage auquel on ne donnait encore que le titre modeste de duc, mais qui agissait avec une indépendance grandissante.

Au nord, jusqu'aux confins du Danemark et des pays slaves, était la Saxe, cette Saxe que Charlemagne avait eu tant de peine jadis à conquérir à la civilisation. En partie païenne encore, elle frappait les yeux les moins prévenus par la rudesse

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages indiqués à la note précédente, voir l'excellente histoire de Bavière de M. Doerberl, *Entwicklungsgeschichte Bayerns*, t. I : *Von den ältesten Zeiten bis zum Westfälischen Frieden* (Munich, 1906, in-8° ; 3^e éd., 1916) ; pour l'histoire ecclésiastique, la belle et suggestive *Kirchengeschichte Deutschlands* de A. Hauck, t. III (Leipzig, 1896, in-8° ; 3^e éd., 1906). Pour l'histoire des institutions, le meilleur exposé d'ensemble est celui de R. Schröder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte*, dont E. von Küssberg a donné en 1919 une 6^e édition revue de près (Leipzig, 1919, in-8°) ; mais il y a encore profit à consulter pour cette période l'ouvrage consciencieux et méthodique de G. Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, t. V à VIII (Berlin, 1874-78, in-8° ; 2^e éd., 1893 et suiv.). Le livre touffu d'Eugen Rosenstock, *Königshaus und Stämme in Deutschland zwischen 911 und 1250* (Leipzig, 1914, in-8°) ajoute peu de chose à nos connaissances.

2. Cf. plus haut, p. 328.

extrême et le caractère peu évolué de sa vie politique, sociale et économique. La Thuringe, qui la flanquait au sud-est, en était devenue une sorte d'annexe. Mais il n'en était pas de même de la Bavière, où s'était constituée de bonne heure une dynastie de ducs nationaux, qui s'intitulaient fièrement « ducs des Bava-rois par la grâce de Dieu » et qui s'inquiétaient si peu du roi de Germanie qu'ils allaient jusqu'à omettre toute mention de ses années de règne dans la date de leurs actes officiels. Nommant de leur propre initiative et directement les évêques de leur duché, disposant en maîtres des biens des Églises, frappant monnaie, ils avaient leur politique personnelle, faisaient la guerre et la paix comme bon leur semblait, sans nul souci de l'intérêt suprême du royaume.

Sur le haut Danube, en amont de son confluent avec le Lech, et sur le Rhin supérieur et moyen, jusqu'à sa sortie de la plaine d'Alsace, le peuple alaman ou « souabe » avait, lui aussi, recommencé à faire figure de peuple distinct ; il s'était donné un duc, qui avait su, comme son collègue de Bavière, se réserver, outre les domaines publics, la libre disposition des évêchés, des monastères et des biens ecclésiastiques ainsi qu'une indépendance absolue dans ses rapports avec les peuples voisins.

Distincts, à leur tour, des Souabes, des Bava-rois et des Saxons et maintenant isolés parmi eux dans le Palatinat, la Hesse et cette plaine de Franconie dont le nom rappelle aujourd'hui encore distinctement leur présence, les « Francs de l'est » ou « Franconiens », quoiqu'ils fussent établis dans la région de Germanie de beaucoup la plus riche à cette époque, avaient cessé de représenter en Allemagne l'élément agissant. Ils avaient également leur duc au début du dixième siècle ; et c'est même à ce duc qu'en 911, lors de la mort du dernier Carolingien, on avait cru bon de conférer d'abord la couronne royale¹, pour cette raison qu'il appartenait, sinon à la descendance directe de Charlemagne, du moins à sa « race », ce qui prouve à quel point on était loin alors, sur la rive droite du Rhin, de s'élever à la notion d'un « peuple germanique ».

Et, chose singulière, les Francs de la vallée de la Moselle et de la Meuse, que le hasard des partages, après la mort de Louis le Pieux, avait fini par rattacher à la Germanie, avaient perdu le sentiment d'appartenir au même peuple que les Francs de l'est (les Franconiens) ou que les Francs de l'ouest

1. Voir plus haut, p. 323.

(les Français). Dans cette région mixte, qu'en souvenir d'un de ses princes, Lothaire II, le petit-fils de Louis le Pieux, on avait pris l'habitude d'appeler *Lotharingia* ou Lorraine et qui s'étendait des bouches du Rhin et de l'Escaut aux Vosges et aux Hauts de Meuse, une sorte de nationalité nouvelle était née dans les cadres d'un État qui formait tantôt un véritable royaume, tantôt un duché, que le roi de France disputait d'ailleurs, souvent avec succès, à la domination théorique du roi de Germanie.

Dans une Allemagne ainsi morcelée, il semblait que le successeur des rois carolingiens n'eût plus guère de rôle à jouer. Et pourtant on assiste, au cours du dixième siècle, dans la période qui précède la bataille du Lech, à une lente mais opiniâtre reconquête, par les souverains de la nouvelle maison royale, de l'autorité détruite pièce à pièce durant le demi-siècle écoulé.

Par un véritable paradoxe, c'est à la Saxe — qui n'avait guère été jusqu'alors qu'un principe de désordre — que la mission de faire cesser l'anarchie germanique échoit après la mort du roi Conrad de Franconie (918). Élu à sa place, mais seulement par les Saxons et par les Franconiens, le duc Henri de Saxe manifeste tout de suite la volonté de rendre au titre royal sa valeur et son éclat : hier encore irréconciliable adversaire de l'idée monarchique, il en devient subitement le champion le plus résolu.

Mais la réalité pendant son règne demeure bien au-dessous de ses désirs : il reste exclu de la Franconie ; tout ce qu'il obtient de la Souabe, grâce à une énergique intervention militaire, c'est un serment de fidélité du duc, la restitution des domaines royaux que celui-ci a usurpés à l'intérieur de sa province et, fait capital il est vrai, la libre disposition des sièges épiscopaux. En Bavière, il lui faut se borner à imposer de vive force au duc Arnulf, en venant menacer sa capitale de Ratisbonne (921), la reconnaissance de son autorité suprême et l'obligation — restée d'ailleurs à l'état de principe — de se rendre aux convocations royales, soit en cas d'assemblée, soit en cas d'expédition militaire. En Lorraine enfin, il ne peut qu'arracher le pays à la mainmise du roi de France et se faire prêter par le duc Gilbert (925) ce même serment d'allégeance qui avait été déjà le but principal de ses efforts en Souabe et en Bavière.

Les Résultats modestes, mais qu'on appréciera à leur valeur si l'on observe qu'à la même époque le roi Henri était engagé dans

des guerres très dures pour la sauvegarde de son territoire saxon contre les bandes hongroises dont nous avons, au chapitre précédent, évoqué les dangereuses randonnées et contre les peuplades slaves de la rive droite de l'Elbe, à l'affût des moindres occasions de pillage.

Toujours est-il qu'à sa mort, en 936, la situation de la maison de Saxe paraît déjà si forte que l'élection de son fils Otton, un jeune homme de vingt-quatre ans, que rien, en dehors de sa naissance, ne recommandait encore d'une façon particulière au choix des seigneurs allemands, est obtenue presque sans débats, conformément au désir exprimé quelques semaines auparavant par le souverain défunt. Et ce qui est peut être plus significatif encore, c'est que, presque aussitôt, une importante délégation de princes et de seigneurs accepte de se rendre dans la vieille capitale carolingienne d'Aix-la-Chapelle pour ratifier la désignation faite par les premiers électeurs, et qu'après avoir assisté au sacre solennel du nouvel élu, les quatre ducs de Lorraine, de Franconie, de Bavière et de Souabe lui témoignent leur déférence publiquement et d'une façon qui ne prête à aucune équivoque, en remplissant, aux fêtes qui suivent, les fonctions de chambrier (ou majordome), de sénéchal (ou maître d'hôtel), d'échanson et de maréchal, que le jeune souverain a fait revivre pour la circonstance (août 936).

Ce n'est qu'un commencement : avec une étonnante résolution, Otton s'applique sans délai, en dépit des embarras que peuvent lui créer les barbares slaves ou hongrois des frontières, à tirer des prémices que constitue la cérémonie d'Aix les conséquences logiques qui, à ses yeux, doivent en découler. Tenant les ducs pour les subordonnés du roi, il entend que le pouvoir royal cesse d'être illusoire dans les duchés. Aussi, moins d'un an après son couronnement, le voit-on, à la mort du duc Arnulf de Bavière (juillet 937), réclamer du successeur non seulement un serment explicite de fidélité, mais aussi l'abandon de son droit de nomination aux évêchés et peut-être même aux comtés de ses États. Le fils d'Arnulf résiste : il le brise, le remplace par Bertold, frère du défunt, qui devient ainsi duc de Bavière par la grâce du roi, et non plus « par la grâce de Dieu ». L'ancien domaine royal des Carolingiens englobé dans le duché est recouvré, rattaché de nouveau à la couronne ; un fonctionnaire royal, le « comte palatin », est placé à côté des fonctionnaires ducaux pour administrer ce domaine et veiller à la défense des intérêts du souverain. Tout cela est réglé avec un tel esprit de décision qu'il

suffit au roi de se montrer à la tête de ses troupes : l'on n'ose pas s'insurger.

Otton ne s'en tient pas là ; avec obstination il travaille à réduire de jour en jour davantage l'autonomie de la Bavière. Suivant une tactique que nous allons le voir appliquer systématiquement ailleurs, il profite, en 947, de ce que le fils de Bertold, qui vient de mourir, est mineur, pour l'écarter et nommer comme duc son propre frère Henri de Saxe, à qui il a fait épouser entre temps la fille du feu duc Arnulf.

En Franconie, il adopte une solution plus radicale encore. Foyer d'intrigues en perpétuelle effervescence, ce duché, limitrophe de la Saxe et de son annexe de Thuringe, ne pouvait subsister sans exposer la royauté à une catastrophe. En 939, son chef donne le signal d'une révolte qui, assoupie un moment, après un premier succès remporté par Otton à Birten (en face de Wesel, sur la rive gauche du Rhin), prend rapidement des proportions inquiétantes : le duc de Lorraine Giselbert, puis, peu après, l'archevêque de Mayence Frédéric, le frère même du roi, Henri de Saxe, qu'on juge habile d'opposer au « tyran », sont parmi les rebelles, auxquels le roi de France, Louis IV d'Outre-Mer, vient bientôt apporter son appui. Otton ne se laisse pas abattre. Il répond aux attaques en prenant l'offensive, en jouant habilement de la diplomatie pour s'assurer des partisans parmi les vassaux des seigneurs qui lui tiennent tête et en les jetant contre eux à la bataille d'Andernach, sur le Rhin, où le hasard fait mourir coup sur coup et le duc de Franconie et le duc de Lorraine. Sorti victorieux de la tourmente, Otton confisque aussitôt le duché franconien et, pour parer au retour des incidents qui ont failli lui coûter cher, le réunit définitivement au domaine royal.

En Lorraine, il n'ose encore en venir là : pour ménager les transitions, il confie d'abord le duché à un seigneur du pays, le comte de Verdun Otton (940) ; puis, en 944, le nouveau duc étant mort, il le remplace par un seigneur franconien, Conrad le Roux, dont il fait son gendre. Comme le duché bavarois, le duché lorrain relève dès lors de sa famille. Un peu plus tard, il assure pareillement la possession de la Souabe à son fils Liudolf en lui faisant épouser la fille et héritière du duc Hermann, mort en 949.

Désormais l'étape la plus dure est franchie : il y a des duchés encore, mais le pouvoir du prince n'en est plus exclu. Nous avons vu Otton instituer en Bavière, sous le titre de « comte palatin »,

un curateur des intérêts royaux, qui peut en même temps exercer sur le gouvernement ducal une surveillance utile. Des créations semblables ont lieu en Lorraine et en Souabe, ce qui, en dehors de la personnalité des ducs — que le roi s'est vu, dans la pratique, reconnaître le droit de désigner — constitue une sérieuse garantie de paix et de discipline intérieure. On ne s'en tiendra pas là : plus on ira, plus on verra l'autorité royale s'immiscer dans la vie des duchés, y intervenir lors des nominations aux emplois civils et surtout aux hautes charges ecclésiastiques, sans que les ducs osent protester. Ou du moins ils ne l'oseront qu'une seule fois : vers la fin de l'année 952. A cette date, le duc de Souabe Liudolf, le propre fils du roi, réussira à entraîner dans un vaste soulèvement le duc de Lorraine Conrad le Roux et la majeure partie des grands seigneurs de Bavière ; mais il suffira d'une invasion hongroise — la terrible invasion de 954 — pour que, après deux années de guerres civiles, le pays se retrouve unanime derrière son chef. La victoire du Lech, l'année suivante, en donnera aux Hongrois eux-mêmes une preuve éclatante.

En fait, vers 960, la royauté allemande se trouve avoir à peu près reconquis tout le terrain perdu depuis les derniers temps de la domination carolingienne. Avec une adroite ténacité, elle a su insinuer à nouveau dans les provinces des serviteurs dévoués de l'idée monarchique et refaire du clergé ce qu'il avait été sous le règne de Charlemagne : le plus actif et le plus dévoué auxiliaire de la politique du souverain.

Car, renouant sur ce point avec la tradition du neuvième siècle, Otton a entrepris de peupler les évêchés et les grandes abbayes d'hommes sûrs : des parents, des amis, des protégés qui, lui devant tout, se comporteront comme naguère les évêques de Charlemagne, en fidèles représentants de l'autorité centrale. Et, leur docilité étant acquise, il aura intérêt à les doter de vastes territoires, à leur conférer de vraies principautés féodales, qui auront sur les seigneuries laïques l'immense avantage de retomber à chaque vacance sous son contrôle.

C'est le seul point où nous voyions Otton s'engager dans la voie que l'organisation féodale naissante ouvre à la royauté germanique. Pour le reste, il apparaît uniquement soucieux de marcher sur les brisées de la royauté carolingienne en faisant revivre à son profit les vieilles méthodes de gouvernement. Sa grande pensée, à la fin de son règne, va être d'achever la res-

tauration commencée, en reprenant à son compte la politique italienne des premiers empereurs francs et en s'appliquant à relever jusqu'à ce titre d'empereur dont, en Italie même, nul ne semblait plus se soucier.

II. — L'EUROPE OCCIDENTALE AU MILIEU DU X^e SIÈCLE ET LE COURONNEMENT IMPÉRIAL D'OTTON¹.

La royauté d'Otton faisait alors exception en Occident. De tous les pays issus du démembrement de l'État franc, l'Allemagne était le seul où l'on assistât à une reprise de l'idée d'autorité : partout ailleurs les monarchies s'effaçaient peu à peu devant les idées féodales, qui menaient droit à la dissolution de l'État. C'était, momentanément au moins, un avantage marqué pour le roi saxon, qui se trouvait ainsi occuper en Europe

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages indiqués en tête du chapitre (p. 333, n. 1), consulter :

1^o Sur l'histoire du royaume de France dans ses rapports avec l'Allemagne depuis le début du dixième siècle, les exposés d'ensemble de Chr. Pfister, dans l'*Histoire de France* d'E. Lavisse, t. II, 1^{re} partie, p. 395-413 (1903), et de L. Halphen, dans la *Cambridge medieval history*, t. III (1922), p. 71-98, avec une bibliographie, p. 587-588 ; en outre, les volumes parus pour cette période des « Annales de l'histoire de France à l'époque carolingienne » dans la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences philologiques et historiques », savoir : A. Eckel, *Charles le Simple* (Paris, 1899, in-8^o ; fasc. 124) ; Ph. Lauer, *Robert 1^{er} et Raoul de Bourgogne, rois de France*, 923-936 (Paris, 1910, in-8^o ; fasc. 188) ; du même, *Le règne de Louis IV d'Outre-Mer* (Paris, 1900, in-8^o ; fasc. 127) ; F. Lot, *Les derniers Carolingiens. Lothaire, Louis V, Charles de Lorraine*, 954-991 (Paris, 1891, in-8^o ; fasc. 87). Ajouter : August Heil, *Die politischen Beziehungen zwischen Otto dem Grossen und Ludwig IV von Frankreich*, 936-954 (Berlin, 1904, in-8^o ; fasc. 46 des « Historische Studien » de Ebering) et Curt Schoene, *Die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich in den Jahren 953-980* (Berlin, 1910, in-8^o ; fasc. 82 de la même série) ;

2^o Sur l'histoire des royaumes de Provence et Bourgogne au dixième siècle, l'exposé succinct de L. Halphen, dans la *Cambridge medieval history*, t. III (1922), p. 134-147, avec une bibliographie, p. 592-593, et les deux volumes approfondis de R. Poupardin, *Le royaume de Provence sous les Carolingiens*, 855-933 (Paris, 1901, in-8^o ; fasc. 131 de la « Bibliothèque de l'École des hautes études ; sciences philologiques et historiques »), et *Le royaume de Bourgogne (888-1038) ; étude sur les origines du royaume d'Arles* (Paris, 1907, in-8^o ; fasc. 163 de la même « Bibliothèque ») ;

3^o Sur l'histoire d'Italie au dixième siècle, le très lucide résumé de Previtte-Orton, dans la *Cambridge medieval history*, t. III (1922), p. 148-178, avec une bibliographie p. 594-603, et la grande histoire d'Italie au moyen âge de L.-M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. III, 2^e partie : *Die Anarchie* ; t. IV, 1^{re} partie : *Die Ottonische Herrschaft* (Gotha, 1911-1915, 2 vol. in-8^o, de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert). Le meilleur ouvrage général paru en Italie est celui de G. Romano, *Le dominazioni barbariche in Italia*, 395-1024 (Milano, 1909, in-8^o, de la collection « Storia politica d'Italia »). Plus particulièrement, pour l'histoire de Rome et de la papauté, voir Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom im Mittelalter*, t. III (Stuttgart, 1860, in-8^o ; 5^e éd., 1903), le joli volume de Mgr Duchesne, *Les premiers temps de l'État pontifical* (Paris, 1898, in-8^o ; 3^e éd., 1911, in-12) et A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. III (Leipzig, 1896, in-8^o ; 3^e éd., 1906).

une situation très forte, dont les circonstances devaient un jour ou l'autre le mettre en mesure de recueillir le bénéfice.

Il était intervenu déjà à différentes reprises dans les affaires de France où, depuis la fin du neuvième siècle, la royauté allait à la dérive. La descendance de Charlemagne s'y maintenait péniblement, en une lutte désespérée contre les grands seigneurs du nord de la Loire, qui plus d'une fois avaient déjà réussi à arracher la couronne au souverain « légitime » — au temps du comte de Paris Eude, roi de 888 à 898, au temps de son frère, le « marquis de Neustrie » Robert, roi de 922 à 923, puis du gendre de ce dernier, le duc de Bourgogne Raoul, roi de 923 à 936 — sans que, pour autant, les Carolingiens se fussent jamais résignés à leur déchéance : la tradition avait trouvé d'énergiques défenseurs en la personne de Charles « le Simple » (893-929), puis de Louis IV « d'Outre-Mer » (936-954), petit-fils et arrière-petit-fils de l'empereur Charles le Chauve. Mais que faire contre les forces conjurées d'une aristocratie féodale qui ne voulait voir dans la royauté qu'un instrument, dont on jouait ou qu'on brisait selon les circonstances, et qui avait déjà perdu jusqu'à la notion du pouvoir monarchique ?

Dans sa détresse, il était naturel que le malheureux Louis IV cherchât un appui au dehors. En 939, il avait épousé une sœur d'Otton ; mais, comme deux ans plus tôt Hugue le Grand en avait fait autant, la rivalité était vive entre les deux beaux-frères de France, à qui accaparerait l'alliance du beau-frère d'Allemagne. Merveilleuse occasion pour celui-ci de s'immiscer dans la politique de ses voisins de l'ouest et de s'imposer à eux comme arbitre suprême !

Otton n'y avait pas manqué. En juin 940, il était entré en Champagne, s'était arrêté au vieux palais franc d'Attigny, sur l'Aisne, pour y recevoir l'hommage d'Hugue le Grand et de ses adhérents, puis s'était avancé jusqu'à la Seine et avait contraint le Carolingien à lui reconnaître le droit de dire son mot dans un différend, de nature à l'intéresser en effet, relatif à l'archevêché de Reims, dont la juridiction s'étendait, au nord-est, sur une fraction de ses États.

Ce siège archiépiscopal était depuis plusieurs années disputé par deux compétiteurs : Artaud, le candidat du roi Louis, et Hugue, un tout jeune homme, fils du comte de Vermandois — un des alliés de Hugue le Grand, — qu'une élection scandaleuse avait porté à l'épiscopat en 925, alors qu'il était à peine âgé de cinq ans. Louis IV avait dû plier : en 942, le pape avait envoyé

les insignes du pouvoir archiépiscopal au jeune Hugue et Louis s'était rendu jusqu'à Visé, sur la Meuse, faire acte de déférence envers le roi de Germanie. Quatre ans après, la situation s'était trouvée renversée, mais Otton n'en avait pas moins continué à jouer le rôle d'arbitre dans le royaume de France : on l'avait vu aider le roi Louis (que Hugue le Grand venait tout juste de relâcher, après l'avoir retenu un an prisonnier et lui avoir arraché sa capitale de Laon) à reconquérir Reims de vive force (septembre 946), y réinstaller l'archevêque Artaud et, dans une rapide chevauchée de deux ou trois mois à travers la France septentrionale et la Normandie, s'appliquer à restaurer tant bien que mal le pouvoir du malheureux Carolingien.

Aux fêtes de Pâques suivantes, on l'avait vu accueillir ce dernier avec condescendance en son palais d'Aix-la-Chapelle, témoin de tant de gloires passées, dont le souvenir devait hanter son esprit. Au mois d'août, il l'avait reçu en Lorraine, sur les bords du Chiers ; et ses interventions au delà des frontières de France étaient devenues de plus en plus nombreuses, de plus en plus directes. A Verdun, en novembre 947, puis à Mouzon, dans ses États, en janvier 948, il avait fait reprendre par deux synodes presque exclusivement composés d'évêques ou d'abbés de Germanie et présidés par l'archevêque de Trèves le jugement du conflit, plus politique que religieux, touchant la double élection archiépiscopale de Reims ; puis il avait assisté en personne aux côtés de Louis IV à un troisième synode présidé par un évêque italien, légat pontifical, et réuni dans l'église du palais franc d'Ingelheim, près de Mayence (c'est-à-dire plus avant encore à l'intérieur du royaume d'Allemagne), afin de connaître, non plus seulement de l'affaire de Reims, mais, d'une façon générale, de l'attitude de Hugue le Grand à l'égard de son souverain le roi de France. C'est au jugement de cette assemblée, fort nombreuse, mais où l'on n'avait guère rencontré que des sujets du roi de Germanie et dont ce dernier était apparu comme le véritable président, que le jeune Louis IV, descendant authentique de Charlemagne, avait dû accepter de soumettre, le 7 juin 948, sa propre conduite, en même temps que celle d'un de ses sujets révoltés, s'offrant, avait-il dit, « si on l'accusait d'avoir par sa faute causé les maux dont souffrait son royaume, à se laver de cette accusation, conformément à la sentence que rendrait le synode et que promulguerait le roi Otton, ou à donner par combat judiciaire la preuve de son innocence ».

Et, depuis ce concile d'Ingelheim, que de progrès encore réalisés par Otton ! De 948 à 950, le roi de France n'avait cessé de réclamer de lui « conseil et assistance » ; Louis était à nouveau par deux fois allé le visiter comme il eût fait d'un suzerain ; seule la médiation du tout-puissant roi de Germanie lui avait valu enfin la soumission de son vassal révolté, Hugue le Grand. Si bien que, lorsque Louis IV était mort en septembre 954, on avait pu assister sans étonnement à une sorte de prise en tutelle de son fils et successeur Lothaire par un des personnages les plus influents de Germanie, le célèbre Bruno, frère du roi Otton, devenu par la volonté de ce dernier à la fois archevêque de Cologne et duc de Lorraine.

Entre les Vosges, les Cévennes, la Méditerranée et les Alpes, où s'étaient constitués à la fin du neuvième siècle deux États indépendants, le « royaume de Bourgogne » et le « royaume de Provence » — qui avaient fini par se souder l'un à l'autre, pour former un seul et plus vaste « royaume de Bourgogne », englobant une grande partie de la Suisse actuelle et tous les pays de la vallée du Rhône — l'influence du roi de Germanie avait pris aussi un développement remarquable. Profitant de l'inexpérience et de la faiblesse du jeune roi Conrad, qui venait en 937 de monter sur le trône, Otton n'avait pas hésité à pénétrer chez son voisin, à le placer sous une étroite surveillance, qui ressemblait fort à une captivité, et à lui arracher finalement (942) des promesses qui équivalaient presque à un serment de vassalité. Les choses en étaient arrivées au point qu'à partir de cette date le royaume de Bourgogne avait pu déjà passer pour une sorte d'annexe du royaume d'Allemagne. Toujours est-il que le pauvre roi Conrad — bien surnommé « le Pacifique » — n'avait cessé de faire montre de la plus complète docilité à l'égard de son énergique et indiscret « protecteur », lui envoyant tous les secours militaires réclamés ou plutôt les lui amenant lui-même jusqu'en Allemagne ou jusqu'en France et bientôt jusqu'en Italie.

Car en Italie, plus encore qu'en Bourgogne ou en France, Otton avait adopté une politique envahissante, que favorisait la situation confuse où se débattaient les habitants de la péninsule depuis le début du dixième siècle¹.

1. Voir le chapitre précédent, p. 328.

En réalité, il y avait non pas une, mais au moins trois Italies : l'Italie du nord, c'est-à-dire l'ancien royaume lombard, dont la capitale était toujours Pavie et qu'on désignait communément sous le nom de « royaume d'Italie » (*regnum Italicum*) ; l'Italie du sud, ou Italie byzantine, infestée de Sarrasins ; et, entre elles, Rome et la province romaine, où la papauté avait fini par tomber dans la dépendance d'une aristocratie locale, extrêmement remuante et ambitieuse, sur laquelle les souverains de l'Italie du nord avaient de moins en moins d'action.

A Rome, on avait assisté à un incroyable défilé de papes, dont certains n'étaient restés que quelques semaines, voire quelques jours, au pouvoir, et qui n'avaient de papes que le nom : on avait vu assis dans la chaire de saint Pierre des incapables, des hommes tarés, de mœurs scandaleuses, dont l'élévation au pontificat était parfois due précisément à leur vie de désordres ; on avait même vu, en la personne de Jean XI (931-935), la papauté transmise à l'enfant né des débauches d'un pontife antérieur. Et ces papes sans autorité morale avaient fini par être prisonniers des seigneurs auxquels ils devaient leur fortune, d'ailleurs fragile et sans cesse menacée.

Au milieu du dixième siècle, c'était un certain Albéric, celui qu'on appelait le « prince et sénateur de tous les Romains », qui était là-bas le vrai maître — un maître dont le pouvoir excitait bien des haines et des jalousies, mais qui échappait à peu près totalement au contrôle des seigneurs de l'Italie septentrionale. Ceux-ci, du reste, ne s'étaient guère jusqu'alors entendus que pour se révolter contre l'homme, quel qu'il fût, et quel que fût le moment, qui était arrivé à se faire saluer du titre royal et à conquérir Pavie et la plaine lombarde. Leur versatilité était même devenue légendaire. Aussi, quel étrange champ de compétitions avait été cette Italie septentrionale dans la première moitié du dixième siècle ! Les candidats y avaient été constamment opposés les uns aux autres : le marquis de Frioul aux princes carolingiens de Provence, les princes provençaux au roi de Bourgogne, le marquis d'Ivrée aux précédents. Le sceptre d'Italie avait si souvent changé de mains qu'on eût été bien en peine de dire quels en avaient été les légitimes possesseurs.

En septembre 951, Otton s'était déjà laissé une première fois entraîner dans cet imbroglio. Le marquis d'Ivrée Bérenger venait, quelques mois auparavant (15 décembre 950) de s'assurer pour lui et pour son fils Adalbert la couronne royale et,

afin de se prémunir contre toute surprise, avait envoyé presque aussitôt en prison la veuve du roi précédent, la jeune et gracieuse Adélaïde de Bourgogne, autour de laquelle étaient venus se grouper d'emblée la plupart des adversaires du nouveau souverain ; et, comme elle n'avait pas d'enfants et qu'il fallait bien trouver un prétendant à opposer au marquis d'Ivrée, ceux-ci — en particulier les évêques — avaient d'instinct pensé au roi de Germanie qui pouvait toujours se réclamer des Arnulf et des Charles le Gros. Otton n'avait eu garde de négliger une pareille occasion : l'Italie du nord n'était-elle pas, pour qui tenait les cols des Alpes, le prolongement naturel de l'Allemagne du sud et des « marches » germaniques de l'Autriche actuelle, de la Carinthie et de la Carniole ? Il avait suffi à Otton de passer le Brenner pour voir toute la Lombardie à ses pieds ; et, ayant eu l'habileté de délivrer la reine Adélaïde et de l'épouser, rien ne lui avait été plus facile que de se faire, séance tenante, reconnaître roi d'Italie (951).

Mais, quelques semaines après, il avait fallu lâcher prise. La révolte qui se préparait en Allemagne, et qui allait éclater¹ vers la fin de l'année 952, avait forcé Otton à repasser précipitamment les Alpes : il avait dû accepter une combinaison nouvelle, qui laissait à Bérenger d'Ivrée et à son fils le royaume d'Italie, tout en les réduisant au rang de vassaux du roi saxon et en leur enlevant la province de Vérone et le Frioul, constitués en « marches » germaniques au profit de la Bavière.

Mais, bien entendu, Bérenger et son fils s'étaient montrés les plus indociles des vassaux. Ils avaient même réussi à arracher Vérone aux troupes bavaroises, de sorte qu'au lendemain même de la bataille du Lechfeld, Otton était résolu plus que jamais à faire valoir ses droits sur la couronne d'Italie. En 957, son fils le duc de Souabe Liudolf avait été chargé de recommencer la conquête et il aurait peut-être abouti si la mort ne l'avait surpris à Pombia, sur le Tessin ; ce qui avait eu pour conséquence de pousser Bérenger dans la voie des représailles. Situation intolérable pour les partisans du roi de Germanie, qui devenaient de plus en plus pressants.

Or, à l'heure même où on le sollicitait le plus vivement d'intervenir en Lombardie, Otton recevait de Rome des nouvelles qui ne pouvaient le laisser indifférent. Une double succession s'y

Voir plus haut, p. 339.

était ouverte : celle du puissant « prince et sénateur des Romains » Albéric, mort en 954, et celle du pape Agapit, mort quelques mois après (955) ; et, coup sur coup, le fils d'Albéric, un enfant de seize ans, était devenu « prince des Romains » d'abord, puis vicaire de saint Pierre sous le nom de Jean XII. Jamais la position d'un pape n'avait paru si précaire. Jean XII, dont l'inexpérience n'était sans doute dépassée que par son impudent dévergondage, était seul, sans appui, exposé aux menaces des princes lombards du sud, en même temps qu'à celles du roi Bérenger et de son fils Adalbert, chez qui la disparition d'Albéric avait subitement éveillé des espoirs nouveaux. Qu'ambitionnaient-ils au juste ? Les contemporains ne le disent pas ; mais, quand on les voit s'attaquer au territoire romain, l'idée qu'ils rêvaient d'obtenir le diadème impérial et de s'assurer ainsi le contrôle de Rome et de la papauté ne saurait être entièrement exclue.

Sans doute il n'y avait pas eu d'empereurs depuis nombre d'années : le roi d'Italie Louis de Provence, couronné à Rome en 901 puis son rival Bérenger de Spolète, couronné en 915 et mort en 924, avaient été les derniers à porter ce titre, mais pour cette unique raison que le « prince des Romains » Albéric y avait fait obstacle, par crainte qu'un autre ne pût disposer dans la cité pontificale d'une autorité de nature à limiter la sienne. En 933, en 936, le roi Hugue avait vainement tenté de modifier cette situation à son profit : il s'était heurté, aux portes de Rome, à une si énergique résistance qu'il avait dû renoncer à forcer la consigne. En 951, Otton lui-même s'était vu opposer une fin de non recevoir non moins catégorique quand, au lendemain de son élection comme roi d'Italie, il avait cru pouvoir charger un des plus hauts personnages de sa cour, son archichancelier Frédéric, archevêque de Mayence, d'aller régler sur place les détails de son entrée solennelle et de son couronnement. Mais, puisque la mort d'Albéric avait rendu la voie libre, il n'y avait plus de raisons d'attendre pour relever enfin ce titre impérial, depuis si longtemps abandonné, et lui rendre, si possible, un peu de sa valeur première. C'est à quoi le roi Bérenger fût peut-être parvenu si Otton ne s'était jeté à la traverse.

Le pape s'était chargé de l'informer. Préférant l'éventualité de la domination théorique — il l'espérait telle du moins — d'un lointain roi de Germanie à celle de l'asservissement à un roi national, il avait renouvelé le geste des papes du huitième siècle, appelant à leur secours contre les rois lombards un Charles

Martel, un Pépin le Bref ou un Charlemagne, ou le geste de Jean VIII à la recherche, en 875, d'un empereur capable de le protéger contre les Sarrasins ou, plus précisément encore, le geste du pape Formose qui, pour se débarrasser de Gui, puis de Lambert de Spolète, n'avait eu de cesse qu'il n'eût décidé le roi de Germanie Arnulf à se mêler aux affaires d'Italie et à venir à Rome revendiquer la succession impériale. Fidèle à cette tradition déjà longue, Jean XII s'était pris, lui aussi, à souhaiter, comme les seigneurs et les évêques de Lombardie, une nouvelle intervention allemande.

En 960, Otton recevait de lui une ambassade qui mettait les choses définitivement au point ; au mois d'août 961, il franchissait les Alpes, rentrait à Pavie, se faisait acclamer pour la seconde fois roi d'Italie, puis, par l'Émilie et l'Apennin, marchait droit sur Rome, venait camper le 31 janvier 962 au Monte Mario, en vue de Saint-Pierre, où, deux jours plus tard (2 février), il était oint et couronné par le souverain pontife, puis salué, à son tour, par l'assistance, des titres d' « empereur et Auguste ».

III. — LA RESTAURATION DE L'EMPIRE¹.

On s'est parfois mépris sur la portée des événements que nous venons de rappeler. On a parlé de « rétablissement de l'empire », de « fondation du saint Empire romain germanique », alors qu'en réalité l'histoire, en 962, suivait son cours normal.

L'année 962 n'a apporté au monde ni une « fondation » nouvelle ni un « saint Empire romain germanique ». Comme ses prédécesseurs immédiats, les Carolingiens, Otton a été, avec le titre d' « empereur auguste » (*imperator augustus*) le chef de l' « Empire » tout court, c'est-à-dire de l' « Empire romain », ainsi qu'on prendra l'habitude de le dire à dater du onzième siècle. Et c'est seulement beaucoup plus tard que ces titres seront peu à peu modifiés et qu'on en arrivera d'étape en étape à prononcer ceux de « saint empire » ou plus exactement d' « empire

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages cités en tête de ce chapitre, consulter, mais avec précautions, J. Bryce, *The Holy Roman Empire* (Londres, 1864, in-8° ; souvent réédité depuis ; traduit en français sous le titre *Le saint Empire romain germanique et l'empire actuel d'Allemagne*, Paris, 1890, in-8°) ; en outre, H. Fisher, *The medieval empire* (Londres, 1898, 2 vol. in-8°) ; L.-M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. IV, 1^{re} partie : *Die Ottonische Herrschaft* (Gotha, 1915, in-8° ; de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » de Heeren et Ukert) ; les volumes de Gregorovius, Duchesne, Hauck, cités p. 340, n. 1, et les ouvrages sur l'histoire des royaumes de France et de Bourgogne cités dans la même note.

sacré » (*sacrum imperium*) — ce qui n'évoque du reste rien d'autre que la terminologie compliquée de l'empire byzantin — puis finalement (mais pas avant le quinzième siècle) de « saint empire romain de nation germanique »¹. Le couronnement impérial d'Otton ne diffère pas, dans le principe, de celui d'un Louis de Provence ou d'un Bérenger de Spolète. Son importance historique, qui fut considérable, tient non à une prétendue nouveauté, mais à cette circonstance que, derechef, la couronne impériale était conférée au souverain le plus puissant de l'Europe occidentale, à un souverain capable de restituer son ancien lustre et son ancienne valeur à un titre déconsidéré.

Il serait donc plus juste de parler d'une restauration. C'est le régime carolingien qu'après un siècle de décadence, Otton s'efforce de faire revivre dans sa plénitude. Dès son couronnement, il songe aux empereurs du début du neuvième siècle : il confirme et renouvelle les privilèges accordés par Charlemagne et par Louis le Pieux au pontife romain, comme aussi il s'empresse de remettre en vigueur les anciens droits que les empereurs carolingiens avaient possédés à Rome et qui avaient, en 824, trouvé leur expression dans un acte fameux en vertu duquel l'élection et l'administration pontificales étaient placées sous le contrôle direct de l'empereur et de ses fonctionnaires². Jean XII, bien entendu, n'y trouve pas son compte et, de dépit, essaie d'opposer le roi Bérenger et son fils au maître inflexible qu'il s'est donné en croyant s'assurer un protecteur ; mais Otton est le plus fort. Il triomphe aisément des deux petits princes sur lesquels le pape a follement misé à la dernière minute, vient à Saint-Pierre de Rome présider, en novembre 963, un synode qui est, en quelque sorte, la contre-partie de celui que Charlemagne présidait dans cette même basilique le 1^{er} décembre de l'an 800 pour la réhabilitation du pape Léon III, y fait prononcer la déposition du pape — dont l'indignité lui est apparue un peu tard — et, séance tenante, assure l'élection du « protocriniaire » Léon, qui allait être le pape Léon VIII.

Rome essaiera vainement de résister, allant, en février 964, jusqu'à rétablir Jean XII ; puis à sa mort, quelques semaines après (14 mai), jusqu'à le remplacer par un second antipape

1. Sur ce point spécial, voir la brève mais péremptoire démonstration de Karl Zeumer *Heiliges römisches Reich deutscher Nation ; eine Studie über den Reichstitel* (Weimar 1910, in-8°, viii-38 p ; fasc. 2 du t. IV des « Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des deutschen Reiches » publiées par Zeumer).

2. Voir ci-dessus, p. 273.

en la personne de l'honnête Benoît V ; et encore, en 966, après la mort de Léon VIII, jusqu'à chasser le successeur agréé par Otton — un Romain pourtant, de la famille d'Albéric et de Jean XII. Mais ces bruyantes protestations n'auront d'autre résultat que d'attirer sur la Ville récalcitrante les représailles de son nouveau maître. A deux reprises, Otton y viendra à la tête des ses troupes imposer par la force le respect de son inflexible volonté et du pacte de 824, remis en vigueur après tant d'années d'oubli. Bon gré, mal gré, le roi d'Allemagne sera obéi : Rome et la papauté seront remises en tutelle.

Finie désormais cette convention d'un titre impérial purement décoratif et vain attribué par le pape à quelque roitelet italien ! Le roi de Germanie, qui laisse dire qu'il est un nouveau Charlemagne et qui tient à se poser en continuateur des princes carolingiens, met tout en œuvre pour reformer autour de sa propre personne l'unité impériale de la première moitié du neuvième siècle. A l'assimilation de l'Italie il consacre la plus grande partie du temps qui lui reste à vivre : après être demeuré dans la péninsule sans désenparer depuis l'été 961 jusqu'au mois de janvier 965, il revient y passer six années de suite, du mois de septembre 966 au mois d'août 972, des années très pleines, où il a le souci de rétablir partout, et notamment dans les provinces méridionales, l'ancien état de choses si fortement modifié au cours du siècle qui venait de s'écouler. Les ducs de Bénévent et de Capoue sont, dès janvier et février 967, contraints de lui prêter hommage et, pendant trois ans (968-970), d'énergiques interventions militaires en Pouille et en Calabre, où on le voit camper à plus d'une reprise, finissent par amener l'empire byzantin à compter avec lui. Après avoir essayé de traiter par le mépris ce parvenu, comme il avait été fait jadis pour Charlemagne au lendemain du couronnement de l'an 800, l'empereur grec Jean Tzimiscès doit se résoudre non seulement à reconnaître le titre impérial du roi saxon, mais à lui envoyer, en 972, comme épouse pour son fils Otton II une « porphyrogénète », la jeune et belle Théophano, fille de l'empereur Romain II et petit-fille de Constantin VII.

Hors de l'Italie byzantine, qu'à la suite de cet accord il renonce à conquérir, Otton agit en maître incontesté. On le voit souvent à Rome, plus souvent encore à Ravenne, la capitale des derniers empereurs romains d'Occident, où il se fait édifier un palais. Les fêtes de Pâques notamment l'y ramènent trois fois durant les six dernières années de son séjour dans la

péninsule : en 967, en 970, en 971. Il y tient en 967 une grande assemblée générale; à laquelle le pape assiste, où se pressent plus de cinquante évêques, accourus aussi bien de la province romaine que de Lombardie et où il se montre dans l'éclat de sa puissance, entouré d'un cortège imposant de seigneurs italiens. Il ressuscite même, semble-t-il, dans quelques régions la vieille institution carolingienne des *missi dominici*, qui lui permet de surveiller de plus près la gestion des fonctionnaires locaux.

Il renoue du reste la tradition des grandes assemblées publiques de l'époque carolingienne et, soit en Italie, soit en Franconie, soit en Lorraine, soit en Saxe, il ne néglige rien pour donner à ces réunions un aspect de majesté qui rappelle celui des « plaids généraux » du neuvième siècle.

L'assistance y est toujours nombreuse et choisie. On y rencontre parfois les rois des États voisins qui vivent dans sa vassalité ou du moins dans son ombre : le roi de France Lothaire en 965, à Cologne ; le roi de Bourgogne Conrad en 967, à Vérone. Ils viennent lui témoigner leur déférence et conférer avec lui. On y rencontre aussi, comme au début du neuvième siècle, les envoyés des « rois barbares » — les rois de Danemark ou de Hongrie, le tsar de Bulgarie ou même le calife fatimite d'Égypte (973) — qui arrivent les bras chargés de présents. A lire les récits des témoins, on se croirait revenu aux beaux temps de Charlemagne. Le nouvel empereur n'apparaît pas moins soucieux de l'intérêt général de ses États : s'il ne promulgue plus de capitulaires, à proprement parler, il lui arrive d'édicter des mesures d'ensemble du même genre, comme lorsqu'en 967, à Vérone, il publie un supplément au recueil des lois lombardes.

Son action continue à rayonner bien au delà des frontières d'Allemagne et d'Italie, non seulement dans le royaume de Bourgogne, mais jusque dans celui de France, où elle s'exerce quelque temps encore d'une façon active par l'entremise de son frère l'archevêque de Cologne Bruno. La mort de l'illustre prélat, survenue en octobre 965, n'en interrompt pas les effets ; car la cour de Germanie reste en étroits rapports avec l'archevêque de Reims Odelric, un Lorrain de Metz, que Bruno avait lui-même choisi, et bien davantage encore avec son successeur Adalbéron (969-989), autre Lorrain, que sa famille rattachait à l'empire germanique et qui allait être pour Otton et ses descendants un allié incomparable.

De toute évidence, le pouvoir du nouvel empereur a pris l'as-

pect du solide et du durable. L'empire, comme diront plus tard les chroniqueurs allemands, a été « transféré » à la maison de Saxe, et non pas seulement attribué en passant à un roi germanique. Tels jadis Pépin et Charlemagne, Otton a fait oindre sa famille par le Souverain Pontife : lors du couronnement de Rome, en 962, la reine Adélaïde a été sacrée par le pape en même temps que son auguste époux ; à la Noël de l'an 967, leur fils Otton II a reçu par anticipation le sacre impérial du pape Jean XIII, qui a renouvelé encore ce geste à Pâques 972 en faveur de la jeune femme d'Otton II, l'impératrice Théophano. Ainsi Otton et sa descendance semblent marqués par Dieu, et, grâce au couronnement anticipé de son fils — pour lequel Otton s'est inspiré aussi de l'exemple des premiers Carolingiens — la transmission du pouvoir impérial est assurée contre les surprises.

La chaîne des temps est renouée, ou du moins les écrivains de l'époque le croient : en Otton, à les entendre, l'Europe a réellement trouvé un second Charlemagne

IV. — LE RENOUVEAU RELIGIEUX ET INTELLECTUEL AU MILIEU DU X^e SIÈCLE¹.

Ils se trompaient assurément, car on ne revient pas sur le passé ; mais leur erreur était excusable, si l'on songe que la politique d'Otton avait eu pour résultat non seulement de ranimer un empire moribond, mais aussi, grâce à la sécurité renaissante,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — A. Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. III (Leipzig, 1896, in-8° ; 3^e éd. remaniée, 1906) ; A. Ebert, *Allgemeine Geschichte der Literatur des Mittelalters im Abendlande*, t. III (Leipzig, 1887, in-8° ; traduction française sous le titre : *Histoire générale de la littérature du moyen âge*, t. III, Paris, 1889, in-8°) ; M. Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. II (Munich, 1923, in-8°, t. IX, 2^e partie, du « Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft » publié par I. von Muller) ; R. Koegel, *Geschichte der deutschen Literatur bis zum Ausgange des Mittelalters*, t. II (Strasbourg, 1897, in-8°), que dépare malheureusement une tendance à grossir sans mesure le rôle de l'Allemagne dans l'histoire littéraire du moyen âge ; W. Golther, *Die deutsche Dichtung im Mittelalter* (Stuttgart, 1893, in-8°) ; et le lucide résumé d'E. Tonnelat, *Histoire de la littérature allemande des origines au XVII^e siècle* (Paris, 1923, in-16, de la « Collection Payot »). Sur les écoles de Liège, G. Kurth, *Notger de Liège et la civilisation au dixième siècle* (Paris, 1905, 2 vol. in-8°). Sur le Waltharius, il existe une abondante littérature (Cf. Dahlmann-Waitz, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*, 8^e éd., 1912, p. 260-261, n° 3860). Le dernier mémoire paru à notre connaissance est celui de M. Wilmette, *La patrie du Waltharius*, dans la *Revue historique*, t. CXXVII (1918), p. 1 à 30. Il fait de l'auteur un moine de Saint-Èvre de Toul, mais ses conclusions ont été généralement rejetées. Les dernières éditions avec commentaires sont celles d'Althof (Leipzig, 1899-1905, 2 vol. in-8°) et de K. Strecker (Berlin, 1907, in-8° ; 2^e éd., revue, 1924).

de faire refleurir à l'Occident de l'Europe la civilisation que les Barbares de la seconde moitié du neuvième siècle et du début du dixième avaient mise à si rude épreuve. À voir l'essor nouveau de la vie religieuse dans le royaume germanique et plus particulièrement dans les pays de la Meuse et du Rhin, à voir le réveil des esprits et la reprise du labeur intellectuel dans toutes les contrées où s'exerçait l'action de l'empereur saxon, comment eût-on pu, en effet, se défendre de l'illusion qu'une désastreuse parenthèse était enfin fermée et qu'allaient refleurir les beaux jours du règne de Charlemagne ?

Une élite de prélats intelligents et actifs, mêlés de près à la vie du siècle, mais dévoués à la cause de la religion, s'emploient avec zèle à rétablir l'ordre dans leurs diocèses. Ils soutiennent avec énergie les efforts déployés depuis quelques années par de pieux réformateurs en Bourgogne, en Lorraine et dans presque toute la vallée de la Meuse pour rendre à la vie monastique sa pureté première. Pas plus qu'Otton lui-même sur le terrain politique, ces réformateurs — dont les noms des célèbres monastères de Cluny, de Gorze et de Brogne, le premier surtout, devaient longtemps perpétuer l'œuvre — n'ont alors à aucun degré le désir d'innover. Ils s'en défendent, au contraire. Ce qu'ils veulent, c'est remettre la règle bénédictine en honneur, restaurer la discipline monacale et revenir à la tradition carolingienne. Et c'est pourquoi le souverain et ses évêques, plus encore que lui, les encouragent, les donnent en exemples aux autres moines et aident à la diffusion de leurs idées. Aussi assiste-t-on, au milieu du dixième siècle, à une renaissance générale de l'institut monastique dans tous les pays de l'Europe occidentale, mais spécialement dans le royaume d'Otton. Nombre de monastères nouveaux surgissent ; les monastères anciens se repeuplent et reconstituent leurs domaines.

Ils reconstituent aussi leurs bibliothèques. Car c'est simultanément, comme sous Charlemagne, le zèle religieux et le zèle pour les choses de l'esprit qui se réveillent. Le zèle religieux se traduit par un redoublement d'ascétisme à l'intérieur des cloîtres et par une reprise de l'œuvre de propagande chrétienne dans les pays barbares qui bordent le royaume germanique. Mais le zèle pour les choses de l'esprit n'est pas moindre. Si les austères réformateurs de la première moitié du dixième siècle ne pensaient qu'au salut des âmes par la pratique des vertus évangéliques, les abbés du temps d'Otton I^{er} ne dédaignent pas, pour leur part, d'y ajouter une culture théologique soignée et,

pour y mieux parvenir, une culture littéraire et philosophique aussi poussée que possible.

Là encore, l'ambition des hommes du dixième siècle est, non de créer, mais de rétablir. Ils se remettent à copier des manuscrits pour remplacer ceux qui ont été détruits durant les invasions scandinaves ou hongroises et, comme au temps de Charlemagne, ils font appel, pour renouer la tradition, aux maîtres qui, dans les abbayes ou les églises les mieux protégées, ont pu garder à peu près intact le trésor de cette civilisation antique sur laquelle le monde continue à vivre. Ne se croirait-on pas reporté de cent cinquante ans en arrière quand on voit, en 965, Otton ramener, lui aussi, d'Italie, des lettrés comme Gunzo, professeur de grammaire à Novare ?

Sans doute, l'Allemagne d'Otton ne rappelle que de bien loin, au point de vue intellectuel, l'empire franc du neuvième siècle à ses débuts. Malgré son désir de s'instruire, l'empereur saxon n'arriva jamais à comprendre pleinement la langue latine : les beaux jours du palais d'Aix ne renaîtront point. Mais le fils d'Otton I^{er} sera déjà un lettré ; son frère, l'archevêque de Cologne Bruno, également ; et c'est en Saxe que seront écrites quelques-unes des œuvres les plus notables de cette époque, entre autres celles de Hrotsvit, une nonne de l'abbaye de Gandersheim (au sud d'Hildesheim) à qui nous devons, outre un panégyrique en vers d'Otton et quelques poèmes religieux, de curieuses petites scènes dialoguées qui sont, en prose, du Tércence adapté à des fins pieuses : transposition tout à fait dans la manière carolingienne. Car Hrotsvit donne plutôt l'impression d'une attardée que d'une novatrice : qu'elle célèbre les mérites d'Otton, « nouveau David », qu'elle chante les louanges de la Vierge, du Christ ou des saints, qu'elle fasse parler les personnages de ses petites comédies, elle ne procède pas autrement que ses devanciers du neuvième siècle, ou du moins elle cherche à rivaliser avec eux en calquant ses œuvres et son style sur celui des modèles antiques où elle puise son inspiration ; elle ne s'en distingue que par ses fautes de goût plus nombreuses et sa façon vraiment bien naïve et puérile d'envisager une réalité avec laquelle elle a perdu le contact.

Il en va de même du plus notoire historien de l'époque, Widukind, moine de Corvei, en Westphalie. Quand, du fond de son cloître, il écrit son *Histoire des Saxons*, son idéal, à lui aussi, est de se rapprocher de son mieux, pour le fond et la forme, des Anciens, ceux de l'époque de Charlemagne — les Éginhard

et les Paul Diacre — et, derrière eux, ceux de l'antiquité classique, les Tite Live et les Salluste. Le résultat est médiocre, parce que Widukind est un Saxon encore, à l'esprit étroit, et qu'il ne comprend rien à la politique ; mais son effort et la culture classique dont son livre témoigne n'en sont pas moins symptomatiques.

Au reste, Widukind et Hrotsvit appartiennent à la Saxe, c'est-à-dire au pays d'Allemagne venu le dernier à la civilisation. Dans d'autres provinces, les œuvres littéraires sont moins imparfaites. Nous en avons une preuve remarquable dans un étonnant poème épique, dont l'origine n'est pas facile à déterminer, mais qui a toutes chances d'avoir été composé au monastère de Saint-Gall (Suisse) vers le milieu du dixième siècle : le fameux *Waltharius* ou récit des exploits chevaleresques du preux Walther, le prototype, en moins beau et en moins pur, des Roland, des Raoul de Cambrai et autres héros de nos chansons de geste françaises. Quel qu'il soit, l'auteur de cette épopée a montré que, tout en pillant l'Énéide — en quoi il est bien encore dans la tradition carolingienne — il était capable parfois de vrais élans poétiques et que le commerce des Anciens n'était pas sans susciter déjà des vocations parmi ceux qui s'abandonnaient aux Muses.

Ce sont là quelques indices, entre beaucoup, non pas certes d'une vie intellectuelle très intense, mais d'un réveil des esprits dont les effets se font sentir même en dehors des monastères, parmi les clercs séculiers. Les écoles épiscopales des provinces voisines de la Meuse, aussi bien du reste dans le royaume de France que dans celui d'Allemagne, sont, en effet, gagnées peu à peu. Il en est ainsi à Liège au temps de l'évêque Rathier (953-955) — ancien élève de l'école monastique de Lobbes et un des théologiens les plus justement réputés, quoiqu'une des figures les plus étranges du dixième siècle — et mieux encore au temps des évêques Éracle (959-971) et Notger (972-1008). Il en est ainsi, pareillement, à Reims, dont nous rappelions plus haut les rapports étroits avec le clergé germanique et où l'on voit au dixième siècle une école déjà florissante produire des écrivains dont l'historien Flodoard (mort en 966) est sans doute le meilleur représentant, en attendant l'illustre Gerbert, qui y enseignera à partir de 972.

Ces écoles qui se raniment, ces écrivains grâce auxquels ressuscite la tradition de l'époque carolingienne, cette vie religieuse

qui reprend et s'épanouit, voilà les premiers bénéfices de l'immense effort de redressement militaire et politique accompli par Otton. On sait, d'autre part, que son règne a coïncidé avec un réveil de l'activité artistique, dont, malheureusement, trop peu de spécimens subsistent intacts pour qu'on en puisse parler avec précision ; il y faudrait certainement ajouter un réveil de l'activité économique.

Mais le point capital est que, dans le grand duel qui, une fois de plus, s'était engagé entre la civilisation et la barbarie, celle-ci avait été de nouveau vaincue sur les champs de bataille de l'Europe occidentale.

Nous allons voir qu'il en devait être finalement de même sur ceux de l'Europe orientale.

CHAPITRE IX

LE REDRESSEMENT DE L'EMPIRE BYZANTIN (963-1025)¹

Au milieu du dixième siècle, en effet, l'empire d'Orient se ressaisit, lui aussi. Après n'avoir échappé que par miracle, en 922, à une ruine totale, lorsque le tsar bulgare, maître de toute la Thrace et de la Thessalie, semblait assuré du concours de la puissante flotte musulmane en vue d'un suprême assaut contre Byzance, il parvient non seulement à desserrer l'étreinte des Barbares, mais, par un nouveau et merveilleux renversement de la situation, comme l'histoire byzantine en offre tant, à reprendre l'offensive sur toutes ses frontières, à refouler ses ennemis et à reconstituer ses forces, prêt à affirmer de nouveau avec éclat la vitalité merveilleuse de son étonnante civilisation.

I. — LA CONTRE-OFFENSIVE EN ASIE².

Les années qui suivent la mort du terrible Siméon (927) sont pour l'empire byzantin des années de recueillement ; Cons-

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Un résumé assez commode de l'histoire byzantine durant la période envisagée ici a été écrit pour le tome IV de la *Cambridge medieval history* (Cambridge, 1923, in-8°) par l'abbé Vogt (pour l'histoire intérieure). A. Vasil'ev (pour l'histoire des rapports avec les Musulmans) et par W. Miller (pour l'histoire des rapports avec les Bulgares), p. 61-96, 139-150, 238-243, avec des bibliographies détaillées à la fin du volume. Le chapitre de M. Miller doit cependant être contrôlé de près. Un très bref résumé figure dans l'*Histoire de l'empire byzantin* de Ch. Diehl (Paris, 1919, in-12). Les travaux essentiels à consulter sont : Alfred Rambaud, *L'empire grec au dixième siècle : Constantin Porphyrogénète* (Paris, 1870, in-8° ; thèse de doctorat), un peu ancien déjà, malheureusement, et les trois beaux volumes suivants de Gustave Schlumberger : *Un empereur byzantin au dixième siècle : Nicéphore Phocas* (Paris, 1890, in-4° ; réimprimé tel quel, mais sans les illustrations, Paris, 1923, in-8°) ; *L'épopée byzantine à la fin du dixième siècle* ; t. I : *Jean Tzimiscès, Basile II*, 969-989 ; t. II : *Basile II*, 989-1025 (Paris, 1896-1900, 2 vol. in-4°, magnifiquement illustrés, formant le début d'un ouvrage dont la troisième partie, allant jusqu'en 1057, a paru en 1905 et dont le tome I vient d'être réimprimé sans les illustrations, Paris, 1925, in-8°).

2. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les volumes indiqués à la note précédente, voir A. Vasiliev, *Vizantiya i Arabii* (St-Petersbourg, 1900-1902, 2 vol. in-8°), histoire

tantin VII « Porphyrogénète », le fils de Léon VI, quoique majeur (il était né en 905), continue à vivre sous la tutelle de l'ambitieux « régent » Romain Lécapène, dont toute la volonté semble tendue vers cet unique objet : assurer le pouvoir à ses fils au détriment du souverain légitime.

Romain laisse passer, sans chercher à en tirer parti, des troubles graves qui éclatent en Bulgarie au cours des années 928, 930 et 931 contre le tsar Pierre, le faible et pacifique successeur de Siméon de Grand, et ne réussit, en fin de compte, qu'à indisposer, par une politique autoritaire et maladroite, jusqu'à ses fils, qui, en décembre 944, s'emparent de lui et l'enferment dans un monastère, où il devait mourir quatre ans plus tard.

Vingt ans encore se perdent pour l'empire en conflits intérieurs, en désordres et en intrigues. Les fils de Romain Lécapène, après avoir en vain cherché à se substituer à leur père, doivent dès 945 céder la place à Constantin VII (945-959), esprit curieux et érudit, auquel nous devons des œuvres historiques du plus haut intérêt sur l'organisation de l'État byzantin au milieu du dixième siècle, mais aussi incapable de gouverner et aussi indifférent à l'exercice du pouvoir que devait l'être son fils et successeur Romain II (959-963).

Et cependant, sous le règne de ce dernier, un changement s'opère enfin à Byzance. Le vrai chef du gouvernement, l'eunuque Joseph Bringas, prend l'initiative d'une action militaire énergique contre les ennemis extérieurs de l'empire, dont l'affaiblissement de plus en plus marqué — aussi bien du côté bulgare que du côté musulman — n'a pu lui échapper. Il sait qu'il peut compter encore sur une armée courageuse, aguerrie et commandée par des chefs de valeur. Car, tenues sans cesse en haleine aux frontières de l'Euphrate et de la Cilicie, où les combats n'ont jamais cessé avec les armées « sarrasines », les troupes d'Asie Mineure forment des corps d'élite dont les heureux coups de main en terre musulmane ont été se multipliant dans les vingt dernières années.

C'est à leur général en chef, le rude mais habile Nicéphore Phocas, que Joseph Bringas confie le commandement d'une première expédition destinée à aller écraser le nid principal de pirates sarrasins dont la mer Égée et les côtes même de Grèce

des rapports politiques entre les Byzantins et les Arabes de 820 à 959, en langue russe (le tome II) et les ouvrages de A. Müller (*Der Islam im Morgen- und Abendland*, Berlin, 1885-1887, 2 vol. in-8°) et Muir (*The caliphate*, 2^e éd., Londres, 1915, in-8°) cités ci-dessus, p. 131, n. 1.

étaient infestées : l'île de Crète, depuis plus d'un siècle au pouvoir des musulmans. La lutte est acharnée. Pendant tout l'hiver 960-961, Candie, la capitale crétoise, résiste ; mais la victoire — une victoire éclatante, inespérée — vient enfin, au bout de huit mois, couronner les efforts de l'armée byzantine.

Ce beau succès, qui rend à l'empire une province dont la perte remontait si loin déjà dans le passé, réveille aussitôt, dans un élan d'enthousiasme, les plus vastes espoirs : l'heure n'a-t-elle pas sonné où le Dieu vengeur, après tant d'années de deuils et de pertes sans nombre, va permettre de donner aux Infidèles une sévère leçon et faire rayonner à nouveau en Orient la gloire « romaine » si dangereusement compromise par les Barbares ?

Dès la fin de janvier 962, le conquérant de la Crète, franchissant les défilés du Taurus, s'abat à l'improviste sur la Cilicie, qu'il arrache par une attaque foudroyante aux troupes de l'émir d'Alep. A l'automne suivant, il fonce sur les passages de Amanus (ou Elma Dag) qui, à l'est du golfe d'Alexandrette, défendent l'entrée des plaines syriennes, s'ouvre la route d'Alep, et réussit même, le 23 décembre 962, à s'emparer de cette grande cité, que les musulmans occupaient depuis trois siècles.

Quelques semaines après, la mort inopinée de Romain II, à peine âgé de vingt-quatre ans, le force à lâcher prise momentanément. Il accourt à Constantinople (avril 963), y est acclamé et s'empare ensuite du pouvoir (3 juillet 963) au nom des deux tout jeunes enfants de l'empereur défunt, dont il épouse la veuve, la belle Théophano.

Après cette usurpation, tous les ressorts de l'État sont tendus à l'extrême en vue de la reprise des provinces « romaines » d'Orient : soldat dans l'âme, ne vivant que pour son armée, Nicéphore repart, sans perdre de temps (964), consolider et achever la conquête de la Cilicie, que les musulmans essaient de lui arracher, tandis qu'un corps de débarquement passe dans l'île de Chypre, y triomphe des forces musulmanes et restitue ainsi à l'empire une de ses plus précieuses possessions de la Méditerranée orientale, perdue depuis le septième siècle, et qui sera par la suite une admirable base d'attaques contre la Syrie.

Aussitôt après, Nicéphore prépare la conquête de cette dernière province. En 966, un premier raid amène les troupes byzantines jusque sous les murs de Kinnesrin, au sud d'Alep, et peut-être même jusque devant Antioche. Une révolte qui éclate sur ces entrefaites à Constantinople (mai 967) l'oblige à différer la suite des opérations ; mais, au début de l'année

968, il les reprend avec vigueur. Un nouveau raid est poussé avec une extraordinaire hardiesse, par Hamah et Homs (l'antique Émèse) jusqu'au sud de Tripoli ; la zone côtière entre cette ville et Antioche est mise au pillage et finalement, le 28 octobre 969, Antioche succombe, suivie à peu de temps de là par Alep, dont l'émir doit se reconnaître le vassal de l'empire, tandis qu'Antioche est purement et simplement réincorporée au territoire « romain ».

Malheureusement, Nicéphore, dont la rude politique n'a pas été sans soulever de violentes oppositions, ne survit pas longtemps à ces éclatants succès : dans la nuit du 10 au 11 décembre 969, il tombe assassiné par un de ses meilleurs généraux, l'Arménien Jean Chemichkik ou (en grec) Tzimiscès, un des hommes les plus populaires de Byzance, dont, affirmait-on, l'impératrice Théophano avait fait son amant.

Grâce à ce meurtre, Jean Tzimiscès se rend maître du pouvoir et exerce l'autorité impériale, à son tour, comme protecteur ou tuteur des deux petits souverains légitimes, les jeunes enfants du défunt Romain II. Et, une fois les premières crises et les premières révoltes surmontées, il n'a rien de plus pressé lui-même que de poursuivre les vastes projets de son prédécesseur. On ne parle de rien moins à Byzance que d'aller délivrer les Lieux Saints ; et il s'en faut de peu, en effet, que l'année 975 n'apporte la réalisation de ce rêve magnifique : se lançant avec furie dans la direction du sud, les troupes byzantines enlèvent successivement Baalbek, Damas, Tibériade, Nazareth, Césarée de Palestine. Terrifiés, les habitants n'essaient même plus de résister et ouvrent toutes grandes leurs portes dès que l'ennemi paraît. Jean Tzimiscès n'ose pourtant pas encore s'avancer jusqu'à Jérusalem, mais il soumet sans peine la côte syrienne de Césarée à Batroun, et peut se flatter ainsi d'avoir, pour une bonne part déjà, réalisé l'ambitieux programme conçu par Nicéphore.

Il ne devait pas lui être donné de voir l'œuvre achevée : le 10 janvier 976, il était enlevé par une maladie soudaine — peut-être le typhus — et sa mort, suivie d'une néfaste période de désarroi et de révoltes, devait avoir pour résultat le repli des troupes byzantines sur Antioche. De la Palestine, il ne sera désormais plus question : le jeune Basile II, l'aîné des fils de Romain II, qui parvient enfin à exercer personnellement le pouvoir impérial, bornera du côté de l'Asie son ambition à l'achèvement des conquêtes entreprises en Syrie septentrionale.

En 999, il progressera même victorieusement jusqu'à Homs et réussira du moins à réincorporer toute la province d'Antioche à l'État byzantin, dont elle ne sera plus séparée avant la seconde moitié du onzième siècle.

Résultats plus modestes assurément que ceux dont avaient rêvé Nicéphore et Jean Tzimiscès, mais qui modifiaient d'une façon décisive la situation de l'empire du côté de l'Orient. La frontière qui, quarante ans avant, suivait encore la ligne du Taurus, d'où les bandes sarrasines avaient toutes facilités pour se répandre ensuite à travers l'Anatolie, avait été reportée à quelque trois cents kilomètres de là en plein territoire musulman, comme une menace toujours prête à l'adresse des princes fatimites ou turcs qui se disputaient la possession des principautés de la Syrie orientale et centrale ; de Chypre, les Byzantins pouvaient contrôler la Méditerranée orientale : l'empire, de ce côté, respirait.

II. — LA CONTRE-OFFENSIVE EN EUROPE ET LA CHUTE DU ROYAUME BULGARE¹.

Au surplus, le ralentissement des opérations en Syrie sous Basile II ne s'explique pas seulement par les graves difficultés intérieures avec lesquelles l'empereur eut à compter jusqu'en 989, mais aussi par la nécessité où il se trouva dès son avènement de reporter son attention sur la Bulgarie.

Depuis quelques années, la situation y était devenue inquiétante. Tant que le tsar Pierre avait pu à peu près faire respecter son autorité et protéger ses frontières, le gouvernement byzantin n'avait eu qu'à laisser aller les choses : le tsar Pierre était son protégé ; il avait épousé une petite-fille de l'empereur Romain Lécapène ; ses fils, Boris et Romain, étaient élevés à Constantinople ; la Bulgarie était inoffensive et constituait même une barrière commode contre les barbares hongrois ou russes qui couraient le pays au nord du Danube. Mais l'incapacité du tsar Pierre avait eu à la longue les plus fâcheuses consé-

1. OUVRAGES A CONSULTER — Outre les ouvrages indiqués p. 356, n. 1, voir la grande histoire des Bulgares de N. Slatarski, en langue bulgare (t. I, Sofia, 1918, in-8°), et le résumé qu'en a donné l'auteur en langue allemande (*Geschichte der Bulgaren*, I : 679-1396, Leipzig, 1918, in-12), ainsi que les histoires des Bulgares et des Serbes de Jirecek (*Geschichte der Bulgaren*, Prague, 1876, in-8°, et *Geschichte der Serben*, t. I, Gotha, 1911, in-8°), dont la référence bibliographique précise a été fournie précédemment (p. 310, n. 1).

quences : à l'intérieur, la révolte à l'état endémique, des conflits de caractère à la fois politique, ethnique, religieux ; à l'extérieur, un tel effondrement de la puissance bulgare que les barbares du nord avaient cessé d'être tenus en respect. Dès 959, les bandes hongroises traversaient le pays de part en part ; elles revenaient à la charge en 962. En 963, les provinces occidentales refusaient l'obéissance à Pierre et se donnaient pour tsar un chef slave de Macédoine, nommé Nicolas ; enfin, cinq ans après, le prince de Kiev, Sviatoslav, se jetait sur les territoires bulgares du nord-est, bien inconsidérément poussé en avant par l'empereur Nicéphore, qui croyait habile de châtier ainsi les velléités d'indépendance du tsar Pierre.

Deux ans à peine s'étaient écoulés que le gouvernement byzantin se rendait compte de l'imprudence commise. Pierre était mort (969) ; son fils Boris II, le docile élève de la cour de Constantinople, non seulement avait dû renoncer à recouvrer les provinces occidentales tenues par son rival Nicolas, mais avait en vain essayé d'établir solidement son pouvoir dans la Bulgarie proprement dite : ses ordres avaient été bafoués ; le protectorat byzantin n'avait plus été qu'un vain nom ; et Sviatoslav en avait aussitôt profité pour reprendre, à la tête de ses troupes, le chemin du sud. En 970, il avait traversé à nouveau le Danube, franchi le Balkan et était allé jeter l'émoi jusque dans la Thrace byzantine, où ses avant-gardes s'étaient montrées aux abords d'Andrinople. Sans doute Jean Tzimiscès, qui venait l'année précédente de se saisir du pouvoir à Byzance, avait réussi à parer le coup en arrêtant l'armée russe à Arcadiopolis (l'actuel Lule Bourgas) et en la refoulant en Bulgarie. Mais là-bas la situation était devenue critique : fait prisonnier avec toute sa famille dans sa capitale de Preslav (près de Choumla), le tsar Boris s'était vu supplanté par le prince de Kiev, et la Bulgarie serait devenue russe si Jean Tzimiscès n'avait immédiatement (972) riposté en déclenchant contre l'ennemi une attaque foudroyante, qui lui avait permis de le rejeter au nord du Danube et d'annexer à ses États les provinces du tsar Boris.

A son avènement, l'empereur Basile II avait donc trouvé la frontière byzantine reportée au Danube comme au temps de Justinien, mais avec cette différence que le nord-ouest de la péninsule balkanique continuait à lui échapper et que, dans la Bulgarie proprement dite, le joug byzantin était supporté avec une impatience qui faisait craindre à bref délai un soulèvement général. Ce soulèvement éclata en effet vers 980. A cette date,

le tsar Boris, que Jean Tzimiscès avait retenu en captivité à Constantinople, après lui avoir fait subir l'injure suprême de le traîner, lors de son triomphe, chargé de chaînes, à travers les rues de la capitale, parvenait à s'échapper de prison. Tué par une sentinelle bulgare qui ne l'avait point reconnu, son souvenir, à défaut de sa présence, suffit à galvaniser les foules ; et le tsar des provinces occidentales, Samuel, fils de Nicolas, en profita pour se poser aussitôt en défenseur des libertés slaves et bulgares foulées aux pieds par l'empereur. Déjà il avait eu l'habileté de donner asile dans ses États au patriarche bulgare, que Jean Tzimiscès avait fait déposer pour lui substituer un simple archevêque rattaché au patriarcat de Constantinople. N'était-ce point Samuel dès lors qui, à défaut de Boris, incarnait vraiment aux yeux de tous les Bulgares la cause nationale ? De la descendance de Siméon le Grand, personne, semblait-il, ne pouvait lui être opposé : Romain, frère du tsar Boris, était bien parvenu à rentrer en Bulgarie — après avoir été, lui aussi, emmené en captivité lors des grandes défaites de 972 — ; mais Jean Tzimiscès lui ayant fait subir le supplice de la castration, il lui était difficile de se faire accepter comme souverain. Samuel avait su obtenir de lui une renonciation formelle en sa faveur. Du coup, le tsar macédonien était assuré du succès.

Balayée en Bulgarie, la domination byzantine était bientôt menacée en Thessalie et en Grèce. En 983, Samuel enlevait Larissa et expédiait même sa cavalerie jusque dans le Péloponnèse. Il n'y avait plus de temps à perdre si l'on voulait éviter une catastrophe.

La résolution de Basile II fut vite prise. Ce petit homme énergique, dont la volonté tenace était entièrement tendue vers l'action et qui n'avait qu'une terreur : celle des discours et des « bavardages stériles », ne devait se laisser arrêter, dans le duel à mort qui s'engageait entre l'empire byzantin, miné par la révolte, et la Bulgarie, soudain ressuscitée de ses cendres, ni par les obstacles ni par les revers ni, il faut le reconnaître, par les scrupules. Pendant plus de trente années — avec de courts répit imposés, au début surtout, par les nombreuses et redoutables insurrections dont il lui fallut venir à bout — Basile lutta désespérément pour briser le cercle de fer qui, à nouveau, comme au temps du tsar Siméon, semblera prêt à se refermer sur l'empire ; il lancera inlassablement ses troupes à l'assaut, au pillage, à la tuerie, et ne déposera les armes qu'après avoir enfin anéanti la Bulgarie et, ivre de carnage, mérité le féroce surnom

que la postérité lui a maintenu : celui de « Bulgaroctone », c'est-à-dire « Tueur de Bulgares ».

D'abord rien ne semble pouvoir arrêter l'élan de Samuel. En vain Basile a esquissé une diversion en se jetant sur Sre-detz (l'actuelle Sofia) ; il est refoulé violemment en Thrace, écrasé au défilé des Portes Trajanes (986), où il laisse entre les mains de l'ennemi ses bagages, le trésor de son armée, sa tente, les insignes impériaux. Le port byzantin de Dyrrachium (Durazzo), puis toute la côte albanaise, de cette ville à l'embouchure du Drin, tombent au pouvoir du terrible tsar, qui y ajoute presque aussitôt la principauté serbe des bords de la Zeta (le Monténégro) ; le long de la côte dalmate jusqu'à Zara et dans les principautés serbes du nord, en Bosnie et en Rascie, le suzeraineté de Samuel est imposée par la force. Puis c'est au tour de la Macédoine méridionale à subir ses attaques : les postes byzantins de la frontière sont enlevés d'assaut et les troupes de l'ennemi dévalent sur Salonique (989-990). Pendant cinq ans, les abords de la mer Égée peuvent être victorieusement défendus ; quoique, entre temps (988-989), Basile ait failli être renversé par un de ses meilleurs généraux, Bardas Phocas, et qu'au cours de l'hiver 994-995 il ait dû brusquement se transporter jusqu'en Syrie pour empêcher les Fatimites de s'emparer d'Alep et peut-être même d'Antioche. Mais en 995, il s'en faut de peu que Salonique ne succombe : les troupes bulgares campent dans les faubourgs de la ville, d'où le tsar, à la tête de sa cavalerie, recommence de terrifiantes randonnées jusqu'au cœur du Péloponnèse.

En face du péril croissant, Basile se raidit. Un de ses généraux, Nicéphore Uranos, est assez heureux pour surprendre Samuel au retour de son grand raid dans la Grèce méridionale et pour lui infliger une défaite sanglante sur les bords du Sperchios, au nord des Thermopyles (996). Peu s'en faut que Samuel ne soit fait prisonnier ainsi que son fils Gabriel. Ils ne doivent leur salut l'un et l'autre qu'à une fuite éperdue dans les montagnes ; et la légende veut qu'ils n'aient échappé aux regards de l'ennemi qu'en se dissimulant sous un amas de cadavres. La victoire dépasse les plus belles espérances : le triomphateur rapporte à Constantinople, en guise de trophées, mille têtes coupées et il se fait suivre par un impressionnant cortège de douze mille prisonniers. L'empereur exploite sans délai cet extraordinaire succès : la Thessalie est reconquise, Dyrrachium repris, Salonique dégagé, la vallée du Vardar, jusqu'à Skoplié (Ous-koub), arrachée à la domination bulgare ainsi que la haute vallée

de la Morava et les régions du nord-ouest jusqu'à Vidin (999-1002).

Mais Basile à affaire à forte partie. Samuel, qui a pu regagner ses États et créer une armée nouvelle, se défend avec une énergie farouche. En 1005, il marque, à son tour, quelques importants succès : reprise de Dyrrachium, reprise de Skoplié, reprise de Vodena en Thessalie. C'est une vraie toile de Pénélope qui se fait et se défait.

Cependant les forces du tsar commencent manifestement à faiblir. En 1014, la contre-offensive byzantine est déclenchée de Salonique avec un plein succès : aux abords de la ville, une armée d'élite commandée par le meilleur général de Samuel est enfoncée et mise en déroute. Quant à Samuel lui-même, qui essaie de barrer le chemin du nord aux troupes de l'empereur, il se laisse tourner sur la Stroumitza, au nord des monts Bélès, et essuie là, le 29 juillet, un désastre dont il ne devait pas se relever. Comme sur le Sperchios, dix-huit ans plus tôt, il n'échappe personnellement que par miracle aux coups de l'ennemi. Il finit par rallier Prilep, où il espère reformer encore une armée, Mais il y est à peine arrivé qu'un effroyable cortège le rejoint : tout ce qui survit de son immense armée, quinze mille hommes que Basile a relâchés après les avoir faits prisonniers, mais auxquels, par un atroce raffinement de cruauté, il a fait crever les yeux, en ne laissant, par grâce spéciale, un œil sur deux qu'à cent cinquante d'entre eux destinés à conduire les autres. On raconte qu'à cette vue, le vieux tsar éprouva un tel saisissement qu'il « tomba à la renverse » et qu'il mourut d'émotion deux jours après (15 septembre 1014).

Cette fois, le sort de la Bulgarie est réglé. Successivement Vodena, Monastir, Prilep, Ichtip succombent ; avant 1018, Basile fait son entrée à Okhrida, la capitale de la Bulgarie occidentale, tandis que ses armées, poursuivant leur marche victorieuse à travers les défilés des montagnes d'Albanie et de Macédoine, achèvent de réduire les chefs de bandes.

En 1019, la tâche était terminée : il n'y avait plus de Bulgarie. Après avoir partagé en provinces le vieux royaume des Pressian, des Siméon et des Samuel, Basile pouvait regagner triomphalement sa capitale, traînant derrière son char la veuve, les trois fils et les six filles du tsar Samuel, tous les membres de la famille royale et une troupe impressionnante de seigneurs bulgares.

L'antique Byzance avait vaincu : quelque réduit et orientalisé qu'il fût, l'Empire romain, décidément, se refusait à mourir.

CHAPITRE X

L'ANARCHIE DANS LE MONDE DE L'ISLAM¹

Le relèvement de l'empire byzantin au dixième siècle ne s'explique pas seulement par l'énergie et l'habileté politique dont firent preuve la plupart des souverains de la dynastie macédonienne, mais par un fait d'ordre général qui va permettre à l'Europe de reprendre haleine en se réorganisant dans ses cadres anciens : momentanément au moins, le monde barbare est épuisé ou en proie à l'anarchie. C'est de ce mal que se meurt le peuple bulgare, au lendemain des triomphes éclatants remportés par le tsar Siméon ; c'est ce mal qui travaille le monde scandinave et qui va arrêter net l'essor du merveilleux empire fondé par Cnut le Grand ; c'est ce mal enfin qui achève de rendre presque inoffensif l'islam, naguère si entreprenant et si redoutable.

Au neuvième siècle déjà, on a vu l'autorité du calife abbasside aller diminuant de jour en jour et les provinces se soustraire, en fait, l'une après l'autre, à son autorité directe, sans jamais cependant cesser de reconnaître, théoriquement, son pouvoir suprême. Le dixième siècle nous offre le spectacle d'une dislocation définitive : des califats rivaux se dressent dans plusieurs pays en face du califat de Bagdad, qui n'est bientôt plus que l'ombre de lui-même ; et, à l'intérieur de chacun des États qui achèvent de se constituer, l'émiettement se poursuit, entraînant dans une ruine commune le pouvoir de l'ancien calife et celui de ses nouveaux émules.

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Mêmes ouvrages généraux que pour le chapitre I de cette seconde partie, mais il faut noter l'insuffisance de la plupart d'entre eux pour la période envisagée ici. On les complètera utilement avec les articles, inégaux, mais en général très soignés, de l'*Encyclopédie de l'islam* publiée sous la direction de Houtsma, Basset, Arnold, etc. (voir ci-dessus, p. 131).

I. — L'ÉTABLISSEMENT DU CALIFAT DES FATIMITES¹.

Le dixième siècle est à peine entamé qu'une première scission grave se produit en Afrique. La propagande anti-abbasside y avait toujours été active. Elle prend brusquement une ampleur inconnue avec l'arrivée, en 901, ou environ, d'un émissaire chiite du nom d'Abou Abdallah, qui, exploitant le mécontentement soulevé parmi les Berbères par la politique maladroite et brutale des derniers émirs aghlabites de Kairouan, fanatise ces populations, toujours promptes à suivre les agitateurs, les enthousiasme à la pensée que l'heure approche où, des pays d'Orient, un nouvel *imam* va enfin sortir, le vrai *imam* celui-là, dépositaire fidèle de la tradition du Prophète faussée par les Abbassides et seul interprète autorisé de la parole de Dieu. Car les Abbassides ne sont que des usurpateurs, qui ont indignement abusé de la crédulité publique ; ils n'ont pas la tradition ; celle-ci est, de par la volonté d'Allah, conservée secrète et pure de toute souillure depuis la mort d'Ali par la lignée des « *imams* cachés », qui se la transmettent de génération en génération. L'heure est venue où l'*imam* actuellement en vie, tenu en réserve par le Tout-Puissant et « guidé par lui » (*mahdi*), va entreprendre l'œuvre de libération du monde et paraître au milieu des « fidèles d'entre les fidèles. »

Tombant dans un terrain bien préparé, cette propagande a,

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux rappelés à la note précédente ajouter :

1^o Livres d'ensemble : De Lacy O'Leary, *A short history of the Fatimid khalifate* (Londres, 1923, petit in-8^o), assez confus et superficiel. L'ouvrage de Wüstenfeld, *Geschichte der Fatimiden Chalifen* (Göttingen, 1881, in-8^o) n'est qu'un recueil d'extraits d'anciennes chroniques ;

2^o Sur le chiisme et la secte des Ismaéliens, à laquelle se rattachent les Fatimites : I. Goldziher, *Vorlesungen über den Islam* (Heidelberg, 1910, in-8^o ; traduit en français par F. Arin avec des additions de l'auteur sous le titre : *Le dogme et la loi de l'islam, histoire du développement dogmatique et juridique de la religion musulmane*, Paris, 1920, in-8^o) ; M.-J. De Goeje, *Mémoire sur les Carmathes du Bahrain et les Fatimides* ; 2^e éd., (Leyde, 1886, in-8^o) ;

3^o Sur l'histoire d'Égypte au dixième et au onzième siècle : S. Lane Poole, *History of Egypt. Middle ages* (Londres, 1901, in-16 ; 2^e éd., 1914), très sommaire ; C.-H. Becker, *Beitrag zur Geschichte Aegyptens unter dem Islam* (Strasbourg, 1902-1903, 3 fascicules in-8^o). On doit aussi à C.-H. Becker plusieurs articles approfondis de l'*Encyclopédie de l'islam* (citée à la note précédente), notamment l'article *Caire* (t. I, p. 835 à 846) et l'article *Égypte* (t. II, p. 5 à 25) ;

4^o Sur l'histoire d'Afrique, on en est réduit aux anciennes histoires de Fournel et d'E. Mercier, citées ci-dessus, p. 140, n. 1, et qui, malgré leur insuffisance, n'ont pas été encore remplacées par des livres qui valaient d'être cités ;

5^o Sur l'histoire de la Syrie, *La Syrie, précis historique* du P. Lammens (t. I, Beyrouth, 1921, in-8^o), peut servir de point de départ.

en pays berbère, le même succès au dixième siècle que cent cinquante ans plus tôt la propagande abbasside en pays iranien. Elle recourt aux mêmes moyens, suscite les mêmes espérances mystérieuses et, réservant le nom de l'*imam* sauveur, qui ne doit être dévoilé qu'au dernier moment, ne laisse aucune prise aux railleries des sceptiques.

Finalement, quand Abou Abdallah juge l'heure venue, l'*imam* paraît. Qui est-il ? Nul ne le sait au juste. Il se donne le nom d'Oubaïd Allah et se dit fils de Mohammed, lui-même fils d'Ismaël, septième « *imam* caché » et descendant en ligne directe, à la cinquième génération, d'Hosain, second fils d'Ali et de Fatima. Plus tard, on prétendra qu'il n'en était rien, que son vrai nom était Saïd et qu'il n'avait aucune parenté avec les descendants d'Ali, étant en réalité issu d'une famille du Khouzistan dont, il est vrai, l'activité s'était depuis un demi-siècle dépensée tout entière en faveur des Alides. On lui attribuera pour grand-père un certain Ahmed, qui déjà vers 890 avait tenté sans succès, dans la région de l'Euphrate, de se faire passer pour l'« *imam* caché » en se prétendant descendant direct, sinon d'Ali, du moins de son frère Akil ; et l'on conclura qu'Oubaïd-Allah n'avait, pas plus que cet usurpateur démasqué, d'autres titres à l'attention publique que celui de chef de secte.

Quoi qu'il en soit, il réussit là où Ahmed avait échoué. Son arrivée dans la région de Tripoli se place vers 909 ; et, grâce à l'habile propagande d'Abou Abdallah, ses succès sont rapides, malgré une aventure malheureuse qui, au début, l'a fait tomber entre les mains des partisans de la dynastie aghlabite. Le 15 janvier 910, il fait aux côtés d'Abou Abdallah son entrée solennelle dans Rakkada, la résidence des émirs aghlabites, à quelques kilomètres au sud-ouest de Kairouan, d'où le dernier émir, Ziadat Allah, s'est enfui précipitamment quelques semaines auparavant, pour s'en aller mourir en Palestine.

Devant le vainqueur la voie est libre. Salué à Kairouan du titre de « commandeur des croyants », Oubaïd Allah se pose en rival officiel du calife de Bagdad, qui ne peut se réclamer que d'Al Abbas, l'oncle du Prophète, alors qu'il est, personnellement, un « Fatimite », c'est-à-dire un descendant direct d'Ali et de Fatima, la fille de Mahomet. Deux califats s'opposent avec netteté l'un à l'autre, et les faits se chargent de prouver que le Fatimite n'est pas un adversaire négligeable : quelques années suffisent à celui-ci pour affermir son autorité dans tout l'ancien

territoire des émirs aghlabites; puis peu à peu il se rend maître de l'extrême ouest du Maghreb, où le manque d'entente entre les chefs de la famille idrisite, que nous avons vue s'installer à Fez au début du neuvième siècle, facilite ses conquêtes.

Au nord, la Sicile est soumise; vers l'est, la Cyrénaïque est enlevée dès 912 ou 913 et l'Égypte menacée aussitôt après.

Ce dernier pays devait opposer aux entreprises du Fatimite une plus longue et plus rude résistance que l'Afrique proprement dite. Peu favorable au chiisme, quoique travaillée par des émissaires du *mahdi* et, au surplus, assez indifférente, semble-t-il, en matière religieuse, la population de la vallée du Nil avait, par surcroît, trop d'intérêt à rester en bons termes avec les pays d'Orient, indispensables à la prospérité de son commerce, pour lier d'emblée partie avec le souverain de Kairouan. Séparée de l'Afrique occidentale par le désert de Libye, l'Égypte a toujours été une dépendance de l'Asie. Apportées par la mer Rouge jusqu'à Aïdhab, près de l'antique Bérénice, les marchandises venues du golfe Persique, de l'Inde et de la Chine rejoignaient le grand fleuve à Assouan, en aval de la première cataracte, pour être dirigées ensuite sur Alexandrie et Damiette. Rompre avec les provinces d'Asie, c'était risquer une ruine commerciale. De là sans doute l'énergie avec laquelle les tentatives du Fatimite furent longtemps repoussées.

De 914 à 969, on ne compte pas moins de quatre grandes campagnes infructueuses d'Oubaïd Allah et de ses successeurs contre l'Égypte tant convoitée. Une première fois, en 914, une armée fatimite pénètre jusqu'à Alexandrie, qui est mise à sac, ce qui refroidit considérablement le zèle des partisans du *mahdi*, quoique à cette date le pays fût retombé dans l'anarchie, à la suite d'une révolution qui, quelques années plus tôt, avait coûté la vie au dernier émir de la famille des Toulounides. En 919 et 920, une attaque par terre et par mer, malgré un déploiement considérable de forces et quelques succès encore au début, n'aboutit qu'à un nouvel échec : Alexandrie est prise, ainsi que Gizeh, qui commandait le passage du Nil, en face de la capitale de Fostat (le Vieux-Caire); la cavalerie fatimite s'avance même jusqu'au Fayoum, mais la flotte africaine est détruite devant Alexandrie et la rive droite du Nil reste inviolée. En 935, sous le califat d'Abou'l Kasim, dit *al Kaïm* (c'est-à-dire le « maître du temps », le *mahdi*), fils et successeur d'Oubaïd Allah, Alexandrie est une fois de plus attaquée, prise et reperdue.

L'Égypte se refuse à toute assimilation avec les provinces

africaines : ressaisi par les mains vigoureuses de Mohammed ibn Toghdj, dit Ichkid¹, un de ces nombreux généraux turcs qui de plus en plus envahissaient, dans les provinces d'Orient, les hautes charges de l'État, le gouvernement et la défense de la province sont réorganisés si bien que, plusieurs années durant, les califes de Kairouan jugent superflue une campagne nouvelle, d'autant, comme nous l'allons voir, qu'ils vont être eux-mêmes aux prises bientôt avec un soulèvement général des Berbères qui mettra quelque temps leur pouvoir en péril.

Enfin, après un entr'acte de plus de trente ans, le calife Maad, dit *al Moïzz*, petit-fils d'Abou'l Kasim, décide l'effort suprême. En 966, une première attaque, menée avec des effectifs restreints contre les oasis de l'ouest et la rive gauche du Nil, ne permet pas encore de franchir le fleuve; mais trois ans plus tard, le 5 février 969, après de longs et minutieux préparatifs, une armée considérable, que les chroniqueurs évaluent à cent mille hommes — sans qu'on puisse d'ailleurs prendre ce total au sérieux — débouche dans la direction d'Alexandrie, qui est immédiatement conquise, puis marche sur Gizeh, sous le commandement de Djauhar, un ancien esclave d'origine byzantine (un *roumi*), qui venait de s'illustrer dans une série de brillantes campagnes au Maroc. L'instant est propice. La mort récente (967) du chef du gouvernement égyptien, un curieux personnage, s'il en fut, le nègre Kafour, a plongé la province dans un complet désarroi; la solde des troupes est en retard; une famine, causée par la sécheresse, désole le pays, entraînant avec elle son habituel cortège d'épidémies. Démoralisés, les soldats de l'émir résistent mollement : le 30 juin 969, ils sont battus près de Gizeh, découvrant le passage du Nil, que l'armée du calife franchit victorieusement. Le lendemain Djauhar fait dans Fostat une entrée solennelle et prend possession de la province au nom du Fatimite (1^{er} juillet 969).

Ce n'est pas une simple conquête ; c'est un califat qui se substitue à un autre : le nom de l'Abbasside — celui qui jusqu'alors passait aux yeux des Égyptiens pour le vicaire du Prophète — est proscrit dorénavant de la prière publique, rayé des monnaies : de bouche, sinon de cœur, le musulman de la vallée du Nil doit maintenant considérer le calife fatimite comme le « prince des croyants » ; la profession de foi chiite doit remplacer la profession de foi jusqu'alors réputée orthodoxe. C'est un

1. Titre honorifique, d'origine persane.

bouleversement religieux en même temps qu'un bouleversement politique.

Mais le prestige du calife abbasside avait fini par tomber si bas que toute comparaison entre les deux califats était sans hésitation possible à l'avantage de celui de Kairouan. Lorsque, quatre ans après la prise de Fostat par Djauhar, Al Moïzz vient en personne prendre possession de la nouvelle capitale que son général lui a fait construire à proximité, sous le nom, qui lui est resté, d'*Al Kahira* (« la Victorieuse ») ou le Caire ; il y est accueilli dans tout l'éclat du triomphe comme l'imam inspiré de Dieu, que l'Afrique du nord entoure de sa vénération. Son autorité, puis celle de son fils Nizar, dit *al Aziz* (« le puissant »), calife de 975 à 996, s'étend alors de l'Atlantique à la mer Rouge. Elle dépasse même déjà l'isthme de Suez. C'est en son nom qu'à la Mecque et au Yémen la prière publique est récitée ; la conquête de la Syrie, où Damas a été occupé un moment en 970, est entamée : elle sera dès 988 un fait accompli.

II. — L'ÉTABLISSEMENT DU CALIFAT OMAYADE DE CORDOUE¹.

Mais depuis 929 un autre grand califat s'oppose déjà en Espagne à celui des Fatimites comme à celui des Abbassides. Après avoir patienté plus d'un siècle et demi, les émirs omayyades de Cordoue se sont, à cette date, décidés à imiter enfin le geste du conquérant de l'Afrique et à revendiquer les titres de « commandeur des croyants » et de « calife sauveur » (*khalifa al Nasir*), répudiant ainsi officiellement et définitivement tout lien religieux avec Bagdad, dont ils s'étaient peu à peu éloignés au point de vue théologique.

Car à l'idée de légitimité s'était mêlée de bonne heure pour les Omayyades d'Espagne celle d'orthodoxie. Les émirs de Cordoue n'avaient cessé de combattre chez eux les tendances religieuses des théologiens de Bagdad qui, suivant la voie tracée au hui-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Aux ouvrages généraux rappelés en tête de ce chapitre ajouter l'ouvrage fondamental de R. Dozy (qui n'a pas été encore remplacé), l'exposé sommaire de A. Gonzalez Palencia, *El califato occidental*, dans la *Revista de archivos, bibliotecas y museos*, t. XLIII (1922), p. 173-196 et 375-405, et la médiocre compilation de Scott, tous cités p. 219, ainsi que les résumés contenus dans les histoires d'Espagne d'Altamira et Ballesteros (citées *ibid.*) ; pour l'histoire de la civilisation, Schack, *Poesie und Kunst der Araber in Spanien und Sizilien*, 2^e éd. (Stuttgart, 1877, 2 vol. in-8°).

tième siècle par le célèbre docteur Abou Hanifa, se croyaient autorisés à interpréter la loi de l'islam au gré de leur raison : fidèles, pour leur part, aux principes posés par un autre docteur célèbre du huitième siècle, Malik ben Anas, ils avaient fini par exiger de tous les musulmans de leurs États l'application littérale des prescriptions du Coran et du *hadith* ou recueil des traditions primitives. En se proclamant califes, ils ont la prétention de ramener l'islam dans le droit chemin. Ils sont les califes « sauveurs », c'est-à-dire que leur mission n'est pas enfermée dans les limites de la péninsule ibérique, mais doit rayonner au loin sur l'Afrique et sur l'Orient, d'où les imposteurs fatimites et abbassides doivent être expulsés.

Passant de la parole à l'acte, ils entreprennent d'abord de disputer aux Fatimites ce Maghreb qui forme comme le prolongement de l'Espagne et qui constitue la patrie d'origine de tant de leurs sujets. C'est de là que sont venus, au moment de la conquête, les soldats de Tarik : est-il admissible que le seul chef authentique de l'islam se désintéresse du sort fait à leurs congénères des pays africains, avec lesquels ils sont, au surplus, restés toujours en rapports suivis ? En 931, Ceuta est occupée ; bientôt après, Méllilla ; en 949, vient le tour de Fez qui, perdue dix ans plus tard, est reprise en 974 ; en 972, la ville de Tanger est, elle aussi, arrachée par la force des armes à l'erreur fatimite. Et déjà les flottes des deux califes rivaux se disputent la Méditerranée occidentale et tentent de se ruiner l'une l'autre : en 955-956, tandis que le port espagnol d'Almeria est dévasté par une flotte fatimite, une flotte omayyade se jette sur Tunis et sur Sousse.

Ainsi, sans même parler de la multitude des petits chefs qui, sur bien des points du territoire musulman, en Espagne comme au Maghreb ou en Arabie ou dans l'Iran, s'enthousiasment jusqu'à vouloir se faire passer pour le *mahdi* et réussissent parfois à retenir autour d'eux, pour un temps plus ou moins long, un groupe de fidèles assez compact, c'en est fait, au dixième siècle, de l'unité du califat. Trois grands souverains se disent tous trois également vicaires du Prophète, se donnent tous trois, avec la même assurance, pour le chef unique de la communauté musulmane et affirment tous trois, en dépit de leurs divergences de doctrines, qu'ils détiennent l'unique et suprême Vérité.

Divisé de la sorte, l'islam cesse momentanément d'être pour le vieux monde méditerranéen une menace sérieuse.

III. — L'ANARCHIE EN ESPAGNE ET LA CHUTE DES CALIFES OMAYYADES DE CORDOUE¹.

Il est désormais d'autant moins à craindre qu'aucun des trois empires dépendant des trois califes rivaux n'échappe à l'action des forces dissolvantes dont le concours a déjà amené la rupture de l'unité de direction politique et religieuse.

Le calife omayyade lutte péniblement en Espagne à la fois contre les partis chrétiens qui se réveillent et contre les gouverneurs de provinces qui, l'un après l'autre, s'affranchissent et transforment leurs gouvernements en principautés héréditaires. Au dixième siècle, le califat résiste encore tant bien que mal. Grâce à quelques personnalités fortes — celles du calife Abd al Rahman III (912-961), de son fils Hakam II (961-976) et du grand Ibn Abi al Mansour (l'Almanzor des Espagnols), tout-puissant ministre du calife de 981 à 1002, — c'est même vers le milieu du dixième siècle que Cordoue parvient à l'apogée de sa splendeur : sa célèbre mosquée, endommagée par un tremblement de terre, est rebâtie sur un plan plus ample, jusqu'à atteindre les proportions grandioses que nous lui voyons aujourd'hui ; dans la ville et ses abords, palais et jardins surgissent de terre ; et, ce qui vaut mieux encore que ce déploiement de luxe, dont musulmans et chrétiens restent également éblouis, Cordoue devient une des métropoles intellectuelles du monde : avec ses vingt-sept écoles gratuites, sa célèbre bibliothèque de quatre cent mille volumes, dit-on, son observatoire, son université, où savants, lettrés, poètes et philosophes rivalisent de zèle pour mettre la capitale des Omayyades en mesure d'égaliser, et peut-être un jour de surpasser Bagdad.

Mais dès le dixième siècle, au point de vue politique, l'autorité du calife ne cesse d'aller s'affaiblissant, pour sombrer de façon définitive au début du onzième. Pendant quelques années, on ne sait même plus qui est calife, tant les révolutions de palais se succèdent avec fréquence. De 1009, date où l'incapable Hicham II, fils de Hakam II, est renversé par une révolution, jusqu'en 1031, où une nouvelle révolution chasse de sa capitale Hicham III, le dernier des princes omayyades qui ait régné à Cordoue, plus de dix prétendus califes sont ainsi faits et défaits à tour de rôle. Cordoue est mise au pillage ; les scènes de meurtre

1. **OUVRAGES À CONSULTER.** — Les mêmes que pour le paragraphe précédent.

s'y succèdent sans répit ; enfin les provinces ont cessé d'obéir. De véritables dynasties princières s'y sont établies : les Aftasides à Badajoz, les Abbadides à Séville, les Hammoudides à Malaga, les Zirides à Grenade, les Amirides à Valence, les Houdides à Saragosse, etc. Cordoue, après 1031, n'est plus qu'une sorte de république gouvernée par l'ancien premier ministre du calife disparu, Abou'l Hazm Djahouar. L'Espagne, sans calife, s'abîme dans une effroyable anarchie.

IV. — L'ANARCHIE DANS L'EMPIRE DES CALIFES FATIMITES.

L'empire fatimite n'est pas en bien meilleure posture.

Dès le milieu du dixième siècle, il est manifeste que les Berbères, avec leur habituelle mobilité, sont las de la domination d'un calife en qui ils n'ont rencontré qu'un souverain comme les autres, après avoir espéré qu'en sa qualité de *mahdi*, il amènerait le retour de l'âge d'or sur la terre. Sous le califat d'Al Kaïm (934-946), les tribus berbères de l'Aurès et des régions limitrophes (spécialement celles du Zab) se révoltent en masse, fanatisées par l'ardente parole d'un des leurs, un vieillard du nom d'Abou Yazid — « l'homme à l'âne », comme sa monture l'avait fait surnommer, — dont l'austère piété inspirait une confiance absolue. La révolte s'étend rapidement jusqu'au voisinage de Kairouan, qui est prise et pillée en 944. Pendant deux années pleines, le califat est dans une situation très précaire : Al Kaïm en est réduit à se défendre dans les murs de Mehdia, puis de Sousse, où la mort vient le surprendre. Et la dynastie n'est sauvée que par les succès de son fils et successeur Abou Tahir, dit *al Mansour* (« le Victorieux »), qui parvient à débloquent Sousse, à refouler « l'homme à l'âne » et à se saisir de sa personne.

La capture de l'agitateur, suivie de sa mort (18 août 947), déconcerte pour un temps les Berbères ; mais du jour où le calife a transporté au Caire le siège de son gouvernement (973), ils se sentent encouragés à renouveler leurs efforts, d'autant qu'en s'établissant sur le Nil, le Fatimite, inévita-

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Mêmes ouvrages à consulter que ci-dessus, p. 366, n. 1, et, en outre, Georges Marçais, *Les Arabes en Berbérie du onzième au quatorzième siècle* (Constantine et Paris, 1913, in-8° ; thèse de doctorat), qui commence à la rupture entre les Zirides et les Fatimites.

blement, a changé l'axe de sa politique et néglige les intérêts africains au profit des intérêts égyptiens. Aussi lui faut-il céder peu à peu aux exigences des Berbères et leur laisser presque aussitôt une semi-indépendance, qui dégénérera très vite en une autonomie véritable. Il faut leur accorder le droit d'être gouvernés par des émirs de chez eux, les Zirides, descendants du Berbère Ziri, tué au service du calife en 971 ; il faut renoncer à empêcher la transmission héréditaire du pouvoir que ces émirs détiennent ; laisser à ceux-ci la plus grande liberté d'allures et se contenter, pour les rendre moins redoutables, de diviser leur famille en opposant, par un jeu politique assez humiliant, les frères ou les cousins les uns aux autres.

Ainsi le morcellement est précipité avec la complicité même du calife : tandis que le Ziride Al Mansour puis ses descendants gouvernent en Tunisie, Hammad et les « Hammadides », ses enfants, gouvernent le Maghreb central (Algérie).

Celui-ci se fractionne, à son tour, ainsi que le Maghreb occidental (Maroc) en petites principautés berbères, tantôt rivales, tantôt alliées entre elles, tantôt fidèles à l'obédience du calife fatimite, tantôt déjà gagnées, nous l'avons vu, à l'obédience du calife omayyade. Pareillement la Sicile, suivant le mouvement, rejette la suzeraineté des Zirides et s'émiette en une poussière de cités ennemies.

Mais ce qui est plus grave encore, c'est que, dans la première moitié du onzième siècle, Kairouan même tranche les liens religieux qui la rattachent au Fatimite et, à partir de 1045 ou 1046, recommence, dans la prière du vendredi, à invoquer les bénédictions d'Allah en faveur du calife de Bagdad. Geste imprudent que le calife du Caire, faute de pouvoir agir, venge rageusement en lâchant sur les provinces de l'ouest, en 1052, les bandes sauvages et assoiffées de butin d'une tribu arabe du Nedj, les Hilal, cantonnés depuis la fin du dixième siècle en Haute Égypte du côté d'Assouan et qui vont en quelques années réduire à néant les richesses de l'Afrique du nord.

L'Égypte est, à cette date, en pleine dissolution. Elle a connu à la fin du dixième siècle une courte période de prospérité sous le règne d'Al Aziz (975-996) grâce à l'habile administration du juif converti Yakoub ben Yousouf dit Ibn Killis, dont le calife avait fait son vizir. En ce temps, le Caire, malgré la date récente de sa fondation, attirait les regards : la grande mosquée « al Azhar », asile de la prière et des études savantes, le magnifique palais du calife (*Kasr al Kabir*), dont les bâti-

ments et les dépendances couvraient à eux seuls, affirme-t-on, plus de neuf hectares et dont l'imposante façade mesurait près de trois cent cinquante mètres de long, le luxe de ses fêtes et la foule des courtisans qui se pressaient dans les larges avenues n'émerveillaient pas moins les visiteurs que la vie bruyante dans les rues étroites et populeuses de la vieille ville, presque contiguë, de Foustat, avec leurs maisons obscures à quatre ou cinq étages, où s'entassaient, à proximité du Nil, gens d'affaires, mariniens et débardeurs. Mais depuis lors est venu le terrible calife Abou Ali, dit *al Hakim* (« celui qui décide »), un exalté fantasque et dangereux, qui a fini par se croire une incarnation de la Divinité. Il a ameuté contre lui par ses décisions arbitraires et contradictoires la population musulmane, non moins que les juifs et les chrétiens : en l'an 1009, il a fait détruire leurs sanctuaires les plus vénérés, comme l'église du Saint-Sépulcre, à Jérusalem, et sa folie mystique, s'attaquant à tous, même aux meilleurs fonctionnaires, aux ministres les plus qualifiés, a entraîné une désorganisation des services administratifs et un désarroi moral dont le pays arrivera difficilement à se remettre. L'Égypte, sous son règne, n'a plus ni cohésion ni force de résistance. Les années où, par suite de la sécheresse, les eaux fécondantes du Nil débordent insuffisamment, le peuple souffre de la famine et s'en prend au gouvernement, qui n'a su arrêter aucune mesure de prévoyance. Des émeutes éclatent dans les rues de Foustat et il faut recourir à la force pour en venir à bout. Le pouvoir du calife paraît si chancelant au début du onzième siècle qu'un aventurier de la famille des Omayyades d'Espagne, un certain Abou Rakoua, peut, en l'an 1006, à la tête d'une bande de Berbères recrutés dans l'Afrique du nord, débarquer en Cyrénaïque et s'avancer jusqu'à Gizeh, en face du Caire, d'où il s'en faut de peu qu'il ne franchisse le Nil et ne s'empare de la capitale. Il est finalement repoussé, mais non sans peine, et le danger auquel l'incurie du gouvernement a exposé les richesses entassées sur les quais de Foustat ajoute à l'irritation que le calife a accumulée contre lui.

Cette irritation et les désordres qui en sont la conséquence s'aggravent après la mort d'Al Hakim (1021), et ses faibles successeurs sont obligés de tenir tête à de nouvelles émeutes, dont certaines — comme celle de l'année 1026, due à l'exaspération causée par le retour constant de la famine et l'insuffisance des approvisionnements, — aboutissent à de véritables combats

dans les rues de Fostat et du Caire, où se dressent des barricades. Des « comités de salut public » s'organisent dans les principales villes de l'Égypte ; on refuse de payer les impôts et, à la cour même du calife, un vent de révolte gronde, qui fait craindre les pires catastrophes.

Quant à la Syrie, péniblement conquise avant la fin du dixième siècle, elle secoue à la moindre occasion l'autorité des califes du Caire. Alep, Damas s'affranchissent et ne sont ramenés que par la force au respect du pouvoir souverain. Dans toute la Syrie, la guerre civile est installée en permanence, compliquée d'une lutte de tous les instants entre les sectes religieuses, qui pullulent dans les replis des montagnes. Visiblement, l'empire fatimite ne se soutient plus en dehors de cette Égypte, qui le tolère à grand'peine, que faute d'un ennemi résolu. Le jour prochain où les Turcs Seldjucides, venus de l'Asie centrale, paraîtront sur les rivages de la Méditerranée, c'en sera fait de lui.

V. — L'ANARCHIE DANS L'EMPIRE DES ABBASSIDES¹.

Mais déjà, à cette époque, l'empire des Abbassides n'est plus depuis longtemps que l'ombre de lui-même. Pièce à pièce il s'est, lui aussi, démembré en principautés rivales, que le gouvernement de Bagdad rencontre plus souvent parmi ses ennemis que parmi ses alliés. Au nord, l'Arménie a retrouvé sous ses princes nationaux une existence séparée. A l'ouest, Mossoul et la Mésopotamie ont passé en 905 aux mains de la famille des Hamdanides, qui les gardent presque sans interruption jusque dans les dernières années du dixième siècle, pour faire place alors à la puissante maison princière des Bouïdes. Au sud, on peut dire que l'Arabie échappe entièrement : du côté de la mer Rouge, elle a passé à l'obédience fatimite ; du côté du

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Outre les ouvrages généraux (en particulier celui de Muir), rappelés en tête du chapitre, voir sur l'état de la société, le livre posthume de Mez, *Die Renaissance des Islams* (Heidelberg, 1922, in-8°), tableau du califat abbasside au dixième siècle, dont le titre est déconcertant et qui a l'inconvénient de trop décrire l'empire abbasside au temps de sa décadence comme un État encore cohérent. Sur les émirs *al oumara*, voir C. Defrémery, *Mémoire sur les émirs al-oméra*, dans les *Mémoires présentés par divers savants étrangers à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1^{re} série, t. II (1852), p. 105-196. Un grand nombre d'articles de l'*Encyclopédie de l'islam* (citée p. 131, n. 1) seront utilement consultés, entre autres les articles : Adud al Dawla (t. I, p. 145-146), Afghanistan (t. II, p. 149-177), Buyides (t. I, p. 827-828), Ghaznawides (t. II, p. 163-168), etc.

golfe Persique, dans le pays d'Oman, la suzeraineté abbasside, qui n'avait jamais pu être solidement assise, est rejetée à titre définitif au profit de chefs locaux choisis librement par la population en qualité d'*imams*. A l'est, le mal n'est pas moindre : dans le Khorassan et le Turkestan, la famille iranienne des Samanides s'est taillé un immense gouvernement, auquel le Sidjistan (ou Seistan) et l'Afghanistan ont même été un moment rattachés au cours du dixième siècle. Puis une série de petits chefs turcs, enrôlés à leur service, qu'ils avaient envoyés comme lieutenants dans les provinces de l'extrême est, ont imité leur geste et se sont constitué, autour de leur résidence de Ghazna (ou Ghazni), à une centaine de kilomètres au sud de Kaboul, une principauté qui va se développant pour elle-même, hors de tout contrôle et en marge des cadres administratifs du califat. L'un de ces chefs turcs, Soubouk-tegin, ose, à la fin du dixième siècle, frapper monnaie à son nom ; et son fils, le célèbre Mahmoud (999-1030) — qu'on a pris l'habitude d'appeler Mahmoud « le Ghaznévide » —, profitant de l'état d'anarchie où l'Inde septentrionale est retombée de son temps, réussit, au bout d'une vingtaine de campagnes menées avec une rare sauvagerie et qui le conduisent jusque dans les vallées du Gange et de la Djoumna, à entrer en vainqueur à Lahore et à arracher le Pandjab à la domination des rajas, trop tard ligüés contre lui.

Certes, avec les armées de Mahmoud, c'est encore l'islam qui triomphe et se répand au dehors ; mais c'est aussi l'islam qui s'entre-déchire : car Mahmoud n'hésite pas à se retourner contre les Samanides, à leur disputer le nord du Khorassan, une partie du Turkestan, peut-être même à s'avancer jusqu'aux abords de la Caspienne, où des monnaies semblent avoir été frappées à son nom dans le Djordjan (la province actuelle d'Astrabad) ; et son fils Masoud n'hésite pas davantage à conquérir, en 1032, la province du Kirman sur les Bouïdes de Perse.

Quant à la Perse, on ne saurait plus dire avec assurance de qui elle relève vraiment. Rentré à Bagdad depuis 892, avec l'espoir d'échapper à la tyrannie de sa garde prétorienne, devenue insupportable dans la petite ville de Samarra¹, le calife est tombé peu après entièrement au pouvoir de son premier ministre qui, sous le titre d'« émir des émirs » (*amir al oumara*), a pris réellement la direction du califat, au point d'oser, à partir de 934, faire ajouter son nom à celui de « prince des croyants »

1. Où il s'était retiré, on s'en souvient, en 836. Voir ci-dessus, p. 216.

dans les invocations (*khotba*) qui marquent le début de la prière publique. Au milieu du dixième siècle, la fonction d'émir suprême a été de vive force enlevée aux généraux turcs, qui jusqu'alors se la disputaient, par un des membres de la famille Bouïde, une famille de rudes soldats, originaires du Daïlem ou pays de Ghilan, à l'ouest du massif de l'Elbourz, qui, quelque dix ans plus tôt, est descendue de ses montagnes pour se jeter aussi à la curée. La maison bouïde est parvenue à accaparer le gouvernement de la plupart des provinces iraniennes, mais s'est vite usée, comme tant d'autres, dans le choc des ambitions concurrentes de ses principaux représentants : entre frères, oncles et neveux, cousins, les rivalités ont dégénéré en luttes, parfois sanglantes, d'où la malheureuse Perse est sortie ruinée au début du onzième siècle, tandis que, pour leur part, les Bouïdes, qui détenaient Bagdad et son pauvre calife, s'essayaient, malgré leur impuissance, à troquer le titre effacé d'*amir al oumara* contre celui, plus pompeux et gros de souvenirs, de « roi des rois », dont la Perse n'avait jamais entièrement perdu la mémoire.

VI. — LA FIN DU MONDE ARABE.

Cette réapparition du titre royal à Bagdad, au cœur de l'islam, indique que le vieux monde arabe est mort, définitivement mort. Les Bédouins sont retournés à leurs déserts ; s'ils en sortent, comme les bandes hilaliennes lancées sur l'Afrique par le calife du Caire, c'est pour exercer leur métier ancestral de pillards et d'ennemis de la civilisation. Ils ont donné à l'Asie, à l'Afrique, à l'Espagne, la religion nouvelle du Prophète, et cette religion ne cesse même de gagner du terrain : les soldats de Mahmoud le Ghaznévide la portent sur les rives de l'Indus et du Gange ; elle se répand parmi les Turcs de l'Asie centrale ; parmi les tribus berbères des régions sahariennes et jusqu'aux confins soudanais. Mais l'Arabe n'a d'ordinaire aucune part à ces progrès.

Les pays de l'islam sont devenus des pays extraordinairement cosmopolites, d'où l'élément arabe est éliminé, où son action du moins est désormais à peu près nulle. Dans tout l'Orient, depuis Ghazna jusqu'au Caire, en passant par Bagdad et Damas, ce ne sont plus qu'esclaves, affranchis ou mercenaires turcs, s'élevant d'échelon en échelon jusqu'aux plus hautes

dignités : chefs d'armées, gouverneurs de grandes villes, voire de province, premiers ministres. L'Afghanistan, par exemple, n'est, depuis le milieu du dixième siècle, administré que par des Turcs : l'ancien esclave Alp-tegin, puis son fils Ichak (963-965), puis un autre affranchi turc, Balka-tegin, enfin un troisième affranchi turc, Soubouk-tegin, le père du grand Mahmoud le Ghaznévide.

En Égypte, garde turque et garde nègre sont rivales, et nous avons déjà nommé le nègre nubien ou abyssin Kafour qui, vendu, dit-on, pour la faible somme de dix-huit dinars en 924 sur le marché aux esclaves, devint successivement, au milieu du dixième siècle, serviteur de l'émir Mohammed dit Ikhchid, puis, malgré sa laideur repoussante, précepteur des enfants de son maître, tuteur de l'aîné d'entre eux, général en chef, premier ministre tout-puissant, immensément riche et, pour finir, de 966 à 968, régent de toute la province avant l'arrivée du conquérant fatimite. Quelque trente ans plus tard, c'est un eunuque d'origine slave, Bardjaouan, qui est choisi comme tuteur du calife Hakim durant sa minorité, et le grand rival de ce Slave est un Berbère, le général Ibn Ammar.

Ainsi, avant même qu'ils ne soient attaqués par de nouvelles hordes barbares, les empires musulmans sont déjà remplis de Barbares, comme jadis l'empire romain aux siècles de la décadence : le chemin y est d'avance frayé aux invasions qui se préparent.

CHAPITRE XI

LA RUÉE TURQUE¹

L'Asie n'avait pas dit son dernier mot ; et si, du côté du Danube et de l'Europe centrale, le redressement des vieux empires, opéré par les souverains de Byzance et par les rois germaniques, continuateurs des Carolingiens, interdisait pour un temps aux Barbares des steppes toute offensive de grande envergure, l'épuisement des empires musulmans leur fournissait, en revanche, du côté de la Perse, une excellente occasion d'aller encore une fois tenter fortune en pays civilisé. Ils surent en profiter. Et c'est pourquoi le onzième siècle, qui est, à divers points de vue, un siècle de réorganisation — dont nous étudierons, au volume suivant, l'œuvre positive — a été témoin d'une nouvelle et tragique ruée de Barbares asiatiques ; et l'assaut fut donné avec une telle violence qu'on put craindre un moment pour le sort de l'Europe elle-même.

Heureusement l'Europe resta indemne, ou du moins les effets de la poussée turque du onzième siècle y furent très étroitement limités. Mais dans toute l'Asie antérieure le coup porté fut rude, et les conséquences y égalèrent en gravité celles des grandes invasions des siècles précédents.

I. — LA CHINE ET LES BARBARES DE L'ASIE ORIENTALE DU VIII^e AU XI^e SIÈCLE².

Il y avait longtemps, quand se déclencha l'offensive turque du onzième siècle, que les peuples d'Asie centrale n'avaient plus

1. OUVRAGES D'ENSEMBLE A CONSULTER. — Nous avons déjà signalé l'absence d'une bonne histoire des peuples de l'Asie centrale. Citons seulement L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie : Turcs et Mongols des origines à 1405* (Paris, 1896, in-8°), confuse et romantique ; un chapitre rapide de H. Schurtz au tome II de la *Weltgeschichte* publiée par Helmolt (Leipzig, 1902, in-8°). La meilleure mise au point, quoique sommaire et sujette à révision pour quelques détails, est la belle *Histoire de l'Asie* de R. Grousset (Paris, 1921-1922, 3 vol. in-8° ; le tome II). La vieille *Histoire des Huns, des Turcs et des Mongols* de J. de Guignes (Paris, 1756-1758, 5 vol. in-4°) est aujourd'hui périmée.

2. OUVRAGES A CONSULTER. — En dehors des ouvrages généraux indiqués à la note

donné du côté de l'Occident de sérieuses inquiétudes ; car si tout renforcement de la puissance chinoise avait pour effet, en leur interdisant l'accès des riches plaines de l'est, de les rejeter vers la mer d'Aral ou vers les pays iraniens, tout affaiblissement de cette même puissance les incitait à aller plutôt chercher fortune dans les parages du Fleuve Jaune.

Or le résultat le plus clair de la défaite sanglante subie par les armées de l'empereur Ming Houang à la bataille du Talas¹, en 751, avait été de rayer la Chine du nombre des grandes puissances asiatiques. Désarmé après cet échec, épuisé par l'effort continu des années précédentes, obligé de réserver ses forces pour faire face aux émeutes, aux tentatives de coups d'État et de *pronunciamientos* qui avaient été se multipliant, le gouvernement impérial du Pacifique avait été très vite réduit à une attitude strictement défensive, qui s'était presque aussitôt changée en une perpétuelle reculade, pendant qu'à l'intérieur des frontières, l'anarchie croissante avait entraîné une fois encore la rupture de l'unité et l'émiettement du pouvoir suprême. Au dixième siècle, à la Chine compacte et puissante des Han et des Tang, s'était derechef substituée une Chine morcelée en royaumes affaiblis et rivaux, gouvernés par de petites dynasties locales, sur lesquelles l'autorité du « Fils du Ciel », confiné dans le Ho-nan et une partie du Chan-toung et du Chen-si, s'était trouvée, en fait, réduite à rien.

Naturellement les Barbares avaient profité de la décomposition de l'empire pour se jeter à la curée : Ki-tan du Liao-toung et du Gobi oriental, Cha-to de la Mongolie méridionale, Ouïgours de la Mongolie septentrionale et de la Dzoungarie, Tibétains, Siamois, bien d'autres nomades encore avaient forcé les frontières de la Chine et s'étaient installés sur son sol. Les Ki-tan avaient même réussi à s'emparer du Pe-tchi-li et du Chan-si, et à établir à Pékin une dynastie nationale qui pouvait surveiller de près la dynastie impériale installée à Kaï-foung, dans le nord du Ho-nan, à quelques kilomètres seulement du Fleuve Jaune, et, à l'occasion, aller lui imposer sa volonté.

Mais, dans la seconde moitié du dixième siècle, les choses avaient changé. Un coup d'État avait, en 960, donné le trône

précédente, on ne voit à citer comme livre d'ensemble sur l'histoire de la Chine, depuis le vieux livre du P. de Mailla (*Histoire de la Chine, traduite du Tong-kien-kang-mou*, Paris, 1777-1783, 12 vol. in-4°), simple traduction d'annales chinoises du moyen âge, que la rebutante compilation de H. Cordier, *Histoire générale de la Chine* (Paris, 1920-1921, 4 vol. in-8° ; le tome II).

1. Voir ci-dessus, p. 148.

impérial à l'un des meilleurs généraux de Chine, Tchao Kouang-yin, le fondateur de la grande dynastie des Soung, qui devait se maintenir au pouvoir presque jusqu'à la fin du treizième siècle.

Sous le nom de Taï Tsou, le nouveau souverain avait immédiatement entrepris de sauver l'empire moribond en mettant fin à la discorde intérieure et en expulsant les Barbares. Tâche ardue, qui allait demander de longs efforts, coûter aux armées impériales plus d'une douloureuse défaite et qu'il ne devait être donné ni à Taï Tsou lui-même ni à ses premiers successeurs de réaliser entièrement. En fin de compte, la partie septentrionale du Pe-tchi-li et du Chan-si, avec les villes de Pékin et de Ta-toung, resteront entre les mains des Ki-tan. Mais, en refaisant l'unité chinoise, en desserrant l'étreinte des Barbares, en cherchant par des offensives hardies, sinon toujours heureuses, à dégager les routes de l'extrême-ouest, barrées par la horde tibétaine des Tangoutes ou par les Ki-tan, les empereurs chinois obligèrent les nomades de Mongolie à refluer vers l'Occident et à profiter de l'affaiblissement de l'empire abbasside pour se donner de l'air à l'autre bout de l'Asie.

II. — LES TURCS DE L'ASIE OCCIDENTALE¹.

Au moment où ils allaient se trouver ainsi lancés, non plus comme simples mercenaires, mais en qualité de conquérants, à l'intérieur des territoires persans, les Turcs de l'Asie occidentale formaient un ensemble assez confus de tribus, proches parentes les unes des autres, mais réunies sous divers chefs et portant des noms différents. Trois groupes principaux y pouvaient être distingués : celui des Ouïgours, fixés dans la contrée du Barkoul et des Tian Chan ; celui des Karlouks, qui, de la haute vallée

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Il n'existe pas de bonne histoire des Turcs de l'Asie occidentale à l'époque des Seldjoukides. L'histoire des Osmanlis publiée par N. Iorga (*Geschichte des Osmanischen Reiches nach den Quellen dargestellt*, Gotha, 1908-1913, 5 vol. in-8° ; de la collection « Geschichte der europäischen Staaten » fondée par Heeren et Ukert) renferme au t. I (p. 1 à 145) un résumé de l'histoire des Turcs Seldjoukides, mais les travaux récents n'ont pas été connus de l'auteur. Les grandes histoires de l'islam déjà citées, en particulier celle d'A. Muller (voir ci-dessus, p. 131, n. 1), t. II, p. 71 et suiv., font naturellement une place à l'histoire des Turcs. L'*Encyclopédie de l'islam*, en cours de publication (voir ci-dessus, p. 131, n. 1) contient nombre d'excellents articles sur les principaux faits et les personnages marquants de l'histoire turque ; la plupart sont dus à l'orientaliste russe W. Barthold. De ce dernier consulter également, *Turkestan v'epokhu Mongolskavo nash yest viya* (Saint-Petersbourg, 1898, 2 vol. in-4°, en langue russe).

de l'Irtych et de la région du Tarbagataï, leur résidence encore dans la première moitié du huitième siècle, s'étaient avancées, après la bataille du Talas, jusque dans le Turkestan oriental, avec Kachgar comme point de ralliement ; enfin celui des Ghouz ou Oghouz, qui avaient, au début du neuvième siècle, atteint les abords de la mer d'Aral et la vallée inférieure du Syr-Daria.

Nous constatons au dixième siècle un glissement continu de deux de ces groupes au moins, les Karlouks et les Ghouz, dans la direction de l'ouest et du sud-ouest. La restauration d'une autorité forte en Chine, qui amène un refoulement général des peuples de Mongolie vers les régions occidentales, fait sentir son effet jusque dans le Turkestan. Vers 940, les Karlouks de Kachgar envahissent le Ferghana et les parages de l'Issyk-Koul, non loin duquel ils s'établissent dans la ville, aujourd'hui disparue, de Balasaghoun — probablement dans la vallée du Tchou — sous des princes de la famille des Kharakhanides ou Ilekkhans. Ils s'y convertissent ou achèvent de s'y convertir à l'islam, mais n'en poursuivent pas moins leur progression. En 990, leur chef Boughra-khan force la frontière des émirs samanides au nord de Tchimkent, franchit victorieusement le Syr-Daria et arrive même dès 992 à surprendre Bokhara, où il fait son entrée le 5 juin. Cette dernière conquête ne peut être maintenue : le 17 août, Bokhara est reprise par l'émir samanide ; mais les Karlouks restent sur le Syr-Daria, dont ils occupent le cours inférieur, aux dépens des Ghouz, progressivement refoulés eux-mêmes vers l'ouest et le sud.

Ceux-ci n'ont plus dès lors le choix qu'entre deux solutions : s'échapper, comme tant de leurs prédécesseurs, vers l'Europe, en contournant la Caspienne, ou bien avancer vers le sud-est dans cette « Transoxiane » — entre Syr-Daria et Oxus (l'Amou-Daria d'aujourd'hui) — où les Karlouks venaient d'être contraints de se retirer. Une fraction du peuple ghouz opte pour la première solution, et nous la voyons, à l'extrême fin du dixième siècle et au début du onzième, se diriger sur la Volga, passer le fleuve, traverser en combattant les plaines de la Russie méridionale, bousculer les Petchénègues et, après mille tribulations mal connues, atteindre le Danube, pour aller de là ravager la Bulgarie, s'enfoncer en Thrace et en Macédoine et finalement se faire exterminer en Grèce.

Mais le gros du peuple ghouz, sous des princes de la famille de Seldjouk — les Seldjoucides —, choisit la voie du sud et se

répand en Transoxiane, d'où, tout en s'islamisant, il commence à faire de grandes razzias au delà de l'Oxus et jusqu'en Arménie et en Mésopotamie.

Une nouvelle progression des Karlouks précipite les événements. En 999, les princes kharakhanides reprennent l'offensive : ils arrachent définitivement Bokhara aux Iraniens ; puis, élargissant leurs premiers succès au détriment à la fois des Iraniens et des tribus ghouzes, entament la conquête systématique de toute la Transoxiane.

Les Seldjoucides n'ont plus dès lors d'issue que du côté du Khorassan et de la Perse : ils vont s'y précipiter en colonnes serrées.

III. — LA CONQUÊTE DE L'ASIE ANTÉRIEURE PAR LES TURCS SELDJOUCIDES¹.

C'est en 1034 ou 1035 que se produisent les événements décisifs. A cette date, le Khorassan, enlevé aux émirs samanides par le grand Mahmoud de Ghazna, le conquérant de l'Inde occidentale, est au pouvoir de son fils Masoud. En vain celui-ci tente-t-il de s'opposer à l'avance des deux chefs seldjoucides Tchagri Beg et son frère Toghroul Beg, les petits-fils de Seldjouk. Ses troupes, battues sur l'Oxus, doivent se replier précipitamment dans la direction de Merv, qu'il leur faut aussi évacuer en 1037; défaites à nouveau devant Serakhs en 1038, elles sont rejetées en désordre vers le sud-est tandis que l'envahisseur, poussant droit devant lui, atteint, deux cents kilomètres au sud, la ville importante de Nichapour. Masoud tente un effort suprême pour arrêter l'ennemi : débouchant de l'Afghanistan, il l'attaque de flanc à Dandanakan, entre Merv et Serakhs le 23 mai 1040 ; mais, après trois jours de lutte acharnée, il subit un irrémédiable échec et n'échappe qu'à grand'peine à la poursuite des Seldjoucides.

Le Khorassan est à la merci de ces derniers. La conquête en est faite à vive allure ; et aussitôt après la Perse est attaquée. En 1051, Ispahan succombe après une longue résistance ; Hamadan subit le même sort. De Perse, les bandes turques

1. OUVRAGES A CONSULTER. — Les ouvrages indiqués à la note précédente et, en outre, J. Laurent, *Byzance et les Turcs Seldjoucides dans l'Asie occidentale jusqu'en 1081* (Nancy, 1913, in-8°; thèse de doctorat, publication des *Annales de l'Est*); De Lacy O'Leary, *A short history of the Fatimid khalifate* (Londres, 1923, in-16).

se répandent vers le sud jusque dans le Kirman et, vers le nord, dans l'Azerbeïdjan ; elles dépassent les frontières de l'empire byzantin. En 1052, elles dévastent la région de Kars ; en 1053-1054, les abords du lac de Van, d'où elles poussent jusqu'à Erzeroum, la Géorgie et le Caucase.

En 1055, une nouvelle et importante étape est franchie . le 25 décembre de cette année, Toghroul Beg fait son entrée à Bagdad, où il a su se ménager des intelligences, et, pendant que le dernier émir bouïde, Al Malik, va finir ses jours en prison, le Seldjoucide prend possession, sous le titre nouveau de « sultan » — c'est-à-dire de « maître » —, de la ville sainte et de son calife. Moins de trois ans après, au début de l'année 1058, il se fait donner, en outre, le titre plus ambitieux de « roi de l'Orient et de l'Occident » et entame, sans désespérer, la conquête de cet Occident — l'Occident byzantin et l'Occident fatimite — où les Turcs sont assurés de pouvoir ramasser un riche et copieux butin.

L'Occident byzantin est momentanément en état de moindre résistance : après les règnes de quelques souverains peu recommandables, tels que les trois maris successifs de l'impératrice Zoé la « Porphyrogénète » — Romain Argyre (1028-1034), Michel le Paphlagonien (1034-1041) et Constantin Monomaque (1042-1055) —, après le court passage au pouvoir de l'incapable Michel VI (1056-1057), il est entré dans une période d'instabilité politique et de désordres qui vont l'empêcher de réagir comme il siérait. En 1057, une révolution porte au trône un des plus remarquables généraux de l'empire, Isaac Comnène ; mais sa politique cassante et toute militaire a vite fait de déplaire : dès 1059, il est forcé d'abdiquer au profit d'un civil, Constantin Ducas, président du Sénat, homme aimable et bel esprit, à qui manquent malheureusement tout à fait l'énergie et l'autorité nécessaires pour prendre les décisions que les circonstances imposent et empêcher le désordre de gagner l'administration et l'armée.

Les Seldjoucides en profitent. A partir de 1059, la tradition des grandes razzias arabes des septième et huitième siècles est renouée et il ne se passe plus d'années que les bandes turques ne pénètrent, et chaque fois plus profondément, en territoire byzantin : d'un coup, en 1059, elles atteignent Sivas, l'antique Sébaste ; en 1064, dans le nord, au delà de l'Araxe, Ani est détruite ; de 1065 à 1067, leurs ravages s'étendent depuis Édesse jusqu'à Antioche ; puis c'est du côté de l'Asie

Mineure qu'elles concentrent leurs efforts : en 1067, Césarée de Cappadoce est dévastée ; en 1068, un sort identique est réservé à Néocésarée (aujourd'hui Niskar), au pied de la chaîne Pontique et, en pleine Anatolie, à Amorium, la grande ville phrygienne ; en 1069, c'est le tour d'Iconium (l'actuelle Koniah), et l'année d'après les bandes pillardes s'avancent jusqu'à Khonas, au sud de Laodicée, à deux cents kilomètres seulement de la mer Égée.

A cette date, seul un miracle eût pu sauver l'Asie Mineure de la ruine. C'est en vain qu'en 1071 le successeur de Constantin Ducas, l'énergique Romain Diogène, à qui un mariage avec l'impératrice Eudoxie a valu le pouvoir en 1067, rassemble enfin hâtivement une armée, qu'on évalue à quelque cent mille hommes, et marche à la rencontre du nouveau sultan seldjoucide Alp Arslan (« le Grand lion ») dans la direction de l'Arménie byzantine. Ses troupes ne sont qu'une cohue d'hommes ramassés au hasard, dont les officiers se jalourent et à qui tout manque : armes, instruction, entraînement, discipline. La bataille livrée le 26 août 1071 à Manzikert (ou Melezgherd), au nord-ouest du lac de Van, est pour les Turcs un éclatant triomphe : les Grecs sont mis en déroute, l'empereur est fait prisonnier, l'Asie Mineure est livrée sans défense aux hordes dévastatrices.

En moins de deux ans elle va être entièrement submergée. Quelques mois après Manzikert, les Turcs sont signalés déjà à Chrysopolis (Scutari), le faubourg asiatique de Constantinople ; la rive orientale du Bosphore est à leur merci, et la capitale de l'empire byzantin est exposée aux coups de main de leurs pillards. A la même époque, ils sont à Milet, sur la mer Égée, à Trébizonde, sur la mer Noire ; peu après, ils bordent la mer de Marmara : on les signale à Chacédoine, à Nicomédie (Ismid), à Nicée (Isnik), à Cyzique. La péninsule est parcourue en tout sens ; dans les campagnes abandonnées, les cadavres gisent sans sépulture. « Les Turcs ont passé là... »

Mais ils ne s'en sont pas tenus à l'Asie Mineure. De Bagdad et de Mosoul, conquis dès 1056, ils se sont avancés vers la Syrie : d'abord celle du nord, dont les Byzantins ont repris à la fin du dixième siècle la région côtière et où la ville d'Antioche, aux portes de laquelle les bandes turques courent la campagne dès 1065, finira par succomber en 1084, — la même année que la ville musulmane d'Alep, leur vassale à partir de 1070 ; puis la Syrie centrale et méridionale avec la Palestine, où la domination

du calife fatimite, déjà fort ébranlée avant l'arrivée des Seldjoucides, achève de s'écrouler sous les coups du général turc Atziz ; Ramla et Jérusalem sont prises ; en 1075, Damas subit le même sort.

Et déjà les regards des conquérants s'étendent plus loin, du côté de l'Égypte, où la main de fer du vizir Badr s'emploie en hâte à conjurer la révolution qui gronde dans le Delta : en 1076, Atziz prépare une grande attaque à la fois contre Alexandrie et contre le Caire, où règne une inquiétude fébrile.

Après tant de siècles de terreur et de dévastations, le monde méditerranéen va-t-il donc de nouveau succomber sous l'assaut des Barbares ? Telle est la question angoissante qui se pose vers 1075.

L'Europe occidentale, lentement reconstituée au cours du onzième siècle, va se charger d'y répondre : à l'attaque en masse des Turcs, elle s'apprête à riposter par la croisade.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

LIVRE PREMIER

*Les conquêtes barbares
depuis l'entrée des Huns en Europe jusqu'au milieu
du VIII^e siècle*

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le monde barbare vers le milieu du quatrième siècle.....</i>	3
I. Les Germains, p. 4. — II. Les Barbares de l'Afrique et de l'Asie antérieure, p. 7. — III. Les Barbares des steppes russes et asiatiques, p. 9.	
CHAPITRE II. — <i>La prise de possession des provinces romaines...</i>	13
I. L'entrée des Huns en Europe ; les Wisigoths dans l'Empire romain, p. 14. — II. L'invasion de Radagaise et la grande invasion de 406, p. 16. — III. L'établissement des Wisigoths en Gaule, p. 19. — IV. L'établissement des Vandales en Afrique, p. 21. — V. L'établissement des Francs et des Burgondes en Gaule, p. 22. — VI. Caractères généraux des premiers établissements barbares dans l'Empire romain, p. 24.	
CHAPITRE III. — <i>L'empire des Huns.....</i>	27
I. Les Huns dans la première moitié du cinquième siècle, p. 28. — II. La ruée des Huns sur la Gaule et l'Italie, p. 31. — III. La dissolution de l'empire des Huns, p. 32.	
CHAPITRE IV. — <i>L'Occident aux mains des Barbares.....</i>	35
I. La chute du gouvernement romain d'Occident, p. 35. — II. Le royaume vandale sous Genséric, p. 37. — III. Le royaume wisigothique dans la seconde moitié du v ^e siècle, p. 39. — IV. La fondation du royaume burgonde, p. 41. — V. La conquête	

de la Gaule par les Francs, p. 41. — VI. L'établissement des Ostrogoths en Italie sous Théodoric le Grand, p. 45. — VII. Les Anglo-Saxons en Grande-Bretagne, p. 48.

CHAPITRE V. — *Les Etats et la société germaniques au début du VI^e siècle*..... 50

I. L'organisation politique et administrative. Caractères généraux, p. 51. — II. L'organisation politique et administrative du royaume franc, p. 53. — III. La législation germanique et le principe de la « personnalité des lois », p. 57. — IV. La société germanique au début du VI^e siècle. Caractères généraux, p. 60. — V. La société wisigothique, p. 66. — VI. La société burgonde, p. 67. — VII. La société franque, p. 69. — VIII. La civilisation germanique au début du VI^e siècle, p. 72. — IX. Le rôle historique de la Germanie, p. 76.

CHAPITRE VI. — *Le royaume ostrogothique*..... 77

I. L'organisation politique et administrative, p. 78. — II. La législation, p. 80. — III. La civilisation dans l'Italie ostrogothique, p. 81.

CHAPITRE VII. — *La revanche de Rome : Justinien*..... 85

I. Pourquoi l'Empire romain a survécu en Orient. L'Empire et ses voisins d'Asie, p. 86. — II. L'hellénisation de l'Empire romain en Orient avant Justinien, p. 89. — III. Le maintien des prétentions impériales sur l'Occident avant Justinien, p. 90. — IV. Justinien ; la restauration impériale en Afrique, p. 94. — V. La restauration impériale en Italie, p. 96. — VI. La crise des années 540-552, p. 99. — VII. La restauration impériale en Espagne, p. 101. — VIII. La civilisation byzantine au temps de Justinien, p. 102.

CHAPITRE VIII. — *Le retour offensif des Barbares et la lutte pour la sauvegarde de l'Empire en Orient*..... 105

I. Les révolutions d'Asie au V^e et au VI^e siècle, p. 105. — II. L'installation des Avars en Europe et la conquête de l'Italie par les Lombards, p. 109. — III. La ruée des Perses en Asie Mineure, en Syrie et en Egypte, p. 112. — IV. Héraclius, p. 115.

CHAPITRE IX. — *L'islam et la formation de l'Etat arabe jusqu'à la mort de Mahomet*..... 118

I. L'Arabie avant l'islam, p. 118. — II. La vocation de Mahomet, p. 121. — III. L'hégire, p. 125. — IV. La guerre sainte et la conquête de l'Arabie, p. 127.

CHAPITRE X. — <i>La conquête arabe</i>	131
I. La conquête de l'Arabie, de la Syrie et de la Perse, p. 133.	
— II. La conquête de l'Egypte, p. 136. — III. Les conquêtes arabes en Asie Mineure et en Arménie, p. 138. — IV. La conquête de l'Afrique du nord, p. 140. — V. La conquête de l'Espagne, p. 142. — VI. L'invasion de la Gaule, p. 144. — VII. L'expansion arabe en Asie centrale. La lutte contre les Turcs et les Chinois, p. 145. — VIII. Les conquêtes arabes aux Indes, p. 149.	
CHAPITRE XI. — <i>L'Etat arabe sous les premiers califes (632-750)</i>	151
I. L'Etat arabe sous Abou Bakr (632-634), p. 152. — II. L'organisation de l'Etat arabe sous Omar (634-644), p. 154. — III. Le califat d'Othman (644-656), p. 156. — IV. Le califat d'Ali (656-661), p. 158. — V. L'Empire arabe sous la dynastie omayyade. Les principes nouveaux, p. 160. — VI. Les embarras de la monarchie omayyade, p. 163. — VII. La chute du régime omayyade, p. 167. — VIII. Les causes de la chute des Omayyades, p. 171.	
CHAPITRE XII. — <i>L'Orient byzantin au lendemain de la conquête arabe</i>	173
I. L'Empire romain au début du VIII ^e siècle, p. 173. — II. La reconstitution de l'Empire sous Léon III, p. 179. — III. Léon III et l'abrogation du culte des images, p. 182. — IV. Constantin V et la querelle des images, p. 186.	
CHAPITRE XIII. — <i>L'Occident chrétien du milieu du VI^e au milieu du VIII^e siècle</i>	191
I. La papauté et l'expansion du christianisme en Occident. L'œuvre de Grégoire le Grand, p. 192. — II. Le triomphe du catholicisme romain en Angleterre au VII ^e siècle, p. 195. — III. Les progrès de la papauté en Occident dans la première moitié du VIII ^e siècle. L'œuvre de saint Boniface, p. 197. — IV. Les progrès de la monarchie franque du VI ^e siècle à l'avènement des Carolingiens, p. 200. — V. L'alliance de la papauté et des Francs contre les Lombards, p. 207.	

LIVRE II

Les nouveaux empires et les Barbares

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'empire des Abbassides et la civilisation musulmane au IX^e siècle</i>	212
I. L'organisation de l'Etat musulman sous les Abbassides,	

p. 212. — II. L'autonomie des grands gouvernements au VIII^e et au IX^e siècle, p. 219. — III. L'unité morale de l'empire de l'islam à la fin du IX^e siècle et sa prospérité matérielle, p. 225. — IV. La civilisation musulmane aux VIII^e et IX^e siècles, p. 228.

CHAPITRE II. — *L'empire de Charlemagne*..... 234

I. L'achèvement territorial de l'Etat franc : 1^o la conquête de l'Italie, p. 235. — II. L'achèvement territorial de l'Etat franc ; 2^o la conquête de la Saxe et de la Bavière, p. 238. — III. L'achèvement territorial de l'Etat franc ; 3^o l'établissement des marches frontières, p. 240. — IV. L'établissement de l'empire carolingien, p. 243. — V. Le nouvel empire, p. 247. — VI. L'organisation de l'empire carolingien, p. 250.

CHAPITRE III. — *La renaissance de la civilisation antique en Occident*..... 256

I. Le sort de la civilisation antique en Occident avant Charlemagne, p. 257. — II. La renaissance au temps de Charlemagne, p. 262. — III. Les destinées de la civilisation en Occident après Charlemagne, p. 267.

CHAPITRE IV. — *La dislocation de l'empire carolingien*..... 270

I. Les tentatives de renforcement de l'idée impériale, p. 271. — II. Le partage de l'empire, p. 274. — III. La survivance de l'idée impériale en Occident, p. 280.

CHAPITRE V. — *L'expansion scandinave aux IX et X^e siècles*.... 286

I. La Scandinavie au début du IX^e siècle, p. 287. — II. Les premières conquêtes. L'établissement des Norvégiens en Irlande et des Danois aux Pays-Bas, p. 290. — III. L'établissement des Danois en Angleterre au IX^e siècle, p. 295. — IV. La fondation du duché de Normandie, p. 298. — V. L'expansion norvégienne du milieu du IX^e siècle à la fin du X^e, p. 301. — VI. L'expansion danoise au X^e siècle et au début du XI^e. L'empire de Cnut le Grand, p. 302. — VII. L'expansion suédoise et la fondation de l'Etat russe, p. 306. — VIII. Les résultats des grandes migrations scandinaves, p. 307.

CHAPITRE VI. — *La fondation de l'empire bulgare*..... 310

I. La décadence de l'empire byzantin au début du IX^e siècle et l'expansion bulgare dans les pays danubiens, p. 311. — II. L'établissement de l'hégémonie bulgare en pays slave au milieu du IX^e siècle, p. 313. — III. La Grande Bulgarie au temps du tsar Siméon (893-927), p. 317.

CHAPITRE VII. — <i>L'établissement des Hongrois</i>	321
I. L'arrivée des Hongrois, p. 322. — II. Les incursions hongroises dans l'Europe occidentale durant le premier quart du x ^e siècle, p. 325. — III. Les dernières incursions hongroises et la bataille du Lech, p. 328. — IV. Les origines de l'Etat hongrois, p. 330.	
CHAPITRE VIII. — <i>Otton le Grand et la restauration de l'Empire d'Occident</i>	333
I. La restauration du pouvoir monarchique en Allemagne, p. 334. — II. L'Europe occidentale au milieu du x ^e siècle et le couronnement impérial d'Otton, p. 340. — III. La restauration de l'Empire, p. 347. — IV. Le renouveau religieux et intellectuel au milieu du x ^e siècle, p. 351.	
CHAPITRE IX. — <i>Le redressement de l'empire byzantin (963-1025)</i>	356
I. La contre-offensive en Asie, p. 356. — II. La contre-offensive en Europe et la chute du royaume bulgare, p. 360.	
CHAPITRE X. — <i>L'anarchie dans le monde de l'islam</i>	365
I. L'établissement du califat des Fatimites, p. 366. — II. L'établissement du califat omayyade de Cordoue, p. 370. — III. L'anarchie en Espagne et la chute des califes omayyades de Cordoue, p. 372. — IV. L'anarchie dans l'empire des califes fatimites, p. 373. — V. L'anarchie dans l'empire des Abbassides, p. 376. — VI. La fin du monde arabe, p. 378.	
CHAPITRE XI. — <i>La ruée turque</i>	380
I. La Chine et les Barbares de l'Asie orientale du viii ^e au xi ^e siècle, p. 380. — II. Les Turcs de l'Asie occidentale, p. 382. — III. La conquête de l'Asie antérieure par les Turcs seldjoucides, p. 384.	

Imp des *Presses Universitaires de France*, Paris. — 1926. — 0625
